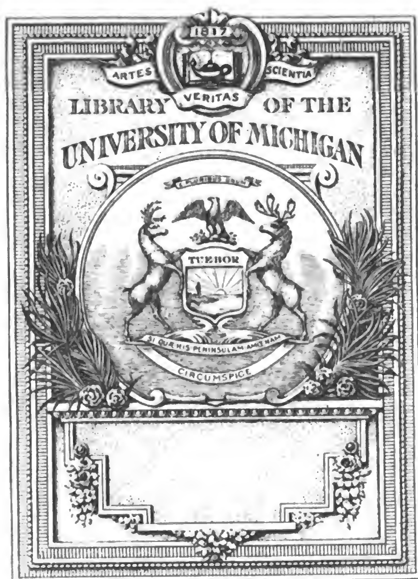



1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUÆRIS PENINSULAM AMŒNAM
CIRCUMSPICE

SUPPLÉMENT
AU
RECUEIL
DES PRINCIPAUX
TRAITÉS
d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Échange etc.

CONCLUS PAR LES PUISSANCES

DE L'EUROPE

TANT ENTRE ELLES

QU'AVEC LES PUISSANCES ET ETATS

DANS D'AUTRES PARTIES DU MONDE

depuis 1761 jusqu'à présent

PRÉCÉDÉ J. Dainete

DE

TRAITÉS DU XVIIIEME SIÈCLE

antérieurs à cette époque et qui ne se trouvent pas

dans

LE CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE

DE

MRS. DUMONT ET ROUSSET

ET AUTRES RECUEILS GÉNÉRAUX DE TRAITÉS

PAR

GEORGE FREDERIC DE MARTENS

Conseiller de Cour de S. M. Britannique l'Electeur de Bronswic Lunebourg, Professeur ordinaire en droit de la Nature et des Gens, et Assesseur de la Faculté des droits en l'université de Gottingue.

TOME I.

À GOTTINGUE, 1802.

CHEZ HENRI DIETERICH.

Discours préliminaire
sur les differens recueils de traités publiés jusqu'à ce jour.

Le nombre des recueils de traités publics s'est tellement accru, qu'il y a peut-être peu de bibliotheques qui peuvent se vanter de les reunir tous; plusieurs d'entre eux ne sont plus que des objets de curiosité pour ceux qui possedent des recueils posterieurs, dans lesquels on a inseré ce qu'ils renfermaient d'interessant; d'autres peuvent encore être utiles, même à côté de la collection la plus vaste et la plus connue de ce genre, le *Corps universel diplomatique* de Mr. du Mont, continué par Mr. Rousset. Il est donc important de les connaitre et de les distinguer, et je crois qu'un tableau abrégé de ces differens recueils pourrait n'être pas déplacé à la tète d'une collection qui remplit une partie, quoique très-petite seulement, du vuide laissé par les redacteurs du corps diplomatique. D'ailleurs il me paroit que ceux qui s'interessent à l'étude de la diplomatique pourraient voir avec plaisir comment d'un très-petit commencement ces recueils se sont insensiblement accrus jusqu'à cette masse imposante que forme le corps diplomatique, ce qui s'est fait depuis, comment le gout pour cette sorte de productions litteraires s'est communiqué d'un pays à l'autre, et ce qui reste encore à faire.

Je me bornerai cependant á parler de ces ouvrages qui sont proprement des recueils et principalement de traités de nation à nation, sans entrer dans cette multitude d'ouvrages historiques, de journeaux et autres écrits periodiques dont plusieurs sont parsemés de traités et autres actes publics; et ce n'est qu'en abrégé que je toucherai quelques recueils* de lois qui renferment en même tems un bon nombre de traités.

Il serait étranger à mon but de m'étendre sur l'usage des anciens peuples de perpétuer leurs traités et leurs lois en les gravant dans du marbre ou dans l'airain; cette matière à été touchée dans la préface au prémier volume du Corps diplomatique p. xxxiv. Je me contenterai d'observer, qu' avant l'invention de l'art typographique les copies des traités couchés sur du parchemin, et conservés dans les archives, passaient sans doute rarement entre les mains de particuliers. On promulgeait de vive voix les traités de paix par le ministère des herauts, ainsi qu'on se l'est tant de fois promis dans les traités du moyen age; les traités de commerce devaient bien aussi se communiquer aux villes commercantes; mais on sait combien à cette époque les traités de commerce proprement dits étaient rares, et que c'était moins les monarques que les villes, même municipales, qui les contractaient, en se servant d'une autonomie qui alors leur fut peu disputée. Les alliances furent considérées comme l'affaire du souverain seul, et, dans les monarchies au moins, on en rendait rarement compte aux sujets; content de leur demander des secours lorsqu'il y avait lieu; comme jusqu'à ce jour on

on a beaucoup plus de peine à se procurer les alliances que la plupart des autres traités.

Il est donc peu surprenant, si entre les premiers monumens de l'art typographique on ne trouve point de traités, moins encore des recueils; je doute qu'on puisse citer un exemple d'un traité imprimé en entier au 15[cme] siècle, quoiqu' entre les loix fondamentales d'empire la bulle d'or ait déja parue imprimée à Nurnberg 1477 *a*) en latin, à Ulm 1484 et à Strasbourg 1485 en allemand in folio.

Le 16[cme] siècle même est encore peu riche en de semblables productions; on trouve à la verité quelques ouvrages parsemés de traités, entre lesquels les annales DE BARONIUS *b*) occupent une place distinguée; on trouve quelques traités imprimés séparement tel p. e. que le concordat entre l'Empire et le Pape de 1448 imprimé à Strasbourg 1513 in 4to, la capitulation entre la France et la Porte imprimée à Paris 1670 in 4to, le traité entre la France et la Savoye de 1569 imprimé à Paris 1597 in 4to etc. ces deux derniers ont été probablement imprimés d'autorité; je n'en trouve point d'autres, car les traités d'union des Provinces des Pays-Bas de 1576 et 1579 quoique placés à la tête du recueil des traités de la république imprimés par autorité *c*), y ont été inserés beaucoup plus tard, et le premier traité imprimé d'autorité

a) LIPPENIUS d. s. *bibliotheca iurid. realis* cite encore une édition de 1474, mais je ne l'ai point vue.

b) *Annales ecclesiastici.* Le premier des XII Volumes qui composent cet ouvrage parut à Rome 1588. Fol. et les premiers volumes furent déja réimprimés à Venise 1595. à Cologne 1596, à Anvers 1597, à Rome 1597.

c) *Recueil van Tractaten* etc.; il en sera parlé plus bas.

rité en Hollande, c'est la trêve avec l'Espagne de 1609, comme en Angleterre, d'après CHALMERS *d*), le traité de cette Puissance avec l'Espagne de 1604 est le premier qui y a été publié d'autorité, et même en général le premier imprimé dans ce royaume.

On trouve à la verité un ouvrage du 16ème siècle sous le titre:

Recueil des guerres et de traités de paix, de tréve, d'alliance d'entre les Rois de France et d'Angleterre depuis Philippe I. Roi de France jusqu'à Henry II. par JEAN DU TILLET, Greffier du Parlement; Paris chés Dupuis (ensemble avec le traité du même auteur *des Rois de France*, 1577 et 1588. fol. 1607 et 1618. 4to) séparement 1588 fol. Mais ce n'est proprement qu'une narration sommaire des traités à laquelle on a joint à chaque chapitre une liste des traités avec renvoi au tresor (archives) du Roi où ces traités se trouvent; et, dumoins dans l'édition de 1607, que j'ai devant moi, je ne trouve aucun traité inséré en entier.

GOLDAST *e*) et HORTLEDER *f*) qui, en Allemagne, ont donné les premiers exemples de recueils diplomatiques, n'ont écrit qu'au commencement du 17ème siècle, et d'ailleurs leurs recueils ne renferment qu'un petit nombre de traités entre une multitude d'actes relatifs aux affaires internes d'Empire.

GRO-

d) *Collection of Treaties.* T. I. préface.

e) *Impp. regum et electorum S. R. I. statuta et rescripta a Carolo M. ad Car. V. et a Carolo V. ad Rudolphum II.* Francof. 1607. Fol.; sur les autres écrits et recueils de cet auteur voyés PÜTTER *Litt. des Staatsrechts.* T. I. p. 172.

f) *Ursachen des Schmalkaldischen Krieges etc.* 1617 et 1618. Fol. voyés PÜTTER l. c. p. 179 et suiv.

Grotius n'avait donc que de faibles secours de ce genre en composant 1625 son ouvrage *du droit de la guerre et de la paix*, et c'est là probablement une des raisons pourquoi la plupart des exemples et des traités qu'il allegue sont puisés dans l'histoire ancienne, tandis qu'il ne cite que rarement des traités des derniers siècles, quoique plusieurs ouvrages de ce respectable savant fassent voir, combien il étoit versé dans l'histoire, particulièrement de sa patrie. Cependant le gout pour l'étude du droit des gens qu'il inspira, a pu contribuer à faire naitre celui de la recherche des diplomes qui font la base du droit conventionel des nations. Plus encore la crise où l'Europe se vit pendant la guerre de trente ans et les longues negociations entamées pour la terminer, ont elles du influer sur l'interêt que le public prit à la connoissance des affaires des nations. Aussi est-ce pendant cette époque qu'on voit se multiplier prodigieusement les ouvrages historiques entrelaçés d'actes publics, soit d'une date plus reculée *g*), soit, tel que le *Theâtrum Europaeum h*) et le *Mercurio* de Vit. Siri *i*), des tems les plus recens.

g) Il suffit, de parcourir la liste des auteurs diplomatiques dans Baring *Clavis diplomatica* surtout n. 4: *des ouvrages historiques entrelacés de diplomes*, pour être frappé combien leur nombre s'est accru subitement dans la première moitié du 17eme siècle.

h) Le premier volume du Theatrum Europaeum, renfermant les actes depuis 1617, parut à Francfort 1635, le 5eme 1647; le 21eme et dernier (— 1718.) 1738. Fol.

i) *Mercurio o vero historia dei correnti tempi.* Le premier volume parut 1644. le second 1647: les treize autres sont posterieurs à la paix de Westphalie.

On trouve même au 17[eme] siècle deux petits recueils de traités antérieurs à la paix de Westphalie; l'un sous le titre:

Traités de paix et d'alliance entre Louis XII. et autres Princes 1498–1508, *imprimés avec l'histoire de ce Roi par* JEAN DE SAINT-GELAIS. Paris 1622. 4to.

l'autre sous le titre:

Recueil des traités de paix, tréves et neutralité entre les couronnes d'Espagne et de France depuis 1526 *jusqu'en* 1611. à Anvers 1645 in 12. (publié par JEAN JAQUES CHIFLET medecin du Roi d'Espagne) réimprimé à Anvers; puis continué jusqu'à la paix de 1659 à Anvers 1664, à Amsterdam 1664 in 12. et aussi sans mention de lieu et d'année in 12.

Il est assés memorable que l'Empereur Ferdinand II. écrivit 1633 une lettre au Roi de Pologne pour lui proposer de faire imprimer les traités entre la maison d'Autriche et la Pologne afin qu'ils parviennent à la connoissance du public *k*), quoique j'ignore si ce projet a alors été exécuté, et s'il a donné lieu à un recueil particulier.

Quant à la paix de Westphalie, l'impatience des editeurs n'en attendit pas la signature pour la publier; trois editions de la paix d'Osnabruc parurent, savoir deux en Allemagne et une en Hollande *l*) avant que ce traité, arrangé dès le mois de Juillet 1648, eut été signé en même tems avec la paix de Munster le 24 Octobre N. S. 1648. Immédiatement après les éditions et les traductions de ce double traité se succederent avec rapi-

k) DOGIEL *cod. dipl. Polon.* T. I. prospectus p. 4.

l) PÜTTER *Litt. des teutschen Staatsrechts.* T. II. p. 420 et suiv.

rapidité, quoiqu'une édition entièrement exacte du traité d'Osnabruc n'ait paru que près de 90 ans après, ensemble avec celui de Munster, par les soins de J. G. DE MEYERN à Gottingue 1738 in Fol.

Depuis l'époque de ce traité, longtems considéré comme la base du droit public de l'Europe, on voit s'augmenter presque d'année en année les materiaux pour des recueils plus généraux et plus étendus, surtout en Allemagne, en Hollande et en France, et publier quelques recueils particuliers de traités, soit d'une époque determinée, soit de telle puissance individuelle.

C'est ainsi qu'en *Allemagne* parut le

Theatrum pacis, hoc est tractatuum atque instrumentorum praecipuorum ab anno inde 1647 *ad* 1660 *usque in Europa initorum et conclusorum Collectio.* à Nurnberg 1663 in 4to (continué depuis sous le titre Pars II. jusqu'à l'an 1683 par CH. PELLERIUS.

Et peu après:

Collectio praecipuorum Tractatuum pacis ab anno 1647 *ad annum* 1666 *utpote Hispanorum et Belgarum, Osnabrugensis, Monasteriensis, Cromwellio-Hollandicus, Dano-Suecicus, Pyrenaeicus, Polono-Suecicus.* à Nurnberg 1666 in 4to. (La seconde édition est de l'an 1684 en 2 Voll. in 4to.)

C'est ainsi qu'en *Hollande* on vit commencer dès 1658 ce *Groot Placatenboek* dont j'aurai l'occasion de parler encore plus bas, et qui entre autre renferme aussi les traités de cette république. Un petit *Recueil des traités, de confédération et d'alliance entre les Couronnes de France et les Princes et Pays étrangers depuis* 1629 *jusqu'en* 1644 *y fut publié* 1650 in 12, un autre des *traités, de confédération et d'alliance entre les cou-*

ronnes de France et les Princes et pays étrangers depuis 1621, *jusqu'en* 1648 probablement aussi de Jean Jaques Chiflet *m*), y fut imprimé 1650. 8. 1651. 12. Un troisième sous le titre: *Recueil des traités de paix et de confédération avec les Couronnes de France, les Princes et états étrangers depuis* 1621 *jusqu'en* 1664, à Amsterdam 1664 in 12, augmenté jusqu'en 1667, 1668. 8. et à Amsterdam 1671 in 12.

En France le Roi fit imprimer d'autorité les traités d'Aix-la-Chapelle et de Nimegue et accorda à son imprimeur, alors Mr. Leonard, en date du 18 Août 1678 le privilège *d'imprimer seul pendant* 20 *ans tous les traités de paix etc. avec et entre les Princes et états étrangers, les mettre en recueil ou séparement.* Muni de ce privilège ce savant imprimeur après avoir publié séparément plusieurs traités et un volume sous le titre: *Recueil de tous les traités, modernes conclus entre les Potentats de l'Europe et de tous les memoires qui ont servi à faire la paix de Nimegue avec un recueil des arrêtés de la Chambre royale établie à Metz;* à Paris 1683 in 4to. conçut et executa le projet d'un recueil plus étendu des traités auxquels la France avait eu part, en remontant jusqu'à la paix d'Arras de 1435. C'est cet ouvrage qui parut sous le titre:

Recueil des traités de paix, de trêve, de neutralité et confédération, d'alliance, et de commerce faits par les Rois de France avec tous les Princes et potentats de l'Europe et autres depuis près de trois siècles rassemblé et mis en ordre, et imprimé par Frederic Leonard, Premier Imprimeur du Roi et de Monseigneur le Dauphin. à Paris 1693; VI Tomes in 4to. A la tête de l'ouvrage

m) le Long *biblioth. historique*, T. III. p. 6.

vrage se trouvent les *observations historiques et politiques sur les traités des Princes par* AMELOT DE LA HOUSSAYE.

Ce recueil renferme près de 900 traités outre quelques autres pieces qu'on a jugé à propos d'y ajouter, tel que les arrèts de la chambre de Metz; et comme nombre de ces traités ont été puisés à de très bonnes sources, le Roi, ses Ministres et ses Ambassadeurs ayant favorisé le redacteur *n*), son ouvrage a été de très-grand secours aux auteurs du grand recueil de 1700 et du Corps diplomatique, qui semblent n'avoir pas entièrement rendu justice à LEONARD, tout en profitant de son travail au point de l'eclipser. Aujourd'hui ceux qui possedent le Corps diplomatique peuvent se passer du Recueil de LEONARD dont d'ailleurs les 3. 4 et 5eme Volumes ont l'inconvenient que composés d'imprimés séparés de traités du 17eme siècle, divisés par. états, ils n'ont point de chifre courant *o*).

En *Angleterre* les traités furent imprimés par autorité sous Charles I. et de même sous Charles II. soit séparément, soit en réunissant plusieurs traités dans un volume.

C'est ainsi que parurent les 4 traités de Breda imprimés par ordre du Roi 1667 in 4to, chès J. BILL et C. BARKER imprimeurs du Roi. De même c'est sous la direction du Sécrétaire d'état Lord SUN-

n) D'après LENGLET DU FRESNOY T. IV. p. 455. ces traités ont été tirés en grande partie du tresor des Chartes, de la bibliothèque du Roi, de la Chambre des comptes de Paris, de celle de Lille, de celle de Nantes, du Cabinet de plusieurs ministres et secrétaires d'état et de divers Ambassadeurs.

o) Depuis FR. LEONARD a encore imprimé séparément d'autorité les traités de la France de 1696 et 1697, dans la même forme que le recueil.

SUNDERLAND que fut publié une Collection de 17 traités de l'Angleterre depuis le traité de commerce avec l'Espagne de 1667 jusqu'à celui de 1682 avec Algèr, à Londres chez BILLS et HILLS et NEWCOMB. 1685 in 4to *p*). Mais surtout ce fut en la même année où le recueil de LEONARD avait paru en France, que le Roi Guillaume III. autorisa en date du 26 Août 1693 THOMAS RYMER à publier un recueil d'actes publics de la Grande-Brétagne avec les Puissances étrangères (dont le premièr volume n'a paru que 1704).

C'est encore dans cette même année 1693 que parut à Hannovre le code diplomatique du celebre GODEFROY GUILLAUME LEIBNITZ sous le titre: *G. W. L. Codex iuris gentium diplomaticus.* Hannov. 1693 Fol. suivi 1700 d'une *mantisse.* C'est le premier recueil *général* qui embrasse une *époque considérable*, savoir depuis la fin du 11eme siècle jusqu'à la fin du 17eme; il renferme un nombre de diplomes importans, curieux et non imprimés avant lui, la plupart authentiques quoique mêlés de plusieurs copies inexactes ou negligemment imprimées, et de plusieurs pieces qui, tel que les actes d'election des anciens Roi des Romains, les statuts des ordres etc. semblent ne pas repondre au titre de l'ouvrage. Aujourd-hui les redacteurs qui l'ont suivi ont emprunté de lui ce qu'il avait ramassé d'utile; sa lumineuse préface seule lui est restée, mais seule elle vaut un livre. Le code entier a été réimprimé à Hannovre 1724 et à Wolfenbüttel 1747 Fol.

A ces matériaux rassemblés dans differens païs vinrent se joindre d'autres, renfermés dans une

p) CHALMERS T. I. p. v. Ce recueil a aussi été allegué et suivi dans le *Corps universel diplomatique* pour diverses pièces.

une multitude d'ouvrages qui furent publiés pendant le siècle de Louis XIV. soit histoires, negociations, etc. soit deductions volumineuses pour les quelles, à cette époque surtout, les Souverains firent fouiller les archives, afin de couvrir d'un voile diplomatique l'ambition ou le ressentiment qui guidaient leurs demarches.

Tant de tresors dispersés invitaient à les rassembler; et la Hollande étant alors le centre des affaires de l'Europe, le lieu de rassemblement le plus général pour les ministres étrangers, le foyer des écrits et déja même des journaux politiques *q*), il n'est pas surprenant que plusieurs savans libraires d'Amsterdam et de la Haye, à la tête des quels se trouvait surtout ADRIAN MOETJENS libraire de la Haye, s'associerent pour la publication d'un grand recueil *général* de traités, en remontant jusqu'à l'époque la plus reculée de l'ère chrétienne qu'ils croioient pouvoir atteindre. Eux même ils mirent la main à l'ouvrage, et les soins, les sollicitations, la correspondance surtout d' A. MOETJENS servirent à leur procurer encore nombre de traités qui ne se trouvaient pas dans les ouvrages dont la liste est placée à la téte de leur recueil. Cependant quant à l'arrangement, à la redaction et à la traduction française de plusieurs traités, ils recoururent à Mr. JAQUES BERNARD *r*) théologien français refugié en Hollande

q) Tel que le *Mercure historique et politique de la Haye* qui commença 1686; *l'Europische Mercurius* qui parut dès 1690; les *lettres historiques* publiées dès 1692.

r) LENGLET DU FRESNOY dans sa *methode d'etudier l'histoire*. T. V. p. 185 et 404. attribue la redaction de ce recueil à Mr. DU MONT. C'est une erreur; il n'a eu aucune part à cette première édition. On n'a qu'à lire la préface à son petit recueil de 1710. pour s'en convaincre.

lande et dont l'infatigable activité s), s'employa avec zèle à la redaction d'un ouvrage où il ne fut pas nommé. Ce recueil parut sous le titre:

Recueil des traités de paix de trêve de neutralité, de suspension d'armés de confédération, d'alliance, de commerce, de garantie et d'autres actes publics comme contrats de mariage, testamens, manifestes etc. faits entre les Empereurs, Rois, Républiques, Princes et autres Puissances de l'Europe et des autres parties du monde; depuis la naissance de Jesus Christ jusqu'à present. à Amsterdam chès Henri et la Veuve de T. Boom, à la Haye chès Adrian Moetjens et Henri van Bulderen. 1700. Tome I–IV. Fol.

Ce recueil renferme 1625 diplomes depuis 536 jusqu'en 1700; donc presque le double du nombre que contient celui de M. Leonard totalement reproduit dans celui-ci. On a conservé la langue originale des traités en les accompagnant d'une traduction française là où il y avoit lieu; et fidèle au plan qu'on s'était proposé, on a donn éproprement un *Code de droit des gens* sans y meler ce qui concerne les affaires internes.

Cet important ouvrage fut tellement accueilli par le public, que déja en 1707 Moetjens s'occupait d'une nouvelle édition augmentée, à l'égard de la quelle lui et les autres interessés entrerent en negociations avec Monsieur Jean du Mont refugié français qui vivait alors à la Haye t); mais en attendant qu'on eut pu s'arranger avec lui, et surtout soigner un ouvrage si étendu que celui qu'on meditait, parurent enco-

s) Moreri diction. art. Bernard.

t) Voyé à la fin de ce discours les recherches sur la vie et les écrits de cet auteur.

encore plusieurs petites collections bien differentes les unes des autres.

D'abord MOETJENS lui même, pour satisfaire aux besoins du moment publia 1707 un *Recueil des divers traités de paix de confédération d'alliance et commerce etc. entre les Etats souverains de l'Europe et qui sont les plus importans et les mieux choisis et les plus convenables au tems present.* à la Haye 1707. T. I. II. 8. Ce manuel ne renferme rien qui n'eut déja paru, et peu de traités posterieurs au recueil de 1700.

Ensuite Mr. JEAN DU MONT à l'époque où il croioit ne pas pouvoir terminer avec les libraires d'Hollande *u*) publia un *Nouveau recueil de traités d'alliance de trêve de paix de garantie et commerce faits et conclus entre les Rois, Princes et Etats souverains de l'Europe depuis la paix de Munster jusqu'à l'an* 1709, *lesquels pour la plupart n'ont point encore été imprimés* etc. à Amsterdam 1710. T. I. II. 8. Recueil curieux et interessant, et qui ne repete aucune des pieces renfermées dans le manuel de Moetjens, mais en offre beaucoup qui n'avaient pas encore été publiés.

C'est dans cette même année 1710 que parut en Angleterre un recueil des traités depuis 1648 traduits en Anglais, sous le titre: *a general collection of treaties* etc. *from* 1648 *to the present*

u) Dans la préface à ce nouveau recueil il dit en parlant du recueil de 1700. Si les libraires qui l'ont imprimé avoient été d'humeur à en faire une seconde edition, j'y aurois volontiers donné quelques années de mon tems, persuadé que je n'aurois pu les employer à rien meilleur; mais ils m'ont paru fort incertains de ce qu'ils devoient faire, et j'ai compris que les interêts de leur commerce ne leur permetroient pas d'y penser de si tôt. Ainsi j'en ai abandonné le dessein, et j'ai tourné mes études d'un autre côté.

sent time un volume in 8vo, auquel fut ajouté (1713) un second. Il renferme quelques pieces qni n'avaient pas encore paru, et fait le commencement d'un recueil anglais publié 1732, duquel il sera parlé en son lieu.

Ce qui pouvait être emprunté de ces petites collections en faveur de la nouvelle édition du grand recueil était sans doute peu de chose, à côté des secours qu'offrait la vaste Collection d'actes publics de la Grande-Brétagne dont T. Rymer avait été chargé dès 1693, et dont le premier volume parut 1704.

Elle a pour titre:

Thomae Rymeri *foedera, conventiones litterae cuiuscunque generis acta publica inter reges Angliae et alios quosvis imperatores, reges, pontifices, principes vel communitates ab ineunte seculo duodecimo, videlicet ab anno* 1101, *ad nostra usque tempora habita aut tractata; ex autographis intra secretiores archivorum regiorum thesaurarias per multa secula reconditis fideliter expressa.* Londini T. I - XVII. 1704 - 1718. Fol.

Rymer ne livra que 15 volumes au public. Son grand age avait engagé le gouvernement dès l'an 1707 à lui adjoindre Robert Sanderson qui après la mort du premier, survenue 1713, fut chargé seul de la continuation de l'ouvrage. C'est celui-ci qui publia le 16eme volume 1715; le 17eme (le plus opéreux de tous puisqu'il renferme les tables des personnes et matieres des 16 précedens volume, dressées avec un detail et une exactitude qu'on ne saurait assés louer). À ces 17 volumes il a encore ajouté le 18eme 1726, le 19eme 1732 et le 20eme 1735, peu d'années avant sa mort survenue 1741.

Cet

Cet ouvrage est le premier de son genre, soit pour la pureté des sources, étant puisé immédiatement dans les archives du royaume, soit pour la richesse des matériaux pour l'époque qu'il renferme depuis 1101 jusqu'en 1654. L'ouvrage de LEONARD est guère susceptible à lui être comparé. Il ne se borne pas aux traités; il renferme toute sorte d'actes publics en grande partie relatifs aux étrangers, et on craint d'être accusé d'ingratitude en relevant qu'il s'y est glissé quelques documens que le plan, quelque vaste qu'il soit, semblait ne pas admettre, tandis qu'on y cherche envain quelques autres dont il parait qu'on aurait pu et du les y inserer, tel que quelques privilèges accordés à la Hanse, et les privilèges qu'obtinrent les Anglais en Portugal et en Castille.

Comme on n'avait tiré que 200 exemplaires pour la première édition, elle fut rare dès son apparition, et l'est demeurée jusqu'à ce jour. Une seconde édition des 17 premiers volumes parut 1727, revue et corrigée par les soins de GEORGE HOLMES x). Depuis, les libraires spéculatifs de la Haye soignerent 1739 une troisième édition, imprimée avec moins de luxe et qui dans 10 volumes in folio renferme tout ce que contiennent les 20 volumes de la première édition, et en outre plusieurs documens ajoutés et une traduction française placée à côté d'une multitude de documens anglais. Cette édition, préferable aux précedentes, est beaucoup moins rare. Comme les volumes et les pages de la première édition y sont toujours indi-

x) CHALMERS *collection.* T. I. préface p. VII.

indiquées en marge, on peut d'après elle citer celle ci sans l'avoir vue, ce qui, je crois, s'est fait assés souvent.

Cette superbe collection servit de modèle à une autre qu'à la même époque JEAN CHRETIEN LUNIG redigeait pour l'Allemagne, destinée à renfermer, tant les actes qui concernent la constitution interne de l'Empire et de chacun de ses membres, que ceux entre l'Empire et les Puissances étrangères, comme aussi des membres de l'Empire entre eux, envers l'Empire et envers les étrangers, sous le titre:

Teutsches Reichs-Archiv; à Leipzig 1710-1722 en 23 Vol. in folio et un volume de regîtres.

Le grand merite et les grands vices de cet ouvrage sont trop connus pour m'y arrêter *y*). À tous les égards il est resté beaucoup au dessous de son modèle, et le defaut de critique dans ce recueil aurait du rendre les redacteurs du Corps diplomatique plus scrupuleux dans le frequent usage qu'ils en ont fait; mais aussi le redacteur avait-il de plus grandes difficultés à vaincre, n'aiant point pu, comme RYMER, compulser librement les archives.

Ce même auteur a encore publié en outre un

Codex Italiae diplomaticus en IV Volumes in Fol. dont les trois premiers seulement sont anterieurs au Corps diplomatique, ayant paru à Francfort et Leipzig 1725 et 1726; on les trouve allegués dans les derniers volumes de celui-ci; le quatriéme n'a été publié qu'en 1735.

On

y) Sur ce recueil et sur les autres ouvrages de cet auteur voyés PÜTTER *Litteratur des teutschen Staatsrechts*. T. I. p. 310 et suiv.

On a aussi de lui un

Codex Germaniae diplomaticus en II Volumes in Fol. Ce recueil a paru 1732 et 1733, donc après le Corps diplomatique mais avant les supplemens de ROUSSET; un petit nombre seulement des actes qu'il renferme, et qui la plupart concernaient les états hereditaires de la maison d'Autriche, pouvait entrer dans le plan de ces supplémens.

Ajoutés à ceci ces nombreux recueils de diplomes de tout genre, en partie très volumineux, qui avaient paru à la fin du 17ème ou au commencement du 18ème siècle tel que ceux de MARTENE et DURAND, de MIERIS etc. ces bullaires de la Cour de Rome de CHERUBIN et autres, ce nombre toujours augmentant d'annales, et autres ouvrages enrichis de diplomes etc., dans le détail desquels je n'ose entrer ici, et on peut juger combien les matériaux s'étaient accumulés et s'accumulaient d'année en année.

Que de besogne et à la fois d'encouragemens pour ceux qui méditaient une nouvelle édition amplifiée du recueil de BERNARD de 1700. J'ignore l'époque précise à la quelle Mr. DU MONT a terminé avec ses libraires et à commencé à s'occuper de la redaction z); mais ce que sa propre préface au Corps diplomatique fait voir, c'est que même depuis ils n'étaient

 pas

z) Il est probable que ce n'est qu'environ 1716, vu que dans sa préface au premier volume il dit qu'il a commencé son travail il y a six ans: cependant dans un autre endroit il insere une lettre à ses libraires du mois de Déc. 1721, qui fait supposer qu'il leur a déja envoyé alors le manuscrit pour le faire imprimer, et on voit que cette partie de la préface a été écrite assés longtems avant 1726, où le premier volume parut.

pas d'accord sur plusieurs points. Les libraires, par une scrupulosité à la quelle ils se croioient interessés, voulaient que tout ce qui s'était trouvé dans la première édition entrat dans la nouvelle, et l'y firent entrer, sans même faire grace de la dissertation sur le temple de Janus *a*), malgré Mr. du Mont qui demandait d'élaguer les parties heterogénes ou de peu de prix. D'un autre coté comme Mr. du Mont étendait prodigieusement son plan, en y faisant entrer nombre d'autres pieces qui sont du ressort du droit public interieur, et que les libraires s'effrayoient du nombre des volumes qui en resulteraient, il leur proposa de diviser l'ouvrage de sorte que la première partie ne seroit qu'une nouvelle édition du recueil de 1700, la seconde renfermerait les supplémens également depuis 800, et une troisieme les actes relatifs au cérémonial. Mais les libraires aiant rejetté cette proposition et se permettant de disposer assés librement du manuscrit qu'il leur avait envoyé, arrangèrent le tout d'après l'ordre chronologique, de sorte, cependant, que les actes relatifs au cérémonial et des supplemens, probablement rassemblés pendant l'impression de l'ouvrage resterent entre les mains de Monsieur du Mont.

C'est ainsi que cette vaste collection parut sous le titre:

Corps

a) Cependant il faut qu'ils aient cédé sur un point: savoir qu'on ne commencerait que depuis 800 tandis que le recueil de 1700 commencait depuis 536; mais aussi l'edition de 1700 ne renfermait que deux traités antérieurs à l'époque de 800, savoir celui de 536 entre Theodat R. d Goths et Justinien, et celui de 591 entre Gontran et Bruneliaut; ces diplomes ont été dans la suite insérés dans le I. volume des supplémens, renfermant l'histoire des anciens traités de M. Barbeyrac.

Corps universel diplomatique du droit des gens contenant un recueil des traités d'alliance, de paix, de trêve, de neutralité, de commerce, d'échange, de protection, et de garantie, de toutes les conventions, transactions, pactes, concordats et autres contrats qui ont été faits en Europe depuis le regne de l'Empereur Charlemagne jusques à present — avec les capitulations imperiales et royales — les sentences arbitrales et souveraines dans les causes importantes, les déclarations de guerre, les contrats de mariage des Grands Princes, leurs testamens, donations etc.; — les erections des grandes dignités, celles des grandes compagnies de commerce et en général de tous les titres qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier les droits et les interêts dès princes et états de l'Europe; le tout tiré des archives de la T. A. maison d'Autriche et en partie de celles de quelques autres Princes et états; comme aussi des Protocolles de quelques grands ministres; des manuscrits de la bibliotheque royale de Berlin, des meilleures collections qui ont déja paru tant en Allemagne qu'en France, en Angleterre, en Hollande et ailleurs; surtout des actes de RYMER *etc. par Mr. J.* DU MONT, *écuier, conseiller et historiographe de Sa Majesté impériale et catholique.* à Amsterdam et à la Haye. T. I. 1726. T. VIII. 1731. in Fol.

Les premiers quatre volumes publiés 1726 sont les seuls que Mr. DU MONT ait eu la satisfaction de voir paraitre; il mourut en 1727. Mais il avait déja mis en ordre et remis aux libraires le manuscrit pour les 4 volumes suivant, de sorte que ceux-ci continuerent l'impression dès 1728, sans même faire mention sur le titre de ce que Mr. DU MONT n'était plus. Pas un

mot en honneur de sa memoire; craignait-on de nuire au debut de l'ouvrage? ou croïoit on ne plus rien lui devoir, depuis qu'il ne pouvait plus compulser les archives impériales pour servir les interêts de ces speculateurs? Mr. Rousset qui est devenu son continuateur n'aurait il pas dumoins du nous apprendre quelques circonstances de celui au nom duquel il a tant de fois ajouté le sien. Et rien n'aurait été plus aisé pour lui, tandis qu'aujourdhui la chose n'est pas sans difficulté b). On n'oublia pas toute fois de demander aux heritiers de feu Mr. du Mont, d'après le contrat fait avec celui-ci, ce qui leur restait de manuscrit. On y trouva 1) des supplémens; 2) des actes relatifs au cérémonial destinés à former une seconde collection. Sur son lit de mort il y avait fait cette inscription: *On trouvera cette seconde collection fort dérangée parceque j'étais actuellement occupé à l'enrichir, lorsqu'il plut à Dieu de m'envoyer la derniere maladie dont je vais mourir* c).

Les libraires conferent la redaction de ces matériaux à Mr. Rousset déja avantageusement connu par plusieurs écrits politiques, entre autres par son *recueil historique des memoires* etc. dont les premiers IV volumes avaient paru 1728. Mais comme on desirait aussi un supplément anterieur à l'époque de 800 de la quelle du Mont étoit parti, et que cet ouvrage, d'un genre bien diffe-

b) Desirant reparer cette espece d'injustice, je me suis vu entrainé dans des recherches trop amples pour les insérer ici. On les trouvera séparément à la fin de ce discours.

c) Cette anecdote est tout ce que Mr. Rousset nous apprend de lui dans l'avertissement placé à la tête du premier volume des supplémens.

different, ne pouvait s'attendre ni de Mr. Rousset ni de son prédecesseur, on s'était adressé à Mr. Barbeyrac celebre professeur à Groeningen. C'est à la vaste erudition de celui-ci que le public est redevable de *l'histoire des anciens traités* qui, forme le premier volume des supplémens au Corps diplomatique (bien qu'elle se vende aussi séparément); elle parut 1739, et renferme une multitude de traités, soit en entier, soit par extrait, depuis le Traité de divers peuples de la Grèce, pour l'etablissement du conseil des Amphyctions, conclu 1496 ans avant la naissance de Jesus Christ, jusqu'à l'époque de Charlemagne. Ouvrage précieux pour l'étude de l'histoire ancienne, et dont la redaction exigeoit plus de talens d'érudition et d'étude que celle de tous les autres volumes du Corps diplomatique collectivement pris. A ce premier supplement Mr. Rousset joignit un second et un troisième, qui parurent aussi 1739 et dont chacun est divisé en deux volumes. Le second, dont les deux volumes forment le III et IVeme des supplemens entiers, renferme et les *supplemens* proprement dits, savoir des actes qui manquent dans le recueil de Mr. du Mont, et la *continuation* depuis 1731 jusqu'en 1738. Quant au premier, le manuscrit laissé par feu Mr. du Mont a été d'un grand secours, quoi qu'il ait induit le nouveau redacteur à faire imprimer une seconde fois plusieurs traités qui se trouvaient déja imprimés de même, mais dont la copie avait été conservée dans les manuscrits; au reste Mr. Rousset a beaucoup ajouté encore, soit traités soit autres pieces, qui d'après ses vues devoient entrer dans la collection, mais dont plusieurs, comme les disputes de religion

en France n'auraient pas du trouver ici leur place. Pour les tems les plus recens et pour la continuation du recueil jusqu'à l'an 1738 les autres collections de Mr. Rousset ont pu lui servir utilement *d*).

Enfin le troisieme supplément, dont les deux volumes forment le IVeme et Veme des supplemens entiers c'est le *cérémonial diplomatique*. Cet ouvrage (qui se vend aussi séparement) est d'un genre très different des précedens, et même le plan en a été altéré par M. Rousset. du Mont avait entendu donner sous ce titre un recueil de diplomes relatifs au cérémonial, et dans ce sens il pouvait être le pendant ou la seconde partie du Corps diplomatique, mais Rousset a donné une narration fort ample (quoiqu'en partie fort utile), du cérémonial domestique et étranger de chacune des diverses Puissances de l'Europe, dans la quelle il a fait entrer les diplomes que lui fournissait le manuscrit de Mr. du Mont, et sans doute encore d'autres.

Ces VIII volumes de Mr. du Mont et V volumes de supplemens, donc XIII volumes, dont chacun a II, plusieurs III parties, forment proprement le *Corps diplomatique*. Mais on comprend encore ordinairement sous le nom d'une édition complette du Corps diplomatique deux autres ouvrages qui y sont liés par le titre, et en certain sens par leur teneur, savoir:

1)

d) Il y a nombre de pieces qu'il a fait imprimer trois ou quatre fois, une fois dans son ouvrage sur les interêts des Puissances de l'Europe, une autre dans son recueil de memoires, une autre enfin dans son supplément au Corps diplomatique, et peut être une quatrième fois dans le Mercure historique et politique de la Haye dont il a soigné pendant quelques années la redaction.

1) *Histoire des traités de paix et autres negociations de 17ème siècle jusqu'à la paix de Nimegue; ouvrage qui peut servir d'introduction au Corps diplomatique ou recueil de traités de paix.* à Amsterdam chès J. F. Bernard et à la Haye chès les freres Vaillant et Prevost 1725. T. I. II. Fol. Cet ouvrage très estimable, où en séparant les diverses relations, on donne l'histoire et souvent l'abrègé des traités du 17ème siècle qui ont eu lieu dans chacune de ces relations, mais principalement dans celles de la France avec d'autres Puissances, est terminé par une ample histoire des traités de paix de Westphalie; on y trouve allegué nombre de traités qui manquent dans le Corps diplomatique. Il a été composé par M. de Saint-Prez, ou Prest des Yves, et Camusat a tiré le manuscrit de la bibliotheque du Maréchal d'Estrées pour le donner à imprimer *e*).

2) *Negociations secrètes touchant la paix de Munster et d'Osnabruc; ou Requeil général des Préliminaires, Instructions, Lettres, Memoires etc. concernant ces negociations, depuis leur commencement en 1642 jusqu'à leur conclusion en 1648 avec les depêches de Mr.* de Vautorte *au sujet du même traité jusqu'en 1645 inclusivement, le tout tiré des manuscrits les plus authentiques. Ouvrage absolument necessaire à tous ceux qui se pourvoiront du Corps diplomatique, ou grand Recueil des Traités de paix* etc. T. I-IV. à la Haye chès Jean Neaulme 1725. 1726. Fol. *f*)

e) le Long *bibliotheque hist.* T. III. p. 3 éd. de 1772.

f) Une partie des memoires que renferme ce recueil, savoir les memoires de l'année 1646, (qu'on trouve dans le troisième volume) avaient deja paru sous le titre: *memoires et negociations secrètes de la cour de France touchant la paix de Munster.* à Amsterdam 1710. T. I-IV. 8. par M. C. (et donné au public par Jean Aymond.)

Pendant qu'on préparait au public riche collection on vit paraitre en Allen un recueil qui, bien qu'il n'embrasse q assés courte espace de tems a été beau estimé chés nous, et meritait de l'être. pour titre:

Ruhe des jetzt lebenden Europa, darges in Sammlung der neuesten Europäischen densschlüsse von dem Utrechtischen bis auf 1726ste Jahr. Coburg, T. I. 1726. II. 1727

L'auteur de cet ouvrage JEAN JAQ ZINCKEN, *conseiller de cour de Saxe*, ne nommé que sur le titre du second vol Cette collection ne renferme point de tra jusqu'alors inconnus au public, mais elle recommendable par l'exactitude de l'impres et elle a eu beaucoup de vogue, surtout au de ceux qui étaient interessés à trouver bonne traduction allemande à côté du te original.

C'est encore pendant la redaction du Co diplomatique que les *Memoires du XVII siècle* de M. LAMBERTY commencerent à para Les premiers volumes ont été publiés 1727 furent tellement goutés par le public, que l qu'en 1731 le Xeme parut, il fallait reimprim le I.; le XIeme n'a été donné qu'en 1734 le XIVeme et dernier en 1740. Cet ouvr n'embrasse proprement que l'époque depuis 1 jusqu'en 1718 quoiqu'au Xeme volume on ajouté quelques traités jusqu'à l'an 1731.

A cette même époque commença le *R cueil historique d'actes negociations et traités puis la paix d'Utrecht jusqu'au second Cong de Cambray par* Mr. ROUSSET. Les 4 premi

vol

volumes furent publiés à la Haye 1728. 8. l'ouvrage ayant été continué en suite jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle le 21eme volume qui renferme les tables (ou le 22eme si l'on considère l'appendice au volume 18 comme un volume séparé et le 23eme pour ceux qui comptent les 2 parties du 13eme volume pour deux volumes) parut 1755 quelques années avant la mort du redacteur survenue 1762. Ce recueil quoique moins vaste que celui de Mr. LAMBERTY est, comme celui-ci, un recueil d'actes publics lié par une narration historique, et jusqu'à ce jour ces deux ouvrages n'ont cessé d'être fort utiles. On peut reprocher seulement à M. ROUSSET que, s'écartant de son plan vers la fin de l'ouvrage, il a rempli des volumes entiers de deductions et autres actes uniquement rélatifs aux affaires internes de l'Allemagne, qui n'auraient du y être touchées que legèrement.

Une collection aussi vaste et aussi dispendieuse que l'était le Corps diplomatique ne pouvait pas être à portée des tous les acheteurs; elle devait suggérer assés naturellement l'idée de former des recueils manuels, propres à satisfaire aux besoins particuliers du genre de lecteurs auxquels on les destinait principalement.

C'est ainsi que pendant le tems même où le Corps diplomatique de DU MONT fut imprimé, JEAN JAQUES SCHMAUSS, alors Conseiller du Marggrave de Bade-Dourlach, ensuite Professeur à Gottingue publia un tel recueil manuel sous le titre:

Corpus iuris gentium academicum, enthaltend die vornehmsten Grundgesetze, Friedens- und Commercien-Tractate, Bündnusse und andere Pacta der

der Königreiche, Republiquen und Staaten von Europa, welche seither zweyen Seculis bis auf den gegenwärtigen Congreſs zu Soisson errichtet worden. à Leipzig chès F. F. Gleditschens fils 1730. T. I. II. 8.

Cet excellent petit recueil ne renferme pas seulement les actes des deux derniers siècles; il commence depuis 1096, mais les diplomes depuis le 16[eme] siècle en occupent la majeure partie. Plusieurs des anciens traités y sont donnés par extrait, mais de sorte que les articles importans s'y trouvent en entier et les autres supprimés; c'est la seule methode dont les extraits d'un traité peuvent servir même à ceux qui travaillent sur ces objets. Presque tous les traités plus recents sont donnés en entier, mais la plupart sans les ratifications et pleinpouvoirs, et tandisque les caractères sont fort serrés et les volumes assès gros, ce recueil renferme 418 diplomes, entre lesquels il y a une multitude de traités; de plus quoique le redacteur ait profité de ce qui avoit paru du Corps diplomatique, on y trouve un bon nombre de traités qui manquent chès du Mont et qu'en partie Rousset même n'a pas fourni dans ses supplémens. Toutefois les lois fondamentales, que Schmauss a jugé à propos de combiner avec les traités, occupent nombre de feuilles; par contre les traités de l'Empire avec les Puissances étrangères y manquent, vu qu'il a inseré ceux-ci dans son *corpus iuris publici academicum* ou recueil des loix constitutives de l'Empire Germanique.

On y a conservé la langue originale des traités, en y ajoutant quelquefois des traductions allemandes. Bienque le redacteur n'ait

pas

pas allegué ses sources, elles ont été bonnes pour le plus grand nombre des documens. On peut lui reprocher de n'avoir pas toujours gardé la juste proportion qui convenait à un tel manuel en inserant quelques traités trop particuliers pour y entrer, surtout une multitude de traités des cantons Suisses, mais dont quelques uns alors n'étaient pas encore imprimés. Il est plus aisé de faire de tels reproches que de les eviter.

A mon avis ce recueil, dans le quel on reconnait, non le simple compilateur, mais la main d'un des meilleurs publicistes de son tems, aurait merité un d'accueil plus général qu'il n'a eu; il paroit être peu connu chés l'étranger, et en Allemagne même le lent debut de cet ouvrage semble avoir degouté les libraires d'une seconde édition, quoique la premiere soit epuisée depuis plusieurs années et ne se vende guère qu'à l'encan. Je crois qu'aucun ministre n'aurait regrèt de s'être procuré un livre dont l'usage est si commode, et dont le transport est si facile; deux avantages qu'il a sur le Corps universel diplomatique.

Deux ans aprés, savoir 1732 on vit paraitre en Angleterre un manuel, qu'on allegue ordinairement sous le titre abrégé: •*Treaties* 1732; il est en certain sens semblable à celui dont je viens de parler, mais cependant essentiellement different, en ce que 1) les traités n'y sont pas donnés en langue originale mais tous seulement en Anglais; 2) les traités de la Grande-Brétagne en forment la plus grande partie; 3) qu'à très-peu de pieces près, qui n'auroient pas du tout du y entrer, on n'a point donné des actes relatifs aux affaires internes, mais qu'aussi 4) le choix des traités et les extraits donnés de plusieurs

sieurs d'entre eux me paroissent avoir été fait avec beaucoup moins de discernement que dans l'ouvrage de SCHMAUSS; au reste il renferme un traité qui manque dans le Corps diplomatique, savoir le traité de 1664 entre Charles II. et le Duc de Courlande, mais c'est aussi je crois le seul.

Le premier volume de ce recueil parut, ainsi qu'il a déja été dit plus haut, sous le titre: *a general collection of treatys declarations of war, manifestos and other Publick Papers relating to peace and war among the Potentates of Europa from 1648 to the present time.* London 1710 in 8vo. Le second publié peu après (probablement 1713) a pour titre: *a general collection etc. from the Year 1495 to the Year 1712;* il fut reimprimé 1732, et alors le redacteur y ajouta un troisieme *g*) volume, renfermant les actes depuis 1642 jusqu'à la fin du regne de la Reine Anne, et un 4eme renfermant ceux depuis cette époque jusqu'à l'an 1731, avec une table chronologique des traités et autres actes publics contenus dans les quatre volumes, d'autant plus necessaire, que l'ordre chronologique a été souvent altéré dans les premiers volumes.

Cette collection a pu être fort utile en Angleterre, et peut l'être encore à ceux qui ne possedent que la langue anglaise, mais ceux qui

g) Cette description ne convient pas exactement avec celle qu'en a donné CHALMERS dans la préface au premier volume de son recueil, d'après le quel le troisième volume aurait déja paru 1713 et le 4eme 1732. Mais malgaré toute la deference que j'ai pour cet auteur anglais, j'ai cru devoir donner la notice telle qu'elle resulte de l'exemplaire que j'ai devant moi. Dans celui-ci le premier volume est de 1710; le second de 1732 est seul inscrit seconde édition; les 3eme et 4eme volumes de 1732 ont une préface et une dedicace commune.

qui sont versés dans d'autres langues auraient lieu de lui préférer le codex juris gentium de Mr. SCHMAUSS, supposé qu'ils n'aient pas en mains la grande collection ou le Corps diplomatique de Mr. DU MONT.

J'ignore le nom du redacteur; dans la dedicace du troisième volume à Sir Robert Walpole il se signe S. W. Je ne sais pas non plus si les premiers volumes sont du même redacteur, et quel est l'auteur de *l'histoire abregée de la perfide rupture de traités solemnels par le Roi français*, qui sert d'introduction au premier volume, et d'une autre *introduction historique* qui se trouve à la tête du troisième volume.

Outre les deux recueils généraux manuels de traités il en a paru encore deux autres, mais d'un prix bien inferieur; l'un en Pologne renfermant l'extrait des principaux traités depuis 1648 jusqu'en 1763 sous le titre suivant:

Traktaty miedzy mocarstwami Europeyskiemi od roku 1648 *Zaszle do Roku* 1763 *Podlug lat Porzadku z przylaczona potrzebney Historyi wiadomoscia Opisane.* à Warsowie 1774. T. I.-III. 8.

La majeure partie de ce recueil consiste en *extraits* Polonais de traités; quelques uns s'y trouvent en entier; de ce nombre est le traité de 1686 entre la Russie et la Pologne, qui jusqu'ici n'a été imprimé nulle part, que je sache, que dans ce recueil, mais s'y trouve en langue Polonaise. Ce qui quant au traité de 1716 se trouve de plus ici que dans le recueil de Mr. DU MONT se reduit à peu de chose.

Je ne dirai que deux mots de l'autre manuel qui a paru en France sous le titre:

Abrégé

Abrégé des principaux taités conclus depuis le commencement du 14ᵉᵐᵉ siècle jusqu'à present entre les differentes Puissances de l'Europe disposés par ordre chronologique par le vicomte de la Maillardiere. à Paris 1778. T.I. II. 12.

Cet abrégé, qui forme la seconde partie de la *bibliotheque politique* du même auteur, ne me parait être que de mediocre utilité; il est assés negligemment redigé, même par rapport aux dates; d'ailleurs on ne s'est pas contenté d'abreger en ne donnant que les articles les plus essentiels, mais le plus souvent l'auteur a abrégé les articles même, en ne donnant que ce qu'il a jugé en former le sens principal. Cela peut être très utile et très à sa place dans une histoire des traités destinée à servir d'instruction, tel que le droit public de l'Europe de Mably ou l'excellente *histoire des traités* qu'a donné Mr. Koch à Strasbourg; mais il me semble que dans un recueil chronologique cette sorte d'extraits n'est tolerable que dans le cas où, faute de pouvoir fournir les articles entiers, on offre en attendant un extrait pour en donner une idée générale.

Ce qui précede fait voir que proprement le public n'était bien servi en recueils généraux que jusqu'à environ 1731 où finit la grande Collection de du Mont et la petite de Schmauss; et bien que les supplémens de Rousset continuent le Corps diplomatique jusqu'à l'an 1738 (et que son recueil de memoires offre des traités et autres actes jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle) on ne trouve plus la même abondance de materiaux, la même scrupulosité dans le choix des sources, la même exactitude à donner les traités aussi complettement qu'il convenait au

au continuateur de Mr. du Mont; on ne trouve plus que 71 documens posterieurs à l'année 1731 et de ceux-ci 25 documens posterieurs à l'année 1734; encore un grand nombre de ces documens ne sont ils point des traités, mais des actes d'un genre bien different, comme p. e. l'arrèt du Parlement de Paris contre Heleine de Courtenay, et plusieurs manifestes et memoires.

C'est donc sans doute bien vu que Mr. le Conseiller de Cour Wenck, en commençant un nouveau recueil diplomatique, est remonté jusqu'à l'an 1735 et non simplement à l'an 1738 où finit le Corps diplomatique; et d'un autre côté son ouvrage n'étant pas la simple continuation du petit recueil de Mr. Schmauss, il n'était pas obligé de remonter jusqu'à l'an 1731 où celui-ci à terminé sa collection.

Cet excellent recueil a paru sous le titre: *Ferd. Aug. Guil. Wenckii Codex iuris gentium recentissimi e tabulariorum exemplorumque fide dignorum monumentis compositus.* Tom. I. Lipsiae 1781 in 8vo. Ce premier volume renferme les traités pendant l'espace de huit ans depuis 1735 jusqu'en 1743. Le Tome II. ne parut que 1788, renfermant des supplémens au premier volume et la continuation jusqu'à l'an 1753. Il était donc assés probable qu'il faudrait encore un volume et peut être encore d'autres sept ans pour conduire ce recueil à la paix de Fontainebleau et de Hubertsburg, surtout comme le second volume, ainsi que le premier, fit esperer encore des supplémens (aussi ce troisieme volume n'a paru qu'en 1795; mais il renferme des actes jusqu'à l'an 1772); et il était peu à esperer qu'en poursuivant sur le même pied l'auteur

pourrait dans nombre d'années pousser :
recueil jusqu'aux tems les plus recens.

C'est cette considération et celle de l'uti
d'un recueil des traités les plus recens
m'ont determiné à commencer 1790 un recu
des traités depuis le pacte de famille de 17
jusqu'aux tems les plus recens dont le VIIeme
dernier volume a paru 1801, et renferme
traités jusqu'à la fin du 18eme siècle.

J'ai déja rendu justice aux merites du
cueil de Mr. Wenck dans la préface au premi
volume du mien; le troisième volume qui
paru depuis, n'est guère moins digne d'élog
et je suis fort eloigné de me plaindre de
qu'il là poussé au delà de l'époque à la quel
j'avais commencé; d'autant plus qu'il a donn
un couple d'actes qui manquoient alors à mo
recueil et deux qui y manquent encore *h*); d'u
autre côté s'il s'y est plaint de ce que sans
permission j'aurais tenté de devenir son cont
nuateur, si peut être il se plaindra encore d
ce que je donne aujourdhui au public quelque
traités importans qui lui manquent, je sui
sensible à ces plaintes par l'estime que je lu
voue et qu'il merite, mais les regardant comm
mal fondées, je n'en poursuivrai pas moins mo
chemin en silence. Le droit de publier de
traités est, à mon avis, un droit de tout individ
qui n'est pas dans l'obligation d'en garder l
secret, et souvent le public gagne au concours

Le recueil de Mr. Wenck et le mien sont
les seuls recueils généraux de traités entiers
qui

h) Savoir les traités de la France avec la rép. de Gênes de 1764 et 1768, que je n'ai donné que par extrait.

qui ont paru depuis qu'en 1739 les supplémens au Corps diplomatique ont été publiés *i*). Mais nombre de recueils particuliers de tel état avec les autres ont été publiés depuis, et c'est de ceux-ci, ainsi que de l'usage de faire imprimer séparément et d'autorité les traités, que je dois maintenant rendre compte pour terminer ces recherches.

I. Pour la France.

Longtems le recueil de LEONARD de 1693, (p. x) est resté la seule collection de ce genre imprimée *k*) en France. Mais déja dès 1762 on forma le projet de rassembler un depôt, établi par l'autorité publique, des copies de tous les actes relatifs à l'histoire de France. Pour faire des recherches, de BREQUIGNY fut envoyé à Londres, du THEIL à Rome; les Benedictins fournirent plusieurs coopérateurs; de cette collection universelle on vouloit choisir les matériaux les plus essentiels pour composer et publier un recueil pour la France à l'exemple des actes de RYMER pour l'Angleterre, mais en divisant l'ouvrage en deux parties dont la première renfermerait les diplomes et actes publics, l'autre les lettres historiques. Trois volumes de cette collection ont paru 1791 sous le titre:

Diplomata chartae, epistolae et alia documenta ad res francicas spectantia ex diversis regni exterarumque regionum archivis ac bibliothecis iussu

 regis

i) On ne peut trop ranger dans cette catégorie la: *Collection of state papers relating to the war against France* qui a paru à Londres T. I - IV. 5 Voll. 1794 - 1796, 8vo; vu qu'elle n'a rapport qu'à la guerre d'alors, et ne consiste qu'en partie en traités, principalement de l'Angleterre.

k) Sur la multitude de recueils manuscrits dans les bibliotheques des grands seigneurs français voyés LE LONG *bibl. hist.* T. III. p. 1 - 20. L'usage de faire imprimer séparément et d'autorité les traités n'a pas cessé en France depuis les tems de LEONARD.

regis christ. multorum eruditorum curis, plurimum ad id conferente congregatione Sti Mauri, eruta notis illustrarunt et ediderunt L. G. O. F. DE BREQUIGNY *et F. I. G.* LA PORTE DU THEIL. Paris. fol.

Le premier volume seulement appartient à la première partie de toute la collection, et renferme les diplomes entre les années 475 et 721; le II et IIIeme appartiennent à la seconde, et ne renferment que les lettres du Pape Innocent III.

L'institut national s'est occupé dès 1796 de la continuation de cet important ouvrage, interrompu, comme tant d'autres, pendant la revolution; et le Citoyen DU THEIL a été invité à s'en charger *). Il y a tout lieu d'esperer que quand cette collection sera achevée, elle surpassera tout ce qui a existé jusqu'ici de ce genre, sans en excepter la collection de RYMER.

La guerre de la revolution a donné naissance à plusieurs recueils des traités de la France pendant cette époque; tels sont le recueil de Mr. GEBHARD, celui de Mr. DE SCHWARZKOPF, les traités ajoutés au 4eme volume de l'histoire des traités du celebre Mr. KOCH, et le recueil général avec la carte de Brion, que je passe ici sous silence, pour ne pas répéter ce qui en est dit dans mon recueil T. VI. p. VIII. On peut y ajouter encore aujourdhui:

Recueil des traités de paix etc. relatifs à la pacification générale de l'Allemagne conclus par la République Françoise depuis 1795 jusqu'à present. à Berlin 1801 in 8vo.

On n'y trouve point de traité qui manquerait à mon recueil, si ce n'est le traité supposé, entre la France et l'Autriche à Bale 1795, mais que le redacteur lui même regarde comme apocryphe.

II.

*) Rapport du C. CAMUS dans *Mem. de l'institut National; littérature et beaux arts* T. II. p. 25-43.

II. Pour l'Espagne.

J'ai déja parlé du petit recueil que Chiflet, medecin du Roi, fit imprimer 1645 à Anvers, alors sous la domination espagnole. Quant aux imprimés separés, le traité de trève avec la Hollande de 1609 fut imprimé à *Bruxelles* 1609 in 4to *l*) par l'imprimeur du Roi. Mais j'ignore quand l'usage d'imprimer séparément les traités d'autorité a pris en *Espagne*. Le traité des Pyrenées fut imprimé séparément en Espagnol à Barcelone 1660 fol.; mais il est incertain s'il est le premier, et s'il l'a été d'autorité; aujourdhui cet usage est établi en Espagne *m*) comme ailleurs.

Je ne connais aucun recueil imprimé en Espagne sous les Rois de la maison d'Autriche. C'est au commencement du 18[me] siècle que le celebre Marquis de Santa Cruz commença à former un recueil des traités *n*) de l'Espagne dans le dessein de le publier un jour, mais il fut interrompu pour aller combattre à Ceuta ensuite à Oran où il perdit la vie 1732. Je n'ai pu apprendre quel a été le sort de son manuscrit. Depuis, Philippe V. conçut le plan de faire imprimer un vaste recueil des traités de l'Espagne depuis l'époque reculée à laquelle les Phéniciens aborderent en Espagne, jusq 'aux tems les plus recens, et don Antonio de Abreu y Bertodano fut chargé de la redaction. Mais comme un plan si vaste, et assujetti à tant de difficultés,

l) v Chalmers *Coll.* T. I. préf. p. IX. note *.

m) Voyés p. e. *gazetas de Madrid* del anno de 1790. T. I. p. 236 où l'on trouve une liste d'imprimes séparés in 4to qui se vendent à l'imprimerie royale, pour 2 à 4 réaux la piece.

n) *Histoire des états barbaresques.* T. II. p. 256.

cultés, entrainait naturellement des longue
le Roi ordonna à D. ABREU de comme
d'abord par l'époque du regne de Philippe
sauf à revenir dans la suite sur les tems
reculés *o*). C'est d'après cette direction c
publia depuis 1740 jusqu'en 1752 XII Volu
in folio à Madrid dont II. pour le regne
Philippe III. VII. pour celui de Philippe IV
III. jusqu'à la fin du regne de Charles II.;
sorte que ce recueil embrasse l'époque dep
1598 jusqu'en 1700; sous le titre:

Coleccion de los tratados de Paz, Alian Neutralidad, garantia, proteccion, tregua, med cion, accession, reglamento de limites, comer navegacion etc. hechos por los pueblos, reyes principes de Espanna con los Pueblos, Reyes, Pr cipes, Republicas y demas Potencias de Euro y otras partes del mundo etc. desde antes establecimiento de la monarchia Gothica has el feliz Reynado del Rey D Phelipe V. (Fe nando VI.) por D. JOSEPH ANTONIO DE ABR Y BERTODANO p), todo de orden y a expensas su Magestad. En Madrid, por A. Marin etc.

Quoique cette collection ne renferme p une si prodigieuse quantité d'actes qu'on pou rait attendre dans XII gros volumes in foli vu que le format est petit, l'impression magn fique, et que nombre de traités y sont inséré en deux langues, et quoiqu'on soit surpris a premier abord d'y trouver tant de traités puise dan

o) Voyés préface au premier volume de cette collection.

p) Ses titres y sont ainsi exprimés: *Del Consejo de S M en el de Hazienda, Cavallero Fiscal del orden de San tiago, y academico de Numero de la Real académie Es pannola.* J'ignore si c'est ce même auteur qui a ecri le traité *des prises maritimes*, traduit 1758 en françai

dans du Mont et autres ouvrages imprimés, plutôt que dans les archives du royaume, ainsi que l'origine de l'ouvrage permettait de l'attendre, ce recueil renferme cependant plusieurs traités et autres actes qui manquent au Corps diplomatique, et d'autres qui, comme les traités avec les villes Anseatiques de 1647 et 1648 y sont beaucoup mieux donnés que dans aucun autre recueil; de sorte que les étrangers même avaient tout lieu de regretter que depuis longtems cet ouvrage ne se continuait pas, et que la mort du redacteur survenue 1775 ôtait l'espoir de le voir continué de ses mains. Ce n'est que sous le regne du Roi actuel que, par ses ordres, et sous la direction du Prince de la paix, on entreprit en Espagne la redaction d'un nouveau recueil qui sert de suite à celui d'Abreu, commencant avec l'année 1701. Le premier volume parut sous le titre:

Coleccion de los Tratados de paz, alianza, comercio etc. ajustados por la corona de Espanna con las potencias estrangeras desde el reynado del Sennor Don Felipe Quinto hasta el presente. Publicase por disposicion del ex^{mo} Sennor Principe de la paz consejero y primer secretario etc. Tomo I. de orden del rey Madrid en la imprenta real anno de 1796; le second, sans faire mention du Prince de la paix, a paru en 1800 fol.

Ces deux Tomes qui ensemble ne surpassent guère en volume un des Tomes d'Abreu auxquels ils ressemblent pour le format et les caractéres, renferment l'espace de 1701 jusqu'à la paix de 1748 inclusivement. On y trouve plusieurs traités qui n'ont pas encore paru, puisés sans doute à de très bonnes sources (et dont j'ai profité pour les presens Supplémens);

la majeure partie de traités cependant était déja connue, soit par le Corps diplomatique, soit par d'autres ouvrages; ce qui au reste n'est pas un reproche, vu que ce recueil était principalement destiné à l'usage des espagnols; il est fort à desirer que cette collection se continue, et que les redacteurs veuillent bien donner aussi des supplémens de traités qui y manquent, et même de quelques pieces que feu M. ABREU n'avait point insérées là où il aurait convenu d'après l'ordre chronologique, mais desquelles il avait promis de les donner plus bas.

Le grand recueil D'ABREU engagea en Espagne (comme le Corps diplomatique en Allemagne) à en donner un abrégé moins dispendieux q) qui a paru sous le titre:

Prontuario de los tratados de paz etc. hechos con los pueblos reyes republicas y demas Potencias de Europa. à Madrid 1749 et suivans. VIII Volumes in 8vo dont deux pour le regne de Philippe III, trois pour celui de Phil. IV. et trois pour celui de Charles II.

On n'y trouve que les principaux traités du grand recueil, seulement en espagnol et quelques uns en abrégé. J'ignore si la continuation du grand ouvrage a déja été suivie de la continuation de l'abrégé.

Il a paru encore en outre en Espagne un petit recueil, sans doute curieux, sous le titre:

Tratados de Paces y alianzas entre varios Reyes de Aragon y diferentes principes infieles de Asia y Africa desde el Siglo XIII hasta XV un

q) D'après la gazette de Madrid 1790, citée ci-dessus le prix des XII Volumes D'ABREU est de 396 réaux, celui de l'abregé de 30 réaux.

un volum 4to *r*), mais j'ignore en quelle année il a été publié, et je n'ai pas encore reussi à me le procurer.

III. Pour le Portugal.

J'ignore à quelle époque l'usage d'imprimer les traités d'autorité a pris en Portugal, et même s'il y est établi. Les constitutions papales de 1514 et suiv. en faveur des Rois de Portugal ont été imprimées separément avec permission et privilège à Lisbonne in 4to, mais ce n'est qu'en 1707 *s*); et dailleurs on ne peut guère inférer de là que les autres traités l'ont été de meme. Celui avec l'Espagne de 1750 a été imprimé separément (et c'est cet imprimé que j'ai suivi dans le present supplément pour ce traité et pour ceux de Tordesillas et de Saragosse qui y sont annexés). Mais rien n'annonce qu'il a été imprimé par autorité, quoiqu'il ait paru dans la residence du royaume. Je doute aussi que le Portugal ait aucun recueil particulier de ses traités. Le code diplomatique que D. Antonio Caetano de Sousa a ajouté à sa vaste *histoire genéalogique de la maison royale de Portugal*, et qui a paru sous le titre:

Provas da historia genealogica da casa real Portugueza tiradas dos Instrumentos dos Archivos da Torre do Tombo, da Serenissima Casa de Bragança, de diversas Cathedraes Mosteiros, e outros particulares deste Reyno por D. Antonio Caetano de Sousa, Clerico Regular, Academico de numero da Academia Real. T. I–VI. à Lisbonne 1739 – 1748. 4to.

r) *Gazetas de Madrid.* 1790. T. I. p. 236.
s) Rousset *Suppl.* T. II. P. I. p. 26.

renferme à la verité quelques traités, nombre de contrats de mariage de la famille royale, et beaucoup de Bulles papales, mais la majeure partie des diplomes est d'un genre different quoique curieux et important pour l'histoire du Portugal; on n'y trouve surtout presque rien qui soit relatif au commerce.

IV. Pour la Grande-Brétagne.

Le vaste recueil de RYMER dont il a été parlé, termine avec l'année 1654. Le petit recueil manuel et général en 4 Volumes in 8vo mentionné plus haut finit avec l'année 1731. Mais l'usage de faire imprimer les traités separément n'aiant plus cessé après 1688 et d'ailleurs les traités les plus importans aiant été presentés, surtout depuis cette époque, au Parlement, il resultait de là des secours importans pour la redaction de collections des traités de la Grande-Brétagne.

Je ne toucherai que legérement l'abrégé des traités de la Grande-Brétagne qui parut sous le titre:

Extracts from the several treaties subsisting between Great-Britain and other kingdoms and States; à Londres 1741 in 4to. Une nouvelle édition mais differente de la premiere a paru à Londres 1758 in 4to.

Le titre même indique qu'il ne renferme que des extraits; cependant on y trouve quelques traités en entier. Tout le recueil est relatif aux affaires maritimes.

Il a paru depuis encore un petit recueil particulier des traités de commerce sous le titre:

A com-

A complete collection of maritime treaties of Great-Britain. London 1779. 8.

Je le trouve aussi allegué sous le titre de GOSSELING's *treaties*, mais je ne l'ai pas eu en mains.

Outre ces recueils qui se bornent à un genre determiné de traités, il parut déja 1772 un recueil manuel des differens traités de la Grande-Brétagne depuis 1688 sous le titre:

Collection of all the treaties between Great-Britain and other powers from 1688 til 1771. London 1772. T. I. II. 8vo.

A ce recueil fut joint 1781 un petit volume de supplémens renfermant quelques traités plus anciens depuis la fin du 15[eme] siècle, et le *Discourse* de JENKINSON (aujourdhui comte Liverpool) *on the conduct of Great-Britain in respect to neutral nations,* qui avait paru 1757.

De ce recueil manuel il fut fait une nouvelle édition augmentée 1785 sous le titre:

A collection of all the treaties of peace, alliance and commerce between Great-Britain and other Powers; from the treaty signed at Munster in 1648 to the treaties signed at Paris in 1783. To which is prefixed a discourse on the conduct of the government of Great-Britain in respect to neutral nations, by the right hon. CHARLES JENKINSON, in three volumes. London 1785 in 8vo.

Quoique le nom de JENKINSON, exprimé sur chacun des trois volumes, ne doive se rapporter qu'à son discours, placé à la téte du premier volume, et non au recueil même, à la redaction duquel il n'a point eu part, ce titre général a fait que par une erreur dans laquelle moi

moi même j'ai été assés longtems, on a frequement attribué à JENKINSON tout l'ouvrage redigé par un anonyme. Les Anglais allegnent ce recueil simplement sous le nom: *treaties* 1785, pour le distinguer de l'édition de 1772 et du manuel général de 1732.

Cette collection renferme, d'après l'ordre chronologique, une multitude de traités plus ou moins importans et quelques autres actes publics. Les traités qui presque tous n'y sont donnés qu'en Anglais sont puisés surtout dans les imprimés faits d'autorité en Angleterre et qui, comme on scait, sont ordinairement accompagnés d'une traduction anglaise, là où il y a lieu.

Mais un autre recueil qui me parait être infiniment préferable à celui-ci, et pouvoir servir de modèle aux recueils manuels de ce genre, c'est celui que Mr. CHALMERS a publié 1790 sous le titre suivant:

A collection of treaties between Great-Britain and other powers by GEORGE CHALMERS *Esq.*; London 1790. T. I. II. 8.

L'auteur y a separé les relations de la Grande-Bretagne avec chacun des principaux états étrangers, rangeant sous chaque relation, non pas tous les traités, mais ceux qu'avec beaucoup de discernement il a jugé être encore les plus importans, en se contentant de placer à la tête de chaque relation une liste plus ample, même de traités qu'il n'a point donnés. Un recueil de ce genre n'est pas l'ouvrage de la main, mais le fruit d'une longue étude et de connaissances profondes, et bien digèrées. On y trouve plusieurs traités qui n'avaient pas encore été imprimés, ou manquaient dumoins,

soit

soit dans le Corps diplomatique, soit dans d'autres recueils généraux; si on était tenté de desirer qu'il y eut ajouté encore quelques traités non imprimés, et que sans doute il avait l'occasion de se procurer, on doit se souvenir que son plan ne les admettait point. Il a assés fait voir dans les listes qu'il a données qu'il ne les ignorait pas. Les traités y sont insérés en entier; la plupart en Anglais, quelques uns s'y trouvent en langue française.

V. Pour les Provinces-Unies des Pays-Bas aujonrdhui la République Batave.

Il n'y a pas, je crois, de pays en Europe qui à raison de sa population soit plus richement doté en recueils de diplomes de tout genre et en ouvrages volumineux parsemés d'actes publics, que l'est la Hollande; aucun où le gout pour de telles productions se soit plus uniformément conservé, au point d'y favoriser des entreprises qui reussiraient difficilement dans aucun autre pays t). Encore nombre de ces ouvrages sont ils ecrits en Hollandais, dans une langue qui ne promet qu'un faible début chès l'étranger.

Les états généraux ayant continué dépuis 1610 à autoriser leurs imprimeurs ordinaires pour l'impression des traités individuels, à mesure qu'ils ont été conclus, ceux-ci firent bientôt après la speculation de reunir par des numeros ces differens traités in 4to en une collection, à la tète de la quelle ils placerent les traités

t) C'est ainsi p. e. que sur la revolution arrivée en Hollande au mois de Septembre 1787 il a paru un recueil en 50 volumes in 8vo. Une telle entreprise ruinerait un libraire allemand.

traités d'union de 1576 et 1579; et c'est ainsi que pour les premiers 73 numeros ils firent imprimer le titre:

Recueil van de Tractaaten gemaackt en gesslooten tusschen de Hoogh Mog. Heeren Staaten Generaal der Vereenighde Nederlanden ter eenre, ende verscheyde Koningen, Princen en Potentaaten ter andre zyde in s' Gravenhage by JACOB SCHELTUS, avec une table des numeros qui s'étend jusqu'à l'année 1701.

Cette collection s'est continuée, non seulement jusqu'en 1726, où on imprima un nouveau titre: *Vervolgh van het Recueil van de Tractaten etc. Tweede Deel;* et la liste des traités jusqu'à cette époque n. 1 – 21, mais même jusqu'aux tems les plus recens, aumoins jusqu'en 1795; de sorte que chacun a pu se completter ce recueil, en achetant les imprimés séparés à mesure qu'ils ont paru.

Il ne renferme pas tous les traités de la république, mais cependant les plus importants, la plupart en double une fois en langue originale, l'autre en Hollandais. Un couple de ces traités, quoiqu'anterieurs à 1738 manquent dans le Corps diplomatique (ce qui est surprenant); on les trouve inserés dans le present supplément. Je ne connais point d'autre recueil particulier des seuls traités de la Hollande. Mais déja 1658 parut le premier volume des ordonnances des Etats Généraux et des provinces d'Hollande et de Westfrise qui renferme entre autres aussi nombre de traités de la république à l'égard des quels il entre dans les plus grands details, de sorte qu'on y trouve même les traités de subside ephemères, les cartels en tems de paix et en tems de guerre etc.

Ce

Ce recueil qui forme aujourdhui neuf immenses in folio a pour titre:

Groot Placat-Boeck inhoudende de Placaten en de Ordonnantien van de Hoogh Mog. Heeren Staten General der Vereenighe Nederlanden, ende van de Ed. Groot Mog. Heeren Staten van Hollandt en de West-Vriesland, mitsgaders van de Ed. Mog. Heeren Staten van Zeelandt. In s'Gravenhage. T. I. 1658. T. IX. 1796. (1576–1794.)

Les diplomes y sont rangés d'après l'ordre des matières, distribuées en livres et chapitres. L'ordre des deux premiers volumes est assés defectueux; mais lors du troisième le celebre jurisconsulte SIMON VAN LEUWEN se chargea de la redaction, et de main de maitre établit un excellent ordre systematique des matières qui après lui a été conservé dans tous les volumes suivans; et tandisque d'ailleurs chaque volume est muni d'une table systématique et d'une autre chronologique des actes qu'il renferme, et que d'ailleurs il a paru dépuis peu un vaste *regitre général des matieres*, in 4to, l'usage de cette precieuse collection est rendu aussi facile, aussi commode, que le peut être celui d'une masse si penible à regir. Ajoutés à ceci ces recueils particuliers des *Placards de la Flandre, du Brabant*, ces codes en partie seulement terminés des loix etc. de la *Hollande*, du *Gueldre*, de *Zutphen* de la *Frise* etc. qui tous aussi renferment plus ou moins de traités, ce recueil particulier des *loix relatives à l'amirauté* (*Recueil van Placaten betreffende de Admiralitäten etc. en verdere zeezaken*) qui seul forme 12 volumes et un volume de regitres in 4to; ces ouvrages historiques parsemés d'actes publics telque celui D'AITZEMA, ce nouveau recueil sous le titre

Zaken

Zaken van Staat en Oorlogh, et il ne reste desirer pour la diplomatique de cet état qu tems necessaire pour exploiter ces riches mi Il faut un guide pour conduire à traver labyrinthe et le celebre Mr. ADRIEN KLUIT n en a fourni un dans son *Index chronolog sistens federa pacis, defensionis, navigationis capitulationes — mercaturae privilegia, lege edicta principum etc. sive prodromus ad pri lineas historiae federum Belgii federati.* Lugd. 1789. 8.

Revenons aux recueils des traités auxq je dois me borner, et l'aspect change en to nant les yeux vers le nord de l'Europe où recolte est beaucoup moins abondante.

VI. Pour le Danemarc.

Aujourdhui on insere, dumoins la plup des traités de commerce, dans le recueil ordonnances royales qui s'imprime en Da marc depuis 1670, 4to; d'abord les ordo nances de plusieurs années furent imprime de suite dans un volume, mais depuis 17 les ordonnances de chaque année se recueille dans un cahier separé sous le titre: *Kong. allernaadigste Forordninger och aabne Breve f. — til —* de l'imprimerie royale. Le premi traité que j'y trouve inséré, c'est celui entre Danemarc et la Hollande du 15 Juin 1701; e core n'est-il inséré que dans le cahier de 170 et en Danois, tandisque les traités plus recen s'y trouvent ordinairement dans la même anne et en deux langues. Je crois donc qu'en Da nemarc l'usage de faire publier d'autorité le traités n'est pas antérieur au 18eme siècle, mai sans oser decider sur ce point.

L

Le seul recueil particulier des traités du Danemarc que je connaisse c'est celui qui a paru 1796 sous le titre:

Recueil de tous les traités conventions memoires et notes conclus et publiés par la couronne de Danemarc depuis l'avenement du Roi régnant jusqu'à l'époque actuelle, ou dès l'année 1766 jusqu'en 1794 inclusive. à Berlin 1796 un volume in 8vo.

Quoique ce recueil n'embrasse que les tems les plus recens, l'auteur a bien merité du public en lui communiquant plusieurs traités jusque là non imprimés; et il a puisé à de bonnes sources sous la protection de feu M. le comte DE BERNSTORF. Il est naturel qu'il n'a pas dependu de lui de publier quelques traités que des considerations majeures engagent le gouvernement à tenir secrets, tel que les traités d'alliance avec la Russie de 1769, 1773, quelques articles du traité avec le Roi de Sardaigne de 1785 etc.

Il serait beaucoup à desirer que l'auteur veuille continuer ses utiles travaux, et en remontant à une époque un peu plus reculée donner surtout quelques traités du 18eme siècle qui nous manquent encore, tel que le traité d'alliance avec l'Angleterre de 1734, le traité avec l'Espagne de 1742, les traités avec Maroc de 1753 (du dernier desquels je n'ai pu fournir qu'un extrait) etc.; supposé même qu'il ne puisse donner les préliminaires avec Maroc de 1751 qui n'ont pas été ratifiés, le traité de 1765 avec la Russie et autres.

Au reste le Danemarc est riche en ouvrages parsemés d'actes publics, surtout pour l'histoire du moyen age, tel que ceux de T. TORFAEUS, HUIT-

Huitfeldt, de Westphalen, Thörkelin, Suhm et autres; ouvrages dont les redacteurs du Corps diplomatique n'ont point profité, et ne l'auraient pu, quant aux trois derniers que je viens de nommer.

VII. Pour la Suède.

Le premier traité duquel je sache qu'il a été imprimé séparement en Suède, c'est celui de 1598 avec le Roi de Pologne, imprimé à Stockholm 1598. 4to *u*), tant en suèdois, qu'en allemand et en latin, et il est aumoins probable qu'il l'a été d'autorité; mais je doute que déja depuis cette époque on aïe continué en Suède à imprimer d'autorité les traités. Si cet usage eut été établi déja au 17eme siècle, le traité d'Osnabruc aurait été donné d'après l'original conservé dans les archives, de sorte que Mr. de Meyern aurait eu moins lieu de solliciter en Suède une copie manuscrite tirée des archives pour son édition des traités de Westphalie de 1738, et nous ne manquerions par jusqu'à ce jour de copies imprimées du traité de Cardis de 1661, de ceux de 1666, 1684 avec la Russie, de 1696 et 1698 avec la Prusse etc. Aujourdhui les traités qu'on veut rendre publics s'impriment d'autorité in quarto avec une traduction Suèdoise à côté.

Longtems la Suède est restée sans recueil particulier de ses traités; ce n'est pas qu'elle n'ait eu de respectables savans qui se soient occupés à en rassembler; on lit entre autres dans M. a Celse *apparatus ad historiam Sueo-Gothicam* T. I. p. 3, que le celebre Perinskiöld a ras-

u) Giorwel *bibliotheca historica Sueo-Gothica.* L. III. cap. 3. p. 164.

a rassemblé 24 volumes in folio d'actes manuscrits destinés à former pour la Suède un recueil semblable à celui de RYMER pour l'Angleterre; mais ce projet n'a pas été executé; et j'ignore quel a été le sort de ce manuscrit après la mort de son auteur.

On trouve à la verité quelques anciens traités dans les supplémens (assés rares) des *Ryksdags besluth de* A. A. STIERNMAN; quelque peu de traités inserés dans les recès de la diète même, d'autres en assés petit nombre dans

G. R. MODEE Utdrag utur alle ifrän den 7 Dec. 1718 utkomne publique Handlingar, Placater, Förordningar, Resolutioner ock Publicationer som Ryksens Styrsel etc. angå. Stockholm T. I. 1742. T. XI. 1783. (1718 - 1779.) 4to

mais le seul recueil proprement dit que je connaisse, c'est celui que ce même G. R. MODEE a rassemblé et que sa veuve ELEONORA LINDHJELM a publié 1761 sous le titre:

Utdrag af de emellau Hans Konglige Majestät ock Cronan Swerige ä ena och Utrikes Magter å andra sidan sedan 1718 slutna alliance-Tractater och afhandlingar. Stockholm 1761. 4to. (1718 - 1753.)

Dans celui-ci plusieurs traités ont paru imprimés pour la première fois, et j'en ai profité avec reconnaissance dans les presens supplémens; mais ce petit volume de 336 pages, qui ne renferme que l'espace d'environ 30 années, ne saurait couvrir une lacune de tant de siècles et qu'on ne peut remplir qu'en partie en recourant à une multitude d'ouvrages et d'écrits dans les quels ces documens sont dispersés. Pour les Provinces Allemandes de la Couronne,

le grand recueil de feu M. DÄHNERT x) r
ferme quelques traités, mais ils ne sont p
nombreux, quoique plusieurs y aient paru po
la première fois, au moins complettement.

VIII. Pour la Russie.

Quoiqu'à Moscau l'imprimerie Russe a été établie depuis 1564, aucun traité n'a é imprimé d'autorité en Russie avant que Pierre eut introduit 1714 une imprimerie à S. Peter bourg. Depuis, les imprimés d'autorité in foli et la plupart en deux ou même en trois langue se sont tellement accrus, qu'on pourrait e former plus d'un volume; c'est donc ce qu pour les tems plus recens y tient lieu d'u recueil de traités, qui n'a pas encore été redigé mais ceci n'est d'aucun secours pour les tem plus reculés. L'imperatrice Caterine II. forma le projet d'un recueil des traités et autres actes publics de la Russie et chargea de son execution Mr. MÜLLER alors archivaire y). Mais quoique confié en de telles mains ce projet n'a pas été executé; il est peut être reservé à l'Empereur d'aujourdhui, de donner une nouvelle marque de la protection qu'il accorde aux sciences, en pressant l'accomplissement d'un ouvrage si utile.

Nombre de traités et autres actes publics se trouvent insérés dans un ouvrage volumineux de

x) JOH. CARL DÄHNERTS *Sammlung gemeiner und besonderer Pommerscher und Rügischer Landes-Urkunden, Gesetze, Privilegien, Verträge, Constitutionen und Nachrichten zur Kenntnifs der alten und neueren Verfassung insonderheit des Königlich Schwedischen Landes-Antheils.* Stralsund 1765 1769. T. I-III. et les Supplémens T. I. 1782. T. II. 1786. fol.

y) Voyés DOHM *Materialien für die Statistik.* Lief. V. p. 328.

de Tschulkow sur le commerce de la Russie, mais dont la maieure partie ne peut être consultée que par ceux qui possedent la langue Russe.

IX Pour la Prusse.

Le cabinet de Berlin a fait imprimer plusieurs fois séparément quelques traités pour servir à l'usage du département des affaires étrangères, mais ces imprimés ne se vendent point dans les librairies; et quoiqu'on trouve chés les libraires plusieurs traités imprimés séparement à Berlin, la plupart de ceux-ci ne semblent être que d'autorité privée.

Aucun recueil de traités n'a été fait pour la Prusse avant celui que feu Mr. le Comte de Hertzberg a publié sous le titre:

Recueil des deductions, manifestes, déclarations, traités, et autres actes et écrits publics qui ont été rediges et publiés par le Ministre d'état Comte de Hertzberg. à Berlin, 8vo T. I. depuis 1756 jusqu'en 1778. 1789; réimprimé 1790 T. II. 1789. Le T. III, renfermant les actes de 1789 et 1790, fut imprimé 1791 quand ce digne ministre avait fini sa carrière diplomatique; mais, comme on en defendit la publication, il n'existait dans le public qu'un très petit nombre d'exemplaires distribué avant la defense; et il faut que les possesseurs en aient usé discrètement, puisque ce n'est qu'en 1795 qu'il en fut fait une contrefaction.

Quoique ce recueil, ainsi que le titre l'indique, ne consiste qu'en partie en traités et actes publics de ce genre, et ne renferme que ceux auxquels feu Mr. de Comte de Hertzberg a eu part, c'est toujours un present considerable

rable qu'il a fait au public; il est facheux que l'impression de quelques traités p. e. de celui avec la Porte de 1761 y soit extrèmement negligée.

Pour les tems plus reculés on doit, au defaut d'un recueil des traités pour toute la monarchie Prussienne, recourir aux recueils particuliers pour quelqu'une des provinces Prussiennes, et aux ouvrages historiques entrelacés de documens; tel que de SOMMERBERG pour la Silesie, RANGO, GERCKEN et autres pour le Brandenbourg, BRUGGEMANN pour la Pomeranie etc., comme aussi aux codes des loix tel que celui de GRUBEN pour la Prusse, de MYLIUS pour les états du Brandenbourg etc. quoique la recolte qu'offrent ces derniers pour notre but ne soit pas fort abondante.

X. Pour la Pologne.

Cette ci-devant république a été plus riche en recueils, que tous ces états qui se sont partagés ses depouilles. D'abord, tandisqu' en vertu de la constitution les traités devaient ètre ratifiés par la diète, un grand nombre de ceux-ci se trouvent inserés dans la grande collection des *constitutions* de la Pologne qui a pour titre:

Prawa Konstytucye y Przywileie Krolestwa Polskiego y Wielkiego Kiestwa Litewskiego y wszystkich, Prowincyi. à Varsovie. T. I. 1732. T. VI. 1739. T. VIII. 1790. fol. renfermant les actes depuis 1347 jusqu'en 1780.

Plusieurs de ces traités s'y trouvent en latin ou en français, d'autres seulement en Polonais. Les redacteurs du Corps diplomatique n'ont été à mème d'en profiter qu'en partie.

Mais

Mais cet ouvrage n'empêchait pas de desirer un recueil plus ample de traités et autres actes publics de la Pologne; et MATHIEU DOGIEL *z*) conçût le projet de rediger pour cet état une collection semblable à celle que RYMER avait donné pour l'Angleterre. Ses longs voyages et un travail assidu lui avaient procuré une nombreuse collection, et il allait porter son manuscrit à l'imprimerie, quand le feu prit à sa maison et consuma en peu d'instans le travail de douze années. Ce revers ne le rebuta point, et peut être la compassion pour un si insigne malheur contribua à lui ouvrir les archives de Cracovie, qui jusqu'alors lui avaient été fermées. C'est là qu'il puisa les matériaux qu'il se proposa de distribuer en VIII Volumes, séparés d'après les puissances, assignant d'avance à chaque volume les puissances dont il renfermerait les relations avec la Pologne, et reservant en outre un VIII[eme] et dernier volume pour les actes dont il aurait des copies moins authentiques *a*). C'est ainsi que parut le premier volume sous le titre:

Codex

z) C'est lui qui a eu la part principale à la redaction du recueil, quoique la dedicace au Roi et le Privilège fassent voir, que c'est le *collegium Vilnense Scholarum Piarum* qui s'est chargé de l'entreprise. DOGIEL était membre de ce collège.

a) Voici comme il avait distribué les matériaux qui devaient entrer dans les VIII Volumes:

T. I. P. I. Bohemia, Hungaria, Austria, Dania, Bavaria, Marchia Brandeburgensis, Respublica Veneta, Saxonia, Gallia, Ducatus Brunswicensis, Hollandia, Transylvania.

P. II. *Provinciae quae olim sub Imperio Polono erant.* Silesia, Pomerania, Marchia nova, Moldavia et Valachia.

Codex diplomaticus Poloniae et M. Ducatus Lithuaniae, in quo pacta, federa, tractatus pacis, mutuae amicitiae subsidiorum, induciarum, commerciorum etc. continentur. Vilnae 1758. fol.

C'est cette séparation des Puissances seule qui peut expliquer d'où vient que le Veme Volume fut publié 1759 le IVeme seulement 1764 tandis que le II et IIIeme n'ont jamais paru, aussi peu que les VIeme et suivants. Toutefois, ce qui existe de ce recueil est d'un grand prix pour l'histoire des siècles précedens, et n'a pu être consulté par DU MONT et ROUSSET; au reste on y trouve peu de documens de la fin du 17eme et très peu du commencement du 18eme siècle.

Mais outre ce recueil, et outre le petit manuel abrégé et général duquel il a été parlé plus haut p. XXXI; deux petits recueils ont encore

T. II. P. I. Rossia, Turçia, Tartaria Crimensis, Suecia.
P. II. Instrumenta ad negotium summarum Reipublicae Neapolitanarum pertinentia.

T. III. P. I. Lituania.
P. II. Masovia, Russia, Podolia, Terra Belzensis, Praefectura Scepusiensis, Ducatus Severiae, Ducatus Osviecimensis et Zatoriensis.

T. IV. Prussia.

T. V. Livonia.

T. VI. In quo Literae Pontificiae ac Ducum, et regum Poloniae Concordata, Privilegia, Ordinationes, Statuta, Edicta, Rescripta, Mandata, ad ordinem Spiritualem et Res regni ecclesiasticas pertinentia continentur.

T. VII. Iura, libertates et privilegia nec non Statuta et antiquae constitutiones Regni aliaque huius generis monumenta, quae nondum in lucem prodierunt.

T. VIII. P. I. Supplementum codicis Diplomatici.
P. II. Regestum Chronologicum Codicis Diplomatici, cum Indice rerum in eo contentarum.

core été publiés en Pologne. L'un n'est qu'un abrégé Polonais des traités depuis 1618 jusqu'en 1775 et a paru sous le titre:

J. W. Jezierský *Traktaty Polskie z sasiedniemi mocartstwy zawarte od Roku* 1618. à Varsovie 1789. 8.

L'autre, plus important, et dont le redacteur a gardé l'anonyme, a pour titre:

Traktaty Konvencye Handlowe y Graniczne, Wszelkie publiczne umowy, miedzy Rzeczapospolita Polska y obcemi Panstwami od Roku 1764 *dotad to jest do R.* 1791. à Varsowie 1791. T. I. II. 8.

Les traités depuis 1764 jusqu'en 1791 qu'il renferme y sont insérés en entier, en partie en latin on en français, le reste en polonais. Quelques uns y ont paru pour la premiere fois.

XI. Pour l'Autriche.

Plusieurs traités modernes de l'Autriche ont été imprimés séparement à Vienne, si non par ordre de la Cour, du moins avec permission ou privilège accordé à son l'Imprimeur. Mais je n'ose pas determiner quel est le premier traité de ce genre; et le nombre de ces imprimés n'est pas très considerable, de sorte qu'une multitude de traités recens de l'Autriche, nommément avec la Porte repose encore dans les archives, quoiqu'on ne saurait imaginer que la publication de plusieurs d'entre eux pourrait porter préjudice.

Aucun recueil des traités n'a encore paru en Autriche. Ce qu'on trouve de traités dans la grande collection des loix, *Codex austriacus* et dans les recueils posterieurs des ordonnances des empereurs depuis Joseph II, est si peu de chose,

qu'il n'y a point lieu d'en faire ici une mention detaillée.

Il n'est cependant pas indifferent d'observer, que pour les tems antérieurs à la publication du Corps diplomatique, celui-ci est d'un grand prix, vû les secours que les archives imperiales ont fourni à Mr. DU MONT, et c'est peut être un des points auxquels les libraires Hollandais visaient le plus en le chargeant de la rédaction. Monsieur DU MONT dit lui même, dans sa préface, qu'il est redevable de plus de mille pieces à Mr. le Comte DE SINZENDORFF et qu'elles ont été pour la plupart puisées dans les archives de S. M. Imp. *b*). Un grand nombre de ces pièces sont des traités de l'Autriche.

XII. Pour la Suisse.

Quelques traités des Suisses, soit entre eux, soit avec des Puissances étrangères ont été imprimés séparément, entre lesquels le traité perpétuel de paix avec la France de 1516; celui des Cantons entre eux de 1656 sont je crois les plus anciens *c*).

La Suisse en général a deux recueils particuliers de ses traités, mais on y trouve à peine quatre diplomes qui manquent dans le Corps diplomatique. Tous les deux sont du même auteur Mr. JEAN RODOLPHE HOLTZER, quoique dans aucun des deux il se soit nommé.

Le premier n'est qu'un recueil des traités entre la France et la Suisse sous le titre:

Samm-

b) Surtout dans la chancellerie de Cour, dans la chancellerie de guerre, dans les archives de Milan, de Mantoue, de Lorraine.

c) v. HALLER *Bibliothek der Schweizer-Geschichte.* T. V. p. 1402 et 2035.

Sammlung der vornehmsten Bundnussen, Verträgen, Vereinigungen etc. welche die Kron Franckrych mit löblicher Eydgenoſsschaft und dero Zugewandten insgesamt und insbesonders auſſgerichtet. Bern 1732. 8.

Il faut joindre à celui-ci non seulement le *traité historique et politique des alliances entre la France et les XIII Cantons depuis Charles VII. jusqu'à present* par Mr. V. G. J. D. G. S. (Vogel grand juge des gardes suisses) à Paris 1733. 8. mais sur tout un volume des privilèges des Suisses en France que ce même auteur a publié sous le titre:

Privilèges des Suisses accordés aux villes Impériales et Anséatiques et aux habitans de Genéve residens en France par Mr. V. G J. D. G. S. ouvrage qui d'abord supprimé, a été ensuite imprimé à Iverdon 1770. 4.

L'autre recueil annonce une collection des traités des Suisses tant entre eux qu'avec les puissances étrangères sous le titre:

Die Bundnusse und Verträge der helvetischen Nation, welche theils die unterschiedene Städte und Republiquen mit einander, theils alle insgesamt mit auswärtigen Potentaten haben, alles nach den wahren Originalien zum gemeinen Besten ans Licht gestellt. Bern 1737 in 4to.

Mais on sent qu'un petit volume de 240 pages ne saurait renfermer tous ces nombreux traités que le titre annonce. Plusieurs, même de ceux qui y manquent, se trouvent dans H. J. Leu *allgemeines Helvetisches, Eydgenossisches oder Schweizerisches Lexicon.* T. I - XX. Zurich 1747-1765 in 4to, continué par Holzalb. T. I - III. Mais tout ceci n'est pas suffisant pour celui qui voudrait étudier à fond l'histoire de la Suisse.

En

En outre le Canton *Bern* a fait im
ses capitulations avec les puissances étra
nommément avec la Hollande, la Fran
Sardaigne en un volume 1764 in 8vo *d*)

De plus il existe une collection p
lière des traités conclus par les *Grisons*
le titre:

*Pundtnerische Tractata, enthaltend den P
Brief gemeiner dreyer Pündten insgemein;
dem wahren Original alle Landesartikle, S
gen und Reformen: ferner die Erbeinigung
dem Durchl. Erzhaus von Oesterreich etc. B
nufs mit dem löblichen Stand Bern, mit der D
Republik Venedig und mit dem löblichen Ca
Zürich: Sodann die Allianz mit I. H. M. d.
Staaten etc. aufs neue zusammengetragen u
Druck verfertiget durch* ANDREAS PFEFFER, *B
druckern.* Chur 1728 in 8vo.

Ce recueil renferme un plus grand nom
de traités que ceux mentionnés sur le titre

XIII. Pour l'Italie.

Le seul recueil général de diplomes p
l'Italie, que je connaisse, c'est

LUNIG *codex Italiae diplomaticus.* Francof.
Lips. T.I. 1725. T.IV. 1735. fol.

mais ce recueil renfermant toute sorte de dipl
mes, n'offre qu'un mediocre nombre de traité
et d'ailleurs il est sujet aux mêmes impe
fections qui défigurent ses autres recueils d
plomatiques, de sorte qu'il doit être consult
ave

d) v. HALLER l. c. T. VI. n. 352. Conf. *Gött. gel. Anze
gen* 1765. 14. 15.

e) v. HALLER l. c. T. VI. n. 1717. Je n'ai point eu e
mains ce recueil ni le précédent.

ıvec circonspection; toutefois il ne laisse pas l'être utile et important.

Je n'entrerai pas ici dans le détail des différens Recueil des bulles etc. du Pape en me contentant de mentionner le

Bullarium magnum Romanum dont les premiers volumes ont été imprimés à Rome 1655; et qui forme aujourdhui 18 volumes in folio; quelque volumineux que cet ouvrage soit, il y manque plusieurs concordats entre le siège de Rome et diverses Puissances de l'Europe, qui sont le point de vue principal sous lequel ce recueil peut être cité ici.

Pour quelques états d'Italie on trouve des recueils de diplomes tel que: F. DEL BORGO *raccolta di scelti diplomi Pisani.* à Pise 1765, qui entre autres renferme aussi quelques traités, mais anciens et en petit nombre.

Pour le Royaume des deux Siciles, où dans les tems plus recens les traités s'impriment séparément d'autorité in 4to, on a commencé à publier un *Codex diplomaticus Siciliae complectens documenta a primo religionis christianae saeculo ad nostram usque aetatem quem collegit Jo. DE IOHANNE.* T. I. *Panormi* 1743. fol. Mais ce premier volume ne s'étend que jusqu'en 1059, et les 4 suivans qu'on a promis n'ont pas paru. Je ne parlerai point du code apocryphe *d'Airoldi.* L'auteur a été trop publiquement démasqué, pour qu'on aie besoin d'en avertir.

On trouve aussi quelques traités insérés dans les recueils de loix tel que pour la Toscane le *Codice della Toscana legislazione.* Firenza T. I–XXIII. 8. Mais ce qu'on peut y puiser,

puiser, n'approche pas des matériaux épars dans nombre d'ouvrages historiques et surtout dans ceux de MURATORI, dont les redacteur du Corps diplomatique n'ont pu consulter qu'une très petite partie.

XIII. Pour les Etats-Unis de l'Amérique.

Je ne connois point de recueil particulier des traités de cette nouvelle république, mais outre que plusieurs de ses traités ont été imprimés séparément à Philadelphie en Anglais in octavo, la constitution même de cet état donne lieu à insérer plusieurs de ses traités dans les actes du congrès des Etats-Unis. De ceux-ci il existe un recueil important sous le titre:

The laws of the united States of America. Philadelphia 1799. T. I-IV. 8. qui renferme les actes des 5 premiers congrès depuis 1789; d'ailleurs les actes de chaque session s'impriment séparément in 8vo; mais il n'est pas trop aisé aux étrangers de se les procurer.

* * *

Les recueils particuliers desquels je viens de faire mention ne sont sans doute pas les seuls qui existent; il est probable qu'il y en a qui me sont échappés; mais ceux que je cite suffisent pour faire voir que depuis l'époque où le Corps universel diplomatique a paru, les soins des savans de differens pays ont mis au jour une multitude de diplomes, qui en grande partie appartiennent à l'époque qu'embrasse le Corps diplomatique, et dont les redacteurs de celui-ci n'ont pu profiter; et à ce qui pourrait être tiré de ces recueils particuliers on doit ajouter ce nombre de diplomes dispersés dans une

une multitude d'ouvrages historiques qui ont été publiés après 1739, ou qui ont pu échapper à Mrs. DU MONT et ROUSSET.

En rendant toute la justice qui est due aux soins des redacteurs du Corps universel diplomatique, et à l'importance d'un ouvrage dont le merite est trop reconnu pour avoir besoin de mon éloge, je crois que lorsqu'il s'agit d'examiner jusqu'à quel point ce vaste recueil serait susceptible et demanderait d'être completté, pour l'époque qu'il embrasse, je ne serai pas soupçonné de vouloir deprecier un ouvrage qui existe pour rélever l'importance d'un autre qu'on ferait attendre, en me permettant de faire librement les observations suivantes:

1) En général, et par des raisons qui s'expliquent assés par ce qui précède, les redacteurs ont été beaucoup mieux pourvus de traités auxquels l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Angleterre, la Hollande, ont eu part, que de ceux qui ont été cimentés entre les Puissances du Nord entre elles, dont une multitude manquent, ou ne sont donnés que par extrait. Cette même observation peut s'appliquer aux traités entre les cantons Suisses dont il manque plusieurs, même de ceux que Mr. SCHMAUSS a donnés dans sa petite collection, de la quelle Mr. ROUSSET aurait pu profiter; on peut en dire autant des traités de plusieurs Etats d'Italie.

2) Tandisque d'après le vaste plan de cette collection on ne s'est pas borné aux traités formels, mais qu'on a voulu donner un corps de droit des gens, ainsi que le titre l'annonce, il aurait fallu donner un plus grand nombre de ces privilèges pour le commerce étranger, si importans non seulement pour l'histoire du com-

commerce du moyen age, mais à une parti
quels on se rapporte encore dans les trait
plus recens. Sur ce point, et même sur
des traités je ne puis me defendre d obs
que l'on s'est plutôt occupé de rassembler
ce que la vaste correspondance des inter
la protection, la bienveillance procurait, e
joindre ce qui se rencontrait déja dans les gr
recueils particuliers, que d'étudier les rela
particulières pour en trouver la chaine, et
remplir les lacunes; si seulement on avait
jours notté les traités précédens cités dans
traités posterieurs, on eut decouvert des vui
qu'en partie il y aurait probablement eu mo
de remplir; aumoins il seroit possible de
remplir aujourdhui.

3) Un bon nombre de traités n'y a été do
que par extrait, tandis qu'il serait possi
aujourdhui de les donner en entier.

4) Un nombre d'actes publics a été dor
d'après des copies inexactes *f*), et quelq
uns se trouvent être absolument fautifs;
p. e. que le traité d'accord entre le Pape
Charles V. de 1527 T. IV. P. I. p. 485, le tra
de 1654 entre le Portugal et la Grande-Brétag
T. VI. P. II. p. 82, l'un et l'autre très vicieu
ou comme la prétendue ligue entre l'Autric
et les Suisses de 1517. T. IV. P. I. p. 254, q
n'a jamais existé, et qui n'est qu'une copie fa
tive de celle de 1511 etc.

5) Que l'impression de quelques actes nom
mément de ceux qui ont été donnés en espagn
a ét

f) Lanclet Dufresnoy *methode p. étudier l'hist.* T V
p. 186. observe que surtout les copies des manuscri
de M Dupuy qu'il a tirées de la bibliothéque de Berli
sont imparfaites, et de même plusieurs de celles tirée
du Codex dipl. de Leibnitz.

a été négligemment soignée, en partie au point d'être à peine intelligible p. e. les loix *Sennorio uno* et *mayoria* de 1252. *Supplément* T. I. P. I. p. 101.

Mais, à mon avis, toutes ces observations ne sont point telles qu'elles pourraient faire désirer une nouvelle édition de tout le Corps diplomatique, et plus d'un motif s'oppose à un tel projet, en considérant que

1) la majeure partie des documens est imprimée exactement, puisée à de bonnes sources et tellement propre au plan d'un recueil de ce genre, qu'on ne pourrait que la réimprimer en donnant une nouvelle édition, ou y substituer des variantes peu essentielles *g*); et que ce serait à la fois réproduire une partie considérable de ces collections dans lesquelles les redacteurs du Corps diplomatique ont abondamment *h*) puisé.

2) Si même on retranchait plusieurs pieces qui semblent être hors d'oeuvre (ce qui toutefois

g) Il me paroit que Mr. Lenglet Dufresnoy a jugé un peu trop séverement ce recueil; je ne conçois pas surtout, comment il a pu dire T. V. p. 404, que le Corps diplomatique ne valait pas mieux que le recueil de 1700.

h) En entrant dans un examen plus particulier des pieces qui composent le Corps diplomatique on est frappé de voir combien d'entre elles ont été copiées de Lunig, de Leonard et de Rymer. C'est ainsi p. e. que le IVeme Volume du Corps diplomatique renferme en tout (P. I - III. et suppl.) 490 documens entre les quels

164 sont copiés de Lunig (dont 155 de son *Reichsarchiv*)
93 — — Leonard
43 — — Rymer

300. Dans ce calcul on n'a pas compris ceux qui se trouvent aussi dans ces ouvrages, mais que du Mont a puisés à d'autres sources. Dans le Veme Volume il y a sur 613 documens, 119 copiés de Lunig *Reichsarchiv*, 87 de Leonard etc.

fois devrait se faire avec beaucoup d'égards pour la diversité des gouts du public, puisqu'autre chose est ne pas faire entrer une piece dans un nouvel ouvrage, autre chose la retrancher dans une nouvelle édition), neanmoins avec ce qu'il faudrait substituer ou ajouter, la nouvelle édition, même en la bornant à l'époque que renferme la précédente, deviendrait plus volumineuse que celle qui existe, et vu le changement des prix des livres, ne pourrait peut être pas se vendre pour le double du prix de la souscription *i*) et pas même pour le prix auquel on peut ordinairement se procurer encore aujourdhui le Corps diplomatique avec tout ce qui est censé en faire partie; que sans doute

3) comme le Corps diplomatique a été cité dans tant et tant d'ouvrage toutes ces citations ne repondraient point à la nouvelle édition, et que tous les moyens qu'on voudrait employer pour y remedier auraient leurs inconveniens. Que cependant

4) la plupart des bibliothèques publiques sont aujourdhui pourvues du Corps diplomatique, et ne seraient pas bien aise d'acheter un nouvel ouvrage couteux, dont la majeure partie serait une doublette; qu'il semble même que le nombre des exemplaires du Corps diplomatique qui se trouve entre les mains des particuliers suffit au besoin de cette partie du public qui est à même

i) Par un avertissement qui se trouve à la tête du VIIeme Volume on voit que le prix de tous les VIII Volumes de du Mont était pour les souscripteurs 90 Fl. 10 S. d'Hollande, et dans les librairies 125 Fl. J'ignore le prix des Supplémens pour lesquels, je crois, il n'a pas été souscrit; je suppose que dans les librairies il a été d'environ 75 Fl. d'Holl. donc en tout 200 Fl.

même de la posseder, vu que la rareté et le prix du Corps diplomatique ne semblent pas augmenter depuis longtems; ce qui, si toute fois cette observation est juste *k*), pourrait s'expliquer par la considération, que cette espece d'ardeur diplomatique qui semblait enflamer le public à la fin de 17[eme] siècle s'est refroidie dès longtems, et qu'en parlant des tems les plus recents, si d'un coté le nombre des gens lettrés à augmenté, de l'autre le gout pour l'étude des sources semble avoir diminué, dumoins pour cette partie; surtout depuis que les cours ont substitué les notes aux deductions.

Le seul projet qui pourrait donc entrer en ligne de compte serait de donner quelques volumes de Supplémens au Corps diplomatique assimilés à celui-ci (même quant à la forme externe?). Mais celui qui voudrait s'acquitter duement de cette tache devrait à mon avis

1) embrasser toute l'époque que renferme le Corps diplomatique, aumoins depuis 800 jusqu'en 1735; je ne voudrais point que ces supplémens soient bornés aux derniers siècles; ceux qui ne sont

k) Il n'est guere possible de verifier cette observation vu que le Corps diplomatique ne se trouve plus en feuilles chès les libraires à un prix fixe, et que le prix des ventes publiques est variable. Mais tant que mon experience peut me guider à cet égard, je crois pouvoir affirmer, que depuis assés longtems il n'est pas difficile de se procurer en Allemagne, une édition complette, et bien conditionée pour 25 à 30 de nos Louis, d'après la beauté de l'exemplaire. (D'hazard on la rencontrerait quelquefois à un prix bien inférieur.) Or si le prix primitif dans les librairies a été pour les 25 Volumes 200 Fl., en y ajoutant pour l'histoire des traités, et pour les negociations de la paix de Munster encore environ 50 Florins, ces 250 Florins d'Hollande repondant à peu près à 25 Louis de Prusse, le prix se serait assés soutenu depuis le commencement.

sont avides que de nouveautés, ou de ce qui peut être encore immédiatement appliqué, trouveraient peut être déja le 16eme siècle trop reculé; mais les vrais amateurs de diplomatique voudraient sans doute voir eclairer l'histoire du moyen age surtout depuis l'époque des croisades par des diplomes interessans, tels p. e. que tout recemment Mr. Sylvestre de Sacy vient de nous en donner un échantillon dans un traité du 13eme siècle entre l'Aragon et l'Egypte, tiré des papiers du Pere Berthereau;

2) substituer des copies exactes et authentiques à celles qui sont ou vicieuses en elles même, ou très-inexactement imprimées;

3) substituer aux extraits les traités entiers;

4) ajouter autant qu'il dependrait de lui les traités qui manquent, en tant qu'ils sont importans, mais sans glaner ces traités de subside, ces armistices, ces capitulations que du Mont et Rousset ont sagement omis, lorsqu'ils n'ont point eu de suites qui pourraient faire desirer de les connaitre en entier;

5) ajouter ceux des privilèges accordés aux étrangers en fait de commerce qui manquent dans le Corps diplomatique, et qui appartiennent à l'histoire du commerce étranger;

6) insérer quelques loix qui ont essentiellement influé sur les affaires étrangères; c'est ainsi p. e. que l'ord. de Louis XIV. sur le droit du fret de 1659, l'acte de navigation de la Grande-Brétagne de 1660, le product-placat de la Suède de 1724 auraient du trouver plutôt une place dans le Corps diplomatique, que

nombre

nombre d'arrêts du parlement de Paris sur des objets domestiques;

7) ajouter les loix relatives à la neutralité, émanées, soit du coté des états neutres, soit de la part des puissances belligérantes, et, quant à ces dernières, indépendament de la forme dans la quelle elles sont données, soit celle d'une ordonnance particulière, de déclaration de guerre ou autre.

8) Faire un choix judicieux des octrois pour les grandes compagnies de commerce, puis qu'il ne serait pas à propos de les donner tous, et que ceux qui se trouvent dans le Corps diplomatique sont évidemment insuffisans, dès qu'une fois ils entraient dans le plan.

Je conviens que la question, si les points n. 5. 6. 7 et 8, doivent entrer dans les supplémens, est susceptible à être différemment vue, et jamais redacteur ne satisfera tous les lecteurs, dont les uns trouveront qu'il a donné trop, et les autres trop peu; mais il me semble que ces morceaux servant essentiellement à l'intelligence des traités comme à l'histoire du commerce, devraient être placés dans un si vaste recueil, et que, donnant quelque chose à l'esprit du siècle, on devrait les faire entrer en préférence à des pièces qui ne concernent que le cérémonial.

Les doutes qu'on peut élever à cet égard ne sont pas les seuls à resoudre; je proposerai encore les suivans:

1) Lorsqu'on peut donner une copie plus authentique que celle qui se trouve dans le Corps diplomatique, et que cette copie differe, mais p. e. pas plus essentiellement que celle que j'ai donné p. 449 du present volume du traité du

13 Juin 1721 ne differe de celle qu'on trouve chès DU MONT, doit on la donner ou l'omettre? Il n'est pas faisable de donner une liste des variantes, surtout sans le traité à côté, et cet ouvrage penible serait inutile puisqu'il ne serait pas lû.

2) En convenant qu'on doit supprimer ces traités de subside ephemères, ces armistices, ces capitulations qui n'ont eu qu'un interêt momentané, doit on omettre ou inserer ces conventions faites au sujet du droit d'aubaine, du droit de detraction, de l'extradition des criminels et des deserteurs? p. e. tel que les actes dont j'ai donné un échantillon sous n. 19 du II Volume de ce Supplément relativement à quelques états d'Italie? ces actes ne sont rien pour l'étude de l'histoire, mais, pour celle du droit des gens je ne les considère pas comme indifferens, lors même qu'ils ne sont que passagers; ils ne le sont pas non plus pour ceux qui seraient chargés de rediger des conventions sur de tels objets; mais je crois qu'on n'a pas besoin de les donner tous. En cas douteux j'opinerais pour l'insertion, mais en supprimant les simples cartels faits en tems de paix, s'ils n'ont quelque chose qui soit particulièrement remarquable.

3) Nul doute qu'on ne doive conserver la langue originale des diplomes; mais jusqu'où doit on pousser le soin d'y ajouter une traduction, — quand on peut en donner une publiquement autorisée — quand on ne peut fournir qu'une traduction privée.

On rougiroit d'offrir aux gens de lettres une traduction de traités dressés en *latin;* ceux qui

qui possedent le latin n'auront pas non plus besoin de la traduction des diplomes *Italiens*; la langue *française* est aujourdhui la langue universelle. Pour les originaux dressés dans ces trois langues j'opinerais contre les traductions. Mais quant à ceux dressés en *Espagnol*, en *Portugais*, en *Anglais*, en *Danois*, en *Suèdois*, en *Allemand*, en *Hollandais?*

Feu Mr. DU MONT a supposé la langue Espagnole trop connue pour exiger une traduction; il se peut qu'elle l'ait été davantage de son tems, comme ella l'a peut être été dans des tems beaucoup plus reculés, par le role que jouait alors l'Espagne; il se peut que le gout pour la litterature Espagnole qui, dumoins dans le nord de l'Allemagne, semble avoir augmenté dans les tems les plus recens, la rende un jour plus générale; mais il me semble que jusqu'ici une traduction des pieces Espagnoles et Portugaises ne serait pas superflue. Je l'ai ajoutée à la plupart des diplomes qu'on trouve dans le present supplément, je l'ai supprimée pour d'autres qui ou n'étaient pas de l'époque à la quelle je me suis borné, à peu d'exceptions près, comme p. les traités de *Tordesillas* et de *Saragosse*, ou ne paraissaient pas assés importans pour l'exiger, comme la déclaration T. I. p. 433.

La langue *Anglaise*, quoique fort repandue dans le nord de l'Allemagne, me parait l'être encore trop peu généralement dans les pays étrangers pour ne pas faire desirer une traduction. Ceci a lieu, encore plus, relativement à la langue *Danoise* et *Suèdoise*.

Quant à la langue *Allemande* il ne peut y avoir de doute, qu'en tant qu'on a égard aux païs étrangers; mais il semble que les motifs qu'a eu Mr. DU MONT de n'y pas joindre des traductions françaises sont renforcés de nos jours, par les progrès que l'étude de la langue allemande a fait dans plusieurs pays étrangers.

Il y aurait un peu plus de motifs de joindre des traductions aux diplomes Hollandais, vu que beaucoup d'allemands même, surtout dans le sud de l'Allemagne, ne lisent pas couramment le Hollandais; il semble que la qualité de ces documens, qui d'ailleurs ne seront pas en très grand nombre, devrait decider.

Ces observations suffiront pour faire voir que je ne méconnais pas les difficultés et les écueils que presente un nouveau supplément à un ouvrage, si justement apprecié que l'est le Corps diplomatique. Aussi, loin de vouloir m'engager à l'offrir au public, je sens que ce que depuis plusieurs années j'ai pu rassembler en bonnes copies de diplomes qui devraient y entrer, ne suffit pas à beaucoup près encore pour former un ouvrage digne d'être mis à coté de celui de Mr. DU MONT; aussi je renoncerois de bon coeur à tout projet de ce genre, si je pouvais esperer de le voir réalisé par un autre, mieux secondé que moi par les circonstances. Mais je ne dissimule point que jugeant qu'un tel supplément serait à desirer, je ne cesserai pas de m'en occuper, sauf le droit de tout autre de me prevenir; le tems que malgré le secours de notre superbe bibliothéque j'ai du sacrifier à la recherche de diplomes, depuis que je m'occupe du droit des gens, me persuade de plus

en

en plus de l'utilité et de la commodité d'un tel supplément.

En attendant qu'il paroisse, j'offre ici au public une petite collection de traités du 18eme siècle, anterieurs à l'époque de la quelle commence mon recueil, et qui manquent dans tous les recueils généraux de traités qui me sont connus. Je n'ai pas donné tout ce que j'aurais pu donner, et ceux qui possedent mon *Guide diplomatique* n'auront point de peine à s'en convaincre; mais j'ai moins encore pu donner tout ce que j'aurais desiré; et je voudrais que ce petit recueil, plus propre à sonder le gout du public qu'à le satisfaire, fut considéré, plutôt comme un appendice à mon recueil qui a été accueilli avec bonté, que comme le commencement d'un supplément aux travaux de Mr. DU MONT et ROUSSET dout on aurait le droit d'attendre d'avantage. Je rendrai un compte plus détaillé des pieces que ces deux volumes renferment, à la téte du second volume, qui s'imprime actuellement.

À Gottingue ce 12 Fevr. 1802.

Recherches sur la vie et les écrits de JEAN DU MONT Baron DE CARELSCROON, redacteur du Corps universel diplomatique du droit des gens.

Il est assés extraordinaire que la memoire d'un homme qui a rendu d'aussi utiles services au public que l'a fait le redacteur du Corps universel diplomatique, qui a occupé une charge honorable, et qui n'est mort qu'en 1727, se trouve tellement obscurcie, qu'après moins d'un siècle on a beaucoup de peine, je ne dirai pas de rassembler toutes les particularités de sa vie privée, mais de determiner seulement, quels sont les écrits qui lui appartiennent, et si à son époque il y a eu ou non encore un autre auteur politique du même nom de famille, avec le quel il doit partager l'honneur de leur redaction. Cependant tel a été le sort de Mr. DU MONT, et quand j'ai desiré rassembler quelques particularités de la vie de cet auteur, très connu de son tems, je me suis vu entrainé dans des recherches, dont j'étais fort éloigné de prévoir l'étendue.

Ce qui fait naitre la difficulté, c'est la prodigieuse variation des auteurs dans l'allegation des ouvrages politiques attribués à DU MONT. Le Pere LE LONG dans sa *bibliotheque historique a)* distingue deux différens DU MONT, auteurs politiques, FRANÇOIS DU MONT et JEAN DU MONT; et les redacteurs des tables de son ouvrage

a) Tant dans l'édition de 1719 que dans celle de 1772.

ouvrage en distinguent même quatre, le Sieur DU MONT, FRANÇOIS DU MONT, JEAN DU MONT et DU MONT Baron DE CARELSCROON, attribuant à chacun d'eux differens ouvrages; LENGLET DUFRESNOY dans sa *methode pour étudier l'histoire* distingue également deux differens auteurs, dont il appelle l'un FRANÇOIS DU MONT; les auteurs du Journal des Savans nomment un JAQUES DU MONT; MORERI dans son dictionaire historique combine les écrits de JEAN et FRANÇOIS sous le nom de JEAN DU MONT, français, mais en renvoyant à cet égard à LE LONG, qui cependant les distingue; enfin entre nombre d'autres auteurs *b*) les uns attribuent à FRANÇOIS DU MONT ce que les autres donnent à JEAN DU MONT, d'après qu'ils ont suivi ou l'une ou l'autre de ces sources, soit en tout, soit en partie.

J'avouerai qu'une autorité aussi respectable que l'est celle du Pere LE LONG, contemporain de DU MONT, m'a longtems fait croire à la distinction entre deux auteurs differens; elle me parut d'autant plus spécieuse, que pas tous les ouvrages attribués à ces deux auteurs sont d'un même genre, et que FRANÇOIS DU MONT est partout annoncé comme refugié français, tandisqu'il me semblait peu probable que JEAN DU MONT, qui a été historiographe de l'Empereur, eut été reformé.

Cepen-

b) Tel que les auteurs du *grand dictionaire universel* de Zedler; SAX dans son *onomasticon* etc. J'ai cru qu'il serait inutile de les alleguer ici en détail; on peut ouvrir au hazard les ouvrages litteraires et les ouvrages historiques pour se convaincre de la singulière variété d'allegations qui y regne sur ce point. Mais elle semble en grande partie deriver d'un petit nombre de sources differentes, comme il arrive fréquemment.

Cependant j'ai commencé à hesiter, quand je m'appercus que quelques ouvrages attribués par LE LONG et autres à FRANÇOIS DU MONT appartiennent évidemment à JEAN DU MONT, redacteur du Corps diplomatique, et quand je vis que celui-ci devait sa nomination comme historiographe à Vienne au comte PHILIPPE LOUIS DE SINZENDORF, un des hommes les plus éclairés de son tems, ami des protestans et des lettres, et jouissant à Vienne d'un credit sans bornes.

J'ai donc cru ne pouvoir mieux m'approcher de la vérité, qu'en rassemblant et comparant tous les écrits attribués à l'un ou l'autre de ces auteurs, et c'est en grande partie cet examen qui m'a persuadé qu'à cette époque il n'a point existé de FRANÇOIS DU MONT, auteur politique; que les voyages et les differens écrits politiques de la fin du 17ème et du commencement du 18ème siècle attribués soit à FRANÇOIS soit à JAQUES ou au Sieur DU MONT sont tous de la plume de JEAN DU MONT *c*), historiographe de l'Empereur, redacteur du Corps diplomatique et qui sur la fin de ses jours fut créé Baron DE CARELSCROON. Mais comme cette assertion générale serait insuffisante pour combattre des autorités aussi respectables et aussi nombreuses, et pour fonder sur elle la narration des principales circonstances de la vie de notre auteur, que je ne puis presque puiser que dans se propres écrits, je tacherai de mettre la matière en son jour en rangeant ici

c) Il est sans doute plus juste d'ecrite *du* MONT que DUMONT, et lui même il s'est toujours signé DU MONT; mais l'usage tolère une fois la variation à cet égard, et ce n'est pas de là que sont nées les erreurs.

ici d'après l'ordre chronologique les differens ouvrages qui à cette époque ont paru sous le nom d'un Monsieur DU MONT, ou qui, bien qu'anonymes, sont attribués à un auteur de ce nom, en marquant sous chacun de ces écrits la diversité des citations, et mon opinion motivée. Ces écrits, que j'ai tous devant moi, sont les suivans:

1) *Nouveau voyage du Levant par le Sieur D. M.* à la Haye chez Etienne Foulque 1694 in 12. De cet ouvrage, (dont il doit avoir paru une traduction Hollandaise 1695 in 4to), l'auteur publia une seconde édition beaucoup amplifiée (quoique tronquée en d'autres parties) sous le titre:

Voyages de Mr. DU MONT *en France en Italie en Allemagne, à Malthe et en Turquie.* à la Haye chès Etienne Foulque et François l'Honoré. 1699. T. I - IV. in 12.

Les mêmes traduits en Hollandais sous le titre:

Reyzen van den Heer DU MONT *door de grootste gedeeltens van Europa en Asia.* te Utregt. 1699 in 4to.

Ni les deux éditions françaises ni la seconde traduction Hollandaise *d*) n'expriment le nom de bâteme. LE LONG et LENGLET DUFRESNOY attribuent cet ouvrage au Sieur DU MONT sans s'expliquer si c'est à FRANÇOIS ou à JEAN. MORERI l'attribue à JEAN, de même SAX dans son *Onomasticon*, P. V. p. 437, mais j'ai déja dit pourquoi sur ce point je ne me prévaudrai point de

d) A le tête de la traduction Hollandaise de 1699 on trouve une longue épitre en vers Hollandais à l'éloge de Mr. DU MONT et de son ouvrage; mais son nom de bâteme y manque.

de l'autorité de ces derniers. Cependan
a un autre moyen d'eclaircir le dout
passant d'abord à l'ouvrage suivant

2) *Memoires politiques pour servir à la p intelligence de l'histoire de la paix de R par* Mr. du Mont. à la Haye chès François noré et Etienne Foulque. 1699. T. I – VI. i dedié à D. *Quiros* ambassadeur d'Espagne

Cet ouvrage qui a paru à la même ép que la seconde édition du précédent es *même auteur* que les voyages. C'est ce q lettre de Bayle à Mr. *** en date de R dam du 4 Decembre 1698 *f*), met hors de d elle porte: *il paroit une seconde édition augmentée du voyage de Mr.* du Mont. *Monsieur* du Mont *vient de publier aussi ques traités politiques servans à l'intelligence la paix de Ryswyk.* Ce temoin est, je c irrécusable.

Il ne s'agit donc que de savoir, si c'e Jean ou à François du Mont qu'on doit tribuer ces *memoires politiques.* le Long Lenglet Dufresnoy l'attribuent expressém à François du Mont, Moreri, Sax etc. à Je du Mont. Bayle ne s'en est pas expliq mais ses libraires ont mis dans la table matières, en renvoyant à la lettre sus-di Mont (François du).

Je ne balance point d'affirmer que ces m moires sont de Jean du Mont et que l'all gatio

e) L'épitre est du 1 Octobre 1698 et il paroit que l'ouvra a déja été publié vers la fin de cette année, quoique titre porte l'année 1699.

f) *Oeuvres diverses de* Bayle, édition de 1731. T. IV. p. 77 n. 221.

ation du nom FRANÇOIS est erronée; d'abord c'est une erreur manifeste de LE LONG et de LENGLET DUFRESNOY d'avoir indiqué ce nom comme exprimé sur le titre, tandis qu'il l'est aussi peu sur le titre, qu'au bas de la dédicace, aussi peu dans les memoires de la paix de Ryswik, que dans les voyages, où partout on ne lit que le simple DU MONT. D'un autre côté en lisant la longue épitre dedicatoire des memoires politiques à l'Ambassadeur d'Espagne, on y reconnait sans peine ce JEAN DU MONT qui a tiré tant de pièces de la Chancellerie de l'Ambassade Espagnole à la Haye, insérées dans la suite, tant dans son recueil de 1710, que dans le Corps diplomatique, et qui dans la préface à ces mêmes memoires annonce qu'il posséde déja 400 pièces, la plupart non encore imprimées, et qu'il destine un jour a en former un recueil, comme il l'a fait en partie dès 1710. Aussi en admettant que le nom FRANÇOIS, est supposé, tandis qu'il ne se trouve pas là où on l'annonce, il n'y aurait aucun motif de chercher pour ces memoires un autre auteur que JEAN DU MONT, comme leur redaction est une occupation si analogue à celle à la quelle cet auteur s'est principalement voué dans la suite; et puisque je ferai voir incessament que dans deux autres ouvrages le prétendu nom de FRANÇOIS est évidemment substitué au vrai nom de JEAN DU MONT, savoir dans le recueil de 1710 et dans les *soupirs de l'Europe*, ce n'est pas trop hazarder que d'admettre la même erreur, d'ailleurs aisée à expliquer g) touchant les memoi-

g) Je n'entreprendrai point de decider positivement d'ou ce nom François est venu, mais il y a plusieurs façons dont

memoires politiques. De plus, on doit observer, que LENGLET DUFRESNOY attribue ces memoires au même FRANÇOIS DU MONT duquel, en lui prétant aussi le nouveau recueil de 1710, il dit qu'il est mort à Vienne, où il avait été attiré par le comte DE SINZENDORF. C'est donc évidemment de notre JEAN DU MONT dont il veut parler, comme on le verra par la suite, et l'erreur ne touche que le nom de batême.

Toutefois, ne cherchant pas à séduire le lecteur, mais à déméler la verité, je dois lui presenter encore un doute qui m'a frappé; c'est que ces memoires ne sont pas une seule fois cités dans le Corps diplomatique, quoique le nombre des traités qu'ils renferment, dépuis 1641 jusqu'en 1676, aurait pu y donner lieu; qu'ils sont aussi peu cités dans le recueil de 1710, et que la seule fois où je les trouve allegués dans les ouvrages posterieurs de Mr. DU MONT, c'est dans sa *modeste recherche sur les causes de la presente guerre*, où il les cite h): les *memoires pour servir à la paix de Ryswic*; on dirait que JEAN DU MONT a boudé FRANÇOIS puis qu'il ne le cite jamais, tandisque nombre d'auteurs aiment à être cités, surtout à s'alleguer eux mêmes. Cependant je crois que ce doute spécieux n'est pas sans replique, en considérant, que les memoires politiques ne renfer-

dont on peut se l'expliquer; soit par la similitude des lettres initiales lorsqu'elles sont écrites en français, soit par le double sens du mot françois même, qui a pu faire confondre le nom d'avec le pays de l'origine. Au reste on sait combien aisement des erreurs de ce genre commises pas un seul auteur se copient par d'autres. LE LONG lui même n'a pas pu prendre en main chaque livre qu'il cite, il a du souvent copier.

h) p. 6. note c.

renferment les traités que dans une traduction française, et qu'une partie d'entre eux ne s'y trouve que par extrait; il était peu naturel de citer ces derniers dans le Corps diplomatique; il pouvait paraitre peu essentiel d'y citer une traduction française, lorsqu'il y donnait les traités en langue originale; et quant à ceux qu'il avait d'une si bonne source que les Protocoles de l'ambassade d'Espagne, il aimait sans doute mieux alleguer celle-ci, que ses mémoires déja imprimés; ce même motif pouvait l'engager, en publiant son recueil 1710, à passer sous silence ces mémoires, imprimés il y a peu d'années, d'autant plus que ce recueil ne devoit renfermer principalement que des pièces qui n'avoient pas encore parues *i*); enfin en les citant une fois dans un autre écrit, il ne pouvoit pas les y appeller *mes* memoires, puisqu'il n'en avait été que le redacteur. Non obstant ce doute je ne balance donc pas d'affirmer, que le redacteur du Corps diplomatique est aussi celui des mémoires pour la paix de Ryswik, et par consequent auteur des voyages au Lévant. Je passe

3) à la *recherche modeste des causes de la presente guerre en ce qui concerne les Provinces-Unies. à la Haye chés Guillaume de Voys* 1703 in 12.; l'auteur ne s'est pas nommé sur le titre de cet écrit mais sa dedicace aux Etats Généraux est signée DU MONT. Cet ouvrage est cité par LE

i) L'auteur lui même favorise cette explication en disant dans la préface au recueil de 1710; qu'il ne citerait point les sources des pièces publiques qui ont paru depuis 8 ou dix ans chés tous les libraires, et se trouvent dans tous les Journaux historiques, puisqu'il *y auroit eu de l'affectation à citer l'un plutôt que l'autre.*

LE LONG une fois sous le titre: *memoires de François du Mont sur la guerre presente.* à la Haye 1703 in 12.; une autre fois sous le titre *recherche modeste* etc. par Mr. DU MONT *k*). LENGLET DUFRESNOY *l*) le cite positivement comme de FRANÇOIS DU MONT. On peut faire sur cet écrit la même observation que sur les précédens, savoir que l'allegation du nom FRANÇOIS, comme exprimé sur le titre, est *indubitablement* une erreur, qui, chès LE LONG, n'est pas le fruit de recherches particulières, tandis qu'il cite une fois cet écrit sous le nom FRANÇOIS DU MONT, une autre sous celui de DU MONT; et si on se persuade, que les mémoires pour servir à la Paix de Ryswic sont de JEAN DU MONT, on peut ajouter encore, qu'il est peu probable qu'à la même époque et presqu'à la même année il ait existé deux auteurs politiques du même nom à la Haye, tandisque les journaux politiques de ce pays ne citent toujours qu'un seul, sous le nom général de DU MONT. Cette derniere observation me disposerait déja d'attribuer également à JEAN DU MONT la part qu'un auteur de ce nom a eu

4) aux *lettres historiques* publiées à la Haye depuis 1692, et dont LENGLET DUFRESNOY attribue la redaction jusqu'à l'an 1710 à Mr. DU MONT *m*) sans exprimer un nom de batême, si Mr. LAMBERTY ne levait tout doute en assu-

k) Dans le repertoire de LE LONG T. V. on range cet écrit sous DU MONT *Baron* DE CARELSCROON.

l) *Methode pour étudier l'histoire.* T. IV. p. 359. éd. in 4to.

m) *Methode pour étudier l'histoire.* T. III. p. 63. éd. in 4to. (Toutefois je crois qu'on doit excepter les premiers mois de l'année 1692, puisqu'alors il n'était pas encore à la Haye.)

assurant *n*) que les *lettres historiques* et les *soupirs de l'Europe* sont du même auteur; et on verra bientôt que ceux-ci sont de JEAN DU MONT.

Je viens à un ouvrage à l'égard duquel l'erreur de LE LONG et de LENGLET DUFRESNOY est manifeste.

5) *Nouveau recueil de traités d'alliance, de trêve, de paix, de garantie et de commerce etc. depuis la paix de Munster jusqu'à l'année 1709 recueillis et publiés par le Sieur J.* DU MONT. Amsterdam chès François l'honoré 1710. T.I.II. in 12.

LE LONG attribue expressément ce recueil à FRANÇOIS DU MONT *o*); de même LENGLET DUFRESNOY *p*). Cependant ici l'erreur est palpable, en considérant que sur le titre même on lit J. DU MONT *q*) et que notre auteur a cité plus de vingt fois ce recueil dans son Corps universel diplomatique sous le nom de *mon* petit recueil, ou *ma* petite collection *r*). Je n'ai donc pas besoin de recourir à un argument secondaire, savoir que ce recueil est dedié à Mr. le comte PHIL. LOUIS DE SINZENDORF, le grand

f 2 pro-

n) LAMBERTY *memoires* T.VII. p.250.

o) *Bibl. historique*, T.III. n.29194.

p) T.IV. p.355. éd. in 4to.

q) Si l'on demande d'où vient que dans ce recueil l'auteur s'est nommé J. DU MONT et dans les précedens ouvrages simplement DU MONT, je crois pouvoir y repondre, que l'auteur étant français, était accoutumé à cette manière qui malheureusement pour l'etude de la litterature était si usitée en France, de ne citer que le nom de famille, et qu'un plus long séjour en Hollande a pu lui faire sentir l'avantage de se distinguer de tant d'autres DU MONT qui après 1685 avaient été dispersés dans les pays étrangers.

r) v. p. e. T.VII. P.I. p.96. n.1; p.151. n.*) etc.

protecteur de JEAN DU MONT. Je pui dire autant

6) de l'écrit qui a pour titre: *Les soupi l'Europe à la vue du projet de paix contenu la harangue de la Reine de la Grande-Brét à son Parlement.* 1712 in 12. Cet écrit anor est aussi attribué expressément à FRAN DU MONT par Mr. LE LONG *s*). Cependa est très avéré qu'il appartient à JEAN DU M ainsi que la *pierre de touche t*) qui l'a s Mr. ROUSSET, auteur contemporain et ter irrécusable, dit nommément *u*) que *les soi de l'Europe sont de Mr. DU MONT Baron DE RELSCROON historiographe de S. M. Imp. au du grand recueil des traités.* Je n'ai donc non plus besoin de recourir à un argum secondaire, savoir que cet écrit a été dr sous la dictée du comte DE SINZENDORF *x*

7) *Batailles gagnées par le Prince Eugène Savoye depeintes et gravées par J. HUCHTENBU avec des explications par J. DU MONT consei et historiographe de S. M Imp. et Catholiq* à la Haye 1725 forme d'atlas *y*). Le ti in

s) *Bibl. historique*, T. III. n. 31129.

t) Aux *soupirs de l'Europe* on opposa une *réponse de M. sieur le Marquis **** etc. à Cologne 1713. DU M repliqua sous le titre: *La pierre de touche de la lett Mr. le Marquis de ****; ensuite parut *reponse de le Marquis *** à l'orfevre sur sa pierre de Touche*

u) *Recueil des memoires.* T. II. p. 309.

x) LAMBERTY *memoires.* T. VII. p. 250.

y) Je n'ai pas devant moi cette première édition, mais certain qu'ella a paru 1725, c'est par erreur que *Journal de Trevoux* de 1720 P. L. p. 5. l'allegue so 1720 et d'autres sous 1721. De cet ouvrage, que l estampes et les plans font estimer, il a paru une s conde édition que j'ai en mains; sous le titre: *Histoi mi*

indique suffisament son auteur, et personne n'attribue cet ouvrage à un FRANÇOIS DU MONT, mais, comme si notre auteur n'eut pu rien écrire qui ne lui fut disputé, les auteurs du Journal des Savans z) l'appellent JAQUES DU MONT; l'identité de la personne est manifeste et l'erreur s'explique par l'égalité des lettres initiales; il serait inutile de s'y arrêter.

8) *La verité du fait, du droit et de l'intérêt de tout ce qui concerne le commerce des Indes établi aux Pais-Bas autrichiens par octroi de Sa Majesté Impériale* etc. Cette déduction anonyme pour la compagnie d'Ostende est expréssement attribuée par Mr. ROUSSET *a*) à Mr. DU MONT Baron DE CARELSCROON historiographe de la Cour Impériale, et cella là dumoins ne lui est disputée par personne, que je sache.

9) *Analyse du traité d'Hannovre* (1725). Cette analyse est aussi attribuée par Mr. ROUSSET au *Baron* DE *CARELSCROON mieux connu sous le nom de* DU *MONT historiographe de S. M. Imp. auteur des soupirs de l'Europe lors de la Paix d'Utrecht et auteur du grand recueil des traités b*); il n'y a point de diversité d'opinion à cet égard; cet écrit n'est pas cité par LE LONG, ni par LENGLET DUFRESNOY.

10) *Le Corps universel diplomatique*, à l'égard duquel il n'y a aucun doute qu'il n'ait été

f 3 prin-

militaire du Prince Eugène par Mr. DU MONT *Baron* DE CARELSCROON *historiographe de S. M. Imp.* augmenté d'un supplément par Mr. ROUSSET. à la Haye T. I. II. 1729. T. III. 1747, forme d'atlas.

z) Année 1726. p. 386.

a) *Recueil de memoires*, T. II. p. 83; cette déduction y est insérée T. III. p. 29.

b) ROUSSET *Recueil de memoires*. T. II. p. 309.

principalement *c*) redigé par notre auteur, les noms et les qualités se trouvent suffisa exprimés sur le titre *d*).

Je conclus donc par tout ce qui pré que Mr. JEAN DU MONT Baron DE CA CROON, Ecuyer, Conseiller et historiograpl S. M. Impériale et Catholique, indubitable auteur du *Corps diplomatique*, *de l'analys traité d'Hannovre*, *de la verité du fait*, *de stoire des batailles du Prince* EUGENE, *des So de l'Europe*, *du recueil des traités de* 1710, *partie des lettres historiques*, l'est aussi d *modeste recherche sur les causes de la gu* des *memoires politiques pour servir à l'intellig de la paix de Ryswik* et par consequent aussi *voyages en Italie et au Levant*; qu'il est t de rayer le prétendu FRANÇOIS DU MONT d liste des auteurs politiques, et qu'on doit reta notre JEAN DU MONT dans tous les droits par ses differens ouvrages il s'est acquis au s venir et à la reconnoissance de la poster C'est en partant de cette démonstration que tacherai de donner actuellement quelques constances de sa vie, puisées en grande par dans ses propres écrits.

JE

c) Je dis *principalement*, car on a vu par ce qui est plus haut, que les libraires Hollandais se sont a mêlés de la redaction, et n'ont pas, je crois, ren l'ouvrage meilleur.

d) Outre les ouvrages dont j'ai fait mention, je tro encore cité dans LE LONG comme un ouvrage de M DU MONT: *histoire du droit de barrière des Provinc Unies*, qui serait aussi ajoutée à une édition des *m moires de la Torre*, imprimée à Londres 1749. T. I. in 8vo. Je n'ai point vu cette dernière édition, et ne connois point cette histoire du droit de barrièr je suis fort tenté de croire que sous ce titre on a e tendu la *recherche modeste* de 1703 qui renferme l'h stoire du droit de barrière.

JEAN DU MONT nacquit en France 1666 *e*). Il entra au service militaire *f*) et suivit les armées du Roi dans le Palatinat et dans la Suabe 1689. Mais aiant parlé un peu trop librement contre les horreurs que les Français commirent alors dans le Palatinat, et trop vanté la conduite de Guillaume III. leur ennemi, il fut soupçonné d'être l'espion de celui-ci, arrêté par ordre du comte DE MARSIN commandant de la Brigade, et conduit prisonnier à Strasbourg

f 4

e) Le *Baron* DE OMPTEDA *Litteratur des Völkerrechts*. T. II. p. 457. fixe cette année de sa naissance, mais il n'a point cité son autorité; je n'en ai aussi d'autre que la sienne. Ses *voyages* prouvent qu'il était français, mais je cherche envain le lieu de sa naissance, et je crois qu'il sérait difficile de retablir sa généalogie, vu qu'il y a eu tant de familles de ce nom dans differens pays. Il y a une famille DU MONT de très ancienne noblesse dans le pays des Grisons, de la quelle LEU dans son dictionnaire de la Suisse (art. MONT) donne une ample généalogie depuis le 15eme siècle; mais ce n'est pas d'elle que descend notre auteur. Il y a eu des DU MONT à Genève dont une branche s'est éteinte à la fin du 17eme siècle, l'autre a passée en Allemagne; mais rien ne m'autorise à le faire descendre de celle-ci. Il y a eu des DU MONT en France, entre les quels on distingue ce NICOLAS DU MONT DE SAUMUR auquel on attribue le *discours sommaire du regne de Charles IX.* Paris 1574. 8. mais est ce de lui que descend notre auteur? je l'ignore. Après la revocation de l'édit de Nantes plusieurs DU MONT français ont passé dans les pays étrangers, tel que notre auteur en Hollande, et plusieurs autres en Allemagne qui se sont établi à Bronsvic, à Mayence etc. D'autres sont ou restés ou rentrés en France, tel que Mr. DU MONT, contemporain du notre, connu par ses *memoires sur la Louisiane;* tel que Mr. DU MONT avocat au Parlement etc. qui a remporté deux fois (1775 et 1776) des prix proposés par l'academie des inscriptions et belles lettres (v. Mémoires de l'acad. T. 40. p 3. T. 42 p. 2.) et qui d'après Mr. BOUCHAUD (*théorie des traités de commerce* p. 35.) a composé une dissertation manuscrite sur *l'origine de la Hanse teutonique* etc.

f) Par la dédicace de ses voyages 1694 il *semble* qu'il avait le grade de capitaine.

bourg g). Là en ouvrant ses coffres on y trouva un livre de pseaume qui decouvrit qu'il *avait* été *h*) Huguenot. Cependant il fut remis en liberté après 15 jours, mais cette prison *le degouta du service de France et il resolut tout de bon d'aller croitre le nombre des refugiés i)*; et ne voyant jour d'obtenir un passeport pour Genève, il passa en Italie et s'embarqua le 26 May 1690 de Malthe pour la Turquie. Il semble toutefois qu'il n'a pas deserté, mais obtenu un congé limité; dumoins se presenta-t-il à Constantinople à l'Ambassadeur de France Baron DE CHATEAU-NEUF duquel il fut bien reçu *k*). De-là il se rendit à Smyrne où il se mit sous la protection, non du Consul de France, mais de Mr. HOCHEPIED Consul d'Hollande, auquel il communiqua son *dessein l*) et qui le reçut et le logea chès lui. Après quelque séjour à Smirne il passa à Venise, d'où sa derniere lettre est datée d'Avril ou May 1692 *m*). Enfin après avoir traversé l'Allemagne il arriva à la Haye environ au mois d'Août 1692.

C'est

g) Toute cette anecdote de son arrestation se trouve dans la première édition de ses voyages p. 21; elle est supprimée dans la seconde de 1699, comme bien d'autres choses.

h) DU MONT dit expressement qu'on vit qu'il *avoit été* Huguenot. Sans doute, qu'il l'étoit encore, mais qu'il se faisait passer publiquement pour catholique. L'a-t-on pris pour tel dans la suite à Vienne? je l'ignore.

i) Ce sont ses propres paroles; voyage éd. de 1694. p. 23.

k) Voyage éd. de 1694. p. 164. de 1699. T. II. p. 64.

l) Voyages 1694. p. 271.

m) Dans l'édition de 1694 de ses voyages elle est datée du mois de May, dans celle de 1699 elle est datée du mois d'Avril 1692, et sa lettre de la Haye où il marque son arrivée, du -- Août 1692. Ces dates, peu exactes, approchent dumoins probablement de la verité.

C'est là qu'il publia 1694 ses voyages en forme de lettres (voyès n. 1.) en un volume, et les dédia à Mr. G. DE SCHUYLENBURG *conseiller et greffier du conseil de S. M. Britannique.*

Depuis il se jetta dans l'étude de l'histoire et de la politique *n*), et cultivant les membres du Corps diplomatique à la Haye, il semble s'être particuliérement attaché à Mr. BOSE ministre de l'Electeur de Saxe, Roi de Pologne, pour le congrès de Ryswik, et à D. QUIROS ambassadeur d'Espagne pour le même congrès.

Peu après la signature de la paix de Ryswik il publia 1698 une nouvelle édition de ses voyages fort amplifiée *o*) en IV Volumes in 12. (voyés n. 1), dediée à Mr. BOSE; et dans la même années, parurent ses memoires politiques pour servir à l'intelligence de la paix de Ryswik (n. 3) dediés à D. QUIROS. On sait que ces memoires n'embrassent encore que les années 1641 jusqu'en 1676 pour servir d'introduction aux affaires qui ont amené la paix de Ryswik. L'auteur promit la continuation de l'ouvrage, mais j'ignore ce qui l'a detourné de l'accomplissement de sa promesse; ce n'est pourtant que 8 ans après que MOETJENS, qui déja alors avait publié les actes et memoires de la paix de Nimegue, publia aussi 1707 ceux de la paix de Ryswik; il aurait donc eu le tems pour ne

f 5 pas

n) Préface aux memoires politiques pour l'intelligence de la paix de Ryswik.

o) La première édition de 1694 est charmante, mais celle de 1698 est farcie d'une multitude de choses, vraies ou fausses, puisées dans d'autres ouvrages que probablement il avoit lus depuis; ce qui a fait douter plusieurs personnes s'il avait été jamais au Levant, quoique ce doute soit sans fondement; voyés LUEDEKE *Beschreibung des Türkischen Reichs.* T. II. p. 160.

pas se laisser prévenir. La mort de Charles II. et la guerre peu après survenue des Provinces-Unies contre l'Espagne, en privant Mr. DU MONT des relations avec l'Ambassadeur Espagnol, lui offrit l'occasion d'exercer sa plume en faveur des Provinces-Unies contre l'Espagne et la France. C'est ce qu'il fit avec beaucoup de succès dans sa *modeste recherche sur les causes de la presente guerre* 1703 (n. 3.) qui est peut-être un de ses meilleurs écrits. Il le dédia aux *Etats-Généraux*, desquels il semble qu'à cette époque il avait une pension *p*).

Peu d'années après, le comte PHIL. LOUIS DE SINZENDORFF fut envoyé 1706 en Hollande comme Ambassadeur de l'Empereur, et quoique je ne saurais déterminer si c'est à cette première mission, ou à la seconde de 1709 pour le congrès de Gertruydenburg que Mr. DU MONT est entré en relations avec cet Ambassadeur, au quel il a eu tant d'obligations dans la suite *q*), il est probable que c'est dès 1706;

p) Dans son épitre dédicatoire il leur dit: Chacun doit contribuer — au bien commun. C'est l'obligation indispensable de tous les Sujets de l'Etat, et particulièrement de ceux qui n'étant pas nez tels, ne le sont devenus que par grace. Je suis de ce nombre, Messeigneurs, et votre bonté pour moi a été si grande que Vous avès bien voulu joindre en ma faveur *la liberalité à la Protection; en sorte qu'il ne se passe jour de ma vie que je n'en ressente les effects.*

q) Comme ce ministre a eu une influence marquée sur le sort de notre auteur, j'insérerai ici le suivant abrégé de la vie de cet illustre negociateur, puisé en grande partie dans le grand dictionnaire universel, T. XXXVII. art. SINZENDORFF; PHILIPPE LOUIS *Comte* DE SINZENDORFF n'acquit le 26 Décembre 1671. D'abord destiné à l'eglise, il embrassa 1687 l'état militaire à la mort de son frère, et servit avec distinction dans plusieurs campagnes en Italie et dans les Pays-Bas; il fut nommé ensuite chambellan de l'Empereur Leopold qui dès l'année

1706; l'épitre par la quelle il fait hommage au comte DE SINZENDORFF de son petit recueil de

l'année 1694 l'employa à une mission près l'Electeur de Bavière, alors gouverneur des Pays-Bas espagnols. Il fut nommé Conseiller aulique 1695. Après la paix de Ryswik l'Empereur l'envoya 1699 en qualité l'Ambassadeur à Paris; la rupture survenue 1701 le fit rappeller. Depuis il suivit 1702 Joseph Roi des Romains pour assister au siège de Landau. Après la prise de cette place il fut envoyé comme commissaire à Liège pour y organiser un nouveau gouvernement, à la place de celui du Prince evèque, archevèque de Cologne, mis au bau de l'empire; de là il se rendit à Limbourg où il reçut l'hommage au nom de Charles III. Roi d'Espagne. Aiant suivi de nouveau le Roi des Romains 1704 au camp près de Landau, il signa le 7 Nov. le traité d'évacuation de la Bavière avec les deputés de l'electrice. Après son retour à Vienne le nouvel Empereur Joseph succédant 1705 à Leopold le confirma dans sa dignité de Conseiller privé, et le nomma Grand Chancelier de la Cour, et peu après protecteur de l'Academie Imperiale des arts et des sciences. Il fut envoyé pour la première fois en Hollande 1706 pour presser les puissances maritimes de continuer la guerre, en dépit des propositions de la France; et aiant reussi dans le but de sa mission il revint peu après à Vienne. Envoié une seconde fois en Hollande 1709, quand la France avait de nouveau sollicité la paix, il y signa conjointement avec le Prince Eugène les préliminaires du 8 May, resta à Gertruydenburg durant le congrès qui y fut assemblé, y termina avec les Puissances du Nord l'affaire de la neutralité et retourna en May 1710 à Vienne, où l'Empereur le recompensa amplement de ses services par deux seigneuries. C'est encore vers la fin de la même année qu'il fut envoyé une troisième fois à la Haye pour raffermir les sentimens des Puissances maritimes. Après la mort de l'Empereur Joseph il fut rappellé 1711 et après un séjour abrégé à la diète d'election de Francfort, il revint à Vienne, d'où l'Imperatrice Eleonore alors régente des états autrichiens l'envoya à Milan pour assister Charles VI. de ses conseils, qu'il accompagna peu après à Francfort, lors du couronnement. De là le nouvel l'Empereur l'envoya comme son plénipotentiaire en Hollande 1712 pour assister en son nom et comme premier Ambassadeur Imperial au Congrès d'Utrecht. De retour à Vienne 1713 il travailla constament dans le Cabinet comme Ministre intime des Conferences, et eut une part distinguée aux affaires les plus importantes, tant internes qu'étrangères. Il fut nommé

de traités publié 1710, semble annoncer de plus anciennes relations; mais probablement elles sont devenues plus intimes pendant la mission de ce même Ambassadeur pour le congrès d'Utrecht 1712; au moins c'est sous la dictée de ce ministre qu'il écrivit alors les *soupirs de l'Europe sur le projet de paix*, et les autres brochures qui ont suivi ce livret.

C'est probablement du congrès de Gertruydenburg et d'Utrecht que Mr. DU MONT parle en disant, dans la préface au Corps diplomatique, que ses occupations ordinaires lui ont donné quelque part en plusieurs grandes negociations; mais j'ignore quelle est cette part qu'il a pu y avoir sous main, et ce point n'est guere susceptible à être éclairci.

La cour de Vienne ayant le projet de faire écrire une histoire de la guerre de succession d'Espagne, ou particulièrement des campagnes du Prince EUGENE, le comte DE SINZENDORFF jetta

nommé 1721 directeur de la nouvelle compagnie de commerce d'Orient à Vienne, concourut à la signature des traités de Vienne de 1725 avec le Duc de Ripperda, de même 1726 à celle de l'accession de l'Autriche au traité de 1724 entre la Suède et la Russie, et de l'Alliance du 6 Août avec la Russie. Il fut envoyé 1728 comme premier plénipotentiaire de l'Empereur au Congrès de Soisson, d'où il retourna au mois de Nov. 1729. Depuis il fut membre de la commission établié 1734 pour examiner les griefs des protestans en Hongrie, negocia et signa 1735 avec M. de la Baune les préliminaires de la paix de Vienne, la convention d'exécution de 1736 avec M. du Theil, conseilla la signature de la paix de Belgrade peu avant la mort de l'Empereur Charles VI, et mourut à Vienne le 8 Fevrier 1742, après avoir glorieusement servi quatre chefs differens de la maison d'Autriche, Leopold, Joseph I. Charles VI. et Marie Therese. Ce n'est pas le seul point de vue sous le quel on peut le comparer a son successeur dont il semble avoir eu tous les talens, sans en partager les singularités.

jetta les yeux sur Mr. DU MONT, qu'il crut mieux que tout autre en état de remplir cette tache, et c'est là ce qui est devenu le plus proche motif de l'attirer à Vienne, en lui donnant le titre de Conseiller et d'historiographe de S. M. Impériale. J'ignore en quelle année il a passé dans cette qualité à Vienne, mais il est probable qu'il y était déja, lors qu' environ 1716 il commença à s'occuper de la redaction du Corps diplomatique, dont il dit dans la préface qu'il presenta d'abord le plan au comte DE SINZENDORFF, sous les ordres duquel il était rangé, et à l'approbation et à la protection duquel il avoue être redevable de tant de pièces qui sont entrées dans ce recueil.

Ce travail ne lui fit pas oublier son devoir principal d'écrire l'histoire des campagnes du Prince EUGENE, et il est probable que le grand nombre des gravures qui furent faites en Hollande pour cet ouvrage est la cause de ce qu'il n'a paru qu'en 1725 (n. 7). Si les français ont reproché à Mr. DU MONT d'avoir attribué au Prince EUGENE la victoire dans deux batailles en Italie savoir de *Luzzara* et de *Cassano* dont l'honneur serait dû au Duc de VENDOME, Sa Majesté Impériale semble avoir temoigné sa satisfaction à l'auteur, en le créant en la même année Baron DE CARELSCROON; je n'oserais cependant décider s'il était redevable de cette recompense plutôt à ces explications historiques, qu'aux deux écrits qu'il redigea la même année, l'un sur la fameuse compagnie d'Ostende qui a exercé tant de plumes *r*), et dont il tacha de prouver la légitimé dans sa déduction *la verité du fait* etc. (n. 8), l'autre, l'analyse du traité

r) v. OMPTEDA *Litteratur des Völkerrechts.* p. 600.

traité d'Hannovre (n. 9). Ce dernier écrit qui a fait beaucoup de sensation, quoiqu'il ait-été victorieusement refuté s), semble avoir été un de ses derniers ouvrages. Il eut très-probablement encore la satisfaction de voir paraitre les 4 prémiers volumes de son Corps universel diplomatique t), quand peu après il fut attaqué d'une maladie de la quelle il previt qu'elle le mettrait au tombeau u). Il mourut le 13 May 1727 x), agé de 61 ans. J'ignore s'il a été marié et s'il a laissé des enfans; je doute qu'il ait laissé un fils, ne trouvant après lui aucun Baron DE CARELSCROON de création Impériale. — Je laisse à d'autres le soin d'écrire la vie de son continuateur Mr. ROUSSET.

s) Sous le titre: *Remarques sur l'analyse* du traité d'Hannovre; cette reponse est de JEAN GODEFROI DE MEYERN redacteur de la grande Collection des actes de la paix de Westphalie. Ces deux pièces et plusieurs autres sur le même objet sont inserées dans ROUSSET *recueil des memoires.* T. II. p. 501 - 410.

t) MORERI dit qu'il mourut pendant l'impression des 4 premiers volumes; mais ceux-ci étant tous datés de 1726 et distribués au moins dans les premiers mois de l'année 1727 (*Memoires de Trevoux* 1727 Fevr. p 372.) il est tout à croire qu'il a eu encore la satisfaction de les voir; du moins doit il avoir vu le 1 et 4eme Volume qui semblent avoir été imprimés un peu avant le 2 et 3eme comme sur le titre du T. I. P. I et du T. IV. P. I. on lit encore simplement Mr. J. DU MONT ecuyer Conseiller et historiographe, tandisque sur le T. I. P. II. sur les T. II et III. sur T. IV. P. II ainsi que sur les suivans il est qualifié Baron DE CARELSCROON. La parsimonie Hollandaise ne permit point de cartonner ces feuilles.

u) v. plus haut p. XXII.

x) *Coburger Zeitungs-Extracte* 1727. May p. 109.

I.

Traité d'alliance entre S. M. Très-Chrétienne et l'Electeur de Cologne, signé à Bruxelles le 13 Fevr. 1701; et acte d'accession de S. M. Catholique en date de Buen-Retiro le 7 Avril 1701.

1701
13 Fevr. et 7 Avr.

(*Coleccion de los Tratados de paz &c. ajustados por la corona de Espanna con las potencias estrangeras.* T. I. Madrid 1796. Fol. p. 3, en Fr. et Espagnol.)

Accession de S. M. Catholique.

Don Felipe Quinto, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoba, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra-Firme del Mar Oceano; Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, de Brabante, y de Milan; Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona; Señor de Vizcaya, y de Molina &c. A todos los que la presente vieren hacemos notorio: que, habiendonos comunicado el Serenisimo y muy Poderoso Principe Luis XIV. por la gracia de Dios, Rey Christianisimo de Francia &c. nuestro hermano, muy honrado señor y abuelo, el Tratado que ha tenido por bien concluir en 13 del mes de Febrero proximo pasado con nuestro muy caro y muy amado tio el Principe Joseph Clemente de Baviera, Arzobispo de Colonia, Principe y Elector del Sacro Imperio &c. y siendo el principal objeto de este Tratado mantener la quietud de la christiandad, en la forma que ha estado restablecida por los ultimos Tratados de Paz concluidos en Ryswik, y de procurar asegurar al mismo tiempo la tranquilidad particular, y la conservacion de nuestras Provincias de Flandes, y de los Payses-Baxos,

1701 Baxos, ſegun parece por el contenido de los Articulos, cuyo tenor es como ſe ſigue:

Ratification de Sa M. T. Chrétienne.

Louis par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, ſalut. L'attention que nous donnons à prévenir les entrepriſes contraires au repôs des Etats du très haut, très excellent, et très puiſſant Prince Philippe Cinquième, par la grace de Dieu, Roi des Eſpagnes, nôtre très cher et très amé petit-fils, et le déſir que nous avons de maintenir en même tems la tranquilité générale de l'Europe, nous obligeant également de faire les alliances, que nous jugeons néceſſaires pour cet effet, avec les Princes bien intentionnés pour la conſervation de la paix; nous avons eſtimé qu'un des Princes de l'Empire le plus capable d'y contribuer par la conſidération et par l'autorité que ſon rang et ſa naiſſance lui doivent donner dans les délibérations de l'Empire, étoit nôtre très cher et très amé frère l'Archevêque de Cologne, Prince et Electeur du dit Empire. Et comme ſa qualité d'oncle de nôtre très cher et très amé petit-fils le Roi Catholique l'a confirmé dans la diſpoſition où il étoit de traiter avec Nous, connoiſſant toute l'utilité de nôtre alliance, pour le bien et l'avantage de ſes égliſes, le Traité a été conclu aux conditions ſuivantes.

Traité.

Le Roi ayant fait connoître, en acceptant le teſtament du feu Roi d'Eſpagne, le véritable et ſincère déſir que Sa Majeſté Très-Chrétienne a de maintenir la paix générale rétablie par les Traités de Ryswik, et Sa Majeſté s'étant déclarée en même tems de ne prétendre rien contre les intérêts de l'Empire, et marquant d'ailleurs en toutes occaſions l'attention qu'elle donne à la conſervation d'une parfaite intelligence avec les Electeurs, Princes, et Etats de l'Empire; l'Electeur de Cologne, perſuadé des ſentimens du Roi, et connoiſſant combien l'amitié et la protection de Sa Majeſté peuvent mettre les Etats et les ſujets de S. A. E. à couvert de toutes inſultes et domages que le renouvellement de la guerre dans la chrétienté leur pourroit attirer, S. A. E. a jugé qu'elle ne pouvoit les en garantir qu'en entrant dans une alliance étroite avec Sa Majeſté. Et comme de ſa part elle a pour ſa dite A. E. et ſes égliſes de Cologne et de Liège une eſtime et une affection particulière, elle a bien voulu donner ſon pleinpouvoir au Sieur de Puyſegur, Lieutenant Colonel de ſon régiment d'infanterie, et

1701

et Brigadier de ſes armées, et l'Electeur de Cologne, ayant auſſi donné le ſien au Sieur Jean Frédéric Karg, Baron de Bebembourg ſon Miniſtre d'Etat et Grand-Chancelier, les dits Commiſſaires ſont convenus des Articles ſuivans.

ART. I.

Paix avec l'Empire.

Sa Majeſté déclare: qu'elle veut obſerver ponctuellement la paix avec l'Empire, telle que les Traités de Weſtphalie, de Nimegue, et de Ryswik l'ont établie, à l'exception de ce qui peut regarder les dépendances de l'Evêché et Principauté de Liège.

ART. II.

Conduite de l'Electeur à la diète.

Comme l'Electeur de Cologne prend une entiere confiance aux ſincères intentions de Sa Majeſté; il promet, et s'engage de concourir à la diète de l'Empire de toutes les voix qu'il a dans le Collège Electoral, et dans celui des Princes, au maintien et à l'obſervation des conditions ſtipulées par les Traités de Weſtphalie, et de Nimegue, et principalement par celui de Ryswik, ſous les réſerves qui regardent les droits de l'Evêché et Principauté de Liège, et de ne jamais permettre, autant qu'il dépendra de lui, qu'il ſoit pris de la part des trois Collèges de l'Empire une réſolution unanime tendante à une guerre contre la France directement, ou indirectement.

ART. III.

Alliances étrangères.

S. A. E. promet de n'entrer dans aucune liaiſon ou alliance, que ce puiſſe être, capable d'alterer ou d'affoiblir la préſente, Sa Majeſté s'engageant auſſi de ne rien ſtipuler, dans les alliances qu'elle pourroit faire avec quelque autre Prince ou Puiſſance que ce ſoit, directement ou indirectement contraire tant aux pretentions et droits juſtes et légitimes de S. A. E. que de ſes Etats et Egliſes, ou leur cauſer aucun domage.

ART. IV.

Paſſage de troupes etc.

Sa dite A. E. ne permettra qu'aucune Prince ou Puiſſance prenne ni quartiers, ni paſſages, ni contributions, ni faſſe faire de levées dans ſes Etats de Liège, et de Cologne; et s'oppoſera de toutes ſes forces à ceux qui voudroient l'entreprendre malgré elle.

1701

ART. V.

Secours de la France. En ce cas Sa Majesté promet et s'engage d'assister S. A. E. aussitôt qu'elle en sera requise, si quelque Puissance, au préjudice des constitutions de l'Empire, et du contenu au présent Traité, vouloit prendre des quartiers dans les Etats du dit Electeur.

ART. VI.

Garantie Si le dit Electeur, en haine de la présente alliance, perdoit quelque place, terre, ou seigneurie, ou souffroit quelques autres dommages dans ses païs de Cologne et de Liège, ou ailleurs; S. M. s'engage à faire réparer cette perte, et à ne point faire de paix avec ceux qui se feroient emparés des dites places, terres, et seigneuries, qu'ils ne les ayent entierement restituées et dedommagées.

ART. VII.

Accession de l'Espagne. Le Roi Catholique sera invité d'entrer dans le présent Traité d'alliance; et comme il promettra la garantie des Etats de l'Electeur de Cologne, Sa dite A. E. promettra de sa part de garantir de toutes ses forces les Etats de Sa Majesté Catholique.

ART. VIII.

Durée de l'Alliance Cette alliance durera pendant l'espace de dix années: elle pourra être continuée après l'expiration de ce terme, et les ratifications seront échangées trois semaines après la signature, ou plutôt si faire se peut. Et à fin qu'il ne puisse porter préjudice à aucune des parties, il a été encore nommément convenu entr' elles qu'il sera tenu dans le dernier secrèt.

Fait à Bruxelles le 13 Fevrier 1701.

CHASTENET DE PUYSEGUR.

Baron KARG DE BEBEMBOURG.

Continuation la ratification de S. M. Cathol. *Comme le principal objet de ce Traité est la conservation des Etats du Roi Catholique nôtre très cher et très amé petit-fils, nous l'avons requis et invité d'y entrer: et pour contribuer de son côté à la fin que Nous nous proposons, il a agrée, aprouvé, et ratifié le dit Traité en tous et en chacun des articles qui y sont contenus; est entr é*

entré dans les engagemens qui y sont pris, et s'est rendu garant de son entière exécution. s'obligeant envers Nous et nôtre dit frère l'Electeur de Cologne à toutes les conditions, garanties, et obligations qui y sont portées, sans aucune réserve ni exception, et pour cet effet il nous a passé un acte et déclaration en bonne et dûe forme. 1701

Ainsi, ayant pour agréable l'Accession de nôtre très her et très amé petit-fils le Roi Catholique des Espagnes au dit Traité ci-dessus inseré, nous l'avons admis et associé, comme par ces présentes signées de nôtre main nous l'admettons et associons, au dit Traité, nous obligeant envers lui à l'entière et inviolable exécution de toutes es obligations, garanties, et assistances mutuelles qui y ont contenues, sans aucune réserve ni exception. de la même manière et avec la même force que si elles étoient ici e nouveau stipulées et contractées par Nous et par nôtre it frère l'Electeur de Cologne: promettant en foi et parole de Roi de ne rien faire qui y soit contraire directement i indirectement. En témoin de quoi nous avons fait nettre à ces présentes nôtre sceel secrét.

Donné à Versailles le 21 Mars l'an de grace 1701, t de nôtre regne le 58.

LOUIS.

Par le Roi

(L. S.) COLBERT.

No solamente hemos aprobado y loado todas las ondiciones contenidas en estos articulos; pero, consierando ademas este Tratado como una serie continuada el cuidado con que dicho Sereniſſimo Rey, nuestro hernano, muy honrado señor y abuelo, se aplica a la conrvacion y tranquilidad de los Estados que Dios ha sido rvido confiarnos, tambien queremos dar muestras del vo reconocimiento que tenemos a este mismo cuidado, ntrando desde luego en todos los empeños en que el cho Serenisimo Rey Christianisimo ha entrado, por la anutencion de la paz general, y por nuestras ventajas rticulares: para cuyo efecto, despues de haber ya dado s ordenes a nuestros Ministros en todas las Cortes extraneras de firmar en nuestro nombre los Tratados que los Mini- *Continuation de l'acte d'accession de S. M. Cathol.*

1701 Miniſtros del Rey de Francia, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, tubieſen orden ſuya de concluir; declaramos que hemos loado, aprobado, y ratificado en todos y cado uno de ſus articulos el dicho Tratado concluido en 13de Febrero proximo paſado con nueſtro muy caro y muy amado tio el Elector de Colonia, le loamos, aprobamos, y ratificamos por la preſente, y entramos en todos los empeños en el contenidos, obligandonos por eſta al dicho Sereniſimo Rey Chriſtianiſimo, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, à la entera e inviolable execucion de todas las condiciones, garantias, obligaciones, y mutuas aſſiſtencias, en la miſma forma que eſtan eſtipuladas por él preſente Tratado, ſin ninguna reſerva ni excepcion, del miſmo modo y con la miſma fuerza como ſi las hubieſemos nuevamenre eſtipulado y contraido con el dicho Sereniſimo Rey nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, y con nueſtro muy caro y muy amado tio el Elector de Colonia: prometiendo, en fe y palabra de Rey, no hacer jamas coſa en contrario directa ní indirectamente de qualquier modo que ſea, prometiendo el Sereniſimo Rey de Francia &c. de ſu parte admitirnos y aſociarnos al dicho Tratado, y obligarſe reciprocamente a Nos tocante a ſu entera e inviolable execucion, y de todas las condiciones, garantias, y obligaciones en el contenidas, de que otorgara un acto y declaracion en buena y debida forma. En fé de lo qual mandamos deſpachar la preſente, firmada de nueſtra mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada de nueſtro infraſcrito Secretario de Eſtado.

Dada en Buen-Retiro a 7de Abril de 1701.

Yo El Rey.

(L. S.) D. Joseph Perez de la Puente.

II.

II.

Traité d'alliance mutuelle entre Leurs Majestés Catholique et Très-Chrétienne et le Duc de Mantoue; signé à Venise le 24 Fevr. 1701, et ratifié par le Roi d'Espagne à Buen-Retiro le 13 Mars 1701. 1701 24 Fevr.

(*Coleccion de los Tratados.* T. I. p. 13. en Italien et Espagnol.)

Don Felipe, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoba, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra-Firme del Mar Oceano; Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, de Brabante, y de Milan; Conde de Abspurg, de Flandes, Tyrol, y Barcelona; Señor de Vizcaya, y de Molina &c. Por quanto, habiendose ajustado entre las dos Coronas de España y Francia y el Ilustrisimo Fernando Carlos, Duque de Mantua, mi muy caro y muy amado sobrino, un Tratado, en que, con motivo de la guerra que Alemanes amenazan en Italia, se obliga dicho Ilustrisimo Duque a admitir en las plazas de sus dominios tropas de ambas Coronas, con las condiciones y circunstancias que en el se expresan, el qual han firmado D. Juan Carlos de Bazan, mi Embaxador en Venezia, en mi nombre, el muy Reverendo en Christo Padre Cardenal de Estrees, mi muy caro y muy amado amigo, por el Rey mi señor y mi abuelo, en virtud de las ordenes con que se hallaban, y el Illustrisimo Duque de Mantua por se mismo, cuyo tenor, a la letra, es como se sigue:

Sentito il grido degli apparechi d'arme, che fa S. M. Cesarea per calare in Italia, ed impadronirsi dello Stato di Milano che pretende esserle devoluto per la morte della

1701 Maestà del fu Re Cattolico Carlo Secondo, gli Signori, d'Audiffret, Inviato straordinario di S. M. Cristianissima e Questore, Don Isidoro Casado, Ministro della Maestà del Re Cattolico Filippo Quinto, in nome ed ordine de' Monarchi loro sovrani, rappresentarono al Serenissimo Signor Duca di Mantova: che essendo la medesima citta di Mantova per la sua situazione una delle più importanti piazze d'assicurarsi per freno de' muovimenti dell' arme imperiali, le quali tendono a perturbare la pace d'Italia, in tutti li modi voluta dalle loro M. M. anche per la preservazione delle ragioni del detto Re Cattolico Filippo Quinto, erede naturale, legittimo, e testamentario del fu Re Carlo Secondo, però le M. M. loro offerivano di presidiarla e munirla in maniera, che fosse in stato di sicura difesa, e si conservase intieramente per S. A. Serenissima.

A tale proposizione el Serenissimo Signor Duca di Mantova, premesso con tutta venerazione un divoto rendimento di grazie all' onore che gli facevano questi due Re d'interessarsi nella difesa della sua dominante, rispose: che, senza smembrare di truppe de loro armate, avrebbe pensato al modo di guardarla da se, e non eccitare gelozie nell' animo della Maestà dell' Imperatore, come in fatti, posta seria applicazione a tanta emergenza, per ritrovarsi egli sproveduto di denaro, e i suoi Stati essausti di forze, a cagione delle passate ultime guerre, e gravi contribuzioni, con participazione della Serenissima Repubblica di Venezia, invoco aiuti opportuni da N. Signore il Sommo Pontefice con riverentissima lettera figliale, affinche gli fosse dato qualche sussidio da potere, assieme colle proprie forze, assoldar gente, e fare tutte l'altre provisioni bisognevoli.

Ma, sperimentato inutile il suo ricorso, per lo rispetto d'avere già sua Santita proposta alla Maestà dell' Imperatore la sua interposizione; meglio si rinvigorirono lo istanze degli due Re sopra l'accettazione in Mantova del loro presidio, e vi si aggionse calore ed impulso, piu forte che mai, dall' Eminentissimo Signore Cardinale d'Etrè sopragionto in Venezia con credenziale del Re Cristianissimo per sua Altezza, a cui insinuo la necessita precisa ed indispensabile di porre Mantova in buona difesa, mentre si avevano notizie ben certe che

che la Maesta dell' Imperatore l'aveva ideata per sua piazza d'arme. 1701

Disse il Serenissimo di Mantova a sua Eminenza: che gia aveva dati gli ordini anticipati per lo riparo delle fortificazioni di Mantova: che aveva spedito ufficiali in Monferrato per far leve di monferrini: che per il denaro aveva ordinata, e cominciato a riscuotere, una imposizione sopra gli suoi sudditi; e che per influire colla sua presenza vigore e sollecitudine maggiore a tali provisioni, voleva restitursi à Mantova, come ben per tre volte si mise in procinto: rivelandole per ultimo, che tuttavia fermamente sperava di potersi mantenere in una pacifica neutralita, mentre niente piu gli era stato ricercato dall' Eminentissimo Signore Cardinale di Lamberg in nome di S. M. Cesarea.

Repplico sua Eminenza: che non poteva bastare una poca raccolta di milizie inesperte a fronte d'un essercito poderoso; che la proposta neutralita era un sonnifero per operare a suo tempo con maggior sicurezza; e dopo molte altre insinuazioni, conchiuse che; o S. A. risolvesse con prontezza de ricevere in Mantova amichevolmente il presidio e le difese che gli offerivano gli due Monarchi colla garantia di sua Santita, stimata conveniente da S. A. nel qual caso, in nome e di comandamento degli due Re le sarebbono fatte condizioni vantaggiose alle sue convenienze, ed agli interessi de suoi sudditi; o pure che non deliberando S. A. avrebbe sua Eminenza portato il tutto alla notizia delle loro M. M. affinche si potessero prendere dalle medesime quelle misure che piu loro fossero parute convenienti; ricercando da S. A. risoluzione sollecita, mentre l'Eminenza sua per poco tempo voleva fermarsi in Venezia, ed aggiungendo che il tacere ed il non risolvere sarebbe stato interpretato per negativa d'accomodamento amichevole e necessario: quale sensi erano stati avanti, e furono dopo, accalorati dai detti Signori, d'Audifret, e Casado, con dire che gli due Re, vedendo che per questa ambiguita di S. A. Mantova sarebbe caduta in mano degli Imperiali, si sarebbono chiamati offesi, apprendendola per diffidenza, e si sarebbono appigliati agli mezi piu proprj per gli loro interessi, e per la pubblica quiete dell' Italia. In cosi angusto stato di cose, fatto da S. A.

 riflesso

1701 riflesso alla vicinanza ed al potere dell' arme di Francia e di Spagna, ch'erano gia introdotte in buona parte, e disposte per introdursi in assai maggior copia, in Italia; alla poco felice positura di Mantova, e di suoi Stati, che ancora gemono sotto le piaghe e le rovine troppo recentemente patite; al vedersi destituta, non meno dall' implorato soccorso, che dalla speranza d'averlo pronto ed efficace, benche non senza dolore di passare ad una risoluzione, che forse potrebbe alterare l'animo benignissimo dell' Imperatore, nulla di meno con questa fiducia che S. M. Cesarea sia per restare persuasa che quest' atto, prodotto da pura necessità, e dall' amore paterno che ha per i suoi sudditi, non puo pregiudicare a quella incorrotta riverenza e constantissima devozione che le serva per la gloriosa attinenza del sangue, per le dipendenze de suoi Stati, e per tanti altri titoli, siccome pure che le M. M. Cristianissima e Cattolica non siano per imprimesi alcun dispiacere di tali sue expressioni, se benignamente vorrano discendere a mirare gli efficacissimi motivi di S. A. non disgiunti da quello rassegnatissimo ossequio che professa aile M. M. loro; si è indotta ad accettare le loro oblazioni, ma però cogli patti e condizioni umilmente proposte da S. A. e non altrimente ne in altro modo, fra le quali sua Eminenza il Sig. Cardinale d'Etrè, e l'Eccellentissimo Sign. D. Gio Carlo de Bazan Ambasciatore di Spagna in Venezia, hanno avute buone, ed accordate le seguenti.

ART. I.

Entrée des troupes de LL. MM. Le truppe delle M. M. sodette non potranno entrare di presidio in Mantova, nè in Porto, se non quando l'essercito di S. M. Cesarea, o di suoi Alleati, sarà in piena marchia per passare in Italia, e che tutte o la maggior parte del medesimo essercito sarà già nel Tirolo.

ART. II.

Leur nombre. Il numero delle truppe sodette, che nel detto caso, e non mai prima, entreranno in Mantova ed in Porto per difesa, non potrà essere meno di quattro mille uomini, cioè, due mille francesi, e due mille spagnuoli, tra cavalleria ed infanteria, da essere mantenuti a tutte spese degli due Rè; nè mai, fuori che in caso, ed in tempo

tempo d'assedio formale, e quello durante solamente, 1701
come si dirà nel capitolo nono, potranno gli due Rè spingere nè fermare in Mantova ò in Porto soldati in maggior numero di quattro mille, nè a titolo di quartiere d'inverno, nè sotto qual si voglia altro pretesto.

ART. III.

Garnison du Duc.

Potrà S. A. Serenissima avere e tenere, così in Mantova che in Porto, oltre le guardie della sua corte e del suo corpo, quella quantità di presidio italiano e proprio, che meglio stimerà ella convenirsi,

ART. IV.

Conduite à tenir par les troupes.

Il Comandante, gli uffiziali, e soldati delle due Corone, che nel tempo sodetto entreranno in Mantova ed in Porto, giureranno à S. A. di difendere l'uno et l'altro à favore di S. A., d'ubbedire all' Alteza medesima, o in sua vece, alla Signora Duchesa; e d'uscire, e lasciare libera la Città, Porto, e Stati di S. A. nel caso convenuto nel capitolo undecimo. E perchè nella fortezza di Porto vi è il Governatore di S. A.; però le truppe che il Comandante degli due Rè in Mantova manderà di presidio in detta fortezza, ubbidirano al detto Governatore, che dovrà passare verso il detto Comandante con tutta buona intelligenza; siccome pure, essendovi in Mantova il Sargento maggiore generale per S. A. Serenissima, che comanderà alla sue truppe, dovrà il detto Comandante degli due Rè passare con quello di S. A. di buona armonia, e pratticare verso lo stesso, e gli altri uffiziali di S. A. le dovute convenienze, che saranno accordate col' Signor Principe di Vaudemont, ed il Signor Conte di Tessé, così per il nome e per le guardie, che per tutto quello che concerne al decoro di S. A., delle sue truppe, ed uffiziali, ed a una buona regola militare.

ART. V.

Artillerie.

Dovrà S. M. Cattolica dare a S. A., ogni volta che dalla medesima le ne sarà portata la supplica, tanta parte d'artiglirie, moscheti, arme, munizioni, ed altri attrezzi militari di qual' si voglia sorte, quanta e quale fù la terza parte che le toccò nella resa di Casale, cittadella, e castello, seguita l'anno 1696; senza però che S. A.

g 5 e gli

1701 e gli suoi successori abbiano mai in alcun tempo obbligo di farne la restituzione.

ART. VI.

Habitans. Introducendosi le medesime truppe regie in Mantova ed in Porto: S. A., la città, e gli abitanti, così in quella che in Porto, non avranno da sentire alcun aggravio, ni soccombere a quartieri, alloggi, contribuzioni, e spese di sorte alcuna; ed anzi le M. M. loro s'obbligano d'impedire con tutte le loro forze che gli Imperiali e loro Alleati non prendano quartieri, o alloggi, ne essiggano contribuzioni, così nel Mantovano che nel Monferrato.

ART. VII.

Prix des denrées etc. Entrate le sodette truppe in Mantova ed in Porto, si farà trà il Comandante ed uffiziali delle due Corone, e gli Ministri di S. A. un' ordinanza e regolamento sopra il prezzo delle cose comestibili per la loro susistenza, e così ancora per li foraggi de' cavalli; e tutto sarà dalle medesime truppe pagato al prezzo che pagheranno gli altri abitanti in Mantova ed in Porto; e con tale precedente ordinanza e regolamento pagheranno i detti Comandante, uffiziali, e soldati delle truppe regie gli affitti delle case, stalle, e siti che loro occorrerà d'occupare, e gli risarcimenti di tempo in tempo de' danni che in esse case, stalle, e siti saranno inferiti; dovendo essere pratticato rispettivamente il simile dalle altre truppe degli due Rè, o loro Alleati, che avessero da passare o fermarsi nel Mantovano, o nel Monferrato; di modo che in ciascuno de' sodetti contingenti, nè sua Alteza, né i suoi sudditi abbiano a sentire alcun pregiudizio.

ART. VIII.

Revenus. Le imprese, dazj, e diritti regali di S. A., così in Mantova che in Casale e suoi Stati, non dovranno essere in alcun conto pregiudicate per le prerogative pretese dagli uffiziali, nè per qual si voglia altra causa.

ART. IX.

Cas de siège. Venendo assediata Mantova, o Porto, o pure l'una e l'altro; le due Corone impegnano la loro real parola d'ac-

d'accorrere prontamente con tutte le loro forze al soccorso, nel qual caso solamente, e non in altro, potranno le M. M. loro accrescere quei presidj fino a quel numero che si conoscerà necessario per la difesa, con tutte le istesse condizioni, dichiarazioni, e patti, soto li quali s'acceta il primo presidio. E se si dasse il caso di rendere Mantova o Porto agli Imperiali o loro Alleati, promettono le M. M. loro di non divenire a tal resa senza il patto che siano salve le vite e robbe degli abitanti in Mantova ed in Porto. Se poi Mantova venisse presa (che Dio nol' voglia) le M. M. sodette, sotto la forza della loro real parola, s'obbligano di dare immediatamente a S. A. in Italia una Città e Stato, di signoria e di reddito equivalente al Mantovano, all' intiera soddisfazione di S. A. da ritenersi con totale sovranità fino a che resti pienamente restituita nel suo primo e pacifico posseso di Mantova, Porto, e suo Stato; senza la quale restituzione, e senza procurare tutti i maggiori vantaggj de' sudditi ed abitanti in Mantova ed in Porto per reintegrazione de' danni che venissero a patire per saccheggio, bombardamento, o simili disgrazie; promettono le M. M. sodette, sotto l'istessa fede, di non conchiudere mai alcun accordo o pace; e gli patti stessissimi si accordano dagli due Rè a sua Altezza anche per Casale ed il Monferrato, quando mai colà succedessero simili vicende, e che Casale cadesse in mano dell' arme imperiali, o loro alleati, in odio e consequenza del presente Trattato; como pure per ultimo, se Mantova e Porto fossero assediati e non presi, ma rimanessero distrutte in tutto o in parte le fortificazioni loro; promettono le M. M. medesime risarcirle, e rimetterle nel medesimo stato di prima. 1701

Art. X.

Ogni volta che gli due Rè avessero bisogno precisso d'aquartierare le loro truppe nelle terre del Monferrato, sua Altezza ne darà il consenso, ma però con tutte le istesse obbligazioni, patti, e condizioni, che le M. M. loro hanno assunto per il Mantovano, e che pure assumono per il Monferrato, e per la totale indennità de' medesimi Stati. *Quartiers.*

Art.

1701

Art. XI.

Retraite des troupes.

Terminata la guerra, o non venendo l'arme imperiali o alleate in Italia, o venute, ritirandosi in modo che l'Italia si veda libera ed assicurata dalla guerra, anche prima che segua la pace; le M.M. sodette faranno subito uscire le loro truppe fino all' ultimo uomo da Mantova, Porto, Casale, e Castello, se vi fossero, e dagli Stati di sua Altezza, rilasciandole il tutto liberamente con le fortificazioni e ripari loro, senz' obligo di sua Altezza e suoi successori di rifare, nè in poca nè in assai quantità, le spese che avranno fatte o da fare per qualunque titolo e causa, niuna seclusa.

Art. XII.

Défense des états du Duc.

Promettono gli due Rè d'avere sotto la loro prottezione, e difendere in ogni tempo ed in ogni luogo S. A. le città, fortezze, stati, sudditi, diritti, e ragioni della medesima Altezza da quartieri, alloggi, contribuzioni, attachi, assedj, invasioni, e generalmente da qualunque molestia ed ostilità che le venisse inferita, con includere S. A. come loro Alleato in tutte le paci generali e particolari, e sostenere in quelle, ed in ogni altra occasione, le convenienze, le ragioni, e i vantaggj della S. A.

Art. XIII.

Strada franca de Monferrat.

S. M. Cattolica comandera subito a suoi Tribunali, Governatori, e Ministri, a quali spetta, di non perturbare l'Altezza sua, nè gli suoi impresarj, e sudditi in conto alcuno nella strada denominata la estrada franca del Monferrato, e nel confine della Bormida verso le Mallere, nè in qual si voglia altro luogo, lasciando S. A. nel suo primo e legitimo possesso, con farle pure rendere, fino alla totale essecuzione, giustizia spedita senza lite di sorte per le ragioni che à nel Marchesato di Spigno.

Art. XIV.

Secrèt du traité.

Procureranno le M. M. loro, ciascheduna delle quali sarà garante per l'altra, che la Santità di N. S. approvi, e sia sempre garante, che fatta la pace, ed in tutti i casi disposti nel capitolo undecimo, le due Corone ritireranno totalmente le loro truppe da Mantova, Porto, Casa-

Casale, e Castello, e dagli suoi stati; senza la quale promessa e precedente effettuazione della medesima, S. A. dichiara che non vuole aver intrapreso, nonche conchiuso, l'accordo d'accettare gli detti presidj come nel presente Trattato, il quale per altro dovrà essere tenuto segretissimo, nè potrà essere rivelato a chi che sia senza il consenso positivo ed in iscritto di S. A. Serenissima. 1701

Art. XV.

Gli due Rè dovranno approvare e rattificare espressamente questo Trattato nel termine di due mesi dal giorno d'oggi, e nell' istesso termine le Corone medesime riporteranno la garantia di sua Santità; e senza che precedano le dette rattificazioni, ed approvazioni, e garantia in valida forma, nuovamente si esprime S. A. di non volere in conto alcuno accettare il detto presidio. *Garantie du Pape.*

Art. XVI.

Ed ultimo. Tutti gli Articoli contenuti in questo Trattato sono accordati dall' Eminentissimo Sig. Cardinale d'Etré, ed avranno il loro pieno effetto e valore dopo l'approvazione e rattificazione delle loro M. M. alle quali si rimetterano subito per riportare le sodette approvazioni e rattificazioni nel termine di sopra convenuto. In fede &c. *Ratification.*

Dat. in Venezia li 24 Febraro 1701.

Io sottoscritto accordo, convengo, accetto, e prometto, in parola di Principe, quanto si contiene in tutti i capitoli del presente Trattato, colla condizione però, che oltre l'adempimento intiero e reale di tutti gli Articoli e ciascuno d'essi, le M. M. degli Rè, Cristianissimo e Cattolico, si contentino d'accordare ed esseguire anche il seguente capitolo, e non altrimenti, nè in altro modo, ed è: che quantunque gli Imperiali e loro Alleati non venissero in Italia, e non si dasse il caso d'introdurre, come è espresso nei capitoli, in Mantova, in Porto, o in altro mio luogo, il presidio delle M. M. loro; nulladimeno, si come Io dal mio canto adempisco a quanto le medesime M. M. hanno desiderato da me, così mi siano intieramente effettuate le promesse e le stesse condizioni, proposte nel Trattato che le stesse M. M. si degne- *Acceptation conditionelle du Duc.*

1701 degnevanno d'accordarmi, senza le quali non segua l'introduzzione di detti presidj nè in Mantova, nè in Porto, nè in Casale.

Dat. in Venezia li 24 Febraro 1701.

FERD. CARLO *Duca di Mantova.*

Il Marchese BERETTI.

Por tanto, habiendole Yo visto y considerado, ratifico y aprueho los capitulos del referido Tratado hechos con el Illustrisimo Duque de Mantua; pero con la calidad de aceptar el todo, ó parte de él, en la misma conformidad que le admitiere y aceptáre el Rey Christianisimo, mi señor y mi abuelo, y sin diferencia alguna en él, y en esta forma le doy por bueno, firme, y valedero: y prometo, en fé y palabra de Rey, su puntual cumplimiento y execucion, y que le mandaré observar en el todo y en cada una de sus partes, de la misma manera que si se hubiera ajustado por mi misma persona, sin hacer, ni permitir que se haga, cosa alguna en contrario. Y en fé de ello mandé despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el sello secreto, y refrendada de mi infrascritto Secretario de Estado.

Dada en Buen-Retiro à 19 de Marzo de 1701.

Yo El Rey.

(L. S.) D. JOSEPH PEREZ DE LA PUENTE.

III.

III.

Traité d'alliance entre Sa Majesté le Roi Très-Chrétien et l'Electeur de Bavière; signé à Versailles le 9 Mars 1701; et acte d'accession de S. M. Catholique au précédent traité en date de Buen-Retiro le 7 Avril 1701.

1701
9 Mars et 7 Avril.

(*Coleccion de los Tratados* p. 31; en Français et Espagnol.)

Acte d'accession du Roi d'Espagne.

Don Felipe Quinto, por la gracia de Dios, Rey de las Españas &c. A todos los que la presente vieren hacemos notorio: que habiendonos comunicado el Serenisimo y muy poderoso Principe Luis XIV, por la gracia de Dios, Rey Christianisimo de Francia &c. nuestro muy honado señor y abuelo, el Tratado que ha tenido por bien concluir en 9 del mes de Marzo proximo pasado con nuestro muy caro y muy amado hermano y tio el Duque de Baviera, Principe y Elector del Sacro Imperio &c. y siendo el principal objeto de este Tratado mantener la quietud de la Christiandad en la forma que se establecio por los ultimos Tratados de Ryswick, y de procurar asegurar al mismo tiempo la tranquilidad particular, y la conservacion de nuestras Provincias de Flandes, y de los Payses-Baxos, segun parece por el contenido de los Articulos, cuyo tenor es como se sigue:

Acte d'acceptation du Roi de France.

Louis, par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. L'attention que nous donnons à prévenir les entreprises contraires au repos des Etats du très haut, très excellent, et très puissant Prince Philippe Cinquième, par la grace de Dieu, Roi d'Espagne, nôtre très cher et très aimé frère et petit fils, et le désir que nous avons de maintenir en même tems la tranquilité générale de l'Europe, nous obligeant également de faire les alliances, que nous jugeons nécessaires pour cet effet, avec les Princes bien intentionnés pour la conservation de la paix; nous avons estimé qu'un des Princes de l'Empire le plus capable d'y contribuer par la considération et par l'autorité que son rang et sa naissance lui doivent donner dans les délibérations

1701 *tions de l'Empire, étoit nôtre très cher et très amé frère le Duc de Bavière, Prince et Electeur du S Empire. Et comme sa qualité d'oncle de nôtre très cher et très amé petit-fils le Roi Catholique l'a confirmé dans la disposition où il étoit de traiter avec Nous, connoissant toute l'utilité de nôtre alliance, pour le bien et l'avantage de ses Etats, le Traité a été conclu aux conditions suivantes.*

Traité. L'affection que le Roi Très-Chrétien a toujours eûe pour la maison de Bavière, et l'estime particulière que Sa Majesté fait de la personne du Sérénissime Duc et Electeur de Bavière étant encore augmentée par la conduite que son Altesse Electorale a tenue depuis l'avénement du Roi Catholique Philippe Cinquième petit-fils de S. M. à la Couronne d'Espagne, S. M. est d'autant plus disposée à lui donner dans les conjonctures présentes des marques de ses sentimens, que rien ne peut contribuer d'avantage au mantien du repôs de l'Europe qu'une union étroite entre S. M. et son A. E. Ainsi S. M. voulant former cette union et contribuer aux véritables avantages de ce Prince oncle du Roi d'Espagne et des Princes ses petits-fils, elle a donné son pleinpouvoir pour conclûre un Traité au Sr. Colbert, Chevalier, Marquis de Torcy, Ministre et Sécrétaire d'Etat et des Commandemens de S. M. Commandeur et Chancelier de ses Ordres, Surintendant Général des Postes et Relais de France; et S. A. E. aiant remis le sien au Sieur Comte de Monasterol, Gentilhomme de sa Chambre, et son Général de Bataille, ils sont convenus ensemble des Articles suivans.

Art. I.

Alliance. Il y aura déformais une étroite alliance entre le Roi Très-Chrétien et le Sérénissime Electeur de Bavière; et S. M. lui donnant en toutes occasions des marques de son amitié, S. A. E. fera voir aussi son attachement sincère à la personne et aux intérêts de S. M.

Art. II.

Son but. Le principal objet de cette alliance sera de maintenir la paix telle que les Traités de Westphalie, de Nimegue et de Ryswik l'ont établie, et de cette manière S. A. E. satisfait à la garantie qu'elle a promise, comme Prince de l'Empire, de ce dernier Traité.

Art.

Art. III.

1701

Le testament du feu Roi d'Espagne Charles second, e glorieuse mémoire, excitant de grands mouvemens ıns l'Empire, le Sérénissime Electeur de Bavière pro- et, et s'engage, que si malheureusement les choses oient portées à la guerre, Son Altesse Electorale après 'oir reconnu, comme elle a fait, le droit légitime du ;rénissime Roi Philippe Cinquième petit-fils du Roi rès-Chrétien, institué par testament du feu Roi d'Espagne ;ritier universel de tous ses Etats, elle soutiendra aussi même droit de toutes ses forces, et qu'elle regardera ›mme ennemis et perturbateurs du repôs public ceux ıi entreprendront de troubler S. M. Catholique dans possession de ses Royaumes et Etats. *Droits de Philippe d'Anjou reconnus*

Art. IV.

En vertu de l'Article précédent, s'il arrive que Sa M. rès-Chrétienne soit obligé d'entrer en guerre, le dit ;rénissime Electeur se déclarera pour elle, et l'on con- iendra dès à présent du nombre de troupes qu'il em- loyera contre les ennemis de sa dite Majesté et du Roi 'atholique, aussitôt qu'il en sera requis. *L'electeur prendra le parti de la France.*

Art. V.

Mais comme l'état des troupes de Son Altesse Electo- ıle ne lui permet pas encore d'agir offensivement; le .oi voulant bien avoir égard aux raisons qu'elle a de raindre pour ses païs héréditaires, Sa Majesté trouvera on, que le dit Electeur demeure sur une simple defen- ve, jusqu'à ce qu'il ait levé les troupes dont on sera onvenu par un des Articles du présent Traité. *Défensive.*

Art. VI.

Si l'Empereur demande les passages pour ses troupes ar la Bavière avant que Son Altesse soit en état de s'y pposer; elle se servira, pour les refuser, de toutes les ıisons que lui donnent les constitutions de l'Empire et :s capitulations jurées par l'Empereur à son élection. i ces raisons sont inutiles, S. A. E. forcée par la ne- ;ssité accordera pour lors les dits passages, mais avec de *Passage.*

1701 de telles restrictions, que le nombre des troupes soit le moindre qu'il sera possible.

ART. VII.

Defense d'exportations.

Aussitôt que le Sérénissime Electeur aura mis ses troupes sur pied, il s'opposera de toutes ses forces aux dits passages sous quelque prétexte et en quelque manière qu'il soient demandés. Il empêchera pareillement que les Puissances qui sont en guerre contre le Roi Très-Chrétien, et contre le Roi d'Espagne, ne puissent tirer des Etats de S. A. E. ni grains, ni fourages, ni quelques provisions que ce soit pour la subsistance, ou pour la comodité de leurs troupes.

ART. VIII.

Garantie des états de l'Electeur.

Sa Majesté Très-Chrétienne promet de sa part de garantir tous les Etats du dit Electeur, en sorte que s'ils sont attaqués en haine de la présente Alliance, et que pendant qu'elle subsistera, il vienne à perdre quelques places, terres, et seigneuries, S. M. s'engage à faire réparer cette perte, et à ne point faire de paix avec ceux qui se feroient emparés des dites places, terres, et seigneuries, qu'ils ne les ayent entierement restituées, et qu'ils ne soient convenus de la réparation des pertes et dommages que S. A. E. aura soufferts.

ART. IX.

Accession de l'Espagne.

Sa Majesté promet d'inviter le Roi Catholique à entrer dans le présent Traité d'alliance et de garantie réciproque; et S. A. E. de Bavière promet d'inviter le Sérénissime Electeur de Cologne à la garantie, tant des Etats de Sa Majesté Catholique, que des Traités de Westphalie, de Nimégue, et de Ryswik, aux mêmes clauses et conditions du présent Traité.

ART. X.

Durée. Ratifications.

Cette Alliance durera pendant l'espace de dix années. Elle pourra être continuée après l'expiration de ce terme, et les ratifications seront échangées quinze jours après la signature, ou plutôt si faire se peut. Et en témoignage de tout ce que dessus, les dits Sieurs, de Torcy, et de Monasterol, en vertu de leurs pouvoirs respectifs,

spectifs, ont signé le présent Traité, et fait apposer à 1701
elui le cachet de leurs armes.

Fait à Versailles le 9 jour de Mars 1701.

(L. S.) COLBERT DE TORCY.
(L. S.) SOLAR DE MONASTEROL.

Comme le principal objet de ce Traité est la conservation des Etats du Roi Catholique, nôtre très cher et très amé frère et petit-fils, nous l'avons requis et invité à y entrer. Et pour contribuer de son côté à la fin que nous proposons, il a agréé, aprouvé, et ratifié le dit Traité en tous et en chacun des articles qui y sont contenus, est entré dans tous les engagemens qui y sont pris, et s'est rendu garant de son entière exécution, s'obligeant envers Nous, et nôtre dit frère l'Electeur de Bavière, à toutes les conditions, garanties, et obligations qui y sont portées, sans aucune réserve ni exception: et pour cet effet il nous a passé un acte et déclaration en bonne et due forme.

Acceptation de l'accession de l'Espagne par la France.

Ainsi, ayant pour agréable l'Accession de nôtre très cher et très amé frère et petit-fils le Roi d'Espagne au dit Traité ci-dessus inseré, nous l'avons admis et associé, comme par ces présentes signées de nôtre main nous l'admettons et associons, au dit Traité, nous obligeant envers lui à l'entière et inviolable exécution de toutes les obligations, garanties, et assistances mutuelles qui y sont contenues, sans aucune réserve ni exception, de la même manière et avec la même force que si elles étoient ici de nouveau stipulées et contractées par Nous et par nôtre dit frère l'Electeur de Baviere: promettant, en foi et parole de Roi, de ne rien faire qui y soit contraire directement ou indirectement. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes de nôtre main, et fait mettre à icelles nôtre scel secrét. Donné à Versailles le 21 Mars, l'an de grace 1701, et de nôtre regne le 58.

LOUIS.

Par le Roi

(L. S.) COLBERT.

1701. *Continuation de l'accession et ratification de l'Espagne.* No solo hemos aprobado y loado todas las condiciones contenidas en estos articulos; pero considerando además este Tratado como una série continuada del cuidado con que dicho Serenisimo Rey, nuestro muy honrado señor y abuelo, se aplica á la conservacion y tranquilidad de los Estados que Dios ha sido servido confiarnos, tambien queremos dar nuestras del vivo reconocimiento que tenemos á este mismo cuidado, entrando desde luego en todos los empeños en que el dicho Serenisimo Rey Christianisimo ha entrado, en orden á la manutencion de la paz general, y para nuestras ventajas particulares. Para este effecto, despues de haber ya dado las órdenes á nuestros Ministros en todas las Cortes extrangeras de firmar en nuestro nombre los Tratados que los Ministros del Rey de Francia, nuestro muy honrado señor y abuelo, tubiesen órden suya de concluir; declaramos que hemos loado, aprobado, y ratificado en todos y cada uno de sus articulos el dicho Tratado concluido en 9 del mes de marzo proximo pasado con nuestro muy caro y muy amado hermano y tio el Elector de Baviera, le loamos, aprobamos, y ratificamos por la presente, y entramos en todos los empeños en él contenidos: obligandonos por esta al dicho Serenisimo Rey Christianisimo, nuestro muy honrado señor y abuelo, á la entera é inviolable execucion de todas las condiciones, garantias, obligaciones, y mútuas assistencias, en la misma forma que estan estipuladas por el presente Tratado, sin ninguna reserva ni excepcion, del mismo modo y con la misma fuerza como si las hubiesemos nuevamente estipulado y contraido con el dicho Serenisimo Rey, nuestro muy honrado señor y abuelo, y con el Serenisimo Elector de Baviera: y prometiendo, en fé y palabra de Rey, no hacer jamás cosa en

1701

› contrario directa ni indirectamente de qualquier odo que sea. Y promete el Serenisimo Rey de Fran- a etc., de su parte admitirnos y asociarnos al dicho ·atado, y obligarse reciprocamente à Nos tocante á entera é inviolable execucion, y de todas las con- :iones, garantias, y obligaciones en él contenidas, de e otorgará un acto y declaracion en buena y debida rma. En fé de lo qual mandamos despachar la pre- nte, firmada de nuestra mano, sellada con el sello :reto, y refrendada de nuestro infrascrito Secretario Estado.

Dada en Buen-Retiro à 7 dias de abril del año 1701.

Yo El Rey.

(L. S.) D. Joseph Perez de la Puente.

IV.

1701 **Tratado de mutua Alianza entre S. M. Catolica**
18 Juin **el Rey D. Felipe V. y el Rey D. Pedro II. de Portugal, en virtud del qual se obliga S. M. Portuguesa a garantir el testamento del Rey Catolico Carlos II. por lo tocante a la sucesion de S. M. a la Monarquia de Espanna. Ajustado en Lisboa a 18. Junio de 1701: *) y ratificado por S. M. Catolica en Madrid a 1. Julio de dicho anno.**

(*Coleccion de los Tratados* p. 43; en Espagnol seulement.)

En Nombre de la Santisima Trinidad.

Art. I.

Deseando S. M. de Portugal manifestar al Rey Catolico quanto ha apreciado el ver recaida la sucesion de España en su Real Persona, y la grande estimacion que hace du su buena amistad, y quanto procura interesarse en sus conveniencias, y mayor seguridad de sus Reynos y Dominios; se obliga, por este nuevo Tratado de Alianza, a la garantia del testamento de Carlos II. Rey Catolico de España, en la parte que mira a que S. M. Catolica suceda y posea todos los Estados y Dominios, que poseia el dicho Rey Carlos II. de suerte que habiendo algun Principe o Potencia que mueva guerra a Castilla, o a Francia, para impedir o disminuir la dicha sucesion, S. M. de Portugal negara sus puertos, asi en este Reyno como en todos sus Dominios, a los vasallos y navios, ya sean de guerra, o mercantes, de los tales Principes o Potencias de manera que no puedan tener en ellos ningun genero de comercio, ni de acogida; antes los que vinieren a los dichos puertos, seran tratados como enemigos de la Corona de Portugal.

Art. II.

Y respecto de que el Asiento de la introduccion de negros en Indias, en que los Portugueses tienen empeñado tanto

*) On ne trouve qu'un extrait fort imparfait de ce traité dans du Mont T. VIII. P. I. p. 31. et dans Lamberty *memoires* T. I. p. 547.

IV.

Traité d'alliance mutuelle entre S. M. Catholique le Roi D. Philippe V. et le Roi D. Pedro II. de Portugal, en vertu du quel S. M. Portugaiſe s'oblige de garantir le teſtament du Roi Catholique D. Carlos II. pour ce qui concerne la ſucceſſion de S. M. à la monarchie d'Eſpagne. Signé à Lisbonne le 18 Juin 1701 et ratifié par S. M. Catholique à Madrid le 1 Juillet de la même année. 1701 18 Juin.

(*Traduction privée de l'Eſpagnol.*)

Au nom de la très-ſainte Trinité.

ART. I.

S. M. le Roi de Portugal deſirant manifeſter au Roi d'Eſpagne combien il attache de prix à voir la ſucceſſion d'Eſpagne devolue à Sa royale perſonne, et le grand cas qu'il fait de ſa bonne amitié, et combien il deſire contribuer à ſes interêts et à la plus grande ſureté de ſes royaumes et domaines, s'oblige par ce nouveau traité d'alliance à la garantie du teſtament de Charles II. Roi Catholique d'Eſpagne dans ce qui concerne le point que S. M. Catholique lui ſuccede et poſſede tous les états et domaines que poſſedait le dit Roi D. Carlos II. de ſorte que s'il y a quelque Prince ou puiſſance qui faſſe la guerre à la Caſtille ou à la France pour empècher ou affaiblir la dite ſucceſſion, S. M. Portugaiſe fermera ſes ports tant dans ce royaume que dans tous ſes domaines aux ſujets et vaiſſeaux ſoit de guerre ou marchands de tels Princes ou Puiſſances, de ſorte qu'ils ne pourront y faire aucune ſorte de commerce ou trouver de retraite, mais au contraire ceux qui viendront dans les dits ports ſeront traités comme ennemis de la couronne de Portugal. *Garantie du teſtament de Charles II.*

ART. II.

Et conſidérant que l'aſſiento de l'introduction de nègres aux Indes, dans le quel les Portugais ont employé *Aſſiento.*

 ployé

1701 *tanto caudal, ha padecido grandes perdidas y perjuicios por las vexaciones que se le han hecho en Indias por los Ministros del Rey Catolico; estara obligado S. M. Catolica a mandar reparar todos los daños que por la dicha causa hubieren resultado al Asiento, y ordenar que en adelante se le observen puntualmente las condiciones del dicho contrato.*

Art. III.

Si sucediere que haya guerra, y que en Portugal haya falta de pan, S. M. Catolica estara obligado a mandar levantar la prohibicion de sacar pan del Reyno de Castilla para Portugal, y no prohibira que de qualquiera de sus islas y dominios se pueda sacar pan para el dicho Reyno, con tal que sea cargado en navios de naciones amigas.

Art. IV.

Y por quanto en la verdadera amistad y buena inteligencia que se desea conservar entre ambas Coronas, se deben evitar los daños que pueden ser reciprocos; y en la Concordia que se hizo entre los Señores Reyes de Castilla y Portugal en tiempo del Rey D. Sebastian, declarandose los casos en que los delinquentes se habian de entregar de parte a parte, y la restitucion de los hurtos, no podia comprehenderse el género del tabaco, que entonces no habia quando se hizo la Concordia, y despues se ha introducido, de manera que, asi en Castilla como en Portugal, es una de las principales rentas de las Coronas su estanco; estara obligado S. M. Catolica a hacer que en ninguna de sus tierras de los Reynos y Principados de España se pueda introducir tabaco de Portugal, sea hecho, o molido, en los dichos Reynos y Principados, o fuera de ellos, y mandara destruir todas las fabricas que hubiere de tabaco portugués en los dichos sus Reynos y Dominios, como tambien las que se hicieren de nuevo, imponiendo graves penas a los culpados en estos delitos, y encargando su observancia y execucion, no solo a los ministros de justicia, si no tambien a los cabos y oficiales de guerra. Y de la misma suerte se obliga S. M. de Portugal a que en su Reyno no haya fabricas de

ployé un ſi grand capital, a ſouffert de grandes pertes 1701
et préjudices par les vexations qui lui ont été cauſées aux Indes par les officiers de S. M. Catholique, S. M. Catholique ſera tenue d'ordonner la reparation de tous les dommages qui par la dite cauſe ſeront reſultées à l'aſſiento, et d'ordonner qu'à l'avenir on obſerve ponctuellement les conditions du dit contrat.

ART. III.

Libre exportation de pain.

S'il ſurvenait une guerre, et qu'en Portugal il y aie manque de pain, S. M. Catholique ſera tenue d'ordonner de lever la defenſe d'exporter du blêd du royaume de Caſtille pour le Portugal et ne defendra pas que de quelqu'une de ſes isles et domaines on puiſſe exporter du blêd pour le dit royaume pourvu qu'il ſoit chargé ſur des navires de nations amies.

ART. IV.

Contrebande de Tabac.

Et comme en vertu de la vraie amitié et bonne intelligence qu'on deſire conſerver entre les deux couronnes on doit eviter tous les maux qui pourraient étre reciproques; et que dans la convention *) faite entre les Seigneurs Rois de Caſtille et de Portugal dans le tems du Roi D. Sebaſtien en fixant les cas dans lesquels les malfaiteurs ſeront extradés de part et autre et les vols reſtitués, on n'a pu comprendre le Tabac, qu'on n'avait pas lors que cette convention fut faite, et qui depuis a été tellement introduit, que tant en Caſtille comme en Portugal le bail en fait un des principaux revenus de la couronne, S. M. Catholique ſera tenue de faire en ſorte que dans aucune de ſes terres des Royaumes et Principautés d'Eſpagne on puiſſe introduire du Tabac de Portugal ſoit apprêté ou mis en poudre dans les dits royaumes et Principautés ou dehors, et ordonnera de detruire toutes les fabriques qu'il y aurait de tabac Portugais dans ſes dits Royaumes et domaines, comme auſſi celles qui s'établiroient de nouveau, fixant de graves peines contre ceux qui ſe ſont rendus coupables de tels delits et enjoignant leur obſervation et exécution, non ſeulement aux miniſtres de

*) On a ſans doute en vue la Convention ſignée le 28 Fevr. 1569 au ſujet du renvoi réciproque des criminels au lieu du delit commis, qui ſe trouve inſérée dans *Ordenaçoes y leys do reyno de Portugal* L. V. tit. 144. p. 1291 et qui fut publiée de nouveau 1692. ibid.

1701 *de tabaco para introducir en Castilla, mandando destruirlas, y evitarlas en la forma sobredicha.*

ART. V.

Por quanto entre Inglaterra y Portugal hay algunas dudas al presente sobre el resto de las deudas de las represalias que se hicieron en Portugal en el tiempo en que los Principes Palatinos Roberto y Mauricio vinieron a apoderarse del dicho Reyno, sobre las quales deudas han hecho los Ingleses cuentas muy inmoderadas, y pretenden que Portugal las pague; se obliga su Magestad Catolica, en caso que haya guerra, a no hacer paz, ni tregua, o suspension de armas, con la Corona de Inglaterra, sin que de por exento y libre a Portugal de estas dichas deudas de las represalias. Y en caso de no haber guerra, interpondra su Magestad Catolica su autoridad y buenos oficios tan eficazmente, que el Rey de Inglaterra se convenga con la composicion de que se estaba tratando, aceptando las treinta mil libras esterlinas que Su Magestad Portuguesa habia ofrecido para satisfaccion de los interesados, dandole buena y segura consignacion, y diez mil libras pagadas luego de contado, como se lo tenia prometido: porque puede suceder que, dandose por ofendida y quejosa de esta nueva alianza la Corona de Inglaterra, no quiera la composicion de que se trataba, y que intente se le paguen las exorbitantes sumas que pide.

ART. VI.

Si por razon de esta misma deuda pasaren los Ingleses a hacer represalias en algunos navios Portugueses, Su Magestad Catolica estara obligado a hacer los restituir prontamente, entrando en todo el empeño que Su Magestad de Portugal tomare sobre las represalias que se le hicieren por esta causa.

ART. VII.

Y como habiendo guerra, podra el Rey de Inglaterra no pagar a la Señora Reyna de la Gran Bretaña, Doña Catalina, los alimentos que la paga aquella Corona, y no es justo que la conveniencia, que las tres Potencias coligadas sacan de esta confederation, ceda en prejuicio de la dicha Señora Reyna de la Gran Bretaña, siendo manifiesto que

de justice mais aussi à tous les chefs et officiers de guerre. Et de la même manière S. M. de Portugal s'engage à ce que dans son royaume il n'y aura point de fabriques de tabac pour l'introduire en Castille ordonant de les detruire et de les empêchèr de la manière sus-dite. 1701

Art. V.

Differends entre le Portugal et l'Angleterre.

Comme il y a apresent quelques differends entre l'Angleterre et le Portugal au sujet du reste des dettes pour les represailles qui ont eu lieu en Portugal à l'époque où les Princes Palatins Robert et Maurice vinrent s'emparer du dit royaume, au sujet des quelles dettes les Anglais ont formé des comptes très immodérés, et prétendent que le Portugal les paye, Sa Majesté Catholique s'oblige, en cas de guerre, de ne point conclure de paix trêve ou suspension d'armes avec la couronne d'Angleterre, sans que le Portugal soit déclaré libre et exemt du payement des dites dettes pour les represailles. Et en cas qu'il n'y auroit point de guerre, Sa Majesté Catholique interposera son autorité et ses bons offices si efficacement, que le Roi d'Angleterre se contente de l'arrangement du quel on a traité, en acceptant les 30,000 livres Sterling que S. M. Portugaise avait offert pour la satisfaction des interessés, en fournissant bonne et sure caution et 10,000 livres payés d'abord contant, comme il avait été promis, puisqu'il pourrait arriver, que la Couronne d'Angleterre, se disant offensée et choquée de cette nouvelle alliance, ne veuille point de la transaction qu'on negociait, et qu'elle insiste à ce qu'on lui paye les sommes exorbitantes qu'elle exige.

Art. VI.

Cas de represailles.

Si par le motif de cette même dette les Anglais venaient à user de represailles contre quelques navires Portugais, Sa Majesté Catholique sera obligée de les faire restituer promptement, en entrant dans tous les engagemens que S. M. Portugaise prendrait au sujet des represailles qui s'exerceraient par ce motif.

Art. VII.

Douaire de la Reine Catarine

Et comme en cas de guerre il se pourrait que le Roi d'Angleterre ne paye pas à la Reine de la Grande-Brétagne D. Catarine le douaire que lui paye cette couronne, et qu'il n'est pas juste, que les avantages que les trois Puissances alliées tirent de cette confédération, tendent au préjudice de la dite Reine de la Grande-Bré-

que de un daño causado asi a un tercero en la persona de una tran gran Princesa, resulta a las mismas Potencias una obligacion, no solo natural, sino real para deberlo reparar; se ha convenido, y ajustado que en el caso sobredicho, estara obligado Su Magestad Catolica a pagar en cada un año a la dicha Señora Reyna una tercera parte de lo que importan los dichos sus alimentos, en la forma que al presente se le pagan, y las Coronas de Francia y de Portugal otras dos terceras partes, una cada Corona; de suerte que por este medio quede su dicha Magestad Britanica totalmente indemne, y reintegrada de sus alimentos, pagandola cada de las tres Coronas una parte igual a cada una de las otras dos.

Y porque en odio de esta misma alianza, aunque no haya guerra, podran los Ingleses buscar pretextos afectados para no pagar a la dicha Señora Reyna de la Gran Bretaña los referidos alimentos, faltando a la condicion estipulado en las capitulaciones del dote, y en este caso concurren las mismas razones sobredichas; quando asi suceda, estara tambien obligado Su Magestad Catolica a pagar a la dicha Señora Reyna una tercera parte de los dichos sus alimentos en la forma arriba dicha como tambien cada un de las otras dos Coronas coligadas otra tercera parte, igual, hasta que la Corona de Inglaterra pague realmente, como hasta ahora, los dichos alimentos a la dicha Señora Reyna de la Gran Bretaña, entrando el Rey Catolico para este efecto en todo el empeño que Su Magestad de Portugal tomare en esta materia.

Art. VIII.

Y por quanto habiendose dado la isla de Bombain al Rey Carlos II. de Inglaterra en la capitulacion del dote de la Señora Reyna de la Gran Bretaña, con la condicion de conservar a los Portugueses que en ella asistian con sus haciendas, las tomaron los Ingleses contra la forma de la capitulacion e instrucciones que entonces se dieron para la dicha entrega, y fuera de esto se apoderaron de la Isla de Main, que ni se dio, ni pertenecia a la de Bombain; en caso que haya guerra, no hara Su Magestad Catolica paz, ni tregua, o suspension de armas con Ingla-

étagne, et qu'il est manifeste que d'un domage causé 1701
ısi à un tiers en la personne d'une si grande Prin-
sse, resulte pour les mêmes Puissances une obligation
n seulement naturelle mais aussi effective de devoir
reparer; il est convenu et arrêté, que dans le cas
dit Sa Majesté Catholique sera obligée de payer tous
ans à la dite Reine une troisième part du montant
ses dits alimens dans la forme dans laquelle ils se
'ent à present, et les couronnes de France et de
rtugal deux autres tiers chaque Couronne, de sorte
e par ce moyen sa dite Majesté Britannique soit en-
rement indemnisée et remise en jouissance de ses
nens, chacune des trois couronnes payant une part
ıle à celle de chacune des deux autres.

Et puisqu'en haine de cette dite alliance, quand
me il n'y aurait point de guerre, les anglais pour-
ent chercher des prétextes affectés pour ne point
'er à la dite Reine de la Grande-Brétagne les dits
nens, en manquant à la condition stipulée dans les
ıitulations au sujet de sa dot *) et que dans ce cas
mêmes motifs susdits auroient lieu; s'il arrive ainsi,
M. Catholique sera de même obligée de payer à la
e Reine un tiers de ses dits alimens dans la forme
posée ci-dessus, comme aussi chacune des deux autres
uronnes alliées un autre tiers égal, jusqu'à ce que
Couronne d'Angleterre paye réellement comme jus-
'à present les dits alimens à la dite Reine de la
ande-Brétagne, le Roi Catholique entrant à cet effet
ns tout l'engagement que S. M. Portugaise prendra
r cet objet.

ART. VIII.

Et comme l'île de Bombay a été donnée au Roi *Bombay.*
ıarles II. d'Angleterre dans la stipulation de la dot
la Reine de la Grande-Brétagne, sous la condition
conserver aux Portugais qui s'y trouveraient, leurs
ens, et que les Anglais les ont pris contre la teneur
la capitulation et des instructions qui se donnerent
ors pour la dite cession, et qu'en outre ils se sont
nparés de l'île de Main qui ne leur a été ni donnée
n'appartient à celle de Bombay, Sa Maj. Catholique,
ı cas de guerre, ne fera ni paix ni treve ou suspension
d'armes

*) Savoir 30,000 liv. Sterling voyés le contrat de mariage de 1661 dans CHALMERS *collection* T. II. p. 390, et dans CAETANO DE SOUSA *provas do historia genealogica*. T. IV. p. 827.

1701 *Inglaterra, sin que restituya a la Corona de Portugal la isla de Main, y a sus vasallos, o herederos todo lo que les tomaron, y todo lo demas de que estan en posesion los Ingleses contra la capitulacion.*

ART. IX.

Y como los mismos Ingleses y Holandeses se sintieron mucho en la guerra pasada de la buena acogida que los navios de corso franceses hallaron en los puertos de Portugal trayendo a ellos presas, que habian hecho a las dichas naciones, y podran ahora en odio de esta alianza fundar sobre ellas algunas pretensiones contra Portugal; S. M. Catolica estara obligado a hacer que Inglaterra y Holanda no intenten tales pretensiones, tomando esta causa por tan suya como el Reyno mismo de Portugal, para librarlo de qualquier intento que estas naciones tubieren sobre las tales presas, entrando en la guerra que Portugal pudiere tener con las mismas naciones, si insistieren en esta pretension.

ART. X.

Por las capitulaciones, que se hicieron con los Estados de Holanda se obligo Portugal a pagarle quatro millones de cruzados, con las condiciones y declaraciones estipuladas en el mismo Tratado, consignandosele el pagamento en los derechos de la sal de la Villa de Setubal que cargasen los navios holandeses, la qual cantidad esta casi satisfecha. Y por quanto en el Tratado hay una condicion de que, si Portugal interrumpiere el pagamento por qualquier causa, reteniendo los derechos de la dicha sal, perdera todo lo que hubiere pagado, y comenzara a pagar de nuevo los quatro millones, y negando Portugal los puertos a los dichos Holandeses, no puede haber aquellos derechos, ni continuarsele el pagamento; estara obligado Su Magestad Catolica a no hacer paz, ni tregua, o suspension de armas con Holanda, sino despues que se den por satisfechos de los dichos quatro milliones, cediendo la parte que se les quedare debiendo, como tambien de qualquier derecho que en virtud de la capitulacion pudieren tener para la repeticion del pagamento por entero. Y por-

mes avec l'Angleterre ſans qu'elle ne reſtitue à la 1701
ıronne de Portugal l'île de Main, et à ſes ſujets ou
rs héritiers tout ce qu'ils leur ont enlévé et tout
reſte dont les Anglais ſont en poſſeſſion contre la
itulation.

Art. IX.

Et comme les mêmes Anglais et Hollandois ſe reſ- *Garantie touchant la reception des armateurs.*
irent beaucoup dans la guerre precedente du bon
ıeil que les armateurs français ont obtenu dans les
s du Portugal en y faiſant entrer les priſes faites
les dites nations, et qu'elles pourraient actuelle-
nt, en haine de la preſente alliance, former là deſſus
lques prétenſions contre le Portugal; S. M. Catho-
e s'obligera à faire enſorte que l'Angleterre et la
lande ne forment point de telles prétenſions, conſi-
ınt cette cauſe comme la ſienne auſſi-bien que ſi elle
cernait le royaume de Portugal même, pour le de-
er de toutes les meſures que les dites nations pour-
nt prendre au ſujet de telles priſes, en entrant
s la guerre que le Portugal pourrait faire contre
nations, ſi elles inſiſteroient ſur cette prétenſion.

Art. X.

Par les capitulations faites avec les Etats d'Hollande *Dette du Portugal a la Hollande.*
Portugal s'eſt obligé de leur payer quatre millions
cruſados ſous les conditions et declarations ſtipulées
ıs le même traité *) en leur aſſignant le payement
les droits à payer pour le ſel de la ville de Se-
al, que chargeraient les navires Hollandais la quelle
nme eſt presque acquitée. Et comme dans ce traité
y a une condition, que, ſi le Portugal interromprait
payement pour quelque cauſe que ce ſoit, en retenant
droits du dit ſel, il perdrait tout ce qu'il aurait
yé, et recommencerait de nouveau à payer les quatre
llions, et que ſi le Portugal fermait ſes ports aux
llandais, on ne pourrait percevoir ces droits ni con-
uer le payement, S. M. Catholique ſera obligée de
faire ni paix ni trêve ou ſuſpenſion d'armes avec la
llande avant qu'ils ne reconnaiſſent les 4 millions
ır acquités en cedant la part qui pourrait encore
ter à payer, comme auſſi en renonçant à tout droit
ils pourraient avoir en vertu de cette capitulation
de

*) Voyés les taités de 1661 et 1669 dans Du Mont, le premier T. VI. P. II. p. 366, le ſecond T. VII. P. I. p. 114.

1710 *porque en odio de esta nueva alianza podran, en caso de no haber guerra, dificultar el ajuste de las cuentas, intentando se les paguen mayores cantidades de las que en la realidad se les deben; en este caso, si fuere necesario, interpondra Su Magestad Catolica sus oficios con los Estados, y hara que esten a lo que fuere justicia y razon.*

Art. XI.

Podran tambien los mismos Holandeses, en odio de esta alianza, querer repetir e intentar algunas pretensiones sobre las perdidas que tubieron en la guerra del Brasil, principalmente sobre la artilleria que quedo en Recife y demas fortalezas del Brasil, quando fueron echados de ellas por los Portugueses: en cuyos terminos Su Magestad Catolica estara obligado a hacer que los dichos Holandeses no prosigan qualquier intento que tubieren en este asunto; pues habiendo pasado tantos annos, bien se dexa ver que hacen estas pretensiones en vengaza de su sentimiento, y no porque entiendan que tienen justicia para ellas. Y en el caso de haber guerra, hara Su Magestad Catolica que de la misma suerte cedan toda la accion que tubieren en este particular, como han de ceder la parte que se les debiere de los quatro millones.

Art. XII.

En caso que haya guerra, y quiera Su Magestad de Portugal tratar de la restitucion de las plazas de Cochin y Cananor, estara obligado Su Magestad Catolica a hacer que Holanda las restituya; no haciendo paz con ella, ni tregua, o suspension de armas, sin la dicha restitucion, y sin que ceda qualquier derecho que tenga contra Portugal por los gastos que hizo con la armada que tomo las dichas plazas, y en las fortificaciones con que aseguro su defensa. Y no habiendo guerra y queriendo Su Magestad de Portugal tratar de la restitucion de las dichas plazas en la forma de la capitulacion hecha por D Francisco de Mello; interpondra Su Magestad Catolica sus eficaces oficios paraque Holanda se acomode con las compensaciones que Portugal le hiciere de los gastos de la armada y fortificaciones.

Art.

de demander le recommencement du payement entier. Et puisqu'en haine de cette nouvelle alliance, ils pourraient en cas qu'il n'y eut point de guerre, difficulter l'arrangement des comptes, en exigeant qu'on leur paye de plus fortes fommes que celles qui leur font effectivement dues, dans ce cas, s'il était neceffaire, S. M. Catholique interpofera fes bons offices auprès des Etats et fera qu'ils fe contentent de ce qui eft jufte et raifonnable. 1701

ART. XI.

Les mêmes Hollandais pourraient bien auffi en haine de la prefente alliance vouloir répèter et former quelques prétenfions à l'égard des pertes qu'ils ont faites dans la guerre du Bréfil, principalement au fujet de l'artillerie qui eft reftée à Recifé et aux autres forteresfes du Bréfil, lorsqu'ils furent chaffés de là par les Portugais; dans les quels cas S. M. Catholique fera tenue d'effectuer que les Hollandais ne pourfuivent point de prétenfion fous ce prétexte; car après tant d'années il eft aifé de voir, qu'ils formeraient ces prétenfions pour fatisfaire à leur reffentiment, et non puisqu'ils feraient perfuadés de la juftice de la caufe. Et en cas de guerre, S. M. Catholique fera en forte qu'ils renoncent de même à toute prétenfion qu'ils auroient de ce chef, comme ils devront renoncer à la part qui refte à payer des quatre millions. *Brefil.*

ART. XII.

En cas que la guerre auroit lieu, et que S. M. de Portugal traiterait de la reftitution des places de Cochin et Cananor, S. M. Catholique fera obligée de faire en forte que la Hollande les reftitue en ne faifant ni paix ni trêve ou fufpenfion d'armes avec elle, fans la dite reftitution, et fans qu'elle ne renonce à tout droit qu'elle auroit contre le Portugal pour les fraix caufés par la flotte qui occupa les dites places, et pour les fraix des fortifications par les quelles elle affura leur defenfe. Et s'il n'y avait point de guerre et que S. M. Portugaife défirait traiter de la reftitution des dites places fur le piéd de la capitulation faite par D. Francisco de Mello *), S. M. Catholique interpofera fes bons offices pour que la Hollande fe contente des compenfations que le Portugal lui ferait pour les fraix de la flotte et des fortifications. *Cochin et Cananor.*

ART.

*) C'eft la capitulation de 1669 déja citée.

1701

ART. XIII.

Habiendo guerras, todas las plazas que los Portugueses tomaren en la India y costa de Africa a los Holandeses, que por ellos fueron tomados a la Corona de Portugal, u otras qualesquiera de que esten en posesion, quedaran a la misma Corona de Portugal quando se hiciere la paz, y no estara obligada a restituirlas, aunque por esta causa se dexe de hacer; antes en las capitulaciones que de ella se hicieren con las Holandeses, se declarara que estos no podran repetirlas, ni tomarlas, y que Su Magestad Catolica quedara obligado a la garantia de ellas en todo tiempo.

ART. XIV.

Y para conservar la firme amistad y alianza que se procura conseguir con este Tratado, y quitar todos los motivos que pueden ser contrarios a este efecto, Su Magestad Catolica cede y renuncia todo y qualquier derecho que pueda tener en las tierras sobre que se hizo el Tratado provisional entre ambas Coronas en siete de mayo de mil seiscientos ochenta y uno, y en que se halla situada la Colonia del Sacramento; el qual Tratado quedara sin efecto, y el dominio de la dicha Colonia y uso del campo a la Corona de Portugal, como al presente lo tiene.

ART. XV.

S. M. Catolica no solo se obliga a guardar inviolablemente todos los articulos de este Tratado, sino tambien todos los de la paz ajustada entre las dos Coronas en el Tratado que se hizo en el anno de mil seiscientos sesenta y ocho, los quales si tienen aqui por expresados y declarados, como si de todos y cada uno de ellos se hiciese especial mencion. Y en caso de ser necesario, ratifica y revalida de nuevo el dicho Tratado, teniendo por suplido todo quanto de derecho se puede suplir, y cabe en el poder real, aunque para esto se necesitase de declaraciones muy expresas.

ART. XVI.

Por quanto resultan reciprocas conveniencias a las Coronas de Castilla y Francia de la union de la nueva alianza, que por este Tratado se consigue; estara obligado el Rey Catolico, no solamente a observar este Tratado

1701

Art. XIII.

Si la guerre aurait lieu, toutes les places que les Portugais enleveraient aux Hollandais aux Indes et ſur les côtes d'Afrique, et qui par eux ont été enlevés à la couronne de Portugal, ou à d'autres quelconques qui en étaient en poſſeſſion, reſteront à la dite Couronne de Portugal lors de la paix, et elle ne ſera pas tenue de les reſtituer, quoique pour cette cauſe on refuſe de le faire; mais au contraire dans les traités qu'elle fera avec les Hollandais il ſera declaré qu'ils ne pourront point les reclamer ni reprendre, et que S. M. Catholique reſtera obligée à les lui garantir pour jamais. *Conquêtes.*

Art. XIV.

Et pour conſerver la ferme amitié et alliance qu'on cherche à cimenter par ce traité, et pour écarter tous les motifs qui pourraient être contraires à cet effet S. M. Catholique cede et renonce à tout droit quelconque qu'elle pourrait avoir ſur les terres ſur les quelles s'eſt fait le traité proviſionel entre les deux couronnes du 7 May 1681 *) et dans lesquelles eſt ſituée la Colonie de Sacramento, le quel traité demeurera ſans effet, et la propriété de la dite colonie et l'uſage du terrein reſtera à la couronne de Portugal comme elle le poſſéde actuellement. *S. Sacrament.*

Art. XV.

S. M. Catholique non ſeulement s'oblige à garder inviolablement tous les articles de ce traité, mais auſſi tous ceux de la paix conclu entre les deux couronnes dans le traité ſigné en 1668 **) lesquels ſont a conſidérer comme exprimés et déclarés ici, tout comme ſi tous et chacun d'eux étaient ſpécialement mentionnés; et en tant qu'il ſerait neceſſaire, le dit traité ſe ratifie et ſe revigoriſe de nouveau, tenant pour ſuppléé tout ce qui de droit pourrait être ſuppléé et accordé effectivement, quand même à cette fin il faudrait des déclarations plus expreſſes. *Paix de 1668.*

Art. XVI.

Comme il reſulte des avantages réciproques aux Couronnes de Caſtille et de France de l'union et nouvelle alliance formée par le preſent traité, le Roi Catholique ſera obligé non ſeulement d'obſerver ce traité con- *Alliance avec la France.*

*) Rousset ſupplém. T. II. P. I. p. 406.

**) du Mont T. VIII. P. I. p. 70.

1701 *tado, que con el ſe celebra, ſino tambien el que ſe hace para la miſma union y alianza con el muy alto y muy poderoſo Principe Luis XIV, Rey Chriſtianiſſimo de Francia, quedando S. M. Catolica por garante del dicho Tratado, paraque ſe guarde inviolablemente, como en el ſe contiene, y como ſi ſe hubieſe celebrado con Su Mageſtad Catolica el dicho Tratado.*

ART. XVII.

Si ſe llegare a romper la guerra con algun Principe o Potencia de Europa; S. M. Catolica no podra hacer paz, ni tregua, o ſuſpenſion de armas con ninguno de los dichos Principes o Potencias, ſin que en ellas entre tambien la Corona de Portugal, tratando de ſus conveniencias como de las propias de ſus Reynos y Dominios, paraque ſe ajuſten con utilidad y ventaja de la miſma Corona. Y de la miſma ſuerte Portugal no hara paz, ni tregua, o ſuſpenſion de armas, con ninguno de los dichos Principes o Potencias, ſin que en ellas entre Su Mageſtad Catolica, y trate de las conveniencias de ſu Corona, como de las propias.

ART. XVIII.

Eſta liga, y ſus obligaciones reciprocas, duraran, y tendran efecto y vigor, por eſpacio de veinte annos.

Todas las quales coſas, contenidas en los diez y ocho articulos de eſte Tratado, han ſido acordadas y concluidas por Nos los ſobredichos Plenipotenciarios de SS. MM. Catolica y de Portugal, en virtud de las Plenipotencias concedidas a Nos por SS. MM. en cuya fé, firmeza, y teſtimonio de verdad, hemos firmado, y corroborado el preſente Tratado con nueſtras manos, y ſellos de nueſtras armas.

En Lisboa a 18 dias del mes de Junio, anno de nacimiento de N. S. J. C. de 1701.

(L. S.) ROUILLÉ.
(L. S.) *El Marques* DE ALGRETE.
(L. S.) *El Conde* DE ALVOR.
(L. S.) MENDO DE FOYOS PEREIRA.

nclu avec lui, mais aussi celui qui pour la même 1701
tion et alliance se forme avec le très-haut et très-
issant Prince Louis XIV. Roi Très-Chrétien de France;
M. Catholique demeurant le garant du dit traité, et
ut comme si le dit traité avait été conclu avec S. M.
tholique.

Art. XVII.

Si la guerre venait à éclater avec quelque Prince *Paix future.*
Puissance d'Europe, S. M. Catholique ne pourra
re aucune paix, trêve ou suspension d'armes avec
cun des dits Princes ou Puissances sans que la Cou-
nne de Portugal y entre aussi, en traitant de ses
erêts comme des propres interêts de ses Royaumes
domaines, pour être arrangés avec utilité et avantage
la même Couronne. Et de même le Portugal ne fera
int de paix, trêve ou suspension d'armes avec aucun
s dits Princes ou Puissances sans que S. M. Catholique
entre et qu'on traite des interêts de sa Couronne
mme des siens propres.

Art. XVIII.

Cette ligue et ses obligations réciproques dureront *Durée.*
resteront en vigueur pendant l'espace de vingt ans.

Toutes les quelles choses contenues dans les dix-
uit articles de ce traité ont été accordées et conclues
r Nous les susdits Plenipotentiaires de LL. MM. Catho-
que et de Portugal, en vertu des Pleinpouvoirs accor-
és à nous par Leurs Majestés; en foi confirmation et
moignage de quoi Nous avons signé le present traité
e Notre main et l'avons muni du cachet de nos armes.

A Lisbonne le 18 du mois de Juin an 1701.

(L. S.) Rouillé.

(L. S.) *Le Marquis* d'Alegrete.

(L. S.) *Le Comte* d'Alvor.

(L. S.) Mendo de Foyos Pereira.

1701 *Ratification Portugaise.*

Don Pedro, por la gracia de Dios, Rey de gal, y de los Algarbes, de la parte de aca y de alla del Mar de Africa, Señor de Guinea, y de la quista, Navegacion, y Comercio de Etiopia, A Persia, y de la India &c. Hago saber a los qu mi Carta patente de aprobacion, ratificacion, y c macion vieren: que en esta mi Corte y Ciudad de Li hoy diez y ocho del mes de Junio del presente mil setecientos uno, se ha ajustado, concluido, mado un Tratado de Alianza entre Mi y el Rey Cató mi buen hermano; siendo plenipotenciario *por parte* su Magestad Catolica para este efecto, el Señor de Rou Embaxador extraordinario del Rey Christianísimo en mi Corte; y por mi parte, Manuel Tellez de Si Marques de Alegrete, de mi Consejo de Estado, Ge hombre de mi Camara, y Veedor de Hacienda; Fr de Tavora, Conde de Alvor, tambien de mi Co Estado, y Presidente de lo Ultramarino; y Me Foyos Pereyra, de mi Consejo y mi Secretario de Est el qual Tratado es el siguiente.

(Ici est inséré le traité.)

Y habiendo yo visto el dicho Tratado de alian despues de bien considerado y examinado, he aprob ratificado, y confirmado, apruebo, ratifico, y c firmo, todas y cada una de las cosas contenidas en y por la presente le doy por bueno, firme, y val prometiendo, en fe y palabra de Rey, observar y cum inviolablemente su forma y tenor, y hacerlo cumplir observar, sin hacer, o permitir que se haya, cosa alg en contrario, directa o indirectamente, en qualqui modo que sea, renunciando todas las leyes y costumb y todas las demas cosas que haya, y puedan hacer contrario. Y para fe y firmeza de todo, he mand otorgar el presente Despacho de ratificacion, firm por mi, y sellado con el sello gran de mis armas.

Dado en la ciudad de Lisboa, a 18 dias del mes Junio. = Antonio de Oliveira de Carvalho la hi anno del nacimiento de nuestro Señor Jesu-Christo 1701. = Mendo de Foyos Pereira lo refrende.

El Rey.

Do

Ratification Espagnole. 1701

Don Felipe, por la gracia de Dios, Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de las Indias &c. Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, de Milan; Conde de Abspurg, y del Tyrol &c. Habiendose ajustado, concluido, y firmado en la Corte de Lisboa en 18 del mes de Junio de este presente anno de 1701, un Tratado de Alianza entre Mi y el Rey de Portugal mi buen hermano, siendo Plenipotenciarios para este efecto, por parte de S. M. Lusitana Manuel Tellez de Silva Marques de Alegrete, de su Consejo de Estado, Gentilhombre de su Camara, y Veedor de la Hacienda, Francisco de Tavorra Conde de Alvor. asimismo de su Consejo de Estado, y Presidente de lo Ultramarino, y Mendo de Foyos Pereyra, de su Consejo y su Secretario de Estado; y por mi parte el Presidente Rouille Embaxador extraordinario de S. M. Christianisima en la misma Corte de Lisboa: el qual Tratado, traducido de portugues en castellano, es como se sigue.

(Icì est inséré le traité.)

El qual Tratado, aqui escrito i inserto, como arriba queda dicho, habiendole Yo visto, considerado bien, y examinado, le apruebo, ratifico, confirmo, y todas y cada una de las cosas en el contenidas, y por la presente le doy por firme y valido; prometiendo, en fe y palabra de Rey, observar y cumplir inviolablemente su forma y tenor, y hacerle cumplir y observar, sin hacer, ni permitir que se haya, cosa alguna en contrario, directa o indirectamente, en qualquier modo que ser pueda, renunciando todas las leyes y costùmbres, y todas las otras cosas que haya y pueda haber en contrario. Y en testimonio de lo susodicho, y para firmeza de ello, mande despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el sello secreto, y refrendada de mi infrascrito Secretario de Estado.

Dada en Madrid a 1de Julio de 1701.

Yo El Rey.

(L. S.) D. Joseph Perez de la Puente.

(Les pleinpouvoirs de S. M. Catholique sont datés de Buen-Retiro le 28 Fevr. 1701; ceux de S. M. Portugaise de Sava tierra le 8 Mars 1701.)

V.

1701 Transaccion ajuſtada entre los Reyes de
18 Juin. Eſpanna y de Portugal en Lisboa a 18. Junio de 1701 *) ſobre las dependencias e intereſes del Aſiento de Negros de la Compannia Real de Guinea, ratificada por parte de Su Mageſtad Catolica en Madrid a 1. Julio del dicho anno.

(*Coleccion de los Tratados* T. I. p. 67; mais ſeulement en traduction Eſpagnole; l'original eſt en Portugais.)

En Nombre de la Santiſima Trinidad.

Por quanto ſe ha eſtipulado en el Articulo ſegundo del Tratado de nueva alianza y garantia del teſtamento de D. Carlos II. Rey Catolico de Eſpaña, en la parte que mira a ſuceder en todos ſus Eſtados y Dominios el muy alto y muy poderoſo Principe D. Felipe V. por la gracia de Dios, Rey Catolico de Eſpaña, ajuſtado con el muy alto y muy poderoſo Principe D. Pedro II. tambien por la gracia de Dios, Rey de Portugal, que ſe repararian todos los daños que habian reſultado a la Compañia del Aſiento de Negros de Indias por las vexaciones y poca obſervancia con que los miniſtros de S. M. Catolica habian cumplido las condiciones del contrato: ha parecido conveniente a ambas Mageſtades ſe hicieſe en Articulos ſeparados una amigable Transaccion de todos los derechos, acciones, y pretenſiones, que podian reſultar a una y otra Mageſtad, y a los intereſados en la Compañia, por qualquier cauſa que fueſe, paraque ſe quitaſe toda ocaſion que pudieſe ſer de menos ſatisfaccion a ambas Mage-

*) On ne trouve qu'un extrait très imparfait de ce traité dans Du Mont T. VIII. P. I. p. 31. et dans Lamberty *mem.* T. I. p. 547; bien qu'il aie ſorti auſſi peu ſon effet que le précédent, par le changement des circonſtances qui amena la guerre entre ces puiſſances, il eſt important, en ce qu'il ſert à l'intelligence du traité de paix de 1715, qui régla differemment les objets dont s'occupe ce traité, mais qui auſſi n'a pas terminé la diſpute.

V.

Transaction ajustée entre les Rois d'Espagne et de Portugal à Lisbonne le 18 Juin 1701 au sujet des affaires et interets de l'Assiento de Nègres de la Compagnie royale de Guinée; ratifiée par S. M. Catholique à Madrid le 1 Juillet de la même année. 1701 18 Juin.

(Traduction privée, de l'Espagnol ci-joint.)

Au nom de la très-sainte Trinité.

Comme il a été stipulé dans l'article II. du traité de nouvelle alliance et de garantie du testament de D. Carlos II. Roi Catholique d'Espagne en ce qui concerne la succession dans tous ses Etats et domaines en faveur du très-haut et très-puissant Prince D. Philippe V. par la Grace de Dieu Roi Catholique d'Espagne, conclu avec le très-haut et très-puissant Prince D. Pedro II. aussi par la Grace de Dieu Roi de Portugal, qu'on reparerait tous les dommages causés à la Compagnie de l'assiento de Nègres des Indes par les vexations et le peu d'exactitude avec la quelle les Ministres de S. M. Catholique ont rempli les conditions du contrat: il a paru convenable aux deux Majestés qu'on dresse en articles séparés une amiable transaction de tous les droits actions et prétensions qui pourraient resulter à l'une et l'autre Majesté et aux interessés à la Compagnie pour quelque cause que ce soit, afin d'écarter toute occasion, qui pourrait être désagréable à leurs deux Majestés, d'élever des procès, dont se suivraient des plaintes et inconveniens, de sorte que cet objet, avec tout ce qui en dépend, soit composé tellement que tous les motifs d'inquiétude ou de plainte cessent en vertu de cette transaction: pour la conclusion et l'arrangement de laquelle Leurs Majestés ont donné leurs Pléinpouvoirs, savoir S. M. Catholique de son côté au Sieur de Rouillé, Président au grand conseil de S. M. Très-Chrétienne et son

1701 *Mageſtades, habiendo pleytos, de que ſe ſeguirian delaciones y perjuicios; quedando eſta materia con ſus dependencias compueſta de ſuerte, que ceſen todos los motivos de eſcandalo o querja en virtud de eſta Transaccion: para cuya concluſion y ajuſte han dado Sus Mageſtades plenipotencias, es a ſaber; Su Mageſtad Catolica, por ſu parte, al Señor de Rouillé, Preſidente en el gran Conſejo de Su Mageſtad Chriſtianiſima, y ſu Embaxador en eſta Corte de Lisboa; y Su Mageſtad de Portugal, por la ſuya, a los Señores, Manuel Tellez de Silva, Marques de Alegrete, Conde de Villarmayor, Comendador de las Encomiendas de S. Juan de Alegrete, y Lagares de Soure de la Orden de Chriſto, S. Juan de Moura, y Santa Maria de Albufeira de la Orden de Avis, del Conſejo de Eſtado, y Gentilhombre de Camara de Su Mageſtad de Portugal, y Veedor de ſu Hacienda; Francisco de Tavora, Conde de Alvor, Señor de la Villa de Moita, Alcayde mayor de Pinhel, y Comendador de las Encomiendas de San Andres de Freixeda, Porto Santo, Santa Maria de las dos Igleſias, y San Salvador del Baſto de la Orden de Chriſto, del Conſejo de Eſtado, y Preſidente de lo Ultramarino; y al Sennor Mendo de Foyos Pereyra, Comendador de la Encomienda de Santa Maria de Maſſaon de la Orden de Chriſto, del Conſejo de S. M. de Portugal, y ſu Secretario de Eſtado. Los quales dichos Plenipotenciarios, uſando de los poderes que les ſon concedidos, han celebrado y ajuſtado entre ſi amigablemente la Transaccion abaxo eſcrita, que contiene catorce Articulos ſeparados, los quales han de tener ſu entera fuerza, y debida obſervancia, como parte inſeparable del mismo Tratado de nueva alianza y garantia, del qual ſera contravencion todo lo que ſe dexare de cumplir y guardar de lo que va diſpueſto y declarado en los Articulos de eſta Transaccion.*

ART. I.

Que Su Mageſtad Catolica cede todas las acciones que tiene y quede tener contra la Compannia del Aſiento de Negros, que le competen y puedan competer por qualesquier cauſas, razones, ſundamentos, fraudes, y contravenciones que haya habido en el tiempo de la obligacion de eſte contrato, cediendolas todas S. M. Catolica, como ſi no hubieſen acontecido.

ART.

ſon Ambaſſadeur en cette Cour de Lisbonne; et S. M. Portugaiſe du ſien aux S. Manuel Tellez de Silva Marquis de Alegrete, Comte de Villarmayor, Commandeur des Comanderies de S. Juan de Alegrete et Lagares de Soure de l'ordre de Chriſt, S. Juan de Moura, et Sainte Marie de Albufeira de l'ordre de Avis, membre du Conſeil d'Etat, et gentilhomme de la chambre de S. M. de Portugal et Inſpecteur de ſes finances; François de Tavore Comte de Alvor, Seigneur de la Ville de Moita, Alcayde mayor de Pinhel, et Comandeur des Commanderies de S. Juan de Alegrete et Lagares de Soure de l'ordre de Chriſt, S. Juan de Moura, et Sainte Marie de Albufeira de l'ordre de Avis, membre du Conſeil d'Etat, et gentilhomme de la chambre de S. M. de Portugal et Inſpecteur de ſes finances; François de Tavore Comte de Alvor, Seigneur de la Ville de Moita Alcayde mayor de Pinhel, et Commandeur des Commanderies de S. Andres de Freixada, Porto Santo, Santa Maria de las dos Igleſias, et S. Salvador del Baſto de l'ordre de Chriſt, membre du Conſeil d'Etat, et Préſident de l'Outre-mer; et au S. Mendo de Foyos Pereyra, Commandeur de la Commanderie de Santa Maria de Maſſaon de l'ordre de Chriſt, membre du Conſeil de S. M. de Portugal, et ſon Secrétaire d'état; les quels dits Plénipotentiaires en vertu des pleinpouvoirs qui leur ont été accordés, ont conclu et arrangé entre eux amiablement la Transaction cideſſous qui contient XIV articles ſéparés, les quels auront leur entière force et ſeront duement obſervés comme partie inſéparable du même traité de nouvelle alliance et garantie, et ſera conſidéré comme contrevention de celui-ci tout ce qui ſerait omis d'obſerver ou de garder de ce qui eſt diſpoſé et reglé dans les articles de cette transaction. 1701

ART. I.

Que Sa Majeſté Catholique cede toutes les prétenſions qu'elle a et peut avoir contre la Compagnie de l'aſſiento des Nègres, qui lui appartiennent et peuvent lui appartenir pour quelques cauſes, raiſons, fondemens, fraudés et contreventions qu'il y aurait eu pendant le tems de l'obligation de ce contrat, S. M. Catholique les cedant toutes comme ſi elles ne lui avaient point apartenues.

L'Espagne renonce à ſes pretenſions.

ART.

1701

Art. II.

Que Su Mageſtad Catolica da por extinguido y acabado contrato de eſte Aſiento, aunque le falte parte del tiempo que habia de durar ſu obligacion, desde el dia en que ſe ajuſta eſta Transaccion. Y reſpecto de que en el intervalo de tiempo, que preciſamente ha de haber paraque lleguen a Indias los ordenes de Su Mageſtad Catolica en que aſi lo mande declarar, podran haber llegado algunas embarcaciones a Indias que hayan llevado negros para la proviſion de eſte Aſiento en la forma de la condicion ſexta; ſe practicara con eſtas embarcaciones y en la venta de los negros lo miſmo que ſi hubieſen llegado en el tiempo en que exiſtia la obligacion del contrato, guardandoſeles todas las exenciones, libertades, y franquicias en el eſtipuladas. Y ſi hubiere algunos negros, que por la obligacion del Aſiento ſe hayan introducido en las Indias, y eſtubieren por vender; ſe guardara con ellos lo diſpueſto en la condicion veinte y ocho.

Art. III.

Que Su Mageſtad Catolica mandara poner en ſu entera libertad al Adminiſtrador del Aſiento Gaspar de Andrade, como tambien a todas las demas perſonas Portugueſas, que han ſervido en el Aſiento, y que ſe hallen arreſtadas o preſas por qualquier cauſa que ſea, ſin poder ſer obligadas, ni executadas por condenaciones, o gaſtos algunos hechos por cauſa a ocaſion de ſus priſiones o proceſos. Y todos los papeles, libros, y efectos que ſi tomaron, embargaron, o ſequeſtraron a Gaspar de Andrade, u otras qualeſquier perſonas, ſeran entregadas a aquellas que preſentaran poderes eſpeciales de la Compannia para eſta comiſion. Y ſe mandara dar paſage para eſte Reyno en navios Portugueſes, caſtellanos, o franceſes para ſus perſonas, como tambien para las haciendas y generos procedidos de los efectos de la Compannia, tocando la eleccion de los navios a las miſmas perſonas; y ſiendo en Portugueſes, podran venir en derechura a los puertos de Portugal, en la forma y manera que les eſtaba concedido en tiempo del contrato por la condicion quince; y viniendo en navios caſtellanos, gozaran de todo lo que por la dicha condicion les ſeria permitido ſi duraſe el contrato; yo lo miſmo ſe les concedera

1701

Art. II.

Contrat de l'affiento declaré eteint.

Que S. M. Catholique declare comme éteint et terminé le contrat de cet affiento *), bienqu'il lui manque encore une partie du tems que fon obligation aurait du durer, dès le jour où la préfente transaction a été ajuftée. Et confidérant que dans l'efpace de tems juftement neceffaire pour que les ordres de S. M. Catholique, d'en faire la déclaration, puiffent parvenir aux Indes, il pourrait être arrivé quelques vaiffeaux aux Indes qui auraient porté des Nègres en vertu de cet affiento dans la forme de l'article VI; il en fera ufé de ces vaiffeaux et de la vente des Nègres tout comme s'ils étoient arrivés dans le tems où l'obligation du contrat fubfiftait, en leur confervant toutes les exemtions, libertés, et franchifes qui y font ftipnlées. Et s'il y avait quelques Nègres qui par l'obligation de l'affiento auraient été introduits aux Indes et feroient à vendre; on gardera à leur égard ce qui a été difpofé dans l'article 28.

Art. III.

Portugais mis en liberté

Que Sa Majefté Catholique fera mettre en pleine liberté l'Adminiftrateur de l'Affiento, Gaspar de Andrade, comme auffi toutes les autres perfonnes Portugaifes qui ont fervi à l'Affiento et qui ont été arretées ou prifes pour quelque caufe que ce foit, fans pouvoir être obligées ou executées pour caufe de fentences ou fraix quelconques qui ont eu lieu à caufe ou à l'occafion de leur capture ou judicature. Et tous les papiers, livres et effets qui ont été pris, faifis ou fequeftrés à Gaspar de Andrade, ou à autres perfonnes quelconques, feront reftitués à ceux qui produiront des pleinpouvoirs particuliers de la compagnie à cet effet. Et il fera ordonné de les laiffer paffer pour ce royaume en navires Portugais, Caftillans ou Français pour leur perfonne, comme auffi pour les biens et marchandifes procedés des effets de la Compagnie, le choix des navires dependant des dites perfonnes; et fi c'eft en des navires Portugais, elles pourront venir à droiture dans les ports du Portugal, dans la forme et maniere qui leur à été accordée dans le tems du contrat par l'article XV; et s'ils viennent dans des navires Caftillans ils jouiront de tout ce qui par le dit article leur aurait été

*) Ce traité d'affiento en date du 12 Juil. 1696 fe trouve dans Abreu *y Bertodano coleccion. Carlos II.* P. III. p. 366-393.

1701 cedera veniendo en navios franceses a los puertos de Castilla y Portugal.

ART. IV.

Que si hubiere algunas personas que hayan recibido efectos de la Compannia, siendo vasallos de la Corona de Portugal, los obligaran a embarcar, siendo requeridos los Gobernadores, y qualesquier otras Justicias, por los Procuradores de la Compannia. Y todos los papeles que se les hallaren pertenecientes a la dicha Compannia, caudales, y efectos que tubieren, se entregaran a los Comisarios de ella por inventario hecho judicialmente, para que conste con verdad lo que se les hubiere hallado.

ART. V.

Sin embargo de que por la condicion primera del contrato se obligo la Compannia a introducir en Indias en el tiempo de su duracion diez mil toneladas de negros, reguladas en la forma de la misma condicion, y de la septima, habiendose de pagar a S. M. Catolica los derechos de los negros que faltasen, para la introduccion de las dichas toneladas, como si efectivamente se hubiesen vendido e introducido en Indias; S. M. Catolica, por las justas causas que le mueven, concede a la Compannia que no pague derechos sino de los negros que real y enteramente ha introducido y vendido en Indias, haciendose la cuenta de los negros por las toneladas, en la forma de la referida condicion septima.

ART. VI.

Que S. M. Catolica mandara expedir las ordenes necesarias para que, en el tiempo de dos meses perentorios, se cobre efectivamente todo lo que se debe en las Indias a la Compannia; y en el ajuste de las cuentas de los derechos de los negros que la Compannia ha vendido en las Indias, estaran obligados los ministros de S. M. Catolica a aceptar las escrituras corrientes que les entregaren los Administradores del Asiento, procedidas de los esclavos que se hubieren vendido fiados a los moradores de las Indias. Y quando estas escrituras no basten para la satisfaccion de estos derechos; se descontara lo que faltare en el pagamento de las doscientas mil patacas de anticipacion, y sus reditos.

ART.

été permis, si le contrat subsistait encore; et la même chose leur sera accordée s'ils viennent en navires français dans les ports de Castille et de Portugal. 1701

ART. IV.

Les sujets et effets seront embarqués.

Que s'il y avait quelques personnes qui auraient reçu des effets de la Compagnie et qui sont sujets de la Couronne de Portugal, les gouverneurs et autres officiers les obligeront de s'embarquer, s'ils en sont requis par les procureurs de la Compagnie. Et tous les papiers qui se trouveront appartenir à la Compagnie, les capitaux et effets, se remettront aux commissaires de celle-ci d'après un inventaire fait judiciairement, afin qu'il conste veritablement de ce qui leur aura été remis.

ART. V.

Remise des droits pour les Nègres non livrés.

Non obstant que par l'article I. du Contrat la Compagnie s'est obligée à introduire aux Indes, durant le tems de sa durée, les Nègres du port de dix mille tonneaux, dans la forme reglée par le même et le VIIeme article avec l'obligation de payer à S. M. Catholique les droits même pour les Nègres qui manqueraient au dit port de 10,000 tonneaux tout comme s'ils avaient été effectivement introduits et vendus aux Indes, S. M. Catholique, par les justes motifs qui l'y déterminent, accorde à la Compagnie de ne payer les droits que pour les Nègres qu'elle a effectivement et entierement introduits et vendus aux Indes, en comptant les Nègres d'après le port des vaisseaux sur le pied exprimé dans le dit article septième.

ART. VI.

Acquit des dettes et des droits.

Que S. M. Catholique fera expédier les ordres necessaires pour que dans l'espace peremtoire de deux mois on recouvre effectivement tout ce qui se doit aux Indes à la Compagnie et dans l'ajustement des comptes des droits pour les Nègres que la Compagnie a vendus aux Indes les officiers de S. M. Catholique seront obligés d'accepter les billets courants que leur fourniront les administrateurs de l'assiento, procédant des esclaves qu'ils auront vendus à credit aux habitans des Indes. Et si ces obligations ne suffisent pas pour acquiter ces droits, on décomptera ce qui manque dans le payement des [illegible],000 patacas d'anticipation et des revenus d'iceux.

ART.

1701

Art. VII.

Que en el pagamento de los derechos de negros, qu se vendieren en los puertos de Indias, se guardara sobre la entrega de ellos lo que esta dispuesto en la condicion veinte y quatro.

Art. VIII.

Que hallandose algunos navios en los puertos de Indias, que hayan llevado negros en la forma que les era permitido por la condicion sexta, y estando embargados o detenidos por esta causa, seran desembargados, o libertados; restituyendoseles todo lo que se les hubiere tomado en la forma de la condicion XI.

Art. IX.

Que S. M. Catolica se obliga a mandar pagar las doscientas mil patacas de la anticipacion que se le hizo, como tambien los reditos de ellas de ocho por ciento, en la forma que se declara en la condicion quarta; los quales reditos se han de contar y devengar desde el dia en que se entregaron las doscientas mil patacas hasta aquel en que se pagaren en Castilla a la persona que tubiere los poderes necesarios para cobrarlas.

Art. X.

Que S. M. Catolica mandara executar prontamente la condicion treinta y quatro del Asiento sobre los bienes que quedaron de D. Bernardo Francisco Marinno para la satisfaccion de nuestra deuda, que en la misma condicion se declarara.

Art. XI.

Que S. M. Catolica dara trescientos mil cruzados de moneda Portuguesa, que en este Reyno vale 400 reis, a la Compannia en satisfaccion de los dannos recibidos, y de todas las acciones que la dicha Compannia puede tener contra la hacienda de S. M. Catolica por los dichos dannos, ú otra qualquier causa, perteneciente al Asiento de Negros, pues de todas se da por pagado y satisfecho con la cantidad referida. Los quales trescientos mil cruzados seran pagados en Castilla en la venida de la primera flota, flotilla, o galeones que llegaren; y de la misma manera las doscientas mil patacas de anticipacion y sus reditos hasta la real entrega en la forma de la condicion tercera y quarta, seran pagadas en Castilla en las segundas embarcaciones que llegaren, siendo de flota, flotilla, o galeones: de suerte que este pagamen

1701

ART. VII.

Que dans le payement des droits pour les Nègres qui ont été vendus dans les ports des Indes, on obſervera touchant la tradition de ceux-ci, ce qui eſt fixé dans l'article vingt quatre. *Tradition des Nègres.*

ART. VIII.

Que s'il ſe trouve quelques vaiſſeaux dans les ports des Indes qui auraient porté des Nègres ſur le pièd qui leur a été permis par l'article VI. et qui ſe trouveraient ſaiſis ou detenus par ce motif, ils ſeront relachés ou mis en liberté, en leur reſtituant tout ce qui leur aurait été enlevé, en conformité de l'article VI. *Vaiſſeaux relachés.*

ART. IX.

Que S. M. Catholique s'engage à faire payer les 200,000 patacas de l'anticipation qui lui a été faite, comme auſſi les revenus d'iceux à huit pour cent dans la forme determinée dans l'article IV. les quels revenus devront ſe compter et percevoir dépuis le jour où les 200,000 patacas ont été payés, jusqu'à celui où ils ſe payeront en Caſtille à la perſonne qui aurait les pouvoirs neceſſaires pour les recouvrer. *Anticipation payée en retour.*

ART. X.

Que S. M. fera proprement executer la condition XXXIV de l'aſſiento au ſujet des biens qui ſont reſtés de D. Bernard François Marinno pour l'acquitement de nôtre créance deſignée dans le même article. *Art. 34 du contrat.*

ART. XI.

Que S. M. Catholique donnera 300,000 Cruzados monaye Portugaiſe valant dans ce royaume 400 reis, à la compagnie, en dédomagement des pertes qu'elle a éprouvées, et de toutes les actions que la dite Compagnie peut avoir contre la Chambre de finances de S. M. Catholique pour cauſe des dites pertes ou pour quelque autre cauſe appartenant à l'aſſiento des Nègres, vu que toutes ſont cenſées, payées et acquitées moyenant la ſomme ſus-dite. Lesquels 300,000 cruzados ſeront payés en Caſtille lors de l'arrivée de la première flotte, flottille ou Galions qui arriveront, et de la même manière les 200,000 patacas d'anticipation et les revenus d'iceux jusqu'à la delivrance effective dans la forme de l'article III. et IV. ſeront payés en Caſtille lors des ſeconds tranſports qui arriveront, ſoit de flotte, flottille ou galions: de ſorte que ce payement ſe faſſe en deux *Dédomagement pour la Compagnie.*

1701 *se haga en dos plazos subsequentes en las primeras dos llegadas de galeones, flota, o flotilla. Y todo este dinero de estos dos pagamentos se podra traer a Portugal en moneda, o barras de plata o de oro.*

ART. XII.

Que S. M. de Portugal cede, en su nombre y en el de todos los interesados en la Compannia, todas las acciones que le pertenecian y podian pertenecer contra la hacienda de S. M. Catolica, conforme y de la misma manera que S. M. Catolica cede todas las acciones que le competian, segun el Articulo primero, con todas las clausulas y condiciones declaradas en el.

ART. XIII.

Que S. M. Catolica mandara despachar immediatamente las ordenes necesarias para la execucion de esta Transaccion, de las quales mandara entregar un tanto a la Compannia, para remitirle luego a Indias.

ART. XIV.

Que ambas Magestades estaran obligadas a cumplir y guardar enteramente lo ajustado en esta Transaccion, como parte del Tratado que se hace de nueva alianza, y a mandar despachar todas las ordenes necesarias, para que tenga su debido efecto. Y en caso que por alguna de las partes se falte a lo prometido, se tendra por contravencion al dicho Tratado, como si se faltase a lo que en el se contiene.

Lisboa a 18 de Junio de 1771.

(L. S.) ROUILLÉ.

(L. S.) *El Marques* DE ALGRETE.

(L. S.) *El Conde* DE ALVOR.

(L. S.) MENDO DE FOYOS PEREYRA.

Ratification du Roi d'Espagne. DON FELIPE Quinto, por la gracia de Dios, Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Jerusalen, de las Indias &c. Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, de Milan; Conde de Abspurg, y del Tyrol &c. Habiendose abocado en la Corte de Lisboa el Presidente Rouïllé,

reprises successives lors des deux premières arrivées des galiions, flotte ou flotille; et tout cet argent de ces deux payement pourra se transporter en Portugal en monnayes ou en lingots d'argent ou d'or. 1701

ART. XII.

Que S. M. de Portugal cede en son nom et en celui de tous les interessés en la Compagnie toutes les actions qui lui appartiennent, et pourront appartenir contre la Chambre de finance de S. M. Catholique, de même et sur le même pièd que S. M. Catholique cede toutes les actions qui lui appattiendraient suivant l'article premier, avec toutes les clauses et conditions qui y sont énoncées. *Cessions de la Compagnie.*

ART. XIII.

Que S. M. Catholique fera expedier incessamment les ordres necessaires pour l'execution de cette transaction, des quelles elle fera delivrer un exemplaire à la Compagnie pour l'envoyer sur le Champ aux Indes. *Execution.*

ART. XIV.

Que leurs deux Majestés seront obligées d'accomplir et observer entierement ce qui est réglé dans cette transaction, comme faisant partie du traité de nouvelle alliance conclu, et de faire expedier tous les ordres necessaires pour qu'elle fortisse duement son effet. Et en cas que dans quelqu'une de ses parties on manqueroit à ce qui a été promis, ceci sera consideré comme une contravention au dit traité, comme si on eut manqué à ce qui est contenu dans celui-ci. *Contreventions.*

à Lisbonne le 18 Juin 1701.

(L. S.) ROUILLÉ.
(L. S.) *Le Marquis* D'ALEGRETE.
(L. S.) *Le Comte* D'ALVOR.
(L. S.) MENDO DE FOYOS PEREYRA.

Les pleinpouvoirs sont datés, savoir celui du Roi d'Espagne du 1 Juin 1701; celui du Roi de Portugal du 14 Juin de la même année. Ces pièces se trouvent en entier et en Espagnol dans la Colection citée, mais j'ai cru qu'il était peu necessaire de les copier. Ce n'est pas le défaut dans les pleinpouvoirs, mais ce changement de circonstances si frequent de tout tems en politique, qui permit au Portugal de secouer le joug qu'il venait de s'imposer et de se jetter dans le parti opposé, comme on le verra par les pièces qui suivent ici immédiatement.

1701 Rouillé, Embaxador extraordinario de Su Mageſtad Chriſtianiſima en ella, con poderes mios, y con los de muy alto y muy poderoſo Principe D. Pedro Rey de Portugal mi buen hermano y primo, Manuel Tellez de Silva, Marques de Alegrete, de ſu Conſejo de Eſtado, Gentilhombre de ſu Camara, y Veedor de la Hacienda; Francisco de Tavora, Conde de Alvor, aſimismo de ſu Conſejo Eſtado, y Preſidente de lo Ultramarino; y *Mendo* de Foyos Pereyra, de ſu Conſejo y ſu Secretario de Eſtado, y ajuſtadoſe por ellos en 18de Junio de eſte anno de 1701, en virtud de los referidos poderes, una Transaccion entre mi y ſu Mageſtad de Portugal, la qual, traducida de Portugues en caſtellano, es como ſe ſigue:

(Ici le traité eſt inſéré.)

La qual Transaccion aqui eſcrita e inſerta, habiendola Yo viſto examinado, la apruebo, ratifico, y confirmo, y todas y cada una de las coſas en ella contenidas, y por la preſente la doy por buena, firme, y valedera; prometiendo, en fé y palabra de Rey, obſervar y cumplir inviolablemente ſu forma y tenor, y hacerla cumplir y obſervar, ſin permitir que ſe haga coſa alguna en contrario, directa ni indirectamente, en qualquier modo que ſer pueda renunciando todas las leyes, coſtumbres, y otras qualesquiera contrarias a ello. Y en teſtimonio de lo ſuſodicho, y para ſu firmeza, mande deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada de mi infraſcrito Secretario de Eſtado.

Dada en Madrid a 1de Julio de 1701

Yo El Rey.

(L. S.) D. Joseph Perez de la Puente.

I.

I.

Traité d'alliance defensive entre S. M la Reine de la Grande-Brétagne et les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'une part et le Roi de Portugal de l'autre, signé à Lisbonne le 16 May 1703. 1703 16 May.

Le traité d'alliance offensive et defensive conclu le 16 May 1703 entre la Gr. Brétagne, l'Empereur et les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'une part et le Portugal de l'autre se trouve dans Dumont *corps diplom. T VIII. P. I. p. 127; de même le traité d'alliance de la même date entre la Gr. Brétagne les Provinces-Unies des Pays-Bas et la Suède p. 132; mais l'alliance placée ci-dessus, signée le même jour entre la Gr. Brétagne, les Provinces-Unies des Pays-Bas et le Portugal, manque dans le recueil de Dumont et autres recueils généraux. Cependant elle n'est pas du nombre de ces alliances passagères, que le moment de la paix fait expirer; et les Puissances contractantes s'y sont rapportées plus d'une fois dans la suite, comme entre autres le Portugal dans ses démêlés avec l'Espagne de 1735. C'est ce qui m'engage à l'inserer, ici d'après la copie anglaise qui se trouve d'une manière uniforme dans la* Collection of treaties *1785. T. I. p. 347 et dans* Chalmers Collection of treaties *T. II. p. 298, en y joignant une traduction française. Ces copies, comme toutes celles qu'a donné Mr. Chalmers dans son excellent recueil des traités de la Grande-Brétagne, sont sans doute entièrement dignes de foi. cependant il parait que dans le préambule il s'est glissé une erreur à la quelle je n'ai rien osé substituer; le commencement de ce préambule semble être celui de la ratification anglaise, la continuation celui du traité même.*

1703

Defensive treaty.

Anne, by the grace of God &c. To all and every one to whom these presents may come, greeting.

Whereas a perpetual defensive alliance, in the words and articles following, was, on the 16th of May last, concluded and signed at Lisbon, between our plenipotentiaries and those of the Lords the States General of the United Provinces on the one hand, and those of the King of Portugal on the other: and whereas many mutual advantages accrue to the most Serene and most Potent Kings and Kingdoms of Great Britain and Portugal, and to the High and Mighty Lords the States General of the United Provinces, and their subjects, from the peace and good friendship which subsists between the three foresaid Powers: and whereas it is necessary, that that peace be not only preserved inviolate, but be likewise strengthened by firmer and closer ties, by which a stronger foundation may be laid for maintaining the general peace and tranquillity of Europe, which the abovesaid Powers endeavour, with all their might, to support: they have therefore, for the common good of all, resolved to enter into a mutual alliance; and for that purpose have granted their full powers and instructions, viz. the most Serene and most Potent Princess Anne, by the grace of God, Queen of Great Britain, France, and Ireland, to Paul Methuen, Esquire, her ambassador extraordinary in Portugal; the most Serene and most Potent Prince Peter, by the grace of God, King of Portugal and the Algarves on this side, and beyond the seas in Africa, Lord of Guinea, and of the conquest, navigation, and commerce of Ethiopia, Arabia, Persia, India &c. to Don Nonio de Metto Alvares Pereira, his near kinsman. Duke of Cadaval, Marquis of Ferreira &c. to Don Emanuel Felles de Silva, Marquis of Algrete &c. to Don Francisco de Tavora, Count of Alvor &c. to Don Regno Monterio, Lord of Alva &c. and to Don Joseph de Farria, great historiographer of the kingdom; and the High and Mighty Lords the States General of the United Provinces, to Van Francis Schonemberg: which plenipotentiaries, by virtue of the abovesaid full powers (which, before the signing of this treaty, were mutually exchanged, examined, and admitted) after matu-

Traité d'alliance defensive. 1703

Anne par la grace de Dieu &c. A tous ceux et chacun qui les presentes verront salut.

Comme une alliance defensive perpetuelle, conçue dans les termes et articles suivans a été conclue et signée à Lisbonne le 16 May *dernier* entre *Nos* plenipotentiaires et ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'une part et ceux du Roi de Portugal de l'autre: et comme nombre d'avantages sont resultés pour les serenissimes et très puissans Rois et royaumes de la Grande-Brétagne et de Portugal, et pour les Hauts et Puissants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies et leurs sujets, de la paix et bonne amitié qui subsistent entre les trois susdites Puissances: et comme il est necessaire, que cette paix soit non seulement conservée inviolablement, mais qu'elle soit renforcée par des liens plus resserrés et plus étroits, par lesquels il puisse être jetté un fondement plus solide du maintien de la paix et tranquilité générale de l'Europe, que les Puissances sus mentionnées ont à tache de maintenir de toute leur force: elles ont en consequence, pour le bien commun de tous, resolu d'entrer dans une alliance mutuelle: et à cette fin elles ont donné leurs pleinpouvoirs et instructions, savoir la serenissime et très-puissante Princesse Anne, par la Grace de Dieu Reine de la Grande-Brétagne, de France et d'Irlande à Paul Methuen Esquire, son Ambassadeur extraordinaire en Portugal; le serenissime et très Puissant Prince Pierre par la Grace de Dieu Roi de Portugal et des Algarves en deça; et en de là des mers en Afrique Seigneur de Guinée et des conquêtes, navigation et commerce d'Ethiopie, Arabie, Perse, Indes &c. à Don Nonio de Metto Alvares Pereira son proche parent, Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, &c. à Don Emanuel Felles de Silva, Marquis d'Alegrete &c. à Don François de Tavora Comte d'Alvor &c. à Don Regno Monterio Seigneur d'Alva &c. et à Don Joseph de Farria, grand historiographe de ce royaume, et les Hauts et Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies à Van Francis Schonemberg: lesquels plenipotentiaires, en vertu des pleinpouvoirs sus mentionnés (lesquels avant la signature de

1703 *maturely and deliberately weighing the matter, have, in the name of their above-mentioned sovereigns, agreed and consented to the following terms and articles.*

ART. I.

All former treaties between the abovesaid Powers are hereby approved, confirmed, and ratified, and are ordered to be exactly and faithfully observed, except in so far as by the present treaty is otherwise provided and established; so that there shall be between the said kingdoms and States, their people and subjects, a sincere friendship and perfect amity: they shall all of them mutually assist one another; and each of the said Powers shall promote the interest and advantage of the rest, as if it were his own.

ART. II.

If ever it shall happen that the Kings of Spain and France, either the present or future; that both of them together, or either of them separately, shall make war, or give occasion to suspect that they intend to make war upon the kingdom of Portugal, either on the continent of Europe or in its dominions beyond seas; her Majesty the Queen of Great Britain, and the Lords the States General, shall use their friendly offices with the said Kings, or either of them, in order to persuade them to observe the terms of peace towards Portugal, and not to make war upon it.

ART. III.

But these good offices not proving successful, but altogether ineffectual, so that war should be made by the aforesaid Kings, or by either of them, upon Portugal, the above-mentioned Powers of Great Britain and Holland shall make war, with all their force, upon the foresaid Kings or King who shall carry hostile arms into Portugal; and towards that war which shall be carried on in Europe, they shall supply twelve thousand men, whom they shall arm and pay, as well when in quarters as in action; and the said high allies shall be obliged to keep that number of men complete, by recruiting it from time to time at their own expence.

ART.

ce traité ont été mutuellement échangés, examinés, et admis) après avoir murement et solidement pesé l'objet, ont au nom de leurs sus-dits souverains arrêté et sont convenus des termes et articles suivans: 1703

Art. I.

Tous les traités antérieurs entre les susdites Puissances sont approuvés, confirmés et ratifiés par le present et il est ordonné qu'ils seront exactement et fidèlement observés, excepté pour autant qu'il est autrement pourvu et stipulé par le present traité: de sorte qu'il y aura une amitié sincère et parfaite entre les dits royaumes et états, leurs peuples et sujets; ils s'assisteront tous reciproquement; et chacune des dites Puissances avancera les interêts et les avantages des autres comme s'ils étoient les siens propres.

Traités confirmés.

Art. II.

S'il arriverait jamais que les Rois d'Espagne et de France, soit presents ou futurs, soit tous les deux ensemble, soit l'un d'eux séparement entreroient en guerre, ou donneraient lieu à soupçonner qu'ils ont l'intention de faire la guerre contre le royaume de Portugal, soit sur le continent de l'Europe, soit dans ses possessions au delà des mers; Sa Majesté la Reine de la Grande-Brétagne et les Seigneurs les Etats Généraux employeront leurs bons offices auprès des dits Rois ou auprès de l'un d'entre eux, afin de les engager à observer les termes de la paix envers le Portugal et à ne pas lui faire la guerre.

1) Guerre de l'Espagne ou de la France contre le Portugal: bons offices.

Art. III.

Mais si ces bons offices n'auroient point de succès mais demeureraient entierement inefficaces, de sorte que la guerre se ferait par les susdits Rois ou par l'un d'entre eux contre le Portugal, alors les susdites Puissances de la Grande-Brétagne et d'Hollande feront la guerre de toute leur force contre les dits Rois ou Roi qui entreront hostilement en Portugal; et pour cette guerre qui s'elevera en Europe, elles fourniront douze mille hommes, qu'elles armeront et payeront, tant lorsqu'ils seront dans les quartiers qu'en campagne; et les dits hauts alliés seront obligés de tenir ce nombre d'hommes complet, en le recrutant de tems en tems à leurs propres depends.

Guerre en Europe; secours en hommes.

1703

ART. IV.

And in this case also, the aforesaid Powers of Great Britain and Holland shall be obliged to keep and maintain upon the coast of Portugal, and in its harbours, a competent number of men of war, to defend the said coasts and harbours, the trade and merchant-ships, from all hostile attempts; so that if it shall appear that the said harbours and ships are in danger of being attacked with a greater force by the enemy; the said high allies shall be obliged to send to Portugal such a number of men of war as shall be equal, or even superior, to the ships and force of the enemy who shall meditate an attack upon the abovesaid ships and harbours.

ART. V.

But if the foresaid Kings of Spain and France, or either of them, shall make war, or give occasion to suspect that they intend to make war, upon the provinces or dominions of Portugal beyond seas, the above-mentioned Powers of Great Britain and Holland shall furnish to his Portuguese Majesty such a number of men of war as shall be equal, or even superior, to the ships of the enemy; so that he may be able not only to oppose them, but even to prevent such attack or invasion, as long as the war shall last, or occasion require. And if the enemy shall take any town or seize any place, which they may fortify, in the foresaid provinces and dominions beyond seas, these succours shall continue until such town or place be fully recovered, or more towns and places, if more should be taken.

ART. VI.

All these auxiliary ships shall be subject to the command of his Portuguese Majesty, so that they shall perform whatever shall be enjoined by his said Majesty; and if they should sail to the Portuguese provinces and dominions beyond seas, they shall there likewise perform whatever shall be enjoined them, in the name of his Majesty, by his viceroys and governors.

ART. VII.

When these auxiliary ships of the two Powers of Great Britain and Holland shall be joined with the Portuguese

1703

Art. IV.

Et de même dans ce cas les fusdites Puiſſances de la Grande-Brétagne et d'Hollande feront obligées d'avoir et de maintenir fur les côtes du Portugal, et dans fes ports un nombre convenable de vaiſſeaux de guerre, pour defendre les dites côtes et ports, le commerce et les navires marchands, contre toutes les entrepriſes hoſtiles; de forte que s'il apparoitra que les dits ports et vaiſſeaux font en danger d'être attaqués par une force majeure de l'ennemi, les dits hauts alliés feront obligés d'envoyer en Portugal tel nombre de vaiſſeaux de guerre égal ou même fuperieur aux vaiſſeaux et forces de l'ennemi qui mediteront une attaque des fusdits vaiſſeaux et ports. *En vaiſſeaux.*

Art. V.

Mais fi les fusdits Rois d'Eſpagne et de France, ou l'un d'entre eux, feroient la guerre ou donneroient lieu à foupçonner qu'ils ont l'intention de la faire contre les provinces ou domaines du Portugal au de là des mers, les fusdites Puiſſances de la Grande-Brétagne et d'Hollande fourniront à Sa Majeſté Portugaiſe un nombre de vaiſſeaux de guerre égal ou même fuperieur aux vaiſſeaux de l'ennemi; de forte qu'il foit en état non feulement de s'oppoſer à eux, mais même de prevenir une telle attaque ou invaſion, auſſi longtems que la guerre durera, ou que les circonſtances l'exigent. Et fi les ennemis prendraient quelque ville ou s'empareraient de quelque place qu'ils pourraient fortifier dans les fusdites provinces et domaines au de là des mers, ces fecours continueront jusqu'à-ce que telle ville ou place, ou telles villes ou places, s'il en a été enlevé pluſieurs, feront pleinement repriſes. *Guerre hors de l'Europe*

Art. VI.

Tous ces vaiſſeaux auxiliaires feront fujets au commandement de S. M. Portugaiſe, de forte qu'ils executeront tout ce qui leur fera enjoint par fa dite Majeſté; et s'ils faiſoient voile pour les provinces et dominations Portugaiſes au de là des mers, ils y executeront également ce qui leur fera enjoint au nom de Sa Majeſté, par fes vicerois et gouverneurs. *Emploi des fecours.*

Art. VII.

Lorsque ces vaiſſeaux auxiliaires des deux Puiſſances, de la Grande-Brétagne et de la Hollande feront com- *Commandement.*

1703 *tuguese ships (in which case they must always assist them) the admiral of the Portuguese fleet, who has the right of carrying the flag, shall give signals, and summon to a council of war, which shall be held in his own cabin; and the same admiral of the Portuguese fleet shall issue the necessary orders for executing those points which shall have been resolved upon in the council of war; which points the admirals of the auxiliary ships shall execute, each with his own ships.*

Art. VIII.

But if, at any time, the ships of the three allied nations shall be conjoined in order to attempt any thing, in which all the allies are equally interested, the admiral, who has the right of carrying the flag, and has under his command the greatest number of ships of his own nation, shall enjoy the right and privilege mentioned in the former article, viz. of giving signals, of summoning to a council of war in his own cabin, and of doing every other thing requisite, as is above specified.

Art. IX.

The twelve thousand men, which the Powers of Great Britain and Holland are bound to fournish to his Portuguese Majesty, and to maintain at their own expence, and occasionally recruit, during the continuance of the war as stipulated in the third article of this treaty, shall be subject, not only to the supreme command of his Portuguese Majesty, but also to that of his commanders or generals, and even of such of his officers as by their rank in the army are superior to them. But for breach of orders, and for the crimes and enormities of which they shall be guilty, they shall be punished by the commanders or generals of their own army, in the same manner as the Portuguese themselves are punished by martial law, especially for those crimes which regard the violation of religion.

Art. X.

The high allies shall, in the case above-mentioned, grant full liberty, and all kind of aid and assistance to the comissaries of his Portuguese Majesty, to export from

binés avec les vaiſſeaux Portugais (dans lequel cas ils devront toujours leur preter ſecours) l'amiral de la flotte Portugaiſe qui a le droit d'arborer le pavillon commandant, donnera des ſignaux et convoquera pour un conſeil de guerre, le quel ſera tenu dans ſa propre cahute; et le même amiral de la flotte Portugaiſe fera emaner les ordres neceſſaires pour l'execution des points qui ont été reglés dans le conſeil de guerre, lesquels points les amiraux des vaiſſeaux auxiliaires executeront chacun avec ſes propres vaiſſeaux. 1703

ART. VIII.

Mais ſi un jour les vaiſſeaux des trois nations alliés feroient joints pour tenter quelque entrepriſe à laquelle les alliés ſont également intereſſés, l'amiral qui a le droit d'arborer le pavillon commandant, et qui a ſous ſon commandement le plus grand nombre de vaiſſeaux de ſa propre nation, jouirà du droit et du privilège mentionné dans l'article précedent, ſavoir de donner des ſignaux, de convoquer pour un conſeil de guerre dans ſa propre cahute, et de faire toute autre choſe neceſſaire comme il a été ſpecifié ci-deſſus.

Expeditions communes.

ART. IX.

Les douze mille hommes, que les Puiſſances de la Grande-Brétagne et d'Hollande ſont tenues de fournir à S. M. Portugaiſe, et d'entretenir à leurs propres fraix ainſi que de les recruter en cas de beſoin durant la continuation de la guerre, comme il eſt ſtipulé dans le troiſième article de ce traité, feront ſujets, non ſeulement au commandement ſuprème de S. M. Portugaiſe, mais auſſi à celui de ſes commandans ou généraux, et même de ceux de ſes officiers qui par leur rang dans l'armée ſont ſuperieurs à eux. Mais pour la violation des ordres et pour les crimes et enormités dont ils feront coupables, ils feront punis par les commandans ou généraux de leurs propre armée, de la même manière que les Portugais eux même ſont punis par la loi martiale. particulièrement pour ces crimes qui concernent l'offenſe de la religion.

Entretien et emploi des ſecours en hommes.

ART. X.

Les hauts alliés accorderont dans le cas ſus-mentionné pleine liberté et toute ſorte de ſecours et d'aſſiſtance aux commiſſaires de S. M. Portugaiſe pour exporter

Munitions de guerre.

1703 *from their territories and harbours all sorts of military stores, such as powder, balls, arms, corn, and every other kind of ammunition, that shall be desired of them, as well belonging to the sea as the land service; and that too at the same price as the said high allies are wont to purchase them for their own use, and without the least alteration in the charge.*

ART. XI.

If ever it should happen that the Kings of Spain and France, or either of them, should make war upon the Kingdom of Great Britain, or the States of the United Provinces, his Majesty the King of Portugal shall use his friendly offices with the said Kings, or with either of them, in order to persuade them to observe the terms of peace towards the aforesaid Kingdom of Great Britain, and the States of the United Provinces.

ART. XII.

But these good offices not proving successful, but altogether ineffectual, so that war shall be made by the foresaid Kings, or by either of them, upon the Kingdom of Great Britain, or the States of the United Provinces, his Majesty the King of Portugal shall, in like manner, be bound to make war, with all his force, upon the aforesaid Kings, or upon either of them: and in this case likewise the foresaid two Powers of Great Britain, and the States of the United Provinces, shall furnish him with the same succours of men and ships as in preceding articles are stipulated, in case the Kings of France or Spain, or either of them, should make war upon Portugal, and every thing shall be executed in the manner there specified.

ART. XIII.

As well in the first, as in the second manner of carrying on the war, his Majesty the King of Portugal shall be bound to maintain ten ships of war for his own defence, and that of his allies; with this proviso, however, that if both the Spaniards and the French, or the Spaniards only, should make war upon the high allies, in that case the ten ships of war of his Portuguese Majesty shall not be bound to depart from the coast of Portugal, because, while in that station, they will be of very great use in dividing the force of the enemy: but

if

de leurs territoires et ports toute forte de munition de guerre, tel que poudre, bâles, armes, bleds, et toute autre forte de munitions qui fera defirée par eux, appartenant au fervice foit de mer foit de terre; et cela au même prix que les dits hauts alliés font accoutumés de les acheter à leur propre ufage et fans la moindre alteration à leur chargement. 1703

Art. XI.

S'il arriverait un jour que les Rois d'Efpagne et de France, ou l'un d'entre eux feraient la guerre contre le royaume de la Grande-Brétagne ou contre les Etats des Provinces-Unies. Sa Majefté le Roi de Rortugal employera fes bons offices auprès des dits Rois ou auprès de l'un d'entre eux, afin de les engager à obferver les termes de la paix envers les fusdits royaume de la Grande-Brétagne et Etats des Provinces-Unies. *9) Guerre contre l'Angl. ou la Holl. bons offices.*

Art. XII.

Mais fi ces bons offices n'auroient point de fuccès, mais demeureraient entièrement inefficaces, de forte que la guerre fe ferait par les fusdits Rois ou par l'un d'entre eux contre le royaume de la Grande-Brétagne, ou les Etats des Provinces-Unies, Sa Majefté le Roi de Portugal fera de la même maniere tenue de faire la guerre de toute fa force contre les fusdits Rois ou contre l'un d'entre eux: et dans ce cas de même les fusdites Puiffances, la Grande-Brétagnel et les Etats des Provinces-Unies, lui fourniront le même fecours en hommes et en vaiffeaux qui eft ftipulé dans les articles précédens, en cas que les Rois d'Efpagne ou de France ou l'un d'eux, feraient la guerre contre le Portugal, et toute chofe fera executée de la manière y fpecifiée. *Secours.*

Art. XIII.

Tant dans la premiere que dans la feconde manière de faire la guerre, Sa Majefté le Roi de Portugal fera tenue d'entretenir dix vaiffeaux de guerre pour fa propre defenfe et pour celle de fes alliés; avec cette claufe cependant, que fi les Efpagnols et les Français tous les deux, ou les Efpagnols feuls feraient la guerre contre les hauts alliés, alors les dix vaiffeaux de guerre de S. M. Portugaife ne feront pas tenus de quiter les côtes du Portugal, en confiderant qu' y étant ftationnés ils feront d'une grande utilité pour divifer la force de l'ennemi: *Emploi des vaiffeaux Portugais.*

1703 *if war ſhould be made by the French only, it ſhall then be lawful for the Portugueſe ſhips to aſſiſt the high allies, in conjunction with their own fleets.*

ART. XIV.

No peace nor truce ſhall be made but by the common conſent of the three allies; and this league ſhall be perpetual and eternal.

ART. XV.

The perſonal privileges and freedom of trade which the ſubjects of Great Britain, and the States of the United Provinces, at preſent enjoy in Portugal, the Portugueſe ſhall, in their turn, enjoy in the dominions of Great Britain and the States of the United Provinces.

ART. XVI.

If from the copies of the treaty, in which an agreement was made concerning Bombay, between the crowns of Portugal and Britain, it ſhould appear, that either party has tranſgreſſed, or not fulfilled the terms of that convention, every thing ſhall be regulated according to the ſpirit of the ſaid treaty.

ART. XVII.

Portugueſe ſhips ſhall not be obliged to pay any thing for caſting anchor in the port of Mallacca, unleſs the other nations of Europe are obliged to do the ſame.

ART. XVIII.

Piratical ſhips, of whatever nation, ſhall not only not be permitted or received into the ports which their Portugueſe and Britannic Majeſties, and the States General of the United Provinces, poſſeſs in the Eaſt Indies, but ſhall be deemed the common enemies of the Portugueſe, the Engliſh, and the Dutch.

ART. XIX.

In time of peace, there ſhall be admitted into the greater ports of the Kingdom of Portugal, ſix ſhips of war of each of the nations of Great Britain and the United Provinces, beſides other ſix ſhips, which were permit-

l'ennemi; mais si la guerre serait faite par les français seuls, il sera alors juste que les vaisseaux Portugais assistent les hauts alliés conjointement avec leurs propres flottes. 1703

Art. XIV.

Il ne sera point fait de paix ou de trêve, si ce n'est de commun accord des trois alliés; et cette ligue sera perpétuelle et éternelle. *Paix: commune; alliance perpetuelle.*

Art. XV.

Les privilèges personnels et la liberté de commerce dont les sujets de la Grande-Brétagne et les Etats des Provinces-Unies jouissent à present en Portugal, appartiendront aux Portugais à leur tour dans les dominations de la Grande-Brétagne et des Etats des Provinces-Unies. *Priviléges.*

Art. XVI.

Si par les copies du traité dans lequel il a été fait un arrangement concernant Bombay *) entre les couronnes de Portugal et de Brétagne il apparaitrait que l'une des deux parties a outre passé ou n'a pas accompli les termes de cette convention, tout sera reglé conformément à l'esprit du dit traité. *Bombay.*

Art. XVII.

Les vaisseaux Portugais ne seront pas obligés de payer quelques droits pour jetter l'ancre dans le port de Malacca, à moins que les autres nations de l'Europe ne soient obligées d'en faire autant. *Malacca.*

Art. XVIII.

On n'admettra et ne recevra non seulement pas de vaisseaux pirates d'une nation quelconque dans les ports que possedent leurs Majestés Portugaise et Britannique et les Etats Généraux des Provinces-Unies aux Indes Orientales, mais ils seront considérés comme les ennemis communs des Portugais, des Anglais et des Hollandais. *Pirates.*

Art. XIX.

En tems de paix il sera admis dans les grands ports du royaume de Portugal six vaisseaux de guerre de chacune des nations de la Grande-Brétagne et des Provinces-Unies, en outre d'autres six vaisseaux dont l'entrée est *Admission de v. d. guerre d. l. Ports du Portugal*

*) On a probablement ici en vue le traité de mariage entre Charles II. et l'Infante de Portugal de l'an 1661 dont l'Art. XI. porte la cession de Bombay à la Grande-Bretagne. Ce traité se trouve dans Chalmers collection T. II. p. 286.

1703 *permitted by virtue of former treaties; ſo that in the whole twelve ſhips may be admitted, and all in the ſame manner as the former ſix were permitted. And into the leſſer ports, there ſhall be admitted ſuch a number of ſhips as they can conveniently receive.*

Art. XX.

The ſaid plenipotentiaries promiſe, that their above mentioned ſovereigns ſhall ratify this treaty, in due and lawful form; and that the ratifications ſhall be exchanged in this royal city of Lisbon, within the ſpace of three months, counting from the time of ſubſcribing.

In witneſs whereof, we the above-named Plenipotentiaries of her Majeſty the Queen of Great Britain, and of the High and Mighty Lords the States General of the United Provinces, have ſigned this inſtrument, and thereto ſet our ſeals. And the Plenipotentiaries of his Portugueſe Majeſty, in order to avoid the controverſy that ſubſiſts concerning the prerogative of the place between the crowns of Great Britain and Portugal, have, agreable to the manner and cuſtom obſerved between the two crowns, ſeparately ſigned and ſealed another inſtrument of the ſame tenor, changing only thoſe particulars which on account of this circumſtance were to be changed.

Lisbon, 16 May 1703.

(L. S.) Paul Methuen.

(L. S.) Schonemberg.

Ratified by the Queen at Windſor, on the 12th of July, 1703.

st permise en vertu de traités antérieurs; de sorte qu'en tout douze vaisseaux seront admis et tous de la même maniere que les six précédens l'ont été. Et dans les moindres ports il sera admis un tel nombre de vaisseaux qu'ils pourront recevoir convenablement. 1703

ART. XX.

Les dits plénipotentiaires promettent, que leurs souverains sus-mentionnés ratifieront ce traité en due et égale forme; et que les ratifications en seront échangées dans cette ville royale de Lisbonne, dans l'espace de trois mois, à compter de l'époque de la signature. Ratifications.

En foi de quoi, nous les susdits Plénipotentiaires de Sa Majesté la Reine de la Grande-Brétagne et des Hauts et Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies avons signé cet instrument et y avons apposé nos cachets. Et les Plénipotentiaires de Sa Majesté Portugaise, afin d'ecarter la dispute subsistant au sujet de la prérogative de la place entre les couronnes de la Grande-Brétagne et de Portugal, avons conformement à la maniere et à l'usage observés entre les deux couronnes, signé et scellé sépatément un autre instrument de la même teneur, en changeant seulement les particularités qui devaient être changées à raison de cette circonstance.

à Lisbonne le 16 May 1703.

(L. S.) PAUL METHUEN.

(L. S.) SCHONEMBERG.

Ratifié par la Reine à Windsor le 12 de Juillet 1703.

2.

2.

1703 *Traité entre la Reine de la Grande-Brétagne*
9 Juin. *et les Provinces-Unies des Pays Bas pour le renouvellement des traités précédens. Signé à Westmunster le 9 Juin.* *) 1703.

(*Groot Placaatboek* D. V. p. 415.)

Comme depuis l'avenement de la Serenissime Reine de la Grande-Brétagne à la Couronne Imperiale de ces Royaumes, les Hauts et Puissants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ont signifié à Sa Majesté par leurs Ambassadeurs extraordinaires, le desir qu'ils ont de renouveller et confirmer avec la Reine, les traités d'amitié, d'alliance et de commerce, qui subsistent à present entre la Couronne d'Angleterre, et les dits Etats Généraux, pour mieux maintenir et affermir l'amitié et la bonne correspondence, qui regnent entr' eux, ce qui est très-agréable à la Reine, et comme Sa Majesté et leurs hautes Puissances ont été obligées par l'ambition demesurée de la France, de même que par l'union très dangereuse entre elle et l'Espagne d'entrer en guerre, pour empecher la ruine entiere de la liberté de l'Europe, et qu'ils ont declaré, qu'ils sont prets d'entrer en de tels engagements avec Sa Majesté, qu'on trouvera necessaire pour la seureté, et la conservation reciproque de leurs sujets, Pais et Etats, et pour reduire le Roi Très-Chrestien à une paix juste et raisonnable. Et lesdits Etats Generaux ayant donné pouvoir aux Sieurs Frederic Baron de Reede, Seigneur de Lier, et Guillaume van Haren, leurs Ambassadeurs extraordinaires, de faire et conclure tels traités, qu'on trouvera convenables aux fins susdites; et la Reine ayant les mêmes sentimens, et voulant bien concourir à un si louable dessein, a nommé pour Commissaires et Plénipotentiaires de sa part, Sidney Lord Godolphin, son Grand Thesaurier d'Angleterre; Charles Duc de Sommerset, Pre-

*) J'omets ici le traité conclu entre les mêmes puissances le 12 Mars 170. pour l'augmentation de leurs troupes agissant dans les Pays-Bas, qui n'avait qu'un interêt ephemere. On le trouve en entier dans Lamberty *memoires* T. II. p. 345.

Preſident de ſon Conſeil privé; Jean Marquis de Normamby, Garde du Seau privé; Guillaume Duc de Devonſhire, Intendant de ſa Maiſon; Eduard Comte de Jerſey, Chambellan de ſa Maiſon; Thomas Comte de Pembrooke et Montgommerie; Daniel Comte de Nottingham, ſon principal Secrétaire d'Etat; Laurens Comte de Rocheſter, ſon Lieutenant Général et Gouverneur du Royaume d'Irlande, et le Sieur Charles Hedges, Chevallier, ſon autre principal Secrétaire d'Etat. 1703

Les dits Commiſſaires et les dits Ambaſſadeurs après pluſieurs aſſemblées et conferences, ont en vertu de leurs pouvoirs reſpectifs, Copies desquels ſont inſerées à la fin de ces preſentes, arrêté et conclu ce qui s'enſuit.

ART. I.

Qu'il y aura à l'avenir entre la Reine de la Grande-Brétagne, et ſes Succeſſeurs Rois ou Reines de la Grande-Brétagne, et leurs Royaumes d'une part, et les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas d'autre part, et leurs Etats, terres et ſujets reciproquement, une ſincere, ferme et perpétuelle amitié et bonne correſpondence, tant par mer que par terre, en tout et par tout, tant dedans que dehors l'Europe. *Amitié.*

ART. II.

Et pour mieux aſſurer cette amitié et bonne correſpondence, et ôter toutes les difficultés, qui pourroient naître entre les deux parties, ſous quelque pretexte que ce ſoit, il eſt arrêté et convenu entre la dite Reine de la Grande-Brétagne, et les dits Seigneurs Etats Généraux, que tous les traités de paix, d'amitié, Alliance, Confédération, Commerce et de Marine, cy-deſſous nommés et mentionnés, feront approuvés et confirmés avec les explications cy-jointes de part et d'autre, à ſçavoir. *Renouvellement des traités ſuivans.*

Le Traité de Paix et d'Alliance conclu à Breda le trent unieme Juillet 1667 *a*).

Le Traité de Navigation et de Commerce, conclu en même temps et lieu *b*).

Le

a) DUMONT T. VII. P. I. p. 44.
b) DUMONT T. VII. P. I. p. 48.

1703 Le Traité de Navigation et de Commerce, fait à Haye le dix septieme Fevrier 1668 *a*).

Le Traité de Paix et d'Amitié conclu à Westmunst le dix neufieme Fevrier 1674 *b*).

Le Traité de Marine conclu à Londres le premi d'Octobre 1674 *c*), avec une Déclaration explicant p sieurs articles du dit Traité, et du Traité de Marine d dix septieme Fevrier 1668, conclu à la Haye le tren tieme Decembre 1675 *d*).

Articles pour prevenir, ou accommoder les diffe rents, qui pourroient arriver entre les Compagnies de Indes Orientales d'Angleterre et d'Hollande, conclu Londres le dix huitieme Mars 1675 *e*).

La Ligue defensive conclue à Westmunster le troi sieme jour de Mars 1678 *f*).

Le Traité de Concert pour les Flottes d'Angleterre et d'Hollande, conclu a Whitehal le vingt neufien d'Avril 1689 *g*).

Le Traité d'Alliance conclu à la Haye l'onzieme Novembre 1701 *h*).

Comme les dits Traités, et tous et chacun les Ar ticles d'iceux sont effectivement approuvés et confirmé par ce present Traité, et demeureront en leur premier force et vigeur, comme s'ils y étoient inferés de mot à mot, en tant qu'ils ne contredisent ou dérogent le uns aux autres, ou au present Traité, de telle manier que les points et matieres stipulés par un Traité pl nouveau, seront accomplis dans le sens dont on y fu convenu, sans avoir égard à un Traité plus ancien.

ART. III.

Alliance et confédération. Il y aura entre Sa Majesté et ses Successeurs, et dits Seigneurs Etats Généraux, et leurs sujets et ha tan

a) DUMONT T. VII. P. I. p. 74.

b) DUMONT T. VII. P. I. p. 253.

c) DUMONT T. VII. P. I. p. 282 sous la date du 1 Decembre

d) DUMONT T. VII. P. I. p 319.

e) DUMONT T. VII. P. I. p. 288.

f) ROUSSET recueil T. XIX. p. 413.

g) DUMONT T. VII. P. II. p. 222.

h) ROUSSET supplem. T. III. P. II. p. 11.

tans reciproquement, une alliance êtroite, et une fidelle Confoederation pour se maintenir et conserver mutuellement l'un et l'autre en la tranquillité, paix, amitié et neutralité par Mer et par Terre, et en la possession de tous les droits, franchises et libertés, dont ils jouissent, ou ont droit de jouir, ou qui leur sont acquis, ou qu'ils acquerront par les Traités de paix, d'amitié et de neutralité, qui ont été faits cy-devant, ou qui seront faits cy-après conjointement, et de commun concert, avec d'autres Rois, Republiques, Princes et Villes, le tout pourtant dans l'étendue de l'Europe seulement. 1703

Art. IV.

Et ainsi ils promettent et s'obligent, de garantir reciproquement, non seulement tous les Traitez que Sa Majesté, ou ses Predecesseurs, et les dits Seigneurs Etats Généraux ont deja fait avec d'autres Rois, Républiques, Princes et Etats, lesquels seront exhibés de part et d'autre, avant l'échange des Ratifications, mais aussi tous ceux qu'ils pourront faire cy-après conjointement, et de commun concert, et de se defendre, assister et conserver reciproquement dans la possession des Terres, Villes et Places, qui appartiennent presentement, et appartiendront cy-après, tant à Sa Majesté et ses Successeurs Rois, ou Reines de la Grande-Brétagne, qu'aux dits Seigneurs Etats Généraux par les dits Traités, en quelque endroit que les dites Terres, Villes et Places soient situées, en cas qu'en tout ce que dessus Sa Majesté, et les dits Seigneurs Etats Généraux viennent à être troublés ou attaqués par quelque hostilité, ou guerre ouverte, par qui, ou sous quelque prétexte que ce puisse être, auquel cas on se gouvernera de part et d'autre, selon ce qui est stipulé dans le Traité susdit, conclu le troisieme Mars 1678. *Garantie reciproque.*

Aussi on reputera pro casu Foederis, non seulement si l'un ou l'autre des Alliez sera attaqué, mais aussi si quelqu'un des Voisins des Parties se prépare à attaquer, ou menace quelqu'un des Alliez, tant par la levée extraordinaire de Troupes, Equipages de Vaisseaux, ou autrement, en quelque maniere que ce soit, pourvû qu'un des dits Alliez par une juste crainte, soit obligé de s'armer.

1703

ART. V.

Guerre presente. Et comme la dite Serenissime Reine de la Grande-Brétagne, et les dits Seigneurs Etats Généraux sont presentement en guerre contre la France et l'Espagne, et que la dite Reine, et les dites Etats Généraux se trouvent dans une obligation reciproque de s'entr'aider et defendre, et de maintenir et conserver mutuellement leurs Païs et Sujets, en leurs possessions, immunitez et libertez tant de Navigation que de Commerce, et autres droits quelconques, tant par mer que par terre, envers et contre tous Rois, Princes et Etats, et particulierement contre la France et l'Espagne, et afin de pouvoir mieux parvenir à une paix juste et raisonnable, qui puisse retablir le repos et la tranquillité de l'Europe, il est convenu entre la dite Serenissime Reine de la Grande-Brétagne, et les dits Seigneurs Etats Généraux, qu'il ne pourra être fait par aucun desdits Alliez, aucune suspension d'Armes, Trêve ou Paix, avec la France ou l'Espagne, ni avec aucun autre Roy, Prince ou Etat, par lequel l'un ou l'autre desdits Alliez seroit troublé ou attaqué, que conjointement et d'un commun consentement.

ART. VI.

Alliance de 1678 pour les guerres futures. De plus il est convenu entre la dite Reine de la Grande-Brétagne, et les dits Seigneurs Etats Généraux, que si après que la Paix aura été faite avec la France et l'Espagne conjointement, et d'un commun consentement, comme il est cy-dessus stipulé, et que par après l'une ou l'autre partie sera attaquée derechef par la France ou l'Espagne, ou si l'une ou l'autre partie vient à être attaqué par quelqu' autre Roi, Prince ou Etat, ces cas échéans, le Traité d'Alliance et de Garantie susdit, conclu le troisieme jour de Mars de l'an 1678, entre la Couronne d'Angleterre, et les dits Seigneurs Etats, qui est aussi approuvé et confirmé par le present Traité, subsistera alors en toute son étendue, et sera executé en tous points et Articles, comme si le même ou semblable Traité auroit été fait de nouveau, et depuis la conclusion de la Paix avec la France et l'Espagne, avec cette variation seulement, que la guerre arrivant au cas mentionné dans le quatrieme Article de ce Traité, aucun desdits Alliez ne pourra faire aucune suspension d'Armes, Trêve ni Paix, avec la France et l'Espague, ni autre Aggres-

Aggresseur, que conjointement, et d'un commun consentement, et de plus l'on observera exactement à l'avenir ce qui a été stipulé par le Traité de l'an 1701, susmentionné. 1703

Art. VII.

De plus il est arrêté et accordé, que l'entiere quote-part des Vaisseaux de guerre qui doivent être fournis par Sa Majesté, et les Etats Généraux, en vertu dudit Traité de concert pour les Flottes d'Angleterre et d'Hollande, conclu à Whitehall le vingt quatrieme d'Avril 1689, sera reglée tous les ans, et que le Rendevouz de la Flotte sera fixé annuellement avant le premier jour de Decembre pour l'année suivante, comme aussi les Stations, que les Vaisseaux devront tenir respectivement, et en cas que sa dite Majesté, et les Etats Généraux ne fassent un tel accord avant le dit premier jour de Decembre dans aucune année suivante, il est arrêté et conclu par ces presentes, que le dit Traité de concert pour les Flottes sera exactement observé pour l'année prochaine, à la reserve des Articles 4, 5, 6 et 7, lesquels après le dit premier jour de Decembre pourront être changez ou expliquez selon que sa dite Majesté, et les dits Etats Généraux le jugeront necessaire. *Traité de 1689.*

Art. VIII.

De plus il est accordé, que quand les Etats Généraux trouveront à propos de mettre un arrêt sur les Vaisseaux, afin d'équiper plus promptement leurs Vaisseaux de guerre, il ne sera pas permis de requerir le cinquieme Matelot, ou de l'argent en la place, d'aucun Vaisseau appartenant aux sujets de Sa Majesté, et quand aucun Vaisseau de guerre de l'une ou de l'autre Nation, prendra sous son Convoy les Vaisseaux des sujets de l'autre Nation, il est entendu et arrêté, qu'il ne sera requis aucune gratification ou recompense par le Capitaine ou autre Officier d'un tel Convoy, pour le service qu'il aura rendu. *Embargo; Convoys.*

Le present Traité sera ratifié et approuvé par la Serenissime Reine de la Grande-Brétagne et les Seigneurs Etats Généraux, et les lettres de ratification seront delivrées de l'une et de l'autre part, en bonne et duë forme,

1703 forme, dans le terme de fix femaines, ou plutôt fi fai se pourra, à conter du jour de fignature.

En foy de quoy les Commiffaires de Sa Majefté e les Ambaffadeurs extraordinaires fusdits, en vertu d leurs pouvoirs refpectifs, ont figné ces prefentes d leurs fignes ordinaires, et à iceux fait appofer les Ca chets de leurs Armes. Fait à Weftmunfter le neufiem jour de Juin 1703.

Etoit figné:

(L. S.) GODOLPHIN.
(L. S.) PEMBROKE.
(L. S.) BUCKINGHAM C. P. L.
(L. S.) NOTTINGHAM P.
(L. S.) C. HEDGES.

(L. S.) F. B. DE REEDE.
(L. S.) W. V. HAREN.

Pleinpouvoir de la part de la Reine.

Anna R.

Anna, Dei gratia Magnae Brittanniae, Franciae et Hiberniae Regina, Fidei Defenfor, &c. Omnibus et fingulis, ad quos praefentes literae pervenerint, falutem. Cum Legati Extraordinarii Celforum et Praepotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Dominus Baron de Reede, Dominus de Lier, et Dominus Gulielmus de Haren, condolendae mortis Sereniffimi et Potentiffimi nuper Principis, Gulielmi Tertii gloriofiffimae memoriae Regis, noftraeque ad horum Regnorum Gubernacula acceffionis gratulandae caufa, ad nos miffi, fcripto fignificauerint, habere fe quaedam, quae nobifcum aut cum Commiffariis a Nobis nominandis communicare cupiunt, ad praeveniendas Controverfias, quae inter Noftros Eorumque fubditos, de Navibus, quas in Reditu fuo ex Hifpania Nova, aut Locis Vicinis a Noftris, aut Dominorum Ordinum Generalium fubditis capi contigerit, oriri poffint, ni merces aut Argentum in Navigiis captis, propriis Dominis reftituantur, de qua reftitutione vt mature conveniatur, neceffe putant, et Nos nihil clarius aut antiquius habentes, quam ut ea omnia faciamus, quae ad Amicitiam et Benevolentiam mutuam, inter Nos, et Dominos Ordines praedictos, fubditosque utrinque Noftros,

ſtros, alendam et colendam maxime ſpectant, Legatorum 1703
Extraordinariorum Praefatorum votis libenter annuimus. Sciatis igitur, quod Nos fide, induſtria, prudentia, et in rebus arduis tractandis peritia, perquam fidelis Nobis et dilecti Conſiliarii Noſtri Sidneii Domini Godolphin, Baronis de Rialton, Magni Noſtri Angliae Theſaurarii; Perquam fidelis et perchari Nobis Conſiliarii et Conſanguinei Noſtri Caroli Ducis de Sommerſet, privati Conſilii Noſtri Praeſidis; Perquam fidelis et praedilecti Conſilarii et Conſanguinei Noſtri Johannis Marchionis de Normamby, privati Noſtri Sigilli Cuſtodis; Perquam fidelis et praedilecti Nobis Conſiliarii et Conſanguinei Noſtri Gulielmi Ducis Devoniae, Hoſpitii Noſtri praefecti; Perquam fidelis et perchari Conſiliarii et Conſanguinei Noſtri Edwardi Comitis de Jerſey, Hoſpitii Noſtri Camerarii; Perquam fidelis et perchari Conſiliarii et Conſanguinei Noſtri Thomae Comitis Pembrockii et Montisgomerici; Perquam fidelis et praedilecti Conſiliarii et Conſanguinei noſtri Danielis Comitis de Nottingham, e Secretariis Status Noſtris Primariis Unius; Perquam fidelis et praedilecti Conſiliarii et Conſanguinei Noſtri Laurentii Comitis de Rocheſter, Noſtri in Regno Noſtro Hiberniae locum tenentis Generalis et Gubernatoris; Perquam fidelis et dilecti Conſiliarii Noſtri Caroli Hedges, Equitis Aurati, e Secretariis Status Noſtris Primariis alterius, plurimum confidentes, Eosdem conſtituimus, fecimus et ordinavimus, et per Praeſentes manu Noſtra Regia ſignatas, conſtituimus, facimus, et ordinamus Noſtros Viros, certos et indubitatos Commiſſarios, Procuratores et Plenipotentiarios; dantes et concedentes iisdem omnibus, aut quibusvis tribus, vel eorum pluribus, omnem et omnimodam facultatem, poteſtatem, authoritatemque; nec non Mandatum generale, pariter ac ſpeciale, pro Nobis et Noſtro nomine, cum Legatis Extraordinariis praedictis, aut alio quovis Legato vel Legatis, Miniſtro vel Miniſtris, a Dominis Ordinibus Generalibus praedictis, nominatis, aut in poſterum nominando vel nominandis, ſufficientem poteſtatem habentibus vel habituris, conveniendi, tractandi, conſulendi et concludendi, de iis omnibus, quae ad amicitiam inter Nos et praedictos Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, corroborandam, ad foedera iam facta retractanda, renovanda et emendanda pertinent, aliaque de novo ferienda, de praedis, quas in hoc bello capi contigerit, partiendis, aut quae alio

1703 alio quovis modo ad evitandas inter ſubditos utrinque Noſtros Controverſias quaſcunque et Benevolentiam inter eosdem mutuam ſtabiliendam facere poſſe videbuntur quaeque ita concluſa erunt, Noſtro nomine ſubſignandi, mutuoque extradendi, recipiendique, reliquaque omnia neceſſaria praeſtandi, perficiendique, tam amplis modo et forma, ac Nosmet ſi intereſſemus, facere et praeſtare poſſemus; Spondentes et in Verbo Regio promittentes, Nos quaecunque a dictis Noſtris Commiſſariis, Procuratoribus et Plenipotentiariis, vel eorum tribus, vi praeſentium, concludi contigerint, rata ea omnia, grata et accepta, omni meliori modo, habere velle, neque pati unquam, ut in toto vel in parte, a quopiam violentur, aut iis contraveniatur. In quorum omnium maiorem fidem et robur, Magnum Noſtrum Angliae Sigillum praeſentibus, manu Noſtra Regia ſignatis apponi iuſſimus. Quae dabantur in Palatio Noſtro a Sancto Jacobo nominato, die decimo tertio menſis Junii, anno Domini millesimo ſeptingenteſimo ſecundo, Regnique Noſtri primo.

Pleinpouvoir de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies.

Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum. Omnibus et ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit, ſalutem. Quum Nobis fixum atque immotum ſtet, nec quicquam magis cordi ſit, quam ut ſartam et tectam ſervemus amicitiam, concordiam et neceſſitudines, quae inter Coronam Magnae Brittanniae, et Rempublicam Noſtram hoc tempore vigent, quas ſi fieri poſſet etiam magis auctas reddere cuperemus, eumque in finem non inutile fore Nobis videatur, ſi cum Sereniſſima et Potentiſſima Principe et Domina Anna Dei gratia Angliae, Scotiae, Franciae et Hiberniae Regina, renovaremus et confirmaremus Tractatus, Pacta, Conventa, et Foedera, quae Nobis cum glorioſiſſimae memoriae Magnae Brittanniae Regibus, eius anteceſſoribus inivisse et pepigiſſe contigit, et ſi eadem, quantum opus fuerit, novis obligationibus adſtringeremus, prout praeſens rerum et temporum ratio pro mutuis commodis et utriusque gentis incolumitate illud exigere poſſet; itaque confiſi prudentia, fide et longo rerum agendarum uſu, Dominorum Friderici Baronis de Reede

Domi-

Domini de Lier, Sti Antonii et ter Lee, unius ex ordine Equestri et Nobilium Hollandiae et Westfrisiae, Commendatoris Burae Everhardi de Weede, Domini de Weede, Dyckvelt, Ratels et fundi Civitatis Oudewater, Decani Capituli Stae Mariae, quod Trajecti ad Rhenum est, Consiliarii Primarii et Praesidis Consessus Provinciae Ultrajectinae, Aggerum fluminis Leccae Praefecti et Praetoris; Wilhelmi van Haren, Agri Biltani in Frisia Grietmanni, Universitatis Franequeranae Curatoris, a Parte Nobilium in Consessu Dominorum Ordinum Frisiae Deputati, respective Dominorum Ordinum Hollandiae et Westfrisiae, Ultrajecti et Frisiae in Consessu Nostro Deputatorum, Legatorum Nostrorum Extraordinariorum, Eosdem nominavimus, constituimus et creavimus, quemadmodum nominamus, constituimus et creamus, vi praesentium, veros et indubitatos Plenipotentiarios Nostros; dantes et concedentes iisdem coniunctim, vel duobus eorum, tertio absente vel impedito, plenam et omnimodam potestatem cum iis, qui a parte sacrae suae Regiae Majestatis Reginae Magnae Brittanniae, itidem sufficienti mandato instructi fuerint, nostro nomine agendi, tractandi, conveniendi, et concludendi, omnia et singula, quae pro renovandis et augendis anterioribus tractatibus, pactis, conventis et foederibus, communi consensu necessaria vel utilia indicabuntur. Spondentes et bona fide promittentes quicquid ante nominati Legati Extraordinarii et Plenipotentiarii nostri vel duo eorum, tertio absente vel impedito, vi huius mandati, nostro nomine tractaverint, egerint et concluserint, nos omni meliori modo rata, grata et accepta habituros, et ratihabitionis tabulas super iis debita forma confectas extradituros. In quorum fidem, praesentes hasce sigillo nostro maiori muniri, et per Consessus nostri Praesidem signari curavimus, ut et per Graphiarium Nostrum subscribi iussimus. Hagae Comitum die decimo tertio mensis Maji, anno millesimo septingentesimo secundo. W. de Nassau. 1703

Ad mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. F. Fagel.

3.

1703 29 Juil. *Traité d'alliance entre S. M. le Roi de Suède et S. M. le Roi de Prusse signé à la Haye le 29 Juil. 1703.*

(Nordberg *Leben Carl des XII.* 3. Theil p. 350.)

Nos Fridericus, Dei gratia, Rex Borussiae, Marggravius Brandenburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerius et princeps Elector, supremus princeps Arausionensis, Magdeburgi, Cliviae, Iuliae, Montium, Stetini, Pomerariae, Cassubiorum, Vandalorumque, nec non in Silesia, Crosnae dux, Burggravius Norimbergensis, princeps Halberstadii, Mindae et Camini, comes de Hohenzollern, Marcae, Ravensburgi, Lingae, Meursii, Buhren et Leerdami, Marchio Vehrae et Vlissingae, dominus in Ravenstein, Lauenburg, Butov, Arlay et Breda. Notum testatumque facimus omnibus, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Cum inter Serenissimum et Potentissimum principem dominum Carolum XII, Suecorum, Gothorum et Vandalorum regem, Magnum principem Finnlandiae, ducem Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae et Vandaliae, principem Rugiae, dominum Ingriae et Vismariae, nec non comitem Palatinum Rheni et Bavariae ducem, fratrem et cognatum Nostrum charissimum; ex una et Nos ex altera parte, pro arctiori amicitiae nexu, inter Nos invicem adstringendo, per ministros ad negotium hocce peragendum ab utraque parte deputatos Hagae-Comitis die 29 mensis Iulii labentis anni, novum foedus ac conventio inita, conclusa et subscriptione praedictorum ministrorum firmata sit, tenore sequenti:

Notum testatumque sit omnibus quorum interest, quamvis Serenissimus ac Potentissimus princeps ac dominus,

ius, dominus FRIDERICUS, Rex Borussiae, Marggravius 1703
Brandenburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius et princeps Elector, supremus princeps Arausionensis, Magdeburgi. Cliviae. Juliae, Montium, Stetini, Pomeraniae, Cassubiorum, Vandalorumque, nec non in Silesia, Crosnae dux, Burggravius Norimbergensis, princeps Halberstadii, Mindae et Camini, Comes de Hohenzollern, Marcae, Ravensbergi, Lingae, Meursii, Buhrae et Leerdami, Marchio Vehrae et Vlissingae, dominus in Ravenstein, Lauenburg, Butov, Arlay et Breda; ex una, et Serenissimus ac Potentissimus princeps ac dominus, CAROLUS XII, Suecorum, Gothorum et Vandalorum Rex, Magnus princeps Finnlandiae, Dux Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Vismariae, nec non Comes Palatinus Rheni et Bavariae Dux; ex altera parte, iam tum foedere nondum finito, verum annos aliquot adhuc duraturo, coniuncti sint. Iidem tamen considerantes ac perpendentes periculosissimum statum ac conditionem, in quo hoc tempore respublicae ubique fere versantur, e re ac necessitate esse duxerunt, arctioribus amicitiae vinculis sese invicem innectere ac constringere, ut mediante hac concordia et vera animorum conspiratione, intervenientibusque sociatis consiliis viribusque, ea, quae ad communem Europae salutem, et ad utriusque regiae Majestatis, nec non regnorum et ditionum illis subiectarum, commoda et utilitatem promovenda pertinent, eo maiori cura, studio ac successu attendi, observari et ad optatum effectum perduci possint.

Quocirca, cum ad sanciendum arctius hocce foedus Sacra Regia Majestas Borussiae Illustrem dominum Wolfgangum liberum Baronem a Schmettau, Suae Regiae Majestatis ministrum status Intimum, et apud Celsos ac Praepotentes dominos Ordines Generales foederati Belgii Plenipotentiarium &c. &c. Sacra Regia Majestas Sueciae, Illustrissimum et Excellentissimum dominum, Nicolaum comitem de Lillieroth, suae Regiae Majestatis senatorem et apud Celsos et Praepotentes dominos Ordines Generales uniti Belgii legatum Extraordinarium et Plenipotentiarium necessariis mandatis instruxerint; ita iidem habitis diversis de hoc negotio congressibus ac colloquiis, de sequentibus articulis invicem convenerunt:

ART. I.

1703

Confirmation des traités de 1696 et 1698.

Art. I.

Primo quidem praememoratum foedus, quod in Sacram Regiam Majeſtatem Boruſſiae et Sacrae Majeſta Sueciae piiſſime defunctum glorioſae memoriae Parente die 11 Julii anni 1696 *a*) initum ac a Sacra Regia Maje ſtate Sueciae glorioſe regnante die 23 Junii anni 1698 *b*) renovatum eſt, una cum articulis eiusdem ſeparatis, nec non poſtea die 22 Decemb. 1698 Holmiae, et die 31 *Mart.* 1699 *c*) Coloniae ad Suevum inter praedictos *reges de* Neomarchicis ac Pomeranicis ditionibus, deque circa illas verſantibus differentiis, concluſae transactiones, conventiones ac receſſus, in priſtino ſuo valore ac vigore relinquuntur, ita ut, niſi quatenus in ſequentibus articulis quidquam immutatum ſit, omnia, quae illarum conventionum tenore utrinque promiſſa ſunt, illaeſa inviolataque maneant, et optima ſide ab utraque parte praeſtanda ſint.

Amitié.

Art. II.

Cui foederi, reliquisque conventionibus inter Sacram Regiam Majeſtatem Boruſſiae et Sacram Regiam Majeſtatem Sueciae initis, tanquam fundamento innixi, Iidem reges mutuae amicitiae leges et officium omni candore et fidelitate adimplebunt, alter alterius commoda et utilitatem pro virili tuebitur ac promovebit, incommoda vero ac damna, indicatis quibuscunque machinationibus alterutri noxiis, avertet adeoque fide verboque regio quam efficaciſſime pollicentur, ſe haec omnia, nec non cunctas praeſentis foederis leges, ſincere et religioſe ſervaturos, ita, ut neuter, iis minus ſatisfaciendo, ſive directe aut indirecte contraveniendo, alteri anſam det, pariter a promiſſis recedendi et transacta reſcindendi, id quod alienum foret ab utriusque regis mente et ſcopo, amicitiam intimam ſincera animorum coniunctione colendi.

Garantie réciproque.

Art. III.

Quemadmodum Sacra Regia Majeſtas Boruſſiae et Sacra Regia Majeſtas Sueciae ſibi invicem promiſerunt, ſe defenſionem ac tutelam tam poſſeſſorum ab utroque rege regnorum, electoratus ac reliquarum provinciarum quam competentium iurium et actionum ſuſcepturos, ac prae-

a) Ce traité n'eſt pas imprimé, que je ſache.

b) Ce traité n'eſt pas imprimé, que je ſache.

c) Daehnert *Sammlung Supplem. u. Fortſetzung.* T. I. p. 119.

raeſtitis ex eodem foedere auxiliis, contra quoſcunque, 1703
uibus illis detrimenti quidquam adferre in animo fuerit,
ſſerturos ac vindicaturos. Ita et impoſterum auxilia
lla ac defenſio contra quoſcunque promte atque re
pſa praeſtabuntur, nulloque nomine aut praetextu parti
aeſae denegabuntur aut retinebuntur.

Art. IV.

Multo minus alteruter altiſſime memoratorum regum contrahentium, illis, qui alterum hoſtiliter aggredientur, ſive illi alia quavis ratione vim aut detrimenti quidquam afferent, directa aut indirecta via auxilia aut ſuppetias feret, aut etiam per ſuas ditiones tranſitum pro hoſtilibus copiis vel apparatu bellico concedet, quin potius nullo praetextu, quicunque is demum ſit, quidquam aget facietve aut per ſuos agi fierive curabit permittetve, quo aggreſſoris molitiones et coepta ſuffulciantur, foveantur aut ulla vel minima ratione promoveantur.

Nul ſecours aux ennemis.

Art. V.

Cum etiam Sacra Regia Majeſtas Boruſſiae haud ita pridem dignitatem ſibi aſſumſerit, eo ſucceſſu, ut Sacra Imperatoria Majeſtas, diverſaeque aliae per Europam ſummae poteſtates, illum ſummae dignitatis gradum in Sacra Regia Majeſtate Boruſſiae agnoſcant, eandemque plenis honoribus regiis afficiant, Sacra Regia Majeſtas Sueciae deſuper amice requiſita, quoque declarat, ſe idem facturam, id tantummodo ſibi reſervans, ut, ſi Sacra Regia Majeſtas Boruſſiae ratione honorum et ceremonialis, aliis regibus Europaeis quidquam conceſſerit, vel conceſſura ſit, id omne ſibi pariter conceſſum cenſeatur. Praeterea ſigillatim promittit, ſe in tractatu circa ſopiendas turbas Polonicas ſuſcipiendo, omni meliori modo officia efficaciter interpoſituram, ut Sacra Regia Majeſtas Boruſſiae, quae cum a rege Poloniae, tum a praecipuis eius gentis tam ſenatorii, quam equeſtris ordinis proceribus, tanquam ſingulis quibusvis occaſionibus, iam tum regio titulo et honoribus afficitur et colitur ab integro quoque reipublicae Poloniae corpore, pro rege habeatur et colatur.

Reconnoiſſance du titre royal de Pruſſe.

Art. VI.

Cum etiam princeps Jacobus Sobieski apud utramque Regiam Majeſtatem repraeſentaverit, ſibi tam ratione damni durante hoc bello, bonis ac poſſeſſionibus ſuis illati,

J. Sobieski.

1703 illati, quam ob pecuniae fummas ipfi debitas, varias e legitimas praetenfiones, utraque Regia Majeftas in futu pacis tractatibus dictas principis praetenfiones, et ut p earundem aequitate ei fatisfiat, meliorem in modu omnisque generis officiis promouere fe velle pollicet

Art. VII.

Reglement d. conteftations fur les limites.

Praedictae transactiones limitaneae aliique *receffus* inter utramque Regiam Majeftatem fuper Neo*marchicis* et Pomeranicis rebus initi, in omnibus articulis, in quantum id hactenus nondum factum, adimpleantur, nec non controverfiae, quae de certo quodam diftrictu, quem Furftenflag vocant, exortae funt, et fi quae *aliae* funt reliquae, nulla interpofita mora ad examen *revocentur* et fecundum tenorem articuli VIII. foederis *anno* 1696 initi, aut via amicabili componantur, aut inter ipfosmet contrahentes, aut per arbitros ad id *denominandos*, dirimantur.

Art. VIII.

Couriers

Quod fi unus alterve altiffime memoratorum regum literas aut epiftolarum fafciculos per alterius terras nuntiorum aut curforum perferendas curare velit, non folum illud ab altero nullo modo prohibebitur et impedietur, verum etiam id maxime curabitur et cavebitur, ut illi tuto et commode commeare queant, ita tamen, *ne iuri* territoriali et regali poftarum alterius id fraudi fit, utque edictis praefcriptis obtemperent, quae ratione horum curforum in cuiusque ditionibus promulgata funt. Cumque huic negotio poftarum iam articulus II. Tractatus die 22 Decembris anno 1698 conclufi, fpecialiter provifum fit, obfervabuntur contenta iftius articuli per omnia.

Art. IX.

Succeffion d'Orange.

Cum tabulis foederis anni 1696 inter alia cautum et pactum fit, utramque Regiam Majeftatem non folum ad defenfionem et affertionem poffeffarum terrarum et ditionum, fed etiam adipifcendas eas poffeffiones et iura, quae ab illo tempore ad unam alteramve perventura effent, mutuum auxilium et operam fibi praftituram. Iam vero rex Boruffiae morte ultimi regis Magnae Britanniae gloriofiffimae memoriae meximam partem ditionum ac bonorum, ab illo tanquam principe Araufionenfi poffefforum, ad fe devolutam effe, repraefentari curaverit, et fimul petierit, ut Sacra Regia Majeftas Sueciae, partes ipfius

psius favore prosequi atque studio et opera tueri idque efficere velit, ut Sacra Regia Majestas Borussiae possessionem illarum ditionum et bonorum, ad se iure haereditatis ex fideicommisso avito, in domo Arausionensi cum primogenitura fundato, devolutorum, cum omni fructu et proventu re ipsa nanciscatur. 1703

Hinc Sacra Regia Majestas Sueciae in se recepit, se Sacrae Regiae Majestatis Borussiae iura in successionem Arausionensem apud Dominos Ordines Generales foederati Belgii, uti etiam apud coronas Galliae et Hispaniae, in futuris pacis tractatibus et ubicunque id expediet, officiis efficacibus promoturam eademque officia circa ea, quae a praedictis bonis a Sacra Regia Majestate Borussiae iam legitime possidentur, praestituram.

ART. X.

Foedus hoc decem annis durabit, atque intra eorum decursum, si ita utrinque visum fuerit, de eius prorogatione tractabitur a). Conventum quoque est, ut hoc foedus quam religiosissime silentio tegatur. Tabulae ratihabitionum spatio quatuor hebdomadum loco convenienti invicem commutabuntur. Quorum omnium in maiorem fidem duo huius foederis exemplaria confecta, atque a ministris initio nominatis, subscripta sigillisque eorum munita sunt. *Durée du traité.*

Acta haec sunt Hagae-Comitis die vigesima nona mensis Julii, anno Domini millesimo septingensimo tertio.

N. LILLIEROTH. W. B. DE SCHMETTAU.
(L. S.) (L. S.)

Quod nos nihil magis optantes, quam cum praedicti et potentissimi regis Sueciae Majestate perpetua animorum consiliorumque coniunctione, ea, quae in rem communem utilia necessariaque sunt, omni, quo possumus, studio, operaque promovere, praedictum foedus, scopo huic apprime accommodatum, libentes, volentesque ratificaverimus, prout illud vi et virtute diplomatis huius Nostri

a) Ce traité a été généralement renouvellé par le traité du 16 Août 1707 qu'on trouvera plus bas; mais il n'a pas été prolongé, vu le changement des circonstances.

1703 *Nostri ratum, gratum acceptumque habemus, verbo regio promittentes, Nos omnia, quae in foedere hoc continentur, et ex parte Nostra promissa sunt, adimpleturos, nec ut in eo quidquam a Nobis omittatur aut desiderari queat, passuros esse. In cuius robur, maioremque fidem praesentes manu Nostra subscriptas, sigilloque Nostro regio iussimus communiri. Dabantur in praedio Nostro Libenvaldensi ad Havelam die 6 Augusti, anno seculi a nato Christo decimi octavi, et regni Nostri tertio.*

FRIDERICUS, *Rex*.

Comes A WARTENBERG.

Articles séparés.

Nos FRIDERICUS, *Dei gratia, Rex Borussiae, Marggravius Brandenburgensis, Sacri Romani Imperii Archicamerarius et princeps Elector, supremus princeps Arausionensis, Magdeburgi, Cliviae, Juliae, Montium, Stetini, Pomeraniae, Cassubiorum Vandalorumque, nec non in Silesia. Crosnae Dux, Burggravius Norimbergensis, princeps Halberstadii, Mindae et Camini, comes de Hohenzollern, Marcae, Ravensbergi, Lingae, Meursii, Buhrae et Leerdami, Marchio Vehrae et Vlissingae, Dominus in Ravenstein, Lauenburg, Butov, Arlay et Breda. Cum inito proximis hisce diebus inter Sacram Regiam Majestatem Sueciae, ex una et Nos ex altera parte, foedere, ministri negotio huic adhibiti, insuper de separatis quibusdam articulis inter se convenerint, qui de verbo ad verbum hic inserti sunt.*

ART. I.

Religion protestante.

Ea, quae articulo separato primo foederis anno 1696, initi, pro religione Evangelica tuenda, atque ab omnibus insidiis et machinationibus Pontificiorum clandestinis defendenda, pacta et conventa sunt, ab utraque parte summa cura adhibita, stricta observabuntur. Et cum ecclesia Evangelica regni Poloniae et Magni Ducatus Lithuaniae miserrime hactenus afflicta et multis in locis oppressa sit, atque huic religioni addictis jura et privilegia, quibus antea gavisi sunt, multis modis diminuta, aut

1703

aut in totum violenter erepta fint; uterque regum in tractatu pace Polonica articulum hunc, pro eorum in rem Evangelicam mutuo studio et zelo, quo poterit meliori, aequiori et efficaciori modo, promovebit et in obtinendo hoc scopo operam omnem collocabit, ut supra dicta ecclesia Evangelica regni Poloniae et Magni Ducatus Lithuaniae, omnesque eidem addicti, in pristinam libertatem vindicentur, atque in possessionem iurium et privilegiorum restituantur, inque iis in futurum conserventur.

Quodsi etiam regum uterque deinceps Sacrae Imperatoriae Majestati opem et auxilium, adversus hostes ipsi imminentes, ferendum putaret; unus atque alter quoque curabit, ut ea subsidia eiusmodi conditionibus, quibus saluti, incolumitati et solatio eorum, qui in terris haereditariis Imperatoris eadem religione et fide cum illis coniuncti vivunt, prospectum fit, mittantur. Praeterea quoque quidquid ubivis ad conservationem Evangelicae religionis ullo modo pertinere arbitrabuntur, communicatis consociatisque consiliis administrabunt.

ART. II.

Quandoquidem Sacra Regia Majestas Sueciae conqueritur regem Poloniae absque causa, idque inscia atque inconsulta Republica, bellum orsum esse, quo quidem haec abstinere se velle, hactenus prae se tulit, eademque Sacra Regia Majestas ideo declaravit, se nihil magis vovere, quam, ut illibatam cum republica Poloniae amicitiam colere et servare possit; seque tantummodo aggressorem suum eum in finem persequi, ut iustam satisfactionem cum securitate pro futuro obtineat, itaque, si nihilominus Respublica imposterum regis sui causam amplecteretur, et aggressionis ab hoc factae participem se redderet, adeoque bellum inter Sacram Regiam Majestatem Sueciae et Rempublicam oriretur. In hunc eventum, declarat Sacra Regia Majestas Borussiae, eiusmodi bellum, neutiquam pro casu foederis sibi cum Republica intercedentis habiturum, sed, quod durante eo bello auxilia, quae alias ex pactis, speciatim Welavienfibus, utpote in casum tantum belli ex parte Poloniae defensivi, debentur, non praestabit, ne dum maiora submittet, aut alia quacunque via, sive directe, sive indirecte, regis vel reipublicae Poloniae partes

Contre de la Pologne.

1703 partes fovebit. Vicissim si contigerit, ut Sacra Regia Majestas Borussiae propter praesens foedus infestis armis peteretur aut alio incommodo afficeretur, tum quidem Sacra Regia Majestas Sueciae promittit ac pollicetur, se hano aggressionem pro casu initi cum Sacra Regia Majestate Borussiae foederis accepturam, neque prius pacem facturam, quam Sacrae Regiae Majestati Borussiae de damno ac detrimento illato debite satisfiat.

Art. III.

Douanes sur l' Elbe.

Cum quoque utriusque Regiae Majestatis ratione suarum ditionum ad Albim flumen sitarum, maxime intersit, ne commercia et commeatus in eo flumine impositione novorum maiorumque vectigalium onerentur, uterque regum communicato invicem consilio huius rei rationem habebit, et si quis postea eiusmodi vectigalia nova contra capitulationes Imperatorias, legesque Imperii fundamentales, sive ad certum tempus sive in perpetuum, introducere conaretur, huius consiliis unitis viribus resistent. et ne ad effectum illa perducantur, omnibus modis cavebunt.

Art. IV.

Affaires du Holstein.

Quae inter articulos separatos quarto foederis anni 1696 initi, in praecedentibus aliquoties allegati de rebus Holsaticis tuendaque Altenaviensis pacis dispositione et praestanda garantia. acta et conclusa, atque ibidem in eventum promissa, et de secuta Travendaliensi pace interpretanda sunt, ea omnia hic repetuntur ac salva manent. Utraque quoque Regia Majestas, re ita poscente, ea omnia adimplere non deerit.

Tabulae ratificationum super his articulis separatis intra tempus in foedere expressum utrimque commutabuntur. Quorum in fidem desuper duo exemplaria pari tenore confecta, atque a ministris, initio huius foederis nominatis, subscripta, sigillisque Eorum munita sunt. Actum Hagae-Comitis die vigesima nona mensis Julii, anno Domini millesimo septingentesimo tertio.

N. Lillieroth. W. B. de Schmettau.
(L. S.) (L. S.)

Quod

Quod Nos non minus articulos hoſce ſeparatos, quam tractatum ipſum ratos, gratosque habeamus, prout illos optimo, quo id fieri poteſt, modo ratihabemus et confirmamus, verbo regio promittentes, Nos omnia, quae in articulis hiſce ſeparatis continentur, et ex parte Noſtra promiſſa ſunt, adimpleturos, nec ut in eo quidquam a Nobis omittatur aut deſiderari queat, permiſſuros eſſe. In cuius robur maioremque fidem praeſentes manu Noſtra ſubſcripſimus ſigilloque Noſtro regio iuſſimus communiri. Dabantur in praedio Noſtro Libenvaldenſi ad Havelam die 6. Auguſti, anno ſeculi a nato Chriſto decimi octavi et regni Noſtri tertio. 1703

FRIDERICUS, *Rex.*

Comes A WARTENBERG.

4.

1703 28 Oct./8 Nov. Articles of Peace and Commerce, between the most Serene and Mighty Princess Anne, by the Grace of God, Queen of Great Britain, France, and Ireland, Defender of the Christian Faith, etc. and the most Illustrious Lord Mustapha Dey, the Bashaw, Aga, and Governors of the famous City and Kingdom of Algiers, in Barbary; ratified, confirmed, and renewed, by George Byng, Esq.; Rear-Admiral of the Red Squadron of her Majesty's Fleet, on the 28th Day of October, old Stile, 1703.

(Chalmers *Coll.* T. II. p. 388.)

Art. I.

In the first place, it is agreed and concluded, that from this day, and for ever forwards, that the peace made by Arthur Herbert, Esq. then admiral of her Majesty's fleet in the Mediterranean in the year 1682, and since confirmed by Sir William Soames, Bart. Ambassador to the Grand Signior in the year 1686, with the additional articles agreed to with Captain Munden and Consul Cole in the year 1700, be renewed and confirmed (with the farther addition of the articles agreed to in this treaty with George Byng, Esq.; rear-admiral of the red squadron of her Majesty's fleet) be kept inviolable between the most Serene Queen of Great Britain, France, and Ireland, Defender of the Christian Faith, &c. and the most Illustrious Lord Mustapha Dey, the Bashaw, Aga, and Governors of the famous city and kingdom of Algiers, and between all the dominions and subjects of either side; and that the ships and other vessels, and the subjects and people,

4.

Articles de paix et de commerce entre la Serenissime et très-puissante Princesse Anne par la Grace de Dieu Reine de la Grande-Brétagne, de France et d'Irlande, defenseur de la foi &c. et le très illustre Seigneur Mustapha Dey, les Bacha, Aga et Gouverneurs de l'illustre ville et royaume d'Algèr en Berberie; ratifié, confirmé et renouvellé par George Byng Esq; Contre-Amiral de l'Escadre rouge de la Flotte de S. M. le 28 jour d'Octobre vieux style 1703. 1703 28 Oct. / 8 Nov.

(*Traduction privée.*)

ART. I.

Premierement il est arrêté et conclu que de ce jour et pour toujours à l'avenir la paix conclue par *Arthur Herbert* Esq.; alors Amiral de la Flotte de S. Majesté dans la mediterranée en l'an 1682 *a*) et confirmée depuis par Sir *William Soames* Baronet, Ambassadeur près le Grand Seigneur en l'an 1686 *b*) avec les articles additionnels convenu avec le Capitaine *Munden* et le Consul *Cole* en l'an 1700 *c*) qui sont renouvellés et confirmés en y ajoutant de plus les articles accordés dans ce traité avec George Byng Esq.; Contre-Amiral de l'Escadre rouge de la Flotte de S. M. sera observée inviolablement entre la très-Serenissime Reine de la Grande-Brétagne, de France et d'Irlande, defenseur de la foi Chrétienne &c. et le très-illustre Seigneur Mustapha Dey, le Basha, Aga et Gouverneurs de l'illustre ville et royaume d'Alger, et entre tous les domaines et sujets reciproques; et que les vaisseaux et autres navires et les sujets et peuple de *Paix et amitié.*

a) DUMONT T. VII. P. II. p. 20.
b) DUMONT T. VII. P. II. p. 126.
c) CHALMERS T. II. p. 361. 386.

1703 *people, of both sides, shall not henceforth do to each other any harm, offence, or injury, either in word or deed. but shall treat one another with all possible respect and friendship; and that all demands and pretences whatsoever to this day, between both parties, shall cease and be void.*

ART. II.

That whereas by the said articles of peace made and concluded by admiral Herbert, it was agreed the subjects of England should pay ten per cent Custom for the goods they should sell at Algiers, or dominions thereof: now, for the better settling and maintaining a good commerce between the subjects of England and those of Algiers. it is agreed and declared, that from henceforward the subjects of England shall pay but five per cent, custom for the goods they shall sell at Algiers, and that counterband goods, as is declared before, shall pay no custom.

ART. III.

And it is farther agreed and declared, that all prizes taken by any of her Majesty of Great Britain's subjects, and all ships and vessels built and fitted out in any of her Majesty's plantations in America, that have not been in England, shall not be molested in case of no pass; but that a certificate in writing under the hand of the commanding officer that shall so take prizes, and a certificate under the hands of the governor or chief of any of her Majesty's plantations in America, or where any ship shall be built or fitted, shal be a sufficient pass to either of them. And our faith shall be our faith, and our word our word.

Confirmed and sealed. in the presence of Almighty God. the twenty-eighth day of October, in the year of our Lord Jesus Christ one thousand seven hundred and three. and in the year of the Hegira one thousand one hundred and fifteen, and the first day of the moon Regep.

The name and seal of the Dey of Algier.

G. B. and Seal.

Copy. G. BYNG.

de part et d'autre ne se causeront à l'avenir aucun mal, offense ou injure, ni par des paroles ni par des faits, mais se traiteront reciproquement avec toute sorte d'égards et d'amitié; et que toutes les demandes et pretensions quelconques subsistant jusqu'à ce jour entre les deux parties, cesseront et seront de nul effet. 1703

ART. II.

Que tandisque par les dits articles de paix faits et conclus par l'Amiral Herbert il fut convenu que les sujets d'Angleterre payéront dix pour cent de douânes pour les biens qu'ils vendroient à Algèr ou dans les états d'Algèr, il est maintenant convenu et declaré, pour d'autant mieux etablir et maintenir un commerce utile entre les sujets d'Angleterre et ceux d'Alger, qu'à l'avenir les sujets d'Angleterre ne payeront que cinq pour cent de douânes pour les biens qu'ils vendront à Algèr, et que les marchandises de contrebande (comme il a été arrêté ci-devant) ne payeront point de douânes. *Douânes.*

ART. III.

Et il est convenu et declaré de plus, que toutes les prises faites par quelqu'un des sujets de S. M. Britannique et tous les vaisseaux et navires construits et équippés dans quelqu'une des plantations de S. M. en Amérique, qui n'ont pas été en Angleterre, ne seront pas molestés en cas de defaut de passeport; mais qu'un certificat par ecrit, de la main de l'officier commandant qui aura fait une telle prise et un certificat de la main du Gouverneur ou Chef de quelqu'une des plantations de S. M. en Amérique, ou du lieu où un tel vaisseau aura été construit ou équippé, sera un passeport suffisant pour chacun d'entre eux. Et notre foi sera foi et nos paroles seront paroles. *Passeports.*

Confirmé et scellé en presence de Dieu tout-puissant le 28 jour d'Octobre de l'an de l'ère de notre Seigneur Jesus Christ 1703 et de l'an de l'Hegire 1115 et le premier jour du mois Regep.

Le nom et le sceau du Dey d'Algèr.

G. B. et son sceau.

p. Copie. G. BYNG.

5.

1703 27 Déc. Treaty of commerce between Great-Britain and Portugal made at Lisbonne 27th December 1703. (*Methuen treaty*).

(CHALMERS *Collection* T. II. p. 303. *Treaties* 1732. Vol. IV. p. 334. *Treaties* 1785. Vol. I. p. 353. POSTLETHWAYTH *dictionary* V. Treaty.)

*Whereas the league and strict friendship which is between the most Serene and most Potent Princess Anne, Queen of Great-Britain; and the most Serene and most Potent Peter, King of Portugal, requires that the commerce of both the British and the Portugal nations should be promoted as much as possible and her Sacred Royal Majesty of Great-Britain hath signified to his Sacred Royal Majesty of Portugal, by the most excellent John Methuen, Esq., membre of the English parliament, and ambassador extraordinary in Portugal, that it would be very acceptable to her, if the woollen cloths, and the rest of the woollen manufactures of Britain, might be admitted into Portugal, the prohibition of them being taken off; that this matter may be treated and transacted, they have given their full powers and commands; that is to say, her Sacred Majesty of Great-Britain, to the abovesaid most excellent John Methuen, and his Sacred Majesty of Portugal, to the most excellent Don Emanuel Telles Silvius, Marquis of Alegrete, Conde de Villa Major, in the society of the knights of Christ; commendador of St. John d'Alegrete, and of *) de Soure, and also in the college of *) commendador of St. John d'Moura, and of St. Mary de Albuveira, one of the three directors of the treasury, and of the first gentlemen of the bedchamber, and counsellor of state to his Sacred Royal Portuguese Majesty: who, by virtue of the full powers to them respectively granted, having maturely and diligently considered the matter, have agreed upon the following articles:*

ART. I.

*) Ces noms manquent dans la copie qu'a suivie Mr. CHALMERS, et ne se trouvent pas non plus dans la collection de 1785 et dans POSTLETHWAYTH.

5.

Traité de commerce entre la Grande-Brétagne et le Portugal ſigné à Lisbonne le 27 Décembre 1703 (connu ſous le nom de traité de Methuen). 1703 27 Déc.

(*Traduction privée.*)

Comme la ligue et l'étroite amitié qui ſubſiſtent entre la Séréniſſime et très-puiſſante Princeſſe Anne, Reine de la Grande-Brétagne et le Séréniſſime et très-puiſſant Pierre Roi de Portugal exigent que le commerce entre ces deux nations britannique et portugaiſe ſoit avancé autant que poſſible, et que ſa ſacrée Majeſté royale de la Grande-Brétagne a fait connaitre à ſa ſacrée Majeſté royale de Portugal par le très-excellent Jean Methuen, Eſq., membre du parlement d'Angletrre et Ambaſſadeur extraordinaire en Portugal qu'il Lui ſerait très agréable que les draps et autres manufactures de laine de la Grande-Brétagne ſoient admis en Portugal en levant la prohibition qui ſubſiſte à cet égard, afin que cet objet puiſſe être negocié et réglé ils ont donné leurs pleinpouvoirs et ordres, ſavoir ſa ſacrée Majeſté de la Grande-Brétagne au ſusdit très-excellent Jean Methuen, et ſa ſacrée Majeſté de Portugal au très-excellent Don Emanuel Telles Silvius, marquis d'Alegrete, Comte de Ville Major, chevalier de l'ordre Chriſt, commandeur de St. Jean d'Alegrete et de de Soure et de même du college de commandeur de St Jean d'Moura, et de St. Marie de Albuviera, un des trois directeurs de la treſorerie et des premiers gentilhommes de la chambre, et conſeiller d'état de ſa ſacrée Majeſté royale Portugaiſe: lesquels en vertu des pleinpouvoirs qui leur ont été reſpectivement accordés, après avoir examiné murement et ſoigneuſement cet objet, ſont convenus des articles ſuivans:

1703

ART. I.

His Sacred Royal Majesty of Portugal promises both in his own name and that of his successors, to admit for ever hereafter; into Portugal the woollen cloths, and the rest of the manufactures of the Britons, as was accustomed till they were prohibited by the laws: nevertheless, upon this condition,

ART. II.

That is to say, that her Sacred Royal Majesty of Great-Britain shall in her own name, and that of her successors, be obliged for hereafter to admit the wines of the growth of Portugal into Britain; so that at no time wheter there shall be peace or war between the kingdoms of Britain and France any thing more shall be demanded for these wines, by the name of custom or duty, or by whatsoever other title, directly or indirectly, Whether they shall be imported into Great-Britain in pipes or hogsheads, or other casks, than what shall be demanded from the like quantity or measure of French wine, deducting or abating a third part of the custom or duty: but if at any time this deduction or abatement of customs, which is to be made as aforesaid, shall in any manner be attempted and prejudiced, it shall be just and lawful for his Sacred Royal Majesty of Portugal again to prohibit the woollen cloths, and the rest of the British woollen manufactures.

ART. III.

The most excellent lords the plenipotentiaries promise, and take upon themselves, that their abovenamed masters shall ratify this treaty, and that within the space of two months the ratifications shall be exchanged.

For the faith and testimony of all which things, I, the plenipotentiary of her Sacred Royal Majesty of Great-Britain, have confirmed this treaty, by the subscription of my hand and by the seal of my coat of arms. And the most excellent lord the plenipotentiary of his Sacred Royal Majesty of Portugal, for avoiding the controversy, about precedence between the two crowns of Britain and Portugal, hath subscribed another instrument of the same tenor, changing only what ought to be changed for that reason. Given at Lisbon, the 27th of the month of December 1703.

(L. S.) JOHN METHUEN.

1703

ART. I.

Importation des laines en Portugal

Sa ſacrée Majeſté royale Portugaiſe promet tant en ſon nom qu'en celui de ſes ſucceſſeurs, d'admettre à l'avenir pour toujours en Portugal les draps et les autres manufactures de laine des Bretons comme il a été uſité jusqu'à ce qu'elles ont été prohibées par les loix; ſous la condition cependant,

ART. II.

Importation des vins en Angleterre.

Que ſa ſacrée Majeſté royale de la Grande-Brétagne ſera obligée en ſon nom et en celui de ſes ſucceſſeurs d'admettre à l'avenir pour toujours les vins du cru du Portugal en Brétagne; de ſorte qu'en aucun tems, qu'il y aye paix ou guerre entre les royaumes de Brétagne et de France il ſera demandé quelque choſe de plus pour ces vins ſous le nom de douâne ou droits, ou ſous un autre titre quelconque, directement ou indirectement, qu'ils ſoient introduits dans la Grande-Brétagne en pipes ou en muids ou autres vaſes, que ce qui ſera exigé pour la même quantité ou meſure des vins français, en deduiſant ou rabattant un tiers de cette douâne ou droit; mais ſi en quelque tems il ſera porté atteinte et prejudicié à cette deduction ou rabais de douâne qui aura lieu comme il eſt dit ci-deſſus, alors ſa ſacrée Majeſté royale aura le droit et la liberté de defendre de nouveau les draps et autres manufactures de laine britanniques.

ART. III.

Ratification.

Les très excellents Sieurs plénipotentiaires promettent et prennent ſur eux que leurs ſusdits ſouverains ratifieront ce traité, et que dans l'eſpace de deux mois les ratifications ſeront échangées.

En foi et temoignage de quoi, moi le plénipotentiaire de ſa ſacrée Majeſté royale de la Grande-Brétagne j'ai confirmé ce traité par la ſignature de ma main et par l'appoſition du cachet de mes armes. Et le très excellent Seigneur plénipotentiaire de ſa ſacrée Majeſté royale de Portugal, pour eviter la diſpute au ſujet de la préſéance entre les deux couronnes de Brétagne et de Portugal, a ſigné un autre inſtrument de la même teneur, changeant ſeulement ce qui a du être changé pour cette cauſe. Donné à Lisbonne le 27 du mois de Décembre 1703.

(L. S.) JEAN METHUEN.

6.

1706 Treaty of commerce between Great-Britain and the city of Danzic dated $\frac{11}{23}$ Octobre 1706.
$\frac{11}{23}$ Oct.

(CHALMERS. *Collection* T. I. p. 100.)

Whereas her Sacred Majesty, Anne, by the grace of God, of Great-Britain, France, and Ireland, Queen, defender of the faith, at the request of her subjects, merchants residing in the city of Dantzic most graciously commanded the excellent and reverend Dr. John Robinson, Doctor in Divinity, and Canon of the cathedral and metropolitical church of Christ at Canterbury, her Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, that he should confer with the most Noble Magistracy of the said city in order to the removing certain grievances in trade, whereby the British merchants at Dantzic are oppressed; and the Magistracy aforesaid, being disposed and inclined to all those things which may be grateful and acceptable to her Majesty, and very much desiring that the British merchants residing at Dantzic, and those of Dantzic in Great-Britain, may enjoy mutual advantages, hath named their deputies, the Noble Lords M. Gabriel von Boemeln, Consul, and John Ernest von der Linde, Consul and Syndic, to confer and treat upon that affair with the aforesaid Minister and Plenipotentiary: where upon the said Minister and deputies consented and agreed unto the following articles.

ART. I.

As formerly and hitherto, so also hereafter for the future, it shall be lawful for the subjects of the kingdoms of Great-Britain, to wit, England, Scotland, and Ireland, as of a nation in amity, freely to dwell at Dantzic, as they will without any molestation, and exercise trade there; that is to say, to import whatsoever merchandizes of other nations, which it is lawful by sea or land to bring from foreign parts to Dantzic, and having paid the due and usual customs, to keep them in cellars, warehouses, and storehouses, and thence sell them to the citizens of Dantzic; or if, perhaps, they cannot sell them,

to

6.

Traité de commerce entre la Grande-Brétagne et la ville de Dantzig conclu le $\frac{11}{23}$ Octobre 1706.

1706 $\frac{11}{23}$ Oct.

(*Traduction privée.*)

Sa Sacrée Majesté Anne, par la grace de Dieu Reine de la Grande-Brétagne, de France et d'Irlande ayant, à la requisition de ses sujets marchands residans dans la ville de Dantzig, ordonné très gracieusement à l'excellent et reverend Dr. Jean Robinson, docteur en théologie et chanoine de l'eglise cathedrale et metropolitaine de Christ à Canterbury, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, de conferer avec le très noble magistrat de la dite ville, afin d'écarter certains griefs dans le commerce sous lesquels les marchands Britanniques à Dantzig souffrent; et le magistrat susdit étant disposé et porté à tout ce qui peut être agréable et convenable à Sa Majesté, et desirant beaucoup que les marchands Britanniques residans à Dantzig et les marchands de Dantzig residans en Grande-Brétagne jouissent d'avantages mutuels, ont nommé leurs deputés les Sieurs Gabriel von Boemeln Consul, et Jean Ernest von der Linde Consul et Syndic, pour conférer et traiter sur cet objet avec le susdit Ministre et Plénipotentiaire: sur quoi les susdits Ministre et Deputés sont convenus et ont arrêté les articles suivans:

Art. I.

Droits des Anglais à Dantzig.

Ainsi que par le passé et jusqu'ici, de même pour la suite et à l'avenir il sera permis aux sujets des royaumes de la Grande-Brétagne, savoir d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande comme d'une nation amie, de demeurer librement à Danzig aussi longtems qu'ils le jugeront à propos sans aucun empêchement, et y exercer leur commerce, c'est à dire, d'y importer toute sorte de marchandises d'autres nations qu'il est permis d'importer par mer ou par terre de l'étranger à Dantzig, et après avoir payé les douânes légitimes et usitées, de les conserver dans les caves magazins et bâtimens, et de les vendre

1706 *to export them again by sea, in what ships they shall think fit, having paid the duties at their going out, which the citizens themselves do; as also buy all merchandizes whatsoever of the citizens of Dantzic, and transport them by sea to what foreign parts soever they please; nevertheless always observing the Laws and statutes of the said city respecting either commerce, or any other right or privilege whatsoever.*

Art II.

But as to herrings in particular, and every Kind of salt fish, it shall be lawful to keep these goods brought by British subjects, and to put them in cellars, warehouses, aud storehouses, and have the same privileges as the dutch merchants dwelling in Dantzic; yet so, that they declare in the customhouse the said merchandizes, as well as all others, according to the true consignment of the same, as also commit them to the care and inspection of officers sworn to approve and examine the same; but they shall not deliver any of the said goods into the buyers hands, before they are exposed by the officers upon the public bridge, and subjected to their approbation and examination: in like manner also, the subjects of Great-Britain shall be allowed to export herrings and salt by sea, paying custom for the same, provided they cannot sell them at Dantzic (suspending as heretofore, so now, and as far as may be, without prejudice to the public good, the execution of an edict published in the month of March, in the year 1687); but when it shall be necessary to enforce the said edict, and put it in execution, the same shall be previously notified to the British merchants for the six preceding summer months. Moreover, because the aforesaid merchants ought not to enjoy the proper rights and privileges of the citizens in buying and selling neither shall the British subjects, who lodge with any citizen of Dantzic, and have no family of their own, be obliged to execute personal offices and employments, as for example, to undertake the guardianship of others, the governement of churches and hospitals, or those of any other kind whatsoever; nor to pay the subsidy that is imposed on the citizens and inhabitants, or any other burthens, besides the just and usual duties at coming in and going out, for their ships and merchandizes, as much

vendre de-là aux citoyens de Dantzig, ou en cas qu'ils ne pourraient pas les vendre, de les réexporter par mer dans tel vaisseau qu'ils jugeront à propos en payant les droits d'exportation que payent les propres citoyens, comme aussi d'acheter toute sorte de marchandises des citoyens de Dantzig, et de les transporter par mer vers tel pays étrangers qu'il leur plaira, toutefois en observant les loix et statuts de la dite ville par rapport au commerce ou à tout autre droit ou privilège quelconque. 1706

Art. II.

Mais quant aux harengs en particulier, et à toute sorte de poisson salé, il sera permis d'importer ces marchandises par des sujets Britanniques, et de les mettre dans des caves, magazins et serres, et de jouir des mêmes privilèges comme les marchands Hollandais demeurant à Dantzig: tellement cependant, qu'ils devront déclarer à la douâne les dites marchandises comme toutes les autres, conformément au veritable consignement, comme aussi de les soumettre au soin et à l'inspection d'officiers jurés pour les approuver et examiner; mais ils ne delivreront aucun desdits objets entre les mains de l'acheteur avant qu'ils n'aient été exposés par les officiers sur le pont public, et assujettis à leur approbation et examen; de même aussi les sujets de la Grande-Brétagne auront la permission d'exporter des harengs et salaisons par mer en payant les douânes pour elles, supposé qu'ils ne puissent les vendre à Dantzig (suspendant comme par le passé pour le présent et pour l'avenir aussi longtems qu'il sera possible sans préjudice du bien commun, l'exécution d'un édit publié au mois de Mars de l'an 1687); mais lorsqu'il sera necessaire de remettre en vigueur le dit édit et de le mettre en exécution, ceci sera notifié préalablement aux marchands Britanniques six mois d'été d'avance. De plus comme les susdits marchands ne doivent pas jouir des propres droits et priviléges des citoyens quant à l'achat et à la vente, les sujets Britanniques qui logent chés quelque citoyen de Dantzig, et n'ont point de famille avec eux, ne seront pas non plus tenus de se charger de services et d'emplois personnels comme par exemple de se charger de tutéles, de l'administration d'eglises et hopitaux, ou autres administrations quelconques; ni de payer les impôts levés sur les citoyens et habitans, ou autres charges

Poissons. Droits; charges.

1706 *much, namely, as ſhall be paid by the citizens themſelv either for their perſons or goods, and commodi whatſoever; but others who have hired houſes and fix habitations at Dantzic, and uſe and dwell in them, a have families of their own, they ſhall hereafter p and be ſubject to all duties and impoſitions, without mu muring or refuſal, which ſhall be required not only fro the citizens, but from all the inhabitants in genera an equality being always obſerved, that they are no more burthened than the other inhabitants.*

ART. III.

Moreover, there ſhall be entiere liberty as well fo the Britiſh merchants themſelves, or if they have a fa mily, as for the Britiſh heirs of the deceaſed to chang place, and remove from Dantzic all their goods an effects, whenever and whereſoever they ſhall think fi and thoſe of Dantzic, or any Dantzic heirs of the de ceaſed, ſhall alſo equally enjoy the ſame right in al things in the kingdom of Great-Britain.

ART. IV.

A Britiſh ſhip being driven by ſtorm going into port and the river Weiſſell, ſhall pay nothing more than the money to the pilots, and for clearing out the ballaſt (commonly called lotſs and Bagger Gild); but with this difference, that a ſhip of great burthen ſhall bear the ſaid expences according to the proportion of laſts which for eaſier entrance, ſhe unloadeth into leſſer veſſels. And a little ſhip that unloadeth no goods, ſhall pay at lea half the money for claring out ballaſt (for hereafte a rate ſhall be ſettled of the payments to pilots, accordi to certain fleets of ſhips); but if ſuch ſhip ſhal brought to the city or place appointed for repairi ſhips, then it ſhall pay all and ſingular the impoſition uſually demanded of ſhips, the expences to be paid officers being within moderation, according to the pro portion of the ſhip; though the goods, which in th caſe the ſhip hath landed for its neceſſary repair, a afterwards received back, ſhall be free from any du or impoſition, and not like the reſt of the Coading.

AR

charges excepté les droits d'importation et d'exportation 1706
légitimes et usités pour leurs vaisseaux et marchandises,
autant nommement qu'il sera payé par les citoyens eux-mêmes, soit pour leurs personnes, ou leurs biens et marchandises quelconques; mais d'autres qui ont loué des maisons et fixé leurs habitations à Dantzig et y demeurent et ont leur famille avec eux, payeront à l'avenir et seront, sans murmure ou refus, sujets à tous les droits et impositions qui seront exigés non seulement des citoyens, mais de tous les habitans en général, en observant toujours l'égalité, de sorte qu'ils ne seront pas plus fortement chargés que les autres habitans.

ART. III.

De plus il y aura une liberté entière, tant pour les marchands Britanniques eux même, que pour leur famille, s'ils en ont, comme aussi pour les heritiers Anglais du defunt, de changer de demeure et d'emporter de Dantzig tous leurs biens et effets toutes les fois et pour tel endroit qu'ils le jugeront à propos; et les marchands de Dantzig, ou tout Dantzigeois heritier du defunt, jouiront de ce même droit dans tous les points dans le royaume de la Grande-Brétagne. *Emigration.*

ART. IV.

Tout vaisseau Britannique poussé par la tempête à entrer dans le port et la rivière de la Vistule, ne payera rien de plus que l'argent pour les pilôtes et pour décharger le lest (communement appellé *Loots- und Baggergeld*) mais avec cette difference, qu'un vaisseau de grand port payera ces fraix à raison des lastes qui pour faciliter l'entrée seront déchargés dans de moindres navires. Et un petit vaisseau qui ne decharge point de marchandises, payera au moins la moitié du prix pour vuider le lest (car à l'avenir il sera fixé un taux pour le payement des pilotes à proportion de certains navires ou vaisseaux); mais si un tel vaisseau serait conduit devant la ville ou à une place destinée pour le radoub des vaisseaux, il payera tous et chacun des droits usuellement exigés des vaisseaux, les droits à payer aux officiers étant modérés, conformément à la proportion du vaisseau; cependant les marchandises que dans ce cas le vaisseau a mis à terre pour sa reparation necessaire, et que dans la suite il charge de nouveau, seront libres de tout droit ou imposition, et ne seront pas assimilées au reste de la cargaison. *Entrée forcée.*

1706 *And if there shall be occasion to sell any part of the goods for the said reparations, or to buy provisions, the accustomed duties for this proportion of goods only shall be paid; and it shall not be lawful to take out any part of the goods, without leave first obtained of the magistrate.*

But as often as any ship which shall arrive from foreign parts into the station of the Dantzic ships, and bound with her loading to another place, shall unload any goods to be carried into the city, or if any goods are to be carried on board any ship arriving from foreign parts, and bound to another place, but not unloading any goods; in this case the whole custom must be paid for the ship, that is tho say, as much as is required in that case for the Dantzic ships themselves; but the other impositions shall be levied, as well upon view of the ship as by reason of the merchandizes, according to the proportion of lasts unload or imported. But if such ship unloading any merchandize, has a mind to import into the city other goods in lieu of those unloaden, in that case the duties shall be proportionably paid, according to the rate of the lasts which shall remain imported.

ART. V.

For as much as the British merchants, desiring to provide for the payment of the customs in a manner less troublesome, but not with less safety, did obtain from the magistrates of Dantzic, by the conclusion of the States of the city of the 22d July, 1705. that instead of the usual money to be paid in the chamber (custom-house) personal security should be admitted to be taken, whereby all and singular the merchants, of the British nation, residing in Dantzic for the time being, were bound, and the said States were pleased again to prolong the same method of security for another year; it is therefore agreed that the said use of personal security shall remain to the end of the said year, nor is it hereafter to be doubted that any thing shall be changed therein, except it shal be found by experience that the British merchants abuse that concession, and per form not their part, or that other weighty considerations require it otherwise.

ART.

Et s'il était neceſſaire de vendre une partie des marchandiſes pour les dites reparations, ou pour acheter des proviſions, les droits uſités ne ſeront payés que pour *cette* partie des marchandiſes ſeulement; et il ne ſera pas permis de décharger une partie de la cargaiſon ſans en avoir obtenu préalablement la permiſſion du magiſtrat. 1706

Mais toutes les fois qu'un vaiſſeau, arrivant de contrées étrangères dans la rade de vaiſſeaux Dantzigeois, et deſtiné avec ſa cargaiſon pour une autre place, déchargera quelques-marchandiſes pour être importées dans la ville, ou lorsque quelques marchandiſes ſeront chargées à bord d'un vaiſſeau venant de l'étranger et deſtiné pour une autre place, mais ſans décharger quelques marchandiſes, dans ce cas la douane entière ſera payée pour le vaiſſeau; c'eſt à dire autant que dans ces cas on exige de vaiſſeaux Dantzigeois même; mais les autres impoſitions ſeront levées tant par rapport au vaiſſeau, que relativement aux marchandiſes en proportion des laſtes déchargés ou importés. Mais ſi un tel vaiſſeau déchargeant quelque marchandiſe, a le deſſein d'importer dans la ville d'autres marchandiſes à la place de celles qu'il a déchargées, alors les droits ſeront payés à proportion, conformément à la quantité des laſtes qui finalement ſeront importés.

Art. V.

Acquit des douânes.

Comme les marchands Britanniques, deſirant pourvoir au payement des douânes d'une manière moins penible mais non moins aſſurée, ont obtenu du magiſtrat de Dantzig par la reſolution des *ordres* de la ville du 22 Juil. 1705, qu'au lieu de l'argent qu'il eſt d'uſage de payer à la chambre (douâne) il ſerait accordé d'accepter des cautions perſonnelles, par lesquelles tous et chacuns des marchands de la nation Britannique reſidant alors à Dantzig ſeraient obligés, et les dits ordres de la ville ayant jugé à propos de prolonger la même voye de ſurêté pour une autre année, il eſt convenu en conſéquence que le dit uſage de cautions perſonnelles continuera jusqu'à la fin de la dite année, et il n'eſt pas à craindre que dans la ſuite il ſera changé quelque choſe à cet égard, à moins qu'on ne faſſe l'experience que les marchands Britanniques abuſent de cette conceſſion, et ne payent point leur part, ou que d'autres conſidérations importantes engagent à en diſpoſer autrement.

D 2 Art.

1706

Art. VI.

Whereas commerce and the credit of traders, which are mutually necessary, cannot flourish or subsist without a ready administration of justice, the magistrate shall therefore take care that regard be had to the British merchants in all causes, and to their just desires in this particular. And a Dantzic merchant being creditor in specie, shall not arrest the person or goods of any British merchant his debtor, who shall be willing to give sufficient security; and by the like sufficient security to be given, a citizen of Dantzic that is debtor, shall be responsible to a British merchant that is creditor and suitor. The citizens of Dantzic shall reciprocally enjoy the same right in the kingdoms of Great Britain, &c.

Art. VII.

In causes relating to trade carried on with foreigners, against the rights of the city, the process against British merchants shall be made in the same manner and form of law as is usual to proceed against the citizens themselves in the sentence of punishment, according to the prescription of the statute law hitherto constantly observed, and in this case exact equity shall be observed, nor shall the magistrate omit to take care as well to prevent the lengthening of suits, as also to correct the other abuses, which by the malice and obstinacy of the parties themselves at law in this behalf may have broke in.

Art. VIII.

If differences shall happen to arise in civil causes merely maritime, between the commanders of British ships and their seamen, that shall require a quick dispatch, the plaintiff, upon the request of the adverse party, shall be referred to the minister of Great Britain (if there be any upon the place), or to two British merchants deputed for that purpose, that the dispute may be well and justly made up. But if that cannot be, the magistrate shall plainly, and without any expence of time or charge, take care to determine the matter, that the said seamen shall not desert their master and ship to whom they belong, except for the most weighty reasons.

Art.

1706

ART. VI.

Comme le commerce et le crédit des negocians, qui font réciproquement neceſſaires, ne peuvent fleurir ou ſubſiſter ſans une promte adminiſtration de juſtice, le magiſtrat aura par conſequent ſoin qu'on aie égard aux marchands Britanniques dans toutes leurs cauſes, et à leurs juſtes deſirs dans ce point en particulier. Et un marchand de Dantzig étant créancier particulier ne pourra point faire arrêter la perſonne ou les biens de quelque marchand Britannique, ſon debiteur, lorsque celui-ci ſera prêt à donner caution ſuffiſante; et par une même caution ſuffiſante à donner, un citoyen de Dantzig qui eſt debiteur repondra à un marchand Britannique ſon créancier et demandeur. Les citoyens de Dantzig jouiront réciproquement du même droit dans le royaume de la Grande-Brétagne &c. *Juſtice.*

ART. VII.

Dans les cauſes rélatives au commerce, agitées avec des étrangers touchant des contreventions aux loix de cette ville, le procès contre des marchands Britanniques ſera conduit de la même manière et dans la même forme des lois, dans lesquelles il eſt d'uſage de procéder contre les citoyens même, dans la ſentence penale conformement aux preceptes des ſtatuts, jusques là conſtament obſervés, et dans un tel cas on obſervera une exacte équité; auſſi le magiſtrat ne manquera pas d'avoir ſoin tant à prevenir la protraction des procès, qu'à corriger les autres abus qui par la malice et l'opiniatreté des parties même en litige peuvent s'être introduits à cet égard. *Delits.*

ART. VIII.

S'il ſurvient des differens dsns des cauſes civiles purement maritimes entre les commandeurs de vaiſſeaux Britanniques et leurs mariniers, qui exigeront une promte expédition, le demandeur ſera renvoyé à la demande de la partie oppoſée au Miniſtre de la Grande-Brétagne (s'il y en a ſur le lieu) ou à deux marchands Britanniques deputés à cet effet, afin que la dispute ſoit bien et duement arrangée. Mais ſi cela ne peut avoir lieu, le magiſtrat doit ſimplement, et ſans cauſer du délai, ou des fraix, avoir ſoin de determiner l'affaire, de ſorte que les dits mariniers ne quitent pas leur maitre et le vaiſſeau auquel ils appartiennent, ſi ce n'eſt pour des raiſons importantes. *Cauſes maritimes.*

1706

Art. IX.

The British merchants residing at Dantzic shal have a minister for the worship of God, who shall perform divine service in a private house, and in the British language, and shall perform the other offices of his function for those of the British nation. And the said minister, whether he hath a house and family of his own or not, shall enjoy the same freedom as the merchants. He shall moreover enjoy, by the kind indulgence of the magistrate, an exemtion of excise of beer for the use of his house and consumtion of his own family. And the ministers of the reformed rligion at Dantzic shall hereafter be indulged in any such respectful privilege.

Art. X.

For preventing all abuses whatsoever in the measure of salt or pit coals, all the tons by which they are measured shall be exactly adjusted, and a review of them, whcter they are altered in any part, shall be yearly appointed; and the coal inspector shall be severely prohibited hereafter from taking to himself any thing that shall accidentally fall upon the ground in unloading the coals out of the ship or cart, or shall be designedly thrown out, but he shall leave it to the true owner; and the measurers of salt shall be enjoined to make just and equal measure and to accept reward from no person whatsoever, under the penalty of being removed from their office.

Art. XI.

And it shall be lawful for the British merchants, in carrying their merchandizes between the city and the station of the ships, and vice versa, to bring small boats (commonly called boardings and ballast boats) for that purpose, according to an order thereupon made; nor shall greater freight be exacted of them for their goods than from the citizens themselves: and moreover it shall be lawful for the British subjects who trade in Poland, to bring the goods bought there to Dantzic, to be sold to the citizens, and carry away those bought of the citizens, with the same freedom as the Poles have hitherto, and may do herefter.

1706

ART. IX.

Les marchands Britanniques residans à Dantzig auront un ministre de la parole de Dieu qui fera le service divin dans une maison privée et en Anglais, et s'acquitera des autres fonctions de sa charge en faveur de ceux de la nation Britannique. Et le dit ministre, soit qu'il aye une propre maison et famille ou non, jouira des mêmes immunités que les marchands. Il jouira de plus, par la bienveillance du magistrat, d'une exemtion d'accise sur la bierre pour l'usage de sa maison et pour la consommation de sa propre famille. Et les ministres de la religion reformée à Dantzig seront à l'avenir favorisés d'un semblable privilège. *Culte religieux.*

ART. X.

Pour prevenir tous abus quelconques dans la mesure du sel ou du charbon de terre, tous les vases par lesquels ils sont mesurés seront exactement ajustés, et il en sera fait annuellement une revision pour voir s'ils ont été alterés en quelque partie; et il sera severement defendu à l'inspecteur des charbons de s'attribuer à l'avenir quelque chose qui tombera accidentellement sur la terre en déchargeant les charbons du navire ou chariot, ou qui sera jetté à dessein, mais il laissera le tout au vrai propriétaire; et il sera enjoint aux mesuriers du sel d'en faire juste et égale mesure, et de n'accepter aucune gratification de qui que ce soit, sous peine d'être privés de leur emploi. *Mesures de sel et charbons.*

ART. XI.

Et il sera permis aux marchands Britanniques pour le transport de leurs marchandises entre la ville et le lieu où les vaisseaux sont stationnés, et vice versa, d'apporter de petits bateaux (communément appellés *boardings* et bateaux de lest) à cet effet, conformément au réglement fait à cet égard, et il ne leur sera pas demandé plus de fret pour leurs biens que pour ceux des citoyens même: et de plus il sera permis aux sujets Britanniques, qui font le commerce avec la Pologne, de porter à Dantzig les marchandises qu'ils y ont achetées, pour les vendre aux citoyens, et de transporter celles qu'ils ont achetées des citoyens, avec la même liberté dont les Polonais ont joui jusqu'ici ou pourraient jouir à l'avenir. *Commerce de la Pologne.*

1706

Art. XII.

For as much experience hath taught, that under the name of tobacco imported from England and Holland, at the port of the city of Dantzic, an herb of the like species is brought hither of very different goodness from it, and therefore of a quite different and much cheaper price, that we are perplexed with exquisite and admitted frauds, and by this means the revenue of customs is prejudiced, and private buyers craftily deceived, care shall therefore be taken, that the remedies introduced for preventing these frauds may have their due effect, and other proper means used to obviate them hereafter.

For what remains; if any greater privileges, which any wise respect the persons, ships, or goods of foreigners at Dantzic, shall be hereafter granted to any foreign nation, the British subjects shall in the like manner fully enjoy the same for themselves, their ships, and commerce.

But after the noble Magistracy by their Deputies have proposed certain requests, where of the citizens and merchant of Dantzic most humbly solicit her most Serene and Potent Majesty of Great Britain's concession, the forementioned Minister and Plenipotentiary of her said Majesty using his good offices therein, and have earnestly moved that certain inconveniences, which have for some time affected the navigation and commerce of the people of Dantzic, in the kingdom of Great Britain, may be kindly removed and abolished; and therefore conferences having been likewise set on foot upon this affair between the said Plenipotentiary and the Deputies of the Magistrates, all things being considered, they thought fit to provide for the requests and grievances of the citizens and merchants of Dantzic by the following articles.

Art. XIII.

The citizens and inhabitans of Dantzic shall enjoy in the kingdoms of Great Britain, the same rights and liberties which they have hitherto obtained, and are now in use; and it shall be there fore free for them to come to, either by land or sea, all the dominions, towns, and places whatsoewer of England, Scotland, and Ireland, and to enter into all ports with their ships, merchandizes, and

1706

Art. XII.

Tabac. Privilèges ultérieurs.

L'experience ayant fait voir, que ſous le nom de tabac importé d'Angleterre et d'Hollande dans le port de la ville de Dantzig, il a été importé une plante du même genre, quoique d'une qualité bien differente, et par conſequent pour un prix bien different et moindre, de ſorte que nous ſommes trompés par des fraudes inſignes et commiſes, et que par cette voie les revenus de la douane ont été diminués, et les acheteurs particuliers fortement trompés, on aura ſoin à ce que les remedes employés pour obvier à ces fraudes puiſſent avoir leur effet, et que d'autres remedes convenables ſoient employés pour les prevenir.

Au reſte, ſi de plus grands privilèges par rapport aux perſonnes, aux vaiſſeaux ou aux biens d'étrangers à Dantzig ſeront accordés dans la ſuite à quelque nation étrangère, les ſujets Britanniques en jouiront de même pleinement pour eux, leurs vaiſſeaux et commerce.

Mais comme le noble magiſtrat a propoſé par ſes deputés certains points dont les citoyens et marchands de Dantzig ſollicitent très-humblement la conceſſion de la part de Sa Sereniſſime et très-Puiſſante Majeſté de la Grande-Brétagne, le ſusdit miniſtre plénipotentiaire de ſa dite Majeſté ayant employé à cet égard ſes bons offices, et ayant ſérieuſement repreſenté, que de certains inconveniens qui pendant quelque tems ont affecté la navigation et le commerce des habitans de Dantzig dans le royaume de la Grande-Brétague, ſoient gracieuſement ecartés et abolis; et des conferences ayant également eu lieu ſur ce point entre le dit plénipotentiaire et les deputés du magiſtrat; après avoir conſidéré toutes choſes, il ont jugé à propos de ſatisfaire aux deſirs et griefs des citoyens et marchands de Dantzig par les articles ſuivans;

Art. XIII.

Privilège des Dantzigois.

Les citoyens et habitans de Dantzig jouiront dans les royaumes de la Grande-Brétagne des mêmes droits et libertés qu'ils ont obtenus jusqu'ici, et qui ſont actuellement en uſage; et il ſera par conſequent libre pour eux d'entrer, ſoit par terre ou par mer, dans toutes les dominations, villes et places quelconques d'Angleterre, d'Ecoſſe et d'Irlande, er d'entrer dans tous leurs

1706 *and cargoes, freely and with all manner of ſecurity and to remain therein as long as they pleaſe, without any hindrance, and to trade and deal by themſelves, or their factors and ſervants, and to import at pleaſure any merchandize of the product or manufacture of the territories of the ſaid city of Dantzic or Pruſſia, or ſuch as ſhall be firſt commonly brought from other parts to the port of Dantzic, to be tranſported thence by ſea to other places and territories, and in like manner to export merchandize of all ſorts; on this condition, nevertheleſs, that they pay and bear the cuſtoms and all other impoſitions that are equally to be paid and diſcharged by all other foreigners reſiding or trading there; and that they obſerve the laws, ſtatutes and cuſtoms of this or that place where they ſhall come, and conform themſelves thereto. But ſo often as the maſters of Dantzic ſhips buy ſalt or pit coals in ſpecie (neocaſtri) at Newcaſtle, or at any places of the kingdom of Scotland, they ſhall not be obliged to pay, or be loaden with greater impoſitions and coſts, than other foreign nations doing the ſame are obliged to pay.*

Art. XIV.

The ſhips of Dantzic being duly furniſhed with authentic paſſports and certificates, by which the propriety of the ſhips and cargo may certainly appear, and that they neither carry contraband goods, nor thoſe of the enemy; they ſhall not be ſtopped by Britiſh privateers in the Britiſh ſeas, or elſewhere in their voyage, much leſs detained, viſited or taken, and carried into the ports of Great Britain: but if this ſtated and uſual form of certificate be not produced, or there be ſome other juſt and urgent ground of ſuſpicion, then the ſhip may be viſited; nevertheleſs, this permiſſion is to be underſtood in ſuch caſe only, and not otherwiſe: and if any thing ſhall be done contrary to the true and genuine ſenſe and meaning of this article, a ſevere penalty ſhall be inflicted on the offenders, and ample ſatisfaction ſhall immediately be made without any delay, to the party injured, for his loſs, damage, and expences.

Art.

orts avec leurs vaiſſeaux, marchandiſes et cargaiſons 1706
bremest et en toute ſureté, et d'y demeurer auſſi
ongtems qu'il leur plaira, ſans aucun empêchement;
t de commercer et negocier par eux même ou par leurs
acteurs et employés, et d'importer à leur gré toute
orte de marchandiſes du cru ou des manufactures des
erritoires de la dite ville de Dantzig ou de Pruſſe, ou
elles qui ſont ordinairement portées en premier lieu
'autres contrées dans le port de Dantzig, pour être
ransportées de là par mer vers d'autres places et terri-
toires; et de la même maniere d'exporter des marchan-
diſes de tout genre; ſous cette condition cependant,
qu'ils payeront et acquiteront les douânes et toutes les
autres impoſitions qui doivent également être payées
et acquitées par tous les autres étrangers qui y reſident,
ou y font le commerce; et qu'ils obſervent les loix,
ſtatuts et uſages de telle ou telle place où ils viendront,
et qu'ils s'y conformeront. Mais toutes les fois que les
maitres de navires Dantzigeois acheteront du ſel ou des
charbons de terre (*neocaſtri*) à Newcaſtle ou à quelques
places du royaume d'Ecoſſe, ils ne feront pas obligés de
payer ni d'acquitter de plus grandes impoſitions ou fraix
que ne ſont obligées de payer les autres nations étran-
gères qui font la même choſe.

Art. XIV.

Conduite des armateurs Anglais.

Lorsque les vaiſſeaux de Dantzig feront duement munis de paſſeports et de certificats authentiques, par leſquels la propriété du navire et de la cargaiſon parait avec certitude, et qu'ils ne ſont point chargés de marchandiſes de contrebande, ni de marchandiſes ennemies, ils ne feront point empêchés par les armateurs Britanniques, dans les mers Britanniques ou autre part, dans leur voyage, moins encore detenus, viſités ou pris et emménés dans les ports de la Grande-Brétagne; mais ſi cette forme déterminée et uſitée de certificats n'eſt point produite, ou s'il y a quelque autre motif juſte et urgent de ſoupçon, alors le vaiſſeau pourra être viſité; cependant cette permiſſion ne ſera entendue que de ces cas et non autrement: et s'il ſerait commis quelque choſe de contraire au vrai et propre ſens et intention de cet article, une ſevere punition ſera infligée au contrevenant, et une ample ſatisfaction immédiatement accordée ſans aucun delai, à la partie injuriée pour ſes pertes domage et fraix.

Art.

1706

Art. XV.

As often as a ſhip of Dantzic, laden with good on the account of Britiſh merchants, ſhall arrive in any port of Great Britain, the Britiſh merchants ſhal take care that it be unladen as ſoon as may be, and pay the Dantzic maſters of ſhips the price of transportation or freight in ready money (and not in bills, but they ſhall repay the charges, that is to ſay, the money paid to the pilots) according to contract and agreement, for undertaking the voyage between the owners and maſters of the ſhips.

Art. XVI.

For as much alſo as complaints and differences do often ariſe between the Britiſh merchants and maſters of ſhips, for pretended damage done to their goods, and compenſation thereof; wherefore, to obviate ſuch things for the future, leſt any thing be allowed not agreeable to juſtice and equity, it ſhall not be lawful for Britiſh merchants, upon view of certain pretended damage, to withhold from the Dantzic maſters of ſhips as much as they pleaſe and deſire, of the price of hire for freight due to them; but a juſt and exact account of the real damage ſhall be taken, and the Dantzic maſters be obliged only to pay the true value thereof.

Art. XVII.

As often as any Britiſh merchant ſhall poſitively and effectualy agree with a Dantzic maſter of a ſhip, being in the kingdom of Great Britain with his ſhip, for the carrying of goods; they ſhall, bona fide, mutually perform and comply with contract and agreement; nor ſhall it be lawful for the merchant, by preferring other ſhips, though Britiſh, to detain the Dantzic ſhip beyond the appointed time. In like manner alſo, the Britiſh maſters of ſhips, as often as they cut the cable, ſhall be obliged to make good the loſs accruing thereby to the Dantzic maſters of ſhips who were not in fault, not only by paying one Engliſh ſhilling, but the true, and juſt price thereof.

And,

1706

ART. XV.

Auſſi ſouvent qu'un vaiſſeau de Dantzig chargé de marchandiſes pour le compte de marchands Britanniques arrivera dans quelque port de la Grande-Brétagne, les marchands Britanniques auront ſoin qu'il ſoit déchargé auſſitôt que poſſible, et qu'il ſoit payé aux maitres de navires Dantzigeois le prix de transport ou fret en argent comptant (et non en billets, mais ils payeront de même les charges, c'eſt à dire l'argent à payer aux pilotes) conformément au contrat et accord pour le voyage entre les propriétaires des marchandiſes et les maitres des navires. *Payement du fret.*

ART. XVI.

Comme il ſurvient ſouvent des plaintes et différens entre les marchands Britanniques et les maitres de navires au ſujet de domages prétendus, cauſés à leurs marchandiſes et de compenſations à cet égard, afin d'obvier pour le futur à ceci, et afin que rien ne ſoit admis qui puiſſe être incompatible avec la juſtice et l'equité, il ne ſera point permis aux marchands Britanniques de retenir en vue de certains dommages pretextés aux maitres de navires Dantzigeois autant qu'il leur plait et qu'ils deſirent du prix du à ceux-ci pour le fret, mais il ſera formé un compte juſte et exacte du dommage effectif, et les maitres de navires Dantzigeois ne ſeront tenus qu'à en payer la veritable valeur. *Dedommagemens.*

ART. XVII.

Toutes les fois que quelque marchand Britannique conviendra poſitivement et effectivement avec un maitre de navire Dantzigeois, ſe trouvant avec ſon vaiſſeau dans le royaume de la Grande-Brétagne, pour le transport de marchandiſes, ils executeront et accompliront mutuellement *bona fide* ce contrat et accord; et il ne ſera pas permis au marchand de detenir le vaiſſeau Dantzigeois au de là du terme convenu, en lui préferant d'autres vaiſſeaux, quoique Britanniques. De même auſſi, les maitres de navires Britanniques auſſi ſouvent qu'ils coupent le cable, ſeront obligés de bonifier la perte cauſée par là aux maitres de navires Dantzigeois qui ne ſont pas en faute, non en payant ſeulement un ſchelling d'Angleterre, mais le veritable et juſte prix. *Chargemens en Angleterre.*

Et

1706 *And, as all and singular the premises contained the foregoing articles are agreed and consented un so, after the approbation and ratification thereof by t most Serene and Potent Queen of Great Britain sha come and be exchanged with the ratification in like manner to be delivered by the Noble Magistracy of Dantzic they shall constantly and inviolably be observed in all and every the points and clauses thereof,*

In testimony and greater confirmation whereof, the Minister and Plenipotentiary of the most Serene and Potent Queen of Great Britain, as well as the Deputies of the Noble Magistracy of Dantzic, have subscribed and ratified these articles with their hands and seals.

Done at Dantzic the $\frac{11}{22}$ day of October, in the year 1706.

J. ROBINSON.
(L. S.)

GABRIEL VON BOEMELN.
(L. S.)

JO. ERNEST VON DER LINDE.
(L. S.)

Et tandis que tous et chacun des points contenus dans les précédens articles ont été arrêtés et convenus, ils seront constament et inviolablement observés dans tous et chacuns de leurs points et clauses. après que l'approbation et la ratification par la sérénissime et très-puissante Reine de la Grande-Brétagne sera donnée et échangée contre la ratification à fournir de même par le noble magistrat de Dantzig. 1706

En temoignage et confirmation de quoi le ministre et plénipotentiaire de la Sérénissime et très-puissante Reine de la Grande-Brétagne, comme aussi les deputés du noble magistrat de Dantzig ont soussigné et ratifié ces articles de leur main et cachets.

Fait à Dantzig le $\frac{12}{23}$ Octobre 1706.

J. Robinson.
(L. S.)

Gabriel von Boemeln.
(L. S.)

Jo. Ernest von der Linde.
(L. S.)

7.

1707 *Traité de commerce entre la Reine Anne de*
10 Juil. *la Grande-Brétagne et Charles III comme Roi d'Espagne, fait à Barcelonne le 10 Juillet 1707* *).

(*Memoires de* LAMBERTY. T. IV. p. 592.)

CHARLES *III. par la grace de Dieu* &c. Comme le negoce, la navigation et le commerce qui a été établi pendant plusieurs années entre les sujets de S. M. B. et ceux des Roiaumes d'Espagne a été dernierement interrompu et troublé à l'occasion de la guerre, et d'autant que Sa Majesté Catholique et la Grande-Brétagne souhaitent de renouveller et continuer le negoce, la navigation et le commerce et d'établir plus étroitement et avec plus de sûreté ce qui par l'experience de plusieurs années a été trouvé d'une plus grande utilité et avantage des deux Roïaumes, Sa Majesté Britannique a commis et nommé le Sieur Stanhope Général de ses armées, Senateur, son Envoié extraordinaire et Plenipotentiaire auprès de Sa Majesté Catholique d'une part, et Sa *dite* Majesté Catholique a commis et nommé de sa *part* le Sieur Prince de Lichtenstein, Chevalier de la Toison d'or, son premier Ecuïer et Gouverneur, Don Emanuel Garcia Alvares de Toledo et Portugal, Comte d'Oropesa, et Alcandette et Don Joseph Fole de Cardona, Comte de Cardona, Grand Amiral d'Arragon, et Conseiller de son Conseil privé, pour traiter ensemble sur les matieres du commerce et navigation, lesquels, étant munis des pouvoirs necessaires pour cet effet, ont arrêté et conclu *le* Traité et articles suivans.

ART. I.

Paix et amitié. Il est convenu et arreté qu'on observera et maintiendra une paix étroite et universelle entre les Rois et Roiaumes de la Grande-Brétagne et d'Espagne leurs Heri-

*) Quoique ce traité n'ait point sorti son effet, vu le changement des circonstances, il fait voir à quoi visait alors l'Angleterre, et il appartient à l'histoire de l'origine du traité d'Assiento.

Heritiers et Successeurs et les deux nations, Etats et Seigneuries des deux Couronnes; et cette paix continuera dès aujourd'hui à l'avenir; s'assistant les uns les autres avec amour en toutes sortes de rencontres et endroits, et se rendant reciproquement les bons offices d'amitié et correspondances. 1707

ART. II.

Tous les traitez de paix, commerce et navigation faits du tems passé entre les deux Couronnes et principalement ceux dont il sera fait mention en celui-ci, seront censez y être compris et observez comme s'ils y étoient copiez à la lettre, en tout ce qu'ils ne seront pas contraires les uns aux autres, ni à ce qui sera plus amplement specifié aux articles suivants. On maintiendra aussi toutes les graces, franchises et privilèges accordez par le Seigneur Roi Philippe IV. de glorieuse memoire aux sujets de la Grande-Brétagne a) et seront repetez comme inclus en ce traité, de même que celui de paix et commerce conclu et arrêté le 23 Mai 1667 b) tellement que tous les traitez, graces et franchises, accordées au commerce, auront la même force et valeur que si elles étoient ici copiées, parce qu'elles sont confirmées par le present article.

Privilèges et traités confirmés.

ART. III.

D'autant que les tumultes et Commotions arrivées en Espagne en ont troublé la paix et tranquillité; et que la Reine de la Grande-Brétagne et ses sujets y ont pris interêt dans la vûë seulement de les appaiser et assurer les avantages publiez en tout ce Royaume, et qu'à cette occasion plusieurs ont été faits prisonniers de part et d'autre et sont encore en prison principalement en Amérique: afin de les comprendre en ce Traité il a été convenu qu'en vertu de cette paix tous les sujets des deux Couronnes de quelque état ou qualité qu'ils soient, qui auront été pris, tant en Amérique qu'en quelque autre endroit, seront mis en liberté le plûtot qu'il sera possible: Et la Reine de la Grande-Brétagne aussi-bien que Sa Majesté Catholique s'engagent de faire expedier leurs

Prisonniers relâchés.

a) Voyés les privilèges de 1645 et 1648 dans CHALMERS *collection* T. II. p. 25. 128. 136.

b) DUMONT T. VII. P. I. p. 27.

1707 leurs ordres aux Vice-Rois, Gouverneurs, Miniftres et Officiers tant aux Indes qu'en Europe pour que lesdits prifonniers foient mis en liberté et puiffent s'embarquer en tels Navires ou embarcations qui y feront envoiées, fans les rechercher ou detenir fous aucun prétexte.

ART. IV.

Droits à payer.

Que toutes les marchandifes ou effets de toutes fortes, et efpeces, que les fujets de la Grande-Brétagne transporteront en Efpagne, pour les quelles avant ce Traité c'étoit la coutume de demander des droits de confomption ou d'autres impofitions, en vertu de cet article ne feront obligées de paier lesdits droits ou impofitions que fix mois après que les marchandifes ou effets auront été debarqués ou effectivement vendus ou livrez à la deuxieme main.

ART. V.

Marchandifes de Maroc.

Il eft accordé que les fujets de la Grande-Brétagne pourront porter et transporter dans la Domination d'Efpagne toutes fortes de marchandifes, Manufactures et fruits provenant de la Domination de Maroc, pourvû que ce foit en leurs Noms et fur leurs Vaiffeaux: Et ces effets ne pourront être chargez d'autres taxes ou tributs que ceux qu'on paie ordinairement: Bien entendu que ces marchandifes n'y feront pas transportées par les Garnifons ou Villes d'Afrique de la Domination du Roi d'Efpagne.

ART. VI.

Tarif à dreffer.

Que tous les marchands fujets de la Grande-Brétagne qui feront le Commerce en Efpagne, feront informez des droits qu'ils auront à paier pour leurs marchandifes; et pour éviter les controverfes et difputes qui pourroient naitre fur le paiement desdits droits ou taxes. leus Majeftez Britannique et Catholique nommeront des Commiffaires pour former un Tarif, regler et établir les droits qu'on devra payer de toutes fortes d'effets et marchandifes; et ce Tarif devra être formé en deux mois après la fignature de ce Traité, et Sa Majefté Catholique le fera publier par tous fes Etats, lequel en vertu de cet Article aura la même force que s'il eût été ici inferé. Bien entendu que les fujets de la Grande-Brétagne ne feront pas obligez de paier d'antres droits ou impôts que ceux qui feront fpecifiez au dit Tarif, et Sa

Majesté Catholique ne pourra les charger (*changer?*) 1707
sous quelque prétexte ou motif que ce soit. Quant aux marchandises dont il ne sera pas fait mention dans le susdit Tarif on ne pourra en exiger pour les taxes, droits et Coûtumes que sept pour cent de leur valeur principale. Pour cet effet le marchand facteur ou personne à qui telles marchandises apartiendront, sera tenu de présenter sous serment la facture de l'achapt de la marchandise, en vertu de laquelle (qui suffira et sera tenuë pour instrument autentique) les susdits sept pour cent seront payez.

ART. VII.

Prises. D'autant qu'il a été stipulé par l'article 7. du traité du 23 Mai 1667 que tous les biens, effets, marchandises, navires, embarcations et autres choses qui auront été transportées à la Domination ou places de la Grande-Brétagne, et y auront été jugées et condamnées comme bonnes prises en conséquence dudit Article, seront réputez pour bien et marchandises du produit des Isles de la Grande-Brétagne: on est convenu pour l'avenir que tous les effets et marchandises dont un Vaisseau de Guerre armé par la Reine de la Grande-Brétagne ou par quelqu'un de ses Etats, se sera saisi comme prise, seront estimées sans aucune difference comme marchandises et effets du cru des Isles Britanniques.

ART. VIII.

Ratification. Il est convenu et arrêté que Sa Majesté Britannique et Sa Majesté Catholique confirmeront et ratifieront ce que dessus, principalement les Contracts, Capitulations et articles, concessions et toutes autres Conventions mentionnées, par leurs depêches Roiales, scellées de leurs sceaux respectifs, signées et écrites en bonne et suffisante forme, échangées et delivrées pareillement en ... semaines après la date de ce Traité; et en consequence nous les susdits Plénipotentiaires de la Reine de la Grande-Brétagne d'une part et d'une autre ceux de Sa Majesté Catholique signons et scellons les presens Articles à Barcelone le 10 Juillet 1707.

(L. S.) DN. DIEGO STANHOPE.
(L. S.) ANT. FLORIAN, *Prince de* LICHTENSTEIN.
(L. S.) *Le Comte* D'OROPESA.
(L. S.) *Le Grand-Amiral* D'ARRAGON.

1707 *Aiant vû et consideré le Traité susmentionné, nous l'approuvons, ratifions et confirmons en tous ses articles, comme nous faisons par la presente, pour nous, nos Heritiers et Successeurs, nous promettons et engageons nôtre parole Roiale de garder, accomplir et observer religieusement tout ce qui est contenu et stipulé dans ce present Traité, sans consentir qu'il y soit contrevenu pour aucune cause ou pretexte; Et pour plus grande Confirmation et force nous signons ce Traité de nôtre main Roiale et ordonnons d'y apposer nôtre grand Sceau. Donné en nôtre Ville de Barcelonne le 9 Janvier 1708.*

CHARLES *Roi,*

Registré à la Cour et Cancellerie de nôtre Souveraine Dame Anne par la grace de Dieu Reine de la Grande-Brétagne.

Signé:

GORTELOSE, *son Proto-Notaire.*

Article séparé.

Compagnie et Commerce aux Indes Espagnoles. Français exclus.

La Reine de la Grande-Brétagne et Charles III. Roi d'Espagne voulant renouër et renforcer l'*Alliance* et l'Amitié concluë de façon que les convenances et avantages reciproques en puissent rejaillir visiblement au profit des sujets des deux Couronnes, et que leurs interêts communs puissent cimenter une union indissoluble et éternelle entre eux, et considerant que le moien le plus propre et effectif pour cette fin est celui de former une Compagnie aux Indes, moiennant laquelle les vastes et riches Provinces de la Domination de Sa Majesté Catholique puissent fournir aux Monarchies de la Grande-Brétagne et d'Espagne de quoi prendre de telles mesures, et avoir telles forces qu'on jugera suffisantes pour assujettir leurs ennemis et procurer une paix universelle à leurs sujets; il a été accordé et stipulé en vertu de cet article secret que la susdite Compagnie de Commerce doit se former des sujets de la Grande-Brétagne et des Espagnols pour le Commerce des Indes de la Domination de Sa Majesté Catholique et qu'on prendra de part et d'autre les mesures les plus propres et convenables

venables pour cet établissement; mais comme à present 1707
il n'est pas possible d'en régler les circonstances necessaires, par ce que le Duc d'Anjou possede actuellement et injustement les Provinces d'Espagne, qui ont plus de connoissance et sont plus à propos pour celà: On se reserve la forme de fixer les conditions sous lesquelles la susdite Compagnie de Commerce aux Indes doit être établie, jusqu'à ce que Sa Majesté Catholique soit en possession de la Cour de Madrid. Et Leurs Majestez Britannique et Catholique s'obligent de prendre mutuellement les mesures qu'elles jugeront convenables pour perfectionner cette affaire, en facilitant les difficultez et embarras qui pourroient l'embarasser. Mais au cas que la susdite Compagnie ne pourroit s'établir (ce qu'on ne croit pas) Sa Majesté Catholique s'oblige et promet en son nom et celui des Rois ses Successeurs qu'elle veut accorder et accorde aux sujets de Sa Majesté Britannique les mêmes privilèges et libertez d'un Commerce libre aux Indes dont jouissent les Espagnols sujets de Sa Majesté sous la supposition qu'ils donneront des assurances pour paier les droits Roiaux et dûs à sa Couronne comme font ses sujets. Sa Majesté Catholique s'oblige pareillement que depuis le jour que la paix générale sera faite et par consequent en possession des Indes appartenantes à la Couronne d'Espagne jusques au jour que la susdite Compagnie sera formée et établie, qu'elle veut et donne permission aux sujets de Sa Majesté Britannique de trafiquer librement en tous les ports Villes des Indes mentionnées avec dix navires de 500 tonneaux chacun, ou plus ou moins de navires, pourvû qu'ils n'exedent pas de 5000 tonneaux, ils pourront trafiquer (*transporter?*) et vendre en lesdits navires ou embarcations aux Ports et Places avec toute franchise toutes sortes de marchandises comme il est permis aux sujets de Sa Majesté Catholique de trafiquer, transporter et vendre sous condition expresse de paier et satisfaire aux finances de Sa Majesté Catholique les mêmes droits et impôts qui paient les Espagnols. Que les susdits navires seront visitez au Port de Cadix ou à un autre que Sa Majesté Catholique nommera en Espagne, qu'ils auront à faire voile de ce Port vers les Indes avec obligation d'y retourner pour y être visitez derechef, sans s'arrêter en aucun Port de Portugal, France ou de la Grande-Brétagne, ne fut en cas d'être forcé par quelque tempête, et ils raporteront des te-

 moigna-

1707 moignages ou certificats des Gouverneurs ou Miniſtres de Sa Majeſté Catholique des Ports ou Places où ils auront abordez, pour faire connoître qu'ils ſe ſont exactement acquitez de ce qui eſt determiné en cet article, avec la bonne foi que la Nation Angloiſe à toûjours obſervée dans ſes traitez avec l'Eſpagne.

Sa Majeſté Catholique veut et promet que les *dix* navires mentionnez pourront être envoïez d'*Europe* aux Indes par les Vaiſſeaux de Guerre que Sa Majeſté Britannique trouvera convenir pour leur ſeurêté et protection. Mais ces Vaiſſeaux de Guerre ne pourront charger ni transporter aucunes marchandiſes, d'autant qu'ils ne doiuent ſeruir qu'à convoïer et aſſurer les ſusdits navires de Commerce. Sa Majeſté Catholique declare pareillement qu'on n'en exigera aucun indult, donatif ou nouvelle impoſition pour leur Commerce, ſe contentant des droits Roiaux établis et accoûtumez; que pour cet effet Sa Majeſté leur fera delivrer les depêches neceſſaires afin que ſes Miniſtres en Eſpagne et aux Indes ne puiſſent les moleſter ni troubler leur Commerce ſous aucun pretexte, et qu'au contraire ils leur donnent toute la faveur et aſſiſtance que lesdits marchands leur demanderont. Sa Majeſté Britannique offre et promet de ſon côté que les Vaiſſeaux de Guerre qu'elle envoiera pour ſervir de Convoi à ceux de commerce en allant, et en venant eſcorteront les Vaiſſeaux appartenants à Sa *Majeſté* Catholique et à ſes ſujets qui voudront profiter de l'occaſion et qu'ils les aſſureront de la même maniere que s'ils apartenoient à Sa Majeſté Catholique *) , ils pourront le faire et les Capitaines des dits Vaiſſeaux de Guerre ſeront obligez de remettre lesdits effets aux perſonnes aux quelles ils ſeront conſignez avec ſoin, ponctualité et un juſte compte pour leur decharge.

Et comme il eſt notoire et évident à tout le monde que les forces avec lesquelles la Couronne de France a troublé l'Europe, ont été ſupportées et maintenuës par les grands Treſors qu'elle a tirez et tire encore des Indes d'Eſpagne, moïenant la frauduluſe introduction des marchandiſes et commerce que ſes ſujets y font, et connoiſſant ſans doute que l'excluſion des François aux Indes n'eſt pas de petite conſequence et ſera d'un grand avantage

*) Ici manque une phraſe.

vantage aux sujets de la Grande-Brétagne et d'Espagne. 1707
Il a été arrêté, accordé et conclu entre leurs Majestez Britannique et Catholique pour elles et tous les Rois leurs Successeurs dès à present à jamais, que tous les François sujets de la Couronne de France seront entiérement exclus, non seulement de la Compagnie de Commerce susmentionnée, mais aussi de toutes sortes de trafic aux Indes de Sa Majesté Catholique sans le pouvoir faire directement ou indirectement en leurs noms ou celui de quelqu'autre personne. La Reine de la Grande-Brétagne et Sa Majesté Catholique s'obligent en leurs noms et ceux des Rois leurs Successeurs et heritiers, pour ce qu'il importe aux sujets des deux Monarchies, à la paix universelle et au repos de la Chrêtienté, qu'ils ne consentiront jamais par aucun article ou Traité de paix secret ou public, la moindre chose qui puisse repugner ou contredire à l'exclusion établie par cet article des sujets de la Couronne de France, de la susdite Compagnie, trafic, Commerce et Navigation aux Indes de S. M. C. et si S. B. ou Sa Majesté Catholique ou quelqu'un de leurs Heritiers et Successeurs Rois et Reines de la Grande-Brétagne accorde ou admet quelque Article ou Traité de Paix secret ou public, que les François ou Sujets de la Couronne de France puissent trafiquer aux Indes apartenantes à celle d'Espagne, ou avoir part à la susdite Compagnie; celui qui y aura contrevenu, soit Sa Majesté Britannique, soit Sa Majesté Catholique ou leurs Successeurs, n'auront plus de droit de demander ou insister sur l'accomplissement de ce qui est stipulé en cet article secret, et par consequent la partie qui l'aura observé aura la liberté de choisir à son gré ou d'annuller cet article, ou de le faire executer comme elle le trouvera plus convenable. Et le Sieur Stanhope Général des Armées de Sa Majesté Britannique Senateur de la Grande-Brétagne Commissaire et Plenipotentiaire nommé par Sa Majesté Britannique pour traiter et conclure tout ce qui peut convenir à une mutuelle paix Alliance et Commerce comme il conste de la copie de son plein-pouvoir couchée à la fin de ce Traité au nom de la Serenissime Princesse Anne Reine de la Grande-Brétagne, consent et accorde les Chapitres et conditions ajustées et exprimées en cet article secret. Et nous autres Antoine Florian Prince du Sacré Empire Romain &c. Don Manuel Alvarez de Toledo

1707 Portugal Comte d'Oropesa &c. et Don Joseph Fole Cardona Enit et Borgia Comte de Cardona &c. Commissaires et Plenipotentiaires nommez par le Serenissi Prince Charles III. Roi d'Espagne pour traiter et conclure l'établissement d'amité, Alliance et Commer entre la Grande-Brétagne et l'Espagne, comme il con des copies de leurs Pleinpouvoirs couchez à la fin ce Traité, avons consenti et accordé au nom de Sa Ma jesté les conditions contenuës avec l'article secrêt e comme susdits Plenipotentiaires promettons que cet ar ticle sera approuvé, confirmé et ratifié par Sa Majest Britannique et par Sa Majesté Catholique et que les ra tifications seront faites et delivrées de part et d'aut en dix semaines de tems à compter depuis le jour de date de cet article. En foi de quoi nous avons sig et scellé ce present article à Barcelonne le 10. Juill. 170

(L. S.) Dn. Diego Stanhope.
(L. S.) Ant. Florian, *Prince de* Lichtenstein
(L. S.) *Le Comte* d'Oropesa.
(L. S.) *Le Grand-Amiral* d'Arragon

CHARLES III. &c.

Aiant vû et consideré cet article secrêt nous l'approu vons et ratifions et en toutes et chacune de ses conditions, comme nous le confirmons par la presente pour nous, nos Heritiers et Successeurs. Nous promettons et engageons nôtre parole Roiale de garder, accomplir et observer re ligieusement tout ce qui y est contenu et stipulé sans con sentir qu'il y soit contrevenu pour aucune cause ou prétexte et pour plus de force et confirmation nous l'avons signé de nôtre Roiale main et ordonné d'y apposer nôtre Gran Sceau. Donné en nôtre Ville de Barcelonne le 9. Jan vier 1708.

CHARLES *Roi.*

Registré à la Cour et Chancellerie de nôtr Souveraine Dame Anne par la grace Dieu Reine de la Grande-Brétagne.

signé:

Gortelose *son Proto-Notaire*

8.

Traité d'alliance entre les Rois de Suède et de Prusse signé à Berlin le $\frac{6}{16}$ Aout 1707. 1707 16 Aout

(Nordberg *Leben Carls XII.* Tom. III. p. 431.)

Nos Carolus, dei gratia, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Vismariae, nec non comes Palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae et Montium dux. Notum testatumque facimus, cum nos inter ac serenissimum et Potentissimum principem ac dominum, dominum Fridericum eadem gratia regem Borussiae, marggravium Brandeburgensim, sacri romani imperii archi-camerarium et principem electorem, supremum principem Arausionensem, Magdeburgi, Stetini-Pomeraniae, Cassubiorum, Vandalorumque, nec non in Silesia Crosnae ducem, burggravium Norimbergensem, principem Halberstadii, Mindae, Camini et Mursii, comitem Zollriae, Ruppini, Marcae, Ravensbergi, Hohensteinii, Teckleburgii, Lingae, Burae et Leerdami, marchionem Vehrae et Vlissingae, dominum Ravensteinii, Lauenburgii, Butoviae, Arlayae et Bredae, fratrem, consanguineum et amicum nostrum charissimum, pro tuenda publica salute et mutua securitate, per constitutos utrimque ministros plena ad id potestate munitos, foedus sancitum et ab iisdem Berolini $\frac{6}{16}$ Augusti nuper praeterlapso rite signatum sit, tenore sequenti:

Notum sit omnibus et singulis quorum interest aut interesse poterit. Postquam serenissimus ac potentissimus princeps ac dominus, dominus Carolus, dei gratia Suecorum, Gothorum Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae ac Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Vismariae; nec non comes Palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae et Montium dux, ex una; nec non serenissimus ac potentissimus princeps ac dominus, dominus Fridericus, dei gratia, rex Borussiae, marggravius Brande-

1707 Brandeburgensis, sacri Romani imperii archicamerarius et princeps elector, supremus princeps Arausionensis, Magdeburgi, Cliviae, Juliae, Montium, Stetini, Pomeraniae, Cassubiorum Vandalorumque, nec non in Silesia Crosnae dux, burggravius Norimbergensis, princeps Halberstadii, Mindae, Camini et Mursii, comes Zollriae, Ruppini, Marcae, Ravensbergi, Hohensteinii, Tecklenburgii, Lingae, Burae et Leerdami, marchio Vehrae et Vlissingae, dominus Ravensteinii, Lauenburgii, Butoviae, Arlayae et Bredae, ex altera parte; serio ac cum animo perpenderunt, nec minus experientia usuque rerum edocti sunt, quantum commodi ac utilitatis foedus istud, quod antea in certos definitosque annos inter illos initum erat, tam ad totius Europae ac rei evangelicae salutem atque incolumitatem conservandam, quam ad regiae utriusque domus incrementum, earumque respective regnorum, terrarum subditorumque bonum et emolumentum attulerit, e re publica et sua esse rati sunt, communique consilio decreverunt, foedera ea, quorum fides inter illos certo tantum annorum spatio hactenus circumscripta erat, in perpetuum firmare aeternumque illis robur superaddere, ita quidem, ut non solum altissime memorati reges, quamdiu summus rerum humanarum arbiter, deus, illas superstites esse voluerit, sed et ipsorum tam Sueciae, quam Borussiae regnorum haeredes, hoc foedus perpetuum, absque ullo imposterum super ea de re novo instituendo tractatu, coniunctis utrimque animis, consiliis viribusque a Deo sibi concessis, continuo colere velint ac debeant. Quare ut de hoc foedere perpetuo rite agatur, tractetur et conveniatur, ab utraque regia maiestate certi ministri, uti ex mandatis eorum super hac re acceptis, et fini huius tractatus adiectis liquet, constituti atque delecti sunt, et quidem a parte regiae suae maiestatis Sueciae, illustrissimi, excellentissimi ac nobilissimi viri, dominus Joannes baro de Rosenhane, sacrae regiae maiestatis Sueciae legatus extraordinarius, et supremus tribunalis Vismariensis praeses, ut et dominus Andreas Lejonstedt, sacrae regiae maiestatis Sueciae secretarius et consiliarius aulicus; a parte vero regiae suae maiestatis Borussiae, illustrissimi, excellentissimi ac nobilissimi viri, dominus Joannes Casimirus sacri romani imperii comes a Vartenberg, sacrae regiae majestatis Borussiae supremus camerarius, provinciarum terrarumque ad successionem Arausionensem

em spectantium locum tenens, cursuum publicorum magister generalis haereditarius, stabuli regii summus praefectus, regni Prussiae mareschallus, summus oeconomiae regiae privatae director, ordinis aquilae nigrae cancellarius, eiusdemque et Joannitici eques; ut et dominus HENRICUS RUTGERUS ILGEN, sacrae regiae maiestatis Borussiae minister status ac rerum bellicarum intimus; nec non dominus MARQUARDUS LUDOVICUS DE PRINTZEN, sacrae regiae maiestatis Borussiae minister status intimus, supremus rerum feudalium director, regii palatii magister, comitatus Ruppinensis praefectus, nec non aquilae nigrae eques; qui, habitis inter se nonnullis, de aeterno hoc foedere pangendo, colloquiis, tandem in tractatum sequentem mutuo consenserunt et convenerunt: 1707

ART. I.

Sit in perpetuum inter sacras regias majestates Sueciae et Borussiae earumque posteros ac successores, sincera, firma atque fida amicitia, adeo ut altera pars alterius utilitatem, emolumenta et commoda haud secus, ac sua propria, quaerat atque promoveat, damna et pericula vero, quae alterutram partem minari videbuntur, non officiis modo, sed vera quoque et efficaci auxilii praestatione, avertat ac propulset. Quocirca solenniter cautum est, quod ista foedera, conventiones et pacta, quae iam antea inter altissime memoratas sacras regias majestates sancita sunt, quatenus per praesens foedus nulla in illis mutatio facta est, in pristino suo et pleno vigore omnino permanere debeant; adeo ut eorum robori et efficaciae per hoc posterius nihil quidquam decedat. *Amitié.*

ART. II.

Ut eo arctius atque firmius haec amicitia inter altissime praedictas sacras regias majestates coalescat, dabitur opera, ut omnes et singulae controversiae, circa quas utraque pars liquido aut probabili iuri aut nunc insistit, aut in posterum insistere potest, sive limites et confinia provinciarum, sive alia negotia concernant, quae inter easdem sacras regias majestates earumque subditos vel iam nunc ortae sunt, vel in posterum emergere poterunt, per certos plenaque potestate munitos ministros, absque mora, amicabiliter componantur et dirimantur. Et sicuti sperandum est, alias etiam potestates huic foederi accessuras, inter sacras regias maje- *Composition des disputes.*

sta...s

1707 ſtates Sueciae et Boruſſiae iam convenit, ut, ſi per amicabiles eiusmodi inter miniſtros ipſarum inſtitutos tractatus diſſidia iſta et controverſiae componi nequeant, accedentium aliqua, vel alia quaepiam mutuo conſenſu denominata poteſtas requiratur, ut ſuam mediationem interponat et ortas diſſenſiones eo pacto removeat atque aboleat.

Art. III.

Garantie. Quod ſi acciderit, alterutrum confoederatorum, ſub quocunque praetextu, ab aliis poſthaec infeſtari, eiusque iura, terras et provincias, quae vel iam poſſidet, vel ſucceſſu temporis obtinere poterit, violento modo laedi, impeti ac impugnari; alter foederatus primo quidem aggreſſorem turbatoremve amice ab eiusmodi propoſito dehortabitur, ſimul vero arma ad manus habere et auxilia hoc foedere promiſſa gravato mittere, quin et praeſtationem eiusmodi ſubſidiorum propriis ſumtibus eo usque continuare tenebitur, donec laeſus non modo in eum, quo ante aggreſſionem et turbationem fuerat, ſtatum, reſtituatur, verum etiam de damno ex ea accepto plene ipſi ſatisfiat.

Art. IV.

Traités antérieurs. Comprehenduntur hoc foedere ſingula ea regna, electoratus, provinciae ac terrae, quae in prioribus *inter* ſacras regias majeſtates Sueciae et Boruſſiae *concluſis* foederibus expreſſa ſunt, iisdemque iure ſanguinis et pactorum ſive iam obvenere, ſive in futurum obtingere poterunt. Auxilia vero mutua, reſpectu eiusmodi regionum ac iurium, ſacrae regiae maieſtates eo modo invicem ſibi praeſtabunt, prout in iſtis foederibus, quae iam antea inter ſe iniverunt, ea ſuper re conventum eſt.

Art. V.

Secours. Numerum copiarum, in praedictum eventum invicem ſubſidio mittendarum, quod attinet, inter foederatos ſtabilitum eſt, quod ſacra regia maieſtas Sueciae ſacrae regiae maieſtati Boruſſiae, et viciſſim ſacra regia maieſtas Boruſſiae, ſacrae regiae maieſtati Sueciae quinque millia peditum, mille equites, et mille dimachas (vulgo *Dragoner*) pro ſuppetiis mittere debeat; ſin vero iſte numerus ad avertendum imminens periculum haud ſufficens iudicaretur, ſpondet utraque ſacra regia maieſtas, poſt ineundam ea de re conventionem ulteriorem,

1707

...m, copias easdem, in quantum fieri poterit, se ad- ...ugere velle.

ART. VI.

In casu auxilii huiusmodi praestandi ad copiarum ...gendarum, super gerendo in eas imperio; iure di- ...ndo; operationibus bellicis dirigendis; sustentatione ...litum in hybernis et hospitationibus quibusvis; nec ...n super eius generis rebus aliis, sequentem in modum ...nveniri placuit: Quod videlicet confoederatus requi- ...us summum in copias auxiliares imperium teneat, ea ...men conditione, ut hoc imperium vel ipse praesens ad- ...inistret, vel illud supremo duci, quo in bello gerendo ...itur committat; quapropter ipse partem requisitam ea ...re mature admonere debeat, ut circa constituendum ...xiliaris militiae ducem, illae, quae, super praece- ...ntia oriri possent, lites ac incommoda praeveniri pos- ...t atque evitari. Et cum utraque sacra regia maiestas ...bditis suis hanc legem imposuerunt, ut postea quam ...b earum militia certum dignitatis gradum nacti sunt, ...e deinceps sub aliarum potestatum signis militantes, ad ...tiores in militia honores et imperia adscenderunt, illi ...amen, si cum regis sui officialibus concurrant, non ...lio, quam illo, quo inter eiusdem copias olim gavisi ...unt, honoris gradu, fruantur; cautum est, ut istud ...uoque, in casu coniunctionis copiarum utriusque sacrae ...aiestatis, sibi invicem subsidio mittendarum, observe- ...r. Duces praeterea et officiales, qui copiis auxiliari- ...us praesunt, ad omnia consilia bellica, quibus alterius ...rtis officiales eiusdem gradus ac dignitatis, adhiben- ...ur, pariter quoque admitti debent; ille foederatorum, ...ui alteri auxilium fert, copias suas propriis alet sumti- ...us; pabulum autem durante expeditione militari e cam- ...is quaerendum, per hyemem vero in mansionibus ipsis ...rrigendum erit; hospitia quoque et illa, quae sub ...mine *Obdach* et *Service* veniunt, gratis pendentur. ...nfoederato requirenti insuper curae erit, ut militiae ...xiliari panis et reliqua cibaria iusto eodemque pretio, ...o apud ipsiusmet copias divenduntur, subministrari ...sint. De caetero in numero militum gregariorum, ...quibus centuriae legionesque constant, determinando, ...quantum fieri poterit, paritas observabitur, ne al- ...tra exercitus pars vel circa expeditiones, vel in ...sidiis locorum munitorum, prae altera nimis de- ...getur.

1707 Religion protestante.

ART. VII.

Quoniam religio proteſtantium in imperio romano-germanico aliiſque adiacentibus regnis atque provinciis, praeſertim vero in Hungaria, Polonia, palatinatu Rheni et Sileſia, dure nimis et male habita ac vexata hactenus eſt; iamque plus ſatis apparet, omni ope illo collimari, ut eadem religio e praefatis regnis et provinciis, quatenus poterit, tollatur penitus atque exſtirpetur: *Idcirco* inter praecipua huius foederis momenta reputabitur, ut noxius hisce attentatis rite et cum effectu occurratur; religioni evangelico-lutheranae non minus ac reformatae addicti conſcientiae libertate, vi, ac tenore pactorum, pacificationum et conventionum, ipſoque iure iis debita, ubique locorum gaudeant; quin et poteſtates pontificiae religionis, quarum ſubditi proteſtantes violentis eiusmodi et acerbis modis premuntur, ad intermittendas Chriſtiano nomine tam indignas oppreſſiones, per media, quae ab utroque rege communi conſilio, pro rerum temporumque ratione, idonea et efficacia viſa erunt, admoneantur ac compellantur. Quod ſi ſacra regia maieſtas Boruſſiae, ut proteſtantibus eo citius ſubveniatur, neceſſarium duxerit, cum ſubditis ſuis, pontificiam religionem profitentibus, per modum repreſſaliarum eadem ratione agendi, qua alibi principes pontificii ſubditos ſuos proteſtantes habent: Spondet *ſacra regia* maieſtas Sueciae, quatenus communi *cum ipſa* conſilio id factum erit, et evangelico-lutheranae non minus, quam reformatae religionis commodis iſta via proſpicietur, ſacrae regiae maieſtatis Boruſſiae partes, omnino uti ſuas proprias, ſe amplexuram; et ſi contigerit, eidem ſacrae regiae maieſtati, hanc ob cauſam a pontificia, quapiam poteſtate, quaecunque demum ea fuerit, vim aut iniuriam inferri, pro caſu huius foederis hoc ſe habituram, et auxilia, hac conventione promiſſa, contra aggreſſorem ipſo actu eidem praeſtituram. Spondent inſuper confoederati reges, circa tractatus inſecuturae tam rege Galliae pacis, omni niſu id ſe acturos, ut clauſula articulo quarto pacis Ryſvicenſis adiecta, utpote quae rebus proteſtantium in imperio maxime pernicioſa et ſtatui religionis, ſecundum pacem Veſtphalicam, perpetua et immutabili lege obſervando, contraria, quaeque per infractam ſtatim a Gallis pacem ipſo facto iam tum concidit, per tabulas pangendae pacis, in vim conſtitutionis pragmaticae, plane annihiletur ac aboleatur.

ART.

1707

Art. VIII.

Luthériens et reformés.

Quemadmodum praeterea dubitari nequit, Deo rem ore acceptissimam, rebusque simul universorum protestantium maxime salutarem ac necessariam, si inter eosdem fida animorum coniunctio et concordia stabiliatur, ac perpetim colatur; utraque sacra regia maiestas sedulo operam dabit, ne inter ipsarum subditos evangelico-lutheranae et reformatae religioni addictos, ea de causa, quod circa religionem diversa sentiant, ad odium ...ensumque qualemcunque exercendam materia aut praetextus quaeratur, inque eum finem theologis omnibus, ...i in utriusque partis regnis, electoratu ac provinciis ...morantur, praecipi curabunt, ut in tractandis controversiis (quod quidem ipsis non interdictum est) de... erga alteram partem, in scribendo et dicendo, ...destia et moderatione utantur, omnibusque propter ...as controversias conviciis, calumniis ac laesionibus ...ter se invicem abstineant.

Art. IX.

Paix de W. Constitution germanique.

Quo sacro Romano imperio eiusdemque statibus an...iqua eorum iura, privilegia et sanctiones, contra nova ...t arbitraria quaevis molimina, serventur incorrupta ...que illibata; sacrae regiae majestates in id semper sin...ulari cura animos intendent, ut si quid in negotiis ...perii, quod legibus eiusdem fundamentalibus et in...umento pacis Vestphalicae sit contrarium, a quopiam, ...icunque iste fuerit, attentari contigerit, id ipsum non ...odo conventui Ratisbonensi et aulae Caesarae, uti par ...t, exponatur; sed etiam iusta quaevis et congrua me...ia arripiantur, quibus eiusmodi, invito iure tentatis, ...novationibus, cum effectu obviam iri, et ab imperio, ...ectoribus, ac statibus imminens praeiudicium atque ...mnum averti queat ac propelli.

Art. X.

Correspondance entre les ministres.

Utriusque sacrae regiae maiestatis ministris apud ...as exterorum principum constitutis, quando utrique ...ti ita videbitur, de novo hoc atque arctissimo inter ...orum reges icto foedere notitia fiet, inque mandatis ...itur, ut super negotiis sibi commissis familiarius inter ...deliberent ac consultent; et quo quisque res suas ...pediet felicius, operis ac consiliis mutuis quam diligen-

1707 ligentiſſime ſibi invicem ſubveniant. Caeterum a omnia inviolabili ſilentii fide foedus hoc regant custodiant.

ART XI.

Acceſ-ſion. Sacris denique maieſtatibus regiis placuit, vt, poſt habitam ulteriorem deliberationem, utrique co foederatorum e re viſum fuerit, aliorum etiam principu poteſtatumve acceſſione, foederi huic maius robur a pondus addere, praeprimis sereniſſima et potentiſſim Magnae Britanniae regina et sereniſſimus elector Brunſui cenſis et Luneburgenſis ad hanc acceſſionem invitentu De caetero autem arcanum huius tractatus et conver tionis quam religioſiſſime celari, nec cuipiam, quicun que is demum ſit, niſi cum conſenſu utriusque partis revelari debet.

ART. XII.

Ratifi-cations. Instrumentum ratificationis ſuper hoc foedere, tam nomine ſacrae regiae maieſtatis Sueciae, quam ex parte ſacrae regiae maieſtatis Boruſſiae, ſolemni forma expe-ditum, intra ſpatium trium hebdomadum, aut citius, ſi fieri poterit, a ſubſcriptione huius tractatus, utrim-que rite commutabitur.

Quorum omnium in maiorem fidem duo huius foe-deris exemplaria confecta atque a miniſtris initio no-minatis ſubſcripta ſigillisque eorum munita ſunt.

Actum Berolini, die $\frac{6}{16}$ Auguſti 1707.

JOANNES ROSENHANE. (L. S.)

Comes A WARTENBERG. (L. S.)

ANDREAS LEJONSTEDT. (L. S.)

HENRICUS RUTGERUS ILGEN. (L. S.)

MARQUARDUS LUDOVICUS DE PRINTZEN. (L. S.)

Nos CAROLUS, *dei gratia, Suecorum, Gothoru Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, du Scaniae, Eſthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Ve dae, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiae et Vandaliae, pri ceps Rugiae, dominus Ingriae et Viſmariae, nec no comi*

omes palatinus Rheni, Bavariae, Julliaci, Cliviae et Montium dux. Notum testatumque facimus, quod, cum ea occurrat temporum facies, quae admonere omnino videtur, ut futurae securitati, quantum humanae prudentiae concessum sit, mature ac convenienter prospiciatur, initis eiusmodi rationibus, quibus discrimina cuncta subditique casus fortiter excipi possint ac propulsari. Nobis non dubiis argumentis constat, serenissimum ac potentissimum principem, dominum FRIDERICUM, *eadem gratia, regem Borussiae, marggravium Brandeburgensem, sacri romani imperii archi-cameraium et principem electorem, supremum principem Arausionensem, Magdeburgi, Stetini, Pomeraniae, Cassubiorum Vandalorumque, nec non in Silesia Crosniae ducem, burggravium Norimbergensem, principem Halberstadii, Mindae, Camini et Mursii, comitem Zollriae, Ruppini, Marcae Ravensbergi, Hohensteinii, Tecklenburgii, Lingae, Burae et Leerdami, marchionem Verae et Vlissingae, dominum Ravensteinii, Lauenburgii, Butoviae, Arlayae et Bredae, fratrem, consanguineum et amicum nostrum charissimum, laudabili studio ac voluntate in ea consilia propendere, quae cum asserendae publicae saluti, tum mutuis commodis ac auxiliis invicem ferendis, accommodata videbuntur. Nos proinde instituto huic non minus necessario, quam salutari, curam animumque pariter intendentes, nostro ad aulam Berolinensem legato extraordinario, supremo tribunalis Vismariensis praesidi, illustri ac nobis sincere fideli domino baroni* DE ROSENHANE, *ut et secretario nostro et consiliario aulico nobili nobisque sincere fideli, domino* ANDREAE LEJONSTEDIO *in mandatis dedimus, quemadmodum hisce quoque mandamus, plenamque ipsis facultatem concedimus, cum iis, quos sacra regia maiestas Borussiae, ad id plena quoque potestate instructos, denominaverit sive iunctim, sive separatim, congrediendi, tractandi, conveniendi atque concludendi. Verbo regio spondentes, quaecunque ita tractata, acta ac conclusa fuerint, nos grata rataque habituros, sancteque ac inviolabiliter servaturos. In quorum omnium maiorem fidem, hasce, manu nostra subscriptas, sigillo quoque regio muniri iussimus.* 1707

Dabantur in hybernis Altranstadiensibus *prope* Lipsiam, *die* $\frac{16}{26}$ *Jul. 1707.*

(L. S.) CAROLUS. C. PIPER.

1707 Nos Fridericus, dei gratia, rex Borussiae, marggravius Brandenburgensis, sacri romani imperii archicamerarius et princeps elector, supremus princeps Arausionensis, Magdeburgi, Cliviae, Juliae, Montium, Stettini-Pomeraniae, Cassubiorum Vandalorumque, nec non in Silesia Crosnae dux, burggravius Norimbergensis, princeps Halberstadii, Mindae, Camini et Mursii, comes Zollriae, Ruppini, Marcae, Ravensbergi, Hohensteinii, Teckleburgi, Lingae, Burae et Leerdami, marchio Vehrae et Vlissingae, dominus Ravensteinii, Lauenburgii, Butoviae, Arlayae et Bredae; notum testatumque facimus hisce: Quod, cum rei necessitas et praesens temporum ratio, ad stabiliendam perennandamque pacem istam ac tranquillitatem, qua per divinam faventem bonitatem huc usque, regnum, electoratus, provinciae ac ditiones nostrae gavisae sunt, exigere videatur, ut, initis cum vicinis nostris consiliis, mature omnibus istis, quae tum tranquillitatem istam, tum securitatem religionis protestantium, quae tam variis ac nocivis machinationibus petitur ac fere non opprimitur, promovere possunt, prospiciatur, moliminaque hisce contraria elidantur, ac propulsentur; nobisque serenissimus ac potentissimus princeps, dominus Carolus, eiusdem Dei gratia, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Vismariae, nec non comes palatinus Rheni, Bavariae (*&c. dux*), frater, consanguineus et amicus noster charissimus tot, tantisque, ac tam luculentis documentis propensissimum suum in nos animum, summumque desiderium ea omnia suffulciendi, quae aut nobis invicem emolumento esse, aut publicae saluti securitatique religionis protestantium conducere poterunt, semper testatus sit. Idcirco nos, non minori proclivitate ac studio in eadem consilia, non minus necessaria, quam salutaria, propendentes, ad firmandam aeterno foedere mutuam istam, quae nobis cum sacra regia maiestate Sueciae intercedit, necessitudinem, nostro supremo camerario, provinciarum terrarumque ad successionem Arausionensem spectantium locum tenenti, cursuum publicorum magistro generali haereditario, stabuli nostri regii summo praefecto, regni Prussiae mareschallo, summo oeconomiae nostrae privatae directori, ordinis aquilae nigrae can-

cancellario, eiusdemque et Johannitici equiti, illustrissimo, nobis sincere fideli ac dilecto. JOHANNI CASIMIRO, sacri romani imperii comiti A WARTENBERG, ut et ministro nostro status ac rerum bellicarum intimo, illustri ac nobis sincere fideli HENRICO RUTGERO ILGEN; nec non ministro status intimo, supremo rerum feudalium directori, regii nostri palatii magistro, comitatus Ruppinensis praefecto, nec non aquilae nigrae equiti, illustri et nobis sincere fideli, MARQUARDO LUDOVICO DE PRINTZEN, in mandatis dedimus, prout et per hasce ipsis mandamus, plenamque ipsis facultatem impertimur, cum illis, quos sacra regia maiestas Sueciae iam ad hoc negotium denominavit, ac pari potestate instruxit, congrediendi, tractandi et de iis omnibus, quae salutari huic operi quam accommodatissima esse poterunt, conveniendi ac concludendi, Verbo nostro regio spondentes, nos ea omnia, quae a supra dictis ministris nostris ita acta, stipulata ac conclusa erunt, grata rataque habituros ac religiose semper servaturos. In quorum fidem maioremque auctoritatem, concessae ipsis plenae potestatis, instrumentum hoc manu nostra subscripsimus, ac sigillo nostro regio iussimus muniri. 1707

Dabantur *Carolinaeburgi* die 8. Aprilis 1707.

FRIDERICUS, *Rex.*
(L. S.)

Nos igitur supra memoratum et hic insertum foedus in omnibus ac singulis paragraphis ac clausulis approbavimus, ratihabuimus, ac extradi iussimus: Regio verbo spondentes, nos omnia ac singula, quae in eodem comprehenduntur, sancte et religiose servaturos, nec, ut ullo modo violentur, quantum in nobis erit, passuros. In quorum maiorem fidem diploma praesens, manu nostra subscriptum, sigillo nostro regio firmari iussimus.

Dabantur in castris Altranstadiensibus prope Lipsiam die $\frac{16}{27}$ mensis Augusti anno 1707.

CAROLUS.
(L. S.)

1707

Article séparé.

Nos CAROLUS, *dei gratia, Suecorum, Gothorum Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Wismariae, nec non comes palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae et Montium dux: Notum testatumque facimus, cum foederi aeterno, quod nos inter et serenissimum ac potentissimum principem ac dominum, dominum* FRIDERICUM, *dei gratia, regem Borussiae, marggravium Brandenburgensem, sacri romani imperii archi-camerarium et principem electorem, supremum principem Arausionensem, Magdeburgi, Stetini-Pomeraniae, Cassubiorum Vandalorumque, nec non in Silesia Crosniae ducem, burggravium Norimbergensem, principem Halberstadii, Mindae, Camini et Mursii, comitem Zollriae, Ruppini, Marcae, Ravensbergi, Hohensteinii, Tecklehurgii, Lingae, Burae et Leerdami, marchionem Vehrae, et Vlissingae, dominum Ravensteinii, Lauenburgii, Butovia, Arlayae et Bredae, die* $\frac{6}{15}$ *huius mensis rite confectum est, articulum separatum adiicere e re visum esset, tenore sequenti:*

Articulus separatus.

Directoire du cercle de la basse Saxe.

Quandoquidem inter ducatus Magdeburgensem et Bremensem ratione exercendi praesidii seu directorii in circulo Saxoniae inferioris, tabulis pacis Westphalicae articulo decimo cautum est atque provisum, ut illud per vices suscipiatur, atque adeo utrique praesidium et directorium, ad obeundum hoc munus, par ad illud administrandum auctoritas, pariaque iura attributa sunt. Utrique tam Borussiae, quam Sueciae regi aequum visum est, ut in illo praesidendi munere, praesertim quod ad modum tempusque alternandi attinet, omnimodo inter illos observetur aequalitas, neque altera pars, ad quam ordo huius iuris exercendi redit, altera parte diutius praesidium suum proroget, munereque isto fruatur.

Quamvis autem in conventu circuli Saxoniae inferioris anno 1652 (non comparente tamen nec consentiente

tiente serenissimo electore Brandenburgico, sacrae suae maiestatis Borussiae nunc feliciter regnantis parente pie defuncto) habito, conventum atque decretum sit, ut praesidium illud, a quovis conventu circuli usque ad sequentem, alterutri parti per vices competat, ex illa vero lege id oriatur incommodi, ut, si ob impedimenta quaedam per aliquot annos, prout hactenus accidit, conventus circuli haud indicetur aut celebretur, directorium illud, quod agens vocant, interea temporis continuo munere isto gaudeat, ac in eius exercitio maneat; quiescens vero directorium diutius quam par est, atque, contra ipsum instrumenti pacis sensum ac tenorem, ab illo munere excludatur: Inter utrumque regem conclusum est, ut illud praesidium alternatim ac per vices, singulis annis exactis, ab altera ad alteram transferatur ac transeat, deque ea re omnes et singuli Saxoniae inferioris ordines, literis missis, certiores fiant, et postquam illud institutum ab omnibus, aut potiore illorum parte agnitum ac approbatum fuerit, in alternando isto munere protinus et sine mora initium fiat, hoc ordine in perpetuum deinceps tenendo. 1707

Nos quoque eundem articulum approbavimus et ratihabuimus, sicuti hisce quoque approbamus et ratihabemus, paremque ei cum ipso foedere vim ac auctoritatem tribuimus: Promittentes, nos eundem, haud aliter ac illud, sancte ac inviolabiliter observaturos. In cuius re fidem diploma hoc, manu nostra subscriptum, sigillo quoque regio confirmari iussimus.

Quod factum est in castris Altranstadiensibus die $\frac{5}{21}$ Augusti, anno 1707.

CAROLUS.

9.

1711 Aout. *Renouvellement de l'alliance entre la Reine Anne de la Grande-Brètagne et les Provinces-Unies des Pays-Bas d'une part et les cercles associés de l'Empire de l'autre pour être continuée même après la paix; au mois d'Aout 1711.*

(Lunig *Reichsarchiv* Part. gén. Cont. II. p. 780. en latin et allemand.)

Cum dubiis et difficillimis nuper temporibus, quae bellum, quod etiamnum geritur, proxime praecesserunt, Principes et status inclytorum Franconiae et Sueviae Circulorum rite perpendentes; quantum ex coniunctione animorum et virium ad tuendam et conservandam communem libertatem et salutem roboris et emolumenti accedat, communicatis inter se consiliis pro sua incolumitate et commodis Societatem inter se inierant, in pacto, sive conventione die 16. Martii 1702 *a*). Nordlingae, associationis nomine conclusa, comprehensam, cui statim sequenti die circulus austriacus, et post quatuor dies vigesimo scilicet Martii eiusdem anni 1702 Circuli Rhenanus electoralis et superioris rheni accesserunt, quod et aliquo post tempore fecit circulus rhenanus Westphalicus inferior.

Cumque eodem fere tempore principes et status inclytorum circulorum, Rhenani electoralis, Franconici, Suevici et Rhenani superioris, a serenissimo et potentissimo nuper Magnae Britanniae rege, Guilielmo III. et a celsis et praepotentibus dominis ordinibus uniti Belgii ad societatem foederis inter sacram Caesaream maiestatem, sacram regiam maiestatem Magnae britanniae, regem modo nominatum et dominos ordines generales die 17. Septembris anno 1701. Hagae comitum conclusi *b*) literis invitati huic foederi accesserint, stipulatis

a) Dumont Tom. VIII. P. I. p. 99. 104.

b) Dumont T. VIII. P. I. p. 89. Schmauss p. 1153.

pulatis quibusdam conditionibus die 22. Martii anno 1702 c) in congressu Nordlingensi exhibitis, quarum conditionum praestationem post mortem praefati regis GUILIELMI III. Serenissima et Potentissima Magnae Britanniae Regina, nunc feliciter regnans, et domini ordines generales Belgii certo modo sposponderunt, et accessionem eorundem circulorum ad praedictum foedus gratam et acceptam habuerunt, unde postea durante hoc bello reipsa compertum est, maximam utilitatem tam publicis, quam mutuis commodis ex hoc societatis et foederis vinculo accessisse, quapropter etiam optandum est, ut non tantum, quamdiu hoc bellum duraverit, sed etiam, ut post reductam favore numinis pacem continuetur, et pro pacifcentium mutua defensione et incolumitate novo nexu adstringatur, quemadmodum et articulus XII. foederis indigitati post pacem conclusam, inter partes contrahentes foedus defensivum pro eiusdem pacis guarantia mansurum esse, declarat. 1711

His itaque rationibus adducti serenissima et potentissima magnae britanniae Regina, celsi et praepotentes domini ordines generales uniti Belgii ex una, et ex altera parte principes et status inclytorum circulorum, nempe circuli Rhenani Electoralis, Austriaci, Franconici Suevici et Rhenani superioris e re publica et sua fore existimarunt, inter se mature consilia conferre, ne praesentis societatis et foederis nexus, quo nunc invicem inter se adstringuntur, post pacem factam dissolvatur, sed vt pro mutua securitate et unius cuiusque contrahentium defensione magis etiam contrahatur, quem in finem partes contrahentes modo nominatae in articulos sequentes consenserunt.

ART. I.

Ne per hunc tractatum quicquam pacto sive conventione Nordlingensi derogetur, verum ut haec una cum conditionibus, quas associati ciruli accedentes ad foedus 1701. quod magnum vocatur, stipulati sunt, quasque Regina Magnae Britanniae et domini ordines generales promiserunt in omni suo vigore maneant, quatenus cum ratione temporis post factam pacem convenire queant, ut illarum in hoc tractatu nihil innovatum vel mutatum fuerit; sit praeterea inter partes contrahentes post pacem con- *Alliance défensive après la paix.*

c) DUMONT T. VIII. P. I. p. 103.

1711 conclusam foedus defensivum pro eiusdem pacis g rantia sub auspiciis Caesareis, si bellum in imperio con circulos ex causa huius foederis exoriatur, salvis iurib circulorum et statuum, atque hoc posito fundamento et maneat inter partes contrahentes vera, constans perpetua amicitia adeo ut alter alterius commoda pr movere, incommoda evertere, omni studio teneatu quemadmodum et se invicem certiores reddere, quid in unius vel alterius perniciem vel damnum quoquam moliri contigerit, idque ad cuiusquam noti tiam pervenerit.

Art. II.

Entretien de troupes de la part des P. maritimes.

Quo autem magis amcitiae et coniunctionis hui rationes inter partes contrahentes constent, et quaelib illarum de mutuis auxiliis certam spem concipere que promittunt et spondent regia sua Maiestas Magnae Br tanniae et domini ordines generales uniti Belgii, se tempore pacis ad 50.000 militum simul, tempore ante belli, necessitate exigente adhuc ultra habituros, u timo vero casu, nempe periculo belli, aut ipso bell emergente, numerum copiarum, infra stipulatum et pro missum, in auxilium missuros parti aggressae.

Art. III.

Entretien de troupes de la part des Cercles.

Spondent et promittunt vicissim electores, princi pes et status praedictorum inclytorum circulorum, ses tempore pacis numerum, perpetui militis circiter ad 22000 habituros, atque se hunc numerum iuxta propor tionem statuum ab hoste, favente numine, recuperando rum auctores periculo autem belli pro re nata, aut ips bello existente, se in eum armaturae statum constituturo in quo praesenti tempore sunt, exceptis illis copiis, qu hactenus ultra debitum et extra obligationem resp imperii a quibusdam circulis gravibus expensis super merarii, sive supererogatorie sustentatae sunt.

Art. IV.

Revues.

Liberum esto dominis confoederatis, ingru bello, ubi alter alteri suppetias tulerit, copias in au lium missas itidem lustrare et recensere cuilibet c paciscentium, quoties e re visum fuerit.

Art. V.

Cas d'attaque.

Si terras [illegible] compaciscenti vel [illegible] ere, cum su

pace quisquam eorum ſtipulabitur, hoſtiliter aggredi praeter ſpem contigerit, vel alio modo cauſa ex huius foederis cuiquam compaciſcentium bellum illatum fuerit, vel bello periculum intendetur, is, qui vel armis impetitus fuerit, vel cui tale periculum imminet, coeteros compaciſcentes de facta aggreſſione vel periculo certiores reddet, qui ſtatim amicabilibus quibuscunque officiis operam dabunt, ut periculum avertatur, et damna parti laeſae illata reparentur, nihilominus tamen intra trium menſium ſpatium ſuppetias ferre parti laeſae adſtricti erunt, a die requiſitionis, ad hoc factae, numerandorum. 1711

ART. VI.

Caſu exiſtente, ut circuli ſupra nominati auxilio indigeant; Regina Magnae Britanniae et domini ordines generales illis opem ferent intra tempus, in praecedenti articulo determinatum, et in illorum auxilium mittent, Regina Magnae Britanniae 10000 et domini ordines generales 10000 propriis ſumptibus alenda, ita, ut militi auxiliari bene veſtito et armato conſueta ſtipendia ſolvant, caetera neceſſaria, gramen ſc. vel foenum pro equis intra ſpatium ſex menſium a primo nempe Maii usque ad finem menſis Octobris gratis praeſtentur ab iis, qui eorum opera utentur.

Secours par les P. maritimes.

ART. VII.

Quodſi vel Regina Magnae Britanniae vel domini ordines generales, auxilio opus habuerint, principes et ſtatus inclytorum circulorum ſupra memoratorum iis in auxilium mittent octo millia, etiam probe veſtitos et armatos, qui, ſi ex illo numero militum venient, quem circuli ſecundum art. 3. perpetuum vel tempore belli alere obſtricti ſunt, iis principes et ſtatus circulorum etiam conſueta ſtipendia ſolvent loco autem augmenti quod aggii nomine venit, panem et pabulum ſuis ſumptibus dabunt, qui eorum opera utentur; ſi autem praeter hac alias turmas vel legiones circuli in auxilium mittant, illae in totum ſtipendiis Reginae vel ordinum merebuntur, et eorum ducibus et praefectis obedient ab eo tempore, quo terras illorum attigerint, et illius, vel illorum, quibus merebuntur, propriae eſſe cenſebuntur iuxta modum, ſuper quo eveniente caſu convenietur, qui et iis tanquam propriis utentur, quapropter et pretium conſcriptionis, vulgo *Antrittsgelder*, pro illis ſolvent.

Secours par les Cercles.

1711

Art. VIII.

Augmentation des secours. Auxilia eo, quo dictum est, modo mittenda pro rerum et temporum constitutione, si necesse fuerit, augeantur, ita tamen, ut is, qui suppetias feret, non propterea in societatem belli venire teneatur, nisi communicatis, casu existente, consiliis, hoc e re communi esse, partes contrahentes consenserint; quod si pars contrahens, a qua auxilia petuntur, ipsa quoque aggressa, aut bello implicita sit, eo casu ad auxilia mittenda obligata non erit, et si in societatem belli veniat, hoc casu inter se consilia conferent compaciscentes, quibus modis commune bellum quam maxime promoveri queat.

Art. IX.

Canons. Quaelibet legio auxiliaris munita erit duobus tormentis bellicis vibrantibus singulis globum ponderis 6 vel 4 librarum, et munitionibus belli secundum proportionem.

Art. X.

Levée de troupes. Casu foederis existente, si quisquam compaciscentium in terris ac regionibus alterius militem conscribere cupiat, haec militum conscriptio praevia requisitione non impedietur, sed adiuvabitur, quantum locorum et temporum constitutiones et rationes hoc sinent, nec per illam proprii militis conscriptio difficilior reddatur.

Art. XI.

Passage. Fas non sit sub ullo praetextu transitum negare suppetiis aut aliis necessitatibus bellicis, quarum pars aggressa egere posset.

Art. XII.

Paix commune. Bello semel suscepto neutri partium fas sit de pace tractare, nisi coniunctim et communibus consiliis secundum formulam et tenorem magni foederis.

Art. XIII.

Accession d'autres états. Quandoquidem scopus huius continuationis pacti, sive conventionis Nordlingensis solummodo tendit in publicum et commune bonum omnium foederatorum in hoc praesenti bello comprehensorum, et in mutuam defensionem: itaque secundum praefatum tractatum Nordlingensem electores, principes et status sacri imperii romani, ut et caeteri foederati ad huius tractatus accessionem invitabuntur.

Art. XIV.

Ratification. Tractatus hic confirmabitur et ratihabebitur, et tabulae ratihabitionis extradentur et permutabuntur intra spatium

ſpatium duorum menſium a die concluſi tractatus, vel etiam citius, ſi fieri poterit. In quorum fidem &c. &c. 1711

Articulus ſeparatus.

Quandoquidem potiſſimum aſſociatorum circulorum belli ſcopus fuerit, ut pro maiori ſecuritate, divino favente numine, vi armorum aſſociatorum aut futura pace, contra continuas coronae Galliae pacis transgreſſiones meliorem obicem et repagulum obtinerent, hucusque ab una quidem parte compertum ſit, a sereniſſima et potentiſſima Magnae Britanniae Regina, et dominis uniti Belgii ordinibus generalibus nihil neglectum fuiſſe, quod ad obtinendum finem tam ſalutarem inſervire potuerit, ab altera tamen parte videatur, vix talem ſecuritatem obtineri, niſi recuperandi avulſa imperii (ſc. univerſae Alſatiae, Suntgoviae et Briscoviae, nec non trium epiſcopatuum Metenſis, Tulonenſis et Verodunenſis, ducatus quoque Lotharingae) ratio habeatur.

Efforts pour reprendre l'Alſace et les trois évêchés.

Spondent itaque domini foederati, ſeſe tam vi armorum, quam futura pace pro virili omni cura et opera conaturos, ut praedicti ſtatus avulſi, ſi poſſibile ſit, Imperio reuniantur, et sereniſſimus quoque Lotharingae dux aequam et convenientem ſatisfactionem obtineat, erga quam ſatisfactionem et reſtitutionem altefatus sereniſſimus dux ratione ditionum, quae ipſi ope dominorum foederatorum in futuris pacis tractatibus contingent, non modo congruam contributionem in circulo, ad quem ditiones et terras eiusmodi pertinere dignoſcetur, in ſe recipere obſtrictus erit, ſed et, ſi adhuc res eo communi conſilio dirigi poſſet, ut idem sereniſſimus dux ratione earundem, ut et pro ea provincia aut terris, quas in vicem et compenſationem ducatus Montisferarenſis conſequetur, huic foederi [prout receſſus de anno 1709 die 15 Maii inter ſuperiores imperii circulos confectus, id ipſum innuit] cum adaequato militum numero, aliisque praeſtationibus, iuxta proportionem deinceps determinandis, accidet: Habebitque articulus hic ſeparatus tantum vigorem, ac ſi verbotenus tractatui de — Auguſti anno 1711 *d*) inſertus fuiſſet.

d) La date preciſe de ce traité a été auſſi peu indiquée dans l'ouvrage de Lunig que celle de la ratification, qui ſemble même n'avoir pas eu lieu; conférés Faber *E. Staatscanzeley* T. XVIII. p. 649-694.

10.

1713 *Traité de paix et de commerce entre les Provinces-Unies des Pays-Bas et la Regence de Tunis; signé* 1713.

(*Vervolgh van het Recueil van de Tractaten, gemaakt en geslooten tusschen de Hoogh Mog. Herren Staaten Generaal de Vereenighde Nederlanden* &c. Tweede Deel. n. 7. et *Groot Pl. boek* D. V. p. 454).

Tractaet tusschen Haer Hoogh Mog. de Heeren Staaten Generael der vereenighde Nederlanden. ende de Regeeringe van Tunes 1713.

Onevndige lof en ontelbare prys zy aen de Majesteyt des Formeerders der Selfstandigheden, en des Scheppers der Schepselen, amen.

Van wegens de Hoogachtbare Regenten en Hoogmogende Regeerders, de Regeerders van de Nederlandtsche Natie de Staten Generael van de vereenighde Provincien waren door den Gevolmachtighden met der selver permissie de Joode, genaemt Juda Cohen, ter eenre, ende door de voorige Hooghgeerde Regeerders van het Gouvernement van Tunes, de Articulen ende het Verbondt ende Tractaet door den eenen aen den anderen toegestaen, ten eynde om tot een goede vreede (te komen), by wyse van eenparige toestemminge vastgestelt ende geconvenieert. Sedert is na verloop van eenigen tydt de gemelde Joode, genaemt Juda Cohen, met sijn Ed. genaemt Jan van Baerle, andermael aen Ons Gouvernement gekomen, om de voorheen gearesteerde Vreede te voltrecken, des selfs Articulen te staven, ende het Tractaet te ratificeren: Soo zijn dat met eenparige toestemminge van de Achtbare (Regenten) van deses Landtschappen (namelijck) de doorlughtige, voortrefflijche Ali Paska, de weldoende, voortrefflijche, grootgunstige Husein, Beg, Baenderheer, de hooghgeerde Day Mustafa, Day van het Gouvernement, ende Ali Aga, Aga der Janitzaren, ende alle de oudtste ende acht-

aghtbare Mannen van het Gouvernement uyt hoofede van de Vreede, voor desen vastgestelt, de Conditien en het Verdragh, ende de Articulen, en het Verbondt, en het Tractaet op de geconcerteerde wyse voltrocken, de Articuln tusschen Ons gemaeckt, geregistreert, ende het Instrument aen Onse kant ondertekent ende gezegelt overgelevert, ende de Articulen oock van haerluyden hant geregistreert, ende het Cognoscementschrift aen Ons Overgelevert, op dat aen weerkanten volgens des selfs (inhoudt) gehandelt, ende daer tegens, soo Godt de Alderhooghste wil, geene contraventie begaen worde. 1713

ART. I.

*Is bedongen, dat na desen dagh in allen Deelen de Nederlandtsche, soo Oorloogh-als Koopvaerdvesche-pen, in alle Havenen van het Gouvernement van Tunes, in welcke de selve sullen arriveren ende inloopen in vryheyt ende seeckerheyt sullen zijn, ende dat noch aen gemelde Schepen, noch aen de Effecten ende Koop-manschappen daer in afgeladen, noch aen der selver Negotianten, op geenerley wyse, schade noch hinder sal mogen werden aengedaen. *Libre entrée à Tunis.*

ART. II.

Is bedongen, dat wanneer Nederlandtsche Schepen een party Eetwaren ende victualie (als) Biscuit, ende Olyf-olye, ende Boter, ende Broodt, ende Vleesch van nooden hebben, om op de Marckt voor haer geldt tot prijs courant op te doen, niemandt haer (daer in) sal mogen hinderlijck zijn. *Approvisionnemens.*

ART. III.

Is bedongen, dat wanneer Schepen van het Gouvernement van Tunes in de Nederlandtsche Provincien komen in te loopen, ende eene partye Eetwaren en Victualie van noden hebben, om voor haer geldt op prijs courant op de Marckt op te doen, niemandt haer (daer in) tegenstandt sal mogen doen. *Reciprocité en Hollande.*

ART. IV.

Is bedongen, dat Nederlandtsche Schepen in de Havenen van Tunes inloopende negotie sullen mogen dryven, ende dat sy den Tol volgens gewoonte betalende, niemandt haerluyden eenigh quaedt, schade, geweldenarye noch vyandtschap sal mogen aen doen. *Commerce à Tunis.*

ART.

1713

ART. V.

Réexportation. Is bedongen, dat wanneer de Waren ende Koopmanschappen, door de Nederlandtsche Negotianten aengebragt, niet en zijn verkoght, ende sy noodigh hebben de selve wederom naer haer Landt te voeren, sy daer van den halven Tol, gelijck de Engelsche, geven sullen, ende niemandt sal mogen hinderlijck zijn.

ART. VI.

Prises. Is bedongen, dat wanneer Nederlandtsche Schepen sommigh Schip van haer Vyanden komen te nemen, ende in dat selve Koopluyden van het Gouvernement van Tunes gevonden worden, sy dan noch aen haer Effecten, noch aen haer Persoonen geen nadeel sullen hebben toe te brengen, sy sullen de vraght, voorheen bedongen, betalen, ende niemandt eenige molestatie mogen aendoen.

ART. VII.

Visitation sur mer. Is bedongen, dat wanneer Schepen van het Gouvernement van Tunes in Zee Nederlandtsche Schepen ontmoeten, soo sullen sy met de Sloep de eene na den anderen varen, om elkanders Pasport in te sien: Ende is men overeen gekomen, dat niet meer als twee Mannen in het Schip sullen overgaen; Ende als sy het Pasport sullen hebben ge-examineert, sullen sy hem laten varen, ende van sijne reyse niet af houden.

ART. VIII.

Naufrage. Is bedongen, dat indien een der Nederlandtsche Schepen in eene der Havenen van Tunes quam schipbreuk te lijden, de Goederen ende Effecten, die daer in zijn, aen der selver Eygenaers sullen gerestitueert worden.

Indien oock, dat de alderhooghste Godt verhoede, een van de Schepen van het Gouvernement van Tunes op de Nederlandtsche Kust quam schipbreuk te lijden, soo sal desglijcks niemandt aen de Effecten ende Goederen hindernisse noch ongelijck mogen aendoen.

ART. IX.

Faux pavillon. Is bedongen, dat wanneer een Nederlandtsch Schip in Zee een Tunesins Schip komt te ontmoeten, ende de Vlagge van eene andere Natie opset, daer onder veght, ende genomen wordt, dat het selve Schip, ende de Effecten, ende het Volck, daer op zijnde, dan aen het

het Gouvernement prinse sullen zijn. Ende indien een van de Schepen van het Gouvernement oock in diervoegen komt te werck te gaen, ende genomen wordt, sal het selve desgelijcks op voorgemelde wyse gehandelt worden. 1713

ART. X.

Is bedongen, dat Indien (die van) het Gouvernement van Tunes een vyandtlick Schip komen te nemen, ende in dat selve eenige Nederlandtsche Negotianten, ofte wel Passagiers van de Nederlandtsche Natie, gevonden worden ende het Pasport, dat by hun is, nagesien zijnde, opgerecht bevonden wordt, dat sy dan hare Effecten en Goederen aen haer sullen restitueren: Wanneer oock Nederlandtsche Schepen van haer Vyanden een Schip sullen nemen, soo sullen desglijcks het Pasport, dat in haer handen is, ingesien, ende oprecht bevonden zijnde, aen de Negotianten ende Passagiers van de Landtsgenoten van het Gouvernement van Tunes, die daer in zijn, hare Effecten ende Goederen, welcke daer in gevonden worden, worden gerestitueert. *Passagers Hollandais.*

ART. XI.

Is bedongen, dat indien yemandt van de Nederlandtsche Negotianten, tot Tunes residerende, insolvent (wordt) ende schuldigh blijft, de Crediteurs op den Consul geene pretensie sullen moogen maaken. *Banqueroute.*

ART. XII.

Is bedongen, dat indien yemandt van de Nederlandtsche Negotianten, tot Tunes residerende, quam te overlijden, ende geen Testament hadde gemaeckt, den Consul des selfs Effecten dan op een Inventaris brengen, ende de selve onder sich bewaren sal, ende sal een ander van sijne kant van den ontfanghst contraboeck houden, ende niemandt aen dat Goedt sijne handt uytstrecken, tot dat den Eygenaer, of wel den Erfgenaem van dat Goedt sal gekomen zijn. *Successions.*

Van het sesde ende tiende Articulen is, tot affnydinge van twist ende weeringe van geschil (aldus) geëxcipieert. *Exceptions à l'art. 6, et 10.*

Indien de Schepen van het Gouvernement van Tunes een Vyandts Schip komen te nemen, ende in dat selve Nederlandtsche Negotianten, of wel Passagiers, gevon-

1713 gevonden worden, ende het Pasport, dat sy hebben, sal nagesien zijn, soo sullen gelijck voorheen gemeldt, de Effecten (hun) gerestitueert worden. Ende volgens de voorschrevene wyse sal oock aldus met de Negotianten en Passagiers van het Gouvernement van Tunes gehandelt worden: Dogh met dat bedingh, dat soo sy op het Cognoscement van den Schryver van het *Schip*, ofte wel door des selfs getuygenisse, bewysen, *dat* de Effecten de hare (zijn), soo is bedongen, dat uyt hoofde van dat gegevene bewys de Effecten aen hun het zy Landtsgenoten van het Gouvernement van Tunes, of het zy van de Nederlandtsche Natie, het zy dat sy selve tegenwoordigh of afweesigh moghten zijn, gerestitueert worden.

Ende is bedongen, ende vastgestelt, dat de Negotianten van de Nederlandtsche Natie van de Effecten in het Gouvernement van Tunes gebraght, sullen betalen gelijck de Engelsche drie realen per cent. Ende dat indien de aengebraghte Effecten niet en zijn verkoght, ende noodigh is, dat de selve wederom afgevoert worden, sy dan volgens het geen in het vyfde Articul gemeldt staet, anderhalve real per cent geven sullen.

Ende is bedongen, dat dit Articul sal onveranderlijck zijn, (in dier voegen) dat indien by voorbeeldt op de Engelsche Natie meer als drie realen Tol *augmentatie* opgeleyt wierde, soo sal (eghter) op de Nederlandtsche Natie niet meer geleght worden: doch indien daerentegens op de Engelsche ofte andere Natien verminderinge geleyt wierde, soo sal oock van de Nederlandtsche Natie (*volgens*) die verminderinge (*afge-eyscht*) worden.

Attestation du Consul Anglais.

Copie van de woorden van den Engelschen Consul, die hier ter Plaetse is residerende, welcke hy met sijn eygen Handtschrift en Zegel geschreven heeft.

Ick John Gomaret, Consul van de Koninginne van Groot-Brittannien, als zijnde voor het tegenwoordige Consul in het Gouvernement van Tunes, geve getuygenisse, dat de bovengemelde Articulen alle te samen gemaeckt zijn met toestemminge van den Regent en Gouverneur van het Gouvernement de doorlughtige Seid Ibrahim Pascha ende Day ende Beg, ende met eenparigh consent

consent van het gantsche Hof, ende van alle de oudtste van het Gouvernement, als mede met toestemminge van Juda Cohen, Gesant, (hier) gekomen van wegens de Staten Generael, (ende dat sulcks) sonder twyffel is. Geschreven in het laetste Deel van Maert 1074., styl van Anjoutoun. 1713

Dat door de volmaeckte goedtheydt der Majesteyt des Heeren der eeuwen, tot uytbreydinge van den rechten wegh, tot nuttigheydt van een voorspoedigh eynde, ende aen Ons Gelove ende de Wereldt tot dagelijckschen welstandt waerdigh verstreckte, amen. Ende na desen dagh, den Datum van het geschrevene, sullen Wy voortaen aen weerkanten op Zee de een tegen den anderen geene vyandtschap bedryven, maar sal ne de wyse van liefde ende vriendtschap de vreede ende eenigheyt gepleeght worden. Indien voortaen eenige saeck genomen wordt, soo blyft vastgestelt, dat Wy sulcks de een den anderen sullen restitueren. Ende op dat dese Articul- ende Capitulatiebrief soude vast ende bestandigh zijn, so is de selve met Onse eygen Handtschrift ende Zegelen gezegelt ende bevestight. Gedaen in het middendeel van (de maendt) Regeb des jaers een duysent een hondert ende vier en twintigh.

1124 den 14. van R.

Was getekent,

(L. S.) Ali, *Landtvooght van het Huys des Lofs, het bewaerde Tunes.*

(L. S.) Husein, *Baenderheer van het Huys des Lofs, het bewaerde Tunes.*

(L. S.) Mustafa, *Day van het Huys des Lofs, het bewaerde Tunes.*

(L. S.) Ali, *Aga der Janitsaren van het Huys des Lofs, het bewaerde Tunes.*

II.

1713 Capitulation entre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas et la regence de Tripoli; signée 1713.

(*Vervolgh van Recueil van de Tractaten.* Tweede Deel n. 2. *Groot Placat Boek* D. V. p. 452.)

ART. I.

Libre entrée et ravitaillement.

Wanneer Nederlandtsche Commissievaerders ofte St Schepen tot Tripoli sullen komen het Ancker lat vallen, om te provianderen, ende Water in te neme ende van andere nootsakelijkheden, van alles wat n digh sal zijn, sigh te voorsien, ende voor haer geld die nootsakelijkheden sullen opdoen, soo sal (hae geensints eenige verhinderinge worden aengedaen: alle havens onder Ons Gebiet, daer sulcks gebeuren sa sal men na desen (inhoudt) handelen, ende op geenerle wyse eenige overlast (haer) aendoen.

ART. II.

Droits.

Wanneer Nederlandtscho Koopvaerdy- ofte Com missieschepen in het District van Tripoli Effecten va veelerley sorteringe sullen brengen om te verkoopen soo sullen sy drie ten hondert aen Tol betalen, mee sal niet mogen gevordert worden. Doch indien s die Effecten (wel) uyt het Schip sullen lossen, da niet, om verkocht te worden, maer de selve wederor in het Schip sullen komen in te laden, soo sal by he arrivement van die Effecten geen Tol mogen geeysch worden: In yeder van Onse havenen, daer dese cas sal komen te gebeuren, sal na desen (Articul) g handelt worden.

ART. III.

Munitions de guerre.

Wanneer Nederlandtsche Commissie- ofte Koop vaerdyschepen, eenige Effecten tot den Oorlogh b hoorende, herwaerts te brengen, ende de selve begee ren te verkoopen, als by voorbeeldt, Kruyt, Loo Yser, Geschut, Kogels, Masten ende diergelijcke, so sullen sy van die Effecten, onder den naem von Tol niets betalen, sal oock niet mogen geeyscht worden

In yeder van Onse havenen, daer sulcks komt te gebeuren, sal na desen (Articul) gehandelt worden. 1713

ART. IV.

Wanneer Onse Commissie Schepen op Zee een Nederlandtsch Schip sullen komen te ontmoeten, soo sal den Signeur Schipper de Sloep laten vallen, ende twee geloofwaerdige (Persoonen) daer in setten, welcke met de Pasport van het Schip sullen komen, om die te (laten) examineren: Indien die Pasport authenticq is, sal men (haer) geen overlast aendoen, (maer) de reys laten vervorderen. Doch wanneer het Pasport niet authenticq sal zijn, soo sal men (het Schip) herwaerdts opbrengen, ende het geene de Regenten ende Richters, met kennisse van den Consul sullen doen, daer na sal gehandelt worden. *Visitation sur mer.*

ART. V.

Indien eenigh Nederlandtsch Schip, het zy Commissie- ofte Koopvaerdy-vaerder, door onweder ende stormwinden, (ergens) onder Ons Gouvernement schipbreuck komt de lijden, soo sal op de Effecten, uyt het gemelde Schip geborgen, geensints de handt mogen geleyt, noch daervan Tol betaelt, noch geeyscht worden, maer al het Geborgene sal Geheel en al des gemelden Schips-schipper ende der Koopluyden (eygen) zijn. Des selfs Volck sal oock niet tot Slaven gemaeckt, nogh aen de selve eenige overlast gedaen mogen worden. *Naufrage.*

ART. VI.

Wanneer een Nederlandtsch State Schip, voor Tripoli komen, ende het Ancker vallen laten sal, soo sal de Regeeringe terstondt door den Uytroeper laten uytroepen, ten eynde een yeder syne Slaven sorghvuldighlyck onder sigh houden, op dat tegen den tydt van desselfs vertreck, indien een Slaef in dat Schip moghte gevlught zijn, de selve van dat voornoemde Schip, nogh van den Consul, niet moogen geeyscht worden. *Vaisseaux de guerre.*

ART. VII.

Wanneer eenigh Nederlander, ofte yemandt van hare Onderhoorige moght komen te overlyden, soo sal of wel sijn Erfgenoem, indien tegenwoordigh is, of *Successions.*

1713 wel indien hy in ſyne geſontheyt een Teſtament gemaeckt heeft, ſyn Procurateur ſyne voor handen zijnde Effecten aenvaerden; of indien de ſelve niet moghte in het bereyck zijn, ſoo ſal den Conſul ſyne Goederen aenvaerden, ende niemant ſal ſulcks mogen verhinderen.

ART. VIII.

Paſſagers Hollandais. Wanneer een Nederlandtſch Commiſſievaerder een vyandtlijck Schip ſal komen te nemen, ende in dat gemelde Schip Koopluyden van Onſe Natie ſullen zijn, ſoo ſal men nogh aen deſe Negotianten, nogh aen hare Effecten geene beledinge aendon, maer de ſelve daer uyt laten gaen, werwaerts ſy begeeren ſullen, doch de Vracht ſullen ſy van haerlieden neemen. Wanneer oock Onſe Commiſſie-ſchepen een vyandtlijck Schip ſullen komen te neemen, ende in dat ſelve Nederlandtſche Koopluyden zijn, ſoo ſullen Onſe Schepen van gelijcke doen, hare Vrachten wel neemen, doch aen de Koopluyden, nogh aen hare Effecten geene beledinge toebrengen.

ART. IX.

Etabliſſemens à Tunis. Wanneer een Nederlander, ofte yemandt haer onderhoorigh, het zy Jode ofte Chriſten, tot Tripoli ſigh ſal komen neder ſetten, om Negotie te drijven, ſoo ſal niemandt hem in ſyne ſaken mogen hinderlijck zijn, noch yets, behalven den Tol, van hem mogen geeyſcht worden.

ART. X.

Inſolvabilité. Indien yemandt van de Nederlanders Negotie dryven, inſolvent moghte worden ende vlughten, ſoo ſal van den Nederlandtſchen Conſul niets mogen geeyſcht worden, ende ſal men hem oock geen overlaſt mogen aendoen.

ART. XI.

Priſes. Wanneer een Nederlandtſch Commiſſivaerder ofte Koopvaerdy Schip op Zee een vyandtlijck Schip prinſe maken, herwaerts dat ſelve opbrengen, ende des ſelfs Effecten verkoopen ſal, ſoo ſal, volgens oude gewoente, daer van aen de Threſorie Tol betaelt, ende geene contraventie in deſen gepleeght worden.

Dit

Dit jaer duyſent enn hondert vier en twintigh op 1713
den *veertienden* dagh van de maendt Schaban Elmuad-
dam, zijnde Donderdagh, is op deſe bovenſtaende Articulen de lieve ende heylſame Vreede gemaeckt van wegens de Gevolmachtighden, de Jode Cohen, *ter* eenre ende aen de andere kant van wegens den Doorluchtigen Prins der Princen Muhammed, Baſcha, welcken de alderhooghſte Godt beſtendigh maeke, ende den hoochwaerdigen Pilgrim Jusuph, Dali, ende den hooghachtbaren, hooghwaerdigen ende vermogenden Seid Achmed Beg, Baenderheer, welcken de Alderhooghſte met ſyn hulpe helpe, Amen; Ende van wegens alle de Heeren van het Hof, ende van het overwinnend Leger; ende zijn deſſen geaccordeerde Articulen, ter beveſtinge van het Tractaet ende Capitulatie, tot in maanden ende Jaren, met aler Zegelen ende Handtſchrift bezegelt, ende ondertekent, in het jaer 1124.

Getekent,

(L. S.) Muhammed, *Baſcha van Tripoli.*

(L. S.) Achmet, *Banderheer van Tripoli.*

(L. S.) Pilgrim Jusuph, *Dali van Tripoli.*

(L. S.) Mustapha, *Stedehouder van den Baſcha.*

(L. S.) Achmet Janitzer, *Aga van Tripoli.*

(L. S.) Ibrahim, *Admiral.*

Pilgrim N. N. *Havemeeſter.*

12.

1713 Declaration and engagement concerning
8 Mars. the Rights and Privileges of the British Merchants in the kingdom of Sicily, *made* at Utrecht, the $\frac{25}{8}$ Day of $\frac{\text{February}}{\text{March}}$ $17\frac{12}{13}$.

(CHALMER Th. II. p. 338. POSTLETHWAYT *dict.* art. *treaties*).

Whereas by several treaties of peace alliance; commerce, and navigation formerly made between the kingdoms of Great-Britain and Spain, and at this time subsisting, but more particularly by the treaty concluded at Madrid, the $\frac{13}{23}$ Day of the month of May, in the year one thousand six hundred sixty-and-seven, and the cedulas annexed thereunto, provision was made for the freedom, security, and perfect ease of the commerce of the British subjects, trading in the kingdoms and provinces of Spain; the observance and usage of which treaties have been hitherto received in the kingdom of Sicily in the same manner as in any other the dominions of Spain, except somme variations which have been introduced in the course of time; for the rectifying whereof, according to the rule of those treaties; Great-Britain has hitherto justly insisted.

Wherefore, on occasion of transferring the kingdom of Sicily to his Royal Highness the Duke of Savoy her Sacred Majesty of Great-Britain, being watchful to preserve the rights and privileges of her subjects trading in the said kingdom, and being likewise willing to preserve to the Sicilians the privileges they have in Great-Britain, which are so very dear to the most Serene Duke of Savoy, hath been graciously pleased to give instructions to her under-written ministers plenipotentiaries, to agree with the ministers plenipotentiaries of his Royal Highness of Savoy, about making declarations mutually upon this subject: in pursance thereof, the said ministres plenipotentiaries of his Royal Highness in the name of their most Serene master, do most solemnely declare and promise, that during the reign of the aforesaid most Serene Duke in Sicily,

as

12.

Déclaration et engagement concernant les droits et les privilèges des Marchands Britanniques dans le royaume de Sicile, faite à Utrecht entre les Ministres de la Gr. Brétagne et ceux de Savoye le 25 Fabr./8 Mars 1712/13. 1713 8 Mars.

(*Traduction privée.*)

Comme par differens traités de paix, d'alliance, de commerce et de navigation antérieurement conclus entre les royaumes de la Grande-Brétagne et l'Espagne et subsistant encore actuellement, mais particulièrement par le traité conclu à Madrid le 1/23 jour du mois de May 1667 et les cedules y annexées il a été pourvu à la liberté, sureté et parfaite aisance du commerce des sujets Britanniques, trafiquant dans les royaumes et provinces d'Espagne; des quels traités l'observation et l'usage ont été reçus jusqu'ici dans le royaume de Sicile de la même manière que dans les autres possessions de l'Espagne et y sont demeurés en pleine vigueur, à l'exception de quelques variations qui y ont été introduites avec le tems, au redressement desquelles, en conformité des traités, la Grande-Brétagne a jusqu'ici insisté légitimement.

A ces causes, à l'occasion du transport du royaume de Sicile à son altesse royale le Duc de Savoye, sa sacrée Majesté de la Grande-Brétagne, attentive à conserver les droits et privilèges de ses sujets faisant le commerce dans le dit royaume, et étant de même intentionnée de conserver aux Siciliens les privilèges dont ils jouissent dans la Grande-Brétagne, lesquels sont si precieux au sérénissime Duc de Savoye, a jugée gracieusement à propos de donner ses instructions à ses Ministres Plénipotentiaires sousfignés, de convenir avec les Ministres Plénipotentiaires de S. Altesse royale de Savoye au sujet de déclarations mutuelles à faire à ce sujet: en conséquence de quoi les dits Ministres Plénipotentiaires de S. Altesse royale au nom de leur sérénissime maitre déclarent et promettent le plus solemnellement, que pendant

1713 *as likewise of his heirs and successors, the British merchants are henceforward to have, and shall effectually have, use and enjoy all those rights, privileges, liberties, and entire security, as to their persons, goods, ships, seamen, trade, and navigation, in the said kingdom of Sicily, which, by virtue of the treaties made between Great-Britain and Spain, they have hitherto enjoyed, or ought to enjoy; and to that end, that all abuses, which deviate from the tenor of the said treaties, shall be forthwith removed, and the rights and privileges acquired to the British subjects, by virtue of the aforesaid treaties, shall not on any occasion, or under any pretence, ever be violated or lessened; and if hitherto any more favourable privileges have been granted to the merchants of any other foreign nation or shall hereafter be granted; any way relating to the persons of the traders, their ships, goods, duties, or the business of merchandizing, the British merchants shall likewise in all respects, and in the fullest manner enjoy the same.*

And in like manner the ministers plenipotentiaries of Great-Britain do, in the name of her Majesty, confirm, that the Sicilians shall hereafter enjoy the same privileges and liberties which they have hitherto enjoyed, or ought to have enjoyed, as subjects of the Kings of Spain, by virtue of the aforesaid treaty of the year 1667.

The ratifications of this present declaration and engagement, made in due form, shall be exchanged at Utrecht, within six weeks, or sooner if possible.

In witness and confirmation whereof, the aforesaid ministers plenipotentiaries of her majesty of Great-Britain, and of his Royal Highness of Savoy, have signed this present instrument with their own hands, and put their seals thereunto, at Utrecht, the $\frac{25}{8}$ *Day of* $\frac{\text{Feb.}}{\text{Mar.}}$ $17\frac{12}{13}$.

(L. S.)	JOH. BRISTOL, C. P. S.	(L. S.)	Le C. MAFFEI.
		(L. S.)	Le M. DU BOURG.
(L. S.)	STRAFFORD.	(L. S.)	F. MELLAREDE.

dant le regne du susdit serenissime Duc en Sicile, comme aussi de ses heritiers et successeurs, les marchands Britanniques devront avoir à l'avenir et auront effectivement, useront et jouiront de tous ces droits, privilèges, libertés et sureté entière, quant à leurs personnes, biens, vaisseaux, mariniers, commerce et navigation dans le dit royaume de Sicile, dont ils ont jusqu'ici joui ou du jouir en vertu des traités conclus entre la Grande-Brétagne et l'Espagne; et à cette fin que tous les abus, qui s'eloignent de la teneur des dits traités seront écartés à l'avenir, et que les droits et privilèges acquis pour les sujets Britanniques en vertu des susdits traités ne seront jamais violés ou enfreints en aucune occasion ou sous aucun pretexte; et si jusqu'ici il a été accordé des privilèges plus favorables aux Marchands de quelque autre nation étrangère, ou leur sera accordé dans la suite, relativement à la personne des commerçans, à leurs vaisseaux, biens, droits ou affaires de commerce, les Marchands Britanniques en jouiront de même à tous les égards et de la plus ample manière. 1713

Et de même les Ministres Plénipotentiaires de la Grande-Brétagne confirment au nom de Sa Majesté, que les Siciliens jouiront à l'avenir des mêmes privilèges et libertés dont ils ont joui jusqu'ici ou auraient du jouir comme sujets des Rois d'Espagne en vertu du traité susdit de 1667.

Les ratifications de la présente déclaration et engagement, concues en due forme seront échangées à Utrecht dans l'espace de six semaines, ou plutôt s'il est possible.

En foi et confirmation de quoi les susdits Ministres Plénipotentiaires de S. M. de la Grande-Brétagne et de S. Altesse royale de Savoye ont signé le présent instrument de leur propre main et y ont apposé le sceau de leurs armes. A Utrecht le $\frac{\text{25 Fevr.}}{\text{8 Mars}}$ $17\frac{12}{13}$.

(L. S.) JEAN BRISTOL.
C. P. S.
(L. S.) STRAFFORD.

(L. S.) Le C. MAFFEI.
(L. S.) Le M. DU BOURG.
(L. S.) F. MELLAREDE.

13.

1715 His Majesty's guaranty of the treaty of
3 May. peace made at Utrecht, February 6, 17 14/15, between the Crowns of Spain and Portugal.

(CHALMERS II. 306.)

GEORGE, by the grace of God &c. to all and singular to whom these present lettres shall come, greeting. Whereas the most Serene King of Portugal has notified to us, that peace is established between him and the most Serene King of Spain, by a treaty concluded at Utrecht on the sixth day of the month of February last past; and has also invited us, that, pursuant to what the late Queen Anne, of pious memory, our most dear sister and cousin, undertook, we would engage our promise and guaranty for the performance of the said treaty, and all and every the articles thereof. And whereas Joseph da Cunha Brochado ambassador extraordinary, and counsellor of the said most Serene King of Portugal, has, on the part of his Master, delivered to us a copy in due from of the said treaty the guaranty or engagement for the performance of which is desired of us, written in the Portuguese language, and being word for word as hereunder follows.

In the name of the most Holy Trinity. Know all present and to come, that the greatest part of Christendom having been afflicted with a long and bloody war &c.

We, following the steps of our royal ancestors, and being unwilling to decline any offices, by which the peace between the said Kings may be promoted, do therefore most readily engage for the preservation of the treaty now established; gladly taking this occasion to satisfy his Royal Majesty of Portugal of our friendship and sincere regard to his person and interests, agreeable to the most strict concord which has always been between the

13.

*Garantie de la part de S. M. Britannique du traité de paix fait à Utrecht le 6 Fevrier 1715 *) entre les Couronnes d'Espagne et de Portugal.* 1715 3 May.

(*Traduction privée.*)

GEORGE par la grace de Dieu &c. à tous et chacun à qui les presentes lettres parviendront, salut. Comme le Serenissime Roi de Portugal nous a notifié, que la paix a été faite entre lui et le Serenissime Roi d'Espagne, par un traité signé à Utrecht le 6 jour du mois de Fevrier dernier, et nous a de plus invité de vouloir en conformité de ce que feu la Reine Anne de pieuse memoire notre très-chere Soeur et Cousine a entrepris, engager notre promesse et notre garantie pour l'accomplissement du dit traité et de tous et chacun de ses articles; et comme Joseph da Cunha Brochade Ambassadeur extraordinaire et conseiller du dit Serenissime Roi de Portugal, nous a delivré de la part de son maitre une copie en due forme du dit traité pour l'accomplissement duquel notre garantie ou engagement est desirée de nous, dressée en langue Portugaise et dont la teneur est de mot à mot comme suit:

Au nom de la très-sainte trinité. Soit notoire à tous les presens et à venir que la plus grande partie de la Chretienneté ayant été affligée par une longue et sanglante guerre &c.

Nous en suivant les traces de nos royaux prédécesseurs et ne voulant nous refuser à aucuns services par les quels la paix entre les dits rois pourrait être avancée, nous

*) Le traité même se trouve dans DUMONT T. VIII. P. I. p. 444. traduit en Français. Il se trouve en Portugais à la suite de l'imprimé du *traité de limites entre le Portugal et l'Espagne* de l'an 1750. p. 126, et en Portugais et Français sur une *feuille* volante imprimée à Utrecht 4to comme aussi dans *Actes de memoires de la paix d'Utrecht* T. VI. p. 828. Mais l'instrument de garantie qu'on trouve ci-dessus, manque dans tous ces endroits cités.

1715 *the British and Portuguese crowns. We therefore have made ourselves guarantees and sureties of the said treaty of peace, as by these presents, in the most due and ample form, we do make ourselves guarantees and sureties thereof; engaging and promising on our Royal word, to take care (as far as in us lies) that the said treaty, with all and every the articles and clauses in it, shall be sacredly and inviolably observed according to their genuine sense, and that nothing shall be done in anywise contrary thereunto; and that we will be always ready to enter into all such reasonable measures as shall appear most necessary effectual for preserving the same form all violation.*

In witness whereof, we have caused our great seal of Great-Britain to be affixed to these presents, signed with our Royal hand. Given at our palace at St. James's, on the third day of May, in the year of our Lord 1715, and of our reign the first.

GEORGE, R.

nous engageons volontiers en ſequence à la con- 1715
ſervation du traité actuellement conclu: ſaiſiſſant volontiers cette occaſion d'aſſurer S. M. royale de Portugal de notre amitié et de notre égard ſincere pour ſa perſonne et ſes interêts, conformément à l'union la plus étroite qui a toujours ſubſiſté entre les Couronnes Britannique et Portugaiſe. En conſequence nous nous ſommes conſtitué nous mêmes garant et ſureté du dit traité de paix, comme par la préſente nous, dans la forme la plus convenable et la plus ample, nous conſtituons garants et furetés d'icelle; engageant et promettant ſur notre parole royale, de prendre ſoin (autant qu'il depend de nous) que le dit traité avec tous et chacun des articles et clauſes y compris ſera obſervé ſaintement et inviolablement, conformement à ſon vrai ſens, et qu'il ne ſera rien entrepris de maniere quelconque qui y ſoit contraire; et que nous voulons toujours être pret d'entrer dans toutes les meſures raiſonnables qui paraitront les plus neceſſaires et efficaces pour le preſerver de toute violation.

En foi de quoi nous avons fait appoſer notre Grand ſçeau de la Grande-Brétagne à la preſente, ſignée de notre main royale. Donné à notre palais à St. James le 3 jour de May de l'an de notre Seigneur 1715 et de notre regne le premier.

GEORGE, R.

14.

1715 14 Dec. The treaty of commerce between the most Serene and most Potent Prince George, by the grace of God, King of Great-Britain, France, and Ireland, defender of the faith etc. and the most Potent Prince Philip V. the Catholic King of Spain, concluded at Madrid the 14th/3d of December 1715.

(CHALMERS *Collection of treaties* Vol. II. p. 173. *Collection of treaties* 1785. T. II. p. 173.)

GEORGE, by the grace of God, King of Great-Britain, France, and Ireland, defender of the faith &c. To all and singular to whom these present letters shall come, greeting. Whereas a certain treaty of commerce between us and our good brother Philip the fifth, the Catholic King of Spain, was concluded and signed by ministers plenipotentiaries, impowered with sufficient authority on both sides, at Madrid on the 14/3 day of this present month, in the form and words following:

Whereas since the treaties of peace and commerce lately concluded at Utrecht, on the 13th of July, and 9th of December 1713, between his Catholic Majesty and her late Majesty the Queen of Great-Britain (of glorious memory) some differences remained about commerce, and the course thereof; their Catholic and Britannic Majesties, being inclined to maintain and cultivate a firm and inviolable peace and friendship have (for attaining so good an end) by the two ministers reciprocally and in due form authorized for this purpose, caused the following articles to be concluded and signed.

ART. I.

The British subjects shall not be obliged to pay higher or other duties for goods which they shall bring in or carry out of the several ports of his Catholic Majesty,

14.

Traité de commerce entre le Sérénissime et très-puissant Prince George par la Grace de Dieu, Roi de la Gr. Brétagne, France et Irlande, Defenseur de la foi etc. et le Sérénissime et très-puissant Prince Philippe V. Roi Catholique d'Espagne. Conclu à Madrid le $\frac{14}{3}$ Décembre 1715.

1715 14 Déc.

(Traduction privée; on trouve la substance de ce traité en Français dans Rousset *Recueil* T. I. p. 441, et dans Lamberty T. IX. p. 403.)

George par la Grace de Dieu Roi de la Grande-Brétagne, France et Irlande, Defenseur de la foi &c., à tous ceux à qui ces presentes lettres parviendront salut. Comme un certain traité de commerce entre nous et notre bon frere Philippe V. Roi Catholique d'Espagne à été conclu et signé par des Ministres Plénipotentiaires munis de pleinpouvoirs suffisans des deux cotés à Madrid le $\frac{14}{3}$ jour du present mois dans la forme et les paroles suivantes:

Comme depuis les traités de paix et de commerce conclus dernièrement à Utrecht le 13 Juillet *a*) et 9 Décembre 1713 *b*) entre S. M. Catholique et feu Sa Majesté la Reine de la Grande-Brétagne (de glorieuse memoire) il sont restés quelques differends concernant le commerce et le cours de celui-ci, leurs Majestés Catholique et Britannique étant disposés à maintenir et à cultiver une paix et amitié ferme et inviolable, pour parvenir à ce but salutaire, ont fait conclure et signer par les deux ministres autorisés à cette fin reciproquement et en due forme, les articles suivants:

Art. I.

Droits à payer par les Anglais.

Les sujets Britanniques ne seront pas tenus de payer de plus hauts ou autres droits pour les biens qu'ils importeront ou exporteront dans les differens ports de S. M.

a) Dumont T. VIII. P. I. p. 393.
b) Dumont T. VIII. P. I. p. 409.

1715 *jesty, than those which they paid for the same goods i the time of King Charles the second, settled by cedul and ordinances of the said King or his predecessors; an though the favour or allowance called Pie del Fard be not founded on any royal ordinance, yet his Cathol Majesty declares, wills, and ordains, that it shall b observed now and for the future, as an inviolable law which duties shall be demanded and collected, now and for the future, with the same advantages and favours to the said subjects.*

ART. II.

His Catholic Majesty confirms the treaty made by the British merchants with the Magistrates of St. Ander, in the year 1700.

ART. III.

His Catholic Majesty allows the said subjects to gather salt in the island of Tortudos, they having enjoyed that permission in the time of King Charles the second without interruption.

ART. IV.

The said subjects shall not any where pay higher or other duties, than those which his Catholic Majesty's subjects pay in the same place.

ART. V.

The said subjects shall enjoy all the rights, privileges, franchises, exemtions, and immunities wathsoever, which they enjoyed before the last war, by virtue of the royal cedules or ordinances, and by the articles of the treaty of peace and commerce made at Madrid in 1667. which is fully confirmed here; and the said subjects shall be used in Spain in the same manner as the most favoured nation, and consequently all nations shall pay the same duties on wool and other merchandize which shall be brought into, or carried out of these kingdoms by land, as the said subjects pay on the same goods which they shall import or export by sea; and all the rights, privileges, franchises exemtions, and immunities, which shall be granted or permitted to any nation whatever, shall likewise be granted and permitted to the said sub-

S. M. Catholique, que ceux qu'ils ont payés pour les mêmes marchandises dans le tems du Roi Charles II. reglés par les cedules et ordonnances du dit Roi, ou de ses prédecesseurs; et quoique la concession ou faveur appellée *Pié del Fardo* ne soit pas fondée dans quelque ordonnance royale, cependant S. M. Catholique declare, veut et ordonne, qu'elle sera observée pour le present et pour le futur comme une loi inviolable; les quels droits seront demandés et perçus à present et pour le futur avec les mêmes avantages et faveur des dits sujets. 1715

ART. II.

Sa Majesté Catholique confirme le traité fait par les Marchands Britanniques avec le Magistrat de St. Ander 1700 *c*). *Traité de 1700.*

ART. III.

Sa Majesté Catholique permet aux dits sujets de chercher du sel dans l'île de Tortudos, comme ils ont eu cette permission du tems du Roi Charles II. sans interruption. *Sel.*

ART. IV.

Les dits sujets ne payeront nulle part de plus hauts ou autres droits que ceux que payent les sujets de S. M. Catholique dans le même endroit. *Egalité de droits.*

ART. V.

Les dits sujets jouiront de tous les droits, privilèges, franchises, exemtions et immunités quelconques dont ils ont joui avant la derniere guerre, en vertu des cedules et ordonnances royales, et en vertu des articles du traité de paix et de commerce fait à Madrid 1667 *d*), lequel est pleinement confirmé par le present; et les dits sujets seront traités en Espagne sur le même pied comme la nation la plus favorisée, et par consequent toutes les nations payeront les mêmes droits sur la laine et autres marchandises qui seront importées ou exportées de ce royaume par terre, comme les dits sujets payent des mêmes marchandises qu'ils importeront ou exporteront par mer; et tous les droits privilèges, franchises, exemtions, et immunités qui seront accordées ou concedées à une nation quelconque, seront de même accordées et con- *Droits privilèges franchises.*

c) Je ne trouve pas que ce traité soit imprimé.

d) DUMONT T. VII. P. I. p. 27.

1715 *subjects; the same shall be granted, observed, and permitted to the subjects of Spain in the kingdoms of his Britannic Majesty.*

Art. VI.

And as there may have been innovations in commerce, his Catholic Majesty promises to use all possible endeavours on his part for abolishing them, and for the future will by all sorts of means cause them to be forborn. In the like manner his Britannic Majesty promises to use all possible endeavours for abolishing all innovations on his part, and for the future will by all sorts of means cause them to be forborn.

Art. VII.

The treaty of commerce made ad Utrecht on the 9th of December 1713, shall remain in force, those articles excepted which shall appear to be contrary to what is concluded and signed this day, which shall be abolished and of no force, and especially the three articles commonly called explanatory; and these presents shall be approved, ratified, and exchanged on both sides within the term of six weeks, or sooner if it be possible.

In witness whereof, and by virtue of our full powers, we have signed these presents, at Madrid, on the fourteenth of December, one thousand seven hundred and fifteen.

(L. S.) El. Marq. de Bedmar.

(L. S.) George Bubb.

concedées aux dits sujets; la même chose sera accordée observée et permise aux sujets d'Espagne dans les royaumes de S. M. Britannique. 1715

Art. VI.

Et comme il pourrait y avoir eu des innovations dans le commerce, S. M. Catholique promet d'employer tous les soins possibles de sa part pour les abolir, et pour le futur employera toute sorte de moyens pour les empecher. De la même manière, Sa Majesté Britannique promet, d'employer tous les soins possibles pour abolir toutes les innovations de sa part, et tachera par toute sorte de moyens de les empêcher pour le futur. *Innovations.*

Art. VII.

Le traité de commerce fait à Utrecht le 9 Décembre 1713 restera en vigueur, à l'exception de ces articles des quels il apparoitra qu'ils sont contraires à ce qui a été conclu et signé aujourdhui, lesquels seront abolis et d'aucune force, et particulièrement les trois articles appellés communement explicatoires; et les presents articles seront approuvés, ratifiés et échangés des deux côtés dans l'espace de six semaines, ou plutôt s'il est possible. *Traité de 1713. Ratification.*

En foi de quoi, et en vertu de nos pleinpouvoirs nous avons signé les présentes à Madrid le 14 Déc. 1715.

(L. S.) El Marq. de Bedmar.

(L. S.) George Bubb.

15.

1716 *Renouvellement d'alliance entre l'Angleterre et*
6 Fevr. *les Etats Généraux; signé à Westminster le 6 Fevrier* 1716.

(*Memoires de* LAMBERTY T. IX. pag. 395.)

Renovatio Foederum inter Magnam Britanniam et Rempublicam Foederati Belgii.

Cum Celsi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Foederatarum Belgii Provinciarum testatum fecerint Serenissimo et Potentissimo Principi ac Domino, Domino Georgio, Magnae Britanniae, Franciae et Hiberniae Regi &c., sese magnopere cupere amicitiam, necessitudinemque, qui inter Coronam Britannicam, eorumque Rempublicam intercedunt, firmiores reddere, et nexibus quantum fieri potest, arctissimis constringere, eumque in finem renovatos velle cum dicta Regia Majestate, confirmatosque Tractatus, Foedera et Pacta conventa, quicunque cum Serenissimis Regibus, Reginisque Magnae Britanniae Antecessoribus suis, gloriosae Memoriae, antehac initi sunt, eorumque stipulationes pro rerum temporumque ratione, vinculis magisque arctis validisque adstrictas dare.

Cumque praedicti Domini Ordines Generales Legatis suis apud Regiam suam Majestatem extraordinariis Baroni de Wassenaar, Toparcha in Duvenvoirde, Voorschoten, Veur &c., ex Ordine Nobilium Hollandiae et West-Frisiae, Praesidi Camerae rationum ejusdem Provinciae, Praefecto Ruardo, Aggerumque Praetori in terra de Puten, Assessori in Collegio quod Schielandiae praeest, summo Praetori Civitatis Hulsanae, et districtus ejusdem nominis, Praetori itidem Civitatis et Baronatus Bredani &c.; et Philippo Jacobo de Borselle, Toparchae in Voorhoute, quondam Senatori Civitatis Medioburgensis in Zelandia, Consiliarii et Quaestori aerarii in Brabantia Dictionis Ordinum Generalium; ambobus Deputatis in consessu dictorum Dominorum Ordinum Generalium, uni a parte Ordinum Hollandiae et West-Frisiae,

Frisiae, alteri vero Ordinum Zelandiae nomine, potestatem, autoritatemque detulerint tractandi ac concludendi quicquid necessarium judicabitur ad fines supra memoratos assequendos, cum iis, qui mandatis muniti fuerint sufficientibus, ex parte dicti Serenissimi Magnae Britanniae Regis. Quapropter praedicta sua Regia Majestas pari affectu praememoratorum Dominorum Ordinum Generalium desideria complectens, comprobansque e re esse plurimum duxit, Commissarios et Plenipotentiarios suo nomine constituere, qui renovandis Tractatibus prioribus iisdemque confirmandis, et qui etiam stipulationibus, vinculis arctioribus fortioribusque astringendis, operam curamque adhiberent, Guilielmum Dominum Cowper, Baronem de Wingham, summum Magnae Britanniae Cancellarium; Danielem Comitem de Nottingham, Sanctioris sui Consilii Praesidem; Carolum Comitem de Sunderland, privati Sigilli Custodem; Guilielmum Ducem Devoniae, hospitii Regii praefectum; Carolum Ducem de Bolton, dicti hospitii Camerarium; Johannem Ducem de Marlborough, Exercituum Regiorum Capitaneum Generalem; Johannem Ducem de Roxburg, Magni Sigilli in ea parte Magnae Britanniae quae Scotia appellatur Custodem; Carolum Comitem de Carlisle. Turris suae Londinensis Constabularium; Eduardum Comitem de Orford, Primarium rei maritimae, sive Admiralitatis suae Commissarium; Carolum Vice-Comitem Townshend, Primariorum suorum Status Secretariorum unum; Johannem Dominum Somers, Baronem de Eversham; Jacobum Stanhope, Armigerum e Primariis suis Status Secretariis alterum; et Robertum Walpole, Armigerum, Primarium rei suae aerariae Commissarium et Fisci sui Cancellarium Subquaestorem. 1716

Qui quidem Commissarii et Plenipotentiarii, dictique simul Legati Extraordinarii, collatis consiliis, pluribusque ea super re habitis colloquiis, vi potestatum, respective plenariorum (quarum exemplaria ad Calcem hujusce Tractatus adjecta sunt) in articulos sequentes convenerunt, consenseruntque.

ART. I.

Sit maneatque ab hac die usque in posterum sincera, firma et perpetua amicitia, concordia, et conjunctio inter Serenissimum Magnae Britanniae Regem et Successores suos, Reges itidem, Reginasve Magnae Britan- *Amitié.*

niae,

1716 niae, eorumque Regna ex una parte, et Celsos ac Pra potentes Dominos Ordines Generales Foederatorum Be gii Provinciarum ex altera; eorumque invicem Ditione Terras, Subditosque tum mari tum terra ubique loc rum, tam extra fines Europae quam intra eosdem.

ART. II.

Traités confirmés. Quo autem haec amicitia, concordia, atque con junctio melius fortiusque fartae, tectae conserventu omnesque controversiae, quae quocunque demum su praetextu hinc inde exoriri possint, praeveniantur, co ventum concordatumque est inter dictum Serenissimu Regem Magnae Britanniae, et Dominos Ordines Gen rales praefatos, quod omnes et singuli Tractatus Paci Amicitiae, Confoederationis, Navigationis, et Com merciorum inferius recensiti nominatique approbentu ex utraque parte confirmenturque viz.

"Tractatus Pacis Amicitiae et Confoederation Bredae die (21) 31 Julii anno 1667 conclusus *a*). Tra ctatus Navigationis et Commercii eodem tempore, e eodem loco confectus *b*)."

"Tractatus Navigationis et Commercii Hagae Co mitum die (7) 17 Februarii anno (1667) 1668 initus *c*).

"Tractatus Pacis et Amicitiae Westmonasterii di (9) 19 Februarii anno (1673) 1674 conclusus *d*)."

"Tractatus Marinus Londini die (1) 11. Decembr anno 1674 conclusus *e*) una cum declaratione Hag comitum die (20) 30 mensis Decembris anno 167 signata *f*), qua certorum articulorum tam in supradict Tractatu, quam in Tractatu Marino (7) 17 die me sis Februarii anni (1667) 1668 inito sensus explicatur."

Quoniam vero disceptationes quaedam inciderint c Articuli 12. Tractatus Marini praememorati anni 167 explicatione, conventum conclusumque itidem est, expediendum omnem ea de re difficultatis nodum, his declarare, quod per Revisiones in dicto articulo desig

a) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 44.
b) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 48.
c) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 74.
d) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 253.
e) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 282.
f) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 319.

tas, intelliguntur eae, quae in Magna Britannia atque in Provinciis Foederatis usu recipiuntur, semperque receptae fuerunt; quaeque concedantur, semperque concessae fuerunt, eodem in casu, Regionum praedictarum incolis et Nationi cuicunque extraneae. 1716

"Articulus ad controversias quae inter Societates Anglicanam, Batavamque ad Indias Orientales commercia facientes oriri possint praeveniendas, sedandasve Londini conclusus 8 (18) die Martii anno (1674) 1675 g). Foedus defensivum Westmonasterii tertio die Martii anno (1677) 1678 h) conclusum."

Tractatus quo ex compacto de classibus tum Angliae tum foederati Belgii constituitur, in Palatio Withall 23 die mensis Aprilis anno 1689 i) conclusus.

"Tractatus ad Navigia ac mercimonia spectans, quae ex hostium manibus, durante bello recuperata fuerint, eodem in loco 22. die Octobris eiusdem anni k) conclusus."

"Tractatus de successione ad Coronam Magnae Britanniae et de Obice, vulgo Barriere Foederatorum Belgii Provinciarum Ultraiecti ad Rhenum die (19) 30 Januarii, anno (1712) 1713 l) initus, ea tamen mente, ut quicquid additum, mutatumque fuerit in Tractatu de Obice praefato die Novembris anno 1715 m) inter Maiestatem Suam Caesaream et Catholicam, Regem Magnae Britanniae et Dominos Ordines Generales Antverpiae concluso, eandem vim vigoremque habeat, ac si totidem verbis huic Tractatui insertum esset."

Tractatusque supra memorati, atque omnes et singuli eorundem articuli, praesenti hocce Tractatu, revera comprobantur, confirmanturque atque eandem vim, idemque robur obtinebunt ac si hic ad verbum inserti fuissent; quantum scilicet inter se non discrepent vel alius alii, aut huic ipsi Tractatui haud adversentur, ita tamen ut quae per Tractatum aliquem recentiorem san-

g) Dumont Tom. VII. P. I. p. 288.
h) Rousset *Recueil* Tom. XIX. p. 413.
i) Dumont Tom. VII. P. II. p. 222.
k) Dumont Tom. VII. P. II. p. 301.
l) Dumont Tom. VIII. P. I. p. 322.
m) Dumont Tom. VIII. P. I. p. 458.

1716 sancitae fuerint, in eo sensu excipientur, perficienturque qui ibidem statuitur, nulla Tractatus anterioris habita ratione.

ART. III.

Garantie reciroque. Erit porro inter Regiam Suam Maiestatem et Successores suos, et dictos Dominos Ordines Generales, eorumque respective subditos et incolas arcta necessitudo et fida confoederatio, adeo ut sese mutuo tueantur, conserventque in pace, tranquillitate, amicitia, et neutralitate tam mari quam terra, atque in possessione iurium, immunitatum, libertatumque, quibus fruuntur vel frui debent, quasque vel iam acquisivere aut in posterum acquirere possent, per pacis, amicitiae, et neutralitatis Tractatus, sive ante hac factos, sive deinceps iunctim et communi consensu faciendos, cum Regibus, Rebuspublicis, Principibus, et Civitatibus quibuscunque, intra Europae scilicet limites solummodo.

Et si casus evenerit ut Maiestas Sua Regia et dicti Domini Ordines Generales eorum quae superius memorantur causa, per quemcunque vel qualibet cunque sub specie, hostilem in modum, bellove aperto turbati aut lacessiti fuerint, tunc sese invicem accommodabunt ad leges foederis defensivi supra nominati, die tertio mensis Martii anno (1677.) 1678. conclusi.

ART. IV.

Admission d'autres Puissances. Hoc in Tractatu, quoad Articulum scilicet tertium supra scriptum, comprehendentur Reges, Principes, Statusque omnes qui eo admitti cupiant, quique invitati fuerint, atque admissi ex compacto et communi consensu dictae suae Regiae Maiestatis et Dominorum Ordinum Generalium.

ART. V.

Ratification Comprobabitur hicce Tractatus, ratihabebiturque a dicto Serenissimo Rege Magnae Britanniae, et a praememoratis Dominis Ordinibus Generalibus Foederatarum Belgii Provinciarum tabulaeque ratihabitionis spatio quatuor hebdomadum a die subscriptionis comparandarum, vel tam cito quam id commode fieri posset, bona, debitaque forma invicem extradentur.

Inst-

Insequuntur Litterae Plenae-Potestatis Regiae suae Majestatis Magnae Britanniae. 1716

GEORGIUS, Rex.

Georgius Dei Gratia Magnae Britanniae, Franciae et Hiberniae Rex, fidei defensor, omnibus et singulis ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem.

Quandoquidem Celsi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum per Legatos suos apud Nos extraordinarios, Arent Baronem de Wassenaar Dominum de Duvenvoirde, Voorschoten, Veur &c. et Philippum Iacobum de Borsselle, Dominum de Voorhoute nobis testatum fecerint, sese plurimum cupere, quam arctissimis concordiae nexibus nobiscum coniungi, eumque in finem non solum continuatos velle confirmatosque Tractatus cum Praedecessoribus nostris Regiis initos, tam pacem, confoederationem atque amicitiam, mutuam, quam Navigationis ac Commerciorum utrinque commoda spectantes, verum etiam eosdem sicubi opus fuerit emendare, paratos esse. Nos quidem amica hac dictorum Dominorum Ordinum Generalium desideria pari affectu complectentes existimantesque tam salutem Europae publicam, quam ditionum, statuumque invicem nostrorum utilitates summopere attinere ut ea amicitiae coniunctio, quam exoptant expetuntque inter Nos et Dominos Ordines Generales antememoratos, quam firmissime stabiliatur, Viros ex nostra parte Negotio huic maxime necessario, undiquaque pares, protinus nominandos esse censuimus, qui non tantum renovandis Tractatibus, eisdemque emendandis, sed etiam pactis, conditionibus novis quaecunque ipsis expedire videantur, ad praesentem, temporumque statum aptandis, operam curamque adhibeant. Sciatis igitur quod Nos fide, prudentia integritate atque industria, perquam fidelis et dilecti Consiliarii nostri Guillelmi Domini Cowper Baronis de Wingham, summi nostri Magnae Britanniae Cancellarii, perquam fidelium et praedilectorum consanguinorum et Consiliariorum nostrorum Danielis, Comitis de Nottingham, Consilii nostri sanctioris Praesidis; et Caroli Comitis de Sunderland, privati nostri sigilli Custodis; perquam fidelium et consiliariorum nostrorum, Guilielmi, Ducis Devoniae, hospitii nostri Praefecti; Caroli, Ducis in Bolton, dicti nostri hospitii Camerarii, Iohannis Ducis de Marlborough, Exercituum nostrarum Capitanei

1716 Generalis; et Iohannis Ducis de Roxburg, magni nostri sigilli in ea parte Regni, quae Scotia apellatur, Custodis; perquam fidelium et praedilectorum consanguineorum et Consiliariorum nostrorum Caroli Comitis de Carlisle, Turris nostrae Londinensis Constabularii; et Eduardi Comitis de Orford, primarii Admiralitatis nostrae Comissarii; perquam fidelis et dilecti consanguinei et Consiliarii nostri Caroli Vice-Comitis Townshend e primariis nostris status Secretariis unius; et perquam fidelium et dilectorum Consiliariorum nostrorum Iohannis Domini Somers Baronis de Eversham; Iacobi Stanhope Armigeri primariorum nostrorum status Secretariorum alterius; et Roberti Walpole, Armigeri, primarii pro administratione rei nostrae aerariae Commissarii, Fiscique nostri Cancellarii et Subquaestoris, plurimum confisi, eosdem constituimus, facimus, et ordinamus nostros veros, certos et indubitatos Commissarios, Procuratores, et Plenipotentiarios, dantes et concedentes eisdem omnibus, vel eorum tribus quibusvis aut pluribus, omnem et omnimodam facultatem, potestatem, authoritatemque; nec non mandatum generale pariter et speciale pro nobis et nostro nomine cum praefatis Ordinum Generalium legatis extraordinariis, ad hoc sufficientem potestatem habentibus, et desuper iis omnibus quae ad amicissimae coniunctionis leges inter Nos et praedictos Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, quam firmissime sanciendas, eumque in finem ad foedera priora retractanda, renovanda et emendanda, aliasque ibidem conditiones, quae opus fuerint et praesentibus temporibus magis aptae videantur de novo ineundas, maxime pertinere ipsi iudicaverint, conveniendi, tractandi, concludendi; quaeque ita conclusa et conventa fuerint nostro Nomine subsignandi mutuoque extradendi recipiendique, reliquaque omnia factu necessaria praestandi, perficiendique, tamque amplis modo et forma, ac nosmet ipsi, si interessemus, facere et praestare possemus; spondentes et in verbo Regio promittentes nos quaecunque a dictis nostris Commissariis, Procuratoribus, et Plenipotentiariis vel eorum tribus pluribusve concludendi contigerit, rata ea omnia, grata, et accepta, omni meliori modo habituros, neque passuros unquam ut in toto vel in parte a quopiam violentur aut iis in contrarium eatur.

In quorum omnium maiorem fidem et robur magnum nostrum Magnae Britanniae sigillum praesentibus manu nostra Regia signatis appendi fecimus. Quae dabantur in

in Palatio nostro divi Iacobi vigesimo quarto die mensis Decembris Anno Domini (1715) 1716, Regnique nostri secundo. 1716

Insequuntur Litterae Plenae-Potestatis Dominorum Ordinum Generalium.

Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum, omnibus et singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse poterit salutem.

Cum nihil nobis aeque cordi sit quam ut amicitia, et concordia, quae inter Coronam Magnae Britanniae et Rempublicam nostram hoc tempore viget sarta et tecta maneat, et quantum fieri potest corroboretur et accrescat; eumque in finem non inutile fore existimemus, si Pacta conventa, Foedera et Tractatus, quos cum Gloriosissimae memoriae Magnae Britanniae Regibus et Reginis antehac peregimus, cum Serenissimo et Potentissimo Principe ac Domino, Domino Georgio, Dei Gratia Magnae Britanniae, Franciae et Hiberniae Rege, nunc feliciter, quod felix faustumque semper sit, regnante, renovaremus et confirmaremus, eorumque vincula, prout rerum ac temporum ratio postulaverit, etiam magis adstringeremus. Itaque confisi fide et prudentia et experientia Dominorum Arent Baronis de Wassenaer Toparchae in Duvenvoirde, Voorschoten, Veur &c. de Ordine Nobilium Hollandiae et Westfrisiae; Praesidis Camerae rationum eiusdem Provinciae; Praefecti Ruardi aggerumque Praetoris in Terra de Putten; Assessoris in Collegio quod Schilandiae praeest, summi Praetoris Civitatis Hulsanae et districtus eiusdem nominis; Praetoris itidem Civitatis et Baronatus Bredani &c. atque Philippi Iacobi de Borssele, Toparchae in Voorhoute, quondam Senatoris Civitatis Medioburgensis in Zelandia, Consiliarii et Quaestoris Aerarii in Brabantia, ditionis nostrae &c. Altero Dominorum Hollandiae et Westfrisiae; altero Dominorum Ordinum Zelandiae in Consessu nostro deputatorum, Legatorumque nostrorum extraordinariorum eosdem nominavimus, constituimus et creavimus, quemadmodum nominamus, constituimus et creamus per praesentes veros et indubitatos Plenipotentiarios nostros dantes et concedentes eisdem coniunctim vel uni illorum, altero absente vel impedito, plenam et omnimodam potestatem cum iis vel illo qui a parte Sacrae suae Regiae Majestatis Magnae Britanniae, itidem sufficienti mandato instructi fuerunt vel in-

1716 *instructus fuerit, nostro nomine agendi, tractandi et conveniendi de omnibus et singulis quae pro renovandis, confirmandis, et augendis anterioribus Pactis, Conventis, Foederibus et Tractatibus necessaria vel utilia, communi consensu iudicabuntur, spondentes et bona fide promittentes nos quaeque ante-nominati Legati Extraordinarii et Plenipotentiarii nostri, vel unus illorum, altero absente vel impedito, vigore huius Mandati nostri, nostro nomine egerint, tractaverint et concluserint, omni meliori modo, rata, grata et accepta habituros, et ratihabitionis tabulas super iis in debita forma extradituros.*

In quorum fidem hasce sigillo nostro Maiori muniri et per consessus nostri Praesidem signari curavimus ut et per Graphiarium nostrum subscribi iussimus, Hagae Comitum, die vigesima secunda Ianuarii Anno Millesimo septingentesimo decimo quinto.

Signatum,

H. VAN ISSELMUDEN.

Ad mandatum alte memoratorum Dominorum Ordinum Generalium

F. FAGEL.

In quorum omnium fidem praefati Commissarii ac Plenipotentiarii Dominorum Ordinum Generalium, vi potestatum hinc inde datorum hasce praesentes manibus propriis subscripserunt, iisdemque sigilla sua apposuerunt.

Actum Westmonasterii die sexto mensis Februarii Anno Domini millesimo, septingentesimo (decimo quinto) decimo sexto.

Signatum,

(L. S.) COWPER *C.*
(L. S.) NOTTINGHAM *S.*
(L. S.) SUNDERLAND *C. P. S.*
(L. S.) BOLTON.
(L. S.) ROXBURG *C.*
(L. S.) ORFORD.
(L. S.) TOWNSHEND.
(L. S.) J. STANHOPE.
(L. S.) R. WALPOLE.

(L. S.) A. *Baro* DE WASSENAER DUVENVOIRDE.
(L. S.) P. J. VAN BORSSELE VAN DER HOOGHE.

Article féparé. 1716

[Rousset *recueil de memoires.* T. XIX. p. 422. *)]

D'autant que dans le traité entre le Séréniffime et très-puiffant Prince et Seigneur George, Roi de la Grande-Brétagne, de la France et de l'Irlande &c. et les Hauts et Puiffans Seigneurs les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conclu le 6 jour du mois de Fevrier paffé, par lequel les traités, alliances et conventions précédens ont été renouvellés, il eft convenu et ftipulé, que fi le cas arrivoit, que Sa Majefté et les Seigneurs Etats-Généraux fuffent troublés ou attaqués, par qui, ou fous quelque prétexte que ce foit, au fujet de ce qui eft fpécifié dans lesdits Traité et Article, ils agiroient alors de part et d'autre conformément aux articles de l'alliance defenfive, concluë le 3 jour du mois de Mars 1678. Or afin que ce troifième article foit mieux entendu, et fon véritable fens plus clairement expliqué, il eft pourvu et convenu par cet article féparé, qui aura la même force que s'il étoit inféré dans le traité même, qu'il fera cenfé le cas porté par l'alliance, non feulement lorsque l'un ou l'autre des alliés fera attaqué hoftilement à main armée, mais auffi, lors qu'un des voifins fera des préparatifs de guerre contre l'un ou l'autre des alliés, ou en menacera l'un ou l'autre; foit que cela arrive par des levées extraordinaires de Troupes que fera ce voifin, ou par l'armement de flottes, ou de quelque autre maniere quelconque, de forte que l'un ou l'autre des alliés, mû par de juftes appréhenfions, foit obligé de s'armer auffi.

*) Cet article ne fe trouve ni dans Lamberty ni dans le *Groot Placatboek* T. V. p. 540 où l'on n'a inféré que le traité même. Cependant on ne peut douter de fon authenticité quoique Mr. Rousset n'aie pas donné la date précife de fa fignature. C'eft à cet article que la Grande-Brétagne a provoquée entre autres en demandant 1779 des fecours à la République v. m. *Erzählungen merkwürdiger Fälle.* T. II. p. 95.

16.

1716 *Actes et convention entre la Grande-Brétagne*
3 Avril. *et la ville de Hambourg au sujet du commerce du Hareng* 1716-1719.

a.

Extrait du Protocolle du Senat de Hambourg de 3 Avril 1716.

Resolu de deputer le Syndic Mr. Sillem et Mr. van Som, pour communiquer au Resident de S. M. Britannique une copie authentique du traité conclu avec les Etats d'Hollande, et pour lui représenter, qu'il verra par ce traité qu'aucun Hareng ne peut parvenir à sa maturité avant le jour de la St. Jean, par lequel motif le Senat ne peut prendre sur lui de changer la régle établie. Cependant le Senat donne par la presente l'assurance au Resident, que si les sujets de S. M. Britannique peuvent fournir la preuve, qu'il n'y a pas de fondement solide pour ce principe qui a été observé, et s'ils porteront ici avant la St. Jean des Harengs parvenus à leur maturité, alors le Senat ne fera aucune difficulté d'en permettre l'importation.

Nicolas Lucas Schaffshausen, *Sec.*

b.

8 Juin. *Extractus Protocolli Extrajudicialis d.* 8 *Junii Anno* 1716.

Conclusum et commissum Herrn von Som, Dr. und Herrn Niclas Wilkens dem Königl. Grofsbritannischen Herrn Residenten, auf sein am 22 May *h. a.* übergebenes Memorial, in schuldigster Antwort anzufügen: dafs, weil E. E. Rath sich bereits vorhin erkläret, dafs man von Seiten der Stadt, wann guter zeitiger Hering, auch vor Johannis, anhero gebracht werden sollte, selbigen einzulassen nicht difficultiren würde, als wollte E. E. Rath vehoffen, dafs der Herr Resident mit dieser so zulänglich-als billigen Declaration sich vergnügen werde.

Nicolaus Lucas Schaffshausen,
Dr. et Secret.

c.

c.

Convention renouvellée et amplifiée entre Sa Majesté Britannique et la Ville de Hambourg, touchant le Commerce des Harengs; conclue le 8 Fevrier 1719.

1719
8 *Fevr.*

(KLEFEKER *Sammlung Hamburg. Verfassungen* Tom. VI. p. 339. CHALMERS Tom. I. p. 111.)

Soit notoire à tous ceux qui y ont Intereſt, qu'entre le Sereniſſime et Très-Puiſſant Prince et Seigneur, George, Roi de la Grande-Brétagne &c. &c. par ſon Miniſtre Réſident, Monſieur Cyrill Wich, d'un coté, et la louable République de Hamboutg, par les Deputés de ſon Honorable Senat, les Sieurs Jean Anderſon, Syndic, Pierre Burmeſter, et Henry Dieteric Wieſe, Senateurs, de l'autre coté, en vertu de leurs Pouvoirs et Commiſſions, la Convention de l'Année 1711 *a*) a été renouvellée, et expliquée et amplifiée dans les ſuivans Articles, pour ſervir de Reglement conſtant au libre Commerce du Hareng, qui ſe pêche par les Sujets de Sa Majeſté Britannique ſur les côtes de ſes Royaumes.

ART. I.

Libre importation. La Ville de Hambourg accorde la permiſſion, que le Hareng qui ſe pêche ſur les coſtes de la Grande-Brétagne ſoit apporté librement à la dite Ville, en payant les mêmes Droits d'entrée, qui ſe payent ordinairement pour le Hareng Flamand ou Hollandois.

ART. II.

Magazinage. Ce Hareng, dès ſon arrivée, ſera tout mis dans le Magazin ou les Magazins, qu'on jugera les plus convenables et propres, pour y être gardé, moyennant que les Propriétaires en payent un loyer raiſonnable par Tonneaux, ſelon qu'ils en pourront convenir avec le Maitre du Magazin.

ART. III.

Examen. Ce Hareng, de la même manière que celui de Hollande, ſera ouvert dans la Cour du Magazin, à la vuë de

a) SCHMAUSS *Corpus jur. Gent.* p. 1243.

1719 de tous ceux qui voudront y être presens, la saumure en sera tirée, et après que le vuide des Tonneaux sera rempli de bons Poissons, la saumure y sera remise, le Poisson restant toujours dans son premier Tonneau, sans être rempaqueté d'un Tonneau à l'autre. De plus il sera taxé, et on mettra, selon sa qualité, la marque et le cercle convenables sur le fond et au *milieu* de chaque Tonneau, et pour faire voir que ce n'est pas du Hareng Flamand ou Hollandois, mais celui de la Grande-Brétagne, on fera bruler au fond de chaque Tonneau un B couronné.

ART. IV.

Taxateurs. Pour cette fin le Senat s'oblige de choisir et constituer deux Taxateurs, ordinairement dits Wraquers, et deux Empaqueteurs: et afin qu'on ne les puisse pas soupçonner de partialité, ils n'auront aucune dépendance ni communauté avec les Schonenfahrer. Et ces dits Wraquers et Empaqueteurs feront un serment solemnel, conforme au sens de cet article, devant l'Honorable Senat, lequel serment leur sera reïteré tous les ans au commencemet de Juin par les Deputés du Senat.

ART. V.

Vente. Si les Proprietaires, ou leurs Commissionaires viennent en personne avec leur Hareng, ils auront *la liberté* de le vendre indifférement aux Bourgeois ou habitans de la Ville, à qui ils voudront; mais si dans l'espace de huit jours il ne se pourroit debiter à ceux-ci, il leur sera permis de le vendre à quiconque ils voudront, ou même de l'envoyer hors de la Ville à tel endroit qu'ils jugent convenable.

ART. VI.

Item. Quand les Proprietaires voudront envoyer leur Hareng à des Commissionaires pour les debiter, ils seront tenus de choisir leur Commissionaire ou d'entre la louable Societé Anglicane, residante dans la Ville, ou d'entre les Bourgeois, qui alors le pourront vendre à quiconque leur plaira, ou l'envoyer hors de la Ville, où bon leur semblera.

ART. VII.

Egalité avec les Hollandais. Outre ce dont on est deja convenu ci-dessus, les Sujets de Sa Majesté Britannique jouiront toujours des mêmes

mêmes Privilèges et avantages dans ce Commerce de 1719
Hareng, qui sont déja accordés ou qui pourroient à l'avenir être accordés aux Sujets de Leurs Hautes Puissances, Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies.

ART. VIII.

De même il est permis aux Sujets de Sa Majesté *Autres poissons.* Britannique d'apporter à Hambourg des Saulmons, Merlus, Morues, et toute autre sorte de poissons, soit sechés ou fumés, en barriques, ou salés; bien entendu, qu'ils payent, comme de coutume, le Droit d'Entrée ou la Gabelle modique. De la même manière il est reservé aux habitans et Bourgeois de Hambourg, de negocier, selon leur ancienne coutume, aux Provinces des Royaumes Britanniques, d'y mener des Marchandises, et de les troquer ou changer contre ces sortes de Poissons et d'autres Denrées.

En foi de quoi, et en vertu des Ordres et Pleinpouvoirs, que nous susdits, le Ministre de la Grande-Brétagne, et les Deputés de Hambourg, avons reçu de Sa Majesté le Roi de la Grande-Brétagne d'une part, et de l'honorable Senat de l'autre, nous avons signé la presente Convention, et y avons fait apposer les sceaux de nos Armes.

Fait à Hambourg le 8 de Fevrier 1719.

(L. S.) CYRILL WICH.
(L. S.) JEAN ANDERSON.
(L. S.) PIERRE BURMESTER.
(L. S.) HENRY DIEDERICH WIESE.

17.

1716 Convention for explaining the articles of
26 May. the Assiento, or contract for Negroes, between the King of Great-Britain, and Philip V. the Catholic King of Spain. Concluded at Madrit, the 26/15 of May 1716 *).

(*Treaties* 1785. T. II. p. 179.)

After a long war, which had afflicted, almost all Europe, and had produced dismal effects, it appearing that the continuance of it would, create yet more, it was agreed with the Queen of Great-Britain of glorious memory, to put a stop to it, by a good and sincere peace; and in order to render it firm, and solid, and to maintain the union between the two nations, it was determined that the Assiento for furnishing our West Indies with Negroes, should for the future, and during the time expressed in the treaty of Assiento, be on the accompt of the royal company of England; which said company having thereupon made several representations to us by the Minister of Great-Britain, after they had made the same to the King their master, concerning some difficulties which related to certain articles of the said treaty; and we being desirous, not only to maintien the peace established with the English nation, but to preserve and augment it by a perfect good understanding, have commanded our ministers to confer on the said affair of the Assiento with the Minister Plenipotentiary of the King of Great-Britain, to the end that, as equity requires, some agreement might be made on the said articles, as has actually been done by the following declarations:

In the treaty of Assiento made between their Britannic and Catholic Majesties on March 26, 1713, for the carrying of Negroes to the Indies by the company of England, and for the term of thirty years, which were to commence from May 1, 1713, his Catholic Majesty was pleased to grant to the said Company the favour of sen-

*) J'ai omis la ratification de la Gr. Brétagne dont on ne trouve que le commencement dans le récueil des traités duquel j'ai tiré ce document.

17.

Convention explicatoire du traité d'Assiento pour la traite des Negres entre le Roi de la Gr. Brétagne et Philippe V. Roi d'Espagne; signé à Madrid le 26/15 May 1716. 1716 26 May,

[*Traduction privée.* *)]

Après une longue guerre qui a affligée l'Europe entiere, qui a produit de terribles effets, et dont la continuation semblait en faire craindre d'encore plus terribles, il fut convenu avec la Reine de la Grande-Brétagne, de glorieuse memoire, d'y mettre fin par une bonne et sincère paix; et afin de la rendre ferme et solide et de maintenir l'union entre les deux nations, il fut convenu que l'Assiento pour la fourniture de negres aux Indes occidentales ferait à l'avenir et durant l'espace exprimée dans le traité d'Assiento pour le compte de la compagnie royale d'Angleterre; la quelle compagnie nous ayant fait là dessus diverses representations par le ministre de la Grande-Brétagne, après avoir fait les mêmes au roi son maitre, concernant plusieurs difficultés qui touchent quelques articles du dit traité; et nous desirant non seulement de maintenir la paix etablie avec la nation anglaise, mais aussi de la conserver et avancer par une intelligence parfaite, avons donné ordre à nos Ministres de conferer au sujet de cette affaire de l'Assiento avec le Ministre Plénipotentiaire du Roi de la Grande-Brétagne afin que, conformément à l'equité, il se fasse quelque accomodement au sujet des dits articles comme il a été effectivement fait par les déclarations suivantes:

Dans le traité d'Assiento conclu entre leurs Majestés Britannique et Catholique le 26 Mars 1713 **) pour le transport de Nègres aux Indes par la Compagnie Anglaise et pour l'espace de trente ans, qui auroient à commencer le 1 May 1713, Sa Majesté Catholique a jugé à propos d'accorder à la dite Compagnie la permission d'envoyer

*) Cette convention ne se trouve pas dans LAMBERTY T. IX. p. 403, ni dans ROUSSET *Recueil* T. I. p. 441, comme je l'ai annoncé par erreur dans mon *Guide diplomatique* p. 362. C'est le traité du 14 Déc. 1715 dont on trouve l'extrait dans les passages indiqués de ces ouvrages.

**) DUMONT T. VIII. P. I. p. 330.

1716 *sending to the Indies every year (during the said A*
siento) a ship of 500 ton, as is mentioned in the sa
treaty: on condition that the goods with which the sa
annual ship should be laden, should not be allowed t
be sold but in the time of the fair; and that if the sh
arrived in the Indies before the ships from Spain, th
factors employed by the said company should be oblig
to land all the goods, and deposit them in trust in the
Catholic King's warehouses, to be kept under two keys,
and with other circumstances specified in the said treaty,
till they could be sold at the time of the fair.

It has been represented on the part of his Britann
Majesty and of the said company, that the said favor
was granted by the Catholic King to make good th
losses which the company might suffer by the Assiento
so that if the condition, not to dispose of the goods b
in the time of the fair, were to be observed, and th
fair not being held regularly every year, as experien
has shewn heretofore, and as may happen hereafter, the
company instead of gaining profit, would lose the prime
cost of the cargo; it being very well known that goods
will not keep long in that country, and particularly a
Porto-Bello. For this reason the company desires a
assurance that the fair shall be held every year, eithe
at Carthagena, Porto-Bello, or Vera-Cruz; *and tha*
notice may be given them, at which of those three por
it is intended to keep the fair, that they may know whe
to send out their ship; which arriving at the said port,
if no fair be there held, the company may vend th
goods after a certain limited time, to be reckoned fro
the day of the arrival of the shaid ship at such port.

His Majesty being willing to give the King of
Great-Britain new proofs of his friendship, and to
corroborate the union and good correspondence between
the two nations, has declared, and declares, that the
fair shall be held regularly every year, either in Peru,
or in New Spain, and that notice shall be given to the
court of England of the exact time when the Flota or
Galleons will sail for the Indies, to the end the company
may at the same time dispatch the ship granted by his
Catholic Majesty; and in case the Flota and Galleons sha
not depart from Cadiz before the month of June expires,
the said company shall be allowed to send away their
ship

x Indes tous les ans (pendant la durée du dit Assiento) 1716
a vaisseau de 500 tonneaux comme il est exprimé dans
dit *traité*: à condition que les marchandises dont ce
aisseau annuel serait chargé, ne pourraient être vendues
ue *pendant* le tems de la foire: et que si le vaisseau
rivait aux Indes avant les vaisseaux d'Espagne, les
cteurs employés par la dite compagnie seraient tenus
decharger toutes les marchandises et de les deposer
ns les magazins de S. M. Catholique pour y être
nues sous deux clefs, et avec d'autres circonstances
ecifiées dans le dit traité, jusqu'à ce qu'elles pourraient
re vendues dans le tems de la foire.

Il a été representé de la part de S. M. Britannique
de la dite compagnie que cette permission avait été
cordée par le Roi Catholique pour dédommager des
rtes que la compagnie pourrait souffrir par l'Assiento;
sorte que si la condition de ne pas disposer des
ens qu'en tems de foire devait s'observer et que la foire
était pas tenue regulièrement tous les ans, comme
xperience l'a fait voir ci devant, et comme il pourrait
river dans la suite, la compagnie au lieu de retirer
profit, perdrait les principaux fraix de la cargaison,
qu'il est bien connu que les marchandises ne se con-
rveroient pas longtems dans ce pays et surtout à Porto-
ello. Par ce motif la compagnie desire une assurance
e la foire sera tenue tous les ans, soit à Carthagene,
Porto-Bello ou à *Vera-Cruz;* et qu'on lui donnera
tice dans lequel de ces trois endroits on est inten-
nné de tenir la foire, afin qu'elle sache ou envoyer
s vaisseaux, et que s'ils arrivent dans les dits ports et
e la foire n'y est pas tenue, la compagnie puisse vendre
s marchandises après un certain tems limité, à compter
jour de l'arrivée de ces vaisseaux dans un tel port.

Sa Majesté desirant donner au Roi de la Gr. Bretagne
nouvelles preuves de son amitié et raffermir l'union
la bonne correspondance entre les deux nations a
claré et déclare que la foire sera tenue regulièrement
aque année soit au Perou ou dans la nouvelle Espagne,
qu'il sera donné notice à la Cour d'Angleterre du tems
ecis où la flotte ou Gallion sera voile pour les Indes,
n que la compagnie puisse à la même époque faire
rtir le vaisseau accordé par S. M. Catholique; et en
que la flotte et les Gallions ne partiroient pas de
dix avant la fin de Juin, il sera permis à la dite
mpagnie de faire partir ses vaisseaux en avertissant la

1716 *ship, giving notice of the day of her sailing to the court of Madrid, or to the minister of his Catholic Majesty who shall be at London; and when she shall arrive at one of the three ports of Carthagena, Porto-Bello, or Vera-Cruz, she shall be obliged to wait there for the Flota or Galleons four months, to be reckoned from the arrival of the said ship; which term being expired, the company shall be allowed to sell their goods without any hindrance; but it is to be understood, that if this ship of the company's be bound for Peru, she shall go directly to Carthagena and Porto-Bello, without passing into the South-Sea.*

The said company has also represented, that the number and price of Negroes to be bought in Africa being uncertain; and as they must be purchased with goods, not with money, the quantity of merchandize to be carried to that country cannot be exactly settled; and it being improper to run any hazard of having too few goods for that trade, it may happen that there will be an overplus: wherefore the said company desire that the goods which shall remain undisposed of in exchange for the Negroes, may be carried to the Indies, otherwise they should be obliged to cast them into the sea: for obtaining this the said company offer, for the greater security, to deposit the said goods which shall remain overplus, in the first port belonging to his Catholic Majesty which their ship shall reach, and in the King's warehouses, to take the same on board again when the ship shall be on her return to Europe.

As to the article, importing that the overplus goods which shall not be disposed of in purchasing Negroes, and for want of warehouses in Africa, are proposed to be carried to the Indies, to be laid up in his Catholic Majesty's ports, under two keys, one to be kept by the King's officers, and the other by the factors of the said company, his Catholic Majesty will grant it to be done only at the port of Buenos Ayres; because between Africa and the said port of Buenos Ayres, there is not any island or place under the dominion of the King of Great-Britain, where the ships belonging to the Assiento for Negroes can put in; but it is quite the contrary with respect to the navigation between Africa and the ports of Caracas, Carthagena, Porto-Bello, Vera-Cruz, Havanna, Porto-Rico and St. Domingo: for his Britannic Majesty is among the windward islands possessed of the islands of Barbadoes, Jamaica and several others;

at

Cour de Madrid du jour de son depart, ou bien le Ministre 1716
de S. M. Catholique qui residera à Londres; et s'il arrivait qu'à l'un des trois ports de Carthagène, Porto-Bello ou Vera-Cruz elle serait forcée d'attendre la flotte ou les Gallions pendant quatre mois à compter du jour de l'arrivée du dit vaisseau, ce terme expiré la compagnie aura la permission de vendre ses marchandises sans aucun empêchement; mais c'est à dire que si ce vaisseau de la Compagnie faisait voile pour le Perou, il ira directement à Carthagène et Porto-Bello sans passer la mer du Sud.

La dite Compagnie a de même representé, que le nombre et le prix des Nègres à acheter en Afrique étant incertain, et ceux-ci devant être achetés pour des marchandises, non pour de l'argent, la quantité de marchandises à envoyer dans ces contrées ne peut être exactement determinée; et que comme il n'est pas convenable de courir quelque risque d'avoir trop peu de marchandises pour ce commerce, il pourrait arriver qu'il y en eut de trop: pourquoi la dite Compagnie desire que les biens qui resteront sans les avoir employés pour l'échange des Nègres puissent être envoyés aux Indes, sans quoi on pourrait être forçé de les jetter en mer; pour obtenir cette permission la Compagnie offre pour plus de sureté de deposer les dites marchandises qui seront de trop, dans le premier port appartenant à S. M. Catholique que toucheront ses vaisseaux, et de les mettre dans les magazins du Roi, pour les recharger dans le vaisseau quand celui-ci sera sur son retour en Europe.

Quant à l'article portant que le surplus de marchandises dont il n'aura pas été disposé pour l'achat des Nègres, et que par le defaut de magazins en Afrique on propose d'être transporté aux Indes pour y être deposé dans les ports de S. M. Catholique sous deux clefs, dont les officiers de S. M. Catholique garderont l'une, et les facteurs de la compagnie l'autre, Sa Majesté Catholique n'accordera ceci que dans le port du Buenos Ayres; comme entre l'Afrique et le dit port de Buenos Ayres il n'y a aucune isle ou place sous la domination du Roi de la Grande-Brétagne, où les vaisseaux employés pour l'Assiento des Nègres pourraient relacher; mais c'est tout le contraire quant à la navigation entre l'Afrique et les ports de Caracas, Carthagène, Porto-Bello, Vera-Cruz, Havanna, Porto-Rico et St. Domingo: car S. M. Britannique possede entre les isles du vent les isles de Barbadoes, de la Jamaique et plusieurs autres; où

1716 at which the ſaid Aſſiento ſhips may touch, and leave the ſaid overplus goods, which ſhall not have been exchanged for the Negroes, and take them in again when they return to Europe. By tis means all manner of ſuſpicion is taken away, and the proceedings in the affair of the Aſſiento ſhall be with good faith, which ought to be deſired on both ſides, and is moſt convenient. The factors of the ſaid company ſhall be obliged, as ſoon as the ſhip ſhall arrive in the port of Buenos Ayres, to give a declaration of all the ſaid goods to his Catholic Majeſty's officers, on condition that all the goods which ſhall not be declared, ſhall be immediately confiſcated and adjudged to his Catholic Majeſty.

The ſaid company has likewiſe repreſented to his Catholic Majeſty ſome difficulty that has riſen about the payment of the duties of the year 1713, ſtipulated and aggreed on by the treaty of Aſſiento, in which it is ſaid, that the Aſſiento was to begin on the 1ſt day of may in the ſaid year; but the company having at the ſame time purchaſed the whole number of Negroes, to keep them under his Catholic Majeſty's protection till the ſigning of the treaty, the importing thoſe Negroes into the Indies was not permitted, by reaſon of the clauſe which was inſerted in the 18th article, namely, that the execution of the treaty ſhould not take place till the peace ſhould be proclaimed; ſo that the company was obliged to cauſe them to be ſold to the Britiſh colonies at conſiderable loſs. And though the company have not received any profit, but ſuffered loſs, by reaſon of the ſaid article, and of the ſaid clauſe inſerted in the ſaid treaty by his Catholic Majeſty's miniſters; yet the ſaid company are willing to give proofs of their moſt humble reſpect to his Catholic Majeſty, and propoſe to pay for the year 1714. that is to ſay, from the 1ſt of May, that year forwards, ſubmitting intirely to the pretenſion for two years, on condition his Catholic Majeſty will be pleaſed to grant to the ſaid company the permiſſion of ſending the ſhip on the terms above expreſſed, in which his Majeſty is intereſted for the fourth part of the gain, with five per cent on the other three parts; ſo that the ſaid company oblige themſelves to pay to his Catholic Majeſty's order, as ſoon as they ſhall have a favorable anſwer, not only the 200,000 pieces of eight by way of anticipation, but alſo the money due for the two years: which two ſums together amount to 466,666 pieces of eight and two-thirds.

His

ù les dits vaisseaux d'Assiento peuvent entrer et y 1716
aisser leur surplus de marchandises qu'ils n'auront pas
changées pour des Nègres, pour les reprendre lors-
u'ils retournent en Europe. Par ces moyens toute
orte de soupçon est écarté et on se conduira de bonne
oi dans l'affaire de l'Assiènto ce qui est à desirer des
eux côtés, et le plus convenable. Les facteurs de la
te compagnie seront obligés aussitôt que le vaisseau
rivera dans le port de Buenos-Ayres, de donner
ne déclaration de tous les dits biens aux officiers de
. M. Catholique, avec cette condition, que tous les
iens qui ne seront pas declarés, seront immédiatement
onfisqués et adjugés à S. M. Catholique.

La dite compagnie a de même representé à S. M.
atholique quelques difficultés qui se sont elevées au
ijet du payement des droits de l'an 1713, stipulés et
ccordés par le traité d'Assiento, dans lequel il est dit,
ue l'Assiento commencerait le 1 May de la dite année:
ıais la compagnie ayant en même tems acheté tout le
ombre de Nègres, pour les mettre sous la protection
e S. M. Catholique jusqu' à la signature du traité, l'im-
ıortation de ces Nègres aux Indes ne fut pas permise,
ıar le motif de la clause inserée au 18ème article, por-
ant que l'execution du traité n'aurait lieu qu' après
a proclamation de la paix; de sorte que la dite com-
agnie fut obligée de les faire vendre aux Colonies
Anglaises avec une perte considerable. Et bien que la
ompagnie n'aye fait aucun profit mais souffert des
ertes par le dit article et par la dite clause inserée à
e traité par les Ministres de S. M. Catholique; cepen-
lant la dite compagnie desire donner des marques de
on très-humble respect pour S M. Catholique et offre
le payer pour l'année 1714 c'est à dire depuis le pre-
nier May et ainsi en suite, en se soumettant entierement
ı la prétension pour deux années à condition que S. M.
Catholique veuille accorder à la dite Compagnie la per-
nission d'envoyer le vaisseau dans les termes ci-dessus
xprimés, dans lequel S. M. est interessée pour la qua-
rième partie du gain et avec 5 p. Ct. pour les autres
rois quarts; de sorte que la dite Compagnie s'engage
ı payer à l'ordre de S. M. Catholique aussitôt qu'elle
ıura reçu une reponse favorable non seulement 200,000
pieces de huit par anticipation mais aussi l'argent dû
pour les deux années, lesquelles deux sommes montent
ensemble à 466,666 pieces de huit et deux tiers.

1716 *His Catholic Majesty having considered the said representation, has been pleased to grant, as he does grant to the said company, that the said Assiento shall commence from May 1, 1714; and consequently that the said company shall be obliged to pay the duties of the two years, which began on May 1, 1714, and ended on May 1, 1716, as well as the 200.000 pieces of eight, by way of anticipation; which sum the said company are obliged to pay at Amsterdam, Paris, London, or Madrid, all in one payment, or divided into several, as his Catholic Majesty shall think fit; and in the like manner shall the payments be made for the future, as long as the said Assiento lasts; for which payments the effects of the said company shall be answerable.*

As to the yearly ship which his Majesty has granted to the company, and which they have not sent to the Indies in the three years 1714, 1715 and 1716; the company having obliged themselves to pay his Catholic Majesty, the duties and revenues of the aforesaid three years, his Majesty is pleased to make the said company amends, by allowing them to divide the 1,500 tun, into ten annual parts, to begin the ensuing year 1717, and end in the year 1727; so that the ship granted by the treaty of Assiento, instead of being but of 500 tun, shall be of 650 tun, (each tun being to be computed at two pipes of Malaga in measure, and at 20 quintals in weight, as is the ordinary computation between Spain and England) during the said ten years, on condition that the said ship shall be searched and registered by his Catholic Majesty's ministers and officers, who shall be at the ports of Vera-Cruz, Carthagena, and Porto-Bello.

The treaty of Assiento made at Madrid on March 26, 1713, shall remain in force, those articles excepted which shall appear to be contrary to what is concluded and signed this day, which shall be abolished and of no validity; and these presents shall be approved, ratified, and exchanged on both sides, within the term of six weeks, or sooner if it be possible. In witness whereof, and by virtue of our full powers, we have signed these presents, at Madrid, the 26/15 of May, in the year 1716.

(L. S.) George Bubb.

(L. S.) *El Marq.* de Bedmar.

Sa Maj. Catholique ayant eu égard aux dites repreſentations a jugé à propos d'accorder, et accorde à la dite compagnie que le dit Aſſiento commencera depuis le 1 May 1714 et en conſequence que la Compagnie ſera obligée de payer les droits pour les deux années qui ont commencé le 1 May 1714 et terminé le 1 May 1716, comme auſſi les 200,000 pieces de huit par anticipation, la quelle ſomme la Compagnie eſt tenue de payer à Amſterdam, Paris, Londres ou Madrid, le tout dans une ſomme ou diviſé en pluſieurs comme S. M. Catholique le jugera à propos et de la même maniere le payement ſera fait pour le futur auſſi longtems que durera l'Aſſiento; pour lequel payement les effets de la dite Compagnie repondront. 1716

Quant au vaiſſeau annuel que S. M. a accordé à la Compagnie et qu'elle n'a pas envoyé aux Indes pour les trois années 1714, 1715 et 1716, la Compagnie s'étant engagée à payer à S. M. Catholique les droits et revenus des ſusdites 3 années S. M. juge à propos de dedomager la Compagnie en lui permettant de partager les 1500 tonneaux en dix parties, un dixieme pour chaque année à commencer de l'année ſuivante 1717 et à terminer en 1727, de ſorte que le vaiſſeau accordé par le traité d'Aſſiento au lieu d'être du port de 500 tonneaux ſera de 650 tonneaux (chaque tonneau évalué à la meſure de deux pipes de Mallaga et au poids de 20 quintaux comme étant l'evaluation ordinaire entre l'Eſpagne et l'Angleterre) pendant les dites 10 années, ſous la condition que le dit vaiſſeau ſera viſité et regitré par les miniſtres et officiers da S. M. Catholique qui ſe trouveront aux ports de Vera-Cruz, Carthagène et Porto-Bello.

Le traité d'Aſſiento ſigné à Madrid le 26 Mars 1713 demeurera en vigueur, ces articles exceptés qui ſe trouveront contraires à ce qui eſt conclu et ſigné ce jour, les quels ſeront abolis et d'aucune validité; et les preſents ſeront approuvés ratifiés et échangés de part et d'autre dans l'eſpace de ſix ſemaines ou plutôt s'il eſt poſſible. En foi de quoi et en vertu de nos pleins-pouvoirs nous avons ſigné ces preſentes, à Madrid le 26/15 May de l'an 1716.

(L. S.) George Bubb.

(L. S.) *El Marq.* de Bedmar.

18.

18.

1716 *Traité de paix et de commerce entre le R*
19 Juil. *de la Gr. Brétagne et le royaume de Tripol*
*signé le 19 Juil. 1716 *).*

(Postlethway *Universal Dictionary* Vol. II. art. *Treaties.*)

Articles of Peace and Commerce, between his mo sacred Majesty George, by the grace, &c. and th most excellent lords Mahomet Bey, Tusouf dey, Sha ban rais, the divan, and the rest of the officers an people of the city and kingdom of Tripoly, renewe concluded, and ratified, this 19th of July 1716 by John Baker, Esq., vice-admiral, &c.

Art. I.

Paix. In the first place, it is agreed and concluded, that fro this time forward for ever, there shall be a true an inviolable peace, between the most serene king o Great-Britain, and the most illustrious lords and go vernors of the city and kingdom of Tripoly in Barbary, and between all the dominions and subjects of either side; and if the ships and subjects of either party shall happen to meet upon the seas, or elsewhere, they shall not molest each other, but shall shew all possible re spect and friendship. (Item 1751. art. I.)

Art. II.

Douanes. That all merchant-ships belonging to the dom nions of Great-Britain, and trading to the city or an other part of the kingdom of Tripoly, shall pay n more than three per cent custom, for all kinds of good they shall sell; and as for such as they shall not sel they shall be permitted freely to embark them again o boa

*) Plusieurs articles de ce traité ont été repétés de mot mot dans le traité de 1751 qu'on trouve dans Wenc *Corp. Jur. Gent.* T. II. p. 573. mais d'autres ont été su primés, d'autres augmentés, comme je l'ai observé à la fi de chaque article.

board their ſhips, without paying any ſort of duty whatſoever, and ſhall depart without any hinderance or moleſtation. (It. 1751. art. 2.) 1716

Art. III.

That all ſhips and other veſſels, as well thoſe belonging to the ſaid king of Great-Britain, or to any of his Majeſty's ſubjects, as thoſe belonging to the kingdom or people of Tripoly, ſhall freely paſs the ſeas, and traffic where they pleaſe, without any ſearch, hinderance, or moleſtation, from each other: and that all perſons or paſſengers, of what country ſoever, and all monies, goods, merchandizes and moveables, to whatſoever people or nation belonging, being on board of any the ſaid ſhips or veſſels, ſhall be wholly free, and ſhall not be ſtopped, taken, or plundered, nor receive any harm or damage whatſoever, from either party. (It. 1751. art. 3.)

Navires exemts de priſe.

Art. IV.

That the Tripoly ſhips of war, or any other veſſels thereunto belonging, meeting with any merchant-ſhips, or other veſſels of the king of Great-Britain's ſubjects (not being in any of the ſeas appertaining to any of his Majeſty's dominions) may ſend on board one ſingle boat, with two ſitters, beſides the ordinary crew of the rowers; and no more but the two ſitters to enter any of the ſaid merchant-ſhips, or any other veſſels, without the expreſs leave of the commander of every ſuch ſhip or veſſel: and then, upon producing to them a paſs under the hand and ſeal of the lord high admiral of England, or the commiſſioners for executing of the ſaid office, the ſaid boat ſhall preſently depart, and the merchant-ſhip or ſhips, veſſel or veſſels, ſhall proceed freely on her or their voyage. And though the commander or commanders, of the ſaid merchant-ſhip or ſhips, veſſel or veſſels, produce no paſs from the lord highadmiral of England, or &c. yet, if the major part of the ſhips or veſſels company be ſubjects to the ſaid king of Great-Britain, the ſaid boat ſhall preſently depart, and the merchant-ſhip or ſhips, veſſel or veſſels ſhall freely proceed on her or their voyage; and any of the ſaid ſhips of war, or other veſſel of his ſaid Majeſty, meeting with any ſhip

Viſitation.

1716 ſhip or ſhips, veſſel or veſſels, belonging to Tripoly, if the commander or commanders of any ſuch ſhip or ſhips, veſſel or veſſels, ſhall produce a paſs, ſigned by the chief governors of Tripoly, and a certificate from the Engliſh conſul reſiding there; or, if they have no ſuch paſs or certificate, yet if the major part of their ſhips company or companies be Turks, Moors, *or* ſlaves belonging to Tripoly, then the ſaid *Tripoly* ſhip or ſhips, veſſel or veſſels, ſhall proceed freely. (Item 1751. art. 4.)

ART. V.

Violences defendues. That nor commander or other perſon, of any ſhip or veſſel of Tripoly, ſhall take out of any ſhip or veſſel of his ſaid Majeſty's ſubjects, any perſon or perſons whatſoever, to carry them any where to be examined, or upon any other pretence, nor ſhall uſe any torture or violence unto any perſon, of what nation or quality ſoever, being on board any ſhip or veſſel of his Majeſty's ſubjects, upon any pretence whatſoever. (Item 1751. art. 5.)

ART. VI.

Naufrage. That no ſhipwreck belonging to the ſaid king of Great-Britain, or to any of his Majeſty's ſubjects, upon any part of the coaſt belonging to Tripoly, *ſhall* be made or become prize; and that neither the *goods* thereof ſhall be ſeized, nor the men made ſlaves, but all the ſubjects of Tripoly ſhall do their beſt endeavours to ſave the ſaid men, and their effects. (Item 1751. art. 6.)

ART. VII.

Neutralité. That no ſhip or any other veſſel of Tripoly, ſhal have permiſſion to be delivered up, or to go to any other place in enmity with the ſaid king of Great-Britain, to be made uſe of as corſairs at ſea againſt his Majeſty's ſubjects. (Item 1751. art. 7.)

ART. VIII.

Priſes non vendues. That if any ſhip or veſſel of Tunis, Algiers, Tetuan, or Sallee, or of any other place being in war with the ſaid king of Great-Britain, bring any ſhips or veſſels, men or goods, belonging to his ſaid Majeſty's ſubjects, to Tripoly, or to any port or place in that kingdom, the governors there ſhall not permit them

them to be ſold within the territories of Tripoly. 1716
(Item 1751. art. 8.)

ART. IX.

That if any ſubject of the king of Great-Britain *Succeſſions.* happens to die in Tripoly, or its territorities, his goods or monies ſhal not be ſeized by the governors or miniſtres of Tripoly, but ſhall all remain with the Engliſh conſul. (Item 1751. art. 9.)

ART. X.

That neither the Engliſh conſul, nor any other *Dettes.* ſubject of the ſaid king of Great-Britain, ſhall be bound to pay the debts of any other of his Majeſty's ſubjects unleſs they become ſurety for the ſame by a public act. (Item 1751. art. 10.)

ART. XI.

That the ſubjects of his ſaid Majeſty in Tripoly, *Juriſdiction.* or its territories in matter of controverſy, ſhall be liable to no other juriſdiction but that of the dey or divan, except they happen to be at difference between themſelves in which caſe, they ſhall be liable to no other determination but that of the conſul only. (Item 1751. art. 11.)

ART. XII.

That in caſe any ſubject of his Majeſty, being in *Peines.* any port of the kingdom of Tripoly, ſhall happen to ſtrike, kill or wound a Turk or Moor, if he be taken, he is to be puniſhed in the ſame manner, and with no greater ſeverity, than a Turk ought to be, being guilty of the ſame offence: but if he eſcape, neither the ſaid Engliſh conſul, nor any other of his ſaid Majeſty's ſubjects, ſhall be in any ſort queſtioned or troubled on that account. (Amplifié 1751. art. 12.)

ART. XIII.

That the Engliſh conſul now, or at any time he- *Droits du Conſul.* reafter, reſiding at Tripoly, ſhall be there at all times with intire freedom and ſafety of his perſon and eſtates, and ſhall be permitted to chooſe his own interpreter and broker, and freely go on board any ſhip in the road, as often and when he pleaſes; and to have the liberty of the country; and that he ſhall be allowed a place to pray in, and that no man ſhall do him any injury in word or deed. (Ampl. 1751. art. 13.)

ART.

1716

ART. XIV.

Cas de rupture

That not only during the continuance of this peace and friendſhip, but likewiſe if any breach or war happen to be hereafter, between the ſaid king of Great-Britain and the city and kingdom of Tripoly, the ſaid conſul, and all other his Majeſty's ſubjects inhabiting in the kingdom of Tripoly, ſhall always, and at all times, both of peace and war, have full and *abſolute* liberty to depart, and go to their own country, or any other, upon any ſhip or veſſel, of what nation ſoever they ſhall think fit, and carry with them all their eſtates, goods, families, and ſervants, though born in the country, without any interruption or hinderance (Item 1751. art. 14.)

ART. XV.

Paſſagers.

That no ſubject of his ſaid Majeſty, being a paſſenger from or to any port, ſhall be any way moleſted and meddled with, though he be on board any ſhip or veſſel in enmity with Tripoly. (Ampl. 1751. art. 15.)

ART. XVI.

Priſes.

That if any ſhips of war of the ſaid king of Great-Britain come to Tripoly, or to any other port or place of that kingdom, with any price, they may freely ſell it, or other wiſe diſpoſe of it at their own *pleaſure*, without being moleſted by any: and that his *Majeſty's* ſaid ſhips of war ſhall not be obliged to pay cuſtoms in any ſort; and that, if they ſhall want proviſions, victuals, or any other things, they may freely buy them at the rate in the market. (Supprimé 1751.)

ART. XVII.

Eſclaves fugitifs.

That when any of his Majeſty's ſhips of war ſhall appear before Tripoly, upon notice thereof given by the Engliſh conſul, or by the commanders of the ſaid ſhips, to the chief governors of Tripoly, public proclamation ſhall be immediately made, to ſecure the Chriſtian captives; and if, after that, any Chriſtians whatſoever make their eſcape, on board any of the ſaid ſhips of war, they ſhall not be required back again, nor ſhall the ſaid conſul or commander, or any other his Majeſty's ſubjects, be obliged to pay any thing for the ſaid Chriſtians. (Item 1751. art. 16.)

ART.

1716

Art. XVIII.

That all merchant ſhips coming to the city or kingom of Tripoly (though not belonging to Great-Briain) ſhall have free liberty to put themſelves under the rotection of the Britiſh conſul, in ſelling and diſpoſing f their goods and merchandize, if they ſhall think roper, without any hinderance or moleſtation. (Item 751. art. 17.) *Protection aux étrangers.*

Art. XIX.

That at all times, when any ſhip of war, of the ing of Great-Britain &c., carrying his ſaid Majeſty's ag, appears before the ſaid city of Tripoly, and comes o an anchor in the road, immediately after notice theeof given by his ſaid Majeſty's conſul, or officer from he ſhip, unto the dey and governement of Tripoly, hey ſhall, in honour to his Majeſty, cauſe a ſalute of wenty-ſeven cannon to be fired from the caſtle and orts of the city; and that the ſaid ſhip ſhall return an nſwer, by firing the ſame number of cannon. (Item 751. art. 18.) *Salut.*

Art. XX.

That no merchant-ſhip belonging to Great-Britain, or any other nation under the protection of the Engliſh conſul being in the port of Tripoly, ſhall be detained rom proceeding to ſea on her voyage longer than three ays, under pretence of arming out the ſhips of war f this governement, or any other whatſoever. (Supprimé 1751.) *Embargo.*

Art. XXI.

That no ſubject of the king of Great-Britain &c., hall be permitted to turn Muſſulman in the city and ingdom of Tripoly (being induced thereunto by any urprize whatſoever) unleſs he voluntarily appears beore the dey or governors, with the Engliſh conſul's nterpreter, thrice in twenty four hours ſpace, and very time declares his reſolutions to become a Muſſulnan. (Modifié 1751. art. 19.) *Renegats.*

Art. XXII.

That the moſt ſerene king of Great-Britain's conul, reſiding in Tripoly aforeſaid, ſhall have liberty, t all times when he pleaſes, to put up his ſaid ſerene Majeſty's flag on the top of his houſe, and there to ontinue it ſpread as long time as he pleaſes; likewiſe the *Pavillon arboré par le Conſul.*

1716 the ſaid conſul to have the ſame liberty of putting up and ſpreading the ſaid flag in his bout, when he paſſes on the water; and no man whatſoever to oppoſe, moleſt, diſturb, or injure him therein, either by word or deed. (Supprimé 1751.)

ART. XXIII.

Minorque et Gibraltar. That whereas the iſland of Minorca, in *the Mediterranean Sea*, and the city of Gibraltar, in *Spain*, have been yelded up and annexed to the crown of Great-Britain, as well by the king of Spain, as by all the ſeveral powers of Europe engaged in the late war: now it is hereby agreed and fully concluded. That from this time forwards, for ever, the ſaid iſland of Minorca, and city of Gibraltar, ſhall be eſteemed in every reſpect, by the governement of Tripoly, to be part of his Britannic Majeſty's own dominions, and the inhabitants thereof to be looked upon as his Majeſty's natural ſubjects, in the ſame manner as if they had been born in any part of Great-Britain; and they, with their ſhips and veſſels wearing Britiſh colours, ſhall be permitted freely to trade and traffic in any part of the kingdom of Tripoly, and ſhall paſs without any moleſtation whatſoever, either on the ſeas or elſewhere, in the ſame manner, and with the ſame freedom and privileges, as have been ſtipulated in this and all *former* treaties, on behalf of the Britiſh nation and *ſubjects*. (Amplifié 1751. art. 21.)

ART. XXIV.

Environs exemts de croiſières. And whereas in the treaty of peace concluded in the reign of king Charles II. in the year 1676 *a*) by Sir John Narborough, Knt. an article was inſerted, by which the ſhips and veſſels of Tripoly were not permitted to cruize before, or in ſight of, the port of Tangier, then belonging to Great-Britain: now it is hereby concluded and ratified, That, in the ſame manner, none of the ſhips or veſſels belonging to Tripoly ſhall cruize, or look for prizes, before or in ſight of the ports of the iſland of Minorca, and the city of Gibraltar or to diſturb or moleſt the trade thereof, in any manner whatſoever. (Ajouté à l'art. 21. de 1751.)

ART.

a) DUMONT T. VII. P. I. p. 319.

1716

Art. XXV.

That all and every the articles in this treaty shall inviolably kept and observed between his most sacred majesty of Great-Britain, and the most illustrious ... and governors of this city and kingdom of Tripoly, and all other matters not particularly expressed this treaty, and provided for in any former, shall remain in full force, and shall be esteemed the ... as if inserted here. Dated in the presence of Almighty God, in the city of Tripoly, this 19th day of ... 1716 according to the Christian computation; and the Mussulman Hejira, the 10th of the moon Shaa... 1128. (art. 30. 1751.) *Traités précédens.*

19.

Traité de paix et de commerce entre le Roi ... la Grande-Brétagne et Ali-Baſcha Haſ... Ben Ali Bey Cara Muſtafa Bey, le ...a et le Divan de la noble ville de Tunis ... tout le corps de la milice du dit royaume; ...nouvellé et ſigné le 30 Août (v. ſt.) 1716 par John Baker, Vice-Amiral &c. 30 Août.

Ce traité ſe trouve en anglais dans Postlethwayt ...verſal dictionary art. *treaties.* Mais comme il con... de mot à mot avec les 18 premiers articles du ...té de 1751 qu'on trouve dans Wenck *Cod. J. Gent.* ...I. p. 583. j'ai cru inutile de l'inſerer ici.

20.

1716 Articles of peace and commerce betwee
29 Oct. the most Serene and Mighty Prince George by the grace of God, King of Great-Britain, France and Ireland; defender of the Christian Faith etc. and the most Illustrious Lord Ally Dey Bashaw, and Governor of the famous city and kingdom of Algiers in Barbary; ratified, confirmed, and renewed, by Capitain Coningsby Norbury, Commander of his Majesty's ship Argyle, Capitain Nicholas Eaton, Commander of his Majesty's ship Chester, and Thomas Thompson Esq., his Majesty's Consul at Algiers, on the 29th Day of October 1716, by virtue of a full power given and granted to us by John Baker Esq.; Vice-Admiral of the blue squadron of his Britannic Majesty's fleet, and Admiral and Commander in Chief of his Majesty's ships employed and to be employed in the Mediterranean.

(Chalmer's *Collection of treaties.* T. II. p. 376.)

Art. I.

In the first place, it is agreed and concluded, that from this day and for ever forwards, the peace made by Arthur Herbert, Esquire, then Admiral of his Majesty's fleet, Sir William Soames, Bart. ambassador to the Grand Siguior in the year 1686, with the additional articles agreed to with Capitain Munden, and Consul Cole, in the year

20.

Articles de paix et de commerce entre le Sereniſſime et très Puiſſant Prince George par la grace de Dieu Roi de la Grande-Brétagne, France et Irlande, defenſeur de la foi etc. et le très-illuſtre Seigneur Ally Dey Baſhaw et Gouverneur de l'illuſtre ville et royaume d'Algèr en Barberie; ratifiés, confirmés et renouvellés par le Capitaine Coningsby Norbury, Commandeur du vaiſſeau de S. M. l'Argile, le Capitaine Nicolas Eaton Commandeur du vaiſſeau de S. M. le Cheſter et Thomas Thompſon Eſq.; Conſul de S. M. à Algèr le 29 Octobre 1716 en vertu d'un pleinpouvoir qui nous à été donné par Jean Baker Eſq.; Vice-Amiral de la bleue de la flotte de S. M. et Amiral Commandant en Chef des vaiſſeaux de S. M. employés et à employer dans la mediterranée. 1716 29 Oct.

(*Traduction privée.*)

ART. I.

Premierement il eſt arrété et conclu que de ce jour et pour toujours à l'avenir la paix faite par Arthur Herbert Eſquire alors Amiral de la flotte de S. M. Sir William Soames Baronet, Ambaſſadeur près le Grand Seigneur, en 1686 *) avec les articles additionels convenus avec le Capitaine Munden et le Conſul Cole en 1700 **), et de *Paix confirmée.*

*) DUMONT T. VII. P. II. p. 126.
**) CHALMER'S T. II. p. 361. 386.

1716 *year 1700; and likewise the farther additional articles agreed to with George Byng Esq.; then Rear-Admiral of the red squadron of her Majesty's fleet, in the year 1703; be renewed and confirmed, and together with the additional articles agreed to in this treaty with Capitain Coningsby Norbury, Commander of his Majesty's ship Argyle. Capitain Nicholas Eaton, Commander of his Majesty's ship Chester, and Thomas Thompson Esq.; his Majesty's Consul at Algiers, be kept inviolable between the most Serene King of Great-Britain, France and Ireland, defender of the Christian Faith &c. and the most Illustrious Lord Ally Bashaw, Dey and Governor of the warlike city of Algiers in the west, the Aga, Kaja and the rest of the honourable seniors of the Divan, and between all the dominions and subjects of either side; and that the ships and other vessels, and the subjects and people, of either side, shall not henceforth do to each other any harm, offence, or injury, either in word or deed, but shall treat one another with all possible respect and friendship. And if any demands or pretensions shall be now left depending between the subjects or others of either party, they shall be amicably redressed, and full satisfaction shall be made to each other according to the truth and justice of their claim and, that this treaty shall not cancel or make void the same.*

ART. II.

That as the island of Minorca, in the Mediterranean sea, and the city of Gibraltar, in Spain, have been yielded and annexed to the crown of Great-Britain, as well by the King of Spain as by all the several Powers of Europe engaged in the late war: now it is hereby agreed and fully concluded that from this time forward, for ever, the said island of Minorca, and city of Gibraltar, shall be esteemed in every respect, by the government and people of Algiers, to be part of his Britannic Majesty's dominions, and the inhabitans thereof be looked upon as his Majesty's natural subjects, in the same manner as if they had been born in any other part of Great-Britain; and they, with their ships and vessels wearing British colours, and being furnished with proper passes, shall be permitted freely to trade and traffic in any part of the dominions of Algiers, and shall pass without any molestation whatsoever, and shall have the same liberties and privileges that are stipulated in this, and

de même les articles additionels ulterieurs convenus avec George Byng Esq.; alors Contre-Amiral de la rouge de la flotte de S. M. en 1703 *), sont renouvellés et confirmés et ensemble avec les articles additionels convenus dans le présent traité avec le Capitaine Coningsby Norbury, Commandeur du vaisseau de S. M. l'Argile, le Capitaine Nicolas Eaton, Commandeur du vaisseau de S. M. le Chester et Thomas Thompson, Consul de S. M. à Algèr seront observés inviolablement entre le Serenissime Roi de la Gr. Brétagne, France et Irlande, défenseur de la foi &c. et le très-illustre seigneur Ally Bashaw Dey et Gouverneur de la noble ville d'Algèr à l'ouest le Aga Kahya et les autres honorables membres du Divan et entre tous les domaines et sujets des deux côtés; et que les vaisseaux et autres navires et les sujets et peuple de part et d'autre, ne se feront à l'avenir aucun mal, offense ou injure soit verbale soit reelle, mais se traiteront les uns les autres avec tous les égards et amitié possibles. Et s'il reste encore quelques prétensions elevées entre les sujets on autres des deux parties, elles seront arrangées amiablement, et pleine satisfaction sera donnée à chacun en conformité de la verité et de la justice de leur prétension, et ce traité ne pourra pas les anuller ou les rendre invalides. 1716

Art. II.

Que comme l'île de Minorque, dans la mediterranée et la ville de Gibraltar en Espagne ont été cedées et attachées à la couronne de la Gr. Brétagne, tant par le Roi d'Espagne, que par toutes les autres Puissances de l'Europe engagées dans la derniere guerre: il est maintenant arreté et pleinement convenu par le présent traité que dès à present et pour toujours la dite île de Minorque et ville de Gibraltar seront considerées à tous les égards par le gouvernement et le peuple d'Algèr faire partie des possessions de S. M. Britannique, et leurs habitans seront considérés comme les sujets naturels de S. M. et comme s'ils étaient nés dans quelque autre partie de la Grande-Brétagne, et eux, leurs vaisseaux et navires portant pavillon Britannique et étant munis de passeports convenables, pourront librement trafiquer et faire le commerce dans toutes les parties des possessions d'Algèr et passeront sans aucune molestation quelconque et auront les mêmes libertés et privilèges stipulés dans ce traité et dans tous les autres traités relativement *Minorque; Gibraltar.*

*) Voyés plus haut p. 36.

1716 *and have been made in all other treaties in the behalf of the British nation and subjects; and therefore none of the cruizers of Algiers shall at any time cruize within sight of the ports of the said island of Minorca and city of Gibraltar.*

Art. III.

That if an English ship shall receive on board any passengers and goods belonging to the kingdom of Algiers, they shall defend them and their goods, so far as lieth in their power, and not deliver them to their ennemies; and, the better to prevent any unjust demands being made upon the Crown of Great-Britain, and to avoid disputes and differences that may arise, all goods and merchandizes that shall from henceforward be shipped by the subjects of Algiers on board the ships or vessels of Great-Britain upon freight, shall be first registered in the office of Cancellaria, before the British consul residing in the port where they are so shipped, and the quantity, quality, and value thereof shall be expressed, and the consul is to manifest the same in the clearance given to the ship or vessel before she shall depart; to the end, that if any cause of complaint should happen hereafter, there may be no greater claim made on the British nation, than what by this method may be proved just and equitable.

(L. S.) Con. Norbury.
(L. S.) N. Eaton.
(L. S.) Tho. Thomson.

Art. IV.

That if any of the Algerine cruizers shall meet with any British ships provided with scollop passes, of either ships or sattees, that shall fit with those delivered to them by the British consul, they shall pass free and unmolested.

(L. S.) Con. Norbury.
(L. S.) N. Eaton.
(L. S.) Tho. Thomson.

nent à la Nation Britannique et ses sujets; et en consequence aucun des Corsaires Algèriens ne croisera en aucun tems à la vue des ports de la dite île de Minorque et de la ville de Gibraltar. 1716

ART. III.

Marchandises d'Algèr sur vaisseau Anglais.

Que si un vaisseau Anglais recevait à son bord quelques passagers et marchandises appartenant au royaume d'Algèr il les defendra pour leur personne et leurs biens autant qu'il est en son pouvoir et ne les livrera point à leurs ennemis; et afin de prevenir toute demande injuste formée à la charge de la Couronne de la Grande-Brétagne, et pour écarter les disputes et les differends qui pourroient survenir, tous les biens et marchandises qui à l'avenir seront chargés par les sujets d'Algèr à bord de vaisseaux ou navires de la Grande-Brétagne, en payant le fret, seront précédemment enregistrés dans l'office de la Chancellerie devant le Consul Britannique residant dans le port où ils sont ainsi chargés et la quantité, la qualité et la valeur en sera exprimée et le Consul en fera mention dans la déclaration donnée au vaisseau ou navire avant son départ; afin que si dans la suite il survenait quelque motif de plaintes, il ne puisse être formé de prétension plus forte contre la Nation Britannique que ce qui par cette voye pourra se prouver être juste et équitable.

(L. S.) CON. NORBURY.
(L. S.) N. EATON.
(L. S.) THO. THOMSON.

ART. IV.

Que si quelqu'un des Corsaires Algèriens rencontrait quelques vaisseaux Britanniques munis de passeports chantournés soit de vaisseau ou navire à voile latine *), qui repondront à ceux delivrés à eux par le Consul Britannique, ils passeront librement et sans être molestés.

(L. S.) CON. NORBURY.
(L. S.) N. EATON.
(L. S.) THO. THOMSON.

*) Sorte de navires à trois mats dont on se sert dans la méditerranée; je n'ose traduire *satteau* ce qui est une grosse barque dont se servait la compagnie du bastion pour la pêche du Corail (Dict. de *Trevoux* v. *satteau*). Au reste il se peut que cette distinction entre vaisseau et navire se rapporte à la figure imprimée sur les passeports Turcs coupés en deux en serpentant, dont les Turcs gardent l'une, et la puissance contractante l'autre moitié (*Carta partita.*)

21.

1717 *Firman accordé 1717 par l'Empereur Furukseer à la Compagnie Anglaise pour faire le commerce au Bengale à Bahar et Orissa.*

[Bolts *considerations on India affairs* Tom. III. p. 6 - 13. en Persan et Anglais *a*).]

The governors, agents, persons engaged in public affairs, jagueerdars, fowzdars, collectors of the revenues and of the tolls, and the zemindars, present and future, who in the Subah of *Bengal, Bahar,* and *Orissa,* the port of *Hoogly* and other ports of the said Subah, are in hopes of the Imperial favour, Know that at this time, attended with conquest and closed with victory, Mr. John Surman and Cogee Serhaud gomastahs for the English Company, have caused to be represented to the court which dispenses justice and cherishes equity, "that by the ordres of (the protected by the divine clemency, supported by heavenly grace, sprinkled with the mercies of the Creator, *the* only God;) the late Emperor (whose place is in Paradise, eternally happy; may God reward him with his glorious favour!) as well as by former grants, the customs of the English Company in the empire protected by heaven (except at the port of *Surat*) are forgiven; and as in the port of *Hoogly* they pay yearly into the high treasury of the *Sircar* three thousand rupees, by way of tribute, in lieu of duties, they are in hopes that according to former grants, the august Firman may continue this indulgence." — The order, which subdues the world, and brings the universe to subjection, therefore now issues forcibly abroad, that the goods and effects which their gomastahs may bring or carry within the ports, borders and quarters of the Subahs, by Land or by water, ye knowing the duties thereof

a) Bolts observe qu'il y a trois differentes traductions de ce firmaun dans les *Reports of the house of Commons* Vol. III. p. 196. 202 et 473; et que dans la sienne il s'est attaché le plus que possible à la lettre de l'original Persan.

thereof to be exempted, let them have their free choice of buying and selling; receive yearly the stipulated sum of three thousand rupees, and besides that, let them not be molested on any account. And if in any place any of their effects be stolen, let the officers endeavour diligently to recover them, and deliver the thieves to punishment, and the effects to the owner. And wherever they build a factory (or warehouse) and buy and sell goods and merchandize, be assistant and favourable to them in reasonable affairs. And upon whatever person from among the merchants, weavers &c., they may have any just demand, cause justice to be done to their gomastahs agreeably to equity and the account; and suffer not that any person injure their gomastahs, or under pretence of ghatbarry &c. impede their boats, hired on their own. — They have also represented to the most holy and exalted court "that in the Subahs the dewans demand the original patent confirmed under the seal of the nazim and provincial dewan; that as it is difficult to convey the original patent to every place; they hope that credit may be given to a copy under the seal of the Kazy and that no demand may be made of the original patent, or any impediments occasioned on account of the nazim or the dewan's confirmation; also that there is a factory of the Company established at Calcutta that the talookdary of *Calcutta*, *Sootanuty*, and *Govindpore* in the district of the Purgunnah of *Ameerabad* &c. of the Subah of *Bengal*, which is of the zemindars *b*) of old, yields annually the sum of one thousand one hundred and ninety-five rupees, and six annas, and there are thirty eight villages, whereof the amount of eight thousand one hundred and twenty-one rupees and eight annas, is the settled revenue according to the stipulation, they request theretofore, that they may be also indulged with the talookdary agreeably 1717

b) BOLTS observe que ce passage des demandes des deputés, lequel est absolument inintelligible dans l'original, fait supposer qu'ils ont couvert de propos deliberé ce passage d'obscurité, pour en imposer à l'Empereur et pour avoir un prétexte à priver les anciens Zeminders dans les environs de Calcutte de leur *talookdary* (sous-division de Zemindarie) et des 38 villages; ce qui dans la suite a été très injustement effectué en provoquant au present Firman.

1717 ably to the ſtipulation, and pay the amount thereof, year by year into the treaſury." — The order replete with juſtice is therefore iſſued, that credit be given to the copy under the ſeal of the Kazy or Kazys, and that they remain with the villages which they have bought, according to the former cuſtom; and moreover, agreeably to their petition, we are graciouſly pleaſed to permit, that they purchaſe the talookdary from the owners and that the Dewans of the Subah may paſs the ſame.

They have likewiſe humbly repreſented, "that in the time of (the ſupported by the great ſupporter, favoured by the Almighty, whoſe place, &c. may he be cauſed to dwell in the higheſt ſeats of Paradiſe) the late Emperor, an allowance (*cuſſore*) was taken in the treaſuries of the Subahs, on the coins ſtruck at *Chinapatan*, and now ſince the ſaid coins are ſtruck after the manner of the port of *Surat*, they (the ſlaves) ſuffer a loſs, and they therefore pray, the high order may be iſſued, that agreeably to the cuſtom of the Port of *Surat* &c. there be no impediment in the ſtandard coins; and that whoever be indebted to the Company's ſervants, and run away; they may ſend him to the chief of the factory; and that they may not be expoſed to inſult, under pretence of the fowzdary and other prohibited articles, on account of which the gomaſtahs and dependents of the company are much diſtreſſed." — The poſitive and ſublime order is therefore iſſued, that from the fifth year of the fortunate reign, if the coin of *Chinapatan* be ſtruck like the coin of the proſperous port of *Surat*, ye do not moleſt them under pretence of *cuſſore*; and whoever be indebted to the ſervants, and run away, ye take him and deliver him up to the chief of the factory, and do not moleſt them under pretence of their taking the prohibited articles.

They have likewiſe repreſented "that there are eſtabliſhed factories of the Company in *Bengal*, *Bahar*, and *Oriſſa*, and as they want to ſettle other factories in various places, they are in hopes, that wherever they eſtabliſh a factory, they may be favoured from the Sircar with forty begas of ground for their factories; alſo, that by reaſon of tempeſts ſome times their

ſhips

ps are cast on shore near the ports, and are wrecked, 1717
d the governors of the ports oppressively seize their
fects, and in several places demand the share of one
urth; and they prey: that in the island of *Bombay*,
ere Fringuy (*Portugueze*) coins are current, the
tunate coins may be struck in the manner of *China-
tan*." — Therefore the world-subduing order, which
t necessarily be obeyed, is issued, that ye transact
ir affairs as in other factories, and that ye take all
essary care to preserve the effects of the wrecked
stranded shipping of these able people, who have
factories in the Imperial ports, who transact business
the sublime court, and who have oblained our mu-
cent Firmauns of exemption from duties. And in
island of *Bombay* let the fortunate coins be current
r the custom of the Empire, and in all things con-
ming to the resplendent grant, diligently avoid di-
eying this august command, and do not demand a
w patent every year; in this point be strictly punctual.

Written on the 27th of the sacred month *Mohar-
m*, in the fifth year of the prosperous reign (6 Jan-
er 1717.)

**By the command of Seyd Abdullah Khawn Vi-
er &c. (*dans l'original sont ajoutés tous ses titres.*)**

22.

1718 21 Avr. *Convention entre sa Majesté impériale et Catholique, sa Majesté le Roy Très-Chrétien et les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, pour la restitution reciproque des Deserteurs *); signée à Quievrain le 1 Avril 1718.*

(*Groot Placat Boek* T. V. p. 260.)

Nous soubsignez Fabien Comte de Wrangel, Lieutenant Général, d'Infanterie de sa Majesté Impériale et Catholique, Commandant de ses Troupes aux Pais-Bas Autrichiens, et Commandant de la Ville de Bruxelles, et de ses Dependances muni de l'Acte d'Authorisation, et Pleinpouvoir de sa Majesté Impériale et Catholique du 18 Janvier 1718.

Nous soubsignez, Christ. Louis de Montmorency Luxenbourg, Prince de Tingry, Lieutenant Général des Armées de sa Majesté Très-Chrétienne, et de la Province de Flandres, Gouverneur des Ville et Citadelle de Valencienne, et Commandant en Chef en la ditte Province, ayant ordre et pouvoir de sa ditte Majesté en datte du 20 Janvier 1718.

Et nous Robbert Murray, Lieutenant Général, et Colonel d'un Regiment Infanterie Ecossoise au service de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, et Commandant de Tournay, ayant ordre et pouvoir des dits Seigneurs Etats Généraux, de traitter et convenir ensemble des conditions sur lesquelles on se peut rendre réciproquement les Déserteurs de part et d'autre, daté du 6 de Janvier 1718 Sommes convenus de ce qui suit; et avons

*) Ce cartel est je crois un des plus rigoureux qui ayent été signés en tems de paix; cette considération m'engage à l'inférer.

vons dressez sur ce sujet le présent Traité, pour être observé de bonne foy à l'avenir. 1718

ART. I.

Tous les Cavaliers, Fantassins et Dragons, qui déserteront des Trouppes de l'une ou de l'autre des trois Puissances, pour passer dans les Pais ou Places de l'une ou l'autre Domination, tant de sa Majesté Impériale et Catholique, que de sa Majesté Trés-Chrétienne, et des Etats Généraux; de même que celles qui sont sous la garde des dits Etats Généraux, seront réciproquement arrètez, pour être rendus; et pour cet effet, il en sera donné avis dans les vingt et quarte heures, au Gouverneur ou au Commandant de la plus prochaine place de guerre, de la domination, d'ou ils auront desertez, afin qu'on les envoye querir, conformement à ce qui sera expliqué ci-a-près. *Deserteurs arrêtés.*

ART. II.

Le Gouverneur ou commandant d'une Place, qui aura été adverti de la détention de quelque Déserteur, sera obligé de le faire chercher au plûtôt et d'envoyer en même temps l'argent pour les fraix de la prison et pour payer la simple subsistance, scavoir pour chaque Cavalier, Fantassin, ou Dragon, vingt et quatre onces de Pain par jour, qui sera payé au prix qu'il vaudra pour lors dans la place où sera le Déserteur. *Prix de subsistance.*

ART. III.

Les Déserteurs seront rendus au même état qu'ils auront été arrêté, c'est à dire, avec leurs Habits et Armes, supposé qu'ils ne les ayent pas vendus, avant que d'avoir, été arrêtéz. *Habits, armes.*

ART. IV.

Les Chevaux des Cavaliers, et Dragons déserteurs, soit qu'ils soient affectés à la monture desdits Deserteurs, ou qu'ils les ayent pris à des Officiers, ou à d'autres Cavaliers ou Dragons, seront pareillement rendus de bonne foy de part et d'autre avec les Equipages qu'on leurs aura trouvé en les arrestant, auquel effet il en sera aussi donné avis au Commandant de la Place la plus voisine, afin qu'il les envoye chercher en payant la nourriture des dits Chevaux, qui sera reglée au *Chevaux.*

1718 au même prix dont l'Entreprenneur des Fourages de la Place, où ils auront été ou conduits. sera convenu pour la Cavallerie de la Guarnison; Et au cas qu'il ny eut pas d'Entreprenneur, au prix que les dits Fourages vaudront en la ditte Place, sans que l'on puisse demander plus d'une ration de Fourage par jour pour la nourriture de chaque Cheval.

ART. V.

Recompense. Pour engager les Peuples des trois Dominations dans les Pais-Bas, et même les Militaires, à arrêter les Déserteurs, et à les conduire dans les Places de la Frontiere de la Domination, où ils auront été arretez, on est convenu de part et d'autre, de payer pour chaque Déserteur, sçavoir pour un Fantassin, Cavalier ou Dragon à pieds dix patacons, faisant vingt huit florins, monnoye courrante des Pais-Bas Autrichiens, ou la même valeur intrinseque de part et d'autre, et pour chaque Cavalier ou Dragon à cheval, le double; Ensorte qu'un Païsan, un Militaire, ou autre qui aura conduit le Déserteur dans la Place la plus voisine de la Domination où il aura été arrêté, y sera payé de la récompense ci-dessus expliquée, sçavoir, de la part de Sa Majesté Impériale par les Réceveurs de ses droits d'entrée et de sorties sur les certificats des Gouverneurs ou Commandants des dites Places, qui seront anthorisés à faire lesdits payements, quand même le Regiment dont il sera deserté, seroit éloigné de la susditte Place, pour s'en faire rembourser par ceux à qui il apartiendra.

De la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, il sera payé par les Ordres du Gouverneur, ou du Commandant de la Ville où le Déserteur sera emmené, à celuy qui remettra le dit Déserteur, quand même le Regiment dont il auroit deserté, seroit éloigné de la dite place.

Et de la part des Seigneurs Etats Généraux, il sera aussi payé par les ordres du Gouverneur ou Commandant de la Ville, où le Déserteur sera emmené, à celuy qui remettra le dit Déserteur, quand même le Regiment dont il auroit deserté, seroit éloigné de la dite Place.

ART.

1718

ART. VI.

Il sera deffendu réciproquement aux Officers de part et d'autre de poursuivre et d'enlever, où de faire poursuivre et enlever les Déserteurs de leurs Trouppes, hors des Terres de l'obeissance de leurs Maitres; pourront cependant requerir les Habitants du lieu de la Domination étrangere, où ils en trouveront, de les arrêter et conduire dans la Place la plus prochaine de la Domination, où ils auront été. *Poursuite.*

ART. VII.

Et pour prevenir tous inconveniens, on aura soin, immédiatement après la ratification de la presente convention, et sa publication, de faire des deffenses rigoureuses aux Habitants du plat Païs dans l'étenduë des Gouvernements qui sont sur les Frontieres et autres, d'achetter les Cheveaux, Montures, Armes, Habits, ou aucune chose des Déserteurs, de même de ne leur donner aucun azile, ou passage, ni de les reculer, ou faciliter dans leur désertion, sur les peines specifiées ci-après. *Asyle defendu.*

ART. VIII.

Si un Paisan est convaincu d'avoir achetté le Cheval, les Habits, ou les Armes d'un Cavalier, Fantassin ou Dragon Déserteur, il sera obligé de payer vingt cinq écus, faisant soixante dix florins, Monnoye courante des Pais-Bas Autrichiens, ou la même valeur intrinsique de part et d'autre, au profit du Capitaine, dont sera le Déserteur, et de lui restituer tout ce qu'il en aura achetté. *Achat de leur habits etc. defendu.*

ART. IX.

Si les Habitans d'un Village sont duement convaincu d'avoir cooperé, ou donné azile à un Deserteur, ou de ne l'avoir pas arrêté, en y passant, par leur faute, ils payeront une amende de vingt cinq écus, monnoye comme cy-dessus, au Capitaine de la Compagnie duquel sera le Déserteur, à laquelle ils seront condamné par les Juges qu'il appartiendra, outre la correction arbitraire, selon l'exigeance du cas, de laquelle ditte somme les Gens de Loy, ou la Communauté seront responsable, et les dits Juges seront obligé de rendre leurs Jugements incessament, et sans forme de procès. *Peine pour ceux qui favorisent.*

1718 **Art. X.**

Execution. Le present Traité sera executé à compter du jo[ur] que les Ratifications réciproques auront été échangée[s].

Art. XI.

Titres. Les titres pris ou obmis de part et d'autre, n[e] porteront aucun préjudice, conformement au Traitté de Raſtat.

Ainſi fait et arrêté au Village de Quievrain, de-pendance de la Ville de Mons, par les ſoubſignez Pleni-potentiaires qui ſe ſont delivrés réciproquement Copi[e] de leurs Pleinpouvoirs collationnez, et par eux ſigné[s] le vingt unieme jour d'Avril 1718.

Vicomte DE WRANGEL.
MONTMORENCY TINGRY.
RT. MURRAY.

(*Publiée par les E. Généraux le 16 Aout 1718.*)

23.

1723 *19 Janv.* *Traité de l'évacuation de l'Isle de Sainte-Lucie par les Anglais, du 19 Janv. 1723.*

(*Tiré du depôt des affaires étrangéres* et inſéré dans *Mé-moires des Commiſſaires* &c. T. I. P. II. p. 259. ed. 8.)

Monſieur Jean Braithwaite, Lieutenant au gouver-nement de la colonie envoyée par M. le Duc de Mon-taigu à l'isle de Sainte-Lucie, ayant été député par M. Uring, Commandant en chef ladite colonie, avec pouvoir pour traiter au ſujet de la difficulté mûe entre les deux nations des François et des Anglois, pour la poſſeſſion de ladite isle de Sainte-Lucie par ces derniers priſe au quartier du petit carénage, et s'étant rendu auprès de M. le Marquis de Champigny, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, Capitaine de vaiſſeau de

de Roi, Gouverneur de l'isle de Martinique, Commandant les troupes Françoises à ladite isle de Sainte-Lucie, est convenu de ce qui suit. 1723

ART. I.

Evacuation par les Anglais.

Que pour éviter l'effussion de sang et tous autres malheurs qui naîtroient de l'infraction réciproque à la paix et à l'alliance dans laquelle vivent les deux nations, ladite colonie de M. le Duc de Montaigu évacuera totalement et de bonne foi, quelques secours et ordres qu'ils reçussent au contraire de Sa Majesté Britannique leur maître, ladite isle de Sainte-Lucie, tant par mer que par terre, dans l'espace de sept jours, ou plus tôt s'il se peut, entendu toutefois qu'il ne sera pas moins libre à l'avenir aux vaisseaux de guerre de Sa Majesté Britannique, et autres bâtimens marchands de la nation Angloise, d'entrer dans les ports de ladite isle y faire du bois, de l'eau et leurs autres besoins, qu'aux bâtimens François.

ART. II.

Occupation des hauteurs

Que pendant ledit espace de sept jours les troupes Françoises se rendront maîtres des hauteurs et postes du petit carénage, et régleront, de concert avec les Officiers Anglois, les distances et limites, hors la portée du fusil.

ART. III.

Conduite des troupes.

Que pendant lesdits sept jours, les troupes de part et d'autre, ne commettront aucune voie de fait, ni ne diront aucunes paroles qui sentent l'hostilité; mais observeront la même union et cordialité qui regnent entre les deux nations.

ART. IV.

Munitions.

Qu'il sera permis à ladite colonie d'emporter toutes les munitions de guerre et de bouche, armes, bagage, ustensiles, meubles, et généralement tout ce qui peut leur appartenir, sans trouble et sans empêchement; offrant au contraire par les François, de leur donner pour ce sujet tout secours possible s'ils le requièrent.

ART. V.

Deserteurs.

Que si pendant le terme de l'évacuation de la dite isle, il desertoit quelques-uns des troupes de part et d'autre,

1723 d'autre, ils feront rendus dans le même temps qu'ils feront réclamés.

ART. VI.

Déserteurs. Et fur la requifition qu'a faite le fieur Braithwaite, que plufieurs Déferteurs de ladite colonie, foient rendus, attendu qu'ils font ferviteurs engagés de M. le Duc de Montaigu, et que ces ferviteurs, avec tous les meubles et effets, lui appartinnent; à été accordé par le fieur Marquis de Champigny que tous lesdits engagés qui fe trouvent actuellement dans fon camp, feront rendus après qu'il aura été juftifié clairement de leurs engagemens, aux conditions qu'ils ne fubiront aucune peine de mort, ni autres châtimens corporels; et à l'égard de ceux desdits engagés qui font déjà paffés à la Martinique, le fieur Marquis de Champigny promet d'en faire faire une exacte perquifition, et de les remettre, lorsqu'ils feront trouvés, audit fieur Uring, ou autres chargés de pouvoir.

ART. VII.

Evacuation par les français. Qu'immédiatement après l'évacuation de ladite colonie de M. le Duc de Montaigu, ledit fieur Marquis de Champigny s'oblige auffi de faire evacuer les troupes Françoifes; et de laiffer, ainfi que les Anglois, ladite isle de Sainte-Lucie en l'état qu'elle étoit ci-devant, jusqu'à la décifion des deux Couronnes, aux droits et prétentions desquelles lesdits fieurs de Champigny et Braithwaite declarent ne vouloir ni ne pouvoir porter aucun préjudice par le préfent.

ART. VIII.

Otages. Que le préfent traité fera ratifié demain par le fieur Uring, pour la fidélité et la fûreté duquel feront demain échangés un ou deux ôtages de part et d'autre, qui demeureront jusqu'après l'entiére évacuation, lesquels feront M. du Clieu, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, Capitaine Commandant les troupes du Roi, d'une part, et le Capitaine Nathaniel Watfon, Membre du Confeil de cette isle, de l'autre part. Fait double, au camp du Choc, le dix-huit Janvier mil fept cent vingt-trois (nouveau ftyle) &c.

Et en explication du fecond article, a été convenu en outre, que les fortifications, batteries ou retranchemens

chemens qui pourroient être ſur le Morne, appellé par les François Saint-Martin, et par les Anglois Montaigu, ainſi que la redoute qui s'y trouve, ſeront immédiatement aprés la ratification du preſent traité, et l'échange des ôtages, raſés et détruits par les Anglois; auſſitot après quoi il ſera mis ſur ledit Morne, une garde d'un ſergent et ſix ſoldats François des troupes réglées de Sa Majeſté, avec un pareil nombre des troupes Angloiſes, qui recevront les ordres chacun de leurs Commandans, pour, de concert, empêcher tous deſordres. Fait double. 1723

Signé:

JEAN BRAITHWAITE.

Nous Nathaniel Uring Ecuyer, deputé Gouverneur Commandant en chef la colonie du Duc de Montaigu dans l'isle de Sainte-Lucie, approuvons et ratifions en tout leur contenu toutes les clauſes et conventions portées au préſent traité, et promettons de les exécuter de bonne foi. Fait à la Pointe Montaigu, ſous le cachet de nos armes, et le contre-ſeing de notre Secrêtaire, le huit Janvier mil ſept cent vingttrois (vieux ſtyle) Signé Nathaniel Uring. Et ſcellé en cire rouge, Par M. le Commandant Faulkner. Collationné ſur la copie qui eſt au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un Mars mil ſept cent cinquante-un. *Ratification.*

Signé:

P. LEDRAN, *premier Commis du dépôt.*

24.

1723 *Den 19 Nov. 1723. Acte, angående närmare*
19 Nov. *häpp för Hans Kongl. Höghet, Hertig Carl Friederich af Hollsten-Gottorp, i anseende til Successionen på Swenska Thronen, när den framdeles blefwe ledig.*

(Modée *Utdrag* p. 124.)

Wi Friederich &c. giöre witterligit, at hos Oss hafwer Hans Kongl. Höghet, Hertigen af Schlesswig-Hollsten, igenom des härwarande Envoyé Extraordinaire Geheime Rådet von Bassevitz, låtit anhålla, det Oss måtte behaga, at lämna honom någon underrättelse om hwad som har kunnat uträttas igenom Wåre benägne föreställningar hos Riksens Stånder, som på sidsta Riksdag församlade warit, angående närmare häpp för Hans Kongl. Höghet, enär framdeles någon ledighet på den Kongl. Swenske Thronen sig yppa skulle. Och som Wi i Nåder förordnat och befullmäcktigat Wårt och Riksens Råd och President uti Wårt och Riksens Cantzelli-Collegio, Herr Grefwe Arvid Horn, Wårt och Riksens-Råd, Herr Grefwe Carl Gyllenborg, Wårt och Riksens Råd, Herr Friherre Josias Cederhielm, tillika med Håf-Cantzlern, Friherre *Joachim* von Duben, samt Stats-Secreteraren, Friherre Daniel Niclas von Höpken, at sammanträda med åfwanbemälte Hans Kongl. Höghets Geheime Råd och Envoyé Extraordinaire, til at med honom afhandla denna saken på sådan fot, som Riksens Stånders egne däröfwer yttrade tankar medgifva, samt at sedermera til Wårt egit nödiga bepröfwande hemställa sluteliga wärkställigheten däraf; I följe hwaraf bemälte Wåre befullmäcktigade Riksens Råd, President, Håf-Cantzler och Stats-Secreterare, med bemälte Geheime Råd och Envoyé Extraordinaire haft sammanträde, och til honom aflämnat en sådan Förklaring och Försäkring, som här ord ifrån ord är införd, så lydande som följer:

Sedan Hans Kongl. Höghets Hertigens af Schlesswig och Hollsten, Carl Friedrichs Geheime Råd och Envoyé Extraordinaire, Herr von Bassevitz, igenom et af sine Memorialer, som är daterat den $\frac{6}{17}$ hujus, hos Hans Kongl. Maj:t, wår allernådigste Konung och Herre, ibland annat i underdånighet anhållit, det Hans Kongl. Maj:t

24.

Acte de Fréderic Roi de Suède remis au Duc Charles Fréderic de Holstein au sujet de l'espoir de celui-ci de monter au trône de Suède en cas de vacance; en date du 19 Novembre 1723.

1723 19 Nov.

(*Traduction privée.*)

Nous Fréderic &c. savoir faisons que Son Altesse royale le Duc de Schleswic-Holstein nous ayant fait soliciter par son envoyé extraordinaire près de nous, le conseiller privé de Bassevitz, de bien vouloir l'informer de ce qui aurait pu être effectué par nos représentations favorables auprès des Etats du royaume assemblés à la derniers diete, concernant le plus proche espoir pour S. A. royale en cas de vacance future du thrône royal de la Suède. Et nous, ayant nommé et autorisé le Senateur et Président du Collège de Chancellerie du royaume le comte Arvid Horn, le Senateur comte Charles Gyllenborg, le Senateur Baron Josée Cedernhielm ensemble avec le Chancelier de cour Baron Joachim de Duben comme aussi le Sécrétaire d'Etat Baron Daniel Nicolas de Hoepken de s'aboucher avec le susdit conseiller privé et envoyé extraordinaiee de Son Altesse royale, pour conférer avec lui de cet objet sur le pied qu'indiquent les sentimens manifestés sur ce point par les Etats même du royaume, et d'en abandonner en suite la conclusion finale à notre propre examen necessaire; en consequence de quoi nos susdits plénipotentiaires Senateurs, Président, Chancelier de cour et Sécrétaire d'état ont conferé avec le susdit conseiller privé et envoyé extraordinaire, et lui ont remis une déclaration et assurance qui est inserée ici de mot à mot, portant ce qui suit:

Le conseiller privé et envoyé extraordinaire de Son Altesse royale le Duc Charles Fréderic de Schleswic et Holstein, Monsieur de Bassevitz ayant, par un de ses memoires en date du $\frac{6}{28}$ de ce mois, très-humblement sollicité Sa Majesté royale, notre très gracieux Roi et Seigneur, entre autres points, de bien vouloir gracieusement lui

1723 Maj:t i Nåder måtte tåckas, at meddela berörde Minist nagon upplysnig och underråttelse, om hwad igenom Hans Kongl. Maj:ts hos Rikens Stånder, wid deras sednaste sammanwaro, giorde förestålningar, har kunnat utråttas, om nårmare håpp för Hans Kongl. Högheit, des Herre, til den Kongl. Swenska Thronen, enår densamme framdeles skulle komma at blifwa ledig; Altså, och emedan Hans Kongl. Maj:t uti sittiande Rad oss undertecknade i Nåder behagat anbefalla, at angående denna wigtiga angelågenheten inlåta oss i samtal med bemålte Ministre, samt at ställa oss dårwid til skyldig efterlefnad, och såsom et råtte-snöre, hwad de af Rikssens Höglåflige Stånder faststålte fundamentale Lager, så wål som deras angående denna saken yttrade underdånigst tankar, widhanden gifwa kuna; Ty hafwe Wi undertecknade, til underdånigst följe af denna Hans Kongl. Maj:ts uppå Riksens Råds och Stånders godtfinnande oss meddelte nådige Befallning, angående denna angelägna saken med hwarandra sammantrådt: Och ehuruwål man i anseende til de utlåtelser och förfåkringar, hwilka så wål wid sidsta Riksdagen som ock nu uti Hans Kongl. Maj:ts nådige Swar på Hans Kongl. Höghets skrifwelse, och de af ofwanbemålte des Ministre för detta öfwerlefwererade Memorialer, å des och Rickssens wågnar, redan blifwit meddelte och gifne, ej kan finna för hwad orsaks och bekymmersamhets skuld Hans Kongl. Höghet pröfwat nödigt, at yrka på en ytterligare förklaring angående et honom obetagit håpp: hwarwid man år af den tankan, at Hans Kongl. Högheet snarare uti stillhet skulle sig hårwid trygga, samt låta det öfriga ankomma så wål på tiden, som på nöjacktige prof af des egit upförande uti en sann och upriktig tilgifwenhet för Kongl. Maj:t och Riket: Icke desto mindre hafwe wi uppå åfwan bemålte Ansökning, samt til ytterligare bewis, så wål af Hans Kongl. Maj:ts ömma sinnelag och wålwilja, som af Riksens Stånders å daga lagde wålmening, harigenom och i kraft af undfången hög befallning, skolat meddela honom den underråttelsen och försåkran: At åfwen som Hans Kongl. Maj:t redan för detta wist Sig benägen, at å des sida bidraga alt hwad som kan lända til den inbördes wånskapens och förtrolighetens befastande, såsom hwar utaf en beståndig enig- och rolighet står at förwånta; så hafwer ock Hans Kongl. Maj:t förmårkt, huru som Riksens Stånder, jåmte deras oförånderliga Tro- och Ståndacktighet, at uti des fulla kraft wid

communiquer quelque explication et information sur 1723
qu Sa Majesté aurait pu effectuer par ses representa-
s faites aux états du royaume lors de leur dernière
mblé, au sujet du plus proche espoir pour Son Al-
royale, son maitre, d'être élévé au thrône royal de
en cas de sa vacance future; et Sa Majesté royale
t jugé gracieusement à propos, le Senat assemblé,
ous ordonner de conférer avec le susdit ministre sur
affaire importante, et de suivre duement à cet égard
prendr pour norme ce que, tant les loix fondamen-
, sanctionnées par les états, que les sentimens qu'ils
manifestés très humblement à cet égard, pourraient
suggèrer; c'est pourquoi que nous soussignés, pour
faire très humblement à cet ordre qui nous à été
ieusement donné par Sa Majesté de l'avis du Senat
s Etats, nous sommes entrés ensemble en conference
cet objet important: et bien qu'en ayant égard, tant
déclarations et assurances qui ont déja été données
communiquées tant à la dernière diète que depuis par
gracieuse reponse de Sa Majesté à la lettre de S. A.
ale et aux memoires ci-devant presentés par ledit
nistre, on ne puisse voir par quelle raison et sollicitude
n Altesse royale a trouvé necessaire d'insister sur une
claration ultérieure au sujet d'un espoir qui ne lui a
s été enlévé, tandis qu'on est de l'opinion que S. A. R.
rait plutôt se reposer tranquilement là-dessus, et faire
ndre le reste tant du tems que des preuves de sa
pre conduite, en temoignant un attachement vrai et
ère pour Sa Majesté et le royaume: cependant à la
citation susdite et pour d'autant mieux faire voir
les tendres sentimens et la bienveillance de Sa Ma-
é, que la propension manifestée par les Etats, nous,
conformité des ordres qui nous ont été donnés, avons
lui communiquer l'information et l'assurance: que
comme Sa Majesté royale s'est déjà anterieurement
trée disposée à contribuer de son côté tout ce qui peut
re à l'affermissement de l'amitié et de la confiance
proque dont on peut attendre un accord et repos per-
ent, Sa Majesté a aussi observée que les Etats du
aume, en même tems que leur fidelité et leur fermeté
ranlable les porte à maintenir vigoureusement et de
es leurs forces les droits et le pouvoir conférés à leurs
jestés le Roi et la Reine, se sont montrés tellement
us pour Son Altesse royale le Duc, que lorsque d'après

1723 wid mackt hålla den för Hans och Hennes Kongl. Maj:ter faststålte Rått och Myndighet, de likaledes för Hans Kongl. Höghets, Hertigens, Person wist Sig så benågne, at enår, efter den Högstes nådiga skickelse oh wilja, Casus existerar, Hans Kongl. Höghet, wid det fria wal, som Standerne uti deras Besluter och Förordningar sig förbehållit, skal finna wårkan af den ömma égard, som de för honom hysa, hwarwid de besynnerligen dår på låra giöra reflexion, huru wida Hans Kongl. Höghet Sig imedlertid på sodant sått förhålla lårer, sam kan lånda til bågge Deras Maj:ters samt Rikets båsta och nöje *), hwarigenom Hans Kongl. Höghet ju kan sågas hafwa förhåpning dårtil, mer ån någon annan, grundad uti alla Swenskas sinnelag, samt beståndiga estime och högacktning för det Gustavianiske Blodet.

Til yttermera wisso, at detta år öfwerensståmmande med Hans Kongl. Maj:ts nådige befallnning, och uppå Ståndernes utlåtelser sig grundande mening, hafwe Wi det samma med Wåre Namns och Sigillers undersåttiande bekråfta skolat.

(L. S.) A. Horn. (L. S.) Bassewitz.
(L. S.) C. Gylenborg.
(L. S.) J. Cederhielm.
(L. S.) J. v. Duben.
(L. S.) D. N. v. Höpken.

Altså approbere, bekråfte och ratificere wi hårigenom, och kraft af detta Wårt öpne Bref, denna försåkring och förklaring sådan, som densamma hår ord ifrån ord eftre Bockstafwen år införd, til alle delar, såsom öfwerensståmmande så wål med Wår nådige befallning som Riksens Ständers dåröfwer emot Os i underdånighet yttrade tankar och mening. Til yttermera wisso hånd hafwe wi detta med egen hand underskrifwit, och med Wårt Kongl. Sigill bekråfta låtit.

Stockholm den 19 Novemb. 1723.

FRIEDERICH.

D. N. v. Höpken.

*) Riksens Ständer hafwa uti deras upgifne Memorial af den 12 Oct. 1723, sig närmare i underdänighet yttrat, hurudan sådant Hans Kongl. Höghets förhållande skulle wara, i fall han wille giora sig häpp om Successionen, som där på utgick at ey förorsaka oenighet i Landet, eller oroa Hans Kongl. Maj:ts Regering, eller söka giöra nägon ändring uti Riksens fundamentale Lagar &c. &c. hwilket Hollsteinska Ministern munteligen skule tilkiänna gifwas (Modée).

la volonté et la disposition du Très-haut le cas existera, Son Altesse royale trouvera dans la libre election que les Etats se sont reservés dans leurs resolutions et ordonnances, les effets de ce tendre égard qu'ils ont pour lui, et qu'à cette occasion ils devront surtout reflechir jusqu'à quel point Son Altesse royale aura sçu se conduire en attendant sur un pied qui peut tendre au bien et à l'avantage de leurs Majestés et du royaume *), *c'est par quoi Son Altesse royale peut être dite avoir plus qu'aucun autre l'espoir d'y parvenir, fondé sur le sentiment de tous les Suèdois, et sur l'estime et le respect constament voués au sang de Gustave.* 1723

En foi de ce que cette déclaration est conforme aux ordres de Sa Majesté et au sentiment manifesté par les Etats, nous l'avons signée de nos noms et y avons apposé le cachet de nos armes.

(L. S.) A. Horn. (L. S.) Bassewitz.
(L. S.) C. Gyllenborg.
(L. S.) J. v. Duben.
(L. S.) D. N. v. Höpken.

En consequence nous confirmons et ratifions en vertu de cette presente lettre patente ladite assurance et déclaration, telle qu'elle est inserée ici de mot à mot et litteralement, en toutes ses parties, comme étant conforme, tant à nos ordres, qu'aux sentimens et à l'opinion que les Etats du royaume nous ont très humblement exposés à cet égard. En foi de soi nous avons signé la presente de notre propre main, et y avons fait apposer notre Sceau royal.

A Stockholm le 19 Novembre 1723.

FREDERIC.

D. N. v. Höpken.

*) Les Etats du royaume se sont expliqués ultérieurement dans leur memoire du 12 Octobre 1723, quelle devrait être la conduite de S. A. R. si elle voulait se flatter de l'espoir de la succession, savoir de ne point causer des disputes dans le pays, ni troubler le gouvernement du Roi, ni chercher à faire changer les lois fondamentales &c. ce qu'on devait donner à entendre de bouche au Ministre de Holstein.

25.

1725 *Actes par lesquels la France étend ſur la ville*
4 Dec. *de Dantzig le traité conclu 1716 avec les trois villes Anſéatiques. 1725. 1726.*

a.

Arreſt du Conſeil, qui ordonne que la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anſéatiques, jouira de tous les Privilèges accordez aux Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, par le Traité du 28 Septembre 1716.

(*Privilèges des Suiſſes* pag. 346.)

Sur la Requeſte preſentée au Roi en ſon Conſeil par les Bourguemeſtres et Senateurs de la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anſéatiques: Contenant, que quoique par l'Article XXVII. du Traité conclu à Utrecht les 31 Mars et 11 Avril mil ſept cens treize, entre Sa Majeſté Louis XIV. de glorieuſe mémoire, et la Reine de la Grande-Brétagne, il ſoit expreſſément porté, que leurs Majeſtez ont auſſi bien voulu comprendre dans ce Traité les Villes Anſéatiques, nommément Lubeck, Brême, Hambourg et la Ville de Dantzig; à cet effet qu'après que la Paix générale ſera faite, elles puiſſent jouir à l'avenir comme amis communs des mêmes émolumens dans le Commerce avec l'un et l'autre Royaume, dont elles ont ci-devant joui en vertu des Traitez et anciens uſages: cependant les Commis des Fermes établis dans les Ports du Royaume, ſans avoir égard à la Lettre écrite par le Sieur Controlleur Général au Sieur Boucher, Intendant de la Généralité de Bordeaux, le quatorze Février mil ſept cens vingt-quatre, par laquelle il lui marquoit les intentions de Sa Majeſté, au ſujet des Vaiſſeaux des Villes Anſéatiques, veulent priver ceux de la Ville de Dantzig des Privilèges accordez auſdites Villes, ſous prétexte qu'elle n'eſt pas compriſe ni dénommée dans le Traité que Sa Majeſté a bien voulu

voulu conclure avec les Villes de Lubeck, Brême et Hambourg le vingt-huit Septembre mil sept cens seize, ce qui obligeoit les Supplians d'avoir recours à Sa Majesté, et de lui remontrer que la Ville de Dantzig étant nommément comprise et dénommée dans le Traité d'*Utrecht*, elle devoit jouir de tous les Privilèges accordez aux Villes Anséatiques et cela avec d'autant plus de raison que les Sujets de Sa Majesté ont toujours joui et jouissent actuellement dans la Ville et Territoire de Dantzig, de tous les Privilèges dont ils jouissent dans l'étendue des Terres des Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, et que l'Article ci-dessus n'est que la confirmation des Privilèges dont elle a toujours joui dans le Royaume de France: A ces Causes, requeroient les Bourguemestres et Senateurs, qu'il plût à Sa Majesté ordonner que conformément au Traité conclu à Utrecht, les 31 Mars et 11 Avril mil sept cens treize, la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anséatiques, continuera de jouir dans le Royaume de France, de tous les Privilèges, Avantages, Franchises, Libertez, et Exemptions dont ont toujours joui et jouissent à présent les Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, aux offres que font les Bourguemestres et Senateurs de faire jouir les Sujets de Sa Majesté dans la Ville et Territoire de Dantzig, des mêmes avantages, Franchises, Libertez, Exemptions, et de tous les autres Privilèges qui sont accordez par le Traité des Villes de Lubeck, Brême et Hambourg; ensorte que les Sujets de Sa Majesté soient aussi favorablement traitez que les propres Citoyens de la Ville de Dantzig, et que ceux des autres Roys, Princes et Etats le sont ou le seront à l'avenir par lesdites Villes Anséatiques. Veu ladite Requeste signée De Cagny, Avocat aux Conseils et Agent des Villes Anséatiques, le Traité d'Utrecht des 31 Mars et 11 Avril mil sept cens treize et le Traité du vingt-huit Septembre mil sept cens seize: Oui le Rapport du Sieur Dodun, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Controlleur des Finances: Le Roy estant en son Conseil, ayant égard à ladite Requeste, a ordonné que conformément au Traité conclu à Utrecht les trente-un Mars et onze Avril mil sept cens treize, la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anséatiques, continuëra de jouir dans le Royaume de France, de tous les Privilèges, Avantages, Franchises, Libertez et Exemptions dont ont toujours joui et jouissent 1725

1725 jouissent à présent les Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, à condition par lesdits Sieur Bourguemestres et Senateurs; de faire jouir les Sujets de Sa Majesté dans l'étendue de leur Ville et Territoire, des mêmes Avantages Franchises, Libertez, Exemptions et de tous les autres Privilèges qui sont accordez par le Traité desdites Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, du vingt-huit Septembre mil sept cens seize *), en sorte que les Sujets de Sa Majesté soient traitez aussi favorablement que les propres Citoyens de la Ville de Dantzig et que ceux des autres Roys, Princes et Estats le sont ou le seront à l'avenir par lesdites Villes Anséatiques. Et pour l'exécution du présent Arrest, toutes Lettres si aucunes sont necessaires, seront expediées.

Fait au Conseil d'Estat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le quatrième Decembre mil sept cens vingt-cinq.

PHELYPEAUX.

b.

1726 6 Juil. *Lettres Patentes, qui ordonnent que les Citoyens de la Ville de Dantzig jouiront des Privilèges accordez par le Traité du 28 Septembre 1716.*

(*Privilèges des Suisses:* pag. 352.)

Louis par la grace de Dieu, Roy de France et de Navarre: A nos amez et feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, Salut. Les Contestations survenues dépuis quelque temps, entre les Marchands et Negocians, de la Ville de Dantzig l'une des Villes Anséatiques, et les Commis de nos Fermes, au sujet des privilèges de ladite Ville, ayant donné lieu à nos très-chers et bons amis les Bourguemestres et Senateurs de ladite Ville de Dantzig, de Nous faire de très-humbles remontrances, Nous avons fait examiner en notre Conseil les Mémoires desdits sieurs Bourguemestres et Senateurs, et sur le rapport qui Nous en a esté fait, Nous y avons pourvu par Arrest rendu en notre Conseil, Nous y étant, le 4 Décembre 1725 pour l'exécution duquel Nous avons ordonné que toutes Lettres

*) DUMONT T. VIII. P. I. p. 478.

res neceſſaires feroient expediées. A ces cauſes; de 1726
l'avis de notre Conſeil, qui a vû ledit Arreſt du 4 Décembre 1725 dont extrait eſt ci-attaché ſous le contreſcel de notre Chancellerie, Nous avons ordonné, et par ces Préſentes ſignées de notre main, ordonnons que la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anſéatiques, continuèra de jouir dans notre Royaume, de tous les Privilèges, avantages, franchiſes, libertez et exemptions dont ont toujours joui et jouiſſent à preſent les Villes de Lübeck, Breme et Hambourg, à condition par leſdits ſieurs Bourguemeſtres et Sénateurs, de faire jouir nos Sujets dans l'étenduë de leur Ville et Territoire, des mesmes avantages, franchiſes, libertez, exemptions, et de tous les autres Privilèges qui ſont accordés par le Traité desdites Villes de Lubeck, Breme et Hambourg, du 18 Septembre 1716 enſorte que nos Sujets ſoient traités auſſi favorablement que les propres Citoyens de la Ville de Dantzig et que ceux des autres Rois, Princes et Eſtats le ſont ou le ſeront à l'avenir par leſdites Villes Anſéatiques. Si vous mandons, que ces Préſentes vous ayez à faire lire, publier et enregiſtrer, et le contenu en icelles obſerver et executer ſelon leur forme et teneur, ceſſant et faiſant ceſſer tous troubles et empêchemens, et nonobſtant tous Edits Ordonnances, Arreſts, Reglemens Lettres, et autres choſes à ce contraires, auſquels Nous avons dérogé et dérogeons par ceſdites Préſentes, à cet égard ſeulement, et ſans tirer à conſequence: Car tel eſt notre plaiſir. Donné à Verſailles le ſixième jour de Juillet, l'an de grace mil ſept cens vingt-ſix; et de notre Regne le onzième. Signé, Louis. Et plus bas, Par le Roy, Phelypeaux. Et ſcellée du grand Sceau de cire jaune.

Regiſtrées, oui et ce requerant le Procureur Général du Roy, pour eſtre executées ſelon leur forme et teneur, ſuivant l'Arreſt de ce jour. A Paris en Parlement le 14 Aouſt 1726.

Signé:

Ysabeau.

26.

26.

1727 *Convention entre le Roi de France et les*
13 *Janv.* *Provinces-Unies des Pays-Bas au sujet de l'île d'Amboina; signée à la Haye le 13 Janvier 1727.*

(*Recueil van Placaaten* D. IV. p. 298.)

Comme depuis peu d'années sont survenus quelques differens et disputes entre la Compagnie Françoise des Indes et la Compagnie des Indes Occidentales des Provinces-Unies, au sujet d'Isle et du Fort d'Arguin, ainsi qu'au sujet de quelques Vaisseaux enlevés et du Commerce sur la Côte d'Afrique depuis le Cap Blanc jusques à la Riviere Serrelionne, et comme Sa Majesté Très-Chrétienne et les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies sont également portés à faire cesser ces differens, et à écarter tout sujet de dispute entre les dites Compagnies, le soussigné Ambassadeur de France au nom et de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne d'une part, et les soussignés Deputés des dits Etats Généraux au nom et de la part, des Seigneurs les Etats Généraux, d'autre part, sont convenus que *toutes les* contestations mues ou à mouvoir, tant au sujet de la proprieté du Fort d'Arguin, que du commerce exclusif, exercé dans l'étendue de la Côte depuis le Cap Blanc jusques à la Riviere de Serrelionne par la Compagnie Françoise des Indes, ou par celles aux quelles elle a succedé, demeureront éteintes, ainsi que toutes les prétensions reciproques de dedommagement prétendu, tant à raison d'enlevemens de Vaisseaux pris jusques à ce jour sur la dite Côte, que du Commerce troublé, et que des diverses occupations à main armée du dit Fort d'Arguin, le tout suivant les Articles cy-après, dont on est demeuré d'accord.

Art. I.

Renonciation de la C. Holl. La Compagnie Hollandoise des Indes Occidentales renonce à toutes prétensions de propriété sur le Fort et Isle d'Arguin, dont elle consent que la Compagnie Fran-

Françoise des Indes continue à jouir comme d'un bien auquel la dite Compagnie Hollandoise ne prétend plus aucun droit; subrogeant même autant que besoin seroit la Compagnie Françoise à tous les droits qu'elle pourroit s'être acquis sur le dit Fort et Isle d'Arguin. 1727

ART. II.

Le Commerce exclusif de la Compagnie Françoise sur toute la Côte qui s'étend dépuis le Fort d'Arguin jusqu'au de là de Porte d'Arco, demeurera tellement reconnu qu'à l'avenir les Vaisseaux des Sujets des Seigneurs Etats Généraux, soit sous leurs Bannieres, soit sous d'autres, devront s'abstenir d'y trafiquer, et que tous ceux qui seroient saisis en contravention, seront reputés de bonne Prise, sauf pourtant à eux d'y pouvoir prendre de l'Eau et achetter de Vivres et autres necessitez dans les cas seulement où par tempête, ou par quelqu'autre accident imprévu, ils se trouveroient forcez d'y aborder par la necessité qui n'a point de loi. *Commerce exclusif des Fr.*

ART. III.

Les Seigneurs Etats Généraux renoncent pour tous les Sujets, et nommément pour la Compagnie des Indes Occidentales à toutes prétensions de dedommagemens pour raison de Vaisseaux enlevés sur la susdite Côte, ou de tout ce qui s'est passé au sujet du Fort d'Arguin jusques à ce jour. *Dédommagemens.*

ART. IV.

Sa Majesté Très-Chrétienne s'engage à ce que sa Compagnie des Indes, en considération des renonciations ci-dessus specifiées, faites par les Seigneurs Etats Généraux, tant en leur nom, qu'en celui de leur Compagnie des Indes Occidentales payera à la dite Compagnie Hollandoise la somme de cent trente mille florins de Hollande, argent courant, sçavoir: quarante mille au mois de Mai prochain, trente mille dans le mois de Septembre suivant, autre trente mille dans le mois de Janvier mil sept cent vingt huit, et les derniers trente mille livres au mois de Mai suivant; la dite somme totale de cent trente mille florins étant tant en consideration des stipulations des Articles précédens, que de celles portées dans l'Article ci-après. *130,000 florins payés aux Holl.*

Art. V.

1727

Cap Blanc jusqu'à Sierra Leone.

Quoique les conteſtations ſurvenues jusques ici, tant au ſujet du Commerce excluſif de la Compagnie Françoiſe, que des Vaiſſeaux enlevez, ſoit à l'occaſion de ce Commerce troublé, ſoit à l'occaſion de ce qui s'eſt paſſé touchant le Fort d'Arguin, n'ayent intereſſé que la partie de la Côte qui s'étend dépuis le Cap *Blanc* jusqu'au de-là de Porte d'Arco, les quelles demeurent vuides et éteintes au moyen de la préſente Convention, cependant la Compagnie Françoiſe deſirant ne laiſſer rien de douteux ſur la profeſſion que (*poſſeſſion où*) elle eſt d'un Commerce excluſif dans toute l'etendue de la conceſſion, à ſçavoir, dépuis et compris le Cap Blanc, jusques à la Riviere de Serrelionne, et la Compagnie Hollandoiſe ſouhaitant auſſi de ſon côté prevenir toute occaſion de nouvelles diſputes avec la Compagnie Françoiſe, il a été ſtipulé par cet Article que le commerce excluſif de la Compagnie Françoiſe demeurera pareillement reconnu ſur toute l'étendue de la Côte ſusmentionée, ſans que la Compagnie Hollandoiſe, ou aucun des Sujets des Etats Généraux puiſſent prétendre d'y trafiquer en aucune ſorte, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, pas même ſous celui d'un Commerce qui auroit été exercé, ou que l'on croioit pouvoir exercer ſur des Terres, ou ſur des Rades prétendues libres, ou qui ſeroient poſſedées par quelque autre Puiſſance, *quoique* ſituées dans l'étendue de la conceſſion de la Compagnie Françoiſe, dépuis et compris le dit Cap Blanc, jusques à la Rivière de Serrelionne, conformément à ce qui eſt porté de l'étendue de cette conceſſion dans les Lettres Patentes de Sa Majeſté Très-Chrétienne de mille ſix cent quatre vingt ſeize et en conſideration de cette nouvelle reconnoiſſance, et bien plus encore pour accroître d'autant mieux la bonne intelligence entre les Sujets reciproques; Sa Majeſté Très-Chrétienne conſent et s'engage même à ce que ſa Compagnie des Indes paye à la Compagnie Hollandoiſe des Indes Occidentales la ſomme de dix mille florins d'Hollande qui devront cependant ainſi qu'il a été dit, faire partie de cent trente mille florins argent courant, à payer dans les termes ci-deſſus ſtipulés.

La préſente convention ſera ratifiée de part et d'autre et les Actes des ratifications ſeront échangés dans

ans le terme de deux mois après la ſignature, ou 1727
lutôt s'il ſe peut.

Ainſi convenu et accordé entre le ſouſſigné Gabriel
ques de Salignacq, Marquis de Fenelon, Ambaſſadeur
e France, et les ſouſſignez Deputez de leurs Hautes
uiſſances.

Signé à la Haye le treizième du mois de Janvier
n mille ſept cent vingt ſept.

Etoit ſigné:

JACQUES DE SALIGNACQ, M. DE FENELON. (L. S.)

J. V. WYNBERGEN. (L. S.)

(L. S.) J. H. VAN WASSENAAR.

(L. S.) IS. VAN HOORNBEECK.

(L. S.) H. VAN HOORN.

(L. S.) *Le Baron* RHEEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) P. F. VEGILON VAN CLAARBERGEN.

(L. S.) W. VAN HAARSOLTE.

27.

1727 Octobr. *Extrait du traité de paix entre la Porte et Mahommed Emir surnommé Ashreff Sultan chef des Afghans, Roi de Kandahar; signé au camp de Hamadan au commencement du mois d'Octobre 1727* *).

(Traduit de l'Anglais de HANWAY'S *travels into Persia* Tom. II. p. 253.)

ART. I.

Le Grand Seigneur sera reconnu chef suprême des Mussulmans et vrai successeur des Caliphes.

ART. II.

Dans cette qualité les prières publiques seront faites en son nom par toute la Perse.

ART. III.

Les provinces, villes et bourgs qu'il possede en Perse lui seront cedées à perpétuité.

ART. IV.

Il rentrera en possession de Chusistan reconquis sur lui pendant la guerre.

ART. V.

Il prendra possession et restera le maitre des villes de Zegan, Sultanie, Ebher, Tachiran et leurs dependances.

ART. VI.

L'artillerie, les armes et drapeaux pris de l'armée Othomane en 1726 seront restitués.

ART.

*) Cet extrait différe beaucoup pour le contenu du traité proposé en forme de lettre du Schach au Grand Seigneur et daté du 23 Octobre 1727 qu'on trouve inséré dans ROUSSET *supplem.* T. II. P. II. p. 208. qui l'a tiré du *Merc. historique.*

ART. VII. 1727

Aſhreff ſera reconnu par le Grand Seigneur pour ſouverain légitime de l'empire de Perſe.

ART. VIII.

Il ſera nommé comme tel par le Grand Seigneur dans les prieres publiques et fera frapper de la monaye ſous ſon propre nom.

ART. IX.

Il nommera un Emir Hahdgee pour conduire la Caravane Perſane qui va tous les ans en pelerinage à la Mecque. Cette caravane prendra, en conformité de l'uſage le chemin de Bagdad; mais le Gouverneur de cette ville ne portera pas atteinte à l'autorité d'aucun des officiers du Grand-Seigneur.

Ce traité ayant été ratifié des deux côtés, la paix fut proclamée par des lettres circulaires par l'empire Othoman; et le Grand-Seigneur reconnut par une ambaſſade ſolemnelle Aſchreff pour ſouverain légitime de la Perſe.

28.

1728
14 Janv.

Articles of peace and commerce between his Majesty George II. by the grace of God, King of Great-Britain etc. and the most noble Prince Muly Hamet Dahebby, Ben Muley Ismael, Ben Muley Zeriph, Ben Muley Aley, King and Emperor of the kingdoms of Fez and Morocco etc. Concluded 14 Jan. 1727-8.

[Treaties. 1785. T. II. p. 302. *)]

Art. I.

That all Moors or Jews, subject to the Emperor of Morocco, shall be allowed a free traffic viz. to buy or sell for 30 days in the city of Gibraltar, or island of Minorca; and not to reside in either place, but to depart with their effects, without let or molestation, to any part of the said Emperor of Morocco's dominions.

Art. II.

That the King of Great-Britain's subjects residing in Barbary, shall not be obliged to appear before the Cadi or Justices of the country; but only the governor of the place, and his Britannic Majesty's Consul, are to take cognizance of, and adjust the differences they may have with the natives of the country.

Art. III.

That the menial servants of his Britannic Majesty's subjects, though natives of the country, either Moors or Jews, be exempt from taxes of all kinds.

Art. IV.

*That all his Britannic Majesty's subjects **) as well passengers as others, taken by any of the Emperor of Fez*

*) On trouve aussi un extrait de ce traité en Italien dans Storia dell' anno 1730. 1721. p. 298. mais sans date precise.

**) Dans l'extrait cité de la Storia dell' anno il est observé que dans cet article on a aussi expressément nommé les sujets Hannoveriens.

28.

*Articles de paix et de commerce entre S. M. George II. par la Grace de Dieu Roi de la Gr. Brétagne et le très-noble Prince Muley Hamet Dabebby, Ben Muley Ismael, Ben Muley Zeriph, Ben Muley Aley, Roi et Empereur du Royaume de Fetz et Marocco etc. signé le 14 Janvier 1728 *).* 1728 14 Janv.

(*Traduction privée.*)

ART. I.

Que tous les Maures ou Juifs, sujets de l'Empereur de Maroc auront un libre commerce, savoir pour vendre ou acheter pendant 30 jours dans la ville de Gibraltar ou dans l'île de Minorque, et non pour resider dans l'une ou l'autre de ces places, mais pour partir de-là avec leurs effets sans aucun empechement ou molestation vers une partie quelconque des états dudit Empereur de Maroc. *Commerce à Gibraltar et Minorque.*

ART. II.

Que les sujets du Roi de la Gr. Brétagne residant en Barbarie, ne seront pas obligés de comparaitre devant le Cadi ou juges du pays, mais seulement le gouverneur de la place et le Consul de S. M. Britannique pourront connaitre des disputes qu'ils pourraient avoir avec les natifs du pays, et les terminer. *Exemtions de jurisd. p. les Anglais.*

ART. III.

Que les domestiques des sujets de S. M. Britannique, quand même ils seraient naturels du pays, soit Maures ou Juifs seront exemts de toute sorte de taxes. *Domestiques.*

ART. IV.

Que tous les sujets de S. M. Britannique tant passagers que d'autres, pris par quelque Corsaire de l'Empereur *Sujets pris restitués.*

*) Ce traité n'a pas été expressement renouvellé dans les traités subsequents.

1728 *Fez and Maroccos cruisers, on board any foreign ship or vessel whatever, shall immediately be set at liberty and sent to the city of Gibralter.*

ART. V.

That there be permission for buying provisions, and all other necessaries for his Britannic Majesty's fleet, or city of Gibraltar, at any of the Emperor of Fez and Marocco's sea-ports, at the market prices; and the same to be shipped of without paying custom, as has been extorted lately contrary to the treaty of peace subsisting.

ART. VI.

All the other articles being fifteen in number, concluded, agreed and adjusted by the Honourable Charles Steward Esq.; on the behalf of his Britannic Majesty, and by his Excellency Bashaw Hamet, Ben Aly, Ben Abdalla, and his Imperial Majesty's Treasurer, Mr. Moses Ben Hatter, a Jew, on the behalf of the said King of Fez and Morocco, shall stand good, and be of the same force as in the reigns of the most high and most renowned Prince George I. King of Great-Britain, France and Ireland &c. of glorious memory, and the high and glorious, mighty and right noble Prince Albumazar Muley Ismael, late Emperor of Morocco. And it is farther agreed that all the articles aforementioned, as well the fifteen as these additional ones, shall in twenty days after the date hereof, be published in the Arabick language, and affixed on the gates of all the sea-port towns in his Imperial Majesty's dominions.

Signed and dated at the court of Mequinez, 14 Jan. 1727-8.

ereur de Fetz et Maroc à bord de quelque vaiſſeau ou navire étranger quelconque, feront mis ſur le champ en liberté et envoyés à la ville de Gibraltar. 1728

ART. V.

Qu'il ſera permis d'acheter des proviſions et tous autres beſoins pour la flotte de S. M. Britannique ou pour la ville de Gibraltar, dans tous les ports de l'Empereur de Fez et Maroc au prix du marché, et qu' on pourra les exporter ſans payer des douânes, comme il en a été extorqué derniérement, contraire au traité de paix ſubſiſtant. *Proviſions pour Gibraltar et la flotte.*

ART. VI.

Tous les autres articles au nombre de XV conclus*), agréés et ajuſtés par le honorable Charles Steward Eſq.; de la part de S. M. Britannique, et par S. Excellence Bacha Hamet, Ben Aly; Ben Abdalla, et le Treſorier de S. M., M. Moſes Ben Hatter, Juif, de la part du dit Roi de Fetz et de Maroc, feront maintenus et conſerveront la même vigueur que durant les regnes du très-haut et très-illuſtre Prince George I. Roi de la Grande-Brétagne, France et Irlande &c. de glorieuſe memoire, et du haut et glorieux, puiſſant et très-noble Prince Albumazar Muley Ismael, dernier Empereur de Maroc. Et il eſt convenu de plus que tous les articles ſusmentionnés, tant les quinze, que ces articles additionels, feront publiés en langue arabe dans l'eſpace de 20 jours à compter de la date d'aujourdhui, et affichés aux portes de tous les ports de mer des Etats de S. Majeſté Impériale. *Traité de 1721.*

Signé et daté à la Cour de Mequinez le 14 Janv. 1728.

*) Ces articles ſont ceux du traité du 23 Janvier 1721, renouvellés dans les traités poſterieurs et nommement ajoutés à celui du 1 Fevr. 1751 et qu'on trouve dans WENCK *C. I. G.* T. II. p. 451. Le nouveau traité de 1760 (m. *Recueil* T. VI. p. 1) ne les renferme pas expreſſement, mais il en adopte les principales diſpoſitions.

29.

1728 *Traité entre Leurs Hautes Puissances les*
4 Oct. *Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies et la Regence de Tripoli. Conclu le 4 Octobre 1728* *).

(LAMBERTY Tom. X. app. n. 32. et de même mais en Hollandais dans *Recueil van de Tractaten* &c. Tom. II. n. 22. et dans *Groot Placatenboek* D. VI. p. 318.)

ART. I.

Libre achat de provisions. Les Armateurs Hollandois ou Vaisseaux de l'Etat, qui viendront mouiller l'ancre a Tripoli, ou en d'autres ports de mer de notre Domination, quels qu'ils puissent être, pour prendre des provisions et de l'eau, pourront, en paiant se ravitailler de tout ce dont ils auront besoin, sans qu'on le leur puisse empêcher.

ART. II.

Salut. Les Armateurs de l'Etat ou les Vaisseaux Hollandois, venant mouiller l'ancre ou dedans ou à la vue de ce port, repondront par autant de Coups de Canon au salut qui leur sera fait à leur arrivée par une décharge du Chateau.

ART. III.

Douane. En cas qu'un Vaisseau Marchand, ou un Armateur Hollandois, vint décharger dans ce port ou dans quelque autre de notre domination differentes Marchandises, elles ne paieront que trois pour cent de Péage. Mais si les marchandises déchargées ne sont point vendues, on pourra les rembarquer sans qu'il soit permis d'exiger le Péage.

ART. IV.

Munitions de guerre affranchies. On ne pourra rien exiger sous le nom de Péage des Armateurs ni des Vaisseaux Marchands Hollandois chargés de munitions de Guerre destinées à être vendues, comme par exemple de la poudre, du plomb, du fer, des

*) Ce traité est, que je sache, le plus recent entre ces deux états; il a été depuis généralement confirmé et renouvellé dans les occasions où il y a lieu.

des boulets de Canon, des Mats ou des Perroquets de Vaiſſeau et des choſes ſemblables. 1728

ART. V.

Des Armateurs de Tripoli rencontrant ſur Mer un Vaiſſeau Hollandois envoieront deux perſonnes de probité à bord, par la Chalouppe, prendre des informations, et ſe charger du Paſſeport pour l'aller faire examiner; ſi le Paſſeport ſe trouve bon, on le renvoiera à bord, afin que le vaiſſeau puiſſe continuer ſa route. Mais ſi le Paſſeport ne ſe trouve point tel, le vaiſſeau ſera conduit à Tripoli et traité ſelon ce que les Juges et le Divan prononceront avec connoiſſance du Conſul. *Viſitation ſur mer.*

ART. VI.

En cas qu'un Armateur ou un Vaiſſeau Marchand Hollandois vint par une tempête faire naufrage dans un lieu de nôtre Domination, on ne pourra ſe ſaiſir des effets ſauvez, ni en exiger le Péage, mais le tout appartiendra ſans exception au Maitre du Navire et aux Marchands, on ne pourra d'ailleurs charger l'équipage de fers, ni le moleſter. *Naufrage.*

ART. VII.

Un Vaiſſeau de l'Etat des Provinces-Unies étant arrivé et aiant mouillé à la vûë de Tripoli, le Gouverneur fera inceſſament publier par le crieur public que ceux, qui ont des Eſclaves, prennent garde, qu'ils ne s'échappent dans ce Vaiſſeau, afin qu'ils ne puiſſent être redemandez ou reclamez ni du Vaiſſeau ni du Conſul. *Eſclaves non reclamés d. vaiſſeaux.*

ART. VIII.

En cas que des Hollandois ou de leurs Sujets Marchands, ſoit Juifs, ſoit Chrétiens, aillent demeurer et negotier à Tripoli, il ne ſera pas permis de les troubler dans leur negoce, ni d'exiger rien d'eux que le Péage. *Negoce à Tripoli.*

ART. IX.

S'il arrivoit qu'un Hollandois ou un Chrétien de ſa famille mourut à Tripoli, ſon Héritier, s'il eſt preſent, ſe ſaiſira des biens du deffunt, ou bien ſon éxecuteur, s'il a fait ſon Teſtament étant plein de Vie et de Santé, ou enfin le Conſul pendant ſon abſence, ſans qu'on le leur puiſſe empêcher. *Succeſſions.*

ART.

1728

Art. X.

Tripolitains pris sur vaisseaux Holl.

Lors qu'un Vaiſſeau Hollandois prendra un Vaiſſeau ennemi, ſur lequel ſe trouveront des Marchands de nôtre Nation, on ne les outragera, ni endommagera leurs effets, mais on les debarquera dans le lieu qu'ils voudront, moïennant qu'ils païent le fret. Et lors que nos Corſaires prendront un Vaiſſeau ennemi, *ſur lequel ſe trouveront des marchands Hollandais, nos vaiſſeaux* les traiteront de même, ſe feront paier le fret, ſans outrager les Marchands, et ſans endommager leurs effets.

Art. XI.

Fallites.

En Cas qu'un Marchand Hollandois negotiant en perſonne à Tripoli devint inſolvable, et s'évadât, on ne pourra rien exiger du Conſul Hollandois ni l'inquieter.

Art. XII.

Vaiſſeaux venant pour charger du ſel.

S'il arrivoit qu'un Vaiſſeau Hollandois loué ou par un Venitien, ou par un Chrétien de quelque Religion qu'il ſoit, étant entré dans un de nos ports pour charger du ſel, un Vaiſſeau Maltois ou quelque autre Corſaire vint enlever dans le voiſinage de ce Vaiſſeau chargeant du ſel, quelques effets du Navire, ou qu'il fit quelques Eſclaves. le maitre de ce Navire ne pourra former aucune prétention pour ces effets ou ces Eſclaves enlevez ni contre le maitre du Vaiſſeau, ni contre le *Conſul*, mais uniquement contre le Marchand Chrétien qui a pris le Vaiſſeau à louage.

Art. XIII.

Cas de rupture.

En cas de rupture avec les Hollandois, on ne moleſtera ni ne fera moleſter le Conſul, ni ſes Marchands, ni ſes Serviteurs, ni ſes Domeſtiques, mais il lui ſera libre de ſe retirer avec les ſiens et avec ſes effets où il voudra, et pendant ce tems il ne ſera pas permis de l'inquieter.

Cette Année mille et cent quarante uniême, le quinzieme jour de la lune Zafer le bon, les Vaiſſeaux de la Republique de Hollande étant venus vers nous avec les preſens, on a renouvellé la paix ci-devant faite, en convenant encore de trois articles, ce qui fait le nombre de treize en tout, entre le Commandeur Grave, le Conſul Gerbrants, et ſon Exellence Achmed Paſcha avec l'approbation de la Haute Porte, et dreſſé cette Capi-

Capitulation avec ſceaux et les ſeings de nous tous, afin que perſonne ne l'ignorât. 1728

S'enſuivent les Seings et les Sceaux.

(L. S.) Achmed Pascha, *Dey de Tripoli* conſervé.

(L. S.) Ibrahim, *Bey de Tripoli* conſervé.

(L. S.) Hassan, *Gouverneur du Chateau de Tripoli* conſervé.

(L. S.) Muhammed, *Aga des Janiſſaires de Tripoli* conſervé

(L. S.) Mustapha, *Intendant du port de Tripoli* conſervé.

(L. S.) Hussein, *Admiral de Tripoli* conſervé.

(L. S.) Mustapha, *Patron de Tripoli* conſervé.

En vertu des Pleinspouvoirs donnez par Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etat Gen. des Provinces-Unies à nous ſouſſignez avons conclu les Articles du Traité de paix ſusmentionnez.

Signé:

H. Grave (L. S.) Philippe Gerbrands. (L. S.)

A Tripoli en Barbarie ce 4 Octobre 1728.

30.

Traité de paix et de commerce entre S. M. le Roi et la Couronne de Suède d'une part et la République d'Algèr de l'autre; ſigné à Algèr le 16 *Avril* 1729.

1729 16 Avr.

Ce traité ayant été renouvellé de mot à mot le 25 May 1792 et ſe trouvant déja inſéré en Suédois et en François dans mon Recueil Tom. VI. p. 269, où j'ai marqué ce qui y a été ajouté alors, j'ai cru qu'il ſerait inutile de le donner ici; au reſte on le trouve dans Moder *Utdrag* p. 165. en Suédois.

31.

31.

1729 *Convention entre Sa Majesté le Roi de Suède*
18 *Août.* *et Sa Majesté Britannique comme Electeur de Bronswic-Lunebourg relative au traité de paix de 1719; signée à Hambourg le 18 Août 1729.*

(*Non imprimée encore.*)

Hamburgischer Commissions-Receß zwischen Sr. Königl. Majestät von Schweden und des Königs von Groß-Britannien Majestät als Churfürsten zu Braunschweig und Lüneburg, de dato 18ten August 1729.

Wir Friedrich von Gottes Gnaden der Schweden, Gothen und Wenden König u. s. w. Thun hiemit kund und zu wissen: Demnach in dem den $\frac{9}{20}$ten November 1719 zwischen Ihro Majestät der Königin *Ulrica Eleonora*, Unserer Hochgeliebten Frau Gemahlin, und Ihrer Hochseel. Groſs-Britannischen Majestät *Georg* dem Iten als Hertzogen und Churfürsten zu Braunschweig und Lüneburg geschlossenen und ratificirten Friedens-*Instrument* einige Angelegenheiten zu weiterer Abthuung ausgesetzet, zu deren Beylegung nunmehro in der Stadt Hamburg gütliche Handlung gepflogen, und worüber durch beyderseitige dazu bevollmächtigte *Ministros* ein solcher Vergleich verabredet und geschlossen worden, welcher von Wort zu Wort lautet, wie folget:

Receß, welcher bey der Commission zu Hamburg über die zwischen Ihro Königl. Majestät von Schweden und Ihro Majestät von Groß-Britannien als Hertzogen und Churfürsten zu Braunschweig und Lüneburg in dem Friedens-Instrumento vom $\frac{9}{20}$ November 1719 zur Schlichtung ausgesetzte Angelegenheiten errichtet und getroffen worden.

Im Namen der allerheiligsten Drei Einigkeit.

Zu wissen sey hiemit, was maſsen bey Errichtung des zwischen der Durchlauchtigsten, Groſsmächtigsten Fürstin

ürstin und Frauen. Frauen *Ulrica Eleonora*, der Schweden, Gothen und Wenden Königin u. s. w. auch dem 1729
Reiche Schweden, an einem, und dem Durchlauchtigten, Grossmächtigsten Fürsten und Herrn, Herrn *Georg* dem Ersten, Könige von Gross-Britannien, Frankreich und Irrland, Beschützern des Glaubens, Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg, des Heil. Römischen Reichs Ertz-Schatz-Meistern und Churfürsten u. s. w. Höchstseel. und Glorwürdigsten Andenkens, als Hertzogen und Churfürsten zu Braunschweig und Lüneburg, am andern Theile, wegen der beyden Hertzogthümer Bremen und Verden, und deren respective Abtret- und Uebernehmung, unterm dato Stockholm den $\frac{9}{20}$ten November 1719 geschlossenen Friedens-Instruments und dessen Separat-Articuln, einige Angelegenheiten sich herfür gethan, welche eine genauere Nachricht und Untersuchung, theils auch eine vorhergehende Liquidation erfordert, wornach aber das Hauptwerk aufzuhalten nicht dienlich geachtet, sondern vielmehr beliebet worden, zu gänzlicher Schlicht- und Ausmachung solcher Puncten von beyden Seiten demnächst gewisse Commissarios zu ernennen und zu bevollmächtigen, zu welchem Ende auch die von beyderseits Höchster Herren Compaciscenten Majestät Majestät darzu ernannt- und bevollmächtigte Herren Commissarii im Monath Jun. 1720 in der Stadt Bremen zusammen getreten, da der Bremische Dohm mit allem Zubehör tradiret und übernommen, auch nachher wegen Vollziehung einiger Puncte, insbesondere

1) wegen der einigen Bremischen von Adel und Königl. Schwedischen Bedienten währenden Krieges-Troublen sequestrirten Güter,

2) denen Wismarischen Tribunals-Gliedern in Rückstand gebliebenen Besoldungs-Geldern,

3) wegen Beybehaltung der geist- und weltlichen Bedienten beym Dohm,

4) wegen anderweitiger Employirung der noch bequem und capable befundenen vormahligen Königlich Schwedischen Civil- Justitz- und Land-Bedienten, und Ersetzung der von denenselben vorhin von Königlich Schwedischer Zeit nicht genossenen Besoldungen, auch

5) wegen Handhabung der von vormahliger Königlich Schwedischer Regierung und Cammer verliehenen Concessionen, auch ertheilten Erb-Zins-Contracten und

1729 und Meyer-Briefen, die fernere Nothdurft abgehandelt worden; man aber dennoch über ein- und andere Angelegenheiten bey gedachter Commiſſion noch nicht zum völligen Schluſs zu gelangen vermocht, ſondern ſolche auf eine andere bequeme Gelegenheit zu verſchieben ſich veranlaſſet geſehen, ſothane Reaſſumir- und endliche Beſchlieſsung auch in folgenden Jahren, wegen verſchiedener darzwiſchen gekommenen bekannten Verhinderungen ſich verzögert; daſs demnach zu endlicher Abhelfung ſolcher bey dem errichteten Friedens-Tractat und in deſſen Separat-Articuln vorbehaltenen Puncten eine anderweite Zuſammentretung beyderſeits Gevollmächtigten in der Stadt Hamburg beliebet worden; dazu aber der Durchlauchtigſte, Groſsmächtigſte Fürſt und Herr, Herr *Friederich*, der Schweden, Gothen und Wenden König, und die Crone Schweden, Dero Hofrath und Reſidenten im Nieder-Sächſiſchen Crayſe, den Hochwohlgebohrnen Grafen, Herrn *Axel Reenſtierna*, nebſt Dero Cammer-Rath in dem Königl. und des Reichs Cammer-Collegio, den Wohlgebohrnen Herrn *Albrecht Lindcreutz* an einem, und der Durchlauchtigſte, Groſsmächtigſte Fürſt und Herr, Herr *Georg* der Andere, König von Groſs Britannien, Frankreich und Irrland, Beſchützer des Glaubens, Hertzog zu Braunſchweig und Lüneburg, des Heiligen Römiſchen Reichs Ertz-Schatzmeiſter und Churfürſt u. ſ. w. als Hertzog und Churfürſt zu Braunſchweig und Lüneburg, Dero Geheimten auch Geheimten Cammer-Rath, den Hochwohlgeb. Herrn, *Heinrich Groten*, Reichs-Freyherrn zu Schauen, nebſt Dero Regierungs-Rath in denen Hertzogthümern Bremen und Verden, den Wohlgebohrnen Herrn *Engelbert Johann von Bardenfleth*, Erbherrn zu Rechtebe und Geverſtorf, am andern Theile, allergnädigſt ernennet, und anhero nach Hamburg abgefertiget, dieſe auch, nach vorhero producirten Königlichen Vollmachten, mit einander in ordentliche Conferences getreten, die unerledigt- befundene und in Streit gerathene Puncte reiflich erwogen, und möglichſtermaſsen erläutert, auch folgendergeſtalt gehoben und verglichen, nemlich:

ART. I.

Rédemtion des Prétenſions de la Suède. Ob man zwar von beyden Seiten allen möglichſten Fleiſs dahin angewandt, insbeſondere denen ſowohl von Seiten Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und der Crone

one Schweden *ex Articulo separato I.* des errichteten 1729
Friedens-Instrumenti auf die aus dem Postirungs-District
hobene Contributiones und übrige Auflagen, auch
wegen der in der Festung Ottersberg damahls befindlich
ewesenen Magazinen, Ammunitionen und anderen
riegs-Zurüstungen, imgleichen des Orlogs-Schiffes,
mer-Schlüssel genannt, wie auch, nach Anleitung
s Friedens-Tractats selbsten, allwo im 7ten §. gemel-
t wird, dass die Brem- und Verdensche Land-Stände,
s auf deren Obligationen und Garantie aufnegotiiret
orden, zu bezahlen und zu prästiren gehalten seyn
llen, wovon doch einige Posten von der vormahligen
hwedisch-Bremischen Cammer abgetragen worden,
habten Prätensionen, als im Gegentheil von Seiten
ro Königl Majestät von Gross-Britannien u. s. w. als
urfürsten und Hertzogen zu Braunschweig und Lüne-
urg, theils wegen der unter der Stände Garantie ne-
otiirten, von der Königl. Gross-Britannischen Hanno-
erischen Cammer aber abgeführten Capitalien, und sich
abey hervorgethaner beyderseits hoher Compaciscen-
en Maj. Maj. bey Errichtung des Friedens-Schlusses
nbekannt gebliebener Umstände, theils auch auf si-
nulirt- und untergeschobene Pfand-Verschreibungen
ndebite bezahlten Gelder, mit mehrern aufgehobenen
Gegen-Forderungen, *per modum liquidationis* die ab-
eïssiche Masse zu verschaffen; so hat man doch wegen
n und anderer sich dabey geäusserten Differentien,
runter den Zweck nicht zu erreichen vermogt; und
ie solchemnach mit Genehmhaltung beyderseits aller-
öchsten Committenten dienlicher geachtet worden,
otbare Differentien mittelst einer Aversions- oder Bogen-
Handlung in der Kürze zu heben, und Ihro Königl.
Majestät von Gross-Britannien, als Hertzog und Chur-
ürst zu Braunschweig und Lüneburg Sich erkläret, alle
ey dieser Commission berührte und unberührte Gegen-
orderungen nicht allein schwinden zu lassen, sondern
ich an Ihro Königl. Majestät von Schweden und das
eich Schweden, für alle und jede Dero Seits aus dem
iedens-Tractat und zugehörigen *articulis separatis*
machte, oder auch daraus etwa sonsten weiter zu
rmiren stehende Praetensiones eins für alles eine
mma von Neuntzig Tausend Rthlr. in neuen Dritteln
r herauszugeben; so wird im Namen und von wegen
chstgedachter Ihro Königl. Majestät von Gross-Bri-

 tannien

1729 tannien als Hertzogen und Churfürsten zu Braunschw[eig] und Lüneburg hiedurch übernommen und Kraft die[ses] versprochen, sothane 90000 Rthlr. in neuen, nach de[m] Leipziger Fuſs de Anno 1690 die Mark fein zu 12 Rthl[r.] ausgemüntzeten, und an Schrot und Korn vollgültige[n] ⅔tel Stücken, an Ihro Königl. Majestät von *Schweden* und die Crone Schweden, und zwar an den oder diejenige, welchen Ihro Königl. Majestät genugsame Vollmacht darzu ertheilen, so bald über gegenwärtigen Recess beyderseits Königl. Maj. Maj. Ratificationes auf Ar[t] und Weise, wie hierunter § ult. weiter folget, einlan[gen] und gegen einander ausgewechselt werden, allhie[r] in Hamburg völlig und unverzüglich in einer ungetren[n]ten Summa, und ohne davon unter einigerley Vo[r]wand, wess Namens es immer seyn mag, etwas zurü[ck] zu behalten, gegen Quitung auszahlen zu lassen: w[o]hingegen Ihro Königl. Majestät von Schweden und die Crone Schweden sich aller weiteren, von verflossenen Zeiten herrührenden, und aus dem Friedens-Instrumento vom $\frac{9}{20}$ Novbr. 1719 und dessen *articulis separ[atis]* in Ansehung der Hertzogthümer Bremen, und Verd[en] für sich zu machenden Prätensionen, sie mögen Nam[en] haben wie sie wollen, jetzt und künftig hiemit gänzl[ich] begeben, so dass Ihro Königl. Majestät von Gross-Britannien, als Hertzog und Churfürst zu Braunschweig und Lüneburg, oder Dero Königl. und *Churfürstl. Successores*, von Ihro Königl. Majestät zu *Schweden und* Dero Königlichen Successoribus, noch der Crone Schweden, weder nun noch ins künftige, desswegen jemahl[s] gemahnet oder angesprochen werden sollen. Wie da[nn] auch Ihro Königl. Majestät von Gross-Britannien [vor] Sich und Dero Königl. und Churfürstl. Erben und Na[ch]folgern auf alle Deroselben gegen Ihro Königl. Maje[stät] von Schweden und die Crone Schweden zustehende A[n]sprüche wegen der Hertzogthümer Bremen und Verd[en] oder daher rührenden anderweiten Prätensionen, [von] was Natur und Beschaffenheit die auch seyn möge[n] (jedoch mit Vorbehalt dessen, was hierunter § 7. w[e]gen der noch zu extradirenden und zu communicir[en]den Briefschaften und Acten aus dem Archivo zu Sto[ck]holm specialiter stipuliret ist) gleichergestalt aufs b[ün]digste renunciiren, und desshalber Ihro Königl. Maje[stät] von Schweden, Dero Königl. Successores und die Cr[one] Schweden niemahls ansprechen lassen wollen.

ART

ART. II. 1729

Alle und jede untergeschobene und simulirt befun- *Hypothèques simulées.*
ene Pfand-Verschreibungen, als nemlich

1) die auf das Amt Bremervörde und des Commissa-
i *Huswedels* Namen unterm dato Stade den 27ten Febr.
712 verschriebene, von dem Grafen *Vellingk* geforderte
in Hundert Sechs Tausend Acht Hundert drey und
erzig Rthlr. 20 St. ⅗ Pf. einfolglich auch die unterm
ato Stockholm den 4ten May 1719 auf funfzehn Dohm-
apitels Häuser in Bremen, und den ganzen Rest der
amahls noch unverpfändet gewesenen Bremer Dohm-
apitels-Intraden *per male narrata* ausgewürkte Reno-
ation und Confirmation,

2) die auf das Amt Himmelspforten und des Kauf-
nanns in Hamburg *Peter Greves* Namen unterm dato
tade den 30ten April 1712 à Vierzig Tausend Rthlr.

3) die auf verschiedene Amts-Intraden im Posti-
ungs-Distrikt und der Kaufleute in Hamburg *Gill* und
Leers Namen unterm dato Hamburg den 29ten Jan.
713 ausgestellete, nachhero aber gegen Sr. Königl.
Majestät von Gross-Britannien und Churfürstl. Durchl.
zu Braunschweig und Lüneburg Höchstseel. Andenkens,
anderweite eigene Obligationes im Decbr. 1721 ausge-
wechselte à Dreyssig Tausend Rthlr.

4) die von vormahligem General-Gouverneur und
der Bremischen Cammer, unterm dato den 12ten Julii
1715 auf verschiedene Dohmcapitels Häuser in Bremen
an folgende gegen deren darüber zurückgenommene
Reverse ausgestellete Pfand-Verschreibungen, nemlich
an den Regierungsrath *von Stade* auf Ein Tausend Drey
und Achtzig Rthlr. 16 Sch., an den Cammerier *Goeding*
auf Neun Hundert Sechs und Sechszig Rthlr. 32 Sch.,
an den Cammer-Notarium *Rohri* auf Sechs Hundert
Sechs und Sechszig Rthlr. 32 Sch., an den Intendanten
Burmeister auf Vier Hundert Sechs und Sechszig Rthlr.
32 Sch. Selbige werden hiemit, wie von Seiten Ihro
Königl. Majestät von Schweden und des Reichs Schwe-
den, also auch im Namen und von wegen Ihro Königl.
Majestät von Gross-Britannien und Churfürstl. Durchl.
zu Braunschweig und Lüneburg ein für allemahl morti-
ficiret, und in Kraft dieses für null und nichtig decla-
riret, dergestalt, dass die Besitzer und Einhaber solcher

1729 simulirt- und untergeschobenen Pfand-Verschreibun
wovon die Capitalia in Ihro Königl. Majestät von Sch
den und der Crone Schweden Nutzen niemahls verw
worden, an Ihro Königl. Majestät von Gross-Britann
und Churfürstl. Durchl. zu Braunschweig und *Lünebu*
oder Dero Königl. und Churfürstl. *Successoren*, je
oder ins künftige, einige Forderungen daraus zu for
miren nicht ermächtiget, Höchstgedachte Ihro Königl
Gross-Britannische Majestät und Dero Mitbeschrieben
aber solchen unrechtmässigen Einhabern darauf etw
auszukehren keines Weges verpflichtet seyn, no
Deroselben der errichtete Friedens-Tractat darunter i
Wege stehen, oder dawider jemahls *cum effectu* allegi
werden soll. Was aber das von dem Baron *Hougg*
in Paris negotiirte, und von demselben an die Kaufle
Gill und *Leers* in Hamburg cedirte Capital von Fünfzi
Tausend Rthlr. angehet, wofür gemeldete Kaufleute
vermöge der extradirt- und quitirten Pfand-Obligation
und Houggerschen Cession, sowohl an Capital als darauf
angewachsen gewesenen Zinsen, ihre Befriedigung er
langet haben, wird dessen befundene Richtigkeit hiemit
declariret, und Ihro Königl. Majestät in Schweden,
wie auch das Reich Schweden, alles daher rührende
Anspruches gänzlich enthoben, und frey erkannt, mit
hin dieses Postens halber völlig schadlos gehalten.

ART. III.

Officiers civils. Wird von Seiten Ihro Königl. Majestät von Gross-
Britannien übernommen, denenjenigen Königlich Schwe
dischen Civil-Bedienten, welche ihre Bedienungen
denen Kriegs-Troublen verlustig gangen, seitdem abe
von Ihro in Gott Höchstselig ruhenden, auch jetzt
regierenden Königl. Maj. Maj. von Gross-Britannien
nicht anderweit employiret, und mit nothdürftiger Sub-
sistence versehen, item der bereits verstorbenen Witwen
und Kindern, aus Königlicher Generosität, nicht aber
dass Ihro Königl. Majestät von Gross-Britannien gemey-
net seyn sollten, dadurch einige Personal-Forderungen
an Sich kommen zu lassen, oder auf Sich zu nehmen,
eine Summa von Fünf Tausend Fünf Hundert Rthlr. zu-
fliessen, und nach der darüber verfertigten und hierbey
communicirten Repartition ehestens austheilen zu lassen.
Nicht weniger werden

ART.

ART. IV.

1729

Fraix de la legation.

e dem Königl. Schwedischen Cantzler *von Engelechten* wegen der demselben rückständig gebliebenen esandtschafts-Kosten, in einige Bremer-Dohm-Capitels äuser in Annis 1715 et 1719, auf Drey Tausend Neun undert und Sechszig Rthlr. Species, oder Fünf Tausnd Einhundert Acht und Vierzig Rthlr. Drittel vertriebenen Hypothequen, von Seiten Ihro Königl Matät von Gross-Britannien, nebst denen davon in Rücknd gebliebenen Zinsen aus besonderer Consideration so ferne agnosciret, dass Sie deren Bezahlung Vorhuss-Weise hierdurch versprochen, nemlich unter ausücklicher Vorbehalt des an die Bremische Land-Stände eses Postens und Vorschusses halber zu nehmenden Reesses, zu welchem Ende dann von Seiten Ihrer Königl. Majstät von Schweden und des Reichs Schweden, e Deroselben wider gedachte Land-Stände als eigentche *Debitores in eventum* zugestandene Iura an Ihro önigl. Majestät von Gross-Britannien, als Hertzogen nd Churfürsten zu Braunschweig und Lüneburg in bündiger Form Rechtens hiemit cediret und abgetreten werden.

So viel aber gedachten Cantzlers *von Engelbrechten* us einer Königl.-Schwedisch-Bremischen Cammer Abechnung vom 6ten May 1713, und denen unterm 2ten Junii 1712, übers Land zwar ausgeschriebenen, edoch bey denen eingefallenen Kriegs-Troublen nicht ufgebrachten Geldern, auf Zwey Tausend und Zehen und ⅔ Rthlr. an die Bremische Land-Stände formirende nderweite Forderung anlanget, wird Königl. Gross-Britannischer Seits versichert, dem *von Engelbrechten*, wann die Land-Stände zuförderst nothdürftig vernommen und gehöret worden, durch den kürtzesten Weg, und ohne desswegen zu verstattenden Process, gleichfalls zu seiner billigmässigen Befriedigung zu verhelfen. Auf gleiche Art auch

ART. V.

Salaires de la part du Cercle

bey dem Nieder-Sächsischen Creyss-Directorio, so viel möglich, es dahin zu vermitteln, dass die bey denen Creyss-Expeditionen employirte vormahlige Königl. Schwedische Canzley-Bediente, wegen der annoch zu fordern habenden und daselbst zu justificirenden Salarien-Gelder und Copial-Gebühren von Creyses wegen

 gen

1729 gen und aus der Creyſs-Caſſa baldmöglichſt contentiret und klaglos geſtellet werden mögen. Wobey jedoch von Seiten Ihrer Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien aus beſonderer Bewegniſs übernommen wird, dem Regierungs-Rath, nunmehrigen Königl. Schwediſchen Envoyé zu Regensburg, *von Stade*, die von Anno 1714 bis 1717 incluſive, vor 4 Jahren annoch fordernde und darunter begriffene Sieben Hundert Rthlr. Creyſs-Secretarien-Beſoldung, aus Königl.- und Churfürſtl. Cammer anjetzo ſogleich Vorſchuſs-Weiſe, jedoch mit Vorbehalt des Regreſſes an die Creyſs-Caſſa, oder die Bremiſche Land-Stände, reichen zu laſſen.

Art. VI.

Prétenſions de particuliers.

Was die bey dieſer Commiſſion vorgeweſene Angelegenheiten der Majoren *Kleiche* und *Haffener* anbelangt; ſo ſind ſolche aus beſonderen Conſiderationen durch gütliche Handlung bereits abgethan und damit getilget.

Was aber des verſtorbenen Präſidenten *Gyldenklauen* Erben und Gebrüdere von *Graiffencrantz*, wie auch anderer, welche hinführo von Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien wegen der denenſelben reducirten Güter Satisfaction ſuchen möchten, betrifft; ſolche werden zu rechtlicher Erörterung und Erkenntniſs ad *forum rei ſitae* verwieſen, allwo Ihro Königl. Groſs-Britanniſche Majeſtät, wann zu ſolchen Behuf die annoch in Stockholm befindliche Reductions- und Liquidations-Acten zuförderſt extradiret, ihnen *promte juſtice* adminiſtriren zu laſſen, nach dem errichteten Friedens-Inſtrument, erbötig ſind.

Art. VII.

Extradition des archives.

Weil auch in des Friedens-Tractats 3ten § verabredet iſt, daſs die Brieffſchaften und Documenten die Hertzogthümer Bremen und Verden betreffend, *bona fide*, ſo bald es möglich, denenjenigen ſollen extradiret werden, welche ſelbige zu empfangen von Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien ernennet und bevollmächtiget werden, und zufolge deſſen nicht allein die alhier in Hamburg damahls in Verwahr geweſene Dohm-capitels-Acten den 12ten Junii 1721 an den damahligen Chur-Braunſchweigiſchen Hofrath *Graſe*, ſondern auch der gröſseſte Theil von denen hier nach Hamburg gebrac

brachten Cameral- und anderen Acten im September 1729
1722 nach darüber aufgerichteten Specificationen und Quitungen, sind ausgeliefert worden. So ist man wegen der übrigen von der Zeit an hier mit Sequester belegten, oder in der Königl. Schwedischen Herren Commissarien Gewahrsam, vorhandenen Bremischen Briefschaften nunmehro beyderseits überein gekommen, dass dieselbige gehörig separiret, und einem jeden Theil, was ihm zugehörig, nach darüber errichteten Specificationen, sogleich nach erfolgten Königl. Ratificationen dieses Recesses, eingehändiget werden mögen.

Da auch von denen bey dem Land-Rentmeister *Manderstirna* gefundenen, und in der Königl. Schwedischen Herren Gevollmächtigten hiesigen Verwahrsam vorhandenen Rechnungen, so viel man davon Schwedischer Seits entbehren kann, denen Königl. Grofs-Britannischen Herren Commissariis originaliter, und übrigens auf jedesmahliges Verlangen in beglaubten Abschriften sollen zugestellet werden. Diejenige Original-Briefschaften aber, welche in Stockholm in Verwahrung seyn mögen, sollen ebenfalls, so bald Königl. Grofs-Britannischer Seits zu deren Empfang jemand ernennet und bevollmächtiget wird, dem errichteten Friedens-Instrument gemäss, *bona fide* extradiret werden.

Wobey dann insonderheit der ins Reductions- und Liquidations-Werk schlagenden Acten halber stipuliret ist, dass alle Acten, Briefschaften und Rechnungen der vormahligen Reductions- und Liquidations-Commissionen, und was solchen anhängig, welche nemlich die Gravations-Sachen *ratione* derer Hertzogthümer Bremen und Verden, oder darunter begriffene Güter betreffen, an Ihro Königl. Majestät von Grofs-Britannien, oder Dero Gevollmächtigten, *in originalibus* ausgehändiget, von denenjenigen Reductions- und Liquidations-Actis aber, die zwar nicht directe solche *gravationes* concerniren, so wegen Brem- und Verdischer Domanial-Pertinentien gemacht worden, jedoch mit selbigen und denen gravitirten Personen *in puncto liquidationis* und sonsten einige Connexion haben, auf jedesmahliges Begehren vidimirte Copeyen communiciret werden sollen.

1729 ART. VIII.

Pretensions du comte de Vellingk.

Die von dem Grafen von *Vellingk* auf das Vorwerk Harſsfeld und einige dazu gezogene Korn- und Schmal-Zehenten angeblich hergeſchoſſene Acht Tauſend Zwey Hundert und Funfzig Rthlr. anlangend, können ſelbige von Seiten Ihrer Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien vor jetzo noch zwar eben ſo wenig für richtig erkannt werden, als die zum Vorſchein gebrachte, von dem Grafen von *Vellingk* halber an *Henning Duncker* unterm dato Stade den 7ten May 1711 darüber ausgeſtellte Pfand-Verſchreibung agnoſciret wird; dennoch aber wird Königl. Groſs-Britanniſcher Seits denen Gräfl. *Vellingkſchen* Erben, oder auch deſſen und deren Creditoren dabey vorbehalten, und erlaubet, daſs, wann die vom Brem- und Verdiſchen Etat unter des Grafen *Vellingk* Direction geführte Rechnungen vorher in Schweden gründlich examiniret und behörig juſtificiret, daraus aber erfordernder Nothdurft nach hinlänglich und deutlich erwieſen, daſs berührte 8250 Rthlr. wirklich hergeſchoſſen, auch in Ihrer Majeſtät des Königs in Schweden und des Reichs Schweden wahren Nutzen hinwiederum angewandt worden, ſelbige gehörigen Orts ſich melden mögen, da man nach Befinden dieſelbe hören, und allenfalls billigermaſsen zu ihrer Befriedigung verhelfen wird. Auf ſolchem Fall aber wird von Seiten Ihrer Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien hiedurch reſerviret, die nach Answeiſung der Acten von dem Grafen von *Vellingk* darauf ſchon indebite gehobene Gelder in der alsdann darüber zuzulegenden Liquidation denenſelben mit *in Computum* zu bringen, immaſsen auf ſolchen Fall von Seiten Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien ſothane vom Grafen von *Vellingk* genoſſene Gelder unter obiger Renunciation nicht verſtanden noch gezogen werden.

ART. IX.

Signature.

Wie nun oberwähntermaſsen alle und jede in dem Friedens-Tractat und demſelben annectirten Separat-Articuln begriffene Angelegenheiten hiedurch ihre vollkommene Richtigkeit und abhelfliche Maſse erhalten, ſo iſt demnach gegenwärtiger Receſs darüber in duplo errichtet: Und weil die erſtern Herren Commiſſarii zu der Zeit, als dieſe Commiſſion zum Schluſs gediehen,

beyde

beyde zu Hannover gegenwärtig gewesen, von denen- 1729
selben, um keine Zeit zu versäumen, am unten stehenden *dato* daselbst, kraft habender und gegen einander ausgehändigter Vollmachten, unterschrieben und besiegelt, da benebst auch von beyden Seiten verabredet worden, dass solche Unterschrift diesen Recess eben so vollkommen geltend machen solle, als wäre er von denen gesammten Herren Gevollmächtigten an dem Commissions-Orte zu Hamburg und an einem dato unterschrieben, wie dann auch hiemit festiglich versprochen wird, dass die Unterzeichnung dieses Instrumenti von den beyden zu Hamburg sich aufhaltenden Herren Commissarien daselbst gleichfalls ungesäumt geschehen, und sodann der höchsten Herren Committenten Königl. Maj. Maj. allergnädigste Ratificationes, wo nicht ehender, doch längstens innerhalb fünf Wochen vom dato dieses Recesses Unterschrift in Hamburg, gegen einander in Stockholm ausgewechselt werden sollen. Geschehen Hannover den 18ten Augusti im Jahr Ein Tausend Sieben Hundert Neun und Zwanzig.

Axel Reenstierna. (L. S.)

Heinrich Grote. (L. S.)

Nachdem die bishero allhier gepflogene Commissions-Handlungen nach vorerwehntem Inhalt in allen Stücken zu vollkommener Richtigkeit gelanget; so wird auch gegenwärtiger Recess, Kraft der gegen einander ausgewechselten Königl. Vollmachten, hiermit von uns unterschrieben und besiegelt.

Hamburg den 12ten September im Jahr Ein Tausend Sieben Hundert Neun und Zwanzig.

Alb. Lindcreutz. (L. S.)

Engelb. Joh. von Bardenfleth. (L. S.)

Und wir dann obigen Vergleich und dessen ganzen Inhalt Unserer Intention allerdings gemäss zu seyn befunden, und ihn daher approbiren und genehm halten wollen;

Als genehmigen, approbiren und ratificiren Wir hiemit und Kraft dieses, vor Uns und Unsere Successores,

 ob-

1729 obinserirten Vergleich, wollen auch dass allem de, was darinnen Unserer Seits versprochen worden, a wege gehöriges Genügen geschehe. Zu mehrerer U kund haben Wir diese Unsere Ratification eigenhändig unterschrieben, und mit Unserm Königl. Insiegel be kräftigen lassen. So geschehen Stockholm im Rath den 3ten November 1729.

FRIEDRICH.
(L. S.)

Ratification über den Hamburgischen Commissions-Recess.
(L. S.)

J. v. CEDERCREUT

Dass diese vorstehende Copey mit seinem Originali von Wort zu Wort gleichlautend sey, wird hierdurch bescheiniget. Hannover den 7ten May 1748.

O. G. SCHRÖDER,
geheimer Registrator.

32.

1730 Sept. *Convention entre les Provinces-Unies des Pays-Bas et le Dey et la regence d'Algèr* 1730. 1731. *touchant les passeports Turcs.*

a.

Lettre du Dey d'Algèr aux Etats Généraux de Provinces-Unies des Pays-Bas du mois de Septembre 1730.

(*Storia dell' Anno* 1730-31. p. 299.)

A' nostri Amici gli Stati Generali delle Provincie Unit che l'Onnipotente voglia rendere ancora più grandi, accordar loro salute fino alla fine. Noi preghiamo gra

gran Dio di darci agli uni e agli altri tutto ciò che è necessario, e che la nostra Pace e Amicizia possa esser eterna. Cari Amici, vi diamo avviso, che in questo anno due de' nostri Vascelli, ch'erano andati in corso, incontrarono nel mare due de' vostri Bastimenti nomati *Flute*, e poi altri due nomati *Fregate*, proveduti tutti di Passaporti vecchi. Li Capitani delle nostre Capre non essendo bene informati delle nostre intenzioni, li mandarono qui per ignoranza: ma quando qui ritornarono, noi gli abbiam ripresi, dicendo loro, che dovevano sapere, qualmente tutti gli Olandesi che ritornano dalla Turchia, dalle Indie, o altornde, potevano passare liberamente in Olanda con i Passaporti vecchi per sei mesi; ma quei, che venivano direttamente dall' Olanda doveano essere proveduti di Passaporti nuovi. Ci hanno risposto, ch' essi non aveano avuto da noi a questo inguardo Istruzioni abbastanza chiare: sul che vi notifichiamo di aver noi chiamato alla nostra presenza i Capitani de' vostri Bastimenti Mercantili, e abbiamo loro dimandato, se fosse stato restituito loro il danaro, e ogni altra cosa. Eglino ci hanno risposto di sì, e noi gli abbiamo fatto segnare le ricevute qui annesse, che vi mandiamo, affinchè possiate conoscere le nostre buone intenzioni *). In fine, cari Amici, allorchè piacerà a Dio, che ci mandiate gli Alberi, promessici da parte vostra, vi preghiamo istantemente di aggiugnervi quattro Trombe, et otto Ancore della qualità, che il Console, vostro Schiavo, ci ha promesso di scrivervi. Preghiamo l'Onnipotente, che la nostra Pace possa esser eterna, e passare in affetto e amicizia; Amen. L'anno del nostro Profeta 1148, il dì 17 di *Gemasie Ouvvel;* o sia Settembre 1730. 1730

*) Pourtant le Dey garda pour lui 11 caisses d'argent renfermant 137000 florins voyés *Europ. Mercur.* 1730. T. II. p. 48.

b.

1731 Traité conclu au nom des Etats Généraux de
24 Août. Provinces-Unies des Pays-Bas avec le Dey e
la république d'Algèr le 24 Août 1731.

(*Europ. Mercurius.* 1731. T. II. p. 115.)

De voorſpoedige Abdy Baſcha, en de Staaten General in het Jaar 1726, by den geſloten Vrede, alle diſputen uit den weg geruimd hebbende, zyn nu verder overeengekomen, by de voorige Artykelen de zes navolgende te voegen.

Art. I.

Dat de voorſpoedige Abdy Baſcha Dey, in 't Jaar 1730, by een Brief aan de Staaten Generaal geſchreven, verzocht heeft, dat alle Schepen naar Indiën varende, met Turkſche Paſſen mogten worden voorzien, om voor te kommen alle veedere diſputen die daar uit zouden kunnen ontſtaan; doch dat die Paſſen niet zouden zyn als die der Koopvaarders, om dat de eerſt genoemde zomtyds acht of tien Jaaren uitblyven, in welken tyd het zoude kunnen gebeuren dat de Paſſen der Koopvaarders veranderd wierden: waar om men overéengekomen is, dat de Paſſen der Schepen naar de Indien varende, permanent en geene verandering onderworpen zullen zyn; en opdat men de voorſchreven Paſſen uit de anderen zoude kunnen kennen, zal men het groot zegel van de Staaten Generaal zetten niet alleenlyk op de Bovenſtukken, die hier blyven, maar op de Paſſen die door den Staat uitgegeeven worden; by welkers konfronteering dat de zegels een en dezelve zyn, de Kapers van Algiers de gemelde Schepen vry en onverhinderd zullen laaten paſſeeren en repaſſeeren zonder ophouding of moleſtatie; en ingeval eenige van deze Kapers dit Artykel overtreeden, zullen zy ten ſpiegel van anderen zwaar geſtraft worden.

Art. II.

En ten einde een iegelyk de gemelde Paſſen voor de Schepen naar Indiën varende, zoude mogen kennen, hebben de Staaten Generaal aan haaren Conſul te Algiers ordre gegeeven, dat op de Bovenſtukken geſchreven zullen worden deze woorden: Alle Schepen, die dit neven-

b.

Articoli stipulati tra gli Stati Generali delle Provincie Unite, e la Republica di Algeri li 24 Agosto 1731 *). 1731 24 Août.

(*Storia dell' Anno* 1731. 1732. p. 301.)

ART. I.

I Vascelli Olandesi, che navigano alle Indie, dovranno esser muniti di Passaporti Turchi, per prevenire le contese, che altrimente potrebbono nascerne: questi Passaporti saranno differenti da quelli che dannosi agli altri Vascelli Mercantili; e non saranno suggetti ad alcun cambiamento, ma permanenti; e per poterli distinguere dagli altri Passaporti, si metterà il gran sigillo degli Stati Generali, non solamente sopra le minute **), che resteranno in Algeri, ma ancora sopra i Passaporti stessi che si daranno dalle Loro Alte Potenze, affinchè dopo il confronto de' suddetti sigilli gli Armatori d'Algeri li lascino passare e ripassare liberamente sotto pena, in caso di contravvenzione, d'essere puniti severamente per servire d'esempio agli altri.

ART. II.

Affinchè ognuno conoscer possa i Passaporti de' Vascelli, che navigano alle Indie, gli Stati Generali daranno ordine al loro Console d'Algeri, che faccia scriver sulle minute queste parole: *Tutti li Vascelli che hanno su i loro Passaporti il sopraddetto sigillo, sono Vascelli*

*) Dans la Storia dell' anno ce traité est daté de l'an 1730, mais c'est sans doute une erreur: la traduction Italienne est un peu plus abregée que celle qu'on trouve à coté en Hollandais Au reste cette convention ne se trouve pas dans le *Groot-Placaetboek.* Il n'en est pas fait mention dans le traite de 1757. (WENCK C. J. G. T III. p. 161.) mais la stipulation principale relative aux vaisseaux des Indes y est repetee art. 24.

**) C'est la partie superieure du passeport coupé en deux, dont il est question.

1731 *venstaande Zegel op hunne Passen hebben, zyn Oost-Indische Schepen, toebehoorende aan de Staaten Generaal; niet tegenstaande de Bövenstukken met de Pas niet accordeeren, zo is de Pass even vel goed.*

ART. III.

Verder is overéèngekomen, dat, dewyl de Schepen in Indiën zynde, wegens de ver afgelegenheit zich van geen nieuwe Passen kunnen voorzien, dezelve met hunne oude Passen vry zullen kunnen passeeren, geduurende den tyd van drie achteréènvolgende Jaaren; welke gestelde tyd eindigen zal in 't Jaar van de Hegira 1147. op den laatsten dag van de Maand Mahuram, met de Christen rekening uitkomende op den laatsten December 1734; geduurende welken tyd het zegel dat hier is voor de Indischen Schepen die thuis komen, zal kunnen dienen; zynde het ten dien einde aan de kapers mede gegeeven.

ART. IV.

Noch is overéèngekomen, dat de Passen de Koopvaarders geene verandering onderwurpen zullen zyn 't en zy wanneer de Staaten Generaal zulks zelfs goedvinden; doch byaldien eenige van deze haare Passen mogten vervallen in handen van vreemden, met deze Regiering in Oorlog zynde, zullen de Staaten Generaal alsdan, om alle disputen voor te komen, na gedane Verlogen van deze Regiering, aan dezelve toestaan dat de Passen veranderd worden.

ART. V.

Is geaccordeerd, dat by de verandering der Passen, de oude een geheel Jaar goed zullen zyn; welke tyd van een Jaar, niet eerder beginnen zal dan van den dag af dat de Consul van den Staat het eerste Bovenstuk aan de kapers uitgeeft; maar de Schepen uit Holland komende, zullen met nieuwe Passen voorzien zyn, en om alle disputen te ontgaan, zal de Consul op denzelven dag wanneer hy het eerste Bovenstuk overleverd, een Certificatie van den Dey, wegens den bepaalden tyd neemen.

ART. VI.

Noch is overéèngekomen, dat, ingeval na verloop van het gestipuleerde Jaar, eenige van deze Kruissers eenige Koopvaarders, toebehoorende aan de Ingezeetenen van de Staaten Generaal, met een oude Pas op Zee komen

ascelli dell' Indie Orientali, appartenenti agli Stati enerali. 1731

Art. III.

Come i Vascelli che sono nelle Indie, non possono er la gran distanza essere provveduti di nuovi Passaporti, otranno retornare liberamente co' loro Passaporti vecchi er tre anni consecutivi, che finiranno l'anno 1734. In uesto tempo il sigillo ch' è in Algeri, servira per i ascelli che rivengono delle Indie, e sarà dato per uesto effetto agli Armatori.

Art. IV.

Anche i Passaporti de Vascelli Mercantili non saanno suggetti a verun cambiamento, quando le Loro Alte Potenze gli Stati Generali non lo trovassero a proosito. Intanto se capitasse, alcuni di questi Passaporti venissero a cadere nelle mani di Forestieri che sono in guerra con la Reggenza di Algeri, gli Stati Generali, per prevenire ogni contesa, consentirano che la mentovata Reggenza, dopo avere fatte su ciò le convenevoli rappresentazioni, muti li suddetti Passaporti.

Art. V.

In caso di cangiamento de' Passaporti, li vecchi saranno buoni per un anno, il quale non comincierà che dal giorno in cui il Console degli Stati distribuira la prima minuta: ma i Vascelli che partiranno dall' Olanda, saranno provisti di nuovi Passaporti; e per rimovere ogni contesa, il giorno in cui lascerà il Console la detta prima minuta, prenderà un certificato dal Dey circa il tempo limitato.

Art. VI.

Si è finalmente convenuto, che dopo spirato l'anno stipulato, se gli Armatori rincontreranno in Mare qualche Vascello appartenente a sudditi degli Stati Generali, provisto di Vecchi Passaporti (salvo però i Vascelli che navigano

1731 *komen te ontmoeten (uitgezonderd die naar Oost-Indi varen, breder in 't eerste Artykel gemeld, dewelke uitdrukkelyk hier buiten gesloten, en op geenerlei in dit Artykel begrepen zyn) zy dezelve vry mogen o brengen, doch in geen andere Haven of Koningryk d van Algiers; en na dat zodanig Schip aldaar door de Dey en Consul zeer naaukeurig geexamineerd, en alle met de waarheit overéénkomende bevonden is, zal de Lading van dat Schip prys verklaard en de vrogt aan den Schipper volgens inhoud der Connossementen betaald worden; en men zal het Schip en het Volk onverhinderd laaten gaan, zonder hen iets te berooven of weg te nemen, en aan gemelde Schipper zal eene Certificatie werden gegeeven, op dat hy in zyne thuisreis door geen andere Kapers gemoeid worde, en die hem vry en onverhinderd laaten passeeren.*

vigano alle Indie, i quali son qui espressamente esclusi, 1731
e non devono essere in questo Articolo compresi) lo potranno menar via liberamente, ma solo nel Porto di Algeri, dove, quando il Dey e il Console avranno esaminato come si deve il Vascello, e ritrovato il rapporto degli Armatori conforme alla verità, il suo Carico sarà dichiarato di buona presa, si pagherà il nolo al Padrone, che l'ha preso, e poi si lascierà ritornare il Vascello con equipaggio senza punto toccarlo, e si darà al Capitano un certificato, affin chè nel suo ritorno non sia punto molestato d'altri Armatori, li quali lascieranno passare liberamente.

33.

Acte de rehabilitation dans le traité de Seville, accordé par la Couronne d'Espagne à celle de la Grande-Brétagne; signé à Seville le 6 Juin 1731.

6 Juin.

(Rousset *les intérêts des Puissances* T. III. p. 347.)

Déclaration que nous soussignez Ministres de leurs Maj. Brit. et Cath. faisons en vertu des ordres que nous avons des Rois nos Maîtres.

Le Roi de la Grande-Brétagne ayant fait communiquer à Sa Maj. Cath. le traité qu'il a conclu en dernier lieu avec l'Empereur *) et aiant déclaré qu'il a donné par là les preuves les plus évidentes de la sincerité de ses intentions pour l'exécution du traité de Seville, tant par rapport à l'introduction effective des 6000 Hommes de Troupes Espagnoles, suivant les dispositions dudit traité dans les places fortes de Parme et de Toscane, que

*) Traité du 16 Mars 1731. d. Dumont T. VIII. P. II. p. 213. et de même d. Rousset suppl. T. II. P. II. p. 288.

1731 que par rapport à la prompte possession de l'Infant Don Carlos, conformément au contenu de l'Article V. de la quadruple-alliance, sans que de la part du Sérénissime Infant Don Carlos ni de Sa Maj. Cath il soit necessaire de disputer, debatre ou applanir quelque difficulté que ce soit qui pourroit s'élever, sous aucun pretexte que ce puisse être.

Sa Maj. Cath. déclare, que pourvû que tout ce qui vient d'être enoncé soit promptement exécuté, elle sera pleinement satisfaite et que non obstant la déclaration faite à Paris le 28 de Janvier dernier par l'Ambassadeur extraordinaire le Marquis de Castellare *), les Articles du susdit traité de Seville qui concernent directement et reciproquement les deux Couronnes, subsistent dans toute leur force et toute leur intension et les deux Rois susnommés promettent également de faire executer ponctuellement les conditions exprimées dans lesdits Articles, auxquels ils s'engagent et s'obligent par le present Instrument; bien entendu que dans le terme de cinq mois, à compter du jour de la date de cet Instrument, ou plutôt si faire se pourra, Sa Maj. Brit. fera effectivement introduire les 6000 Hommes de Troupes Espagnoles, dans les Etats de Parme et de Toscane, mettre l'Infant Don Carlos en possession actuelle des Etats de Parme et de Toscane, en conformité de l'Article V. de la quadruple-alliance, et aux *Investitures* éventuelles: et Sa Maj. Cath. entend et déclare que dès que ladite Introduction et Possession des Etats de Parme et de plaisance sera effectuée, sa résolution est, sans qu'il soit besoin d'aucune autre déclaration ou Instrument, que les Articles susmentionnés du traité de Seville subsistent aussi-bien que la jouissance de tous les privilèges, concessions et exemptions en faveur de la Grande-Bretagne, qui ont été stipulés et sont litteralement contenus dans lesdits Articles, et dans les traitez anterieurs, entre les deux Couronnes, confirmés par le traité de Seville, pour être réciproquement observés et executez ponctuellement. En foi de quoi nous les susdits Ministres soussignés de leurs Maj. Brit. et Cath. avons signé la présente déclaration et y avons fait apposer le cachet de nos Armes; fait à Seville le six de Juin 1731.

*) Rousset suppl. T. II. P. II. p. 287.

34.

34.

Convention conclue entre Sa Majeſté Britannique et la Ville de Bremen, touchant le commerce des Harengs, 1731. 1731 17 Oct.

(Chalmers T. I. p. 113. en français.)

Soit notoire à tous ceux qui y ont interêt, qu'entre le ſéréniſſime et très-puiſſant Prince et Seigneur George II. Roi de la Grande-Brétagne &c. &c. par ſon envoyé extraordinaire le Chevalier Baronet Cyrill Wich, d'un côté; et la Louable République de Bremen, par les députés de ſon Honorable Senat, les Sieurs Chriſtian Schöne, et Gaspar à Rheden, Docteurs en Droit, de l'autre côté; en vertu de leurs Pouvoirs et Commiſſions; il a été conclu et arrêté les articles ſuivans pour ſervir de Reglement conſtant au libre Commerce du Hareng qui ſe pêche par les ſujets de Sa Majeſté Britannique ſur les côtes de ſes Royaumes.

Art. I.

La Ville de Bremen accorde la permiſſion que le Hareng qui ſe pêche ſur les côtes de la Grande-Brétagne, avant ou après le 24. de Juin N. St. ſoit apporté librement à ladite Ville, en payant les mêmes droits d'entrée qui ſe payent ordinairement pour le Hareng Flamand ou Hollandois, ſans qu'ils ayent beſoin de produire aucun certificat ſermenté touchant le tems que ce Hareng ait été pêché ou pris. *Libre importation.*

Art. II.

Ce Hareng, dès ſon arrivée, ſera tout mis dans le magazin ou les magazins qu'on jugera les plus convenables et propres pour y être gardé, moyennant que les propriétaires en payent un loyer raiſonable par tonneau, ſelon qu'ils en pourront convenir avec le maître du magazin. *Magazinage.*

Art. III.

Ce Hareng ſera ouvert dans la cour du magazin, à la vue de tous ceux qui voudront y être préſens; la ſaumure en ſera tirée; et après que le vuide des ton- *Examen*

 neaux

1731 neaux sera rempli de bons poissons, la saumure y sera remise, le poisson restant toujours dans son premier tonneau, sans être rempacqueté d'un tonneau à l'autre. De plus, il sera taxé; et on mettra, selon sa qualité, la marque et le cercle convenables sur le fonds et au milieu de chaque tonneau: et pour faire voir que c'est du Hareng de la Grande-Brétagne, on fera brûler au fond de chaque tonneau un B. couronné, aussi bien que l'an de la pêche de ce Hareng.

ART. IV.

Taxateurs. Pour cette fin, le Senat s'oblige de choisir et constituer deux taxateurs, ordinairement dits Wraquers et deux empacqueteurs; et afin qu'on ne les puisse pas soupçonner de partialité, ils feront un serment solemnel devant l'Honorable Senat, de taxer les Harengs Britanniques selon leur bonté et exacte valeur, et de les empacqueter avec tout le soin imaginable; lequel serment, conforme au sens de cet article, leur sera réitéré tous les ans, au commencement de Juin par les Députés du Senat.

ART. V.

Vente. Si les propriétaires, ou leurs commissionnaires, viennent en persone à Bremen avec leur Hareng, ils auront la liberté de le vendre indifférement aux bourgeois ou habitans de la Ville, à qui ils voudront: mais si, dans l'espace de huit jours, ils ne pourroient débiter leurs Harengs à ceux-ci, il leur sera permis de les vendre à quiconque ils voudront, ou même de l'envoyer hors de la Ville, à tel endroit qu'ils jugeront convenable.

ART. VI.

Itme. Quand les propriétaires voudront envoyer leurs Harengs à des commissionnaires, pour les débiter, ils seront tenus de choisir pour commissionnaire un Marchand Britannique, demeurant à Bremen, ou quelque bourgeois de la Ville, qui alors le pourront vendre ou l'envoyer hors de la Ville, où bon leur semblera, selon le sens de l'article précédent.

ART. VII.

Egalisés aux plus favorisés Outre ce dont on est déjà convenu ci-dessus, les sujets de Sa Majesté Britannique jouiront toujours des mêmes privilèges et avantages dans ce trafic des Harengs, et

et tous autres commerces ſans exception, qui ſont déjà accordés, ou pourroient à l'avenir être accordés, aux ſujets d'aucune Puiſſance la plus favoriſée. 1731

ART. VIII.

De même, il eſt permis aux ſujets de Sa Majeſté Britannique d'apporter à Bremen des Saumons, Merlus, Morues, et toute autre ſorte de poiſſons, ſoit ſéchés ou ſumés, en barriques ou ſalés; bien entendu qu'ils payent le droit d'entrée, ou la gabelle modique. *Autres ſortes de poiſſons.*

De la même maniere, il eſt réſervé aux habitans et bourgeois de Bremen de négocier, ſelon leur ancienne coutume, aux Provinces des Royaumes Britanniques, d'y mener des marchandiſes, et de troquer ou changer contre ces ſortes de poiſſons et d'autres denrées.

ART. IX.

Tout ce qui eſt contenu dans les précédens articles, ſera confirmé et ratifié par Sa Majeſté Britannique et le Senat de Bremen, dans les formes authentiques et uſitées, dans l'eſpace de ſix emaines, ou plutôt, ſi faire ſe peut; et les inſtrumens ſeront échangés dans le terme ſusmentionné. *Ratification.*

En foi de quoi, et en vertu des ordres et Pleinpouvoirs que nous ſusdits, l'Envoyé Extraordinaire de la Grande-Brétagne, et les Deputés de Bremen, avons reçus de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Brétagne, d'une part, et l'Honorable Senat, de l'autre, nous avons ſigné la préſente Convention, et y avons fait appoſer les ſceaux de nos armes.

Fait à Bremen, ce 17 d'Octobre 1731.

(L. S.) CYRILL WICH.

(L. S.) CHRETIEN SCHÖNE D.

(L. S.) CASP. à RHEDEN.

35.

1732 3 Nov. *Traité de renouvellement du traité d'alliance de 1677 entre la Pologne et l'Autriche; signé le 3 Novembre 1732.*

(Dogiel *Codex Diplomat. Poloniae et Lituaniae.* T. I. p. 351, ex originali.)

Foederis inter Leopoldum Imperatorem, et Ioannem III. Regem Poloniae, Anno 1677 conclusi Renovatio. Datum Varsaviae in Arce Regia d. 3 Nov. Anno 1732.

Nos infra scripti Sacrae Caesareae, Regiaeque Catholicae Maiestatis Legatus Magnus, et a Sacra Regia Maiestate Poloniae ac Republica per Constitutionem Anni 1726. ad constituendas conferentias, firmandamque, et assecurandam bonae Viciniae amicitiam, inter Dominia S. C. Regiaeque Catholicae Maiestatis, et Regni Poloniae, ac Magni Ducatus Lituaniae destinati Commissarii, post plures conferentias habitas, et peractas, discussasque, et concertatas ab utrinque separatis Articulis praetensiones, quas et ubi adhuc aliquid a Republica desideratur, *Illustrissimus* et Excellentissimus Dominus Legatus apud Augustissimam Caesaream, Regiamque Catholicam Maiestatem, ad satisfactionem Reipublicae subsequendam se omnimode promoturum, et evincere curaturum obligavit, unanimi ab invicem convenimus consensu, vetera Pacta, et Foedera inter Divum olim Leopoldum I. Rom. Imperatorem, et Ioannem III. Poloniae Regem Anno 1677 inita, et conclusa, non ingerendo Nos in novas quasvis conditiones, vel ligamina, reassumenda, et renovanda esse, quorum Pactorum tenor est talis:

Nos Leopoldus Divina favente clementia &c. Et Nos Ioannes III. Rex Poloniae &c. tenore praesentium recognoscimus, ac notum facimus universis et singulis praesentibus, et futuris harum notitiam habituris. Quandoquidem qui Christi locum in terris gerunt &c. [*Inseritur per totum Tractatus Anni* 1677 *)]. Datae in civitate nostra Vinnensi, et Arce Regia Varsaviensi de 24 Aprilis Anno

*) Dumont T. VIII. P. I. p. 332.

Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo septimo, 1732
Regnorum nostrorum Leopoldi Imperatoris Romani decimo nono, Hungarici vigesimo secundo, et Bohemici vigesimo primo, nostri vero Ioannis III. Poloniae tertio.

Quae pacta in omnibus punctis, articulis, et conditionibus, excepto puncto de conscribendo milite, quod huius est tenoris: "Hoc tamen expresso, ut liceat utrique nostrum ex terris, et Provinciis alterius voluntario milites aere suo conductos educere, et arma in usum suum exportare, eatenus tamen milites educere liceat quatenus id sciente fiat altero nostrum, neque sit alteruter nostrum bello suo proprio contra hostes aliquos suos impeditus &c." prout Illustrissimus et Excellentissimus Dominus Legatus Dominus, Nomine Sacrae Caesareae Regiaeque Catholicae Maiestatis, ita et Nos Commissarii Nomine Sacrae, Regiae Maiestatis, et Reipublicae renovamus cum robore perpetuo in iisdem pactis expresso, salva approbatione, et ratificatione tam Sacrae Caesareae Regiaeque Catholicae Maiestatis, quam et Sacrae Regiae Maiestatis, Poloniae, et Reipublicae in Comitiis Generalibus proxime futuris. In quorum fidem praesentes manibus propriis subscripsimus, sigillaque nostra gentilitia apposimus. Datum Varsaviae in Arce Regia die tertia Mensis Novembris Anno Domini 1732.

HENRICUS GUILHELM Comes DE WILCZEK,
Legatus.

CHRISTOPHORUS ANTONIUS SZEMBECK.
Episcopus Vladislaviensis et Pomeraniae.

IOANNES POTOCKI,
Palatinus et Generalis Terrarum Kijoviae Capitaneus Varsaviens. Commissarius.

MICHAEL CASIMIRUS *Dux* RADZIVILL,
Supremus M. D. Litvaniae Stabuli Praefectus.

ADAMUS A WILKOW WILKONSKI,
Succamerarius Terrae Sochaczoviens. Commissarius.

THEODORUS POTOCKI,
Archiepiscopus Gnesnens. Primas Regni Poloniae et M. D. L.

JOSEPH. DE KONCZYCE MNISZECH,
Supremus Regni Mareschalcus.

IOANNES LIPSKI,
Episcopus Luceoriensis Procancellarius Regni.

MAXIMILIANUS DE TENCZYN OSSOLINSKI,
Supremus Regni Thesaurarius.

36.

1733 24 Nov *Convention, ou acte de neutralité, entre S. M. le Roi de France et leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas; signée à la Haye le 24 Nov. 1733 *) et ratifiée le 23 de Décembre 1733.*

(ROUSSET *Recueil.* T. IX. p. 461.)

Leurs Hautes Puissances ayant fait connoître à Sa Majesté Très-Chrétienne, par leur resolution du 26 Août 1733, qu'en même tems qu'elles ne se sont point mêlées, en aucune maniere ni directement ni indirectement des affaires de Pologne, elles sont d'intention de ne pas prendre part dans les dites affaires, ni aux brouilleries qui pourroient en resulter; elles esperoient que Sa Majesté Très-Chrétienne voudroit bien que les Païs-Bas Autrichiens, dont Sa Majesté Imperiale est présentement en possession, et qui doivent servir de Barriere à leur République, ne fussent point enveloppées dans la guerre qui s'élevoit à l'occasion des affaires de Pologne: Sa Majesté Très-Chrétienne pour donner à Leurs *Hautes* Puissances une marque du gré qu'elle leur fait de la conduite qu'Elles ont tenue, et du désir, qu'Elle a, qu'Elles jouissent de la tranquillité qu'Elles cherchent à se procurer, a déclaré et déclare qu'elle n'attaquera pas les Païs-Bas Autrichiens, dont Sa Majesté Imperiale est présentement en possession, et qui, suivant les Traités, doivent servir de Barriere à la République, se reservant Sa Majesté Très-Chrétienne la liberté de repousser les hostilités qui pourroient être commises par les Troupes de Sa Majesté Imperiale dans les Païs-Bas Autrichiens, de manière que sans donner atteinte à la neutralité stipulée, et sans penser à faire d'établissement dans les Païs-Bas, Elle pourroit garantir ses frontieres, et employer pour cela les moyens nécessaires et convenables au droit et aux usages de la guerre. Leurs Hautes Puissances de leur côté déclarent qu'Elles ne pren-

*) Cette convention de neutralité a été renouvellée 1735 voyés ROUSSET *Recueil* l. c.

endront aucune part dans l'affaire de Pologne, ni dans 1733
s differens auxquels la dite affaire a donné et pourroit
onner lieu par la suite, le tout sans préjudice des
liances qu'Elles ont avec l'Empereur comme Elles
nt avec la France, et auxquelles alliances de part et
'autre, Elles ne prétendent point déroger: Leurs Hautes
uissances déclarant en outre qu'Elles ne négligeront
icun office pour détourner tout ce qui pourroit troubler
repos des Païs-Bas Autrichiens, et qu'elles n'aideront
oint en cela l'Empereur ni par leurs Troupes, ni de
uelqu'autre manière que ce puisse être.

Cette convention ou acte de neutralité sera ratifié
ar Sa Majesté Très-Chrétienne et par Leurs Hautes
Puissances dans l'espace de deux mois, ou plutôt s'il
e peut.

En foi de quoi nous soussignés Ambassadeur de Sa Majesté Très-Chrétienne et Deputez de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, avons signé le présent acte.

Fait à la Haye le 24 Novembre 1733.

37.

Defensiv-Alliance-Tractat, zwischen Sr. Königlichen Majestät nebst der Crone Schweden, und Sr. Königl. Majestät zu Dännemark. Abgehandelt und geschlossen in Stockholm, den $\frac{24\ September}{5\ October}$ 1734. 1734 5 Oct.

(Faber *Europäische Staats-Canzley, 68. Theil* p. 647, et se trouve en Suèdois dans Modée *Utdrag* p. 171.)

Im Nahmen der heil. Dreyfaltigkeit.

Zu wissen sey hiemit, dass, nachdem der Grossmächtigste Fürst und Herr Herr Friederich der Erste, König in Schweden, der Gothen und Wenden &c. &c. &c.

 Land-

1734 Landgraf zu Hessen, Fürst zu Hirschfeld, Graf zu Catzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c. Und der Grofsmächtigste Fürst und Herr Christian der Sechste, König zu Dännemark und Norwegen, der Wenden und Gothen, Herzog zu *Schleswig*, Holstein, Stormarn und Ditmarschen, *Graf* zu Oldenburg und Delmenhor. &c. &c. &c. nicht *allein* gesinnet sind, vermöge des zwischen beiden Cronen errichteten und geschlossenen Friedens-Vertrages, stets ein gut Vertrauen und beständige Freundschaft zu unterhalten, sondern auch nöthig und für gut befunden haben, durch eine nähere Verbindung gegen alle widrige Unternehmungen und feindliche Anfälle sich in nähere und engere Verfassungen zu setzen, und zu dem Ende mit einander eine Defensiv-Alliance einzugehen, die gleichwohl zu keines andern Potentaten oder Staats Nachtheil gereichen soll, gestalt diese beide Nordische Reiche nicht gemeinet sind, jemand Gewalt oder Schaden zuzufügen, sondern Ihro Majestät Absehen nur allein die Beschützung und Sicherheit ihrer eigenen Reiche ist.

Dieserwegen haben höchst bemeldete Ihro Königl. Majestät zu Einrichtung einer solchen Defensiv-Alliance ihre Gevollmächtigte verordnet, nämlich Se. Königliche Majestät von Schweden, Dero und des Reichs *Rath*, Präsidenten Dero und des Reichs-Canzley *Collegii*, und der Academie zu Åbo Canzler, den Hochwohlgebohrnen Herrn Grafen Arved Horn: Dero und des Reichs-Rath, den Hochwohlgebohrnen Herrn Grafen Swen Lagerberg; Dero und des Reichs Rath, und der Academie zu Lund Canzler, den Hochwohlgebohrnen Herrn Grafen Carl Gyllenborg: Dero und des Reichs Rath, auch Canzley-Rath, den Hochwohlgebohrnen Herrn Grafen Gustav Bonde; nebst dem Hof-Canzler Hochwohlgebohrnen Freyherrn Herrn Herman Cedercreutz, auch den Canzley-Rath Wohlgebornen Herrn Joachim Neres; Se. Königliche Majestät zu Dännemark aber Dero geheimen Rath, Stifts-Amtmann der Provinzen Fühnen und Langeland, Amtmann zu Odensee, Dalmos, St. Knuds und Rugards, Aemter, Ambassadeur extraordinaire an Sr. Königl. Majestät in Schweden Hof, den Hochwohlgebohrnen Herrn Christian Scheftedt, auf Rahnholt und Nifslegard, Rittern: welche Kraft der am Ende dieses Tractats angefügten Vollmachten, zusammengetreten,

und

1734

ıd nach Vorzeigung und Auswechſelung ſelbiger Voll-
achten nach Anleitung der gegenwärtigen Conjuncturen
ıch nach beider Majeſtät Majeſt. Convenienze ſich ver-
inbahret, deſſen was in folgenden Artikeln enthalten:

ART. I.

Amitié.

Iſt verabſcheidet, daſs zufolge des obgemeldten
eider Cronen A. 1720 geſchloſſenen Friedens-Tractats*)
wiſchen Sr. Königl. Majeſtät und der Crone Schweden,
ınd Ihro Königl. Majeſtät in Dännemark, beiderſeits Erben
ınd Nachfolgern im Regiment, wie auch beiderſeits
Reichen, Fürſtenthümern, Provinzen und Ländern, Städ-
en und Unterthanen, beſtändig eine aufrichtige Freund-
chaft ſeyn ſoll, und Ihre Majeſtät Majeſt. ſich höchſt
angelegen ſeyn laſſen wollen, beiderſeits Nutzen und
Beſtes gemeinſamlich zu befördern und zu vertheidigen:
zu welchem Ende ſie ſich einander geloben und ver-
ſichern, daſs ſie nach dato dieſes mit andern Potentaten,
in keine Verbindniſſe ſich einlaſſen, noch weniger directe
oder indirecte, oder auf was Weiſe es möchte geſchehen
können, etwas unternehmen wollen, ſo Ihro Maj. Majeſt.,
Dero Reichen, Ländern und Unterthanen zum Schaden
und Nachtheil gereichen könne; hingegen im Fall jemand
anders, ohne dazu gegebene rechtmäſsige Urſache, etwas
unternehmen ſollte, ſo ſoll (ſolches) alsdann Kraft dieſes
Bundes, mit aller Macht abgehalten und verhindert werden,
auch (wollen ſie) beiderſeits treulich und redlich einander
warnen, offenbahren, und an die Hand geben, wenn einer
von ihnen merken ſollte, was zu des andern Nachtheil
und Schaden intendiret, geſchmiedet und angeleget werden
möchte; wie denn auch beide Königl. Majeſtäten ſich
hiermit verpflichten und verbinden, daſs ſie ihre König-
reiche, Fürſtenthümer, Grafſchaften, Provinzen, Länder
und Städte in Europa, die ſie jetzt würklich zu eigen
haben und beſitzen, reciproce garantiren, und aufs beſte
und kräftigſte zu deren beſtändigen und geruhigen Be-
ſitz beſchützen und handhaben wollen.

ART. II.

Cas d'attaque.

Im Fall nun einiger Potentat, wer der auch ſeyn
möchte, niemand ausgenommen, ſich unterſtehen ſollte,
auf was Weiſe es wolle, Ihro Königl. Majeſt. Majeſt.
einig Unrecht und Gewalt, es ſey mit Waffen und Krieg,
oder

*) DUMONT T. VIII. P. II. p. 29.

1734 oder durch ander unbilliges Zudrängen, Dero Reiche, Fürstenthümer, Grafschaften, Herrschaften, Provinzen, Länder und Städte in Europa, die Ihre Königl. Majest. Majest. vermöge des allgemeinen Friedens-Vertrags jetzo würklich innhaben, und als Dero Eigenthum besitzen, anzutasten; so verbinden sich beide Königl. Maj. Maj. vermöge des ersten Artikuls, einander die Hand zu reichen, und zu Hülfe zu kommen, und zwar auf solche Art und Weise, wie hierunter folget.

Art. III.

Bons offices. Derjenige von Ihro Maj. Maj. wessen Reiche, Länder und Städte in Europa, nichts ausgenommen, feindlich angegriffen, oder dessen Jura und Gerechtigkeit verringert oder gekränket werden möchten, soll schuldig seyn, solches dem andern zeitig erkennen zu geben, und sobald der andere davon Nachricht erhalten, soll er innerhalb zwey Monathen nach geschehener Notification und Ansuchung, oder auch früher, wo möglich bereit seyn, auf eigene Kosten dem Requirenti diejenige Hülfe und Beystand zu senden, die hierunten benennt wird, und soll Requisitus nichts desto weniger zu freundlicher Beylegung der Sachen mittler Zeit alle gute Officia anwenden.

Art. IV.

Secours. Wann die Requisition geschiehet, soll Requisitus innerhalb besagter Zeit senden, 2000 Mann zu Pferd und 6000 Mann zu Fuss, und diese Anzahl muss Requisitus allezeit parat und in Bereitschaft haben, auch in berührtem Casu auf Begehren ohne Widerrede abfolgen lassen, wann er gleich von einem mächtigen Feind würklich überfallen und angegriffen seyn sollte, oder auch Requirent mit weniger sich begnügen wollte, welches ihm zeitig zu erkennen gegeben werden muss.

Art. V.

Canons. Von der Feld-Artillerie sendet Requisitus bey jedem Regiment zu Fuss vier Feldstücke mit deren Zubehör und Ammunition, schwere Artillerie aber nebst deren Zubehör und Ammunition, Vestungen damit zu beschiessen, oder ins Feld zu führen, verschaffet der Requirent selbst, und das in solcher Menge, auch in solchem Zustande, als der Sachen Nothdurft erfordert.

Art.

1734

ART. VI.

Gleichergestalt sendet Requisitus, auf geschehenes Ansuchen, sechs Kriegsschiffe, von welchen zwey mit [illegible]o und viere mit 50 Stücken jedes montirt, dabey auch [e]ine Fregatte und einen Brander, alle mit völliger Be[s]atzung, Mannschaft, Ammunition und Provision ver[seh]en seyn sollen. *Vaisseaux de guerre.*

ART. VII.

Weil aber sich zutragen könnte, dass der, so von [di]esen hohen Alliirten angegriffen worden, den Um[stä]nden und der Sachen Beschaffenheit nach zur See [ei]ne grössere, zu Lande aber eine geringere, oder zu [La]nde eine grössere, zur See aber eine geringere Assistenz [be]nöthiget, als im vorhergehenden Articul bedungen; [so] soll es in dergleichen Zufällen gänzlich in des Re[qu]irenten freyer Wahl und Gutbefinden stehen, Truppen [in] Stelle von Schiffen, oder Schiffe in Stelle von Trup[p]en begehren, auf solche Weise, dass ein Schiff von [7]o bis 90 Kanonen gegen 1000 Mann Cavallerie, und ein [S]chiff von 50 bis 60 Kanonen gegen 1000 Mann Infan[te]rie gerechnet, und der Requisitus innerhalb oben ge[se]tzter Zeit unwegerlich prästiren soll. *Choix des secours.*

ART. VIII.

Sollte aber die Hülfe und Unterstützung zu Lande [un]d Wasser nicht zulangen, so soll Requisitus schuldig [se]yn, den in vorgehenden Articuln versprochenen Suc[cou]rs sowohl an Volk, als Schiffen, zu verdoppeln, und [inn]erhalb drey Monaten auf seine eigene Kosten dem [R]equirenti zum Gebrauche senden. *Doublement du secours.*

ART. IX.

Sollte Requirent von seinen Feinden so hart ge[dr]änget werden, dass er noch eine grössere Hülfe be[n]öthiget, so wollen Ihro Königliche Majestät, alsdann [in] solchem Zustande, durch Unterhandlungen, mit ein[an]der überlegen, auf was Weise dem Feinde aufs kräf[ti]gste Widerstand gethan werden könne, und also, nach [de]r Sachen Beschaffenheit und Umständen, mit allen [Kr]äften agiren, entweder mit zusammengesetzter Macht, [od]er auch durch Diversionen in des Feindes Lande den [Kri]eg gegen denselben fortzusetzen, bis es zu einem [be]ständigen Frieden gebracht und der Requirent voll[ko]mmene Satisfaction erlanget. *Augmentation ultérieure.*

ART.

1734

Art. X.

Commandement des troupes.

Die Hülfe soll Requisitus commandiren lassen, von einer Generals-Person und von einem Flag-Mann, und dieselben sollen Macht haben, iurisdictionem zu exerciren, also dass, wann jemand ihrer Untergebenen ein Verbrechen begehen sollte, der Straffällige nach des Requisiti eigenen Kriegs- und See-Articuln bestraft werden solle.

Art. XI.

Direction des operations.

Es mag der requirirende König selbst bey der Armee oder der Flotte seyn, oder dieselbe einem General oder Admiral anvertraut haben, so führet er doch ein Absolut-Commando nicht weniger über die Auxiliar-Truppen und Schiffe, als über seine eigene, gestalt Er gleiche vollkommene Direction über das ganze Kriegswesen haben soll, dasselbe zu gouverniren, nachdem es die Kriegs-Raison erfordert.

Art. XII.

Conseil de guerre

Wann aber wegen einiger Kriegs-Expedition etwas zu deliberiren vorfällt, da soll der General, der Admiral proportionaliter so viele von des Requisiti, als von seinen eigenen Officiren zum Kriegsrath zusammen fordern, und in selben des Königs, der assistiret wird, General oder Admiral allezeit das Präsidium führen, die andern aber deren Stelle und Vota nach ihrer Bedienung *und Ancienneté* haben.

Art. XIII.

Decisions du Conseil.

Die Vollziehung der Kriegs-Geschäfte, wann der requirirende König nicht persönlich bey der Armee, soll allezeit mit den meisten Stimmen geschehen; wann aber der requirirende König selbst gegenwärtig, stehet die Decision bey demselben, und sind Ihro Maj. keinesweges an die meisten Stimmen verbunden, denenselben zu folgen.

Art. XIV.

Entretien des troupes.

Den Unterhalt, solchen Succurses sowohl zu Lande als zu Wasser, muss Requisitus selbst anschaffen, der Requirens aber soll, so lange diese Auxiliar-Truppen sich in seinem eigenen Lande befinden, dieselbe mit Fourage, Service und Brot, ohne Bezahlung, eben so, wie seine eigene Soldaten, nach seiner eigenen Verpflegungs-Ordnung versehen; das Seevolk aber unterhält Requisitus selbst.

Art.

1734

Art. XV.

Die Auxiliar-Truppen und Schiffe sollen nicht länger gegen den Feind gebraucht werden, als des Requirentis eigen Volk und Schiffe; wann sie aber auf ein Jahr ausgesandt werden, so soll der Requirent ihnen verschaffen, Quartier, Brot, Fourage und Service, eben so, wie seine eigene, und wann er sie heimsendet, nach seiner, des Requirentis Gelegenheit, dieselbe unter Weges entweder mit Fahrzeugen und nöthigem Proviant; oder wo sie über Land gehen, mit nöthigem Brot, Fourage und Service versehen; auch soll oberwähnter Succurs alle Jahr, so lange der Krieg währet, von dem Requisito selbst recrutiret, und in der folgenden Campagne zeitig, am längsten Medio Maji, dem Requirenti, wo er es begehren sollte, unfehlbar zugesandt, nicht aber vorenthalten und zurück gefordert werden, unter was Prätext und Vorwand es auch seyn möchte; ja wann auch Requisitus selbst in seinen eigenen Reichen und Ländern feindlich angegriffen, und überfallen werden sollte, wovon Er dem Requisito zeitig Nachricht geben soll, dass Er auf einer andern Seite dem Feind eine Diversion mache. *Leur emploi.*

Art. XVI.

Wann nun in hostico agiret wird, muss der Unterhalt sowohl für die Officiers, als Gemeine, aus des Feindes Landen gezogen werden; gleichergestalt verhält es sich mit den Quartieren, die in des Feindes Landen ausgetheilet werden; wann aber in hostico kein Unterhalt zu erhalten, so soll jeder von Ihro Königl. Maj. Maj. für sein eigen Volk Unterhalt anschaffen. *Entretien sur territoire ennemi.*

Art. XVII.

Mit diesen Auxiliar-Truppen und Schiffen soll allezeit in See- und Feld-Schlachten die Ordnung gehalten werden, dass sie so viel möglich beysammen bleiben, und von ihren eigenen Officiren commandiret werden, die *Schiffe* auch in einer Escadre bleiben, woferne die Kriegs-Raison es nicht anders erfordert. Die hohen und niedrigen Gefangene, viele oder wenig, Artillerie und Ammunition, Kriegskasse oder Magazine, so dem Feind abgenommen werden, soll beiden Königen proportionaliter zugehören. Die Contributionen, so aus des Feindes Land gezogen werden, sollen unter beiden *Partage des contributions etc.*

Thei-

1734 Theilen, nach Proportion der Truppen, die gegenwärtig sind, getheilet werden.

Art. XVIII.

Salut sur mer. Mit den Begrüssungen zur See soll es in den Fällen nach Inhalt dieses Tractates gehalten werden, und wann beider hohen alliirten Schiffe und Escadres sich conjungiren, soll es nur geschehen, mit *Schiessen* einen Schuss nach dem andern, ohne Seegel *zu streichen*, also dass der erstgrüssende eben so viele Schüsse zur Antwort bekommt, und soll der Anfang gemacht werden von den Auxiliar-Schiffen oder Escadre; aber in anderen Fällen bleibt es bei der vorigen Gewohnheit.

Art. XIX.

Radoubement des vaisseaux. Es stehet beiden Hohen Alliirten frey, für ihre Schiffe, die entweder von dem Feind oder durch Sturm beschädigt worden, sich des einen und andern Havens zu bedienen, auch allda einkaufen zu lassen, was zu des Volks und der Schiffe nothwendigen Unterhalt und Reparation erfordert werden möchte: doch sollen die Officiers die Vorsichtigkeit gebrauchen, dass sie bey ihrem Einlaufen keine Ursache zum Misstrauen geben; weshalben die Officiers schuldig seyn sollen, gute Kriegs-Disciplin zu halten, und mit dem Commandanten in gutem Vertrauen zu leben, sich befleissigen, auch alles mit dessen Wissen und *Communication* verrichten.

Art. XX.

Cas de guerre commune. Im Fall es sich zutragen möchte, dass Ihro Königl. Maj. Maj. wegen dieser Defensiv-Alliance oder Hülfe-Sendung unter was Prätext es seyn möchte, von jemand, er mag seyn wer er wolle, beunruhiget oder feindlich angegriffen würde, so sollen beide Theile solchen Aggressorem für einen gemeinsamen Feind halten, und mit aller Macht zu Lande und zu Wasser die Waffen gegen denselben ergreifen, aber keinen Stillestand oder Frieden mit ihm machen, ehe und bevor völlige Restitution, Satisfaction und Sicherheit für beide Hohe Alliirten erhalten.

Art. XXI.

Limites des états. Nachdem auf Schwedischer Seite vorgestellet worden, wie wegen der Gränzscheidung zwischen Wermeland, Dahl und Bohuslehn und daran stossenden Theile von Norwegen einige Jahre her zwischen beiderseits Unter-

terthanen verschiedene Irrungen entstanden; so haben Ihre Königl. Maj. Maj. aller daher zu besorgenden Unordnung vorzubeugen, als auch das gute nachbarliche Vertrauen und Freundschaft zwischen beiden Cronen und deren Unterthanen desto mehr zu befestigen, für gut und dienlich erachtet, an allen den Oertern, wo auf der Norwegischen Gränze einiger Streit seyn kann, solches durch gewisse bevollmächtigte Commissarien untersuchen, und diese Streitigkeiten beylegen zu lassen: mit welcher Verrichtung so zeitig angefangen werden soll, dass dieselbe zum wenigsten innerhalb drey Jahren *), wo es nicht eher geschehen kann, zu Ende gebracht werde. 1734

ART. XXII.

Commerce.

Dessgleichen sollen auch beide Königl. Maj. Maj. sich angelegen seyn lassen, dass Dero Unterthanen Commerce und Seefahrt aufs beste unterstützet, erweitert und beschützet werde, so dass beiderseits Unterthanen Schiffe und Fahrzeuge vollkommene Freyheit und Erlaubniss haben, in beiderseits Königl. Maj. Maj. See-Haven und Städten, dieselben mögen gelegen seyn wo sie wollen, nicht allein in Europa, sondern auf den Küsten ausser Europa, allwo sie bereits Handlung haben, oder künftig anlegen möchten, frey und ungehindert einzulaufen, und sich derselben zu bedienen, auch von beiderseits Bedienten und Unterthanen alle Officia Humanitatis, nebst aller möglichen Handreichung, Hülfe und Beystand, nach der Zeit und des Orts Beschaffenheit, geniessen sollen, doch gleichwohl ohne auf bemeldeten Küsten und Handels-Plätzen ausserhalb Europa zum Präjudiz der von beiden Seiten errichteten Compagnien Handlung zu treiben; und wollen Ihro Königl. Maj. Maj. künftig, und wo es die Conjuncturen werden veranlassen, sich vereinigen, über eine nachdrückliche Weise beider Nationen Handlung zu vertheidigen, und gegen alles Eindringen und Feindseeligkeiten, womit sie molestiret werden möchten, aufrecht zu halten.

ART. XXIII.

Alliances avec d'autres Puissances.

Dieses Bündniss soll nicht gereichen oder gedeutet werden zum Präjudiz der Defensiv-Alliancen, die Ihro Königl.

*) Ce traité de limites n'a été conclu qu'en 1751 et se trouve dans WENCK *C. I. G.* T. II. p. 598.

1734 Königl. Maj. Maj. mit andern Potentaten und Staaten bereits geschlossen, oder künftig noch schliessen möchten, so weit dieselbe mit diesem Bündnisse nicht streitig, auf Art und Weise, wie in dem ersten Articul gemeldet worden.

ART. XXIV.

Extensions futures de ce traité. Da auch beide hohe Theile beiderseits völlig gesinnet sind, nicht allein beständiglich und stricte nachzuleben und zu erfüllen, alles was in diesem Defensiv-Allianz-Tractat abgehandelt und bedungen worden, sondern auch sich dessen nutzen und gebrauchen wollen, in allen den Zufällen, die künftig zu mehrerer Befestigung und Erweiterung der aufrichtigen Freund-vertraulichen Nachbarschaft zwischen beiden Cronen gereichen können: also wollen auch Ihro Königl. Maj. Maj. weiter und näher darauf bedacht seyn, wie dieser Tractat nach der Zeiten und der Conjuncturen Beschaffenheit und Veränderungen, zu beider Reiche grösserem Nutzen und Sicherheit, erweitert und verbessert werden möge.

ART. XXV.

Durée. Dieses Bündniss soll auf 15 Jahre währen, und nach deren Ablauf einen jedem freystehen, dasselbe zu prolongiren oder nicht; doch soll ein halb Jahr vor Ablauf obiger Zeit über die Continuation gehandelt werden.

ART. XXVI.

Ratification. Die Ratification dieses Tractats soll innerhalb sechs Wochen, oder eher, wo möglich, ausgewechselt werden. Des zu mehrerer Urkunde ist gegenwärtiges in Duplo ausgefertigte Instrument von Sr. Königl. Majestät in Schweden, wie auch von Sr. Königl. Majestät in Dänemark bevollmächtigten Ministern unterschrieben und besiegelt. So geschehen in Stockholm den $\frac{24. \text{ September}}{5. \text{ October}}$ des Jahrs nach Christi Geburt 1734.

(L. S.) A. HORN. (L. S.) C. SCHESTEDT
(L. S.) S. LAGERBERG.
(L. S.) C. GYLLENBORG.
(L. S.) G. BONDE.
(L. S.) J. H. VON KOCHEN.
(L. S.) H. CEDERCREUTZ.
(L. S.) J. NERES.

A

A la suite de ce traité il fut fait une convention particulière entre ces deux états en date du 2 Fevrier 1735 relativement au passage reciproque des postes, portant que tant que cette alliance durerait, on pourrait faire passer deux postillions par semaines par les états reciproques au lieu d'un dont on était convenu par le 15ème article du traité de paix de 1720. On la trouve en Danois dans le recueil des ordonnances du Danemarc Forordningar fra 1735 til 1736. p. 10; *elle m'a parue trop peu importante pour l'insérer ici; au reste elle a été renouvelée 1751.* 1734

38.

Traité de paix et de commerce entre le Roi de la Grande-Brétagne et l'Empire de Maroc; signé le 15 Déc. 1734. 15 Déc.

Ce traité a été renouvellé le 15 Janvier 1750, et se trouve ensemble avec les articles additionels du 1 Fevrier 1751, dans Wenck *C. I. G.* T. II. p. 446 et suiv. J'ai donc cru qu'il serait superflu de le repeter ici.

39.

1735 25 Juin. *Convention de subside entre Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède et Sa Majesté Très-Chrétienne; signée le 25 Juin 1735 *).*

(D'après une copie qui m'a été gracieusement communiquée de la Chancellerie de royale Suède.)

L'amitié et la bonne intelligence qui ont subsistés si heureusement depuis tant de temps entre les Couronnes de Suède et de France, ayant portez Sa Majesté trèz-Chrétienne à faire déclarer le desir sincer qu'elle a non seulement de prevenir tout ce qui à l'occasion de la guerre présente pourroit l'affoiblir, ou l'alterer en quelque manière que ce soit, mais aussi d'avancer les interêts de Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède, et de la convaincre en même tems de l'étendue de son attention pour la prosperité et la gloire d'une Couronne de tout tems unie avec la Sienne, Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède, pour marquer aussi de son coté à quel point Elle est sensible à des demonstrations si amiables, et le cas distingué qu'elle fait des dispositions favorables que Sa Majesté très-Chrétienne temoigne avoir pour *Elle*, et aussi pour repondre aux offres si obligeantes de Sa ditte Majesté, n'a pas voulu differer de concourir à des vues si salutaires, et de faire dresser là dessus sans perte de tems une convention formelle.

C'est pour cette fin que leurs Majestés Suèdoise et très Chretienne ont muni de leurs pleinspouvoirs, à savoir de la part de Sa Majesté Suèdoise leurs Excellences Monsieur Arwid Horn, Senateur de Sa Majesté le Roi et de Son Royaume, Président au Conseil de la Chancellerie du Roi et du Royaume, et Chancelier de l'Université d'Åbo, Monsieur le Comte Suen Lagerberg, Senateur

*) Cette convention ne fut pas ratifiée pour lors, par les raisons qu'on peut voir dans Rousset *Recueil* T. IX. p. 392 et suppl. au T. XVIII. p. 301 mais elle a servie de base à celle qui a été signée et ratifiée 1738, et qu'on trouve dans Wenck *C. I. G.* T. II. p. 1. Cependant comme on y a fait quelques changemens 1738, il ne sera pas sans interêt de les comparer.

nâteur de Sa Majesté le Roi, et de son Royaume, Monsieur Charles Gyllenborg, Senateur de Sa Majesté le Roi, et de son Royaume, et Chancelier de l'Université de Lund, Monsieur le Comte Gustave Bonde, Senateur de Sa Majesté le Roi, et de son Royaume, et Conseiller au Conseil de la Chancellerie du Roi et du Royaume, comme aussi le Chancelier de la Cour Mr. le Baron Johan Hindrich von Kocken, le Secretaire d'Etat Mr. le Baron Herman Cedercreutz, et le Conseiller au Conseil de la Chancellerie du Roi et de son Royaume Mr. Gustave Boneauschiöld, et de la part de Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, son Excellence Monsieur le Comte de Casteya, Ambassadeur auprès de Sa Majesté Suèdoise, pour conferer sur ce sujet, les quels après avoir echangé leurs pleinspouvoirs respectifs, sont convenus des Articles suivans: 1735

ART. I.

Subside annuel.

Sa Majesté Très-Chrétienne pour temoigner la veritable part qu'elle prend aux avantages de la Couronne de Suède, et l'Intention qu'elle a d'y contribuer autant qu'il depend d'Elle, promet en vertu de la présente convention de fournir à Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède un subside de quatre cent cinquant mille Ecus ou Platen par an, qui, evalués en argent de Banque, montent à trois cent mil Ecus de Banque à Hambourg, et cela pendant trois ans, la quelle somme sera exactement, et sans aucun exception payé à Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède à celui, ou à ceux qui seront munis pour cet effet de ses pleinspouvoirs à Hambourg de trois en trois mois d'avance par quartier, dont le premier commencera du jour de la ratification de cette convention, pour être continué de la même manière pendant les dittes trois années.

ART. II.

Neutralité de la Suède.

Tant en consideration de ce subside, que pour être en état de remplir ce qui fait l'objet de la présente Convention, Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède déclarent que pendant la présente guerre ils ne donneront, preteront, ny vendront aucunes troupes, contre les interets de Sa Majesté Très-Chrétienne, et contre les vuës qu'elle a declaré l'avoir determiné à prendre les armes, déclarant que les traités que Sa Majesté le Roi, et la Couronne de Suède peuvent avoir avec d'autres

P 3 Puis-

1735 Puissances, et qu'ils se reservent, ne contiennent rien qui y puisse être contraire.

ART. III.

Ratification. Les articles ci-dessus seront ratifiés de leurs Majestés Suèdoise et Très-Chrétienne, et les ratifications en bonne forme échangées en deux mois à Stockholm, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi Nous en vertu de nos pleinspouvoirs respectifs avons signé cette présente convention, et y avons apposé les cachets de nos armes.

Fait à Stockholm le $\frac{3}{14}$ Juin 1735.

(L. S.) ARWED HORN. (L. S.) CASTEJA.
(L. S.) GUSTAF BONDE.
(L. S.) J. H. VON KOCKEN.
(L. S.) H. CEDERCREUTZ.
(L. S.) GUST. BONEAUSCHIOLD.

40.

1736 *Pléinpouvoir donné par l'Empereur Turc à Achmed Pascha de Bagdad pour signer un traité avec Nadir Roi de Perse* 1736.

(HANWAY'S *Travels in to Persia.* T. II. p. 346.)

The most honoured and respected minister of the empire, most renowned, wise, and trusty counsellor, the most happy *Achmed Bascha* our *Seraskier* and *Vizir* in *Asia*, whose fame and felicity is everlasting, shall *know*, That certain differences have happened between our sublime and exalted court, and the kingdom of Persia, which have been the cause of immense losses and sufferings to the inhabitants, in so much, that many districts are entirely ruined. As we are moved with the most tender compassion, and desirous to establish a lasting

asting tranquillity; we have resolved to make these reciprocal losses the occasion of a strict friendship; thus to obey the orders of providence and preserve the people from misery. 1736

We have already informed you of our design to enter into a convention with his renowned majesty the *Shah*, who shines as *Saturn*, and whose vows are heard by the Almighty. The treaty made by our predecessor *Amurath* the 10th *) is proposed as the foundation of this convention. We have learnt from your letters, that the most famous and happy *Shah* is disposed to reform the errors of the religion of *Persia*, and has agreed that several articles concerning the faith shall be inserted in the treaty. As the twoo courts have proposed to conclude this covenant, the illustrious *Abdul Baki Khan*, on the part of the *Shah*, is invested with the character of embassador for this purpose. We agree to the three following articles:

ART. I.

That henceforward the *Persians* shall be at liberty to visit the tomb of *Mecca*, and other religious places, without impediment, and shall be free of all duties whatsoever: and in order that every article shall be exactly observed, a plenipotentiary on our part shall always reside at the explendid court of *Isfahan*; and one on the behalf of the *Shah* shall remain at our court.

ART. II.

That the *Shah*, as a pure effect of the greatness of his soul, will cause the differences in religion to cease, by abolishing the sect of the *Schias*, and for the future tolerating only the *Sunnis*, who acknowledge the four successors of *Muhommed*, *Abubeker*, *Omar*, *Osman* and *Ali*, to the end that there may not be any further disputes about religion.

ART. III.

After the *Shah* shall have re-established good order in his dominions, and estirpated the *Schias*, from

P 4 whence

*) Traité de paix conclu 1639; on en trouve un extrait dans RICAUT *Turkish history*. T. I. p. 45.

1736 whence arose eternal discorders and disputes concerning the public exercise of religion, and shall have acknowledged us, the successor of *Mahommed*, we shall on our part acknowledge him as *Shah*.

And not withstanding that we have already given you this full power, we authorise you again happily to conclude the treaty with the embassador *Abdul Baki Khan*, in the place which you shall chuse to make the exchange; and afterwards, you are to send the treaty to our splendid court by the vizir *Korman Waley*, who will conduct the embassador *Abdul Baki Khan*, with all his attendants. For this purpose we have dispatched *Capidusi Bascha*, to conduct him hither, and defray his expences on the road.

When you shall have received the present, and comprehended the contents of this commission; above all exert yourself to establish a good understanding between the two courts. The prayers of the faithful will aid you in attaining the extirpation of the sect of the *Schias*, and to exclude from the treaty the unbelieving *Russians*. By this means you may expect the exalted favor of our majesty, and the acknowledgment of all true believers. These are our orders, by which you are to regulate yourself. Given the 8th of the month *Zilchildesi*, 1148. J, *Casi Asker Mahommed*, a servant of the true *God*, do attest that this copy is according to the original of the *Sultan*.

Ce pleinpouvoir a été effectivement suivi d'un traité, que cependant je ne trouve nulle part imprimé. On ne s'y rapporte pas non plus dans le traité posterieur de 1749 qu'on trouve dans WENCK *C. I. G. T. II. p. 305. et qui prend pour base le traité de 1639. C'est cependant en consequence de l'article II. du pleinpouvoir ci-dessus que fut donné le décret suivant de l'Empereur de Perse pour la reunion des sectes des Schias et des Sunnis.*

The

The decree (of the King of Persia) to unite the two sects of the Schias and the Sunnis, which divide the Persians and the Turks. Donné au mois de Juin 1736. 1736

(HANWAY'S *Travels in to Persia.* T. II. p. 343.)

All in high stations, the *Sedr* of great power, the governor, ministers of the law, and learned men of the royal residence of *Isfahan*, being exalted through the king's favor, shall *know*, that while the abode of our ensigns, on which victory attends, was at *Mogan*; it was agreed, that according to the ancient custom transmitted down to us by our predecessors in the religion, as explained by *Hanifa* and *Jaffer*, from henceforth we do acknowledge the directing *Caliphs*, in whom the most high is well pleased, as the successors of the chief of messengers; and that whenever there is occasion for it, the people shall mention the names of the four with great respect.

But, whereas in some places of these kingdoms, at the time of calling to prayers, and standing up to pray, the people mention these words, *Ali*, the friend of *God*, according to the usual practice of the *Schias*, but contrary to those who are of orthodox faith. This we declare to be repugnant to the true religion and contrary to the agreement and convenant entered into. Besides, it is apparent to the wort, that as the prince of the faithful, the lion of *God*, the victorious, is elect, praised, and acceptable to the Lord of Glory; his rank and interest at the court of unity, will not be increased by vulgar testimony, nor the full moon of his power diminished by the omission of these words. But the ill consequence of this form is, that both sects, who equally acknowledge the chief and prophet of both worlds, are provoked to animosities, which are offensive to the prophet, and to the prince of the faithful. Therefore, as soon as this high edict is promulged, let all mussulmen, high and low, the callers to prayer in the cities, their dependencies, and adjacent countries, know, that from this day henceforth, these words, which differ from the orthodox custom, shall not be mentio-

1736 mentioned. It is also usual with governors in th[e] assemblies, after their prefatory prayer, to say, m[ay] the king, from whom all our fortune flows, live [for] ever. As a prayer for perpetuating a mortal ma[n is] vain, and of no effect, we command that every Kh[an] who is master of drum and ensign, say it is in th[is] manner, thanks to the true king for all benefits. Fro[m] henceforward, let all persons observe these settled regu- lations and written orders: for, whosoever deviates from them, will incur the displeasure of the king of kings.

Written in the month Safer 1149.

41.

1737 *Acte d'investiture eventuelle du Grand-Duc[hé]*
24 Janv. *de Toscane en faveur de S. A. R. François III. Duc de Lorraine et de Bar (ensuite Empereur François I.) pour lui et ses heritiers des deux sexes d'après l'ordre de la primogeniture; conferée par l'Empereur Charles VI. à Vienne le 24 Janv. 1737, et Acte d'Acceptation de la part du Duc François III. Publiée en Toscane le 12 Juil. 1737.*

(Crome *Staatverwaltung von Toscana.* T. III. p. 3. et se trouve dans: *Codice della Toscana legislazioni.* T. I. p. 1.)

Noi Francesco Terzo per Grazia di Dio Duca di Lo[-] rena e Bar, Re de Gerusalemme, Marchisio, Duca [di] Calabria, di Gheldria, di Monferrato, di Teschen [in] Slesia, Principe di Charleville, Marchese di Pont-a-Mou[s-] son, e Nomeny, Conte di Provenza, di Vaudemont, [di] Blamont, di Zutphen, di Saarwerden, di Salm, [di] Falkenstein &c. &c. &c.

In virtù delle presenti facciamo noto, ed attestiamo. Crediamo, che non vi sarà persona alcuna, che non sia informata di quelle cose, che alcuni anni addietro sono state fatte toccante la successione nel Gran Ducato di Toscano, venendo a mancare la stirpe mascolina della Casa de' Medici, mediante gli Articoli Preliminari della Pace conchiusi in Vienna il giorno 3 d'Ottobre dell' Anno 1735, tra sua Maestà Cesarea, e Cattolica da una parte, e tra sua Maestà Christianissima dall' altra, per terminare la guerra a tutto il monda Christiano, e sopra tutto all' Italia luttuosissima, sono state mutate le disposizioni già fatte nell' Articolo Quinto della Quadruplice Alleanza, e fra l'altre cose è stato espressamente stabilito, che per indenizzare la Serenissima Nostra casa di Lorena delli Ducati di Lorena, e di Bar, debba ad essa appartenere il Gran Ducato di Toscana dopo la morte del Principe, che allora viveva, e lo possedeva. Dipoi gli Stati ancora del Sacro Romano Impero nella dovuta forma adunati nella Dieta di Ratisbona non solamente acconsentirono alli predetti Articoli Preliminari, ed a tutto ciò, che in essi si contiene, ma diedero altresi a sua Maestà Cesarea, e Cattolica una piena, e totale facoltà di trattare, e di compire a norma delli medesimi Articoli Preliminari, non solo in proprio nome, ma ancora in nome dell' Impero, tutte quelle cose, le quali rimanavano da trattarsi, e da compirsi per por fine alla salutare Opera della Pace Sono stati altre a ciò reciprocamente consegnatili solenni Instrumenti delle Renunzie, e Cessioni in nome di tutti quelli, i quali nell' antedetta quadruplice Alleanza furono chiamati all' eventuale successione nel Gran Ducato di Toscana; e finalmente dall' Augustissimo Imperadore de' Romani, Signore, e Socero Nostro Colendissimo ci è stata concessa l'eventuale Investitura colle lettere del tenor seguente.

1737

Publication de François III.

Noi Carlo Sesto par grazia di Dio eletto Imperadore de' Romani sempre Augusto, e Rè di Germania, di Castiglia d'Aragona, di Leone, dell' una, e l'altra Sicilia, di Giernsalemme, di Ungheria, di Boemia, di Dalmazia, e Schiavonia, di Navarra, di Granata, di Toledo, di Valenza, di Galizia, di Majorica, di Siviglia, di Sardegna, di Cordova, di Corsica, di Murcia, di Jaen, de los Algarves, di Algezia, di Gibiltera, e dell' Isole Canarie dell' Indie Orientali ed Occidentali, dell' Isole e Terra ferma del Mar Oceano, Arciduca d'Austria, Duca di

Investiture de l'Empereur.

1737 di Borgogna, di Brabante, di Milano, Mantova, Stiria, Carintia, Carniola, Limburgo, Lucemburgo, Gheldria, Wirtemberg, Slesia alta, e bassa, Calabria, d'Athene, di Lepanto, Principe di Svevia, Catalogna, e d'Asturia, Marchese del Sacro Romano Impero, Burgavv, Moravia, ed alta, e bassa Lusazia, Conte d'Ausburgo, Fiandra, Tirolo, Ferreto, Kiburgo, Gorizia, e dell' Artesia, Landgravio d'Alsazia, Marchese d'Oristagni, Conte di Goziano, Namur, del Rousillon, e della Cerdagna, Signore della Marca, di Schiavonia, Porto Naone, Biscaia, Molina, Salim, Tripoli, e Malines &c.

In virtù delle presenti facciamo noto, ed attestiamo. Per finire la guerra luttuosissima a tutto il Mondo Christiano tra Noi, ed il Serenissimo e potentissimo Principe Ludovico XV. Re di Francia fu convenuto il giorno tre d'Ottobre dell' Anno 1735. d'alcuni Articoli Preliminari contenenti in se le condizioni della Pace, delle quali amendue li contraenti si dichiararono contenti, e fra l'altre cose in essi fu disposto, che li Ducati di Bar, e di Lorena, comechè allora si possedevano dalla Serenissima casa di questo nome, appartengano parte subito, e parte dopo l'estinzione della stirpe mascolina della Casa de' Medici, al Serenissimo Re di Polonia, e Gran Duca di Lithuania Stanislao I. per essere incorporati in perpetuo alla Corona di Francia dopo la morte del medesimo re. Dipoi vicendevolmente, che per indennizzare la prefata Serenissima casa di Lorena delli Ducati per l'addietro posseduti, appartenga alla medesima dopo la morte del presente Possessore, il Gran Ducato di Toscano. In oltre che tutte le Potenze, che averanno parte alla Pace, prendano sopra di se il mantenimento, e la garanzia di questa eventual Successione in favore della sopramentovata Casa; che le Truppe Spagnole sieno ritirate dalle Piazze, e Fortezze del Gran Ducato di Toscana, ed in loro luogo vi siano introdotte le nostre Truppe Cesaree per maggior sicurezza della suddetta successione eventuale, nella stessa maniera, ch'è stato stipulato in riguardo dei Presidi neutrali nella Quadruplice Alleanza; che Livorno resti, comme è stato pel passato, Porto Franco.

Dipoi per singulare favore del Cielo, che sempre più andava benedicendo li pacifici sentimenti di Noi, e del Re Christianissimo, segui, che gli stati del sacro Romano

Romano Imperio legittimamente adunati nella Dieta di 1737
Ratisbona non solamente acconsentirono alli predetti Articoli Preliminari, ed a tutto ciò che in essi si contiene, ma trasferirono altresì in Noi la piena, e totale facoltà di trattare, di conchiudere, e di fare norma delli medesimi, non solo in proprio nome, ma ancora in nome dell' Imperio tutte quelle cose, che restavano da trattarsi, e da compirsi per por fine alla salutare opera della Pace; e quantunque pel tenero affetto, che portava e che di presente ancora porta alli Popoli suoi sudditi il Serenissimo Duca di Lorena e di Bar Francesco III. Nostro carissimo Genero esitasse da principio a mandarne in proprio nome, e delli suoi successori, la novella alli stati suoi Patrimoniali già lasciatigli dalli suoi Magiori, ed Antenati; tanto nondimento appresso lui prevalsero si la riverenza, ed attenzione verso di Noi, e del Re Christianissimo, si l'ardente lodevolissima brama di beneficare il mondo Christiano, che per fare, che avesse effetto il publico riposo prestò il suo consenso, non solamente a quelle cose, che nelli poco fa citati Articoli Preliminari, e nella convenzione dell' esecuzione sottoscritta, e firmata il di 11 del passato Aprile poste si ritrovano, ma altresì a quelle, che dipoi furono stabilite concernenti un' altra Epoca della Cessione del Ducato di Lorena diversa da quella, che da principio piacque, sotto clausule, e condizioni, de quali fu insieme convenuto.

Le quali cose così essendo, non solamente la giustizia, e l'equità, ma altresì la stessa buona fede evidentissimamente richiede, che ne sia indennizzato non solo il soprammemorato Serenissimo Duca di Lorena, e di Bar, e li suoi Discendenti, ma ancora tutti quanti gli altri Eredi, e successori, alli quale senza la sopraddetta Cessione sarebbe toccato il diritto di succedere nelli Ducati fin qui posseduti dalla casa di Lorena.

Per la qual cosa Noi di certa nostra scienza con maturo consiglio, e colla nostra Imperiale Potestà, ed in vigore ancora del consenso datoci dal Sacro Impero Romano Germanico in Nome Nostro, e delli Nostri legitimi Successori nella Corona Imperiale Imperadori, e Re de' Romani, al sopradetto Serenissimo Duca di Lorena, e di Bar Francesco III. Nostro Carissima Genero, ed alli suoi Discendenti Maschi, in infinito, e questi (che Iddio non permetta) mancando, al Principe Carlo Fratello

1737 tello del soppraddetto Duca, ed alli suoi Discendenti Maschi parimente, in infinito, osservando sempre l'ordine di Primogenitura, che è sempre stato osservato in riguardo alla successione nel Gran Ducato di Toscana, e se ancora questi Discendenti Maschi, delli quali abbiamo in ultimo luogo parlato, venissero del tutto a mancare, agli altri Principi maschi procedenti per stirpe mascolina della Serenissima Casa di Lorena parimente secondo l'ordine di Primogenitura, e finalmente estinta affatto la stirpe mascolina della Casa di Lorena, e non rimanendo più alcun Prencipe maschio, o della linea presentemente Regnante, o delle linie collateriali, ancora Principesse femmine nate della Serenissima Casa di Lorena altresi secondo l'ordine di Primogenitura, che come s'è detto, si dee in perpetuo osservare, l'eventuale diritto di succedere nel Gran Ducato di Toscana, cioè in tutti, ed in ciascheduno degli stati, e Feudi posseduti dal presente Gran Duca di Toscana colle loro appartenenze, e dipendenze, e col jus de superiorità Territoriale (giacchè tutte queste cose insieme unite, sicomme in vigore delle presenti le uniamo, debbono intendersi sotto il nome del Gran Ducato di Toscana, e così sempre per l'avvenire si nomineranno) tostochè il presente Possessore delle Casa de' Medici mancherà senza legittima Prole Masculina a norma delli Trattati benignamente concediamo, ed in vigore delle presenti fin da ora alli medesimi ne accordiamo l'eventuale investitura nel più stabile, e miglior modo, che farsi possa, giusta il diritto, la legge, e la consuetudine Imperiale; in vigore della quale eventuale investitura il sopramentovato Serenissimo Duca di Lorana, e di Bar Francesco Terzo, Nostro Carissimo Genero, ovvero, mancando forse esso avanti che trapassi all' altra vita il presente Possessore della Casa de' Medici senza legittima Prole Mascolina, quello o quella, il quale, o la quale secondo l'ordine, e la maniera di sopra esposta verrebbe chiamato, o chiamata alla successione del predetto Gran Ducato di Toscana, sopravenendo il caso dell' apertura, come s'è detto qui sopra, potrà assumersi, e conseguire la totale possessione del Gran Ducato di Toscana, ed il Governo, e regimente di esso, ed esigerne dagli Abitatori di qualunque grado, o dignità sieno il giuramento di fedeltà, ovvero Omaggio, e fare finalmente senza indugio tutte quelle cose, le quali far potrebbe un vero, e legittimo Possessore, e Signore di questo

questo Gran Ducato, comeche per tale dee tenersi, e 1737
considerarsi nello stesso momento della morte del presente Gran Duca senza Legittima Prole Mascolina; salvi, però sempre li Nostri diritti, e del Sacro Romano Impero, e quelli ancore della Nostra Casa d'Austria sopra lo stato di Siena, con molti patti solenni, e convenzioni, con Lettere d'investitura, e con altri indubitati documenti corroborati.

Ed in oltre essendoci stato decentemente esposto in nome dell' antedetto Serenissimo Duca di Lorena e di Bar, Nostro Carissimo Genero, che Egli, e li suoi Maggiori hanno goduto in vigore della transazione di Norimberga riguardevolissime essenzioni, immunità, e diritti, e per consequenza che è convenevole, che Noi, per quanto far si può, illesi li Nostri diritti, e del Sacro Romano Impero, e della Nostra Casa d'Austria ci mostriamo indulgenti verso di lui, e delli suoi successori; Noi pertanto per soddisfare a si guiste preghiere, ed inerendo a ciô ch'è stato stabilito nelli Articoli Preliminari della Pace toccante l'indennità della Casa di Lorena, non solamente abbiamo determinato di dare tutti, e chiascheduno delli diretti, immunita, essenzioni, onori, dignità, prerogative, preeminenze, e regalie, che giusta il diritto, e la consuetudine godono, e debbono godere li Possessori delli maggiori Feudi dell' Italia, ad esso ed alli suoi Eredi, e Successori, o di estendere li medisimi diritti, immunita, ed essenzioni a tutte le Giurisdizioni, Signorie, e Terre possedute dal presente Gran Duca di Toscana, ma altresi di concedere molto benignamente il privilegio dell' inappellazione nella più ampia e giuridica forma, che far si possa, e secondo che trovasi conceduto al più privilegiato delli maggiori Vassalli d'Italia, e finalmente per ragione dell' attuale Investitura da prendersi ogni qualcunque volta, che venisse il caso d'accordare colla medesima indulgenza tutte quelle cose, che sovente abbiamo accordate alla Casa di Savoja; siccome in vigore delle presenti Lettere di certa Nostra scienza, con maturità di consiglio, e colla pienezza della Nostra Imperiale Potestà nel più valido, e solenne modo, che far si possa, ad Esso ed alli suoi Eredi, e Successori, diamo, confermiamo, estendiamo, e concediamo.

Commandiamo perciò, ed ordiniamo a tutti, ed a ciascheduno delli Nostri e del Sacro Romano Impero Elet-

1737 Elettori, e Prencipi si Ecclesiastici, come Secolari, Arcivescovi, Vescovi, Abati, Duchi, Marchesi, Conti, Baroni, Soldati, Nolili, Vassalli, Capitani, Vicedomini, Luogotenenti, Governatori, Presidenti, Prefetti, Castellani, Rettori, Magistrati, Anziani, Gonfalonieri, Potesta, Capi de' Cittadini, Consoli, Giudici, e generalmente a tutti li sudditi, e fedeli diletti Nostri, e del Sacro Romano Impero, Regni, e Provincie Nostre Ereditarie di qualunque grado, stato, ordine, dignità, e preminenza sieno, che non turbino in veruna cosa contro il tenore di questo Nostro Cesareo Diploma, che seco altresi contiene l'eventuale investitura, il sopramentovato Serenissimo Duca di Lorena e di Bar Francesco Terzo Nostro Carissimo Genero, e li suoi Eredi e Successori nel modo, e coll' ordine sopra detto, nè loro rechino veruno quantunque minimo impedimento nel plenario uso di tutto ciò che loro abbiamo conceduto; ma piuttosto ve gli mantengano, e difendano, e studino, e procurino perquanto potranno, che ciò dagli altri ancora si faccia, nè permettano in alcun modo, che sieno turbati, ovvero impediti.

Ma in ispecie seriamente commandiamo, ed ingiungiamo a tutti, ed a ciascheduno delli Luogotenenti, Consiglieri, Pretori del Gran Ducato di Toscana, e di tutte le Città, Castelli Fortezze, Ville, e Terre a quello appartenenti, al Gonfaloniere di Giustizia, al Senato, e Populo Fiorentino, alli Colonelli della Milizia, Capitani, Sargenti, Caporali, a tutti li Soldati, ed a tutti gli altri di qualunque preminenza, dignità, condizione, e grado che sieno, presenti, e futuri Vasalli Nostri e del Sacro Romano Impero, che tosto che per la morte del presente Gran Duca senza Prole Legittima Maschile manchera la stirpe Mascolina della Casa de' Medici, conoscano per proprio, vero, e legittimo Signore, e Principe il sopranominatto Duca di Lorena e di Bar Francesco Terzo Nostro Carissimo Genero; o se Esso in tal tempo non fosse più vivo, il di lui Erede, e Successore nel modo, e coll' ordine sopradetto, ed al medesimo prestino il solito Omaggio, Giuramento di fedeltà, riverenza ed obbedienza, e così facciano tutte quelle cose, che bisogna, e conviene, che li fedeli ed obbedienti Vassali, e sudditi facciano, e prestino alli loro veri, e legittimi Signori, e Principi; non ostante, e senza avere riguardo alcuno a qualunque cosa, che fosse altramente, e fin qui

qui è ſtata eſpoſta, prima d'ora diſpoſta, fatta, o tentata, 1737
ovvero che in avvenire ſi diſporrà, ſi farà, o ſi tenterà, e ſpezialmente non oſtante e ſenza riguardo alcuno all' eventuale inveſtitura conceduta tempo fa al nominato ſucceſſore al Gran Ducato di Toscana nel trattato della Quadruplice Alleanza, giacche con tuttta la Noſtra Imperiale poteſtà pienamente deroghiamo a tutte, ed a ciascheduna di queſte coſe, quantunque qui non ſieno ſpezialemente eſpreſſe, comme atti o da ſe nulli, e vani, o che ſono ſtati mutati medianti poſteriori condizioni, e patti fatti col cenſenſo del Sacro Romano Impero, e corroborati in oltre colli ſolenni Inſtrumenti delle rinunzie, e delle ceſſioni in nome di tutti quelli, che dalla predetta Quadruplice Alleanza venivano chiamati all' eventuale ſucceſſione nel Gran Ducato di Toscana.

Se taluno poi preſumerà con temerario ardire di trasgredire, o violare queſto Noſtro preſente Editto, e Diploma Imperiale, ſappia, che oltre la graviſſima Noſtra indignazione, e del Sacro Romano Impero dovra ancora tante quante volte farà, o tenterà qualche coſa in contrario, pagare la pena di quattro cento Marche d'oro puro per una metà al Fiſco, o ſia al Ceſareo Noſtro Erario, e per l'altra metà a quello, a cui ſarà fatto il torto, ovvero il danno.

E queſta è la ſeria Noſtra mente, e la Noſtra ſtabile e ferma volontà, manifeſtata col teſtimonio di queſte Lettere ſottoſcritte di Noſtra propriâ Mano, e munite col Noſtro Ceſareo Sigillo ad eſſe appeſo. Date nella Noſtra Città di Vienna il giorno 24 del Meſe di Gennajo dell' Anno di Signore 1737, e de' Noſtri Regni il 26 del Romano, il 34 di Spagna, ed il 26 pure di quello d'Ungheria, e di Boemia.

CARLO. (L. S.)

V. GIOVANNI ADOLFO Conte DI METSCH.

Per ordine eſpreſſo della Sacra Ceſarea Maeſtà.
M. H. DE LEY.

1737 *Essendo adunque per tanti, fortissimi titoli indubitato, ed incontestabile il nostro jus, e diritto di succedere in tutti, ed in ciascheduno degli stati, e Feudi, e loro appartenenze, dipendenze, posseduti, e possedute dal Serenissimo Gran Duca di Toscana Giovanni Gastone, ed essendo nelle sopra annesse Lettere d'Investitura eventuale stabilito tra l'altre cose, che tosto che venga a mancare la Stirpe maschil della Casa delli Medici, per la morte del poco fa mentovato Gran Duca, Noi possiamo prendere, e conseguire la totale possessione degli Stati, e Feudi predetti (che dovranno sempre essere intesi sotto il nome del Gran Ducato di Toscana) ed il governo, e reggimento delli medesimi, ed esigere dalli abitatori di esso di qualunque grado, e dignità sieno il Giuramento di Fedeltà, o sia omaggio, e finalmente fare senza indugio tutte quelle cose, che far potrebbe il vero, e legitimo Possessore, e Signore dell' antedetto Gran Ducato, giacchè per tale nell istesso momento della morte del presato Gran Duca senza legittima Prole mascolina, dobbiamo esser tenuti, e riguardati; Noi sopravvenendo il sopraddetto caso, abbiamo determinato di servirci delli Nostri diritti, e ragioni, ed insieme considerata l'instabilità delle umane cose, abbiamo giudicato, che a noi si appartenga di provvedere a tempo a quelle cose, che far si dovrebbero, in caso che contro la speranza, e contro i desiderj Nostri, essendo Noi dalla Toscana assenti, venisse con inopinata morte ad estinguersi la Stirpe mascolina della Casa de' Medici.*

Al quale effetto abbiamo munito l'Illustrissimo, e Carissimo Cugino nostro, Principe del Sacro Romano Impero, Marco di Craon, Grande di Spagna di prima Classe, e attuale intimo Consigliere della Sacra Cesarea, Regia, e Cattolica Maestà, e Nostro Cavallerizzo Maggiore nella Nostra Corte, e Ministro Plenipotenziario da Noi mandato al Serenissimo Gran Duca di Toscana, d'una piena, e totale facoltà di disporre, commandare, e fare tutto quelle cose, che parranno necessarie, e idonee per prendere il possesso del Gran Ducato della Toscana, ed assumerne il governo, e reggimento, e ciò in vigore della Plenipotenza del tenore sequente:

Plein-pouvoir de François III. "Noi Francesco Terzo per Grazia di Dio Duca di Lorena, e Bar, Re di Gerusalemme, Marchisio, Duca di Calabria, di Gheldria, di Monferrato, di Teschen in Slesia, Principe di Charleville, Marchese di Pont a Mousson,

fon, e Nomenv, Conte di Provenza, di Vaudemont, di Blamont, di Zutphen, di Saarvverden, di Salm, e di Falkenftein &c. &c. &c. 1737

In virtù delle prefenti facciamo noto, ed atteftiamo.

L'inftabilità dell' umane cofe fembra da Noi efigere, che quantunque al prefente Sereniffimo Gran Duca di Toscana Gio. Gaftone auguriamo con finceri voti una lunga vita, nondimeno però fiamo follicíti dell' accidente, che pototrebbe fopraggiungere, che ceffando effo con immatura morte di vivre, la Stirpe mafcolina della Cafa de' Medici, effendo Noi affenti della Toscana, veniffe improvvifamente a mancare; ed effendo che nel cafo predetto a Noi competa per tanti titoli l'inconteftabile jus, e diritto di fuccedere in tutti, ed in ciascheduno degli Stati, e Feudi e loro appartenenze, dipendenze poffeduti, e poffedute dal fopramentovato Gran Duca, mentre viveva, ed effendo, medianti le Lettre d'eventuale Inveftitura col previo confenfo di tutto l'Impero a norma delli trattati a noi concedute dall' Auguftiffimo Imperadore de' Romani, ftabilito diftintamente, che toftoche iil prefente Poffeffore della Cafa de' Medici paffi all' altra vita fenza legittima Prole mafcolina, Noi poffiamo metterci nella totale poffeffione delli predetti Stati, e Feudi, (che per l'avvenire faranno intefi fotto il nome di Grand Ducato della Toscana) e prenderne il governo, ed efigerne de gli Abitanti di quelle di qualunque grado, e dignità fieno il Giuramento di fedeltà, o fia Omaggio; e finalmente fare fenza veruno indugio tutte quelle cofe, le quali far può un vero, e legittimo poffeffore, e Signore dell' antedetto Gran Ducato, giacchè per tale dobbiamo effere tenuti nel medefimo momento della morte del prefente Gran Duca fenza legittima Prole mafcolina; Quindi è, che Noi abbiamo giudicato convenevole colle prefenti lettere di provedere a tutto ciò, che allora (fuccedendo, come s'è detto di fopra, qualunque inopinato cafo) dovrebbe d'ordine Noftro, ed in Noftro nomine efeguirfi.

Confidati pertanto grandemente al zelo indefeffo verfo di Noi, alla fedeltà, prudenza, ed all' efperienza nel trattare li negozi dell' Illuftriffimo, e Cariffimo Cugino Noftro Principe del S. R. J., Marco di Craon, Grande di Spagna di prima Claffe, Attuale intimo Configliere della Sacra Cefarea e Regia Cattolica Maeftà, e Noftro,

1737 Cavallerizzo Maggiore nella Nostra Corte, e Ministro Plenipotenziario da Noi mandato al Serenissimo Gran Duca di Toscana, abbiamo risoluto di dare al medesimo una piena, e totale facoltà, sicome in vigore delle presenti gli diamo nel migliore, e più solenne modo, che far si può di disporre, comandare, e di fare, succedendo il sopramentevato caso, tutte quelle cose, che sembreranno necessarie e idonee per prendere la possessione, il reggimento, ed il governo del Gran Ducato di Toscana; specialmente poi diamo, e concediamo al medesimo la facoltà d'esiger per Noi, e per li Nostri successori, con quell' ordine, che sta espresso nelle Lettere dell' eventuale Investitura, il Giuramento di fedeltà, o sia l'Omaggio da tutti gli Abitatori del prefato Gran Ducato, e da tutti quelli, che altre volte erano tenuti di prestarlo alli Gran Duchi di Toscana, di qualunque grado, o dignità, che sieno, e di regolare il Governo, e Reggimento provvisionale del medesimo Gran Ducato. Le quali cose tutte, e ciascheduna di esse il sopranominato Principe di Craon Ministro nostro Plenipotenziario può liberamente disporre, comandare, far esigere, et ordinare, come se Noi stessi presenti le disponessimo, comandassimo, facessimo, esigessimo, ed ordinassimo, In fede, e per maggior vigore delle quali cose abbiamo commandato di munire le presenti sottoscritte, di Nostra propria mano col Sigillo segreto delle Nostre Armi.

Date in Laxemburgo il giorno 18 del Maggio 1737.

FRANCESCO. (L. S.)

Per ordine espresso di Sua Reale Serenità.
TOUSSAINCT.

Comandiamo per tanto, ed ordiniamo a tutti, ed a ciascheduno delli Luogotenenti, Consiglieri, e Pretori del Gran Ducato di Toscana, e di ciascheduna delle Città, Castelli, Fortezze, Ville, e Terre a quello appartenenti, al gonfaloniere di Giustizia, al Senato, e Popolo Fiorentino, ed alli Generali, e Colonelli della Milizia, Capitani, Sargenti, Caporali a tutti gli Soldati, ed a tutti gli altri di qualunque preeminenza, dignità, condizio-

dizione, o grado ſieno, che toſtochè ſuccederà il ſopraddetto caſo, preſtiate a Noi il ſolito omaggio, giuramento di fedeltà, riverenza, ed obbedienza, e conosciate Noi per voſtro vero, e legittimo Signore, e Principe, e coſi faciate tutte quelle coſe, che biſogna, e conviene, che li fedeli, ed obbedienti Vaſſalli, e Sudditi, facciano, e preſtino alli veri, e legittimi Signori, e Principi; ed a tal fine fra tanto, e fin a tanto che da Noi non ſarà altramente provveduto obbediate a tutte quelle coſe, che vi ſaranno ingiunte in Noſtro Nome dall' accennato Miniſtro Noſtro pleinpotenziario munito della plenipotenza qui di ſopra anneſſa. 1737

E queſta è la benigna, coſtante, e ſeria mente, e volontà Noſtra. In fede, e maggior forza delle quali coſe tutte abbiamo ordinato di munire le preſenti, ſottoſcritte di Noſtra mano col Noſtro Segreto Sigillo.

Date in Laxemburgo il dì 18 del Meſe di Maggio 1737.

FRANCESCO. (L. S.)

Per ordine eſpreſſo di Sua Reale Serenità.
TOUSSAINCT.

Fatto publicare d'ordine di S. A. R. Franceſco III. Duca di Lorena, e di Bar, e II. di queſto Nome Gran Duca di Toſcana da me Principe di Craon, ſuo Miniſtro plenipotenziario, il giorno 12 del Meſe di Luglio dell' anno 1737.

In Firence, l'anno 1737, Nella Stamperia di S. A. R. per i Tartini, e Franchi. Con licenza de' Superiori.

42.

1737 15 Nov. *Déclaration et contredéclaration entre S. M. le Roi de Suède et S. M. Britannique comme electeur de Bronſwic-Lunebourg portant abolition du droit de détraction; ſignée le 10 Oct. et 15 Nov. 1737.*

[Daehnert *Sammlung Suppl.* T. I. p. 290. *)]

a.

Sr. Königl. Majeſtät von Schweden Declaration des mit Chur-Hannover geſchloſſenen Vertrages. 10 October 1737.

Wir Friedrich von Gottes Gnaden, der Schweden, Gothen und Wenden König &c. &c. Landgraf zu Heſſen, Fürſt zu Hirſchfeld, Graf zu Katzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c.

Thun kund und bekennen hiemit für Uns, Unſere Erben und Nachkommen, wie auch ſonſt jedermännniglich, daſs Wir mit dem Durchlauchtigſten, Groſsmächtigſten Fürſten, Herrn Georg II, Könige von Groſsbritannien, Frankreich und Irrland, Beſchützern des Glaubens, Herzogen zu Braunſchweig und Lüneburg, des Heil. R. Reichs Erzſchatzmeiſtern und Churfürſten, Unſern freundlich geliebten Bruder und Vettern, Uns freund-brüderlich vereinbahret, das denen Unterthanen ſehr beſchwehrliche Abzugs-Recht, zwiſchen Unſerm Königreich Schweden und allen dazu gehörigen Ländern, auch diejenige ſämmtlich mit begriffen, ſo im H. R. Reich belegen ſind, jetzigen und künftigen an einem, und Ihro Majeſtät des Königs von Groſsbritannien und Churfürſten zu Braunſchweig und Lüneburg ſämmtlichen deutſchen Ländern, jetzigen und künftigen, am andern Theile gänzlich und auf ewig abzuſtellen und aufzuheben, thun das auch hiemit in ſolcher Maaſse und alſo, daſs wann ins-

*) Où l'on trouve auſſi p. 286 les actes qui ont précédé cette convention, depuis 1721.

inskünftige einem Unterthan, er sey wes Standes und 1737
Condition er wolle, aus dem Churfürstenthum Braunschweig-Lüneburg und sämmtlichen dazu gehörigen deutschen Landen, in Unser Königreich Schweden und dazu gehörigen Ländern auch deutschen Provinzen, jetzigen und künftigen eine Erbschaft, Vermächtniss, Donation und dergleichen zufallen sollte, oder auch von unsern Königl. schwedischen und deutschen Unterthanen in das Churfürstenthum Braunschweig-Lüneburg und dazu gehörigen Landen zu ziehen und daselbst ihr Domicilium erwählen wollte, sie von dem Abzugs-Recht und Abschoss jure detractus und censu emigrationis gänzlich befreyet seyn sollen, und das Ihrige ohne Aufenthalt und den geringsten Abzug mit sich nehmen können, innen auch überdem dazu aller etwa nöthiger Beystand und Hülfe erwiesen werden solle, dahingegen haben Unsere Königl. schwedische und deutsche Unterthanen in dem Churfürstenthum Braunschweig-Lüneburg und dazu gehörigen sämmtlichen Ländern, jetzigen und künftigen, einer gleichmässigen Befreyung von Abzugs-Recht und Abschoss in denen Fällen zu geniessen, wann ihnen darinnen Erbschaften, Vermächtnisse, Donationes und dergleichen anfallen, oder von denen Unterthanen aus solchen Ländern sich welche in das Königreich Schweden, dazu gehörigen Ländern auch sämtlich deutschen Provinzen zu wohnen begeben sollten. Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und vorgedruckten Königlichen Insiegels.

Gegeben Stockholm, den 10 October 1737.

(L. S.) FRIEDRICH.

L. KLINKOWSTRÖM.

b.

Sr. Königl. Majestät von Grossbritannien, als Churfürst von Hannover, Declaration des mit Schweden geschlossenen Vertrages. 15 Nov. 1737.

Wir GEORG der Andre, von Gottes Gnaden, König von Grossbritannien, Frankreich und Irrland, Beschützer des Glaubens, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg, des H. R. Reichs Erzschatzmeister und Churfürst &c.

1737 Thun kund und bekennen hiermit für Uns, Unsere Erben und Nachkommen, wie auch sonst jedermänniglich, dass Wir mit dem Durchlauchtigsten, Grossmächtigsten Fürsten, Herrn FRIEDRICH, der Schweden, Gothen und Wenden König, Landgraf zu Hessen, Fürsten zu Hirschfeld, Grafen zu Katzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c &c. Uns freundbrüderlich vereinbahret, das denen Unterthanen sehr beschwehrliche Abzugs-Recht, zwischen Unsern sämmtlichen deutschen Ländern, jetzigen und künftigen an einem, und dem Königreich Schweden und allen dazu gehörigen Ländern, auch diejenige sämmtlich mit begriffen, so im H. R. Reich belegen sind, jetzigen und künftigen am andern Theil, gänzlich und auf ewig abzustellen und aufzuheben, thun das auch hiemit in solcher Maasse und also, dass wenn ins künftige einem Unterthan, er sey wes Standes oder Condition er wolle, aus dem Königreiche Schweden und dazu gehörigen Ländern, auch deutschen Provinzen in Unsern deutschen Landen, jetzigen und künftigen, eine Erbschaft, Vermächtniss, Donation und dergl. zufallen sollte, oder auch von Unsern deutschen Unterthanen in das Königreich Schweden, dazu gehörige Länder und deutsche Provinzen ziehen und daselbst ihr Domicilium erwählen wollten, sie von dem Abzugs-Recht und Abschoss oder jure detractus und censu emigrationis gänzlich befreyet seyn sollen, und das Ihrige ohne Aufenthalt und den geringsten Abzug mit sich nehmen können, ihnen auch überdem dazu aller etwa nöthige Beystand und Hülfe erwiesen werden soll. Dahingegen haben in dem Königreich Schweden und dazu gehörigen Ländern oder Provinzen, jetzigen und zukünftigen, Unsere deutsche Unterthanen einer gleichen Befreyung vom Abzugs-Recht und Abschoss in denen Fällen zu geniessen, wenn ihnen darin Erbschaften, Vermächtnisse, Donationes und dergleichen anfallen oder von denen Unterthanen aus solchen Ländern sich welche in Unsere deutsche Lande zu wohnen begeben sollten. Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und beygedruckten Insiegels.

Gegeben auf Unserm Palais zu St. James $\frac{4}{15}$. Nov. des 1737sten Jahres, Unseres Reiches im Eilften.

(L. S.) GEORGE, R.

REICHE.

43.

43.

Cartel entre Leurs Majestés les Rois de Suède et de Danemarc pour l'extradition des deserteurs et criminels refugiés dans les états reciproques; signé à Stockholm le 10 Avril 1738. 1738 10 Avr.

(Stockholm de l'Imp. royale; et se trouve en Suèdois dans Modée *Utdrag* p. 215.)

Wir Friedrich von Gottes Gnaden, der Schweden, Gothen und Wenden König &c. &c. &c. Landgraf zu Hessen, Fürst zu Hirschfeld, Graf zu Katzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c. &c. Thun kund: Wasmaßen, demnach Wir und der Großmächtigste Fürst und Herr, Herr Christian der Sechste, zu Dänemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzog in Schleßwig, Hollstein, Stormarn und Dithmarschen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorst &c. &c. &c. zu Unserer beiden Reiche gemeinschaftlichen Nutzen, auch Vermehrung und Befestigung der unter einander hegenden Freundschaft und guten Vertrauens, für gut und dienlich befunden, daß zwischen Uns und Unsern Reichen und darunter gehörigen Provinzen und Ländern an einer, und Sr. Majestät dem Könige in Dänemark deroselben Reichen und darunter gehörigen Provinzen und Ländern, an der andern Seite, ein Cartel und Vergleich wegen der Ueberläufer beiderseits hohen Theile Armeen und Truppen zu Lande und zur See, als auch anderer aus einem Reiche in das andere entweichender groben Missethäter, möchte errichtet und festgestellet werden, um selbige anzuhalten und auszuliefern: Und Wir sowohl als Se. Majestät der König in Dänemark zu dieses heilsamen Werkes Vollziehung Unsre beiderseitige Ministers und Commissarien bevollmächtiget haben, welche dem zufolge ein solches Cartel errichtet und geschlossen, wie es hier von Wort zu Wort lautet:

Cartel zwischen Sr. Königl. Majestät Friedrich dem Ersten, der Schweden, Gothen und Wenden König &c.

1738 &c. &c. Landgrafen zu Hessen, Fürsten zu Hirschfeld, Grafen zu Katzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c. und Sr. Königl. Majestät Christian dem Sechsten, zu Dänemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzogen in Schlesswig, Hollstein, Stormarn und Ditmarschen, Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst &c. &c. wegen der Deserteurs von beiden hohen Theilen Armeen und Truppen zu Lande als zur See, als auch anderer Missethäter und Ueberläufer Anhaltung und Auslieferung.

Demnach Se. Königl. Majestät von Schweden, und Se. Königl. Majestät von Dänemark und Norwegen, zu Unterhaltung und mehrerer Befestigung der zwischen beiden Reichen vorwaltenden Freundschaft und guten Vertrauens, dienlich gefunden, unter einander was Gewisses zu reguliren und festzustellen, wie und auf was Weise die Deserteurs von beiderseits hoher Theile Armeen und Truppen, so zu Lande als zur See, wie auch andere aus einem Reiche in das andere entwichene grobe Missethäter, mögen angehalten und ausgeliefert werden, so haben Se. Königl. Majestät von Schweden Dero Hofrath und verordneten Ministre bey dem Königl. Dänischen Hofe, den Hochwohlgebohrnen Herrn Andreas Skutenhielm, und Se. Königl. Majestät zu Dännemark und Norwegen Dero Geheimden Rath in Dero Conseil, den Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Iver Rosencrantz, auf Rosenholm, Ryegaard, Ritter des Elephanten-Ordens; und Dero Geheimden Rath in Dero Conseil, Cammerherrn, Ober-Secretaire in der Dänischen Canzley, Präsident in dem Collegio de cursu Evangelii promovendo, wie auch General-Kirchen-Inspector, den Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Johann Ludewig von Hollstein, Ritter von Dannebrog; wie auch Dero Assessor in Dero Conseil, Ober-Secretaire bey den ausländischen Affairen und in der deutschen Canzley, wie auch Deputirten in dem General-Landes-Oeconomie und Commercien-Collegio, den Hochwohlgebohrnen Herrn Johann Sigmund von Schulin, Ritter von Dannebrog; zu dieser Unterhandlung allergnädigst ausersehen und bevollmächtigt, welche derohalben, nachdem sie ihre darüber empfangene gnädigste Vollmachten produciret und ausgewechselt, über folgende Puncte, bis auf Ihro Königl. Königl. Majest. Majest. Ratificationen mittelst gemeinschaftlicher Bewilligung, sich vereiniget haben.

Art.

1738

ART. I.

Soll dieser Vergleich und Cartel sich auf alle Sr. Königl. Majestät von Schweden, als König von Schweden und dieser Crone Reiche, Länder und unter deren Gehorsam stehende und dazu gehörige Provinzen und Herrschaften; wie auch auf Sr. Königl. Majestät zu Dännemark und Norwegen Reiche, Herzogthümer, Grafschaften und Länder erstrecken, und soll von der Zeit an, da dieselbe von beiderseits Königl. Majest. Majest. allergnädigst ratificiret worden, seine vollkommene Wirkung haben, und folglich eine Richtschnur seyn, welche hinführo beständig in Acht genommen werden soll.

Extension sur les états réciproques.

ART. II.

Unter dem Nahmen Deserteur sollen ohne Unterschied alle zu beide hohen Theile Land- und See-Etat gehörig Volk und Bediente, keinen ausgenommen, von welchem Range, Dienste und Charactere sie seyn mögen, verstanden werden, die muthwilliger und treuloser Weise, es sey zu Lande oder zur See aus ihren Diensten entlaufen, und sich bey des einen oder des andern hohen contrahirenden Theiles Truppen, entweder im Felde, Garnisonen, Landquartieren, bey der Flotte, oder sonst in Städten und auf dem Lande, wo es immer seyn mag, öffentlich oder heimlich Kriegsdienste anzunehmen, einstellen, oder auch sonst im Lande ohne Pass herumlaufen und sich aufhalten. Nur sind von der Auslieferung ausgenommen alle in Sr. Königl. Majestät und der Crone Schweden Reichen, Ländern, Provinzen und Herrschaften gebohrne schwedische Unterthanen, die auf ein oder die andere Weise in Sr. Königl. Majestät zu Dännemark und Norwegen Ländern Dienste genommen, und ihr Vaterland wiedersuchen, wie ingleichen alle, in den Königlich Dänischen Reichen, Herzogthümern, Grafschaften, Herrschaften und Ländern gebohrne Königl. Dänische Unterthanen, so auf ein oder die andere Weise, in Sr. Majestät des Königs in Schweden Reichen und Ländern Dienste genommen, und ihr Vaterland wiedersuchen, so fern die von einem solchen Eingebohrnen entweder Königl. Schwedisch oder Königl. Dänischen Unterthane, bey der Capitulation abgegebene Original-Verschreibung, und ihm von der Behörde dagegen ertheilten Original-Versicherungsschrift, nicht kann erwiesen werden, dass der ein-

Deserteurs.

1738 eingebohrne Deserteur gutwillig Dienste genommen und auf längere Zeit capituliret als er würklich gedient hat, da denn ein solcher entweder Königlich Schwedischer oder Königlich Dänischer eingebohrner Unterthan, zwar soll ausgefolget werden, seiner Verschreibung ein Genüge zu leisten, doch soll er nicht als ein Deserteur bestrafet werden.

ART. III.

Vigilance sur les frontières.

Soll ein jeder so hoher als niedriger Civil- und Militair-Beamter und Befehlshaber, insonderheit an denen Gränzen, nicht allein schuldig und verpflichtet seyn, genaue Achtung auf solche Deserteurs zu geben, und sich derselben samt allem, was sie mit sich führen, zu bemächtigen, sondern sollen auch diejenigen, von was Stand und Condition sie seyn mögen, die sich unterstehen, einem Deserteur Anleitung zum Entlaufen zu geben, denselben verstecken oder fortschaffen, und davon überzeuget werden können, ohne weitläuftigen Process mit nachdrücklicher Strafe ansehen.

ART. IV.

Poursuite.

Niemanden soll erlaubt seyn, einen Deserteur in des andern hohen Theils Territorio zu verfolgen und nachsetzen zu lassen, und sich desselben eigenmächtig zu bemächtigen; sondern falls von dem einen oder dem andern Theile einem solchen nachgesetzt würde, *soll es* nur in der Absicht geschehen, damit man demselben um so viel eher auf die Spuhr kommen, und des Ortes Obrigkeit behörigen Theil davon geben möge, so dass ein solcher in Verwahrung genommen werde: dagegen aber sollen beider hohen contrahirenden Theile Militair- und Civil-Bediente, Soldatesque und Unterthanen verbunden seyn, solche Deserteurs mit bey sich habenden Gewehr, Pferden, Montirungen und andern Sachen, sowohl ohne, als auf geschehenes Ansuchen, in sichere Verwahrung nehmen zu lassen, da sodann nicht allein den am nächsten befindlichen Civil- oder Militair-Bedienten der Herrschaft, von deren Truppen oder Flotte die Desertion geschehen ist, innerhalb acht oder höchstens vierzehn Tagen Nachricht gegeben werden soll, nebst einem Verzeichnisse von des Arrestirten Nahmen, Montur, Gewehr, Regimente, Compagnie, Garnison, Flotte, Escadre, oder wo er sonst bey dem Land- oder See-Etat in Diensten stehet, und daraus entwichen ist, im-

imgleichen allen Umständen, die in einer solchen Zeit bekannt werden können, sondern der Deserteur soll selbst mit allem das er bey sich hat, gehörig ausgeliefert werden. Sollte der Deserteur in dem Lande, wo der Deserteur fest genommen wird, sein Pferd oder etwas von seiner Montirung und Gewehr veräussert haben, so annoch in natura zu bekommen wäre, soll solches herbey geschaffet, und ohne Bezahlung an den Officier ausgeliefert werden, von dem er desertiret ist: und sollen sowohl die dergleichen Sachen zu allererst wissentlich gekauft, und sich bereits davon wieder los gemacht haben, den Werth derselben zu erlegen schuldig seyn, sondern über dieses noch nachdrücklich gestrafet werden. Damit auch die Oerter, wo die Auslieferung geschehen soll, determiniret und festgestellet werden mögen, so ist man einig worden, dass die Königl. Schwedischen Deserteurs, welche in Dännemark ertappet werden, in Helsingöhr, die so nach Norwegen entwichen, auf den Norder- oder Süderfiedelschen Gränzen, an die näheste Obrigkeit oder Befehlshaber, und die so in die Königl. Dänischen deutschen Provinzen gehen, in der Stadt Altona ausgeliefert werden sollen; dessgleichen dass die Dänischen Deserteurs, welche aus Dännemark nach Schweden übergangen sind, in Helsingborg, die so sich aus Norwegen nach Schweden retiriret haben, auf den Nordischen oder Südlichen Gebürgen an der Gränze, bey der nächsten Obrigkeit oder Befehlshaber, und die so in die Königl. Schwedischen Deutschen Provinzen entwichen sind, in der Stadt Wismar ausgeliefert werden sollen. Der Transport von einem Orte zum andern, bis an den Auslieferungs-Platz, soll für das Commando nicht berechnet werden, das die Deserteurs dahin bringt, oder einige Unkosten dafür eingeführet und gefordert werden, sondern dieselben sollen von dem Herrn, in dessen Gerichtbarkeit der Deserteur angehalten worden, vorgeschossen und veranstaltet werden. 1738

ART. V.

Auf den Deserteur selbst soll von dem Tage an, da er festgenommen worden, bis an den Tag da er ausgeliefert wird, täglich in Verpflegung ausgethan werden, nemlich in Sr. Königl. Majestät von Schweden Reichen und Ländern, drey Oehr Silber-Münze und die unter der Crone Schweden gehörigen Deutschen Provin- *Fraix de l'entretien.*

1738 vinzen zwey Lfsl., wie auch in Sr. Königl. Majes zu Dännemark und Norwegen Reichen und Länd. zwey Lfsl., ingleichen für ein Pferd, wenn der Deserteur eines mit fich gebracht, zwey Kannen Hafer und acht Marck Heu, fammt nöthigem Stroh, welches nach dem Marktgange berechnet werden mufs, und mufs folches alles von dem Regimente oder der Compagnie, wovon er durchgegangen, bezahlet und erfetzet werden, ehe der Deferteur ausgeliefert wird.

ART. VI.

Fraix extraordinaires. Gleichermafsen ift das Regiment, oder die Compagnie, wovon der Deferteur entwichen ift, verpflichtet, ehe derfelbe ausgeliefert wird, die Unkoften, die auf feine Ausforfchung, Nachfetzung und Feftnehmung gemacht worden, gut zu thun; welche Unkoften jedoch nach Billigkeit müffen fpecificiret und berechnet, auch im Fall einige Klage darüber entftehen follte, von der Obrigkeit des Ortes moderirt werden follen.

ART. VII.

Peine à infliger. Die Erkenntnifs über eines Deferteurs Verbrechen, feine Begnadigung oder auch die Vollziehung der ihm zuerkannten Strafe, wird dem hohen contrahirenden Theile, aus deffen Dienft er entwichen ift, vorbehalten.

ART. VIII.

Criminels. Da auch beiderfeits hohe contrahirende Theile nicht weniger befinden, wie höchft angelegen es für Dero Länder und Reiche ift, dafs die allgemeine Ruhe und Sicherheit, zu ihrer getreuen Unterthanen Wohlfart auf alle mögliche Weife befchützet und erhalten, und zu eines fo heilfamen Endzweckes Erhaltung kein Geringes beitragen würde, wenn diejenigen, die in einer derer hohen Theile Reichen und Ländern einige grofse Miffethat oder eine fonft das Publicum betreffende, oder andere offenbare und vorfätzliche Betrügerey, oder auch ein ander ftrafwürdiges Verbrechen begangen, wodurch die allgemeine Ruhe, Sicherheit und guter Glauben unterbrochen wird, und welche durch ihre Entweichung in des andern hohen Theiles Gerichtbarkeit, ihrer wohl verdienten Strafe zu entgehen fuchen, keines Schutzes dafelbft geniefsen, fondern gleich angehalten und extradiret würden; So hat man fich bei diefer Gelegenheit auch dahin verglichen und befchloffen, dafs wenn hinführo

nicht

nicht nur grobe Miſſethäter, oder ſolche die andere abſcheuliche und mit harter Leibes- und Lebens-Strafe belegte Verbrechen begangen, ſondern auch die welche einen offenbaren das Publicum angehenden, oder auch anderen vorſätzlichen und wider Treu und Glauben ſtreitenden Betrug ausgeübet, wie auch diejenigen, welche in denen Allergnädigſt anvertrauten Beſtallungen, ſich nicht nach ihrer unterthänigen Pflicht bezeiget, und entweder in des einen oder des andern hohen Theils Gerichtbarkeit geflüchtet ſind, daſs dieſelben keinen Schutz daſelbſt genieſsen, ſondern ſogleich feſtgenommen und ausgeliefert werden ſollen, auf ſolche Art und Weiſe, wie in den vorgehenden Puncten von Deſerteurs von dem Land- und See-Etat vermeldet worden iſt. 1738

Art. IX.

Damit auch beider hohen contrahirenden Theile Befehlshaber, ſo vom Civil- als Militair-Stande, welchen obliegetgenau Acht darauf zu geben, daſs kein verdächtig Volk ſich in das Land einſchleichen möge, hierin ihre Schuldigkeit ſo viel genauer und nachdrücklicher beobachten mögen; ſo ſoll von jedem der hohen contrahirenden Theile, ſofort nach dieſes Vergleiches oder Cartels Ratification Auswechſelung, mittelſt öffentlicher Verordnungen Ihrer reſpectiven Befehlshaber, ſo vom Militair- als Civil-Stande ernſtlich anbefohlen werden, daſs, wenn hinführo einer oder der andere, ſo von Manns- oder Weibs-Volk, aus des einen hohen Theiles Reichen und Ländern in des andern ſeine überkommen, ohne gehörigen Paſs von des Ortes Obrigkeit aufweiſen zu können, von denen ſie kommen, oder wenigſtens gültigen Beweis, daſs ſie in ihren richtigen Geſchäften begriffen ſeyn, ſie dieſelben ohne Unterſchied ſofort in Verhaft nehmen, und ſodann ſolches ohne Verzug des andern hohen Theiles nächſten Befehlshabern zu erkennen geben ſollen, da alsdann, auf ihr Begehren, der Arreſtant an den zur Auslieferung beſtimmten Ort abgeſandt, und gegen Erſetzung der obberührtermaaſsen, darauf gemachten Unkoſten ausgeliefert werden ſoll. Jedennoch iſt das vorher angeführte nicht auf die an den Gränzen beider Reiche und Länder wohnende zu extendiren, die mit einander täglichen Handel und Wandel treiben oder ſonſt unverdächtige Unterthanen ſind, welchen unbenommen bleibt, nach wie vor, hin und

Vigilance.

1738 und her zu kommen, und einen freyen Umgang und Handlung mit einander zu treiben und zu pflegen.

ART. X.

Publication du Cartel. Damit auch ein jeder von dieses Vergleiches, oder Cartels Inhalt unterrichtet seyn, und demselben in allen seinen Puncten genau nachgelebt werden möge, so soll dasselbe gedruckt und in beider hohen contrahirenden Theile Königreichen und Ländern, sowohl bey der Miliz als auch sonst gewöhnlicher Weise, zu eines jeden Wissenschaft, jedermänniglich kund gethan werden.

ART. XI.

Durée. Was die Zeit der Dauer dieses Vergleiches oder Cartels anbetrifft, so ist selbiger auf zwölf Jahre ausgestellt, welche von dem dato der Ratificationen beiderseits Königl. Königl. Maj. Maj. gerechnet werden sollen.

Zu mehrerer Kundschaft haben wir bis zur Ausfertigung höchstbemeldter Ratificationen (welches, dass es innerhalb sechs Wochen oder wo möglich noch eher geschehen, und dieselben alsdenn hier in Coppenhagen von beiden Seiten ausgewechselt werden sollen, versprochen worden) von diesem Vergleich und Cartel, zween gleichlautende Exemplare verfasset und dieselben mit Beysetzung unserer Pettschafte eigenhändig unterschrieben. So geschehen in Coppenhagen den $\frac{20}{31}$ Martii im Jahre nach Christi Geburt ein tausend sieben hundert und acht und dreysig.

(L. S.) ANDR. SKUTENHIELM.

Als haben Wir dieses Cartel nach desselben Inhalt in allen Theilen ratificiren, approbiren und bestätigen wollen, wie wir solches auch hiermit auf die beste und kräftigste Weise ratificiren, approbiren und bekräftigen, und wollen ernstliche Hand darüber halten lassen, daß mehrberührtem Cartel unsrer Seits gebührend nachgelebt und dasselbe vollzogen und keinesweges zugelassen werden möge, daß, auf was Weise es auch immer geschehen kann, dawider gehandelt werde. Zu mehrer Urkunde haben Wir dieses mit eigener Hand unterschrieben, und mit unserm Königlichen Insiegel bekräftigen lassen.

Stockholm den 10ten April im Jahre nach Christi Geburt ein tausend sieben hundert acht und dreysig.

(L. S.) FRIEDRICH.

V. GEDDA.

44.

44.

Traité d'accomodement entre S. M. le Roi de Danemarc comme Duc de Holstein et S. M. le Roi de la Gr. Brétagne comme electeur de Bronswic au sujet du baillage de Steinhorst; signé à Hannovre le 5 Mars 1739.

1739
5 Mars.

[Büschings *Magazin für Historie und Geographie.* T. VIII. p. 271. et se trouve en Français dans Rousset *Recueil* T. XIV. p. 118. *)]

Vergleich zwischen Dänemark und Grossbritannien wegen des Amts Steinhorst, vom 5. März 1739.

Kund und zu wissen sey hiermit jedermänniglich: Nachdem zwischen Ihro Königl. Majestät zu Dänemark, Norwegen, als Herzogen zu Holstein, und Ihro Königl. Grossbritannische Majestät als Churfürsten zu Braunschweig-Lüneburg, wegen des Amts und Hauses Steinhorst, beschwerliche Irrungen entstanden; und dann beiderseits Königl. Königl. Majest Majest. in gleichhegender Absicht allem demjenigen, was zwischen Höchstdenenselben die nachbarliche Freundschaft und gutes Vernehmen erkalten machen, oder wohl gänzlich aufheben könnte, vorzukommen, dienlich gefunden, obgedachte Irrungen durch den Weg einer gütlichen Handlung beylegen zu lassen, auch zu solchem Ende Dero respective Minister behörig bevollmächtiget, dass selbige über solche Puncte einig worden, und sich verglichen:

Art. I.

Déclaration sur les evenemens du mois de Décembre.

Declariren Ihro Königl. Grossbritannische Majestät, die dasjenige, was mit den Königl. Dänischen Dragonern den 14. December a. p. auf dem Hause Steinhorst vorgegangen, von Dero Bedienten, als ein unumgängliches

*) Où l'on trouve aussi l'histoire du démélé qui a donné lieu à cette convention et les actes dont elle a été précedée.

1739 liches Mittel zu Beybehaltung Dero Gerechtſamen angeſehen, und bloſs zu dem Ende zur Hand genommen worden, Ihro Königl. Groſsbritanniſche Majeſt. Abſicht aber niemahls geweſen ſey, Ihro Königl. Majeſt. zu Dännemark, Norwegen zu beleidigen, vielmehr es von einigen zufälligen Umſtänden und Miſsverſtand herrühre, daſs etwas vorgegangen, was beiderſeitigem Wunſch und Neigung zuwider, inmaaſsen dann auch die Dero Officier ertheilt geweſene Ordre auf allen zu gebrauchenden Glimpf gerichtet geweſen.

ART. II.

Rappel des troupes. Verſprechen Ihro Königl. Groſsbritanniſche Majeſt. Dero zu und um Steinhorſt zuſammengezogene Truppen, ſogleich nach geſchehener Vollziehung dieſes Vergleiches, zurück in ihre ordentlichen Quartiere zu ziehen, Steinhorſt gänzlich zu evacuiren, die daſelbſt gemachte Aufwürfe zu applaniren, und wegen erſagten Amtes und Hauſes alles wieder in priſtinum ſtatum zu ſetzen, auch bis zu ausgemachter Sache darinnen zu laſſen, mithin alle Signa einer genommenen Poſſeſſion, ſo zur Zeit noch exiſtiren möchten, inſonderheit die Dero Seits aufgehängte Patenten und Wapen, auch das Kirchengebet, beiderſeits Rechten unnachtheilig, und bis zu ausgemachter Sache, wegthun und abſtellen zu laſſen.

ART. III.

Duc de Holſtein. Verſichern Ihro Königl. Groſsbritanniſche Majeſtät, daſs Dieſelbe, ſo wenig gegenwärtig mit dem Herzogl. Holſtein-Kieliſchen Hauſe in einem Geld-Negotio begriffen ſeyn, als in dergleichen künftig etwas zu entriren gedenken, wodurch Ihro Königl. Majeſtät zu Dännemark, Norwegen, Iuri Condominii, eventuellen Succeſſions-Recht und Gerechtſamen präjudiciret werden könnte.

ART. IV.

Ratzebourg. Wann auch Ihro Königl. Majeſtät zu Dännemark, Norwegen vorgebracht worden, als ſollten, während dieſer Steinhorſtiſchen Irrungen, neue Feſtungswerke an der Stadt Ratzeburg gemacht worden ſeyn; ſo verſichern Ihro Königl. Groſsbritanniſche Majeſtät, daſs ſolches ohne Grund, und dem deſshalber vorhandenen Vergleich, weder von Deroſelben ſelbſt, noch denen Ihrigen, ſey con-

ontraveniret worden, noch contraveniret werden solle; 1739
vovon Ihro Königl. Majestät zu Dänemark, Norwegen
urch den, einem Dero hierzu abzuordnenden Bedienten
zu verstattenden Augenschein, sich selbsten können vergewissern lassen.

Art. V.

Dahingegen versprechen und versichern Ihro Königl. Majestät zu Dänemark, Norwegen, sobald denen im vorhergehenden 2ten und 4ten Artikeln enthaltenen Puncten ein völliges Genüge geschehen, Dero zusammengezogene Truppen gleichfalls abzuführen, und keine Thätlichkeiten vornehmen zu lassen, sondern, wegen Dero Gerechtsamen an das Amt und Haus Steinhorst, der Güthe oder dem Rechte Platz zu geben, solchergestalt, dass, wann, wider Vermuthen, diese Sache durch eine zwischen beiderseits hierzu zu bevollmächtigenden Ministers anzustellende Handlung nicht beygelegt werden sollte, die Entscheidung derselben zu einem derer drey in Vorschlag gebrachten Mitteln, als nemlich einer Commission compromissi, oder richterlichen Spruch, von welchen Ihro Königl. Majestät zu Dänemark, Norwegen, eines zu erwählen, sich vorbehalten, heimgegeben werden möge.

Pretensions sur Steinhorst.

Zu Urkund diesen sind von diesem Vergleich zwey gleichlautende Instrumenta verfertiget, von den beiderseits dazu bevollmächtigten Ministers unterschrieben, mit ihren Pettschaften bestärket, auch dass die Ratificationen darüber innerhalb drey bis vier Wochen in Hannover gegen einander ausgewechselt werden sollen, beliebet und versprochen worden.

So geschehen Hannover den 5. März 1739.

(L. S.) Bernstorff. (L. S.) Gerlach Adolph v. Münchhausen.
(L. S.) Heinrich Grote.
(L. S.) Crafft v. Erffa. (L. S.) Friedrich Ludwig v. Hauss.

45.

1740 *Extrait du renouvellement d'alliance entre la France et la République des Grisons* 1740.

(*Storia dell' anno* 1740. p. 125.)

Art. I.

Il Re Cristianissimo, e i Signori Grigioni si diporteranno gli uni verso gli altri come buoni, e fedeli Alleati per la difesa, e conservazione de' loro Stati, Paesi, onori, e diritti, di cui sono attualmente in possesso.

Art. II.

Quest' Alleanza non tenderà ad offendere alcuno, nè sarà in pregiudizio di chi si sia.

Art. III.

Sarà permesso al Re levare delle Truppe Grigione a ragguaglio del suo bisogno, ma tanto in queste leve, quanto ne' Reggimenti, che sono attualmente in suo servizio, tutti gli Uffiziali maggiori dovranno essere Grigioni. Queste Truppe saranno dal Re trattate come gli Svizzeri che sono al servigio di Sua Maestà cio è goderanno la stessa paga, la stessa libertà, e li medesimi vantaggi: nè potranno esser impiegate contro gli Alleati della loro Repubblica, nè in mare.

Art. IV.

Se lo Stato fosse invaso, o minacciato da qualche Potenza nimica, sarà permesso alla Repubblica richiamare le sue Truppe per quanto tempo ne avrà bisogno: nè il Re potrà impedire la loro partenza trattandosi di servire la loro patria: per lo contrario darà loro due mesi di paga anticipata per il viaggio, e qualche soccorso d'uomini fino a tanto che durerà la guerra.

Art. V.

Nè l'una, nè l'altra delle parti contraenti accorderà nel suo Paese protezione a' ribelli, e banditi Sudditi dell' altra, e lungi di tollerarglieli negli scaccierà, dacchè ne sarà richiesta o avvisata.

Art. VI.

Il Re, per dare a divedere le sue compiacenze alle tre Leghe, pagherà loro un annuo sussidio di nove mila

mila Lire moneta Svizzera per cadauna Lega, contando dal giorno della soscrizione di questo Trattato. La qual somma sarà pagata puntualmente ciascun anno in *Coira*, luogo il più conveniente per le tre Leghe. 1740

ART. VII.

Se accade che siavi una cattiva raccolta nel Paese de' Grigioni, o vi si soffra qualche altra disgrazia per l'intemperie delle stagioni, o altrimenti, Sua Maestà acconsente di sovvenir li dacchè ne sarà richiesta, per quanto lo permetterà l'abbondanza de' suoi Stati. Oltre di questo i Signori Grigioni possono esser certi, che sarà loro sempre consegnato in Francia il grano al più buon prezzo che si può.

ART. VIII.

Sarà permesso a' Grigioni, o negozianti o viaggianti, di passare per la Francia, e trafficarvi liberamente, come gli Svizzeri, senzacchè sia data loro veruna molestia per causa di Religione.

ART. IX.

Il Reggimento di Grigioni al servizio di Sua Maestà rimarrà in piedi fin a quanto durerà l'Alleanza, nella stessa maniera, e coll' istessa paga come gli Svizzeri secondo la Capitolazione di esso Reggimento, e goderà le medesime esenzioni.

ART. X.

I Signori Grigioni promettono, e si obbligano di concedere, allor chè ne saranno richiesti, passaggio alle Truppe del Re, e de' suoi Alleati, per entrar in Italia in soccorso degli amici della sua Corona: ben intendendosi, ch' esse Truppe non faranno alcuna offensiva impresa contra il Ducato di Milano, nè contra i Paesi compresi nell' antica unione ereditaria, e non pregiudicaranno alla Capitolazione conchiusa nel 1726, fra Cesare, come Duca di Milano, e i Grigioni *); di modo che rimarranno in tutta la loro forza e vigore l'accennata capitolazione, e l'unione ereditaria, che sussiste fra i Signori Grigioni, e la Serenissima Casa d'Austria: e non sarà derogato in conto alcuno alle Alleanze, che hanno con la Repubblica di Venezia, e di Olanda.

ART. XI.

Ora se accadesse che le Truppe di Sua Maestà dovessero passare, concerterebbesi con Deputati della Repubblica

*) SCHMAUSS *C. I. G.* p. 2042.

1740 blica il numero, le tappe, il jus de' Commissari ec. nella stessa guisa come si pratica nel passaggio delle Truppe Cesaree: ben intendendosi, che non passeranno più di 400 uomini alla volta, i quali osserveranno una rigida disciplina; e se cagionano qualche danno, sarà compensato sulle prove, che ne saran prodotte.

Art. XII.

Quest' Alleanza sarà perpetua; e S. M. promette di ammettere la Repubblica in tutti Trattati di pace, d'armistizio ec. che conchiuderà in avvenire, e di non mai approvare veruna proposizione, che contraria fosse a privilegi e prerogative de' Grigioni, e di difenderli come fedeli Alleati, e Confederati.

46.

1741 24 Juin. *Traité de subside entre S. M. Britannique et S. M. la Reine de Hongrie et de Bohème; signé à Hannovre le 24 Juin 1741.*

(Adelung *Staatshistorie* T. III. Beyl. p. 18. en Anglais et Allemand.)

Uebersetzung des den 13/24 Junii zwischen dem Könige von Großbritannien und der Königin von Ungarn geschlossenen Tractats.

Kund und zu wissen sey allen, denen daran gelegen, dass, da in dem zweyten Artikel des den 20. Februar 1732 *) im Haag zwischen Sr. verstorbenen Kaiserlichen und Catholischen Majestät und zwischen Sr. Grossbritannischen Majestät und Ihro Hochmögenden. den Generalstaaten der vereinigten Provinzen der Niederlande geschlossenen Vertrags verglichen worden, dass, um die Garantien zu erfüllen, welche in dem vorhergehenden Tractat zu Wien vom Jahr 1731 **) stipuliret worden, Ihro

*) Rousset *Supplém.* T. II. P. II. p. 237.

**) Dumont T. VIII. P. II. p. 213. Rousset *Supplém.* T. II. P. II. p. 288. 307.

Ihro Kaiserliche und Grofsbritannische Majeftäten exiftirenden Falls, einander mit einer Hülfe von 12000 Mann beyftehen follen; nach dem Tode Sr. gedachten Kaiferlichen und Catholifchen Majeftät, glorwürdigften Andenkens, aber, Ihro Majeftät die Königin von Ungarn und Böhmen in dem Befitz einiger ihrer Länder angegriffen worden, und wohlgegründete Furcht und Beforgnifs in Anfehung des Betragens verfchiedener anderer Mächte hat, und daher auf die in den Verträgen vorgefchriebene Art die obengedachte Hülfe von 12000 Mann von Sr. Grofsbritannifchen Majeftät verlanget hat: fo haben Se. Majeftät auf die freundfchaftlichfte Art verfprochen, fobald als möglich feyn wird, Dero Verbindlichkeiten zu erfüllen und zur Vertheidigung befagter Ihrer Majeftät ohne Zeitverluft ein Corps von 6000 Mann Dänifcher Truppen und noch ein ander Corps von 6000 Mann Heffifcher Truppen, welche Se. Grofsbritannifche Majeftät zu diefem Endzweck in Dero Sold genommen, marfchiren zu laffen; und da aufserdem in dem gedachten Tractat vom Jahr 1732 ftipuliret worden, dafs, wenn die obgedachte Hülfe von 12000 Mann in Betrachtung des dringenden Nothfalls nicht hinreichend fcheinen follte, die hohen contrahirenden Theile fich fernerweit über eine noch gröffere Hülfe vergleichen follten; Graf Oftein aber, gevollmächtigter Minifter der Königin von Ungarn und Böhmen, Sr. Grofsbritannifchen Majeftät vorgeftellt hat, dafs der gedachte Fall gegenwärtig exiftire, und dem zu Folge eine gröffere Hülfe nach dem Inhalt des Tractats verlange; gedachter Minifter auch zu gleicher Zeit vorgeftellet hat, dafs der ficherfte Weg, feiner Königin einige fernerweitige Hülfe zu leiften, diefer fey, dafs Se. Grofsbritannifche Majeftät geruhen wollten, Ihro gedachten Majeftät eine Summe Geldes zu bewilligen, und fie dadurch in den Stand zu fetzen, ihre Armee vermehren zu können: fo haben Se. Majeftät fich diefem Verlangen gefüget, und da es zu dem Ende nothwendig gewefen, zwifchen obgedachten hohen Contrahenten unmittelbar eine Convention hierüber zu errichten; fo haben gedachte Ihro Majeftäten für gut angefehen, ihre beiderfeitigen Minifters durch gehörige Vollmachten zu authorifiren; nemlich, Se. Grofsbritannifche Majeftät haben Dero Minifter und Staatsfecretair, den Lord Harrington, einen der Lords Richter Dero Königreichs Grofsbritannien und Dero Geheimenrath, 1741

1741 und Ihro Majestät die Königin von Ungarn und Böhmen den gedachten Graf Ostein, ihren gevollmächtigten Minister bey Sr. Grossbritannischen Majestät ernannt, welche nach deshalb gepflogenen Conferenzen, sich Kraft ihrer habenden Vollmachten, folgender Artikel verglichen haben:

ART. I.

Renouvellement des traités de 1731 1732. Se. Majestät der König von Grossbritannien und Ihro Majestät die Königin von Ungarn und Böhmen, erneuern beiderseits die in dem Allianz-Vertrag den 16. März 1731 und in der Accessionsacte vom 20. Februarii 1732 übernommenen Verbindlichkeiten, ausgenommen, was diejenigen Länder betrifft, welche in dem letztern mit Frankreich geschlossenen Frieden, welchen zu brechen sie nicht gesonnen sind, andern Mächten abgetreten worden.

ART. II.

Subside. Se. Majestät der König von Grossbritannien versprechen gedachter Ihro Majestät in Zeit von einem Jahr, vom $\frac{1}{10}$ten April 1741 an zu rechnen, Quartalweise in der Stadt London oder Amsterdam, nach dem Gefallen gedachter Sr. Grossbritannischen Majestät, die Summe von 300000 Pfund Sterlings, das Pfund Sterlings in dem letztern Fall zu 10 Gulden 10 Stüver holländischen Geldes gerechnet, in die Hände desjenigen oder derjenigen zu bezahlen, der oder die von Ihro Majestät der Königin von Ungarn und Böhmen, dasselbe in Empfang zu nehmen, werden bevollmächtiget seyn; indem Se. Grossbritannische Majestät von Seiten Ihro gedachten Ungarischen Majestät vollkommen versichert ist, dass selbige dieses Geld entweder zur Anwerbung neuer Truppen, zur Vermehrung ihrer Armee, oder zur Bezahlung fremder Truppen, welche selbige sogleich in ihren Dienst nehmen soll, getreulich anwenden werden.

ART. III.

Son emploi. Ihro Majestät die Königin von Ungarn erkennen die freundschaftlichen Gesinnungen Sr. Grossbritannischen Majestät aus demjenigen, was im vorstehenden Artikel stipuliret worden, und versprechen und verpflichten sich auf die allerbündigste Art, dass sie die gedachte Summe von 300000 Pfund Sterling weder ganz noch zum Theil zu keinem andern Gebrauch, als der in dem vorstehenden Artikel gedacht worden, verwenden wollen.

Art.

1741

ART. IV.

Dieser Tractat soll so lange geheim gehalten werden, bis es beiden hohen contrahirenden Theilen belieben wird, desswegen ein anders zu verordnen. *Secret.*

ART. V.

Gegenwärtiger Tractat soll in Zeit von drey Wochen, oder wenn es möglich noch eher ratificiret und die Ratificationes zu Hannover ausgewechselt werden. *Ratification.*

Zu dessen Beglaubigung haben wir unterschriebene dazu gevollmächtigte Ministers Sr. Grossbritannischen Majestät der Königin von Ungarn und Böhmen, gegenwärtiges im Nahmen gedachter ihrer Majestäten unterzeichnet und unser Wapenpetschaft beidrucken lassen.

Gegeben zu Hannover den $\frac{13}{24}$ten Junius 1741.

HARRINGTON. HENRICH CARL *Graf* VON OSTEIN.

47.

Convention entre les Rois de France et de la Grande-Brétagne pour l'exécution des articles du traité de commerce conclu à Utrecht, relatifs au cas de la rupture; signée au mois d'Avril 1744. 1744

(ROUSSET *Recueil* T. XVIII. p. 363. et se trouve dans *Merc. hist. et pol.* 1744. T. I. p. 560. et dans MOSER *Versuch* T. IX. P. I. p. 46.)

ART. I.

Que les Articles du traité de commerce entre la Grande-Brétagne et la France, conclu à Utrecht le 11 Avril 1713 *), N. St. qui regardent les sujets de l'une et de l'autre Nation dans les cas de guerre, nommément l'arti- *Traité d'Utrecht.*

*) DUMONT T. VIII. P. I. p. 345.

1744 l'article XIX, feront exécutés de part et d'autre dans toute leur étenduë.

ART. II.

Navires et effets exemts de saisie

Que les navires, les marchandifes et les effets, meubles ou immeubles appartenant aux fujets des deux Nations, et qui fe trouveront dans les ports ou autres lieux de la domination de la partie adverfe, ne feront point arrêtés ou confisqués, mais qu'il fera libre pendant le terme de 6 mois, à compter du jour de la Déclaration de guerre, de vendre ou difpofer de ces effets, de la manière que les propriétaires le jugeront à propos.

ART. III.

Après 6 mois.

Que, fi dans ce terme de 6 mois les fujets de l'une ou l'autre des deux couronnes ne trouvent pas d'occafion de vendre leurs effets, et qu'ils aiment mieux les transporter ailleurs; dans ce cas il leur fera accordé toutes les facilités néceffaires pour la fortie desdits effets, enfemble de leurs perfonnes, et il leur fera délivré des paffeports valables, afin de fe retirer où ils jugeront à propos; tous obftacles et difficultés qui ont pû arriver pour y mettre empêchement, ceffant de part et d'autre en vertu de cette convention.

ART. IV.

Délai ultérieur.

Que, s'il arrive des cas extraordinaires, auxquels il n'aura pas été poffible de mettre ordre dans le terme des fix mois, les perfonnes intéreffées qui s'adrefferont aux Miniftres, et qui les préviendront làdeffus, obtiendront encore un délai, fuivant l'exigence du cas. N. B. Mr. Amelot a ajouté à cet article: Que s'il y avoit quelques fujets de Sa Majefté Britannique, qui fouhaitaffent de refter en France pendant la guerre, fans y être même obligés par leurs affaires, on le leur permettoit moïennant qu'ils fe comportaffent d'une manière convenable; dans la perfuafion qu'on auroit en Angleterre les mêmes égards pour les fujets de France qui voudroient s'y arrêter auffi.

ART. V.

Paquebots.

Qu'on laiffera fubfifter les Paquebots au moins pendant les 6 prémiers mois de la guerre afin de faciliter le commerce des lettres et le paffage des fujets de part et d'autre: Qu'il leur fera permis d'entrer dans le port de Calais, et d'y refter en toute liberté et fûreté, à

à condition que le Paquebot, avant d'entrer dans le Port, se fera connoître au Commandant, qui envoïera des Officiers à bord pour s'informer des passagers qui s'y trouveront; et ledit Paquebot, en partant, ne pourra prendre personne avec lui que du consentement et avec permission du Commandant de Calais, qui donnera à ces bâtimens les passeports nécessaires pour passer et repasser en touté liberté et sûreté, sans être inquietés ni molestés par les vaisseaux de guerre du Roi Très-Chrétien, ni par les autres navires armés en course, sous quel prétexte que ce puisse être. 1744

Art. VI.

Et il a été convenu que, si par le moien de ces Paquebots, il arrivoit quelque abus qui empêchât cet arrangement de subsister, il ne sera commis aucune violence; mais que le dernier Paquebot qui s'en retournera en Angleterre, sera chargé d'un avis pour ne plus en expédier à Calais. *Revocation des Paquebots.*

48.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi de France portant revocation du traité de commerce conclu 1739, avec les Provinces-Unies des Pays-Bas; en date du 31 Décembre 1745. 1745 31 Déc.

(*Mercure historique et politique* 1746. T.I. p. 113.)

Le Roi, s'étant fait représenter en son Conseil le traité de paix et d'amitié fait à Utrecht le 11 Avril 1713, entre le feu Roi et les Etats Généraux des Provinces-Unies ensemble celui de commerce, fait à Versailles le 21 Décembre 1739; S. M. a reconnu que les dispositions desdits traités, notamment celles des articles I et IV. du traité d'Utrecht, et celles des XI et XII articles du traité de 1739, n'ont eû pour objet que d'établir entre les 2 puissances réciproquement, une parfaite confédération, amitié et bonne correspondance; en sorte qu'il ne pût être

1745 être respectivement donné aucune atteinte, ni commis aucune contravention auxdits traités, directement ou indirectement, principalement en ce qui pourroit intéresser la sûreté du commerce et de la navigation des sujets des 2 Etats, dans tous les Païs de leur domination: que c'est par ces seules considérations que S. M. en suivant les vûes du feu Roi, s'est déterminée à continuer par le traité du 21 Décembre 1739. dans ses Etats et ceux de sa domination au préjudice même de ses propres sujets, à plusieurs égards, les avantages que ceux desdits Etats Généraux pouvoient desirer pour le bien de leur commerce. Et S. M. étant bien informée que lesdits Etats Généraux ont formellement contrevenu auxdits traités, soit en obligeant plusieurs Armateurs François d'abandonner dans les ports desdits Etats Généraux les prises qu'ils y avoient conduites, en forçant d'autres d'en sortir, sans y avoir reçû les secours dont ils avoient besoin; soit en permettant aux Anglois qui ont pris 3 Navires de la Compagnie des Indes de France, de les conduire dans un port desdits Etats Généraux, où ils ont même été vendus et expediés ensuite pour Hollande, sous pavillon Hollandais, afin de les mettre à l'abri de la reprise, soit enfin en donnant d'ailleurs à S. M. de justes sujets de se plaindre de leur conduite à son égard, dans différentes occasions qui sont connues de toute l'Europe, notamment par l'infraction aux capitulations de Tournay et de Dendermonde, elle a jugé que des contraventions si marquées auxdits traités, et dont elle a vainement demandé et attendu les réparations qui lui sont dûes, détruisent les engagemens auxquels elle avoit consenti en faveur desdits Etats Généraux, qu'elle a jusqu'à present remplis avec la fidelité la plus scrupuleuse, et qu'elles font cesser, en même tems, les motifs qui avoient porté S. M. à les prendre. Sur quoi S. M. voulant faire connoitre ses intentions, ouï le rapport du Sieur Machault, Conseiller ordinaire au Conseil-Royal, Controlleur Général des finances, le Roi étant en son Conseil, à ordonné et ordonne qu'à l'avenir, et à commencer du jour de la publication du présent arrêt, les sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies cesseront de jouïr dans tous les ports et villes du royaume, de tous les avantages qui leur ont été accordés par les traités de commerce du 21 Décembre 1739, et qu'en consequence ils seront traités, tant pour leurs personnes

que

que pour leurs navires, cargaifons, biens et effets, navigation et commerce, comme les nations neutres avec lesquelles il n'a été fait ni convention, ni traité de commerce; S. M. dérogeant à cet effet à tout traité, convention, déclaration, arrêt et réglement, de quelque nature qu'il foit, qui pourroient être contraires au préfent arrêt. 1745

Cependant l'exécution immédiate de cet arrêt a été fuspendue dans quelques points fur les plaintes des Hollandais par l'arrêt fuivant du mois de Janvier 1746. (*Merc. hift. et pol.* 1746. T. I. p. 236.) portant:

1) Que les vaiffeaux Hollandois, qui fe font trouvés dans les ports de France avant la publication de l'arrêt mentionné, fur lesquels on a mis l'embargo, et qui y ont été retenus par force, ne feront point affujettis au payement du droit de fret, ou de 50 fols par tonneau.

2) Que ceux des vaiffeaux de la même nation fur lesquels l'embargo n'a point été mis, mais qui n'étoient pas encore repartis avant la publication de l'arrêt, ne feront pareillement pas affujettis à ce droit de fret.

3) Que les vaiffeaux Hollandois, qui, étant partis des ports de la Républiqu̧e dans les mois de Décembre pour le compte des negocians françois, ne font arrivés dans les ports de France que depuis la publication de l'arrêt, font fans difficulté dans le cas de payer le fret.

4) Que les marchandifes arrivées fur des vaiffeaux Hollandois, et qui n'étoient point déchargées, mais dont la déclaration avoit été faite avant la publication de l'arrêt du 31 Décembre, ne doivent acquitter les droits que conformement à ce qui fe partiquoit avant cet arrêt.

5) Que les marchandifes arrivées, mais non declarées, avant la publication de l'arrêt, doivent payer les grands droits; et qu'à plus forte raifon celles qui ont été demandées en Hollande, et qui ne font pas encore arrivées en France, doivent y être affujetties, à l'exception néanmoins du poiffon falé, comme la Moruë et le Harang.

49.

1735 *Acte séparé et secrèt conclu entre S. M. la Reine* 18 May. *de Hongrie et de Bohéme et S. M. le Roi de Pologne Electeur de Saxe, rélatif au Partage eventuel de la Silésie; signé à Leipzig le 18 May 1745.*

(C. de Hertzberg *Recueil.* T. I. p. 28.)

L'expérience n'ayant que trop fait connoître, à quel point le Roi de Prusse pousse ses mauvaises intentions, pour troubler le repos de ses Voisins, et ce Prince ayant d'un côté et réitérativement envahi et dévasté les Etats de Sa Majesté la Reine de Hongrie et de Bohéme, et inquiété de l'autre Sa Majesté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, par plusieurs menaces, préparatifs de guerre et passages violents, sans qu'on en ait pû obtenir la satisfaction duë pour le passé, ni sûreté suffisante pour l'avenir, il a été considéré, que ce double but ne sauroit être obtenu, tant que le dit Voisin redoutable ne sera resserré dans des bornes étroites. C'est pourquoi Sa Majesté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, comme allié auxiliaire, et Sa Majesté la Reine de Hongrie et de Bohéme, comme Partie attaquée et belligérante, sont convenus, par le présent acte séparé et secret, d'employer leurs efforts communs, non seulement à pleinement remplir l'acte passé entre leurs Majestés le $\frac{6}{15}$ May 1744, et les mesures concertées, sur les engagemens pris par leur traité d'alliance conclu le 8 Janvier 1745 *), avec les puissances maritimes, mais encore de ne pas poser ni l'une ni l'autre bas les armes, qu'outre la Conquête de toute la Silésie, et de la Comté de Glatz, on n'ait encore plus étroitement réduit le Roi de Prusse.

Et pour qu'on se soit entendu ensemble d'avance sur le partage des Conquêtes à faire, pendant que le 8 Article du dit traité de Varsovie n'établit qu'en gros, que Sa Majesté le Roi de Pologne Electeur de Saxe doit participer aux avantages par des convenances, il a paru nécef-

*) Wenck T. II. p. 171.

néceſſaire de diſtinguer les cas qui pourroient arriver 1745
dans la ſuite et de s'entendre ſur un chacun d'eux.

Suppoſé donc, qu'outre la réacquiſition de toute la Siléſie et de la Comté de Glatz, on parvint, à conquérir ſur le dit Roi, le Duché de Magdebourg, le Cercle de Saal y compris, la Principauté de Croſſen avec le Cercle de Züllichau y appartenant et les fiefs de Bohéme poſſidez par ce Roi et ſitués dans la Luſace, nommément Cotbus, Peitz, Stockau, Beeſkau, Sommerfeld et d'autres endroits et diſtricts qui y appartiennent; en ce cas, toute la Siléſie et la Comté de Glatz, à Swibus près, devront révenir à Sa Majeſté la Reine de Hongrie et de Bohéme, laquelle céde en échauge tout le reſte qu'on vient d'énoncer, avec le diſtrict de Swibus appartenant d'ailleurs à la Siléſie, à Sa Majeſté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe.

Suppoſé au contraire, qu'outre la réacquiſition de toute la Siléſie et de la Comté de Glatz, on ne parvint à conquérir ſur l'aggreſſeur, que le Cercle de Saal, la Principauté de Croſſen avec le Cercle de Züllichau et les ſusnommez fiefs de Bohéme lui appartenants en Luſace; alors Sa Majeſté Polonoiſe, Electeur de Saxe, ſe contentera de ce dernier partage et du diſtrict de Swibus, en laiſſant pareillement à Sa Majeſté la Reine de Hongrie et de Bohéme toute la Siléſie et la Comté de Glatz, à Swibus près. Mais ſuppoſé enfin, que contre toute attente, et non obſtant les efforts communs ſusdits, on ne parvint qu'à conquérir outre la Comté de Glatz, toute la Siléſie de même que la Principauté de Croſſen avec le Cercle de Züllichau et les ſusdits fiefs de Bohéme poſſédez par le dit Roi en Luſace; En ce cas, Sa Majeſté Polonaiſe aura outre la Principauté, le Cercle et les fiefs qu'on vient de nommer, le diſtrict de Swibus, appartenant autrement à la Siléſie.

Et pour que Sa Majeſté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe ſoit d'autant plus aſſûré, du moins et pour le pis aller, de ces dernières acquiſitions, Sa Majeſté la Reine de Hongrie et de Bohéme s'engage de la manière la plus forte et la plus ſolemnelle, que Sa Majeſté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, doit avoir préciſément les mêmes ſûretés pour ces nouvelles acquiſitions, qu'elle aura ou pourra avoir pour la réacquiſition de
ſes

1745 ſes anciens Etats patrimoniaux, c'eſt à dire, la Siléſie et la Comté de Glatz, de ſorte que tout doit aller à pas égaux, et qu'elle ne ſauroit ſe prévaloir pluſtôt de la poſſeſſion de toute la Siléſie, que lorsque Sa Majeſté le Roi de Pologne ſe trouvera pareillement dans la poſſeſſion de ſa quote part aux Conquêtes.

A cette fin les Troupes Saxonnes de Sa *Majeſté* Polonoiſe reſteront dans la Siléſie reconquiſe jusqu'à ce que ſa quote part ſera effectuée, du moins ſelon le dernier des cas ci-deſſus énoncés.

Après quoi les Hauts Contractants ſe garantiront réciproquement pour Eux et pour Leurs Héritiers et Succeſſeurs à perpétuité, tout ce qu'à l'un et à l'autre ſera tombé en partage, en tâchant d'en obtenir auſſi la Garantie de Leurs Alliés.

En foi de quoi Leurs Majeſtés ont ſigné chacune de propre main, un exemplaire de la même teneur de cet Acte ſéparé et ſecret, pour être échangé l'un contre l'autre, et y ont fait appoſer Leurs ſceaux Royaux.

Fait à Leipzig ce 18 May 1745.

AUGUSTE Roi.

50.

1746 22 May. *Traité d'alliance défenſive entre les Cours de Vienne et de St. Petersbourg; ſigné à St. Petersbourg le 22 May 1746.*

[Rousset *Recueil* T. XIX. p. 160. et ſe trouve dans Adelung *Staatsgeſchichte* T. V. Beyl. II. (All. et Fr.) et Moser *Verſuch* T. VIII. p. 164 (Fr.)]

Au nom de la Très-Sainté et Indiviſible trinité.

La Séréniſſime et Très-Puiſſante Princeſſe et Dame, Dame Elisabeth, première du Nom, Impératrice et Autocratrice de Toutes les Ruſſies &c. d'une part, et de

de l'autre la Séréniſſime et Très-Puiſſante Princeſſe et Dame, Dame MARIE THERESE, Impératrice des Romains, Reine de Germanie, Hongrie et Bohème &c. 1746

Ayant jugé néceſſaire pour la tranquilité et le bien commun de toute l'Europe, de renouveller dans une nouvelle alliance défenſive l'amitié réciproque qui ſubſiſte depuis longtems entre S. M. Imp. de toutes les Ruſſies et S. M. Imp. et Royale l'Impératrice des Romains, Royale de Hongrie &c. ſur le pié du traité d'alliance conclu à Vienne le 6 Août 1726 *), entre S. M. Imp. de toutes les Ruſſies l'Imperatrice CATHERINE ALEXIEWNA, de très-glorieuſe mémoire, et S. M. Imp. et Royale l'Empereur des Romains Charles VI., auſſi de très-glorieuſe mémoire, avec quelques changemens proportionnés à l'état preſent des conjonctures, et d'en reſſerrer les noeuds avec tout le ſoin imaginable, afin que dans aucun cas quelconque que ce pût être, où il arriveroit que l'une ou l'autre des parties contractantes fut attaquée hoſtilement, il ne puiſſe ſe rencontrer ni délai ni retardement par rapport aux ſecours dûs mutuellement; Sa dite Maj. Imp. de toutes les Ruſſies, et Sa dite Maj. Imp. et Royale, en qualité de Dame Héréditaire de ſes Royaumes et Etats, ont bien voulu nommer et munir des pleinspouvoirs néceſſaires à l'accompliſſement d'un ouvrage ſi ſalutaire, leurs Miniſtres ſouſſignez, ſavoir, de la part de S. M. Imp. de toutes les Ruſſies, le très-illuſtre et très-excellent Seigneur le Seigneur *Alexy*, Comte de *Beſtucheff-Rumin*, Chancelier et Conſeiller Privé de Sa dite M. Imp &c., et de la part de S. Imp. des Romains, et Reine de Hongrie &c., le très-illuſtre et très-excellent Seigneur le Seigneur *Jean François de Bretlach*, Libre Baron du St. Empire Romain, Ambaſſadeur Extr. de Sa dite Majeſté Imp. des Romains à la Cour Impériale de Ruſſie, comme auſſi le très-noble Sr. *Nicolas Sebaſtian de Hohenholtz*, Chevalier du St. Empire Romain, Conſeiller Impérial et Réſident accredité de L. M. Imp. et Roïales l'Empereur et l'Impératrice des Romains à la Cour Imp. de Ruſſie; lesquels Miniſtres, en vertu de leurs Pleinpouvoirs, après avoir conferé entr'eux, ſont convenus des Articles ſuivans du Traité d'Alliance.

ART.

*) DUMONT T. VIII. P. II. p. 131.

1746

ART. I.

Amitié. Il y aura une amitié sincère, constante et perpétuelle entre S. M. I. de toutes les Russies, ses successeurs héritiers d'une part, et S. M. I. et l'Imp. des Romains ses héritiers et successeurs d'autre part, et cette paix sera cultivée conjointement de telle sorte, que chaque partie s'efforce de procurer le bien et l'avantage de l'autre, et d'en détourner tout dommage.

ART. II.

Alliance defensive. Pour cet effet, il a été résolu que si dans la suite S. M. I. de toutes les Russies ou S. M. I. et R. l'Imp. des Romains venoit à être attaquée par qui que ce puisse être, l'une des parties devra incessamment envoyer à l'autre, sur sa requisition préalable les secours nécessaires, lequel sera determiné tant par rapport à sa nature qu'à sa qualité, de la manière qu'on en est convenu dans les articles suivans du présent traité.

ART. III.

Secours reciproques. Comme le but principal de cette alliance est de se munir réciproquement contre toutes attaques et dommages, quelconques, et que chacune des hautes parties contractantes ne desire rien avec plus d'ardeur que d'accomplir en tous tems ces engagemens mutuels, de la façon la plus utile et la plus avantageuse auxdites parties alliées, selon les moïens que Dieu leur a mis en mains; c'est pourquoi l'on est convenu par le présent article, que s'il arrivoit que S. M. Imp. de toutes les Russies fut attaquée ou inquietée par qui que ce fut dans ses empires, provinces, territoires ou autres possessions quelconques situées en Europe, ensorte que Sa M. I. de toutes les Russies jugeât nécessaire de reclamer les secours de son alliée, S. M. I. et R. l'Imp. des Romains lui envoïera dans le terme de trois mois, à compter du jour de la réquisition, un secours de trente mille hommes, savoir vingt-mille hommes d'Infanterie et dix-mille de Cavallerie, lequel corps auxiliaire restera de la part de la dite M. Imp. Reine à S. M. I. de toutes les Russies pendant tout le tems que la dite attaque ou vexation subsistera.

Par contre, si S. M. I. et R. l'Imp. des Romains étoit attaquée ou inquietée par qui que ce puisse être dans

dans ces royaumes, provinces, états ou autres possessions quelconques héréditaires, de manière qu'elle trouvât nécessaire de requerir du secours de son alliée, Sad. M. I. de toutes les Russies lui envoïera pareillement le nombre susmentionné de trente mille hommes dans le terme de trois mois dépuis le jour de la réquisition faite, lequel corps auxiliaire restera à Sad. M. l'Imp. Reine de la part de S. M. I. de toutes les Russies aussi longtems qu'elle continuera à être attaquée ou inquietée; à l'occasion de quoi il à néanmoins été expressément reglé entre les deux hautes parties contractantes, que le cas de cette alliance dans la prestation du secours ci-dessus spécifié, ne doit et ne pourra s'étendre, ni à l'égard de l'une des parties, lorsque l'Empire de S. M. I. de toutes les Russies seroit attaqué par la Perse, ni à l'égard de l'autre partie, au cas que les états que S. M I. et R. l'Imp. des Romains possede en Italie, fussent attaqués, comme aussi ledit cas de l'alliance ne pourra point s'étendre ni à la guerre qui existe non seulement actuellement en Italie, ni même à aucune autre guerre, qui pour quel sujet que ce soit pourroit naitre à l'avenir entre Sad. M. I. comme Reine de Hongrie et de Bohème et la Couronne d'Espagne. Toutefois les deux hautes parties contractantes se sont concertées, qu'au cas que Sad. M. I. et R. l'Imp de Romains vint à être attaquée en Italie, elle ne requerra à la vérité aucun secours pour la défense de ces états-là, mais qu'alors néanmoins S. M. I. de toutes les Russies devra tenir prêt un corps de 30 mille hommes, savoir 20 mille hommes d'Infanterie et 10 mille hommes de Cavallerie. 1746

Que pareillement aussi, si S. M. I. de toutes les Russies étoit attaquée par la Perse, S. M I. des Romains, Reine de Hongrie et de Bohème, tiendra aussi prêt un corps de 30 mille hommes, savoir 20 mille d'Infanterie et 10 mille de Cavallerie. Lequel préparatif reciproque desdites troupes se fera par les deux hautes parties contractantes, dans la vûë d'être d'autant plûtôt en état de se fournir mutuellement le secours necessaire, s'il arrivoit qu'il se suscitat une autre guerre, tandis que celle qui existeroit en Italie ou en Perse ne seroit pas terminée.

Art. IV.

Si la partie requise, après avoir fourni le secours, en conformité du précédent Article III, venoit à être *Exceptions.*

1746 Elle-même attaquée, ensorte qu'elle se vit contrainte de rappeller ses troupes pour sa propre sûreté. il lui sera libre de le faire deux mois après en avoir dûëment averti la partie réquerante. Il a de même été réglé, qu'au cas que la partie requise se trouvant elle-même impliquée dans une guerre lors de la réquisition faite, de manière qu'elle eut indispensablement besoin de garder pour sa propre sûreté et défense le secours qu'en vertu de ce traité-ci elle seroit obligé de fournir à son alliée, alors et dans une telle conjoncture ladite partie requise ne sera point tenuë à la prestation dudit secours, aussi long-tems que le besoin susmentionné subsistera.

ART. V.

Artillerie et munitions. Les Troupes auxiliaires de Russie devront être fournies d'Artillerie de Campagne, à raison de deux Pieces de Canon de 3 livres de Bale par Bataillon; comme aussi de Munitions de guerre; elles seront aussi soudoïées, complettées et recrutées par S. M. I. de toutes les Russies; néanmoins S. M. l'Imp. des Romains leur fera fournir les portions et rations, savoir une livre de viande par jouir, 60 livres de Pain une de farine de Seigle par mois, 4 livres de Gruau, une livre de Sel, le tout au poid de Hollande; les rations ou fourages se délivreront suivant la Tabelle Russienne, mesure de Hollande tant en Avoine, Foin, qu'autres provisions semblables; Elle leur procurera aussi les Quartiers, le tout sur le même pié que lesdites troupes sont ordinairement entretenuës par S. M. l'Imp. de toutes les Russies, bien entendu néanmoins que dans cet entretien naturel à fournir, la partie requérante pourra faire entrer en déduction les livraisons qui auront été exigées et tirées des pays ennemis, sans comprendre le butin, qui suivant les loix de la guerre, doit appartenir aux troupes.

ART. VI.

Passage. Si lesdits Troupes auxiliaires de Russie sont obligées, sur la requisition de S. M. I. et R. l'Imp. des Romains de passer sur le territoire de quelques puissances étrangères, en ce cas-là, Sad. M. l'Imp. Reine aura le soin de leur obtenir le libre passage, et de leur faire avoir le pain et les fourages, ainsi qu'il est réglé dans le précedent Article V. Pareillement S. M. I. de toutes les Russies s'engage réciproquement d'obtenir le passage au travers

ravers des territoires étrangers, pour les Troupes de S. M. l'Imp. Reine, lorsqu'elle en aura besoin et de leur procurer l'entretien sur le pié que l'on vient de régler, mais au cas que S. M. I. de toutes les Russies soit obligée en conséquence dudit Vme Article d'envoier des Recruës à ses Troupes Russiennes, S. M. I. et R. l'Imp. des Romains se charge des fraix nécessaires à leurs transports, ce qui doit s'entendre aussi du retour desdites Troupes Russiennes, jusqu'aux frontières de leur pays, soit lorsque Sa dite Majesté l'Imp. des Romains les renvoiera, ou lorsque S. M. I. de toutes les Russies les rappellera pour sa propre défense en vertu du IVme Article de ce Traité. Par contre on sera tenu de la part de la Cour Imp. de Russie d'en user précisement de même à l'égard des Troupes auxiliaires de S. M. I. et R. l'Imp. des Romains. 1746

ART. VII.

Bien que chaque Officier commandant les Troupes auxiliaires, qui sera nommé par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes, doive conserver le Commandement qui lui aura été confié, cependant le Commandement en Chef appartiendra sans difficulté à celui que la partie requérante aura destiné à cet emploi, avec cette condition néanmoins, qu'on ne fera nulle entreprise importante sans en avoir préalablement déliberé et formé la resolution dans le Conseil de guerre en présence du Général Commandant et Officier de la partie requise. *Commandement en chef.*

ART. VIII.

Pour obvier aux inconvéniens et aux méprises qui pourroient naître sur le rang et le caractère des Officiers, la partie requérante devra faire connoître de bonne heure le Chef, auquel elle aura dessein de remettre le Commandement Général de ses Troupes, en conséquence de quoi la partie requise pourra régler le Rang et Caractère de celui qui devra commander le Cops auxiliaire. *Rang.*

ART. IX.

Les Troupes auxiliaires auront leurs propres prêtres et le libre Exercice de leur Religion: elles ne seront jugées dans tout ce qui concerne le Service Militaire que suivant les Réglemens, Articles et Constitutions Militaires de leur propre pays, mais s'il se suscitoit quelques difficultés entre les Officiers, ou les Soldats des Troupes combinées, elles seront examinées et décidées par un *Religion.*

 nombre

1746 nombre égal de Commiſſaires réſpectifs des deux parties, et les délinquans ſeront punis ſuivant les loix militaires de leurs ſouverains. On laiſſe de même tant au Général qu'aux Troupes auxiliaires qu'il commandera, la liberté d'entretenir Correſpondance ſans nul empêchement dans leur patrie, ſoit par lettres, ſoit par des exprès.

ART. X.

Emploi. Les Troupes auxiliaires de l'une et de l'autre partie, devant autant qu'il ſera poſſible, reſter réunies en un Corps; et afin qu'elles ne ſoient pas expoſées à de plus grandes fatigues que les autres, et qu'on obſerve une parfaite égalité dans toutes les expeditions et operations, le Commandant en Chef ſera tenu de garder; dans toutes les diſpoſitions qu'il fera, une juſte proportion, ſuivant l'état et la force de l'Armée entière. De plus on eſt convenu entre les hautes parties contractantes, que les Troupes auxiliaires devront dans les pays et lieux ennemis quels qu'ils puiſſent être, jouïr de tout le même butin, ſans abſolument aucune exception, dont la partie requérante permettra à ſes propres Soldats de jouïr.

La même choſe s'éntendra auſſi réciproquement de part et d'autre à l'égard des Trophées, comme Canons, Drapeaux et autres dépouilles ſemblables, qui auront été remportées ſur l'ennemi même par leſdits Troupes alliées à l'occaſion d'une bataille ou action, et qui ſeront reſtées en leur pouvoir.

ART. XI.

Augmentation de ſecours. S'il arrivoit que ſuivant la raiſon de guerre, il fut plus avantageux aux deux hautes parties contractantes d'attaquer l'ennemi commun, chacun du côté de ſes propres Provinces, en ce cas-là on devra déliberer d'un commun conſentement ſur les moïens les plus propres à mettre ce plan en exécution; de plus, il a été réſolu ici préalablement et à l'avance, que ſi le ſecours déterminé dans le IIIme Article de ce traité, n'étoit pas ſuffiſant, il faudroit en ce cas-là convenir ſans perte de tems, d'un plus grand ſecours que l'une des parties devra fournit à l'autre.

ART. XII.

Paix. Si le cas arrive qu'on ſoit contraint de recourir aux Armes, il ne pourra ſe faire ni paix, ni trève, ſans y comprendre celle des hautes parties contractantes, qui n'aura pas

pas été attaquée, afin qu'il ne lui soit porté aucun dommage en haine du secours qu'elle aura prêté à son alliée. 1746

ART. XIII.

Les deux hautes parties contractantes s'engagent en conformité de la présente alliance et amitié solidement établie entre Elles, de faire expédier des ordres formels à leurs Ministres residens dans les Cours étrangéres, pour que dans toutes les occurences et occasions, ils se concertent amiablement entr'eux, qu'ils s'entr'aident et s'appuïent mutuellement avec tout le soin et diligence possible dans leurs affaires et négociations, et qu'il réunissent leurs efforts, pour avancer conjointement tout ce qui peut tendre au bien et à l'avantage de leurs maîtres respectifs. *Bonne correspondance.*

ART. XIV.

Aucune des hautes parties contractantes n'accordera ni azile, ni assistance ni protection quelconque aux sujets ou Vassaux Rebelles de l'autre, et s'il se découvroit quelques Intrigues secrettes et machinations qui se tramassent au préjudice et desavantage de l'une des parties, et qui parvinssent à la connoissance de l'autre, on les révélera aussi-tôt convenablement et dans l'ordre à la partie interessée, et l'on s'aidera mutuellement en travaillant de concert à les etouffer et les détruire. *Rebelles.*

ART. XV.

Comme S. M. I. de toutes les Russies et S. M. l'Imp. des Romains ont également fort à coeur la conservation de la paix, tranquillité et sûreté du royaume et de la République de Pologne, les hautes parties contractantes ont trouvé bon et concerté entr' elles d'inviter conjointement à l'accession de la présente alliance, sur le pié d'alliée, non-seulement le Roi et la République de Pologne, mais aussi d'autres puissances, et en particulier S. M. le Roi de la Grande-Brétagne en qualité d'Electeur de Bronswic-Lunebourg, en cas que S. M. I. de toutes les Russies et S. M. I. et R. l'Imp. des Romains jugent à propos d'y inviter quelques-unes desdites puissances. *Accession de la Pologne.*

ART. XVI.

Mais si la République de Pologne ne vouloit pas acceder à cette alliance, on ne laissera pas néanmoins d'y inviter amiablement le Roi de Pologne, en qualité d'Ele- *De la Saxe.*

1746 d'Electeur de Saxe, de la part des deux hautes parties contractantes.

ART. XVII.

Durée. La paix, l'amitié et la bonne intelligence doivent subsister à perpétuité entre les deux hautes parties contractantes; mais comme il est d'usage dans les traitez de fixer un certain tems à la durée d'une alliance formelle; on est convenu que le présent traité subsistera vingt-cinq ans, à compter du jour de la signature.

ART. XVIII.

Ratification. Le présent traité d'alliance défensive sera ratifié par les deux hautes parties contractantes dans le terme de deux mois, ou plûtôt si faire se peut, l'échange des Ratifications se fera ici à St. Petersbourg en la forme accoûtumée. En foi dequoi les Ministres plénipotentiaires susnommés ont signé deux doubles du présent Instrument, et l'ont muni de leur cachet; après quoi ils en ont fait l'échange entre eux. Ainsi, fait à St. Pétersbourg le 22 Mai l'An 1746.

ALEXY, Comte DE BESTUCHEFF-RUMIN.
JEAN FRANÇOIS DE BRETLACH.
NIÇOL, SEBASTIAN DE HOHENHOLTZ.

*Traduction du quatrième Article séparé *) et sécret du traité de Petersbourg du 22 May 1746.*

(C. DE HERTZBERG *Recueil* T. I. p. 30.)

Sa Majesté l'Imperatrice-Reine d'Hongrie et de Bohème déclare, qu'elle observera religieusement et de bonne foi, le traité de paix conclu entre Elle et S. M. le Roi de Prusse à Dresde le 25 Décembre 1745, et qu' elle ne sera point la première à se départir de la renonciation qu'elle a faite de ses droits sur la partie cédée du Duché de Silésie et de la Comté de Glatz.

Mais

*) Il y avait 6 articles séparés; les autres moins importans sont demeurés secrets, cependant on sait que le 1er article concernait la garantie des états du Grand Duc comme Duc de Holstein le 2, 3. et 6me concernait les affaires entre la Russie et l'Autriche, l'exemtion des guerres d'Italie du *casus foederis* &c. voyés MOSER *Versuch* T. VIII. p. 175.

Mais si contre toute attente et les voeux communs, le Roi de Prusse fut le premier à s'écarter de cette paix, en attaquant hostilement, soit Sa Majesté l'Impératrice-Reine d'Hongrie et de Bohème, ou ses héritiers et successeurs, soit S. M. l'Impératrice de Russie ou bien la République de Pologne, dans tous lesquels cas, les droits de S. M. l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème sur la partie cedée de la Silésie et la Comté de Glatz, par conséquent aussi les garanties renouvellées dans le second et troisième Article de la part de S. M. l'Impératrice de Russie auroient de nouveau lieu et reprendroient leur plenier effet; les deux hautes parties contractantes sont convenuës expressément, que dans ce cas inespéré, mais pas plûtôt, la dite garantie sera remplie entièrement et sans perte de tems, et elles se promettent solemnellement que pour détourner le danger commun d'une pareille agression hostile, elles uniront leurs conseils, qu'elles enjoindront la même confidence réciproque à leurs Ministres dans les Cours étrangères, qu' elles se communiqueront confidemment, ce que de part ou d'autre on pourroit apprendre des desseins de l'ennemi et enfin S. M. l'Impératrice-Reine d'Hongrie et de Bohème, en Moravie et les Comtés adjacentes de Hongrie un Corps de 20000 hommes d'Infanterie et de 10000 hommes de Cavallerie, et que S. M. l'Impératrice de Russie tiendra prêt un Corps pareil en Livonie, Esthonie et autres Provinces voisines, de façon qu'en cas d'une attaque hostile de la part de la Prusse, soit contre l'une, soit contre l'autre partie, ces 30000 hommes pourront et devront aller au secours de la partie attaquée en 2 ou tout au plus tard en 3 mois, à compter du jour de la requisition faite. 1746

Mois comme il est facile à prévoir, que 60000 hommes ne suffiront pas pour détourner une pareille attaque, pour recouvrir les Provinces cédées par la paix de Dresde et pour assurer en même tems la tranquillité générale pour l'avenir, les deux parties contractantes se sont en outre engagées, d'employer pour cet effet, le cas existant, non seulement 30000 hommes, mais même le double, savoir 60000 hommes de chaque côté, et d'assembler ce Corps avec autant de célérité, que la distance des Provinces les moins éloignées le permettra. Les Troupes de S. M. Impériale de toutes les Russies seront employées par mer, ou par terre, selon ce qui sera trouvé le plus

1746 convenable, mais celles de l'Impératrice-Reine d'Hongrie et de Bohème ne seront employées que sur terre; chaque partie commencera à faire du côté de ses propres états une diversion dans ceux du Roi de Prusse, mais en suite on tâchera de se joindre et de poursuivre les opérations conjointement; Mais avant que cette jonction se fasse, il se trouvera un Général de part et d'autre, dans les deux Armées respectives, tant pour concerter les opérations, que pour en être témoin oculaire et pour se communiquer par ce Canal les avis qu'on aura à se donner.

Sa Majesté l'Impératrice de Russie en permettant un si puissant secours à Sa Majesté l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème, n'a aucun dessein de faire des conquêtes à cette occasion; mais comme elle veut bien faire agir son Corps de 60000 hommes tant par mer que par terre et que l'équippement d'une Flotte causeroit des dépenses considérables, de sorte qu'en partageant ainsi les forces de l'ennemi, on auroit lieu de regarder le Corps Russien comme fort excédant le nombre de 60000 hommes, Sa Majesté l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème s'engage et promet, que pour témoigner d'autant plus efficacément sa réconnoissance, elle payera à Sa Majesté l'Impératrice de Russie la somme de 2 Millions de Florins du Rhin, dans un an, à compter du jour qu'elle aura la Silésie en son pouvoir, sans pouvoir en décourter quelque chose, sous titre de ce qu'on aura tiré du pays ennemi.

Ce quatrième Article séparé et secret aura la même force, que s'il étoit inferé mot pour mot au Corps du Traité défensif et doit être ratifié en même tems. En foi de quoi les Ministres susmentionnés y ont apposé leur signature et cachet.

Fait à St. Petersbourg le 22 May 1746.

(L. S.) Alexy Comte Bestoucheff-Rumin.

(L. S.) Jean François de Bretlach.

(L. S.) Nic. Sebast. Noble de Hohenholtz.

51.

Confirmation de la part de S. M. Danoise des privilèges accordés par Frederic III. à la ville de Lubec pour le Comtoir à Bergen en Norvège; en date du 29 Avril 1747. 1747 29 Avr.

(Willebrand *Hansische Chronik* p. 180.)

Bestättigter Freyheitsbrief des Bergischen Contoirs, wie solcher aus Dänischer Sprache übersetzet worden.

Wir Friederich der Fünfte, von Gottes Gnaden zu Dännemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzog zu Schlesswig, Hollstein, Stormarn und Dithmarschen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorst; fügen jedermänniglich hiemit zu wissen, demnach bey uns allerunterthänigst angesuchet, und von uns verlanget worden, unsere allergnädigste Confirmation derer von unsern geliebten Herrn Vater, seel. und hochlöbl. Andenkens, den 18. April 1732 der Stadt Lübeck, bey dem Contoir in unser Kauf-Stadt Bergen allergnädigst confirmirten Privilegien und Freyheiten, wörtlich also lautende, wie folget:

Wir Friederich der Vierte, von Gottes Gnaden zu Dännemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn und Dithmarschen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorst; fügen jedermänniglich zu wissen, demnach die Stadt Lübeck, bey uns allerunterthänigste Confirmation über die von unserm geliebten Herrn Vater, seel. und hochlöbl. Andenkens, der bemeldeten Stadt Lübeck, bey dem Contoir in unser Kauf-Stadt Bergen allergnädigst ertheilten Privilegien und Freyheiten, dieses Einhalts wie folget: Confirmation de 1707.

Wir Christian der Fünfte, von Gottes Gnaden zu Dännemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn und Dithmarschen Graf zu Oldenburg und Delmenhorst; fügen jedermänniglich hiemit zu wissen: demnach die Stadt Lübeck um unser allergnädigste Confirmation, über die von Unserm gelieb- Privilèges de 1673.

1747 geliebten Herrn Vater, seel. und hochlöbl. Andenkens, ihr bey dem Contoir unser Kauf-Stadt Bergen ertheilten Privilegien, allerunterthänigst angesuchet; als haben Wir auf solches Ansuchen und Verlangen, solche Privilegia folgendermassen allergnädigst confirmiret und bestätiget:

Commerce. 1) Soll die Stadt Lübeck, in unser Kauf-*Stadt Bergen*, ihren auf dem Contoir zuvor gebräuchlichen ungehinderten Handel und Trasicq, ungehindert geniessen und behalten; insonderheit in denen Nordländern, jedoch also, dass der Handel mit den Einwohnern in unserm Amte Bergen-Huuss, den Bürgern der Stadt Bergen allein vorbehalten werde, darnach auch, dass vorbemeldete Bürger die Priorität haben sollen, mit allen Schiffen und Kaufleuten, welche von ausländischen und nicht unter unser Jurisdiction gelegenen Städten zu Bergen ankommen, innerhalb 14 Tagen, und mit denen, so von einigen in unsern Königreichen und Ländern gelegenen Plätzen daselbst ankommen, innerhalb 6 Tagen, von eines jeden Ankunft anzurechnen, Handel und Wandel zu treiben, ehe die auf dem Contoir privilegirten Lübecker mögen zugelassen werden, mit denselbigen einigen Handel zu treiben und zu stellen, dahingegen soll allen und jeden hiemit verboten seyn, auf einige von den gegen Norden gelegenen Hafen, wider der bemeldeten Stadt Lübeck, samt der Stadt Bergen, bewilligten Privilegia zu handeln und trafiquiren.

Douânes 2) Haben wir auch allergnädigst bewilliget und vergönnet, bewilligen und vergönnen auch hiemit der bemeldeten Stadt Lübeck, dass sie von den Waaren, so sie in unsern Landen und Reichen ein- und ausfahren, und daselbst verhandeln, keinen höhern Zoll geben sollen, dann unsere andere Unterthanen, mit welchen sie auch gleiche Protection und Commercien-Freyheit geniessen sollen, damit sie hieselbst ihren Handel und Nahrung mit desto besserer Commodität und Sicherheit treiben können, doch mit der Willkühr, dass unsern Unterthanen eben dasselbe auch von den Lübeckischen überall in ihrer Jurisdiction bewilliget und zugelassen sey, und wollen wir ausser diesem die allergnädigste Anordnung machen, dass die an dem Contoir privilegirte Lübecker, nicht von der Stadt Bergen, oder der Bürgerschaft sollen molestiret werden um einige Quota von

von den Ausgaben, Contributionen und Satzungen zu bezahlen, so ihnen zukommen, und von uns ihnen auszugeben könnten auferleget werden. 1747

3) Soll die bemeldete Stadt Lübeck, gleichwie es vor diesem auf dem Contoir gebräuchlich gewesen ist, in Civil- und Domestique-Sachen, so ihnen einig und alleine auf dem Contoir angehen, keinem andern Rechte und Gerichts-Zwang als ihrem eigenen untergeben seyn; im übrigen sollen sie uns für ihre höchste Obrigkeit erkennen, auch denen Rechten, so nun in Vigeur seynd, oder die Wir inskünftige geben werden, gleichfalls mit unsern andern Unterthanen untergeben seyn; über das soll ihnen auch zugelassen seyn, alles Gewichte und Maasse, inskünftige mit ihrem eigenen Gewichte und Maass, gleich wie vor diesem, vor den Contoir geschehen, zufolge unser den 9. November Anno 1671 desfalls ergangenen Verordnung, in so weit es unsers geliebten Herrn Vaters, seel. und hochlöbl. Andenkens, an die Stadt Bergen den 5. August 1662 gegebenes, und den 25. Febr. obbenannten Jahres 1671 von uns confirmirtes Schreiben erkläret, verrichten zu lassen; doch dass man damit also umgehe, nemlich dass, da mit dem Besemer, womit der Fisch in grosser Anzahl gewogen wird, jemanden leichtlich zu kurz geschehen könnte, so soll inskünftige nicht mehr Fisch, als was geringer als eine Wacht ist, mit dem Besemer gewogen werden, da sich aber ein Gewichte, eine ganze Wacht oder mehr beträgt, soll alles insgesamt mit derer Burgermeister und des Raths, als der Stadt-Obrigkeit, in unser Kauf-Stadt Bergen gezeichneten Löthen gewogen werden, und das Loth, bis Wir desfalls andere Anordnung verfügen, bey dem Alten und einem Gewichte verbleiben, welches man Gewichte-Pfunden nennet, und soll solcher in der Stadt-Obrigkeit Verwahrung, und an einem solchen Orte, dazu ein jeder kommen kann, gesetzet seyn. Der Amtmann sammt den Bürgermeistern und Rath in unser Kauf-Stadt Bergen, sollen auch jedes Jahr so oft die Noth erfordert, oder auch wann sie es vor gut erachten, oder wenn es von ihnen begehret wird, die Löthe und Gewichte besichtigen, und dieselben nach der allerunterthänigsten Schuldigkeit damit sie uns verbunden justificiren, auf dass sie im Gewichte unbeschädiget seyn können, imgleichen soll auch eine *Jurisdiction.*

eiser-

1747 eiserne Elle, so ebenfalls, bis wir es anderweitig verfügen, mit der Nordischen übereinkömmt, aussen vor dem Rathhause hangen, damit jedermann darnach die Maasse nehmen kann, nach dessen Länge sollen die Ellen gemacht und gerechnet werden, und ein jeder, der etwas durch die Maasse annimmt oder ausliefert, soll dieselbe und keine andere gebrauchen.

4) Es soll auch der bemeldeten Stadt Lübeck vergönnet seyn, noch über das Salz, womit sie die Nordländer zu versehen schuldig, welches sie von den Oertern, da sie es am besten überkommen, bringen und holen mögen, gleich wie die Holländer und andere Fremde Salz nach Bergen fahren, und solches an niemand anders, gegen Erlegung des gebührlichen Zollens-Gerechtigkeit daselbsten zu verkaufen; jedoch in so weit es nicht gegen unsere Privilegia, die wir unsern Defension-Schiffern allergnädigst verstattet haben, noch sonst gegen die Zoll-Rolle streitig befunden wird.

Eglises. 5) Die beiden deutschen Kirchen in unser Kauf-Stadt Bergen, benebst dem Arm-Haus, mag bemeldete Stadt Lübeck zugleich mit den Städten, welchen wir albereits unser allergnädigstes Privilegium darüber ertheilet haben, oder hiernächst ertheilen werden, ungehindert inskünftige geniessen, gebrauchen und behalten, auch dieselben mit Bedienten und Predigern, welche von der reinen Augsburgischen Confession seyn, versehen und unterhalten, doch sollen die Prediger, wann sie mit unsers Amtmanns und Superintendentis Gutdünken verschrieben, und von denen auf dem Contoir privilegirten vociret werden, ein richtig Testimonium, beides wegen ihrer Geschicklichkeit im Glauben und der Lehre vorzeigen, und sich von unsern Superintendenten in Bergen, welcher anjetzo da ist, oder inskünftige kommen wird, ordiniren und examiniren lassen, ehe und bevor sie das priesterliche Amt zu bedienen admittiret werden, worauf sie denn auch von unserm Amtmann Collation nehmen sollen.

Maisons. 6) Soll auch der Stadt Lübeck zugelassen seyn, ihre Häuser und Stuben nach ihrem eigenen Willen und Belieben zu bauen, verändern und gebrauchen, wann sie davon die gebührliche und gebräuchliche Grund-Hauer bezahlen, und was solcher massen gebauet, verändert und

und gebraucht wird, nicht geschiehet zu einiger De- 1747
fension und Befestigung.

7) Soll in unser Kauf-Stadt Bergen niemand ver- *Leur iso-*
gönnet seyn, dem Contoir näher anzubauen, als der *lement.*
offene und freye Platz, Allemannien genannt, es zuläst,
damit es für Feuers-Noth und Gefahr desto besser ver-
wahret seyn kann.

8) Soll auch keinem Contorischen Kauf-Gesellen *Commis.*
zugelassen seyn, in unser Kauf-Stadt Bergen sich nieder
zu setzen und Bürger zu werden, ehe er seine Rech-
nungen vor seinem Principali abgelegt, desshalben ge-
bührliche Quitirung erlanget, und von des Contoirs
Vorstehern ein Testimonium ante actae vitae bekommen.
Doch soll kein Principal seinen Kauf-Gesellen in solchem
Fall ungebührlich aufhalten, oder demselben seinen Ab-
schied oder Quitirung ohne rechtmäsige Ursache vor-
enthalten.

9) Diese vorgeschriebene Bewilligung und Freyhei- *Liste des*
ten, sollen unser Kauf-Stadt Bergen, oder andern in *membres*
unsern Reichen und Landen gelegenen Städten keines-
weges, und insonderheit denen Glückstädtischen Privi-
legiis präjudicirlich seyn; dahingegen es niemanden von
denen, welchen diess unser allergnädigste Privilegium
anjetzo gegeben, noch denjenigen, die es hienächst
bekommen werden, soll zugelassen seyn, die Handlung
zu führen, und damit andre Fremde, welchen derglei-
chen nicht gebühret oder zukömmt, nicht suchen sollen
unter der privilegirten Nahmen der Contorischen Frey-
heiten sich zu gebrauchen, der Stadt-Bürgerschaft zu
Schwächung und Abbruch, so sollen des Contoirs Vor-
steher, um solchen Unterschleif zuvorzukommen, jähr-
lich acht Tage vor Pfingsten, vor Gericht, an Bürger-
meister und Rath in unser Kauf-Stadt Bergen, ein rich-
tiges Verzeichniss, unter ihren Händen, von allen denen,
so für rechte Contorische gehalten werden, übergeben,
in welchen specificiret werden soll der Herrschaft Nahme,
wie auch wo sie wohnet, item wie sein Geselle heisst
den er daselbst hält, auch des Hofes Nahmen in welchem
seine offene Stube im Contoir zu finden ist, auf dass
man daher wissen könne, welche man für solche mehr
ermeldete Privilegirte halten und achten solle.

10)

1747 10) Die auf dem Contoir privilegirten Lübecker sollen wegen der obbemeldeten und von uns ihnen allergnädigst bewilligten Freyheiten verpflichtet seyn, die Nordländer, in so weit ihnen pro quota zukommen kann, verantwortlicher Weise zu versehen, und deßhalben ein gut und gebührlich Magazin in Vorrath haben.

Approvisionnemens.

Jeux. 11) Und da bey dem Contoir, in bemeldeter unser Kauf-Stadt vieler Missbrauch in Spielen soll im Schwange gehen, wesfalls verschiedene vermögende Handelsleute, welche für dergleichen Sachen einen Abscheu haben, von dem Contoir sich zu enthalten veranlasset worden, dem Commercio zum grossen Schaden und Nachtheil; als wollen Wir um solchen vorzukommen, dass alles Spielen, mit welchem Nahmen es auch mag genennet werden, hiernächst an dem Contoir soll verbothen seyn, und allerdings abgeschaffet werden, bey der Strafe die unsere dessfalls ergangene Verordnung ergiebet.

Changemens des privilèges. 12) Mehrbemeldete Privilegia, welche aus sonderbarer Königs-Gunst und Gnade der Stadt Lübeck ertheilet worden, wollen Wir uns vorbehalten haben, nach allergnädigstem Belieben inskünftige zu ändern, vermindern und vermehren; verbieten also allen und jeden hiewieder, wie vorgeschrieben stehet, keine Hinderung zu machen, noch auf einige Art und Weise zu hintertreiben, unter unser Huld und Gnade.

Gegeben auf unserm Schloss Copenhagen, den 30. April 1673. Unter unser Königl. Unterschrift und Siegel.

(L. S. R.) CHRISTIAN R.

Wollen demnach vorbeschriebene Privilegien und Freyheiten in allen ihren Würden, Clausuln und Punkten, wie hier oben inseriret befunden wird, der vorersagten Stadt Lübeck allergnädigst confirmiren und bestätigen, wie solche dann hiemit confirmiret und bestätiget werden; Jedoch, daß die wegen Maaß und Gewicht ergangene Verordnungen in gebührlicher Observanz genommen werden, mithin diese unsere Confirmation, unsere Kauf-Stadt Bergen,

Bergen, und ihrer Bürgerschaft, in ihrem Handel in dem Stift Bergen auf keine Art und Weise präjudicire wider den 7. Juny Anno 1701. allergnädigst ihnen ertheilten Privilegium, wobey wir das Special-Privilegium, welches die an dem Contoir, in Anno 1683, den 14. April allerunterthänigst erhalten haben, um beides mit Geist- und Weiltlichen daselbst zu handeln, allerdings aufgehoben haben; verbieten demnach allen und jeden, hiewider wie ermeldet keine Hinderung zu machen, noch auf eine Art und Weise zu hintertreiben, unter unser Huld und Gnade. 1747

Gegeben auf unserm Schloß Friedrichsburg, den 17. Juny Anno 1707, unter unser Königl. Hand und Signet.

(L. S. R.) FRIEDERICH R.

Wollen demnach vorbemeldete Privilegia und Freyheiten in allen ihren Worten, Clausuln und Puncten, wie solche hie oben inserirt befunden worden, der obbemeldten Stadt Lübeck allergnädigst confirmiren und bestätigen, so wir denn auch hiemit confirmiren und bestätigen; und verbieten allen und jeden, hiewider wie ermeldet keine Hinderung zu machen, noch auf keine Art und Weise zu hintertreiben, unter unser Huld und Gnade.

Gegeben auf unserm Schloss Christiansburg, in unser Königl. Residenz-Stadt Coppenhagen, den 29. April 1747. unter unser Königl. Hand und Signet.

(L. S. R.) FRIEDERICH R.

G. v. Hollstein.

52.

1747 25 May. *Traité de paix perpétuelle et de libre commerce entre Sa Maj. l'Emp. Romain et la Porte Ottomane; signé le 25 May 1747.*

(*Codice della Toscana legislazione.* T. III. p. 26.)

Trattato di pace perpetua e libero commercio tra Sua Maestà Imperiale e Sua Maestà Ottomanna del dì 25 Maggio 1747.

Sua Maestà Imperiale intenta sempre colle più vive premure all' utile, e felicità delli suoi amatissimi Sudditi, ed appieno informata come il Commercio, che nei tempi addietro fioriva tragli Paesi del Levante, e la Toscana, faceane la sua principal ricchezza; ed altresi di quanto gravi danni, e preiudizj le sia stato cagione l'averlo già da due secoli interrotto; ha stimato degno della Sua Paterna sollecitudine l'impiegare ogni mezzo più efficace per rinnovarlo, e promoverlo, ed animare in tal forma li Mercanti di questi suoi felicissimi Stati, quali lo hanno fino a quest' ora tanto ansiosamente desiderato: Sul riflesso dunque del Loro avanzamento, e del vantaggio, che può resultarne al traffico di questo Suo Gran-Ducato ha concluso, e ratificato, ed ordinato pubblicarsi l'appresso Trattato di Pace perpetua, buona Amicizia, e libero Commercio del seguente tenore.

In Nome della Santissima Trinità.

Sua Maestà l'Augustissimo, e Potentissimo Principe, e Signore, Signore Francesco eletto Imperatore dei Romani sempre Augusto, Duca di Lorena, e di Bar, e Gran-Duca di Toscana, Duca di Gheldria, di Calabria, di Monferrato, e di Teschen in Slesia, Principe di Charleville, Marchese di Pont a Mousson, e Nomeny, Conte di Provenza, di Vandemon, di Blamont, di Zutphen di Saarwerden, di Salm, di Falckenstein &c. &c. &c. seguitando le vestigia dei suoi Augustissimi Predecessori, secondo l'inveterata consuetudine, per mezzo di solenne Imbasciata avendo fatto sapere la sua esaltazione al Soglio del Sacro Romano Impero, al Serenissimo e Potentissimo Prin-

Principe, e Maestà Sua il Sig. Sultano Mah-mud-Han Imperatore degli Ottomanni, dell' Asia, e della Grecia, e Signore, e Possessore di molti altri Paesi, è parso conveniente stringere, e stabilire tra ambe le Parti una nuova, e sincera amicizia, e per renderla più ferma, e sempre più accrescere la reciproca fiducia, e consenso, sono stati seriamente adoprati li mezzi più opportuni. Pertanto per parte della Sacra Romana-Cesarea Maestà l'Illustrissimo Signore Arrigo Cristofan di Penckler Cavaliere del Sacro Romano Impero, Internunzio, e Ministro Plenipotenziario della Maestà Sua alla prefulgida Porta, e Consigliere del Consiglio di Guerra, fornito della necessaria Plenipotenza, avendo tenuti replicati congressi coll' Illustrissimo, ed Eccellentissimo Signore El-Hagi-Mahmed Passà, assoluto, ed attual Luogotenente di Sua Maestà Imperiale Ottomanna, e Plenipotenziario in vigore di Plenaria facoltà; all' effetto, che l'utilità, e sicurezza dei Mercanti d'ambe le Parti, e la buona amicizia dell' uno, e l'altro Imperio perpetuamente, e stabilmente esista, conferendo in virtù della loro Plenipotenza sopra le particolarità del commercio, e speciali mezzi di corroborar l'amicizia, tutti due con spontaneo assenso convenendo in diciassette Articoli, è restata stabilita la Pace. Perciò in avvenire affine di procacciare alli Paesi ereditarii, ed ai Sudditi di ambedue gl' Imperatori per loro, loro Eredi, e Successori una maggiore utilità perpetua, e stabile, e conservare con tal mezzo sinceramente, e constamente illesa la reciproca, e buona amicizia, sfuggendo solidamente tutte le offese, che potessero interromperla; è stata stabilita, e conclusa questa nuova, perpetua, e ferma Pace, li cui Articoli, come, furono concertati, qui sotto esattamente riportansi. 1747

ART. I.

Si è fermata Pace, ed Amicizia perpetua, libero, ed universal commercio per Terra, e per Mare tra li Sudditi di tutti due gl' Imperatori, volendo, che restino compresi sotto nome di Sudditi della Sacra Romana Cesarea Maestà principalmente il Gran-Ducato di Toscana, ed i Porti, e Isole al medesimo sottoposte, ed i Mercanti delle Città di Amburgo, e di Lubecca, quali con bandiere, e Patenti Cesaree desiderano trafficare nelli Stati Ottomanni, e che tutti questi con ogni sorta di loro Mercanzie possano venire ai medesimi Stati Ottomanni, *Paix perpetuelle.*

1747 ed ivi esitarle, e liberamente esercitare la mercatura. Tutti li detti Mercanti forniti di Bandiere, e Patenti Romano-Cesaree-Gran-Ducali possano con li suoi Bastimenti approdare a tutti li Porti soggetti all' Impero Turco, viaggiare avanti, e indietro a loro piacimento, in quelli esporre le loro Mercanzie, e dai medesimi partire sani, e salvi, resarcirvi li bastimenti che avessero patito per tempesta, o per qualsivoglia altro accidente, e provvedervisi al prezzo corrente di attrezzi, e vettovaglie, e di qualunque altra cosa loro fosse bisognevole.

Art. II.

Douánes Li Mercanti di ambedue gl' Imperj, tanto per le Mercanzie portate per via di Terra, che per via di Mare, purchè non sieno proibite dopo aver pagato tre per cento di dazio in un luogo solo, cioè, la prima volta quando le introducono, e la prima volta quando n'estraggono fuori altre del paese. non sieno altrimenti molestati; e tutto il favore concesso dall' Impero Ottomanno alli Mercanti d'altre Potenze amiche s'intenda concesso, e confermato alli Mercanti Cesarei Gran-Ducali, sicchè godano di tutti gli stessi utili, e sicurezze; ed il medesimo in pari modo si osservi vicendevolmente rispetto alli Mercanti dell' Impero Ottomanno. In caso, che li Provveditori, e Inspettori delle Dogane stimassero le Mercanzie portate per Mare, o per Terra più del giusto valore, possano li Mercanti Cesarei-Gran-Ducali pagare li detti tre per cento, in natura, cioè in tante medesime Mercanzie, del qual pagamento debbano li Doganieri esser contenti. Il dazio, o gabella si paghi in qualunque moneta Mercantile, ed oltre a questo nessuno dei medesimi Mercanti possa esser molestato. Li Mercanti Imperiali Gran-Ducali per le Mercanzie provviste in Costantinopoli, e caricate sulle loro Navi, pagato una volta il Dazio in Costantinopoli, e prese dagl' Inspettori delle Dogane le polizze di tratta, dette comunemente Teskere, colle solite patenti, quando arivano allo stretto dell' Ellesponto, volgarmente chiamato li Dardanelli, non siano rattenuti dal loro viaggio; e per le Mercanzie che li detti Mercanti portano sulle loro Navi, pagata una volta la gabella, se non trovano da venderle, e vogliono far vela per altri Porti, sia loro lecito come agli altri Mercanti delle Potenze amiche, riportarle indietro, e sieno loro consegnate le polizze dette come sopra Teskere, in cui

siavi

ſiavi eſpreſſa, e notata la gabella di già pagata alli Doganieri; talchè l'effetto ſia, che per tutte le Mercanzie per le quali hanno già pagato una volta la gabella non poſſa queſta giammai in veruna maniera eſſer di nuovo loro richieſta. Se alcun Mercante dell' una, o dell' altra parte, tanto delle Mercanzie portate, che delle tratte, faceſſe frodo circa alla gabella, portandole via di nascoſto ſenza pagarla, e foſſe preſo in fatto, paghi per pena il doppio dell' ancoraggio, ſecondo l'uſanza antica. Non ſi eſiga gabella veruna dalli Mercanti, e Sudditi di tutte due le parti per le monete d'oro o di argento, che ſeco portano, ſiccome ancora per qualunque altra Mercanzia, per cui le altre amiche Nazioni non ſogliono pagare, tanto, all' arrivo, che alla patenza. A tutti li Mercanti Ceſarei-Gran-Ducali, che trafficano nelli Porti Ottomanni per le Mercanzie compre (eccettuate le proibite) e caricate ſulle Navi per aſportarle ai proprj Paeſi, pagata la gabella alli Doganieri, ſia conſegnata ſubito loro ſenza alcuno indugio la polizza della tratta, acciò non ritardino il loro viaggio. Li Mercanti Ceſarei-Gran-Ducali par caricare le loro Mercanzie ſopra baſtimenti Turchi Mercantili, e traſportarle a certe fiere dell' Impero Ottomanno; non ſiano moleſtati per più, che per la gabella fiſſata in queſta Capitolazione. 1747

Art. III.

Qualunque facoltà data alli Negozianti delli Re Amici alla Porta Ottomanna di provvedere Mercanzie nelli Stati Turchi, e portarle a i propri paeſi, s'intende egualmente conceſſa alli Mercanti Ceſarei-Gran-Ducali: parimente nel comprare, e vendere Mercanzie proibite ſi dia alli Mercanti d'ambedue le Parti tutto il medeſimo favore, che ſi dà alle altre Nazioni. *Traitement des nations favoriſées.*

Art. IV.

Per maggior quiete, e ſicurezza dei Mercanti Ceſarei, e vantaggio del Commercio, Sua Sacra Romano-Ceſarea Maeſtà per mezzo del ſuo Miniſtro Ceſareo, o Granducale alla Porta Ottomanna, poſſa con ſuoi Decreti creare, e ſtabilire Conſoli, Viceconſoli, o Interpreti in tutte le Scale, ed Iſole del Mediterraneo, e per tutto altrove nelli Stati Ottomanni, dove ſi tengono ſimili Conſoli, o Interpreti da altre eſtere Nazioni. Se poi in qualche luogo, ove ſin' adeſſo non vi foſſe mai ſtato, foſſe ne- *Conſuls etc.*

 ceſſa-

1747 cessario mettervi alcun Consule, o Interprete, si rappresenti ciò alla Porta Ottomanna dalli Ministri della Cesarea Maestà, e se ne verrà data licenza, si spediscano al detto Console, o Interprete li convenienti Diplomi, affinchè possa essergli dato ogni ajuto, assistenza, e protezione più opportuna dalli Ministri dell' Impero Ottomanno, e dagli Officiali dei respettivi luoghi. In qualunque luogo dell' Impero Ottomanno venisse a morte alcuno dei Negozianti Cesarei-Gran-Ducali non sia fatta veruna ingiuria, o molestia col metter le mani sopra alli suoi effetti, ma siano questi interamente ricevuti dalli Ministri Cesarei-Gran-Ducali, o loro Deputati. In virtù di quest' alma Capitolazione li Consoli della Sacra Cesarea Maestà, li Viceconsoli, Interpreti, e Mercanti suoi sudditi, li Procuratori, e Servitori esistenti al loro attual servizio non siano mai molestati coll' esazioni di tributi, o di alcun altra imposizione. Per sfuggir le liti li sudditi della Sacra Romano-Cesarea Maestà, li Consoli, Interpreti, Mercanti, ed Uomini di loro servizio in tutti li loro negozj di compre, e vendite mallevadorie, ed altre cose appartenenti al Commercio vadano dal Giudice, ed insinuino nel di lui Protocollo Giudicale, li Contratti, o altri negozi da farsi, ritirandone dal medesimo le lettere Giudiciali, dette communemente Noget, o altre polizze in valida forma. Dipoi se nascesse difficoltà si veggano le dette lettere Giudiciali, o polizze, e si proceda secondo la Legge, e la Giustizia. Li Governatori, ed altri Prefetti delle Provincie Ottomanne non presumano di far mettere in prigione sotto pretesto di accusa, o di altro veruno dei predetti Uomini Cesarei, o di dar ad essi senza causa la minima molestia, o ingiuria. Se poi alcuno di loro dovesse stare in Giudizio in qualche Tribunale Ottomanno, comparisca di ordine dei Consoli, e per opera degl' Interpreti; ma se fosse necessario metterlo in Carcere, s'iscarceri dalli predetti Consoli o Interpreti se daranno idonea mallevadoria per la persona. Se un Mercante Cesareo sarà debitore di qualche cosa ad alcuno, il Creditore gli domandi ciò, che ha da avere, a tenore della Legge per via dei Consoli, Viceconsoli, o Interpreti, e contro la Giustizia non esiga da nessun' altro. Sia permesso a tutti li soprannominati Consoli, Viceconsoli, Interpreti, Mercanti, loro domestici, e Servitori nelle proprie abitazioni il libero esercizio della Religione Cattolica Romana. Nascendo lite, o controversie con-

contro li Consoli Cesareo-Gran-Ducali, Viceconsoli, 1747
Interpreti, loro Domestici, e Mercanti, se questa passerà la somma di tremila Aspri, non si possa decidere nei Tribunali privati, ma debba rimettersi al Giudizio della Porta Ottomanna, conforme si costuma coll' altre libere Nazioni. Se poi nascesse lite tra li Mercanti Cesarei-Gran-Ducali, si esamini, e decida dalli Consoli, e Interpreti secondo le Leggi, e loro soliti Statuti, e nessuno in ciò dia loro impedimento; Nessuna Nave dei predetti Mercanti sul punto di partire possa essere trattenuta per alcuna lite, che nasca, ma la lite, o controversia si decida prontamente per via dei Consoli, Agenti, e Interpreti; e se alcuno delli detti Uomini Cesarei fosse tenuto per qualunque cagione comparire nel Giudizio Ottomanno in Constantinopoli, questi, se sia assente l'Interprete, non sarà obbligato di comparire altrimenti al prefato Giudizio. In qualunque luogo dell' Impero Ottomanno vadano li Mercanti Cesarei Gran-Ducali, non sieno mai molestati con domande di donativi alli Governatori delle Provincie, dalli Prefetti di quei Regni, dalli Giudici, o da qualsivoglia altro Uffiziale.

ART. V.

Li Bastimenti dei Mercanti, e Sudditi dell' Imperatore dei Romani, Gran-Duca di Toscana, approdati pacificamente in qualunque Porto Ottomanno, e gettate le Ancore, vi stiano senza alcun disturbo, o impedimento, secondo l'occorrenza dei loro negozj, e se di loro spontanea volontà non vorranno sbarcare le loro Merci, non ne possano essere astretti per forza. *Navires.*

ART. VI.

A tutti i Bastimenti Cesarei sbalzati dalla marèa, o dalla burrasca, li Nocchieri dell' Impero Ottomanno, ed altri uomini pratichi della Marina, che si trovassero in quelle vicinanze, sieno tenuti dare ajuto, e perciò non debbano conseguire altro, che un giusto moderato prezzo della lora opera, o fatica; ed in caso, che alcunó delli predetti Bastimenti facesse naufragio, le Mercanzie gettate dall' onde al lido si consegnino interamente ai Consoli Cesarei esistenti nei luoghi più vicini, nè perciò si chiegga altro, che un moderato pagamento per li trasporti. Nei respettivi Porti, e Scale di tutte due le Parti, non sarà lecito alli Nemici dell' uno, e dell' altra *Naufrage.*

 Poten-

1747 Potenza armare Navi da Guerra; e se alcuna Nave di tal sorte già armata, o altra Nemica si trattenga in qualcheduno dei respettivi Porti non potrà d'indi far vela per la partenza, se non ventiquattro ore doppo, che saranno partiti li Bastimenti dell' una, o dell' altra Parte. Le Navi d'ambedue le Parti saranno salve, e sicure nei Porti sotto il tiro del Cannone.

ART. VII.

Maltois. Perchè li Maltesi, o Corsari, che da per tutto vanno corseggiando nel Mediterraneo, facciano alcuna offesa alli Turchi, ed altri Sudditi dell' Impero Ottomanno, li Bastimenti Mercantili Cesarei Gran-Ducali, quali navigano pacificamente, non sieno per questa cagione in alcun modo molestati.

ART. VIII.

Embarquemens Turcs. Li Mercanti Sudditi della Porta Ottomanna, se vorrano imbarcarsi sulle Navi Cesaree, o caricarvi le loro Mercanzie, saranno tenuti pagare quei diritti, che per ciò pagano agl' Inglesi, Francesi, ed Olandesi, e in questo si proceda amichevolmente.

ART. IX.

Embargo. Li Bastimenti delli Mercanti Cesarei non potranno mai essere astretti per forza alli trasporti delle Truppe Ottomanne, o di altre cose per alcuna pubblica cagione.

ART. X.

Salut de mer. Quando le Navi da Guerra di tutti due gl' Imperatori si riscontreranno in alto Mare, da ambedue le Parti si faccia il saluto, o dimostrazione di amicizia, e si astenga da qualunque offesa.

ART. XI.

Pelerinages. Sia libero alli Sudditi Cesarei per commercio, o per pellegrinaggio di devozione, secondo il solito, andare in qualunque luogo delli Stati Ottomanni, e viaggiare avanti, e indietro senza alcuno impedimento; ed ai medesimi saranno date rigorose Patenti dalla Porta Ottomanna, affinchè non sieno in ogni luogo dagli Esattori dei Tributi, o altri uomini ad ogni tanto infestati.

ART. XII.

Juifs. Gli Ebrei non ardiscono ingerirsi nei negozj dei Mercanti Cesarei come sensali con Diplomi dell' Impero Otto-

Ottomanno, o con altre patenti interceſſioni, ſe non vengono ammeſſi a queſto ſervizio ſpontaneamente, e di loro libera volontà dalli medeſimi Mercanti; ſe poi gli Ebrei, per non eſſer chiamati a far da ſenſale perfidamente, o ſenza alcuna cagione ardiſſero coſpirare, e fare alcun danno alli Mercanti Ceſarei, ſieno ſeveriſſimamente gaſtigati per eſempio degli altri. 1747

Art. XIII.

Se alcuno del ſervizio dei Conſoli, Viceconſoli, Agenti, Interpreti, o dei Mercanti, per altrui odio, o iniquo propoſito, foſſe accuſato di aver abbracciato il Mahomettaniſmo, l'accuſa ſi reputi nulla, fintantochè queſto tale in preſenza dell' Interprete Ceſareo ſpontaneamente, e con animo deliberato non profeſſi il Mahomettanismo; E ſe qualcheduno di quei, che ſpontaneamente lo abbia profeſſato, avrà alcun debito provato, ſarà tenuto pagarlo dei ſuoi beni. *Renegats*

Art. XIV.

Se alcuno dei Mercanti, o Sudditi della Sacra Ceſerea Maeſtà fornito delle ſue lettere patenti coſtretto dalla neceſſità, foſſe trovato in qualche baſtimento Corſaro; preſo il Baſtimento, e li Corſari, non ſia con loro fatto ſchiavo; purchè colli medeſimi non abbia veruna ingerenza. E da qui avanti li Sudditi d'ambedue le Parti non poſſano farſi ſchiavi in alcuna maniera. *Exemtion d'eſclavage.*

Art. XV.

Se queſt' Alma Pace concluſa tra gli due Sereniſſimi, e Potentiſſimi Imperatori, e queſta ſincera amicizia da durar ſtabilmente ſi mutaſſe (che Dio guardi) in nimicizia, li Mercanti, e Sudditi di tutti due li Contraenti ſiano eſſi in Mare, o in Terra, debbonſi avviſare per tempo, acciò aggiuſtate da ciaſcuno le ſue coſe, riſcoſſi, e pagati li crediti, e debiti, poſſano eſcire alli confini ſani, e ſalvi con tutti li loro effetti. *Cas de rupture.*

Art. XVI.

Li preſenti concluſi Articoli ſaranno communicati alli Cantoni di Algeri, e Tripoli, e Tuniſi dalla Prefulgida Porta, e farà ciò, che ſtimerà conveniente per ſtabilire una ſicura Navigazione tra il Gran-Ducato di Toſcana, e li prefati Cantoni: ed affinchè li medeſimi reſtino compreſi in queſti prefatti Articoli, o ſi trat- *Barbaresques.*

1747 tratterà questo affare appresso la Prefulgida Porta Ottomanna, o dalla medesima si spediranno alli Cantoni Offiziali Deputati, che insieme colli Commissari Cesarei Gran-Ducali da nominarsi potranno adoprarsi per trattare la propria Pace.

Art. XVII.

Ratification. Quando li presenti Articoli e sopra espresse condizioni di questo Tratrato di Alma Pace, buona Amicizia, e Commercio, saranno sottoscritti di propria mano, e sigillati colli propri sigilli dalli Commissari muniti della Plenipotenza e Mandati; da lì avanti nessuno assenso affatto, o permissione sia data a qualunque azione, o operazione in contrario. Si dà parola, che l'istrumento del presente concluso Trattato, dentro a sessanta giorni dal dì della soscrizione sarà ratificato per solenne scrittura da ambedue li Contraenti, ed accettato, e che li sopradetti diciassette Articoli saranno religiosamente osservati da tutte due le Parti, senza la minima mutazione, o alterazione. E poichè l'Illustrissimo, ed Eccellentissimo assoluto Luogotenente della Prefulgida Porta Ottomanna, e Plenipotenziario, in vigore della sua plenaria facoltà, ha esibito a me infrascritto l'istrumento disteso in Idioma Turco legittimo, sottoscritto, ed in valida forma; io pure in vigore di mandato, e della mia Plenipotenza ho scambievolmente consegnato questo Trattato di Pace, Amicizia, e Commercio scritto in Lingua Latina, legittimo, ed in valida forma, e sottoscritto, di mia propria mano, e segnato col mio proprio sigillo.

Dato in Costantinopoli li 25. Maggio 1747.

Henrigo Nob. di Penckler.

Ratificato solennemente in Vienna da Sua Maestà Cesarea 27. Giugno, ed in Constantinopoli da Sua Maestà Ottomanna li 27. Luglio. (Ou dans l'Original le 20. Mois Retscheb année de l'Hegire 1160.)

53.

Acte de renouvellement de l'alliance de 1738 entre les Rois de France et de Suède; signé à Stockholm le 6 Juin 1747. 1747 6 Juin.

(Copie qui m'a été gracieusement communiquée de la Chancellerie R. de Suède.)

Louis par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre. A tous ceux qui ces presentes lettres verront salut. Comme notre cher et bien amé le Sr. Marquis de Lanmary, Marechal de nos Camps et armées &c. Notre Ambassadeur extraordinaire auprès de notre très cher et très amé frere le Roy de Suède en vertu du pleinpouvoir que nous Lui en avons donné, auroit conclu, arresté et signé le 26 May / 6 Juin à Stockholm avec le Sr. Ehrenpreus Senateur du Roy et du Royaume de Suède, le Sr. Charles Gustave Tessin Senateur du Roy et du Royaume et Conseiller de la Chancellerie, le Sr. Baron Herman Cedercreutz Senateur du Roy et du Royaume, le Sr. Comte C. Fredric Piper, Président au conseil de la Chambre, le Sr. Eric Matthias de Nolcken Chancelier de la Cour, et le Sr. Leonard Klinckovström Secretaire d'Etat pareillement munis des pleinpouvoirs de notre dit frere et traitans en Son nom pour la Couronne de Suède l'acte dont la teneur s'ensuit.

Sa Majesté Très-Chrétienne et Sa Majesté le Roy de Suède persistant toujours dans un desir réciproque d'entretenir et d'affermir les liaisons d'amitié qui de tout tems ont uni les deux Couronnes, et ayant regardé le renouvellement de la convention de 1738 *), comme le moyen le plus convenable de parvenir à ce but Salutaire, ont jugé à propos en conformité du troisième article de la ditte convention, d'autoriser leurs commissaires réspectifs, sçavoir de la part de Sa Majesté Très-Chré-

*) Wenck *C. I. G.* T. II. p. 1. Ce traité a été renouvellé depuis 1754, en augmentant le subside; et 1764; voyés Koch *abregé des traités* T. III. p. 212. Note *

1747 Chrétienne Son Excellence Mr. Marc Antoine Front de Beaupoil Marquis de Lanmary Marechal des camps et armées de Sa Majesté Très-Chrétienne et Son ambassadeur extraordinaire près de Sa Majesté le Roy de Suède; et de la part de Sa Majesté Suèdoise Son Excellence Monf. Charles Ehrenpreus Senateur du Roy et du Royaume, Son Excellence Mr. le Comte Charles Gust. Teffin Senateur du Roy et du Royaume, Confeiller de la Chancellerie, grand maître de la maison de Son Alteffe Royale le Prince Succeffeur, Chancelier de l'Academie d'Åbo, et Chevalier de l'ordre de l'Aigle noir, Son Excellence Mr. le Baron Herman Cedercreutz Senateur du Roy et du Royaume, et Chevalier des Ordres de St. André et de St. Alexandre, comme auffi Mr. le Comte Charles Fredric Piper, Préfident au Confeil de la Chambre, Mr. Eric Matthias de Nolcken, Chancelier de la Cour, et Mr. Leonard Klinkovftröm, Secretaire d'état, lesquels étant entrés en negociation fur ce fujet, et après avoir examiné la fusdite Convention, font convenus du préfent acte, par lequel ils declarent, qu'ils renovellent et prolongent la fusdite Convention pour le tems et efpace de dix années à comter du $\frac{\text{30 Octobre}}{\text{10 Novembre}}$ 1748, datte de l'expiration du traité du $\frac{\text{30 Octobre}}{\text{10 Novembre}}$ 1738, enforte que le dit préfent acte de renouvellement aura la même force et vigeur que fi la convention elle même étoit inferée ici dans fon entier, tant à l'égard de la fomme des fubfides y ftipulée pendant trois ans confecutifs, à la difference près, que les dits fubfides feront d'orenavant payés de fix mois en fix mois d'avance en écus de Banque d'Hambourg à Hambourg dont le premier payement commencera à courir du $\frac{\text{premier}}{\text{douze}}$ Juillet prochain, que par raport aux autres articles points et claufes, à l'exception du fixième article, concernant les Ratifications de leurs Majeftés Très-Chrétienne et Suèdoife, dont ils font convenus, que l'échange de celles du prefent acte ne fe fera que dans trois mois à compter du jour de la fignature, à moins qu'il ne foit poffible de la faire plûstôt.

En foi de quoi nous avons en vertu de nos pleinpouvoirs réfpectifs figné ce prefent acte de renouvellement

ment et y avons apposé les cachets de nos armes. Fait à Stockholm le $\frac{26 \text{ May}}{6 \text{ Juin}}$ 1747. 1747

(L. S.) BEAUFOIL DE LANMARY.

(L. S.) CARL EHRENPREUS.
(L. S.) CARL G. TESSIN.
(L. S.) H. CEDERCREUTZ.
(L. S.) C. F. PIPER.
(L. S.) E. M. NOLKEN.
(L. S.) LEON. KLINKOVSTRÖM.

Nous ayant agreable cet acte en tous et chacun les points qui y sont contenus et déclarés, avons iceux acceptés, approuvés, ratifiés, et confirmés, et par ces présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions et confirmons et le tout promettons en foy et parole de Roy garder et observer inviolablement sans aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte et maniere que ce soit. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces présentes. Donné au camp de la commenderie du vieux Jone le dix[e] Juillet mil sept cent quarante sept et de notre regne le trente deuxieme.

LOUIS.

Par le Roi

BRULART.

54.

Convention conclue entre S. M. Très-Chretienne d'une part et le S[me] Duc de Wirtemberg d'autre part; le 10 May 1748. 1748 10 May.

(D'après une feuille volante imprimée 4to par Jaques Michel Becker 1767.)

ART. I.

Rien ne s'opposant desormais à ce que le Roi veuille bien se porter à permettre la levée du Séquestre, mis de sa part en 1723, immédiatement après le décès du Duc *Levée du sequestre.*

1748 Duc Léopold Eberhard de Montbéliard, fur les neuf Terres et Seigneuries de la fucceffion de ce Prince, fituées tant en Franche Comté, qu'en Alface, et à ordonner la mife en poffeffion des dites Terres et Seigneuries en faveur de qui il appartient; Sa Majefté, voulant bien qu'il ne foit point queftion en cette occafion de l'exercice du Droit *d'Aubaine* par rapport aux effets de lad. Succeffion, fituée dans Son Royaume, promet et s'engage d'accorder au Séréniffime Duc de *Wirtemberg-Stoutgard*, auffitôt après l'échange des Ratifications de la prefente Convention, la Poffeffion pleine et entière des fusd. neuf Terres et Seigneuries, pour les tenir et en jouir, Lui et fes Héritiers et Succeffeurs, avec leurs Droits et Prérogatives, Appartenances et Dépendances, ainfi que le Duc *Léopold Eberhard* dernier Poffeffeur les a tenuës et en a joui ou dû jouïr.

Art. II.

Souveraineté du Roi fur les terres en Bourgogne et Alface.

Le Séréniffime *Duc de Wirtemberg*, reconnoiffant pour Lui et pour fes Succeffeurs la Souveraineté, qui appartient au Roi fur toutes lesd. neuf Terres et Seigneuries, tant celles de *Blamont*, *Clémont*, *Chatelot*, *Héricourt*, *Granges*, *Clerval* et *Paffavant*, fituées dans le *Comté de Bourgogne*, que celles *d'Horbourg* et *Riquevier* fituées dans la Province *d'Alface*, promet et s'engage, qu'en même tems, qu'il fera mis, de l'autorité de Sa Majefté, en poffeffion de celles fituées dans le *Comté de Bourgogne*, il prètera ou fera prèter par fes Officiers, bien et déument autorifés à cet effet, Foy et Hommage à Sa Majefté pour raifon desd. fept Seigneuries de *Blamont*, *Clémont*, *Chatelot*, *Héricourt*, *Granges*, *Clerval* et *Paffavant*, et ce en la forme et manière, que le feu *Duc Léopold Eberhard* dernier Poffeffeur, l'a fait ou l'a dû faire pour raifon des trois dernières, pour lad. Foy et Hommage être de même renouvellée à toutes mutations; à l'effet dequoi Sa Maj. ne différera pas d'accorder fur la demande dudit Séréniffime *Duc de Wirtemberg*, l'Inveftiture des fept Seigneuries; comme *Fiefs* relevans du *Comté de Bourgogne*, ainfi qu'il en a été ufé ou dû être ufé à l'égard du *Duc Léopold Eberhard* pour lesdits trois *Fiefs* de *Granges*, *Clerval* et *Paffavant;* ladite Inveftiture devant être non feulement pour la Perfonne dudit Séréniffime *Duc de Wirtemberg*, mais auffi pour fes Héritiers et Succeffeurs.

Art.

ART. III.

1748 *Maintien des lettres p. de 1707.*

Les difficultés survenuës immédiatement après la Restitution du Sérénissime *Prince George* dans lesdites Seigneuries, de même que dans le Comté de Montbéliard, en exécution du Traité de Paix de Ryswick, par rapport à l'exercice et administration de la Justice et de la Police générale sur les matières Séculières et Ecclésiastiques, dans celles de ces Seigneuries situées dans le *Comté de Bourgogne* et particulièrement dans celles de Blâmont, Clémont, Chatelot et Héricourt contiguës audit Comté de Montbéliard, ayant été décidées par les Lettres du Roi *Louis XIV* en forme de Réglement, addressées le neuf Juillet mil sept cent sept au Parlement de *Besançon* et à l'Intendant de la *Franche-Comté*, et ces Reglemens ayant en conséquence statué sur les droits appartenans au Prince de *Montbéliard* dans lesdites Seigneuries situées dans cette Province, et aussi sur la Liberté réciproque du Commerce de part et d'autre, il a été expressément convenu entre le Roi et le Sérénissime *Duc de Wirtemberg*, que ces mêmes Lettres du Roi *Louis XIV* seront maintenuës dans leur forme et vigueur, desorte que les principes et dispositions, qui y ont été inserés en grande connoissance de Cause, continueront de servir de règle invariable par rapport à l'exercice des droits de part et d'autre, dans les divers objets qu'elles renferment, et spécialement pour ce qui regarde la tolérance et l'exercice de la Religion Luthérienne dans lesdites quatre Seigneuries contiguës au Comté de *Montbéliard;* Bien entendu que ce qui auroit été fait de contraire aux principes contenus dans lesdites Lettres sera réformé. Le Sérénissime *Duc de Wirtemberg* se réservant le Bénéfice des Traités de Paix à l'égard du droit de propriété desdites neuf Seigneuries, Circonstances et Dépendances, sous les Clauses et Conditions de la presente Convention. Promettant pour lui et ses Successeurs de n'avoir jamais recours à *l'Empire* pour les difficultés, qui pourroient naitre dans l'exercice des droits de S. Alt. Sérénissime dans lesdites Terres et Seigneuries et de s'en rapporter entièrement à la Justice et à la Bienveillance de Sa Majesté et de ses Successeurs, lesdites difficultés devant être décidées soit par les voyes ordinaires de la Justice, selon l'exigence du Cas, soit par les voyes de Conciliation entre l'Intendant de la Province de *Franche-Comté* et un des Officiers

1748 Officiers du Séréniſſime *Duc de Wirtemberg* autoriſé à cet effet; Et Sa Majeſté pour le même effet promettant dès-à-preſent de donner, par des Lettres ſemblables à celles du neuf Juillet 1707, au Parlement et à l'Intendant de *Franche-Comté*, en la manière la plus favorable pour le Séréniſſime *Duc*, les explications, qui ſeroient eſtimées d'un commun accord être actuellement neceſſaires et convenables, ſur les Points, par rapport auxquels il ſeroit reſté quelque obſcurité, ſoit qu'ils regardent des Griefs antérieurs à l'époque de 1707, ſoit qu'il ſoit queſtion d'Incidens ſurvenus depuis et particulièrement pendant la durée du Sequeſtre.

ART. IV.

Arrangemens ultérieurs touchant Montbéliard.

Commé lesdites Lettres du Roi *Louis XIV* du neuf Juillet mil ſept cent ſept au Parlement de Beſançon et à l'Intendant de Franche-Comté, ſur les Remontrances faites à S. Maj. par le feu Séréniſſime Prince *Léopold Eberhard*, regardoient les Griefs, qu'il prétendoit avoir ſoufferts, non ſeulement par rapport aux Terres particulières ſituées dans le Comté de Bourgogne, desquelles il étoit Seigneur, mais auſſi par rapport au Comté de Montbéliard, Sa Majeſté après que le Séréniſſime *Duc de Wirtemberg* aura été mis en poſſeſſion desdites Seigneuries, en conformité des Articles ci-deſſus, fera régler à l'amiable ſelon le Droit et l'Equité les Points, auxquels il ſeroit reconnu, qu'on auroit contrevenu depuis lesdites Lettres, ou auxquels il n'aurait pas été ſuffiſamment pourvu par ces mêmes Lettres ou pour d'autres accords faits du depuis d'un commun Conſentement, pour les Limites, le Commerce réciproque et la bonne Correſpondance entre ledit Comté de Montbéliard et les Provinces du Royaume; et ſpécialement celle de Franche-Comté, à l'effet dequoi l'Intendant de cette Province ſera autoriſé à examiner avec celui des Officiers de la Régence de Montbéliard que le Séréniſſime *Duc de Wirtemberg* voudra commettre; ce qu'il pourra être queſtion de diſcuter et d'arranger d'un commun accord pour le maintien et l'affermiſſement de la bonne correſpondance et du bon Voiſinage de part et d'autre.

ART. V.

Revenus arriérés.

Les Revenus desdites neuf Seigneuries, échûs depuis l'établiſſement du Séqueſtre jusqu'au premier Janvier

1747.

1747. ayant été en partie consommés par les Provisions accordées par le Roi aux Enfans du feu Prince de *Montbéliard* et Sa Majesté voulant bien se charger de pourvoir pour l'avenir à la subsistance desdits Enfans et de leurs Descendans, comme aussi garantir le Sérénissime *Duc de Wirtemberg* contre toutes prétentions, que lesdits Enfans ou leurs Descendans pourroient se croire autorisés à former, sous quelque titre que ce puisse être, tant pour le passé que pour l'avenir sur le Fonds et les Revenus desdites neuf Seigneuries, le Sérénissime *Duc de Wirtemberg*, se désiste de tous les Droits et Prétentions qu'il pourroit avoir sur lesdits Revenus, échus au premier Janvier 1747, qu'il abandonne, céde et transporte au Roi, et Sa Majesté consent qu'à commencer audit Jour 1er Janvier 1747, le Sérénissime *Duc de Wirtemberg* entre en jouissance des Droits et Revenus desdites Terres pour en jouïr ainsi que ses Héritiers, Successeurs et ayant cause, en pleine propriété, sous la Souveraineté de la Couronne de *France*, conformément à la présente Convention. 1748

ART. VI.

La présente Convention sera approuvée et ratifiée par Sa Majesté et le Sérénissime *Duc de Wirtemberg*, et les Ratifications en seront échangées dans le terme de six Semaines ou plutôt, si faire se peut. En foi de quoi nous Ministres soussignés, en vertu des pleinspouvoirs, qui Nous y ont autorisés respectivement de la part de Sa Majesté et de Son Altesse Sérénissime, et que Nous Nous sommes mutuellement communiqués, avons signé la présente Convention, et y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; Fait à Versailles, le dix May mil sept cent quarante huit. *Ratification.*

Signé: PUYZIEULX et DE KELLER.

Ratification du Roi des Articles contenus en l'acte du 10 May 1748 ci-devant transcrits.

Louis par la grace de Dieu Roi de France et de Navarre. *A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme notre très-cher et bien Amé le Marquis* de Puyzieulx *Chevalier de Nos Ordres, Maréchal de*

1748 *Nos Camps et armées, Gouverneur et Grand-Bailly de notre Ville* d'Epernay, *Conſeiller d'Etat d'Epée et Miniſtre et Sécrétaire d'Etat, et de Nos Commandemens, auroit en vertu du pouvoir, qu'il en avoit reçu de Nous, conclu, arrêté et ſigné le dix du préſent mois, avec le Sieur Baron* de Keller *Miniſtre d'Etat de Notre très-cher et très-Amé Couſin le* Duc de Wirtemberg, *et pareillement muni de pleinpouvoir de ce Prince, une Convention dont la teneur s'enſuit.*

Fiat inſertio.

Nous ayant agréable ladite Convention tranſcrite ci-deſſus en tous et chacun ſes points, et articles qui y ſont contenus, avons iceux acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés et par les préſentes ſignées de Notre main acceptons, approuvons, ratifions et confirmons et le tout promettons en foi et Parole de Roi pour Nous et Nos Héritiers et Succeſſeurs, garder et obſerver inviolablement ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque ſorte et maniere que ce ſoit. Entendant et voulant que Notre Couſin le Duc de Wirtemberg-Stoutgard et ſes Héritiers et Succeſſeurs ne puiſſent être troublés ſous quelque prétexte et pour quelque raiſon que ce puiſſe être de Notre part, ou de celle de nos Procureurs Généraux ou de quelqu' autre part quelconque, dans la Poſſeſſion que Nous lui accordons deſdites neuf Terres et Seigneuries de Blamont, Clémont, Chatelot, Héricourt, Granges, Clerval, Paſſavant, Horbourg et Requevier, conformement aux Clauſes et Conditions énoncées dans les Articles ci-deſſus: En temoignage de quoi Nous avons fait mettre Notre Scel à ces préſentes. Données à Verſailles, le vingt-deuxième jour de May, l'an de grace mil ſept cent quarante huit, et de notre Regne le trente troiſième.

Signé Louis et au deſſous. Signé M. P. Devoyer d'Argenson.

Scélé du grand Sceau du Cire jaune.

Rati-

Ratification de Mgr. le Duc de Wirtemberg des Articles contenus en l'acte du 10 *May* 1748 *ci-devant transcrits.* 1748

Charles, par la grace de Dieu Duc de Wirtemberg et Teck, *Prince* de Montbéliard &c. *A tous ceux qui les présentes lettres verront, salut. Comme le Sieur* de Keller, *Notre Conseiller privé et Ministre Plénipotentiaire auprès du Roi* Très-Chrétien, *aurait en vertu du plein-pouvoir qu'il en avoit reçu de Nous, conclu, arrêté et signé à* Versailles *le dixième jour du mois de May de cette année, avec le Sieur Marquis* de Puyzieulx *Ministre et Secrétaire d'Etat de Sa Majesté et pareillement muni d'un pleinpouvoir de Sa Majesté en bonne et deuë forme, une Convention dont la teneur s'ensuit.*

Fiat insertio.

Nous ayant agréable ladite Convention transcrite ci-dessus, en tous et chacun les points et Articles qui y sont contenus, avons iceux approuvés, ratifiés et confirmés, et par les présentes signées de Notre main, acceptons, approuvons, ratifions et confirmons, et le tout promettons en Foi et Parole de Prince, pour Nous, et Nos Héritiers et Successeurs, garder et observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement en quelque sorte et manière que ce soit; En témoignage de quoi Nous avons fait mettre Notre Scel secret à ces présentes; Données à Stoutgard le vingt huitième jour du mois de May, mil sept cent quarante huit.

Signé Charles Duc de Wirtemberg et au dessous, Signe Baron de Hardenberg.

Pour copie dont les Originaux sont au Dépot des Affaires étrangères.

Signé: Brullart de Puyzieulx.

Vû lesdites Lettres Patentes, Traité et Ratifications étant à la suite attachées, sous le contrescel desdites Lettres, même les Conclusions du Procureur Général, à qui le tout a été communiqué, ouï le Rapport de

1748 Messire *Joseph François Reud*, Conseiller Commissaire Raporteur, et tout considéré.

La Cour a ordonné et ordonne que lesdites Lettres Patentes et Traité seront enrégistrés aux Actes importans de cette Cour, pour être executé suivant leur forme et teneur. Fait en Parlement à *Besançon* les Chambres assemblées le dix huitième Juin mil sept cent quarante huit.

Signé CHALON *Collationné*; Signé HUOT.

Enrégistré au Fol. soixante du prémier Volume des Lettres Patentes et arrêts du Conseil en faveur des Particuliers.

56.

8 Oct. *Traité de paix entre S. M. Impériale pour les pays héreditaires tant de S. M. l'Empereur que de S. M. l'Imperatrice Reine de Hongrie et de Bohème avec la regence d'Algèr; signé le 8 Octobre 1748.*

(D'après l'imprimé qui a paru par autorité à Florence 1749. 4.)

Avendo Sua Maestà Imperiale comandato al suo Consiglio di Stato e di Reggenza di pubblicare il Trattato di pace fermato fra la M. S. I. e il Bascià e Reggenza di Algeri del tenore seguente;

Trattato di pace fermato tra Sua Maestà Imperiale, e la città di Algeri fino a' Confini di quel Regno li 8. *Ottobre* 1748. *Per i paesi ereditari si di Sua Maestà l'Imperatore, che di Sua Maestà l'Imperatrice Regina di Ungaria, e di Boemia in ventidue Articoli del seguente tenore.*

ART. I.

Paix et amitié. Si è convenuto, e stabilito con il Regnante *Imperatore* Nostro grande Amico ed Augustissimo Monarca, colla volon-

volontà del Possessore dell' Ordine delle Milizie di Algeri, il felice *Mehemet* Bascià, coll' unanime concorso dell' Agà dell' Esercito, e col Tenente delle Milizie, come anco de' respettivi Sudditi, che la presente pace sia divenuta stabile con ferma, e soda amicizia. 1748

Art. II.

Le Navi, si grandi, che picoole dell' *Imperatore Romano*, Amico, come anche i Bastimenti de Sudditi a esso sogetti, quando approderanno nel Porto di Algeri, o vero in altre Parti di sua Dominazione, secondo l'antico costume, per le loro Merci, che venderanno, sarà esatto, secondo che resta stipulato fra i Francesi ed Inglesi, solamente cinque per cento, e non verrà dimandato niente di piu: In oltre acciò le Merci, che resteranno invendute, volendole rimbarcare, e transportare altrove, nissuno potrà esigere alcuna cosa per le medesime, ed in detti Porti nessuno gli molesterà, ne gli tratterrà del loro viagio: Per le Mercanzie di Contrabbando, quali sono Polvere, Zolfo, Ferrame, Tavole, ed ogni Legname proprio alla construzione de' Bastimenti, Cordami, Pece, e Catrame, Attrezzi da Guerra, ed ogni cosa appartenente agli Armamenti di Guerra, i Comandanti del Regno di Algeri per essi non esigeranno alcuna cosa.

Droits à payer.

Art. III.

Le Navi da Guerra dell' *Imperatore* Nostro Amico, e quelle de' Mercanti, e parimente le Navi armate in Guerra di Algeri, e Mercantili incontrandosi, si asterranno di visitarsi, e di recarsi incomodo, anzi con vicendevole cortesia, e segni di amicizia si separeranno, senza impedirsi reciprocamente nel viaggio; ed essendovi Passaggieri di qualunque Nazione, siano con le loro mercanzie, robe, ed effetti per qualunque luogo destinati, non si molesteranno, e non li sarà tolta cosa alcuna, come anche non saranno condotti in altro luogo, o trattenuti, di maniera che non si faranno reciprocamente alcun danno, o torto.

Vaisseaux de guerre exemts de visitation.

Art. IV.

Incontrando le Navi armate in corso della Città di Algeri, I Bastimenti Imperiali, si grandi, che piccoli, fuori de' Luoghi appartenenti a S. M. Imp. si spedirà a bordo de medesimi la Lancia unicamente con due sole Persone, oltre i Remiganti, e giunti alla Nave non vi entre-

Visitation des navires marchands.

1748 entreranno che le due sole Persone, permettendolo il Capitano Imperiale; prodotti gli stabiliti Passaporti, e la Lancia, adempita la sua commissione prontamente farà ritorno, ed il Bastimenti potrà proseguire il suo viaggio. Le navi armate in Guerra Imperiali incontrando le Navi armate in Guerra di Algeri, come anco le Mercantili, se le troveranno munite di Passaporti de' Governatori e Console Imperiale Residente in Algeri, allora non li si farà alcun danno, e le predette Navi con sicurezza seguiteranno il loro viaggio; Così le Navi di Algeri non inquieteranno gli Bastimenti di S. M. Imp. per quindici mesi dopo la data di questa Pace, i quali non si troveranno muniti de' Passaporti che devono essergli dati in virtù della Pace; Parimente le Navi Imperiali a' Bastimenti Algerini per lo spázio ancora di quindici mesi non porteranno impedimento al loro viaggio; ma con sicurezza gli lasceranno proseguire.

Art. V.

Personnes rencontrées sur le navire.

Alcun Capitano, Uficiale, o Commandante Algerino non potrà levare dalle Navi Imperiali con violenza, sotto qualsi voglia pretesto, alcuna Persona di qualunque Nazione sia, per trasferirla nel proprio Bastimento per qualunque cosa, o motivo d'informazione, o esame, e non saranno in verun tempo inquietati.

Art. VI.

Naufrages.

Se qualche Nave di S. M. Imp. o Bastimenti Mercantili de' Popoli alla medesima soggetti, di Livorno, Porto-Ferraio, Trieste &c. farà naufragio nelle Coste del Regno di Algeri, nessuno prenderà affatto cosa alcuna de' loro effetti, e Mercanzie, nè saranno depredate, nè confiscate, e succedendo un simile caso alla Dogana, neppure non saranno presi i loro effetti, ed alle Persone non si recherà alcuna molestia, e in simile accidente se gli presterà nel possible modo amichevolmente, e con premura ogni soccorso, aiutandoli ancora per asciugare le loro mercanzie.

Art. VII.

Armemens en course.

Col consenso, e permissione de' Governatori del Regno di Algeri, alcun Bastimento Algerino, si grande, che piccolo non averà facoltà di armarsi in Paese di Potenza Nemica dell' *Imperatore*, per esercitarsi in corso contro i Sudditi Imperiali.

Art.

1748

ART. VIII.

Se qualche Mercante Imperiale avesse comprato una Presa dalla Città di Algeri; O vero se qualche Capitano, o sia Padrone di detto Legno, che corseggiano sul Mare, avesse preso qualche Bastimento, e l'avesse venduto ad un Mercante Imperiale, tutte le volte, che questo produrrà un certificato della vendita fattagli dalla Città, o da qualche Capitano, o sia Padrone di Algeri, nissun Corsale di qualunque parte di questo Regno molesterà il Mercante Compratore di detta Presa, nè vi porterà impedimento alla sicura continuazione del suo viaggio. Come anche nessuna Nave di Algeri, nè piccolo Bastimento possa andare a crociare, o far corso in vista delle Città, Fortezze, Porti, e Spiagge di S. M. Imp. ne commettere alcuna azione, che possa disturbare, ed offendere la Pace, e Commercio de' medesimi.

Prises achetées aucune hostilité à vue des ports etc.

ART. IX.

Non sarà permesso portare da' Tunesini, Tripolini, Salettini, o altri a vendere nel Regno di Algeri in verun modo, Bastimenti spettanti a' Sudditi di S. M. Imp. nè le loro Persone, nè i loro Effetti.

Vente de prises Imp.

ART. X.

Se i Bastimenti Corsali Imperiali conduranno in qualunque Porto del Regno di Algeri qualche Presa, o porteranno la roba della medesima, nessuno si opporrà, ma disporanno a loro piacimento della roba, si vendendola, che transportandola altrove, le Navi da Guerra Imperiali non pagheranno alcun dazio, nè aggravio, e volendo provvisioni, gli saranno accordate al prezzo corrente, e niente di più.

Prises faites par les Imperiaux.

ART. XI.

Tutte le volte che un Bastimento Corsale di S. M. Imp. getterà l'ancora avanti Algeri, e dalla Città di Algeri fuggirà schiavo, Suddito, o di altra Nazione, e ricovrerà in detto Bastimento, ed il Comandante d'Algeri lo dimanderà, allora il Capitano di detto Corsale dovrà sicuramente distaccare lo Schiavo, e renderlo al detto Governatore, e se lo Schiavo fuggirà senza essere scoperto, e quando ancora sarà condotto nel suo Paese, il Capitano della Nave sara obbligato per patto stabilito di riportarlo, o di farlo ricondurre in Algeri.

Esclaves fugitifs.

ART. XII.

1748 Ora in avanti i Sudditi di S. M. Imp. ne' Luoghi del Dominio del Regno di Algeri, sia con ragione, o senza ragione, non saranno fatti Schiavi, nè venduti nè comprati, per essere stata fatta la Pace colla M. S.; nessuno sarà obbligato contro volontà al riscatto de' Schiavi Sudditi, lo che potrà essere effettuato a *piacimento*, allor quando si vorrà, e quando i Parenti o altre Persone saranno disposte a farlo; Nè si stabilirà un termine per il loro riscatto, e per quello solo che sarà giudicato giusto, sarà eseguito con maniere convenevoli per il prezzo, che si tratterà con li stessi Padroni, senza che nissuno gli possa obbligare di vendere per prezzo assegnatoli, sia che appartenghino gli Schiavi al Pubblico, a Particolari, o al Basciá; Però per essere gli Schiavi Sudditi di S. M. Imp. non verrà per essi chiesto prezzo maggiore, ma secondo l'antico costume, nella manierà che si è praticato con altre Nazioni.

Les sujets Imp. ne seront pas fait esclaves.

ART. XIII.

Successions.

Se qualche Mercante, o altro Suddito di S. M. Imp. verrà a morire in Algeri, o in altra parte del Regno, nessuno de' Superiori, o altra Persona potrà prender possesso del denaro, beni, e robe del Defunto, in verrun modo, e se egli avanti la morte avrà constituito un' Erede, nessun' altra Persona, eccetto che esso, potrà impadronirsi di minima porzione delle sue robe, effetti, e contanti; quando però l'Erede sarà assente, l'Esecutore Testamentario instituito dal Defunto prenderà la roba, e gli effetti, senza permettere, che alcuno ne levi la minima parte; l'Esecutore Testamentario, o altra Persona sostituita dal Defunto, farà l'inventario del denaro, o robe, e le prenderà in custodia, e quando converrà consegnarle, le farà pervenire alla Persona Erede, ed a questo veruno si opporrà; in caso che veruna delle dette Persone sarà presente, il Console Imperiale allora farà l'inventario del denaro, ed effetti del Defunto, le prenderà, e le terrà in custodia fino all' arrivo de' Parenti, o Eredi.

ART. XIV.

Achats forcés.

Nè nell' istesso Algeri, nè in alcun luogo di quel Regno si potranno obbligare i Mercanti contro loro volontà a prendere mercanzie, e solo compreranno quelle che voranno, non si potrà porre alcuna Mercanzia forzata-

gatamente nelle Navi de' Sudditi Imperiali, che approderanno ne' Porti di Algeri, nè potranno essere astretti a far viaggi contro la loro volontà, nè il Console, nè altre Persone suddite di S. M. Imp. potranno essere obbligate a pagare per qualche Suddito della M. Sua insolvente, ma solo quando ne fossero mallevadori, o che facessero spontaneamente. 1748

ART. XV.

Se un Suddito di S. M. Imp. sarà in lite con un Mussulmano, o Persona della dependenza di Algeri, la loro causa sarà decisa nella presenza del Felice Bey, ed Inclito Divano e non da altra Persona, ma se la controversia sarà tra i Sudditi di S. M. Imp., il Console Imperiale allora deciderà sopra della medesima. *Jurisdiction.*

ART. XVI.

Dandosi il caso, che qualche Suddito Imperiale facendo rissa con qualche Mussulmano, l'uno ferisca, o ammazzi l'altro, il reo verrà punito a tenore delle Leggi del suo Paese, cioè come si costuma in altri; ma se un Suddito Imperiale ammazzerà un Mussulmano, e dopo il fatto si salverà colla fuga, non ne sarà in verrun modo attribuita la colpa al Console Cesareo in Algeri, nè altra Persona suddita di S. M. Imp. nè sarà perciò molestata. *Crimes.*

ART. XVII.

Il Console Imperiale porrà ora, ed in avvenire con tutta sicurrezza, e tranquillità vivere senza timore di alcuna offesa, nessuno farà danno alla sua Persona, ne a' suoi effetti, e prenderà a suo piacimento il Dragomano, e Sensale, e quando vorrà andare a bordo a qualche Bastimento, o uscire di Porto, nessuno gli darà impedimento, come anche gli verrà assegnato un luogo per esercitare la sua Religione, e potrà avere di permanenza il suo necessario Religioso per le funzioni. Li Sudditi Imperiali, che si trovano schiavi in Algeri, tanto quelli del Pubblico, quanto de' Particolari, non saranno impediti nè dal Capo Guardiano, nè da Padroni loro di andare all' alloggio del Console per esercitare li riti della loro Religione. *Prerogatives du consul.*

ART. XVIII.

La presente Pace, ed Amicizia è stabile; ma in caso che in avvenire qualche azione contraria desse motivo *Cas de rupture.*

 tivo

1748 tivo alla rottura del presente Trattato, allora quello (*che*) sarà Console Imperiale, ed i Sudditi di S. M. Ces. tanto in Algeri, che in altra parte del Regno, volendo far partenza con i loro beni, effetti, e domestici, si in tempo di Pace, come in tempo di Guerra, nessuno gli si opporrà, ed alcuno non gli darà occasione di trattenersi dal loro viaggio, quantunque qualcheduno di questi fosse nato nel Regno d'Algeri.

ART. XIX.

Sujets Imp. sur navires ennemis. Se un Suddito di S. M. Imp. andando, o tornando da qualunque Paese sopra Navi di qualunque Nazioni, ancora nemica del Regno di Algeri, non gli verrà fatto alcun danno, nè alla sua Persona, nè a' suoi Beni, Effetti, Mercanzie, e Servitori da' Bastimenti di Algeri; E parimente trovandosi un Algerino Bastimento nemico di S. M. Imp. non verrà il medesimo in niun modo danneggiato, ne i suoi beni, effetti, denari, e Servitori, ma saranno tutti trattati con amicizia, e cortesia.

ART. XX.

Salut maritime. In tutti i tempi quando la Nave de Guerra Comandante di S. M. Imp. e Rè nostro Amico verrà avanti Algeri, dopo che il Console ne averà data notizia al Governo, e dopo aver gettata l'ancora avanti il Porto, in considerazione, e stima di S. M. I. si darà ordine, perchè dalla Fortezza siino in seguito tirati ventun tiro di Cannone, il Capitano dell' Imperatore corrisponderà con egual numero di tiri, ed a detta Nave, per essere Nave di S. M. I. in considerazione della medesima, gli sarà dato il rinfresco.

ART. XXI.

Le consul exemt d'impôts. Il Console Imperiale, per le provvisioni di sua casa, e commestibili, e bevande come pure per i suoi bagagli, e Regali, non pagherà nè dazio nè aggravio.

ART. XXII.

Contreventions au traité Se in avvenire accaderà cosa contraria a questa nostra Pace, da qualunque parte succederà, un simil sconcerto non offenderà, ne interromperà la *Nostra* Amicizia, ma la parte offesa, qualunque sarà, vicendevolmente chiederà ragione, ed i Sudditi dell' una, o dell' altra parte, che saranno i contraventori, saranno puniti. Così in ordine a questa Amicizia la Nostra parola data resterà inalterabile, e la nostra fede data sara stabile.

In

In esecuzione de' medesimi il Consiglio di Reggenza ordina, che sia pubblicato il suddetto Trattato, e comanda a tutti li Governatori de' Porti, e Castellani delle Torri, e Forti delle Coste del Gran-Ducato; come ancora a tutti gl' Iusdicenti. Comandanti, Ufiziali, e Ministri di Guerra, e di Giustizia d'invigilare alla piu esatta osservanza del medesimo &c. 1748

Dat. nel Consiglio di Reggenza li 17 Luglio 1749.

Il Conte de Richecourt.
Roberto Pandolfini.

56.

Traité de paix entre S. M. Impériale pour les Etats hereditaires de S. M. l'Empereur et de S. M. l'Imperatrice Reine de Hongrie et de Bohème avec le royaume de Tunis; signé le 23 Déc. 1748. 23 Déc.

(D'après l'imprimé qui a paru par autorité à Florence 1750. 4.)

Avendo Sua Maestà Imperiale comandato al suo Consiglio di Stato, e di Reggenza di publicare il Trattato di pace fermato fra la M. S. I. è il Regno di Tunis del tenore seguente:

Trattato di Pace fermato tra Sua Maestà Imperiale, e il Regno di Tunis fino a tutti i Confini del medesimo, il di 23. Dicembre 1748. Per i Paesi Ereditari si di S. M. l'Imperatore, che di S. M. l'Imperatrice Regina di Ungheria, e di Boemia in diciannove Articoli del seguente tenore.

Art. I.

Si è convenuto, che le Navi si da Guerra, che quelle armate in corso, e mercantili di ambedue le Parti, ovunque Traitement amical.

1748 que s'incontreranno, si tratteranno scambievolmente con tutte le dimostrazioni di perfetta amicizia, astenendosi da ogni azione alla medesima contraria fermo stante il Commercio, ed il pagamento de Dazzi, nel modo, e forma, che si fà di presente.

ART. II.

Corsaires Tunetains. I Bastimenti Corsali Tunisini non corseggeranno in vicinanza de' Porti, Spiagge, ed Isole soggette alle *LL. Maestà Imperiale*, essendo a loro proibito di crociare sotto la vista di detti Porti, Spiagge, ed Isole; e in questo spazio di Mari sarà a loro semplicemente permesso il passo, quando però siano obbligati dalla necessità, o perche siano spinti dalla tempesta, o perche siano inseguiti da Nemici, ne' quali casi potranno anche entrare ed approdare ne' Porti, ed Isole, ove saranno amichevolmente ricevuti, ed al possibile difesi; e se alcuno in tale occasione commetterà cose, che cagionino disturbo, ne sara data parte al Console Imperiale residente in Tunis, e il Bascià gli darà il dovuto gastigo.

ART. III.

Visitation. Incontrando le Navi Corsali Tunisini qualche Bastimento Imperiale Mercantile, dopo che da questo saranno stati spediti con la sua Lancia a bordo delle medesime i Passaporti stabiliti, sarà lasciato partire senza alcuna molestia; e quando la Nave Corsale mandi la sua Lancia a visitare il Bastimento mercantile, destinerà due sole delle migliori persone del suo Equipaggio, con i necessari remiganti, per prendere le giuste informazioni, quali avute, le due persone dovranno prontamente fare ritorno al loro bordo.

ART. IV.

Passagers. I Sudditi Tunisini, che si ritroveranno a bordo de' Bastimenti Imperiali, non saranno molestati da alcuna Potenza Cristiana amica della Bandiera Imperiale, fino che saranno passeggieri sopra detti Bastimenti; e parimente i Sudditi Imperiali, mentre anch'essi si ritroveranno a bordo de' Bastimenti Tunisini, saranno sicuri da ogni loro Nemico.

ART. V.

Sur vaisseaux ennemis. Tutti i Mercanti Sudditi Imperiali, compresi anche i naturalizzati, ritrovando si sopra Bastimenti de' Nemici, allorchè saranno muniti di legittimo Passaporto, e di polizza di Carico per le loro mercanzie ed effetti, saran-

saranno considerati per amici, talchè le loro persone, e i loro effetti, e mercanziè saranno sicure; e comprovata che sarà la realtà del fatto, verranno consegnate al Console. 1748

ART. VI.

Non sarà concessa dalle LL. MM. I. la sua Bandiera e Passaporti, ad altre personne, che a' suoi propri Sudditi, e Naturalizzati; che saranno i Capitani, ed i proprietarj delle Navi Imperiali, le quali averanno gli Equipaggi composti di Sudditi, e Naturalizzati a riserva della terza parte, quale potrà esser composta di persone di Nazione ancora nemica; e il Console Imperiale in Tunis non darà i Passaporti, e Certificati a verun' altro, che a soli Bastimenti Tunisini. *Equipages & pavillon.*

ART. VII.

Se qualche Bastimento di Bandiera Imperiale facesse naufragio nelle Coste del Regno di Tunis, i Sudditi del medesimo gli presteranno il necessario aiuto per salvarlo, con sicurezza che dal Proprietario del Bastimento saranno ricompensate le loro fatiche per mezzo del Console Imperiale, il quale averà la soprintendenza di detto Bastimento, e sarà a suo arbitrio di disporne; talchè tanto i Marinari, che il Capitano, e le Mercanzie, con ogni altra cosa, verranno rimesse al medesimo Console, al di cui piacimento staranno tutti i pezzi attrazzi, robe de Bastimenti rotti, che li si dovrano consegnare. *Naufrage.*

ART. VIII.

Quando i Nemici Imperiali prendessero alcun Suddito Imperiale, e lo conducessero nel Dominio di Tunis per venderlo, non potrà essere da alcuno comprato. *Esclaves.*

ART. IX.

Il Console Imperiale goderà tutti i Privilegi, e Distinzioni conformi all' alto grado della Dignità Imperiale; e nascendo dispute, e controversie fra i Sudditi delle *Loro Maestà Imp.* spetterà al medesimo il giudicarne, e deciderne; ma quando uno di detti Sudditi averà contesa con un Mussulmano, sarà la lor lite decisa in presenza del Bascià; e se uno di loro ferirà, o ucciderà un Mussulmano, o commetterà azione illecita, e criminale, sarà giudicato secondo le leggi del Paese de' suddetti delitti. *Consul.*

Quando il Bascià vorrà mandare nelli Stati Imperiali qualche suo Commesso, sarà ricevuto con segni di ami-

1748 amicizia, e corteſià, ſenza che alcuno le faccia dann, o le cagioni incomodo; e ſe un Suddito Imperiale fu girà dal Regno di Tunis con debito contratto con p ſone del Paeſe, il Conſole Imperiale, quando non mallevadore, non ſarà tenuto al pagamento.

ART. X.

Le fret ſera libre

I Baſtimenti Mercantili Imperiali, che approderanno a Tunis, e in altri Porti del Regno, non potranno eſſere con violenza noleggiati ma dovrà intervenirvi il conſenſo del Proprietario; e ſolamente il Baſciá per ſuo proprio ſervizio, col mezzo del Conſole gli potrà noleggiare, pa gando il dovuto nolo.

ART. XI.

Succeſſion.

Morendo qualche Suddito Imperiale nel Regno di Tunis, il ſuo Erede prenderà poſſeſſo dell' Eredità, e in caſo che non vi ſia l'Erede, il Conſole Imperiale ne prenderà il poſſeſſo, ſenza che altri poſſino ingerirſe

ART. XII.

Contre-ventions.

Tutti gli eccesſi, o azioni contrarie alla recipro amicizia, che poteſſero eſſer commeſſe nel Regno di Tunis, da qualunque Suddito delle LL. MM. Imp negli Stati Imperiali, da qualunque Tuniſino, non daran motivo di rompere la preſente Pace.

ART. XIII.

Cas de rupture.

Ed in caſo, che naſceſſe motivo di rompere la preſente Pace, il Conſole Imperiale, con tutta la ſua Famiglia, effetti, robe, e tutti i Sudditi Imperiali, che ſi troveranno nel Regno di Tunis, con tutte le loro Mercanzie, e robe, ſaranno ſicuri, e potranno partire per ritornare nel loro Paeſe, ſopra qualunque Baſtimento di qualſiſia Nazzione vorranno, ſenza che alcuno poſſa recarli moleſtia; a tale effetto ſarà a loro conceduto il tempo di ſei Meſi, a fine, che poſſino ultimare i loro Negozi, e partire con i loro effetti, robe, e Famiglia; e l'iſteſſa regola ſarà oſſervata con i Tuniſini.

ART. XIV.

Eſclave fugitif.

Se qualche Schiavo ſi refugiaſſe ſopra un Baſtimento mercantile Imperiale, dovrà eſſer ſubito reſo; e quando queſto fuſſe giunto nel ſuo Paeſe, e prima ancora d'aver notizia del ſuo arrivo, il Capitano del predetto Baſti mento ſarà obbligato per mezzo del Conſole di farlo reſtituire, o pagarne il prezzo, che ſarà creduto ragio nevole, avuto riguardo alla ſua condizione.

ART.

1748

Art. XV.

Quando le Navi da Guerra Imperiali approderanno [ne]l Regno di Tunis, saranno salutate dalle Fortezze, [ne]ll' istessa maniera, che si usa con l'altre Potenze [am]iche; e le Navi da Guerra di Tunis, quando appro[de]ranno ne' Paesi Imperiali, saranno salutate da' Basti[on]ti, conforme è il costume. Salut de mer.

Art. XVI.

I Bastimenti Mercantili Imperiali pagheranno l'an[cora]ggio nell' istessa maniera, che lo sogliono pagare le [alt]re Nazione amiche. Ancrage.

Art. XVII.

I Sudditi del Regno, e Città di Tunis, che fuggendo [da] Paesi nemici si risugieranno nelli Stati delle *LL. Ma*està *Imp.* saranno fatti liberi; e senza impedimento [pot]ranno sicuramente tornarsene a Tunis; e nell' istessa [ma]niera i Sudditi Imperiali, che fuggendo da Paesi ne[mi]ci passeranno nel Regno di Tunis, verranno consegnati [al] Console. Esclaves fugitifs de l'ennemi.

Art. XVIII.

I Bastimenti Imperiali saranno sempre muniti de' [sta]biliti Passaporti, e i Bastimenti Tunesini saranno sempre [ac]compagnati dal Certificato del Console Imperiale resi[de]nte in Tunis. Passeports.

Art. XIX.

Se qualche Cristiano, o Ebreo fuggirà nelli Stati [so]ttoposti alle *Loro Maestà Imp.* con de' Beni d'appar[te]nenza di persone dependenti dal Regno di Tunis, sarà [res]tituito, perchè sia fatta la dovuta Giustizia; ed il me[des]imo seguirà nel caso, che un Mussulmano si refugiasse [ne]l Regno di Tunis, con beni d'appartenenza di Sudditi [de]lle *LL. Maestà Imp.* Choses volées.

In esecuzione de' medesimi Comandamenti il Consiglio [d]i Reggenza ordina che sia pubblicato il suddetto Trattato, [e] comanda a tutti li Governatori de' Porti, e Castellani [de]lle Torri, e Forti delle Coste del Gran-Ducato, come [an]cora a tutti gl' Iusdicenti, Comandanti, Ufiziali e [M]inistri di Guerra, e di Giustizia d'invigilare alla più [esat]ta osservanza del medesimo &c.

Dat. nel Consiglio di Reggenza li 4 Giugno 1750 Com.

Il Conte di Richecourt.
Roberto Pandolfini.

57.

57.

1749 27 Janv. *Traité de paix entre S. M. Impériale et la Regence de Tripolis; ſigné le 27 Janv. 1749.*

(D'après l'Imprimé qui a paru par autorité à Florence 1750. 4. et ſe trouve dans *Codice della Toscana legislazione* T. III. p. 39.)

Avendo Sua Maeſta Imperiale comandato al ſuo Conſiglio di Stato, e di Reggenza di pubblicare il Trattato di pace fermato fra la M. S. I. e la Reggenza di Tripoli del tenore ſeguente:

Trattato di Pace fermato tra Sua Maeſtà Imperiale, e la Reggenza di Tripoli li 27 Gennaio 1749. Per i Paeſi Ereditari ſi di S. M. l'Imperatore, che di S. M. l'Imperatrice Regina di Ungaria, e di Boemia in quattordici Articoli del ſeguente tenore.

ART. I.

Amitié. Si è convenuto e ſtabilito, che ſarà una ſincera amicizia fra i Paeſi, e Iſole del Dominio delle LL. Maeſtà Imperiali con il Regno di Tripoli; e per godere perfettamente d'una reciproca ſicurezza, e ripoſo, i Sudditi, e Baſtimenti de' ſopraccennati Paeſi, come anche i Sudditi e Baſtimenti del Regno di Tripoli, ceſſeranno d'ora in avanti in virtù dello ſtabilito Trattato di Pace, ſi per Mare, che per Terra, di farſi alcuna oſtilità, o recarſi moleſtia; e ſe a caſo dal giorno dello ſotto ſcrizione ſi cagioneranno alcun danno, ſaranno tenuti vicendevolmente ad un' eſatta ſoddisfazione, con reſtituire il Baſtimento, gli Schiavi, ed ogn' altra minima coſa, che ſarà ſtata preſa.

ART. II.

Commerce. I Sudditi, ed i Baſtimenti dell' Imperiali Maeſtà, potranno liberamente trafficare, e venire nel Regno di Tripoli, ove per le Mercanzie, che vi porteranno, non pagherranno altro Dazio, che tre percento, e niente di più; riſperto però a quelle Mercanzie, che rimarranno invendute, potranno queſte eſſer rimbarcate, e per eſſe non

on verrà esatto, alcun Dazio, come ne anche saranno 1749
obbligati al pagamento d'alcun Dazio gli attrezzi da
Guerra, come Polvere, Ferro, Piombo, Armi, Legnami,
Tavole, Cordami, Vele, ed altri generi consimili.

Se alcuno di quei Mercanti, che trafficheranno, per
ragione di debiti fuggirà, il Console Imperiale non
sarà molestato per il pagamento.

Gl' effetti, e beni de' Sudditi Imperiali Cristiani,
Ebrei, che moriranno nel Dominio di Tripoli, passeranno in Dominio degli Eredi; ed in mancanza di questi,
prenderà possesso il Console, senza che altri possa
ingerirsene.

Se per disgrazia succederà che un Bastimento Imperiale faccia naufragio sulle Coste, le Mercanzie,
attrezzi, e roba, che potrà ricuperarsi, non pagheranno
Dazio, e tutto sarà consegnato al Capitano, ovvero al
Console Imperiale; e le persone saranno libere senza recar
la minima molestia.

Alle Navi da Guerra Imperiali, che approderanno
a Tripoli, verranno fatte le medesime amiche dimostrazioni, solite praticarsi alle Navi da Guerra dell' altre
Potenze amiche.

ART. III.

Viene assolutamente proibito a' Bastimenti Corsali Tripolini di fare il corso, volteggiare, ed inferire danni
alla vista de' Porti, e Paesi, sottoposti alle *LL. Maestà Imperiali*, acciò non venga disturbata la sicurezza del
Commercio. In caso però di fiera burrasca, o di essere
inseguiti da' Nemici, potranno ricoverarsi ne' detti Porti,
come anche per necessità di acqua, e viveri, o per altro
premuroso bisogno, sarà a loro lecito d'entrarvi; e allora
saranno sicuri sotto il tiro del Cannone, ma ricevuti
che siano, non sarà però loro permesso d'inseguire qualsia Bastimento nemico, se non 24 ore dopo la partenza
del medesimo.

Corsaires Tripolitains

ART. IV.

Incontrandosi da' Bastimenti Corsali Tripolini Bastimento di Bandiera Imperiale, che si ritrovi munito di Passaporti de Governatori di qualunque Paese, purchè siano
conforme a quei, che saranno trasmessi al Console Imperiale di Residenza in Tripoli, non le verrà fatto alcun
danno, nè cagionato alcun ritardo, talchè potrà immediatamente proseguire il suo viaggio, e le sarà somministrato quel soccorso, che potrà aver di bisogno.

Visitation.

1749 Per riconoſcere il Paſſaporto, ſarà ſpedita una Lancia con due perſone, ed i neceſſarj Remiganti, e a riſerva di queſte due perſone, non ſarà lecito ad altri di montare ſopra il Baſtimento, ſe non col conſenſo del Capitano; E parimente i Padroni de' Baſtimenti Tripolini prendendo il Certificato del Conſole Imperiale in Tripoli in conformità della formula già concertata, potranno continuare il loro viaggio ſenza timore che ſeguino coſe contrarie alla reciproca amicizia.

A Stranieri non verranno conceſſi Paſſaporti.

ART. V.

Eſclaves. Sarà proibito alle Navi nemiche delle Maeſtà Imperiali, che condurranno ne' Porti di Tripoli Schiavi, che ſian Sudditi Imperiali, di eſporli a Terra, e ſe gli ſbarcheranno, ſaranno meſſi in libertà.

ART. VI.

Paſſagers. Si Sudditi Imperiali, che ſaranno ſtati imbarcati ſopra Baſtimenti di Bandiera ſtraniera, e parimente Tripolini, che ſi ritroveranno ſopra Baſtimenti ſtranieri, purchè tanto gl' uni, che gl' altri ſian Paſſeggieri, quantunque ſia ſeguito combattimento, non verranno fatti Schiavi, e i loro effetti ſaranno reſi.

ART. VII.

Neutralité. Non ſi preſterà alcun ſoccorſo, ed' ajuto a Baſtimenti de' Nemici delle *LL. Maeſtà Imperiali*, e parimente ſarà proibito a inſtigazione loro in tutti i Porti della Giurisdizione della Reggenza di Tripoli, che ſi armino Baſtimenti per offendere i Sudditi Imperiali, come anche i Nemici della Reggenza di Tripoli non potranno armar Baſtimenti ne' Porti Imperiali per agire contro i Tripolini.

ART. VIII.

Conſul. Reſterà preſſo la Reggenza di Tripoli un Conſole Imperiale per trattare gl' affari, e dare i Certificati, il quale decidera le liti, che verteranno tra' Sudditi Imperiali, ed avrà, a forma, che praticaſi alla *Fulgida Porta* il poſto, e la precedenza ſopra tutti gl' altri Conſoli, e goderà l'immunità e corteſie coſtumate.

ART. IX.

Jurisdiction. Qualunque controverſia, e lite, che ſarà per ſuccedere tra gl' Imperiali, e i Muſſulmani, ſarà giudicata dal Baſcià, e Bey di Tripoli, ſenza che altri poſſa ingerirſi; e ſe ciò acaderà in altra Provincia, o Diſtretto della dependenza, il Giudice di quella ne deciderà.

ART.

1749

ART. X.

Se un Suddito Imperiale percuoterà, o ferirà un Mussulmano, e sarà preso, il Console lo proteggerà; e secondo che costerà esser colpevole e reo, verrà meritevolmente gastigato in presenza del Console; ma se il delinquente fuggirà, non verrà il Console molestato, per farlo comparire al Tribunale. *Crimes contre des Musulmans.*

ART. XI.

Succedendo che una delle Parti commetta azione contraria alla Pace, la Parte lesa porterà le sue doglianze al Giudice, ed avanti che il fatto sia comprovato con veridiche e chiare prove, non prenderassi la debita vendetta, ed il Trattato di Pace rimarrà inalterabile. *Contreventions.*

ART. XII.

Nel caso, che due Bastimenti di dependenza delle Parti contraenti incontrandosi in Mare, si cagionassero danno, o altro incomodo, l'Aggressore verrà severamente punito, la roba depredata sarà resa, e l'Armatore tenuto a renderne conto. *Rencontre de navires.*

ART. XIII.

Succedendo rottura del presente Trattato, si concederà tre mesi di tempo al Console Imperiale, ed a quei di sua dependenza per ritornarsene liberamente al Paese, senza che venga loro fatta alcuna ingiuria. *Cas de rupture.*

ART. XIV.

Incontrandosi Bastimento Corsale Tripolino con Bastimento Mercantile Imperiale, questo spedirà la sua Lancia, con lo Scrivano, e due persone, che produranno il passaporto, quale veduto, proseguirà il suo Viaggio. *Passeports.*

I Governatori, e Comandanti de' Porti, Spiagge, ed Isole delle *LL. Maestà Imp.* non concederanno agli Stranieri Passaporti, e Bandiere Imperiali; e facendolo, saranno severamente puniti.

In esecuzione de' medesimi Comandamenti il Consiglio di Reggenza ordina che sia pubblicato il suddetto Trattato, e comanda a tutti li Governatori de' Porti, e Castellani delle Torri, e Forti delle Coste del Gran-Ducato, come ancora a tutti gl' Iusdicenti, Comandanti, Ufiziali, e Ministri di Guerra, e di Giustizia d'invigilare alla più esatta osservanza del medesimo &c.

Dat. nel Consiglio di Reggenza li 4 Giugno 1750. St. Com.

IL CONTE DI RICHECOURT.

ROBERTO PANDOLFINI.

58.

1749 27 Juin. *Reſolution des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas de donner le titre de très fidéle au Roi de Portugal en date du 27 Juin 1749.*

(*Groot Placaat Boek* Tom. VII. p. 48.)

Reſolutie van de Staaten Generaal, waar by op verzoek van den Koning van Portugal is goedgevonden, om aan Denzelven den Titul van Très Fidelle te geeven. Den 27. Juny 1749.

Ontfangen een Miſſive van den Heere Hop, Haar Hoog Mog. extraordinaire Envoyé aan het Hof van zyne Majeſteit den Koning van Groot Brittannien, geſchreeven te Londen den 24. deezer loopende maand, geaddreſſeert aan den Griffier Fagel, houdende advertentie van het geene den Heere d'Andrada, Envoyé extraordinaire van den Koning van Portugal, aan Hem in eene vizite gezegt hadde, omtrent de ordre van den Koning zyn Meeſter, om hem Heere Hop te informeeren, dat van den Titul van Très Fidelle, die Hem geattribuurt wierd, wel gebruik wilde maaken voor Hem en Deſelfs Succeſſeurs; en dat gemelden Heere d'Andrada Hem Heere Hop van weegens den Koning zyn Meeſter verzocht hadde, dewyle geen Miniſter in den Hage hadde, daar van rapport aan Haar Hoog Mog. te willen doen, in die vaſte verzeekering, dat gewilliglyk zouden willen concurreeren, om deezen Titul in gebruik te brengen. Dat Hy Heere Hop daar op aan gemelden Heere Envoyé gevraagt hadde, of daar van te Londen meede kennis had gegeeven, en wat antwoord daar op ontfangen hadde; waar op aan Hem geantwoord had, dat het antwoord, dat men Hem gegeeven had, in zeer obligeante en gratieuſe termen had beſtaan, in ſubſtantie hier op uitkoomende, dat men die Mogentheid, welke diergelyke Tituls confereerde, aldaar niet erkende, doch dat men des niet teegenſtaande uit conſideratie en uit complaiſance voor zyne Portugeeſche Majeſteit indien geneе-

geneegentheid hadde zich met die Titul te vercieren, zich in het vervolg met het verzoek van zyne Majesteit zoude confirmeeren; en dat Hy, Heere Hop seedert occasie gehad hebbende met den Hertog van Bedfort, Secretairs van Staat, hier over te spreeken, Denzelven Hem gezegt had, dat het zelve conform was aan het geene gemelden Hertog aan meergemelden Heere Envoye van Portugal op ordre van den Koning had gezegt. 1749

Waar op gedelibereert zynde, is goedgevonden en verstaan, dat aan gemelden Heere Hop zal worden gerescribeert, dat Hy aan den Heere d'Andrada te kennen zal geeven, dat Haar Hoog Mog. uit consideratie en complaisance voor zyne Portugeesche Majesteit, niet ongeneegen zyn, zich in het vervolg met het verzoek van zyne Majesteit te zullen conformeeren, zoo en in dier voegen als zulks aan Hem Heere d'Andrada uit de naam en van weegens zyne Majesteit van Groot Brittannien is toegezegt.

En is voorts goedgevonden en verstaan, dat hier van ter Griffie van Haar Hoog Mog. op het Titulboek aanteekeninge zal worden gedaan.

59.

Convention entre Sa Majesté Très-Chrétienne et Sa Majesté le Roi de Danemarc, qui proroge l'exécution du traité de 1742 du 30 Septembre 1749. 30 Sept.

(Valin *traité des prises* p. 177. et se trouve dans *Code des prises* T. I. p. 470. et dans Berryer *Darstellung der Rechte der Neutralität* trad. allem. p. 100)

Sa Majesté Très-Chrétienne et Sa Majesté le Roi de Danemarc voulant resserrer de plus en plus les noeuds de leur union mutuelle et en faire sentir les effets à leur sujets trafiquans et commerçans dans leurs Etats, sont convenus expressément par la présente déclaration respective.

 Que

1749 Que Sa Majesté Très-Chrétienne d'une part, sans avoir égard aux traités de commerce faits précédemment avec quelques Etats, autres que le Danemarc, lesquels traités ne subsistans plus, elle se propose de ne pas renouveller, promet et s'engage de faire jouir les sujets du Roi de Danemarc dès-à-présent et pendant le cours du nouveau traité de commerce à faire dans toute l'étendue de ses Etats, tant pour leurs personnes que pour leur pêche et pour tout autre genre de commerce, de denrées de marchandises, qui du nord peuvent être apportées en France, des mêmes droits, immunités, privileges et avantages qu'Elle pourroit accorder dans la suite aux Suèdois, Hollandois et Villes Anséatiques de toute autre nation, en sorte que ces nations n'obtiendront à l'avenir, par aucun nouveau traité, aucune préférence dans l'étendue de sesdits Etats sur les sujets du Roi de Danemarc pour le commerce, qui est propre aux uns et aux autres, déclarant Sa Majesté Très-Chrétienne que son intention est d'établir à cet égard par les traités qu'Elle fera à l'avenir une parfaite égalité entr'eux.

De l'autre part, Sa Majesté le Roi de Danemarc déclare respectivement, qu'Elle promet et s'engage de faire en même temps jouir les sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne trafiquans et commerçans dans toute l'étendue de ses Etats, tant pour leurs personnes que pour tous les genres de commerce qui leur sont propres, des mêmes droits, immunités, privileges et avantages qu'elle accorde actuellement et qu'elle accordera dans la suite aux Anglois, Suèdois et Hollandois et à toute autre nation; en sorte que les dites nations n'auront à l'avenir aucune préférence dans l'etendue de sesdits Etats sur les sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne pour le commerce qui est propre aux uns et aux autres; leurs dites Majestés déclarant en outre que dès qu'il aura été fait un nouveau traité entre la France et quelqu'une des susdites nations, il servira de base à celui qui est à faire entre Sa Majesté Très-Chrétienne et Sa Majesté le Roi de Danemarc en conséquence du présent acte, pour la confection duquel il sera alors procédé sans perdre de temps, et qu'en attendant le traité de commerce de 1742, restera dans toute sa force et continuera d'être exécuté dans tous ses articles.

Le

Le but de cette déclaration mutuelle étant l'accroiſſement du commerce et de la navigation des ſujets reſpectifs, lequel ne pourroit pas s'obtenir, ſans qu'ils fuſſent encouragés à prendre une confiance entiere dans la durée et la ſolidité des meſures qu'il leur conviendroit de prendre entr'eux pour leurs intérêts mutuels; Sa Majeſté Très-Chrétienne pour établir cette confiance, s'engage et promet en outre de maintenir les regles établies par les traités de commerce, qui ſubſiſtent entre elle et diverſes autres Puiſſances pour la ſûreté de ſes ports et celle de la navigation et du commerce de vaiſſeaux neutres contre tous ceux qui voudroient les enfreindre. 1749

En foi de quoi nous ſouſſignés Miniſtres de Sa Majeſté Très-Chrétienne et de Sa Majeſté le Roi de Danemarc, autoriſés à cet effet, avons ſigné la préſente déclaration, et y avons fait appoſer le cachet de nos armes.

Fait à Verſailles le trente du mois de Septembre 1749.

(L. S.) PUYZIEULX.

60.

1750 Tratado de limites das conquiſtas entre os
3 Jan. mui Altos e Poderoſos ſignores D. Joaõ V. Rey de Portugal, e D. Fernando VI. Rey de Eſpanha pelo qual abolida a demarcaçaõ da Linha Meridiana, ajuſtada no Tratado de Tordeſillas de 7 de Junho de 1494 ſe determina individualmente la raya dos dominios de huma e outra Corôa na America meridional; aſſignado en Madrid a 13 de Janeiro de 1750.

(Imprimé ſéparement en Portugais et en Eſpagnol, à Lisbonne 1750. 4.)

Don Fernando por la Gracia de Dios Rey de Caſtilla de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canarias, de las Indias Orientales y Occidentales, y tierra firme del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Barbante, y de Milan, Conde de Abſpurg, de Flandes, del Tirol, y Barcelona, Señor de Vizcaya, y de Molina &c. Por quanto haviendo-ſe ajuſtado y firmado en Madrid en trece de Enero del preſente anno de mil ſetecientos y cincuenta por Don Joſeph de Carvajal y Lancaſter, y Don Thomaz de la Sylva Telles, en virtud de los Poderes, que a eſte fin ſe dieron por mi, y por el Sereniſſimo Rey de Portugal, mi muy charo, y muy amado Hermano e Suegro, un Tratado de Limites y Terrritorios en la America; cuyo tenor es como ſe ſigue.

En

60.

[T]ractat der Grenzen der Eroberungen zwi[sc]hen den Allerdurchlauchtigsten und Groß[m]ächtigsten Herren, Don Juan V. Könige [vo]n Portugal, und Don Fernando VI. Kö[ni]ge von Spanien, durch welchen die in dem [T]ractat von Tordesillas, den 7. Junius 1494 [be]stimmte Abtheilung der Mittagslinie aufge[ho]ben, und die Grenzlinie der Herrschaften [be]ider Kronen in dem südlichen America genau [be]stimmt wird. Unterzeichnet Madrid den 13. Januar 1750. 1750 13 Jan.

([N]eue Nachrichten von den Missionen der Jesuiten in Paraguay. Hamburg 1768. 8. app. p. 57.)

Don Fernando, König von Castilien, von Leon *), [vo]n Arragonien, von beiden Sicilien, von Jerusalem, von [N]avarra, von Granada, von Toledo, von Valencia, von [Ga]llicien, von Majorka, von Sevilla, von Sardinien, von [Co]rdua, von Corsica, von Murcia, von Jaen, von den [Al]garbien, von Algeziras, von Gibraltar, von den Ca[na]rischen Inseln, von Ost- und Westindien und dem festen [L]ande des Oceans, Erzherzog von Oesterreich, Herzog [vo]n Burgund, von Braband, und von Mayland, Graf [vo]n Habsburg, von Flandern, von Tyrol und Barcellona, [H]err von Biscaya und von Molina u. s. f. Nachdem zu [M]adrit am 13. Januar des jetzigen Jahres 1750, durch [D]. Joseph de Carvajal und Lancaster und D. Thomas de la [S]ilva Telles in Kraft der Vollmachten, welche ihnen zu [de]m Ende von mir und von dem Durchlauchtigsten Könige [vo]n Portugal meinen viel geliebten Bruder und Schwie[ger]vater ertheilet worden, ein Tractat wegen der Grenzen [un]d Besitzungen in America geschlossen und unterzeichnet [wo]rden, des Inhalts wie folget:

 Im

*) Ces titres, ainsi que la ratification manquent dans la traduction allemande.

1750 *En El Nombre de la SS. Trinidad.*

Los Serenissimos Reyes de España, y Portugal, deseando efficazmente consolidar y estrechar la sincera y cordial amistad, que entre si professan, han considerado que el medio mas conducente para conseguir tan saludable intento, es quitar todos los pretextos, y allanar los embaraços, que pueden en adelante alterar-la, y particularmente los que se pueden ofrecer con motivo de los Limites de las dos Coronas en America, cuyas Conquistas se han adelantado y mantenido con incertidumbre y duda, por no haverse averiguado hasta aora los verdaderos Limites de aquellos Dominios, ò el parage donde se ha de imaginar la Linea divisoria, que havia de ser el principio inalterable de la demarcacion de cada Corona. Y considerando las dificultades inaccessibles, que se ofreceràn si se huviesse de señalar esta Linea con el conocimiento practico, que se requiere; han resuelto examinar las razones y dudas, que se ofrecen por ambas partes, y en vista de ellas concluir un ajuste con reciproca satisfacion y conveniencia.

Por parte de la Corona de España se alegaba, que haviendose de imaginar la Linea Norte Sur a trecientas y setenta leguas al Poniente de las Islas de Cabo-Verde, segun el Tratado concluido en Tordesillas a 7 de Junio de 1494, todo el terreno, que huviesse en las trecientas y setenta leguas, desde las referidas Islas hasta el parage, donde se havia de señalar la Linea, pertenece a la de Portugal, y nada mas por esta parte; porque desde ella al Occidente se han de contar los ciento y ochenta grados de la demarcacion de España; y aunque es assi, que por no estar declarado desde qual de las Islas de Cabo-Verde se han de empeçar a contar las trecientas y setenta leguas, se ofrece la duda, y ay interes notable, con motivo de estar todas ellas situadas Leste Oeste, con la diferencia de quatro grados y medio; tambien lo es que aun cediendo España, y consintiendo en que se empece la quenta desde las mas Occidental (que llaman de San Antonio) apenas podran llegar las trecientas y setenta leguas a la Ciudad de Pará, y demás Colonias, ò Capitanias Portuguezas, fundadas antigamente en las Costas del Brazil; y como la Corona de Portugal tiene ocupadas las dos riveras del Rio

Im Nahmen der allerheiligsten Dreyfaltigkeit. 1750

Die allerdurchlauchtigsten Könige von Spanien und Portugal, aus Verlangen, die aufrichtige und herzliche Freundschaft, die sie zu einander tragen, kräftig zu befestigen und zu knüpfen, haben erwogen, dass das bequemste Mittel, eine so heilsame Absicht zu erreichen, ist, allen Vorwand aus dem Wege zu räumen, und die Hindernisse wegzuschaffen, welche in Zukunft selbige töhren können, und besonders diejenigen, welche sich über die Grenzen beider Kronen in America ereignen mögten, deren Eroberungen sich ausgebreitet, und in Ungewissheit und Zweifel erhalten haben, weil man bis jetzt die wahren Grenzen dieser Herrschaften nicht bestimmt hat, oder die Gegend, wo man sich die Theilungslinie vorstellen soll, welche die unwandelbare Regel der Grenze jeder Krone seyn sollte, und in Erwegung der unüberwindlichen Schwierigkeiten, die sich ereignen würden, wenn diese Linie mit erforderlicher practischen Kenntniss bezeichnet werden sollte; haben sie beschlossen, die Gründe und Zweifel zu untersuchen, welche sich auf beiden Seiten finden, und nach deren Bewandniss zu beiderseitiger Zufriedenheit und Vortheil einen Vergleich zu schliessen.

Von Seiten der Krone Spanien wurde angeführet, dass, da man sich die Mittagslinie 370 Meilen nach Abend zu, von den Inseln des grünen Vorgebürges an, nach dem zu Tordesillas den 7. Junius 1794 geschlossenen Tractat, vorzustellen habe, alles Land, welches in den 370 Meilen von benannten Inseln an, bis an die Gegend, wo die Linie bezeichnet werden sollte, Portugal zugehöre, und nichts mehr in diesem Welttheile. Denn von ihr an nach Westen sind die 180 Grade der spanischen Grenze zu rechnen. Allein, weil nicht bestimmt ist, von welchem Orte der Inseln des grünen Vorgebürges man anfangen soll, die 370 Meilen zu rechnen, so ereignet sich der Zweifel und der Punct eines beträchtlichen Vortheils, da alle diese Inseln von Osten nach Westen eine Strecke von fünftehalb Graden ausmachen; ferner, wenn auch Spanien abtritt und bewilliget, dass die Rechnung sich von der meist westlichen Insel St. Antonio genannt, anhebe, so werden die 370 Meilen kaum an die Stadt Para und die andern portugiesischen Colonien oder Hauptmannschaften reichen, welche in alten Zeiten auf der Küste Brasiliens gegründet

1750 *Rio Marañon, ò de las Amazonas, aguas arriva, hasta la boca del Rio Jabari, que entra en èl por la margen austral, resulta claramente haverse introducido en la demarcacion de España todo lo que dista la referida Ciudad de la boca de aquel rio, sucediendo lo mismo por lo interior del Brazil, con la internacion que ha hecho esta Corona hasta Cuyabà, y Mato-Grosso.*

Por lo que mira a la Colonia del Sacramento, alegaba, que, segun los Mapas mas exactos, no llega con mucho a la boca del rio de la Plata el parage, donde se deberia imaginar la Linea; y por consiguiente la referida Colonia con todo su Territorio cae al Poniente de ella, y en la demarcacion de España; sin que obste el nuevo derecho, con que la retiene la Corona de Portugal, en virtud del Tratado de Utrecht, respecto de haver-se capitulado la restitucion por un equivalente. Y aunque la Corte de España le ofreciò dentro del termino señalado en el Articulo VII. no le admitiò la de Portugal; por cuyo hecho quedò prorrogado el termino, siendo como fuè, proporcionado el equivalente; y el no haverle admittido, fuè mas por culpa de Portugal, que de España.

Por parte de la Corona de Portugal se alegaba, que haviendo-se de contar los ciento y ochenta grados de su demarcacion, desde la Linea al Oriente, quedando para España los otros ciento y ochenta grados al Occidente; y debiendo cada una de las Naciones hacer sus descubrimientos, y Colonias, en los ciento y ochenta grados de su demarcacion, con todo esso se halla, segun las observaciones mas exactas, y modernas de Astronomos, y Geographos, que empeçando a contar los grados al Occidente de dicha Linea, se estiende el Dominio Español en la extremidad Asiatica del mar del Sur, muchos mas grados, que los ciento y ochenta de su demarcacion; y por el consiguiente tiene acupado mucho mayor espacio, que lo que puede importar qualquiera excesso, que se atribuia a los Portuguezes, por lo que talvez havran ocupado en la America Meridional al Occidente de la misma Linea, y principio de la demarcacion Española.

Tambien se alegaba, que por la Escritura de venta con pacto de retrovendendo, otorgada por los Procuradores de las dos Coronas em Zaragoça a 22de Abril de

1529,

ündet worden sind: und da die Krone Portugal beide 1750
Ufer des Marannon oder Amazonenflusses in Besitz genommen hat, bis an die Mündung des Yavariflusses hinauf, welcher sich von der Südseite in jenen ergiesst; so erhellet deutlich, dass die ganze Strecke Landes, von erwähnter Stadt bis an die Mündung dieses Flusses, sich innerhalb der Grenzen Spaniens befinde; eine gleiche Bewandniss hat es mit dem Innern Brasiliens in Ansehung der geschehenen Vorrückung dieser Krone bis Cuyaba und Matagrosso.

Was die Colonie del Sacramento anbetrifft, so führte sie an, dass nach den richtigsten Charten, die Gegend, wo man sich die Linie einzubilden habe, lange nicht an die Mündung des Rio de la Plata reiche: und folglich fällt besagte Colonie mit ihrem ganzen Gebiete auf die Westseite der Linie und in die spanische Grenze; welchem das neue Recht nicht im Wege steht, vermöge welches sie die Krone Portugal, Kraft des Tractats von Utrecht, behält, sintemal die Zurückgabe gegen ein Aequivalent bedungen worden, und wiewohl der spanische Hof es in der, in dem Art. VII. anberahmten Zeit anbot, so wollte es doch der portugiesische Hof nicht annehmen: durch diesen Vorfall wurde also die Zeit verlängert, und bey dem verhältnissmässigen Equivalent, wie es war, blieb es mehr die Schuld Portugals als Spaniens, dass es nicht angenommen wurde.

Von Seiten der Krone Portugal wurde angeführet, dass, da die 180 Grade seiner Grenze von der Linie nach Morgen zu zu rechnen wären, für Spanien die andern 180 Grade nach Abend blieben, und da jede Nation ihre Entdeckungen und Colonien innerhalb der 180 Grade ihrer bezeichneten Grenze machen könnte, sich bey alle dem nach den genauesten und neuesten Beobachtungen der Sternseher und Erdbeschreiber fände, dass, wenn man die Grade nach Abend von besagter Linie zu zählen anfängt, die spanische Herrschaft sich an die asiatische Küste des Südmeers erstreckt, viel Grade weiter als die 180 Grade ihrer Grenze, und daher habe Portugal auch in dem südlichen America dieser Linie nach Abend und in der sich anhebenden spanischen Grenze Fuss gefasst.

Gleichfalls wurde angeführet, dass, nach Inhalt der Schrift des Verkaufs mit Bedingung wieder zu verkaufen, welche von den Bevollmächtigten beider Kronen

zu

1750 1529, vendiò la Corona de España a la de Portugal todo lo que por qualquiera via, ò derecho le pertenecieſſe al Occidente de otra Linea Meridiana, imaginada por las Islas de las Velas, ſituadas en mar del Sur a dezisiete grados de diſtancia del Maluco; con declaracion, que ſi España conſintieſſe, y no impidieſſe a ſus Vaſſallos la Navigacion de dicha Linea al Occidente, quedaria luego extinguido, y reſuelto el pacto de retrovendendo; y que quando algunos Vaſſallos de España, por ignorancia ò por neceſſidad entraſſen dentro de ella, y deſcubrieſſen algunas Islas, y tierras, perteneceria a Portugal lo que en eſta forma deſcubrieſſen. Que ſin embargo de eſta convencion, fueron los Eſpañoles deſpues a deſcubrir las Philipinas, y con efecto ſe eſtablecieron en ellas poco antes de la union de las dos Coronas, que ſe hizo el anno 1580, a cuya cauſa ceſſaron las diſputas, que eſta infraccion ſuſcitò entre las dos Naciones; pero haviendo-ſe deſpues dividido, reſultò de las condiciones de la Eſcritura de Zaragoça un nuevo titulo, para que Portugal pretendieſſe la reſtitucion, ò el equivalente de todo lo que ocuparon los Eſpañoles al Occidente de dicha Linea, contra lo capitulado en la referida Eſcritura.

En quanto al Territorio de la margen Septentrional del rio de la Plata, alegaba, que con motivo de la fundacion de la Colonia del Sacramento, ſe moviò una diſputa entre las dos Coronas ſobre Limites, eſto es, ſi las tierras, en que ſe fundò aquella Plaça, eſtaban al Oriente ò al Occidente de la Linea diviſoria, determinada en Tordeſillas; y mientras ſe decidia la queſtion, ſe concluiò proviſionalmente un Tratado em Lisboa a 7de Mayo de 1681, en el qual ſe concordò, que la referida Plaça quedaſſe en poder de los Portuguezes, y que en las tierras diſputadas tubieſſen el uſo y aprobechamiento comun con los Eſpañoles. Que por el Articulo VI. de la Paz, celebrada en Utrecht, entre las dos Coronas a 6de Febrero de 1715, cediò S. M. C. toda la accion y derecho, que podia tener al Territorio y Colonia, dando por abolido en virtud de eſta ceſſion el dicho Tratado Proviſional. Que debiendo en fuerça de la miſma ceſſion entregar-ſe a la Corona de Portugal todo el

Zaragoza den 22. April 1529 berichtiget wurde, die 1750
one Spanien an die Krone Portugal alles verkaufte,
as ihr, es sey auf welche Weise oder mit welchem
echte es wolle, auf der Westseite einer andern durch
e Inseln de las Velas eingebilderen Mittagslinie zuge-
öre, welche Inseln in dem Südmeer 17 Grade von Ma-
o entfernet liegen; mit der Erklärung, dass, wenn
anien seinen Unterthanen die Schifffahrt auf der West-
e dieser Linie bewilligen und nicht hindern würde,
sollte der Pact des Wiederverkaufs sogleich erloschen
d aufgehoben seyn, und dass, wenn einige Unter-
nen Spaniens aus Unwissenheit oder aus Noth ge-
ngen über diese Linie kämen, und einige Inseln und
der entdeckten, es Portugal zugehören sollte, was
auf diese Weise entdeckt hätten: dass aber dieses
rtrages ohngeachtet die Spanier hernach zu Ent-
kung der Philippinischen Inseln ausgelaufen wären
d sich würklich auf denselben festgesetzet hätten,
z vor der Vereinigung beider Kronen, welche im
r 1580 geschah, weswegen die Streitigkeiten aufhör-
, welche diese Uebertretung zwischen beiden Nationen
egte; allein, da sie sich nachher wieder trennten, so
stand aus den Bedingungen der Schrift von Zaragoza
neuer Anspruch, dass Portugal die Zurückgabe oder ein
uivalent alles dessen verlangen konnte, was die Spanier
ch Abend besagter Linie in Besitz genommen hatten.

Was das Land am nördlichen Ufer des Rio de la
ta anbetrifft, so führte Portugal an, dass, bey Gele-
nheit der Gründung der Colonie del Sacramento zwi-
en beiden Kronen, ein Streit über die Grenzen ent-
nd, nämlich, ob der District, worauf dieser Platz
gelegt wurde, der zu Tordesillas bestimmten Thei-
ngslinie nach Morgen oder Abend sich befände; und
dessen bis diese Frage entschieden wäre, wurde 1681
Lisboa vorläufig ein Tractat geschlossen, worin man
reinkam, dass erwähnter Platz in den Händen der
tugiesen bleiben sollte, und dass sie in dem streiti-
n District den Gebrauch und die Nutzung mit den
niern gemein haben sollten: dass nach dem VI. Ar-
l des Utrechtischen Friedensschlusses zwischen beiden
nen vom 6. Februar 1715 Se. Catholische Majestät
s Recht abtrat, welches sie an das Land und die
onie haben konnte, und also, Kraft dieser Abtretung,
erwähnten vorläufigen Tractat aufgehoben erklärte:
da

1750 el Territorio de la disputa, pretendiò el Governador Buenos Ayres satisfacer unicamente con la entrega Plaça; diciendo, que por el Territorio solo entendia que alcançasse el tiro de Cañon de ella, reservando para la Corona de España todas las demas tierras la question, en las quales se fundò despues la Plaça Monte-Video, y otros establecimientos. Que esta inteligencia del Governador de Buenos Ayres, fuè manifestamente opuesta a lo que se havia ajustado; siendo evidente, que por medio de una cession no debia quedar Corona de España de mejor condicion, que lo que antes estaba en lo mismo que cedia; y que haviendo quedado por el Tratado Provisional ambas Naciones con la possession y assistencia comun en aquelas Campañas, no interpretacion mas violenta, que suponer, que por medio de la cession de S. M. C. pertenecian privativamente su Corona.

Que tocando aquel Territorio à Portugal por titulo diverso de la Linea divisoria, determinada en Tordesillas (esto es, por la transaccion hecha en el Tratado de Utrecht, em que S. M. C. cediò el derecho, que le competia por la demarcacion antigua), debiò aquel Territorio independiente de las questiones de la Linea, cederse enteramente a Portugal con todo lo que en el huviesse nuevamente fabricado, como hecho en suelo ageno. Finalmente, que suponiendo-se que por el Articulo VI del dicho Tratado de Utrecht se reservò S. M. C. la libertad de proponer un equivalente à satisfacion de S. M. F. por el dicho Territorio, y Colonia; con todo esso, como ha muchos annos, que se passò el plazo señalado para ofrecerle, ha cessado todo pretexto, y motivo, aun aparente, para dilatar la entrega del mismo Territorio.

Vistas, y examinadas estas razones por los dos Serenissimos Monarchas, con las replicas, que se han hecho de una y otra parte, procediendo con aquella buena fee y sinceridad, que es propria de Principes tan justos, tan amigos, y parientes, deseando mantener sus Vassallos en paz y sociego, y reconociendo las dificultades y dudas, que en todo tiempo haran emb

a also, vermöge besagter Abtretung, der Krone Portugal der ganze streitige Distrikt eingeräumet werden sollte, behauptete der Gouverneur von Buenos-Ayres, dass allein die Ueberlieferung des Platzes genug sey, unter dem Vorgeben, dass unter dem Distrikt verstanden würde, was in der Weite eines Canonenschusses von dem Platze läge, und behielte für die Krone Spanien alle übrigen streitigen Ländereyen, auf welchen hernach der Platz Monte-Video und andere Oerter angeleget wurden: dass diess Verfahren des Gouverneurs von Buenos-Ayres demjenigen, worüber man sich verglichen hatte, offenbar zuwider liefe, da es am Tage liege, dass die Krone Spanien durch die Abtretung nicht in dem Lande gewinnen könne, welches sie abtrete; und da nach dem vorläufigen Tractat beide Nationen in dem gemeinschaftlichen Besitz und Nutzung in diesen Ländereyen geblieben wären, so könne keine Auslegung gewaltsamer seyn, als wenn man zum Grunde legen wollte, mittelst der Abtretung Sr. Catholischen Majestät gehörten selbige ausschliessungsweise ihrer Krone zu. 1750

Da dieses Land Portugal aus einem andern Rechte als der zu Tordesillas bestimmten Theilungslinie zukam, nämlich nach dem in dem Tractat von Utrecht gemachten Vergleiche, worin Se. Catholische Majestät das nach der alten Grenzbestimmung ihr zukommende Recht abtrat), so sollte diess Land, ohne Hinsicht auf die streitige Linie ganz an Portugal abgetreten werden, mit allem was in selbigem neu angelegt wäre, welches als auf fremden Grund und Boden geschehen, betrachtet werden müsse. Endlich, wenn man annimmt, dass nach dem VI. Art. besagten Tractats von Utrecht, sich Se. Catholische Majestät die Freyheit vorbehielte, ein Sr. allergetreuesten Majestät gefälliges Equivalent gegen gedachtes Land und Colonie vorzuschlagen; so habe bey alle dem, da so viele Jahre verstrichen sind, ohne ein bestimmtes Equivalent anzubieten, aller auch scheinbare Vorwand und Ursache aufgehöret, die Uebergabe dieses Landes zu verzögern.

Da diese Gründe von beiden Durchlauchtigsten Monarchen erwogen und untersuchet worden sind, mit den Antworten, welche beide Theile vorgebracht haben, und sie mit dem guten Glauben und der Aufrichtigkeit zu Werke gehen, welche so gerechten, so freundschaftlichen und verschwägerten Fürsten eigen ist, und da sie wünschen ihre Unterthanen in Ruhe und Frieden zu erhal-

1750 cosa esta contienda; si se huviesse de jusgar por el medio de la demarcacion, acordada en Tordesillas; ya porque no se declarò desde qual de las Islas de Cabo-Verde se havia de empeçar la quenta de las trecientas y setenta leguas; ya por la difficultad de señalar en las Costas de la America Meridional los dos puntos al Sur, y al Norte, de donde havia de principiar la Linea; ya por la impossibilidad moral de establecer con certidumbre por en medio de la misma America una Linea Meridiana; y ya por otros muchos embaraços casi invencibles, que se ofrecerian para conservar sin controversia, ni excesso, una demarcacion regulada por Lineas Meridianas: y considerando al mismo tiempo, que los referidos embaraços talvez fueron en lo passado la occasion principal de los excessos, que de una y de otra parte se alegan, y de los muchos desordenes, que perturbaron la quietud de sus Dominios; han resuelto poner termino a las disputas passadas y futuras, y olvidarse, y no usar de todas las acciones y derechos, que puedan pertenecerles en virtud de los referidos Tratados de Tordesillas, Lisboa, y Utrecht, y de la Escritura de Zaragoça, ò de otros qualesquiera fundamentos, que puedan influir en la division de sus Dominios por Linea Meridiana; y quierem que en adelante no se trate mas de ella, reduciendo los Limites de las dos Monarchias a los que se señalarán en el presente Tratado; siendo su animo que en el se atienda con cuidado a dos fines: El primero, y mas principal es, que se señalen los Limites de los dos Dominios, tomando por terminos los parages mas conocidos, para que en ningun tiempo se confundan, ni den occasion a disputas, como son el origen, y curso de los rios, y los montes mas notables: El segundo, que cada parte se ha de quedar con lo que actualmente possee; à excepcion de las mutuas cessiones, que se diran en su lugar, las quales se executaran por conveniencia commun, y para que los Limites queden en lo possible menos sugetos a controversias.

Para

rhalten, und die Schwierigkeiten und Zweifel einsehen, 1750
welche zu aller Zeit diese Streitigkeit verwickelt machen
werden, wenn nach der Regel der zu Tordesillas beliebten Grenzscheidung geurtheilet werden sollte; theils
weil nicht erkläret wurde, von welchem Orte der Inseln
des grünen Vorgebürges die Zählung der 370 Meilen anheben sollte; theils der Schwierigkeit wegen auf der
Küste des südlichen America, die beiden Puncte in Norden und Süden zu bestimmen, wo die Linie anfangen
sollte; theils wegen der moralischen Unmöglichkeit,
mit Gewisheit mitten durch diess America eine Mittagslinie zu ziehen; und theils vieler andern, fast unüberwindlichen Hindernisse wegen, welche sich ereignen
würden, um eine nach Mittagslinien bestimmte Grenzscheidung, ohne Streit und Uebertretung beyzubehalten; und da sie zu gleicher Zeit erwägen, dass diese
angeführte Hindernisse auch wohl in vorigen Zeiten die
vornehmste Veranlassung der Uebertretungen gewesen
sind, welche von beiden Theilen angeführet werden,
und der vielen Unordnungen, welche die Ruhe ihrer
Herrschaften stöhreten: so haben sie beschlossen, den
vorigen und künftigen Streitigkeiten ein Ende zu machen,
und alle Ansprüche und Rechte zu vergessen und nicht
zu gebrauchen, welche ihnen Kraft der angezogenen
Tractaten von Tordesillas, Lisboa und Utrecht und der
Schrift von Zaragoza zukommen mögen, oder aus sonstigen andern Gründen, welche in die Theilung ihrer
Herrschaften nach einer Mittagslinie Einfluss haben
können, und wollen, dass in Zukunft nicht weiter von
der die Rede sey, indem die Grenzen beider Monarchien
darauf beruhen sollen, wie sie in gegenwärtigem Tractat
bezeichnet werden, und ihr Wille ist, dass hiebey sorgfältig auf zwey Zwecke gesehen werde: der erste und
vornehmste ist, dass die Grenzen der beiden Herrschaften also bezeichnet werden, dass man die am meisten
bekannten Gegenden zu Merkmahlen nimmt, damit sie
niemals verwechselt werden, oder zu Streitigkeiten Gelegenheit geben mögen; als da sind, der Ursprung und
Lauf der Flüsse, und die merkwürdigsten Berge: der
zweyte ist, dass jedweder Theil behalten soll, was er
gegenwärtig besitzet, die gegenseitigen Abtretungen
ausgenommen, wie an seinem Orte gesagt werden wird,
welche zum gemeinschaftlichen Vortheile vollzogen
werden sollen, und damit die Grenzen so weit möglich,
Streitigkeiten weniger unterworfen bleiben mögen.

1750 Para concluir, y señalar los Limites, han dado los dos Serenissimos Reyes a sus Ministros, de una y otra parte, los plenos poderes necessarios, que se insertaran al fin de este Tratado: a saver; Su Magestad Catholica a Su Excelencia el Señor D. Joseph de Carvajal y Lancaster, su Gentil-hombre de Camara com exercicio, Ministro de Estado, y Decano de este Consejo, Governador del Supremo de las Indias, Presidente de la Junta de Comercio y Moneda, y Superintendente General de las Postas y Correos de dentro y fuera de España; y Su Magestad fidelissima a Su Excelencia el Señor D. Thomaz de la Sylva y Telles, Visconde de Villa-Nueva de Cerveira, del Consejo de S. M. F. y de el de Guerra, Maestre de Campo General de sus Exercitos, y su Embaxador extraordinario en la Corte de Madrid: los quales despues de haver conferido, y tratado la materia con la debida circunspeccion y examen, bien instruidos de la intencion de los dos Serenissimos Reyes sus Amos, y siguiendo sus ordenes, se han conformado en el contenido de los Articulos seguientes:

Art. I.

El presente Tratado serà el unico fundamento, y regla. que en adelante se deberà seguir para la division, y Limites de los Dominios en toda la America, y en Asia; y en su virtud quedarà abolido qualquiera derecho, y accion, que puedan alegar las dos Coronas, con motivo de la Bulla del Papa Alexandro VI. de feliz memoria, y de los Tratados de Tordesillas, de Lisboa, y Utrecht, de la Escritura de venta, otorgada en Zaragoça, y de otros qualesquiera Tratados, convenciones, y promessas; que todo ello, en quanto trata de la Linea de demarcacion, serà de ningun valor, y efecto, como si no huviera sido determinado, quedando en todo lo demas en su fuerça, y vigor; y en lo futuro no se tratarà mas de la citada Linea, ni se podrà usar de este medio para la decision de qualquiera difficultad, que ocurra sobre Limites, si no unicamente de la Frontera, que se prescrive en los presentes Articulos, como regla invariable, y mucho menos sugeta a controversias.

Art.

Zur Beschliessung und zur Bezeichnung der Grenzen haben die Durchlauchtigsten Könige ihren beiderseitigen Ministern die nöthigen Vollmachten ertheilet, welche am Schluss dieses Tractats eingerücket werden sollen: nämlich Ihre Catholische Majestät Se. Excellenz dem Herrn Don Joseph von Carbajal und Lancaster, ihrem wirklichen Kammerherrn, Staatsminister und Dechanten des Staatsraths, Gouverneur des höchsten Raths von Indien, Präsidenten des Commerz- und Münzcollegiums, und General-Directeur der Posten und Couriere in und ausserhalb Spanien; und Ihre Allergetreueste Majestät Se. Excellenz dem Herrn Don Thomas von Silva und Telles Grafen (Visconde) von Villa Nueva de Cerveira, des Raths Sr. allergetreuesten Majestät, und des Kriegsraths, Feldzeugmeister, General ihrer Armeen und ihr ausserordentlicher Bothschafter zu Madrid, welche, nachdem sie die Sache mit gehöriger Vorsicht und Prüfung überleget und behandelt haben, in genugsamer Wissenschaft der Absicht der beiden Durchlauchtigsten Könige ihrer Herren, und in Befolgung ihrer Befehle, über den Inhalt folgender Artikel übereingekommen sind. 1750

ART. I.

Der gegenwärtige Tractat soll in Zukunft der einzige Grund und Regel seyn, wornach man sich bey der Abtheilung und den Grenzen der Herrschaften in ganz America und Asia richten soll, und Kraft desselben soll jedes sonstige Recht und Anspruch aufgehoben seyn, welches beide Kronen anführen können, zufolge der Bulle des Pabstes Alexander VI. hochseligen Andenkens, und der Tractaten von Tordesillas, von Lisboa und Utrecht, der Verkaufsschrift von Zaragoza und aller sonstigen Tractate, Verträge und Versprechungen: dass alles dieses, in so ferne es die Grenzlinie angeht, von keiner Gültigkeit und Würksamkeit seyn soll, als wenn es nicht bestimmt wäre, wobey doch alles übrige in seiner Kraft und Gültigkeit bleibt; und in Zukunft soll nicht mehr die Rede von angeführter Linie seyn, auch soll man sich dieses Mittels nicht bedienen können zur Entscheidung der mindesten Schwierigkeit, welche über die Grenzen entstehen sollte, sondern allein von der Grenze, welche in den gegenwärtigen Artikeln vorgeschrieben wird, als eine unveränderliche und Streitigkeiten viel weniger unterworfene Regel.

Anciens traités de limites anullés.

1750

Art. II.

Las Islas Philipinas, y las adyacentes, que posse la Corona de España la perteneceràn para siempre, sin embargo de qualquiera pretension, que pueda alegarse por parte de la Corona de Portugal, con motivo de lo que se determinò en el dicho Tratado de Tordesillas; y sin embargo de las condiciones conthenidas en la Escritura celebrada en Zaragoça a 22de Abril de 1529; y sin que la Corona de Portugal pueda repetir cosa alguna del precio, que pagò por la venta, celebrada en dicha Escritura; a cuyo efecto S. M. F. en su Nombre, y de sus Herederos y Successores, hace la mas amplia, y formal renuncia de qualquiera derecho, y accion, que pueda tener, por los referidos principios, ò por qualquiera otro fundamento, à las referidas Islas, y a la restitucion de la cantidad, que se pagò en virtud de dicha Escritura.

Art. III.

En la misma fòrma pertenecerà a la Corona de Portugal todo lo que tiene ocupado por el rio Marañon, ò de las Amazonas arriva, y el terreno de ambas riveras de este rio hasta los parages, que abaxo se diran; como tambien todo lo que tiene ocupado en el districto de Matto-Grosso, y desde este parage hazia la parte del Oriente, y Brasil, sin embargo de qualquiera pretehension, que pueda alegarse por parte de la Corona de España, con motivo de lo que se determinò en el referido Tratado de Tordesillas; a cuyo efecto S. M. C. en su Nombre, y de sus Herederos y Successores, se desiste, y renuncia formalmente de qualquiera derecho, y accion que en virtud del dicho Tratado, ò por otro qualquiera titulo pueda tener a los referidos Territorios.

Art. IV.

Los Confines del Dominio de las dos Monarchias, principiaràn en la Barra, que forma en la Costa del Mar el Arroyo, que sale al piè del Monte de los Castillos grandes, desde cuya falda continuarà la Frontera, buscando en linea recta lo mas alto, ò cumbres de los Montes, cuyas vertientes baxan por una parte a la Costa, que corre al Norte de dicho Arroyo, ò a la Laguna Marin, ò del Mini; y por la otra a la Costa, que

1750

Art. II.

Die Philippinifchen und die daran grenzenden Infeln, welche die Krone Spanien befitzet, follen ihr auf ewig zugehören, mit Aufhebung alles Anfpruches, welcher von Seiten der Krone Portugal angezogen werden mag, in Hinficht deffen, was in befagtem Tractate von Tordefillas beftimmt wurde, und ungeachtet der, in der Schrift von Zaragoza vom 22. April 1529 enthaltenen Bedingungen, und ohne dafs die Krone Portugal das mindefte von dem Gelde, welches fie bey dem in diefer Schrift beftimmten Verkauf bezahlte, wiederfordern könne. Zu dem Ende thut Se. Allergetreuefte Majeftät in ihrem und ihrer Erben und Nachfolger Nahmen die vollkommenfte und förmlichfte Verzicht auf alles Recht und Anfpruch, welches fie nach angeführten Gründen, oder aus irgend einem andern Grunde an befagte Infeln und zu der Wiedererftattung der Summen, welche fie erwähnter Schrift zufolge bezahlete, haben konnte. *Cession des Philippines à l'Espagne.*

Art. III.

Auf gleiche Weife foll der Krone Portugal alles zugehören, was fie am Marannon oder Amazonenflufs hinauf befitzet, und das Land an beiden Ufern diefes Stroms bis an die Gegenden, welche unten genannt werden follen, wie auch alles, was fie in dem Diftrict von Mata-Groffo befitzet, und von diefer Gegend nach Morgen und Brafilien, alles andern Anfpruches ohngeachtet, welcher von Seiten der Krone Spanien angeführet werden mag, in Beziehung auf das, was in erwähntem Tractat von Tordefillas beftimmt worden; zu dem Ende begiebt fich Se. Catholifche Majeftät in ihrem und ihrer Erben und Nachfolger Nahmen, und entfaget förmlich allem Rechte und Anfpruche, welche fie Kraft befagten Tractats, oder aus irgend einem andern Grunde an angeführte Länder haben könnte. *Cessions au Portugal en Amérique.*

Art. IV.

Die Grenzen der Herrfchaften beider Monarchien follen bey dem Bufen anheben, den auf der Küfte des Meers der Bach bildet, welcher vom Fufs des Berges de los Caftillos Grandes herunter rollet, von deffen Fufse an die Grenze fortlaufen foll, fo dafs man in gerader Linie die gröfste Höhe, oder die Gipfel der Berge fuchet, deren Scheidungen auf einer Seite nach der Küfte herunter gehen, welche nach Norden von befagtem Bache, *Nouvelle ligne de démarcation.*

1750 *que corre desde dicho Arroyo al Sur, ò al rio de la Plata: De suerte que las Cumbres de los Montes sirvan de Raya del Dominio de las dos Coronas; y assi seguirà la Frontera hasta encontrar el origen principal, y cabeceras del rio Negro; y por en cima de ellas continuarà hasta el origen principal del rio Ybicuí, seguiendo agoas abaxo desde este rio, hasta donde desemboca en el Uruguay por su rivera Oriental; quedando de Portugal todas las vertientes, que baxan a la dicha Laguna, ò al Rio grande de San Pedro; y de España, las que baxan a los rios, que van a unir-se con el de la Plata.*

Art. V.

Subirà desde la boca del Ybicuí por las aguas del Uruguay, hasta encontrar la del rio Pepirí, ò Pequirí, que desagua en el Uruguay por su rivera Occidental; y continuarà aguas arriva del Pepirí, hasta su origen principal; desde el qual seguirà por lo mas alto del terreno hasta la cabecera principal del rio mas vecino, que desemboca en el grande de Curituba, que por otro nombre llaman Yguazú. Por las aguas de dicho rio mas vecino del origen del Pepirí, y despues por las del Yguazú, ò rio grande de Curituba, continurá la Raya hasta donde el mismo Yguazú desemboca en el Paranà por sua rivera Oriental; y desde esta boca seguirà aguas arriva del Paranà, hasta donde se le junta el rio Ygurey por su rivera Occidental.

Art. VI.

Desde la boca del Ygurey continuarà aguas arriva hasta encontrar su origen principal; y desde el buscarà en linea recta por lo mas alto del terreno la cabecera principal del rio mas vecino, que desagua en el Paraguay por su rivera Oriental, que talvez serà el que llaman Corrientes, y baxarà con las aguas de este rio hasta su entrada en el Paraguay, desde cuya boca subirà por el Canal principal, que dexa el Paraguay en tiempo seco; y por sus aguas hasta encontrar los Pantanos, que fórma este rio, llamados la Laguna de

oder nach dem See Marin oder del Mini läuft; und auf der andern Seite nach der Küste, welche von Norden von besagtem Bache an, nach Süden oder nach dem Rio de la Plata läuft; so dass die Gipfel der Berge zur Grenzscheidung der beiden Kronen dienen, und so soll die Grenzlinie weiter gehen, bis sie auf den Hauptursprung und die Hauptquellen des Negroflusses stöfst, und über selbige soll sie bis an die Hauptquelle des Ybicuiflusses fortgehen, längs diesem Flusse hinunter bis dahin, wo er sich in den Uruguay am östlichen Ufer desselben ergiesst; dass Portugal alle die Scheidungen zugehören, welche sich nach besagtem See oder dem grossen Fluss S. Pedro herunter erstrecken und Spanien diejenigen, welche nach den Flüssen heruntergehen, die sich mit dem Rio de la Plata vereinigen. 1750

Art. V.

Von der Mündung des Ybicui soll die Grenze den Uruguay hinauf gehen bis an den Ausfluss des Pepiri- oder Pequiri-Flusses, welcher sich an der Westseite in den Uruguay ergiesst, und den Pepiri-Fluss hinauf bis an seine Hauptquelle; von da an soll sie durch die höchste Gegend des Landes fortlaufen, bis zur vornehmsten Quelle des nächsten Flusses, welcher sich in den grossen Fluss Curituba, mit einem andern Nahmen Yguahu genannt, ergiesst. Längs erwähntem der Quelle des Pepiri nächstbelegenen Flusse herunter und hernach den Uguazu oder grossen Fluss Curituba herunter wird die Grenze bis dahin fortgezogen, wo dieser Uguazu sich von Osten in den *Parana* ergiesst; und von dieser Mündung soll sie den *Parana* hinauf gehen, bis an den Ort, wo sich der Yguereyfluss von Westen her mit selbigem vereiniget. *Item.*

Art. VI.

Von dem Ausfluss des Yguerey soll sie bis zu seiner Hauptquelle hinauf fortgeführet werden, und von da an suchet man in gerader Linie durch die höchste Gegend des Landes den vornehmsten Ursprung des nächsten Flusses, welcher sich von Osten in den Paraguay ergiesst, und vermuthlich eben der ist, den man Corrientes nennet, und diesen Fluss geht sie herunter bis zu seinem Eintritt in den Paraguay; von dieser Mündung an läuft sie durch den Hauptcanal, welchen der Paraguay zur Zeit der Dürre behält, bis an die Sümpfe, welche dieser Fluss *Item.*

1750 de los Xaraies, y atravessando esta Laguna hasta la boca del rio Jaurú.

Art. VII.

Desde la boca del Jaurú por la parte Occidental seguirà la Frontera en linea recta hasta la rivera Austral del rio Guaporé en frente a la boca del rio Sararé, que entra en dicho Guaporé por su rivera Septentrional; con tal que si los Commissarios, que se han de despachar para el arreglamento de los Confines en esta parte en vista del Paiz hallaren entre los rios Jaurú e Guaporé otros rios, ò terminos naturales, por donde mas commodamente, y con mayor certidumbre pueda señalarse la Raya en aquel parage, salvando siempre la navegacion del Jaurú, que deve ser privativa de los Portuguezes, y el camino, que suelen hacer de Cuyabá hazia Matto-Grosso; los dos Altos Contratantes consienten, y aprueban, que assi se establesca, sin attender a alguna porcion mas ò menor de terreno, que pueda quedar a una ò otra parte. Desde el lugar, que en el margen Austral del Guaporé fuere señalado por termino de la Raya, como queda explicado, baxara la Frontera por toda la corriente del rio Guaporé hasta mas abaxo de su union con el rio Mamoré, que nasce en la Provincia de Santa Cruz de la Sierra, y atraviessa la Mission de los Mojos, y forman juntos el rio llamado de la Madera, que entra en el Marañon, ò Amazonas, por su rivera Austral.

Art. VIII.

Baxarà por las aguas de estos dos rios, ya unidos, hasta el parage situado en igual distancia del citado rio Marañon, ò Amazonas, y de la boca del dicho Mamorè; y desde aquel parage continuarà por una linea Leste Oeste, hasta encontrar con la rivera Oriental del rio Jabari, que entra en el Marañon, por su rivera Austral; y baxando por las aguas del Jabari, hasta donde desemboca en el Marañon, ò Amazonas, seguirà aguas abaxo de este rio hasta la boca mas Occidental del Japura, que desagua en èl por la margen Septentrional.

Art.

bildet, der See de los Xarayes genannt, und mitten durch diesen See bis an die Mündung des Jauru-Flusses. 1750

Art. VII.

Von der Mündung des Jauru an auf der westlichen Seite soll die Grenze in gerader Linie fortgehen, bis an das südliche Ufer des Guapore-Flusses dem Ausfluss des Sarare-Flusses gegenüber, welcher von Norden her in besagten Guapore tritt; doch wenn die Commissarien, welche zur Berichtigung der dasigen Grenzen abgeordnet werden sollen, bey Besichtigung des Landes, zwischen den Flüssen Jauru und Guapore andere Flüsse oder natürliche Merkmahle fänden, wodurch die Grenzscheidung in dieser Gegend bequemer und mit mehr Gewissheit bezeichnet werden könnte, wobey sie immer die Schifffahrt des Jauru in Betracht zu ziehen haben, welche den Portugiesen ausschliessungsweise zugehören soll, wie auch der Weg, welchen sie von Cuyaba nach Mata-Grosso zu reisen pflegen: so bewilligen und genehmigen die beiden hohen schliessenden Theile, dass man sie auf diese Weise festsetze, ohne darauf zu sehen, ob einem oder dem andern Theile ein Stück Landes mehr oder weniger zufalle. Von dem Orte an, welcher am südlichen Ufer des Guapore zum Merkmahle der Grenze bezeichnet seyn wird, wie erkläret worden ist, soll die Grenzscheidung den Guapore-Fluss ganz herunter gehen, bis unterhalb seiner Vereinigung mit dem Mamore-Fluss, welcher in der Provinz Sancta Cruz de la Sierra entspringt, und durch die Mission der Moxos Indier seinen Lauf nimmt. Beide vereinigte Flüsse führen alsdann den Nahmen Madera, welcher in den Marannon oder Amazonen-Fluss von Süden her tritt. *Item.*

Art. VIII.

Diesen Madera-Fluss hinunter soll die Grenze bis an die Gegend fortlaufen, welche sich von dem erwähnten Marannon oder Amazonen-Fluss und von der Mündung des besagten Mamore-Flusses in gleicher Entfernung befindet; und von dieser Gegend soll sie weiter in einer Linie von Osten nach Westen fortgeführet werden, bis sie an das östliche Ufer des Jabori-Flusses reichet, und selbigen hinab bis zu seinem Ausflusse in den Marannon oder Amazonen-Strom, und diesen Strom hinauf soll sie sich bis an den Ausfluss des westlichen Arms des Yapura erstrecken, welcher sich von Norden in selbigen ergiesst. *Item.*

Art.

1750

ART. IX.

Continuarà la Frontera por en medio del rio Japurà, y por los demas rios, que se le junten, y se acerquen mas a el rumbo del Norte, hasta encontrar to alto de la Cordillera de Montes; que median entre el rio Orinoco, y de Marañon ò de las Amazonas; y seguirà por la cumbre de estos Montes al Oriente, hasta donde se extienda el Dominio de una y otra Monarchia. Las personas nombradas por ambas Coronas para establecer los Limites, segun lo prevénido en el presente Articulo, tendran particular cuidado de señalar la Frontera en esta parte, subiendo aguas arriva de la boca mas Occidental del Japurà, de forma que se dexen cubiertos los establecimientos, que actualmente tengan los Portuguezes a las orillas de este rio y del Negro, como tambien la communicacion ò canal, de que se sirven entre estos dos rios; y que no se dè lugar a que los Españoles con ningun pretexto, ni interpretacion puedan introducirse en ellos, ni en dicha communicacion; ni los Portuguezes remontar hazia el rio Orinoco, ni extenderse hazia las Provincias pobladas por España, ni en los despoblados, que la han de pertenecer, segun los presentes Articulos; a cuyo efecto señalaràn los Limites por las Lagunas y rios, enderezando la linea de la Raya, quanto pudiere ser, hazia el Norte, sin reparar al poco mas ò menos del terreno, que quede a una ò outra Corona, con tal que se logrem los expressados fines.

ART. X.

Todas las Islas, que se hallassen en qualquiera de los rios, por donde ha de passar la Raya, segun lo prevenido en los Articulos antecedentes, perteneceràn al Dominio a que estuvieren mas proximas en tiempo seco.

ART. XI.

Al mismo tiempo que los Commissarios nombrados por ambas Coronas vayan señalando los Limites en toda la Frontera, haran las observaciones necessarias para formar un Mapa individual de toda ella; del qual se sacaran las copias, que parescan necessarias, firmadas de todos, y se guardaran por las dos Cortes, por si en adelante se ofreciere alguna disputa con motivo de qualquiera infraccion; en cuyo caso, y en otro qualquiera,

1750

Art. IX.

Item.

Mitten durch den Japura-Fluſs und durch die andern Flüſſe, welche er aufnimmt, und ihre Richtung des Laufs meiſt nördlich haben, ſoll ſie fortgehen, bis ſie an die Höhe der Kette von Bergen langet, welche den Orinoco und den Marannon oder Amazonen-Fluſs von einander ſcheiden, und über den Gipfel dieſer Berge ſoll ſie fortlaufen, bis an das beſtimmte Gebiet beider Monarchien auf der Küſte. Die von beiden Kronen zur Feſtſetzung der Grenzen nach dem Inhalte dieſes Artikels ernannten Perſonen, haben beſondere Sorgfalt anzuwenden, die Grenzſcheidung in dieſer Gegend zu bezeichnen, und müſſen den weſtlichſten Arm des Japura hinaufgehen, ſolcher Geſtalt, daſs die Oerter, welche die Portugieſen an den Ufern dieſes und des Negro-Fluſſes jetzt beſitzen, gedeckt bleiben, wie auch der Canal, deſſen ſie ſich zwiſchen beiden Flüſſen bedienen; und daſs nicht verſtattet werde, daſs die Spanier, unter keinem Vorwande oder Auslegung, ſich ſelbige oder den Canal mit zueignen können, noch daſs die Portugieſen bis an den Orinoco hinauf kommen, noch ſich an die von Spanien bevölkerten Provinzen ausbreiten und eben ſo wenig in den unbevölkerten Provinzen, welche nach gegenwärtigen Artikeln Spanien zugehören ſollen: zu dem Ende ſollen ſie die Grenzen durch die Seen und Flüſſe bezeichnen und die Grenzlinie alſo möglichſt nach Norden ziehen, ohne darauf zu achten, ob einer oder der andern Krone mehr oder weniger Land zufällt, wenn nur die ausgedruckten Endzwecke erreichet werden.

Art. X.

Iles.

Alle Inſeln, welche in allen den Flüſſen wären, durch welche, nach dem Inhalt der vorhergehenden Artikel, die Grenzlinie gehet, ſollen deſſen Gebiete zugehören, dem ſie in trockner Zeit am nächſten liegen.

Art. XI.

Carte.

Zu gleicher Zeit, da die von beiden Kronen ernannten Commiſſarien ſich mit der Berichtigung der ganzen Grenzen beſchäftigen, ſollen ſie auch die benöthigten Beobachtungen anſtellen, um eine richtige Charte aufzunehmen, wovon man hernach die benöthigten und von allen Commiſſarien unterzeichneten Copeyen nimmt, weche für beide Höfe aufbewahret werden. Und wenn in Zukunft durch Veranlaſſung irgend einer Uebertretung

ein

1750 *quiera, se tendran por authenticas, y haran plena prueba: Y para que no se ofresca la mas leve duda, los referidos Commissarios pondran nombre de commun aquerdo a los Rios, e Montes, que no lo tengan, y le señalaran todo en Mapa con la individualidad possible.*

Art. XII.

Atendiendo a la conveniencia comun de las dos Naciones, y para evitar todo genero de controversias en adelante, se han establecido, y arreglado la mutuas cessiones contenidas en los Articulos seguientes.

Art. XIII.

*Su Magestad Fidelissima en su Nombre, y de sus Herederos y Successores, cede para siempre a la Corona de España la Colonia del Sacramento, y todo su Territorio adyacente en ella, a la margen Septentrional del rio de la Plata, hasta los Confines declarados en el Articulo IV. y las Plaças, Puertos, y establecimientos, que se comprehenden en el mismo parage; como tambien la navegacion del mismo rio de la Plata, la qual pertenecerà enteramente a la Corona de España: y para que tenga efecto, renuncia S. M. F. todo el derecho, y accion, que tenia reservado a su Corona por el Tratado Provisional de 7de Mayo de 1681 *), y la possession, derecho, y accion, que le pretenece, y pueda tocarle en virtud de los Articulos V. y VI. del Tratado de Utreclit de 6de Febrero de 1715 **), ò por otra qualquiera convencion, titulo, ò fundamento.*

Art. XIV.

Su Magestad Catholica en su Nombre, y de sus Herederos y Successores, cede para siempre a la Corona de Portugal todo lo que por parte de España se halla occupado, ò que por qualquiera titulo ou derecho pueda pertenecerle en qualquiera parte de las tierras, que por los presentes Articulos se declaran pertenecientes a Portugal, desde el Monte de los Castillos grandas, y su falda Meridional, y Ribera del Mar, hasta la Cabecera, y origen principal del rio Ybicui. Y tambien cede todos y qualesquiera Pueblos, y establecimientos, que se ayan hecho por parte de España en el angulo de tierras, compre-

*) Rousset *suppl.* T. II. P. I. p. 406.

**) Dumont T. VIII. P. I. p. 444.

1750

n Streit entstünde, in dem Fall und in jedem andern all soll sie für authentisch gehalten werden und völ-gen Beweis leisten; und damit nicht die geringste weydeutigkeit entstehen möge, sollen die erwähnten ommissarien den Flüssen und Bergen, welche keinen ahmen haben, mit gemeinschaftlicher Uebereinstimmung en Nahmen geben, und selbigen mit möglichster Ge-uigkeit auf der Charte bemerken.

ART. XII.

Cessions reciproques.

Zum gemeinen Vortheil beider Nationen und zur nftigen Vermeidung aller Art Streitigkeiten, sind in folgenden Artikeln die beiderseitigen Abtretungen gesetzet und bestimmt worden.

ART. XIII.

Colonie del Sacramento

Se. Allergetreueste Majestät tritt in ihrem, und ihrer ben und Nachfolger Nahmen auf ewig an die Krone anien ab, die Colonia de Sacramento und ihren ganzen liegenden District am nördlichen Ufer des Rio de la ata bis an die im Art. IV. bezeichnete Grenzscheidung, d die Plätze, Häfen und Oerter, welche sich in dieser gend befinden; wie auch die Schifffahrt dieses de la ata-Stroms, welche Spanien ganz zugehören soll. nd damit solches vollstrecket werde, so begiebt sich e. Allergetreueste Majestät alles Rechts und Anspruchs, elches Sie ihrer Krone durch den vorläufigen Tractat m 1. May 1681 vorbehalten hatte, und die Besitzung, echt und Anspruch, welches ihr zugehöret, und ihr, aft der Artikel V und VI des Tractats von Utrecht m 6. Februar 1715 oder zufolge eines sonstigen Ver-ges oder Grundes zukommen kann.

ART. XIV.

Cessions par l'Espagne.

Se. Catholische Majestät tritt in ihrem und ihrer ben und Nachfolger Nahmen auf ewig an die Krone rtugal ab, alles, was von Seiten Spaniens besessen rd, oder was aus einem sonstigen Rechtsgrunde in end einem Theile dieser Länder, welche durch ge-nwärtige Artikel als Portugal zugehörig erkläret wer-n, Spanien zugehören könnte, von dem Berge de los illos grandes und seinem mittäglichen Fusse und em Meerufer, bis zur vornehmsten Quelle des Ybicui-sses. Gleichfalls tritt Se. Majestät ab alle und jede tze und Oerter, welche von Seiten Spaniens ange-leget

1750 *prehendido entre la Rivera Septentrional del rio Ybicui, y la Oriental del Uruguay, y los que ſe puedan haver fundado en la margen Oriental del rio Pepiri, y el Pueblo de Santa Roſa, y otros qualesquiera, que ſe puedan haver eſtablecido por parte de Eſpaña en la Rivera Oriental del rio Guaporé. Y S. M. F. cede en la miſma fórma a Eſpaña todo el Terreno, que corre deſde la boca Occidental del rio Japura, y queda en medio entre el miſmo rio, y el Marañon ò Amaſonas, y toda la navegacion del rio Iſa, y todo lo que ſe ſigue deſde eſte ultimo rio al Occidente, con el Pueblo de San Chriſtoval, y otro qualquiera, que por parte de Portugal ſe aya fundado en aquel eſpacio de tierras; haciendoſe las mutuas entregas con las calidades ſeguientes.*

Art. XV.

La Colonia del Sacramento ſe entregarà por parte de Portugal, ſin ſacar de alla mas que la Artillaria, Armas, Polvora, y Municiones, y Embarcaciones del ſervicio de la miſma Plaça; y los Moradores podran quedarſe libremente en ella, ò retirarſe a otras tierras del dominio Portuguez, con ſus efectos y muebles, vendiendo los bienes raices. El Governador, Officiales, y Soldados llevaran tambien todos ſus efectos, y tendran la miſma libertad de vender ſus bienes raices.

Art. XVI.

De los Pueblos ò Aldeas, que cede S. M. C. en la margen Oriental del rio Uruguay, ſaldran los Miſſioneros con los muebles, y efectos, llevandoſe conſigo a los Indios para poblarlos en otras tierras de Eſpaña; y los referidos Indios podran llevar tambien todos ſus bienes muebles y ſemovientes, y las Armas, Polvora, y Municiones, que tengan: en cuya fórma ſe entregaran los Pueblos a la Corona de Portugal con todos ſus Caſas, Ygleſias y Edificios, y la propriedad, y poſſeſſion del Terreno. Los que ſe ceden por Sus Mageſtades Catholica, y Fideliſſima en las margenes de los rios Pequiri, Guaporé, y Marañon, ſe entregaràn con las miſmas circunſtancias, que la Colonia del Sacramento, ſegun

wären, in dem, zwischen dem nördlichen Ufer 1750
'bicui-Flusses und dem östlichen des Uruguay, ein-
ılossenen Winkel Landes, und die Oerter, welche
istlichen Ufer des Peperi-Flusses gegründet seyn
n, und die Bevölkerung St. Rosa, und andere son-
Plätze, die am östlichen Ufer des Guapore-Flusses
seiten Spaniens aufgeführet worden sind. Und Se.
getreueste Majestät tritt in gleicher Form an Spanien
les Land, welches von der westlichen Mündung
'apura-Flusses anhebt, und zwischen diesem und
Marannon oder Amazonen-Fluss liegt, und die
e Schifffahrt des Yssa-Flusses, und alles, was von
m letztern Flusse an sich nach Westen erstreckt, mit
Orte St. Christoval und jedem andern Orte, welcher
seiten Portngals in diesem Strich Landes gegründet
möchte. Die gegenseitigen Abtretungen sollen
folgenden Umständen geschehen.

Art. XV.

Die Colonie del Sacramento soll von Seiten Portu- *Mode de*
übergeben werden, ohne aus ihr weiter etwas weg- *cession.*
ıren, als die Artillerie, Waffen, Pulver und Kriegs-
tionen, und die zum Dienst dieses Platzes gehörigen
fe; und die Einwohner können ungehindert da
en oder sich nach andern Ländern des Portugiesi-
Gebiets mit ihren beweglichen Gütern begeben
ihre liegenden Gründe verkaufen. Der Gouverneur,
)fficiere und Soldaten können ebenfalls ihre Güter
ich wegbringen, und sollen gleiche Freyheit haben,
liegenden Güter zu verkaufen.

Art. XVI.

Aus den Flecken oder Dörfern, welche Se. Catho- *Item.*
e Majestät am östlichen Ufer des Uruguay abtritt,
ı die Missionarien mit Guth und Meublen abziehen
die Indier mit wegführen, um sich mit ihnen in
rn Ländern Spaniens nieder zu lassen; und erwähnte
r können gleichfalls alle ihre beweglichen Güter
Geräthschaft mit sich nehmen, wie auch die Waffen,
er und Kriegsmunitionen, welche sie haben mögen:
sollen die Flecken an die Krone Portugal übergeben
len mit allen ihren Häusern, Kirchen und öffent-
n Gebäuden, wie auch mit dem Eigenthum und
z des Landes. Die Oerter, welche von Ihren Ca-
schen und Allergetreuesten Majestäten an den Ufern

1750 *segun se previno en el Articulo XIV; y los Indios de una y otra parte tendran la misma libertad para irse ò quedarse, del mismo modo, y con las mismas calidades, que lo podran hacer los Moradores de aquella Plaça; solo, que los que se fueren, perderan la propriedad de los bienes raices, si los tuvieren.*

Art. XVII.

En consequencia de la Frontera, y Limites, determinados en los Articulos antecedentes, quedarà para la Corona de Portugal el Monte de los Castillos grandes con su falda Meridional, y le podra fortificar, manteniendo alli una Guardia; pero no podrà poblarle: quedando a las dos Naciones el uso comun de la Barra, ò Ensenada, que forma alli el Mar, de que se tratò en el Articulo IV.

Art. XVIII.

La navegacion de aquella parte de los rios, por donde ha de passar la Frontera, serà comun a las dos Naciones; y generalmente donde ambas orillas de los rios pertenescan a una de las dos Coronas, serà la navegacion privativamente suya: y lo mismo se entenderà de la pesca de dichos rios; siendo comun a las dos Naciones, donde lo fuere la navegacion; y privativa, donde lo fuere de una de ellas la dicha navegacion. Y por lo que mira a la Cumbre de la Cordillera, que han de servir de Raya entre el Marañon y Orinoco, perteneceràn a España todas las vertientes que caygan al Orinoco, y a Portugal las que caygan al Marañon ò Amazonas.

Art. XIX.

En toda la Frontera serà vedado y de contravando el Comercio entre las dos Naciones, quedando en su fuerça y vigor las Leyes promulgadas por ambas Coronas, que de esto tratan; y a demas de esta prohibicion, ninguna persona podrà passar el Territorio de una Nacion al de la otra por tierra, ni por agua, ni navegar en el todo ò parte de los rios, que no seyan privativos de su Nacion, ò comunes, con pretexto, ni motivo alguno, sin sacar primero licencia del Governador, ò del

:r Flüsse Peguiri, Guapore und Marannon abgetreten 1750
erden, sollen unter selbigen Umständen überliefert
erden, als die Colonia del Sacramento, wie solches
rt. XIV bestimmt worden, und die Indier des einen
wohl als des andern Theils, sollen gleiche Freyheit
ben, zu gehen oder zu bleiben, auf eben die Weise
d unter selbigen Umständen, als die Einwohner jenes
ıtzes thun können; außer dass die, welche weg-
:hen, das Eigenthum ihrer liegenden Güter verlieren,
:nn sie welche besitzen.

Art. XVII.

Zufolge der Grenzbestimmung in den vorhergehen- *Montagne de los Castillos.*
n Artikeln, bleibt der Krone Portugal der Berg de los
stillos grandes und dessen mittäglicher Fuss, welchen
befestigen und daselbst eine Wache halten kann, sie
rf ihn aber nicht bevölkern. Der dasige Meerbusen,
ssen Art. IV gedacht worden, bleibt beiden Nationen
m gemeinschaftlichen Gebrauch.

Art. XVIII.

Die Schifffahrt desjenigen Theils der Flüsse, wodurch *Navigation sur les rivières.*
: Grenze geht, soll beiden Nationen gemein seyn, und
erhaupt, wo beide Ufer der Flüsse einer der beiden
onen zugehören, da soll sie auch die alleinige Schiff-
ırt haben, und dasselbige ist zu verstehen von der
cherey besagter Flüsse, welche beiden Nationen ge-
inschaftlich bleibt, wo es die Flüsse sind, und allein
seitig, wo einer derselben besagte Schifffahrt allein
kömmt. Und was die Gipfel der Bergkette anbetrifft,
·lche zwischen dem Orinoco und Marannon zur Grenze
nen sollen, so sollen Spanien alle die Scheidungen
gehören, welche nach dem Orinoco fallen, und Por-
gal diejenigen, welche nach dem Marannon oder Ama-
nen-Fluss fallen.

Art. XIX.

Auf der ganzen Grenze soll die Handlung zwischen *Commerce.*
den Nationen untersaget und verboten seyn, und die
ı beiden Kronen in Ansehung dieses Puncts gegebe-
ı Gesetze bleiben bey ihrer Kraft und Würksamkeit.
d außer diesem Verbot soll keine Person aus dem
biet einer Nation in das Gebiet der andern weder
Lande noch zu Wasser kommen; eben so wenig auf
ı Flüssen, oder den Theilen der Flüsse fahren, welche
ht alleinig ihrer Nation zugehören, oder nicht ge-

1750 *del Superior del Terreno, donde ha de ir, ò que vaya enviado del Governador de ſu Territorio a ſolicitar algun negocio; a cuyo efecto llevarà ſu Paſſaporte: y los transgreſſores ſeran caſtigados con eſta diferencia: Si fueren aprehendidos en Territorio ageno, ſerán pueſtos en la carcel, y ſe mantendran en ella por el tiempo de la voluntad del Governador ò Superior, que les hizo aprehender; pero ſino pudieſſen ſer havidos, el Governador ò Superior del Terreno, donde entren, formarà un proceſſo con juſtificacion de las perſonas, y del delicto, y con èl requerirà al Juez de los transgreſſores, para que los caſtigue en la miſma fórma: exceptuandoſe de las referidas penas los que navegando en los rios, por donde và la Frontera, fueſſen conſtreñidos a llegar al Territorio ageno por alguna urgente neceſſidad, haciendo-la conſtrar. Y para quitar toda ocaſion de diſcordia, no ſerà licito lebantar ningun genero de fortification en los rios, cuya navegacion fueſſe comun, ni en ſus margenes, ni poner embarcaciones de regiſtro, ni Artilleria, ni eſtablecer fuerça, que de qualquiera modo pueda impedir la libre y comun navegacion. Ni tampoco ſerà licito a ninguna de las partes viſitar, regiſtrar, ni obligar a que vayan a ſus Riveras las Embarcaciones de las oppueſtas; y ſolo podran impedir y caſtigar a los Vaſſallos de la otra Nacion ſi aportaren a las ſuyas; ſalvo en caſo de indiſpenſable neceſſidad, como queda dicho.*

Art. XX.

Para evitar algunos perjuícios, que podran ocaſionarſe, fuè acordado, que en los Montes, donde en conformidad de los precedentes Articulos quede pueſta la Raya en ſus Cumbres, no ſerà licito a ninguna de las dos Potencias erigir fortificacion ſobre las miſmas Cumbres, ni permitir que ſus Vaſſallos hagan en ellas poblacion alguna.

Art.

einschaftlich sind, unter keinerley Vorwand oder Ver- 1750
lassung, ohne zuvor die Erlaubniss des Gouverneurs,
ler ersten Gouverneurs des Landes, wohin sie gehen
ill, zu nehmen, oder wenn sie mit einem Auftrag
n dem Gouverneur ihres Landes abgeschickt worden
äre; deswegen soll sie ihren Pass bey sich führen und
e Uebertreter sollen bestraft werden; mit diesem Un-
:schied: sind sie auf fremden Gebiet angehalten wor-
n, so steckt man sie ins Gefängniss, wo sie so lange
eiben sollen, als es der Gouverneur oder Befehlshaber,
elcher sie anhalten lassen, für gut findet; allein wenn
in ihrer Person nicht habhaft werden können, so lässt
r Gouverneur oder Befehlshaber des Landes, wo sie
heinkommen, einen gerichtlichen Aufsatz verfertigen,
t Beweisen der Personen und des Verbrechens, welchen
dem Richter der Uebertreter zustellet, damit er sie
f eben die Weise strafe: von erwähnten Strafen sind
: ausgenommen, welche bey der Fahrt auf den Flüssen,
rch welche die Grenze geht, durch eine dringende
th genöthiget worden wären, in fremdes Gebiet zu
mmen, wenn sie es beweisen können. Und um alle
legenheit zu Streitigkeiten zu vermeiden, so soll es
ht verstattet seyn, irgend eine Art von Befestigung
: den Flüssen oder an ihren Ufern anzulegen, deren
iifffahrt gemeinschaftlich ist, oder Wachtschiffe und
bes Geschütz hinzustellen, oder ein Mittel der Ge-
lt einzuführen, wodurch die freye und gemeinschaft-
ie Schifffahrt auf einige Weise gehindert werden
in; eben so wenig soll es keinem Theile erlaubt
n, die Fahrzeuge zu durchsuchen, anzuhalten oder
nöthigen, dass sie von den gegenseitigen Ufern an
e Ufer kommen; und nur dann sollen sie die Unter-
nen der andern Nation hindern und sie bestrafen
nnen, wenn sie an ihren Ufern anlanden; ausser in
n Fall einer unumgänglichen Nothwendigkeit, wie
agt worden.

ART. XX.

Zur Verhütung einigen Nachtheils, welcher ver- *Cime des montagnes.*
asset werden könnte, ist man überein gekommen, dass
: den Bergen, wo, zufolge der obigen Artikel, die
enze auf ihren Gipfeln festgesetzet bleibt, es keiner
· beiden Mächte erlaubt seyn soll, auf den Gipfeln
ost Festungen anzulegen, oder zu vergönnen, dass
e Unterthanen sich auf selbigen anbauen.

1750

ART. XXI.

Siendo la guerra occasion principal de los abusos, y motivo de alterarse las reglas mas bien concertadas, quieren Sus Magestades Catholica, y Fidelissima, que si (lo que Dios no permita) se llegasse a romper entre las dos Coronas, se mantengan en paz los Vassallos de ambas, establecidos en toda la America Meridional, viviendo unos y otros, como si no huviera tal guerra entre los Soberanos, sin hacerse la menor hostilidad por si solos, ni juntos con sus Aliados. Y los motores, y caudillos de qualquiera invasion, por leve que sea, seran castigados con pena de muerte irremissible; y qualquiera presa que hagan, serà restituida de buena fee integramente. Y assi mismo, ninguna de las dos Naciones permitirà el comodo uso de sus Puertos, y menos el transito por sus Territorios de la America Meridional, a los enemigos de la otra, quando intenten aprobecharse de ellos para hostilizarla; aunque fuesse en tiempo que las dos Naciones tuviessen entre si guerra en otra region. La dicha continuacion de perpetua paz, y buena vecindad, no tendrà solo lugar en las Tierras, y Islas de la America Meridional, entre los Subditos confinantes de las dos Monarchias, sino tambien en los Rios, Puertos, y Costas, y en el Mar Oceano, desde la altura de la extremidad Austral de la Isla de San Antonio, una de las de Cabo-Verde, hazia el Sur; y desde el Meridiano, que passa por sur extremidad Occidental, hazia el Poniente: de suerte que a ningun Navio de guerra, Corsario, ò otra embarcacion de una de las dos Coronas sea licito dentro de dichos Terminos en ningun tiempo atacar, insultar, ò hacer el minimo perjuicio a los Navios, y subditos de la otra; y de qualquiera atentado, que en contrario se cometa, se darà prompta satisfaccion restituindose enteramente lo que acaso se huviesse apresado, y castigandose severamente a los transgressores. Otrosi, ninguna de las dos Naciones admitirà en sus Puertos, y tierras de dicha America Meridional, Navios, ò Comerciantes, amigos ò neutrales, sabiendo que llevan intento de introducir su commercio en las tierras de la otra, y de quebrantar las Leyes, con que los dos Monarchas goviernan aquellos Dominios. Y para la pontual observancia de todo lo expressado en este Articulo, se haran por ambas Cor-

1750

Paix en Amérique. Commerce de Contrebande.

ART. XXI.

Da der Krieg die gröſste Gelegenheit zu Miſsbräuchen und Urſache gibt, daſs die in beſter Form verabredeten Regeln beeinträchtiget werden, ſo wollen Ihre Catholiſche und Allergetreueſte Majeſtät, Majeſtät, daſs, wenn (welches Gott verhüten wolle) ſich ein Bruch zwiſchen beiden Kronen ereignete, beider Unterthanen, welche in dem ganzen Südamerica wohnen, in Friede bleiben und zuſammen leben, als wenn kein Krieg zwiſchen den Monarchen wäre, ohne die geringſte Feindſeligkeit wider einander auszuüben, weder allein, noch mit ihren Bundesgenoſſen vereinigt. Und die Urheber und Häupter irgend eines feindlichen Einfalls, er ſey ſo klein wie er wolle, ſollen unausbleiblich am Leben geſtrafet werden, und alle etwa gemachte Beute ſoll auf guten Glauben ganz wieder zurückgegeben werden. Und auf gleiche Weiſe ſoll keine der beiden Nationen den bequemen Gebrauch ihrer Häfen, viel weniger den Durchzug durch ihre Länder in Südamerica den Feinden der andern verſtatten, da ſie ſich dieſer Vortheile bedienen können, Feindſeligkeiten auszuüben; und dieſs ſoll gehalten werden, auch zur Zeit, wenn die Nationen unter ſich in anderer Gegend Krieg führen ſollten. Beſagte Beybehaltung eines ewigen Friedens und einer guten Nachbarſchaft ſoll nicht nur in den Ländern und Inſeln von Südamerica, zwiſchen den benachbarten Unterthanen beider Monarchien Statt haben, ſondern auch auf den Flüſſen, in den Häfen, auf den Küſten und auf dem Weltmeere von der Höhe des mittäglichen Endes der Inſel San Antonio, einer der Inſeln des grünen Vorgebürges (Cabo Verde) an nach Süden zu; und von der Mittagslinie an, welche durch ihre weſtliche Spitze ſtreicht, nach Abend zu: ſolcher Geſtalt, daſs keinem Kriegsſchiffe, Caper, oder anderm Fahrzeuge einer der beiden Kronen erlaubt ſey, innerhalb beſagten Bezirks zu keiner Zeit die Schiffe und Unterthanen der andern anzugreifen, zu beſchimpfen, oder ihnen den geringſten Nachtheil zuzufügen; und für jedwede Vergreifung, welche hiewider geſchieht, ſoll unverzügliche Genugthuung gegeben werden, durch die völlige Wiedererſtattung deſſen, was genommen worden wäre, und durch ernſtliche Beſtrafung der Uebertreter. Ferner ſoll keine von beiden Nationen in ihren Häfen und Ländern dieſes ſüdlichen America Schiffen und Handelsleuten, ſie

1750 *Cortes los mas efficaces encargos a sus respectivos Governadores, Comandantes, e Justicias: Bien entendido, que aun en caso (que no se espera) que aya algun incidente, ò descuido, contra lo prometido y estipulado en este Articulo, no servirà esso de prejuicio a la observancia perpetua y inviolable de todo lo demas que por el presente Tratado queda arreglado.*

Art. XXII.

Para que se determinen con mayor precision, y sin que aya lugar à la mas leve duda en lo futuro en los Lugares, por donde debe passar la Raya en algunas partes, que no estan nombradlas, y especificadas distintamente en los Articulos antecedentes, como tambien para declarar à qual de los dos Dominios han de pertenecer las Islas, que se hallan en los rios, que han de servir de Frontera, nombaràn ambas Magestades, quanto antes, Comissarios inteligentes; los quales visitando toda la Raya, ajusten con la mayor distincion y claridad, los parages por donde ha de correr la demarcacion, en virtud de lo que se expressa en este Tratado, poniendo marcas en los lugares, que les paresca conveniente; y aquello en que se conformaren, serà valido perpetuamente en virtud de la Aprobacion, y Ratificacion de ambas Magestades. Pero en caso que no puedan concordarse en algun parage, daràn quenta a los Serenissimos Reyes, para decidir la duda en terminos justos y convenientes. Bien entendido, que lo que dichos Comissarios dexaren de ajustar, no perjudicarà de ninguna suerte al vigor y observancia del presente Tratado; el qual independiente de esto quedarà firme y inviolable en sus clausulas y determinaciones, serviendo en lo futuro de regla fixa, perpetua, y inalterable para los Confines del Dominio de las dos Coronas.

Art.

e seyen fremde oder von ihrer Nation, Zutritt verstatten, 1750
venn man weiſs, daſs ſie die Abſicht haben ihre Hand-
ıng ins Gebiet der andern zu treiben und die Geſetze
u brechen, wornach beide Monarchen dieſe Herrſchaf-
en regieren. Und zur pünctlichen Beobachtung des
anzen Inhalts dieſes Artikels, ſollen von beiden Höfen
ı ihre Gouverneurs, Commandanten und Gerichte die
ıchdrücklichſten Befehle ergehen. Sollte aber (wider
erhoffen) ſich ein Vorfall oder Vernachläſſigung dem
erſprochenen und in dieſem Artikel Verſicherten zu-
ider, ereignen, ſo ſoll dieſs der beſtändigen und unver-
üchlichen Beobachtung alles andern, was in dem ge-
nwärtigen Tractate feſtgeſetzet worden, nicht zum
ıchtheil gereichen.

Art. XXII.

Damit die Grenzen mit der gröſsten Genauigkeit
ſtimmt werden, und in Zukunft nicht der geringſte
veifel in Anſehung der Oerter entſtehen möge, durch
elche die Grenzlinie in einigen Gegenden gehen ſoll,
in den obigen Artikeln nicht beſonders genannt und
gezeiget ſind; wie auch damit erkläret werde, zu
lcher der beiden Herrſchaften die Inſeln gehören,
lche ſich in den Flüſſen, die zur Grenze dienen, be-
den, werden beide Majeſtäten ungeſäumt verſtändige
mmiſſarien ernennen, welche bey Beſichtigung der
ızen Grenze mit der gröſsten Genauigkeit und Deut-
ıkeit die Gegenden beſtimmen, wodurch die Schei-
g, Kraft deſſen was in dieſem Tractat ausgedruckt
d, laufen ſoll, und nach ihrem Gutdünken an den
tern Merkmahle errichten; und das, worin ſie über-
kommen, ſoll Kraft der Genehmigung und Ratifica-
ı beider Majeſtäten auf ewig gültig ſeyn. Falls ſie
aber in einer Gegend nicht vergleichen können,
en ſie den Durchlauchtigſten Königen Rechenſchaft
en, daſs der Zweifel auf eine gerechte und billige
entſchieden werde. Wohl zu verſtehen, daſs das,
beſagte Commiſſarien unberichtiget lieſsen, der Gül-
eit und Betrachtung des gegenwärtigen Tractats auf
e Art nachtheilig ſeyn ſoll; als welcher demohn-
htet in ſeinen übrigen Puncten und Beſtimmungen
und unverletzlich bleiben, und in Anſehung der
ızen der Herrſchaften beider Kronen künftig zur
n, beſtändigen und unwandelbaren Regel dienen ſoll.

Commiſſaires pour regler les limites.

1750

Art. XXIII.

Se determinarà entre las dos Mageſtades el dia, en que ſe han de hacer las mutuas entregas de la Colonia del Sacrammento con el Territorio adyacente, y de las Tierras y Pueblos comprehendidos en la ceſſion, que hace S. M. C. en la margen Oriental del rio Uruguay; el qual dia no paſſarà del anno deſpues que ſe firme eſte Tratado; a cuyo efecto, luego que ſe ratifique, paſſaràn Sus Mageſtades Catholica y Fideliſſima las Ordenes neceſſarias, de que ſe harà cambio entre los dichos Plenipotenciarios; y por lo tocante à la entrega de los demas Pueblos ò Aldeas, que ſe ceden por ambas partes, ſe executarà al tiempo, que los Comiſſarios nombrados por ellas, lleguen a los parages de ſu ſituacion, examinando, y eſtableciendo los Limites; y los que ayan de ir a eſtos pareges, ſeràn deſpachados con mas brevidad.

Art. XXIV.

Es declaracion que las ceſſiones contenidas en los preſentes Articulos, no ſe reputaràn como determinado equivalente unas de otras, ſino que ſe hacen reſpecto al total de lo que ſe controvertia y alegaba, ò que reciprocamente ſe cedia, y à aquellas conveniencias, y comodidades, que al preſente reſultaban à una y à otra parte; y en atencion à eſto ſe reputò juſta y conveniente para ambas la concordia y determinacion de Limites, que và expreſſada, y como tal la reconocen y aprueban Sus Mageſtades en ſu Nombre, y de ſus Herederos y Succeſſores, renunciando otra qualquiera pretenſion en contrario; y prometiendo en la miſma forma, que en ningun tiempo, y con ningun fundamento ſe diſputarà lo que và ſentado, y concordado en eſtos Articulos; ni con pretexto de leſion, ni otra qualquiera, pretenderan otro reſarcimiento, ò equivalente de ſus mutuos derechos, y ceſſiones referidas.

Art.

1750

Art. XXIII.

Execution du traité.

Zwischen beiden Majestäten soll der Tag anberah-t werden, an welchem die gegenseitigen Abtretungen Colonia del Sacramento samt dem umliegenden Lande, auch der Länder und Oerter geschehen soll, welche der Abtretung begriffen sind, die Se. Catholische stät am östlichen Ufer des Uruguay bewilliget. Die-Tag soll nicht über ein Jahr, von der Unterzeich-g dieses Tractats angerechnet, ausgesetzet werden. dem Ende wollen Ihre Catholische und Allergetreueste stäten, gleich nach der Ratification, die nöthigen hle ertheilen, welche besagte Vollmächtige sich ein-r zustellen sollen. Und anlangend die Uebergabe andern Flecken oder Dörfer, welche von beiden ilen abgetreten werden, so soll selbige alsdann voll-en werden, wenn die von ihnen ernannten Commis-en in diese Gegenden kommen, und die Grenzen ersuchen und festsetzen. Und die Personen, welche diese Gegenden gehen sollen, werden ohne Verzug in abgefertiget werden.

Art. XXIV.

Renonciation à l'exceptio laesionis.

Man erkläret hiebey, dass die in den gegenwärti-n Artikeln enthaltenen Abtretungen nicht angesehen rden sollen, als ein bestimmtes Equivalent, das ein eil dem andern giebt; sondern dass sie in Betracht Ganzen geschehen, worüber gestritten wurde, worauf n sich bezogen, oder einander abgetreten hatte, und Betracht der Vortheile und Bequemlichkeiten, welche genwärtig beiden Theilen dadurch zufielen: und in insicht dessen hat man den Vergleich und die Bestim-ung der Grenzen, welche hier ausgedruckt worden, r beide Theile gerecht und vortheilhaft gefunden. ie solches denn auch Ihre Majestäten in ihrem, ihrer ben und Nachfolger Nahmen erkennen und geneh-gen und auf allen dem zuwiderlaufenden Anspruch rzicht thun; und in eben der Form versprechen, dass keiner Zeit und aus keinerley Grunde dasjenige, s in diesen Artikeln festgesetzet und verglichen wor-, streitig gemacht werden soll. Auch wollen sie der unter dem Vorwande eines erlittenen Nachtheils, ch unter irgend anderm Vorwande eine andere Ver-tung oder Equivalent ihrer gegenseitigen Rechte und geführten Abtretungen fordern.

Art.

1750

Art. XXV.

Para mas plena ſeguridad de eſte Tratado, convinieron los dos Altos Contratantes en garantirſe reciprocamente toda la Frontera, y adyacencias de ſus Dominios en la America Meridional, confórme arriba queda expreſſado; obligandoſe cada uno à auxiliar, y ſocorrer à el otro contra qualquiera ataque ò invaſion, haſta que con efecto quede en la pacifica poſſeſſion, uſo libre y entero, de lo que ſe le pretendieſſe uſurpar; y eſta obligacion, en quanto à las Coſtas del Mar, y Payſes circunvecinos à ellas, por la parte de S. M. F. ſe extenderà haſta las margenes del Orinoco de una y otra banda, y deſde Caſtillos haſta el eſtrecho de Magallanes: Y por la parte de S. M. C. ſe extenderà haſta las margenes de una y otra banda del rio de las Amazonas ò Marañon, y deſde el dicho Caſtillos haſta el puerto de Santos: Pero, por lo que toca à lo interior de la America Meridional, ſera indefinida eſta obligacion; y en qualquiera caſo de invaſion, ò ſublevacion, cada una de las Coronas ayudarà, y ſocorrerà à la otra haſta ponerſe las coſas en el eſtado pacifico.

Art. XXVI.

Eſte Tratado con todas ſus clauſulas, y determinaciones, ſerà de perpetuo vigor entre las dos Coronas; de tal ſuerte, que aun en caſo (que Dios no permita) que ſe declaren guerra, quedarà firme y invariable durante la miſma guerra, y deſpues de ella, ſin que nunca ſe pueda reputar interrumpido, ni neceſſite de revalidarſe. Y al preſente ſe aprobarà, confirmarà, y ratificarà, por los dos Sereniſſimos Reyes, y ſe harà el cambio de las Ratificationes en el termino de un mez, deſpues de ſu data, ò antes ſi fuere poſſible.

En fee de lo qual, e en virtud de las Ordenes y Plenos-poderes, que Nos los dichos Plenipotenciarios havemos recebido de nueſtros Amos, firmamos el preſente

1750

Art. XXV.

Garantie des possessions en Amérique.

Zu desto mehrerer Sicherheit dieses Tractats sind ie beiden hohen schliessenden Theile dahin übereinge-ommen, sich einander die ganze Grenze mit dem an-egenden Lande ihrer Herrschaften in Südamerica, so ie solches oben bestimmt worden, zu versichern. Und ler Theil verbindet sich, bey irgend einem feindlichen ngriff oder Einfall dem andern beyzustehen und zu lfen, bis er würklich in den ruhigen Besitz, in den eyen und völligen Genuss desjenigen gesetzet worden, orüber man sich wider ihn die Herrschaft anmassen ollte. Diese Verbindlichkeit in Ansehung der Küsten s Meers und der an sie grenzenden Länder soll sich n Seiten Sr. Allergetreuesten Majestät bis an die Ufer s Orinoco auf beiden Seiten erstrecken, und von Ca-llos bis an die Magellanische Meerenge: und von iten Sr. Catholischen Majestät soll sie sich erstrecken s an die beiderseitigen Ufer des Amazonen- oder Ma-nnon-Flusses, und von besagtem Castillos bis an den afen der Heiligen (Puerto de Santos). Was aber das nere von Südamerica anbetrifft, so soll diese Verbind-chkeit unbedingt seyn; und bey jedem Vorgange eines indseligen Einfalls oder einer Empörung, soll jedwede er Kronen der andern helfen und beyspringen, bis die ichen in friedlichen Stand gesetzet worden.

Art. XXVI.

Durée du traité.

Dieser Tractat mit allen seinen Puncten und Be-immungen soll von immerwährender Gültigkeit zwi-chen beiden Kronen seyn; solcher Gestalt, dass, auch n Fall (welchen Gott verhüten wolle) sie sich Krieg rklären, er während des Krieges selbst und nach dem riege fest und unveränderlich bleiben soll, ohne dass jemals für unterbrochen gehalten werden könne, oder öthig hätte, wieder bekräftiget zu werden. Und ge-nwärtig werden ihn beide durchlauchtigste Könige nehmigen, bestädtigen und ratificiren, und die Aus-echselung der Ratificationen soll von dem Tage der nterzeichnung an in Monathsfrist, oder wo möglich ch eher, geschehen.

Zu wessen Beglaubigung, oder Kraft der Befehle d Vollmachten, welche wir, die benannten Bevoll-ächtigte, von unsern Herren erhalten haben, unter-zeich-

1750 *sente Tratado, y lo sellamos con el Sello de nuestras Armas.*

Dado en Madrid a trece de Enero de mil setecientos y cincuenta.

(L. S.) Don Joseph de Carvajal y Lancaster.

(L. S.) el Visconde Thomaz da Sylva Telles.

Po tanto, haviendo se visto e examinado el tratado referido, hé venido en aprobarle y ratificarle (como en virtud de la presente lo appruebo y ratifico) en la mejor y mas amplia forma, que puedo; prometiendo en fee de mi palabra Real, cumplirle enteramente, como en el se contiene, y expressa; para lo qual mandè despachar la presente firmada de mi mano, sallada con mi Sello Secreto y refrendada de mi infra scripto Secretario de Estado y del Despacho universal de guerra, Indias, marina, y hacienda.

Dada en Buen-Retiro a ocho de Febrero de mil setecientos y cincuenta.

(L. S.) Yo el Rey

Cenon de Somodevilla.

zeichnen wir den gegenwärtigen Tractat, und unter- 1750
siegeln ihn mit dem Siegel unserer Wappen.

Gegeben zu Madrid den 15. Januar 1750.

(L. S.) DON JOSEPH DE CARBAJAL Y LANCASTRO.

(L. S.) EL VISCONDE THOMAS DE SILVA TELLES.

So ist es, daß, nachdem der obige Tractat gesehen und untersuchet worden, ich denselben bestädtiget und ratificiret habe (wie ich ihn Kraft dieses bestädtige und ratificire) in bester und vollständigster Form wie solches geschehen kann, und verspreche auf mein Königliches Wort ihn gänzlich zu erfüllen nach seinem ganzen Inhalt und Ausdruck; wesfalls ich die gegenwärtige Urkunde von meiner Hand unterschrieben, mit meinem geheimen Siegel besiegelt und contrasignirt von meinem unterzeichneten Secretair des Staats, der allgemeinen Verwaltung des Kriegs, beider Indien, des Seewesens und der Finanzen.

Gegeben zu Buen-Retiro den 8. Februar 1750.

(L. S.) Ich der König

CENON DE SOMODEVILLA.

(La ratification de la part du Roi de Portugal est datée du 26. Janvier 1750.)

1750 a.

Pleinpouvoir du Roi d'Espagne.

DON FERNANDO por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canarias, de las Indias Orientales y Occidentales, y tierra firme del Mar Occeano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante y de Milan, Conde de Absporg, de Flandes, del Tirol y Barcelona, Señor de Vizcaya y de Molina &c. Por quanto luego que se descubriò el basto Continente de la America, y por las dos Monarchias de España y Portugal se diò principio a las gloriosas Conquistas de aquellos Reynos, occurrieron, y aun existen entre ambos Principes muchas y muy arduas dificultades, viva y constantemente agitadas por una y otra parte, sobre Terminos, demarcaciones, y pertenencias de algunos Territorios particulares; y esta profunda raiz de discordia no solo no ha perdido su primitivo vigor en el largo espacio de mas de dos siglos y medio, sino que al contrario ha ido creciendo de dia en dia, de modo que los varios remedios aplicados en distintos tiempos, ò no han tenido los deseados efectos, ò no han sido universales; y de aqui han resultado en los dos Reynos algunos rompimientos, cuya cessacion nunca ha sido permanente por haver faltado siempre la vasa fundamental de una radical decision sin embargo de que para conseguirla han admitido los dos Monarchas la mediacion de Potencias terceras: Deseando yo siempre evitar en todo lo possible, quanto pueda ser occasion de una guerra, que es el mayor de los males, y concurriendo el mismo eficaz deseo en el muy Alto, muy Excelente, y muy Poderoso Principe Don Juan V, Rey de Portugal, y de los Algarves, y mirando à que mediante la actual feliz duplicacion de enlaces, permanescan siempre las dos Augustas Familias unidas com el mas estrecho, y constante vinculo de amistad: Estamos reciprocamente convenidos en tratar, ajustar, y fenecer todas las dudas, y diferencias, que ha havido y ay sobre terminos, demarcaciones, y pertenencias de Territorios

ritorios particulares en la America, entre la Corona de España y la de Portugal, y establecer reglas fixas, que en lo futuro eviten todo motivo de questiones y desavenencias entre unos y otros Vassallos. Por tanto, teniendo Yo presente la fidelidad, celo y conocimiento, que por repetidas experiencias para los negocios mas graves de mi Monarchia he hallado em Vós Don Joseph de Carvajal y Lancaster, mi Gentil-hombre de Camara con exercicio, mi Ministro de Estado, Decano del Consejo de Estado, Governador del Supremo de las Indias, Presidente de la Junta de Comercio y Moneda, y superintendente General de las Postas y Correos de dentro y fuera de España, por el presente os doy y concedo pleno y amplio poder, y facultad, para que en mi Nombre, y representando mi Real Persona, podais conferir, tratar, y establecer con Don Thomas de la Sylva Telles, Visconde de Villa-Nueva de Cerveira, del Consejo de S. M. F., en el de Guerra, Maestro de Campo General de sus Exercitos, y Embaxador extraordinario cerca de mi Real Persona entre la Monarchia, Subditos y Vassallos de España, y la Monarchia, Subditos y Vassallos de la de Portugal, un Tratado general sobre Terminos, demarcaciones y pertenencias de todos y qualesquiera Territorios particulares, sobre que hasta aora haya havido dudas, discordias, ò disputas entre los Reyes de España y de Portugal, y sobre todos aquellos, de que pudieran originarse en lo futuro; y que en el dicho Tratado podais proponer, incluir y ofrecer, y respectivamente admitir, consentir y firmar todos los pactos, articulos, condiciones, declaraciones, cessiones, traspassos, assignaciones, demarcaciones, limitaciones, y ampliaciones, que os parecieren utiles, convenientes, y proporcionadas para conseguir desde aora para siempre la extincion, y fenecimiento de todas las dudas, questiones, y altercaciones, que por qualquiera de las causas dichas ayan sobrevenido, y aun estan pendientes entre ambas Coronas; pues para todo ello, y lo demas anexo y dependiente, os doy tan pleno y amplio Poder, como de derecho se requiere y es necessario; y lo que en su virtud ajustareis, concluyereis y firmareis, lo admitirè y confirmarè, y lo darè por bien hecho; y quiero que sea firme, estable y valedero, y assi lo prometo baxo de mi Palabra Real. En cuya fee mandè dar el presente, firmado de mi Mano, sellado con mi Sello, 1750

1750 y refrendado de mi infrafcripto Confejero y Secretario de Eftado, y del Defpacho univerfal de Guerra, Indias, Marina y Hacienda.

En Buen-Retiro a trece de Enero de mil fetecientos y cincuenta.

Yo El-Rey

Don Cenon de Somodevilla.

b.

Pléinpouvoir du Roi de Portugal.

Dom Joaõ por graça de Deos Rey de Portugal e dos Algarves, dáquem e dálem Mar, em Africa Senhor de Guiné, e da conquifta, Navegaçaõ, Commercio da Ethiopia, Arabia, Perfia, e da India &c. Faço faber aos que efta minha Carta Patente virem, que exiftindo varias difputas fobre confins entre efta Corôa e a de Efpanha, nas Indias Oriental e Occidental, desde o tempo do feu defcubrimento a que naõ pode atégora, por meyo de alguns Tratados e Convençoẽs, que fe fizeraõ, dar-fe providencia, e determinaçaõ tal, que foffe efficaz para compor de todo as duvidas e differenças, que de huma e outra parte fe excitavaõ; e conftando-me que o Sereniffimo Rey Catholico, meu bom Irmaõ e Genero, concorria comigo no defejo de bufcar algum expediente, com que todas as ditas duvidas por huma vez ficaffem terminadas, fem que fubfiftiffe mais por effe motivo occafiaõ alguma de defabor entre as duas Corôas; antes regulados fixa e invariavelmente os limites des Conquiftas de huma e outra Monarchia, fómente fe cuidaffe ao diante em dar mutuas provas, de boa vizinhança, e amigavel correfpondencia. Houvo por bem nomear, como pela prefente nomeyo por meu Plenipotenciario a Thomaz da Sylva Telles, Visconde de Villa-Nova de Cerveira, do meu Concelho, e do de Guerra, Meftre de Campo General dos meus Exercitos, e meu Embaixador extraordinario na Corte de Madrid, de cuja probidade zelo

1750

) e intelligencia, efpero neffa materia toda a fatis-
ió, com que em outras de meu ferviço fe tem empre-
o, para que com a peffoa ou peffoas, a quem o
Sereniffimo Rey des femelhantes Plenos-poderes,
i conferir, ajuftar, concordar, e affignar da minha
e hum Tratado para a reciproca determinaçaõ dos
tes, que haõ de fubfiftir ao diante entre as Con-
as das duas Monarchias, nas Indias Oriental e Oc-
ital, e particularmente no Continente da America
dional; para o que dou ao dito meu Plenipoten-
o toda a faculdade, auctoridade e poder general e
cial, obrigando-me debaixo de fé e palavra de Rey,
ver por firme e valiofo tudo o que por elle for
do, concordado e eftipulado, e a ratificalo no tempo,
que elle convier. Em fé do que, fiz paffar efta
, affignada por mim, e fellada com o Sello grande
minhas armas.

Dada nefta Cidade de Lisboa a vinte de Dezembro
nno do Nafcimento de noffo Senhor Jefu Chrifto
il fetecentos quarenta e nove.

El-Rey

Marco Antonio de Azevedo
Coutinho.

APPENDICE *).

I.

1794 *Traités entre les Rois d'Espagne et de Portugal touchant les decouvertes dans l'Ocean etc. conclus à Tordésillas* 1494.

(L'une Espagnol dans: CAETANO DE SOUSA *provas da historia genealogica da casa real Portugueza* T. II. p. 94 tiré des archives da Torre do Tombo; l'autre à la suite de l'imprimé de Lisbonne du traité de 1750. p. 59.)

a.

Traité tel qu'il se trouve dans l'Impr. séparé de 1750.

Ratification Espagnole. DON FERNANDO, *y Doña Izabel por la gracia de Dios Rey y Reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, y de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Cevilla, de Sardeña, de Cordova, de Corsega, de Murcia, de Jahen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, de las Yslas de Canaria, Conde y Condeça de Barcelona, y Señores de Viscaya y de Molina, Duques de Atenas y de Neopatria, Condes de Rossillon y de Cerdania, Marqueses de Oristan y de Goda-*

*) Comme les traités qui suivent, savoir ceux de Tordesillas de 1494 et celui de Saragosse de 1529 sont importans pour l'etude de l'histoire et servent à l'intelligence de celui de 1750, et que d'ailleurs ils manquent dans tous les recueils généraux, ne se trouvant que je sache, qu'à la suite de l'imprimé separé de 1750 et dans CAETANO DE SOUSA provas etc. ouvrages rares l'un et l'autre chès nous, j'ai cru rendre service au public en les ajoutant ici, quoiqu'ils soient anterieurs de beaucoup à l'epoque qu'embrasse le present recueil. La bulle papale du 4 May 1793, à laquelle le traité de 1494, se rapporte se trouve dans DUMONT T. III. P. II. p. 302. Mais le traité de 1494 imprimé sép. 1750 et celui dans CAETANO DE SOUSA sont deux traités differens, quoique de même date, dont l'un touche la ligne de démarcation, et l'autres les affaires d'Afrique, je les fais donc suivre ici lettre *a* et *b*.

ociano, en uno con el Principe Don Juan, nuestro muy 1494
:ro y muy amado hijo, primogenito heredero de los
:chos nuestros Reynos y Señorios. Por quanto, por
)on Henrique Henriques, nuestro Mayordomo mayor, y
)on Guterre de Cardenas, Comisario mayor de Leon,
ıestro Contador mayor, y el Doctor Rodrigo Maldo-
ıdo, todos del nuestro Consejo, fue tratado, assentado,
capitulado por nós, y en nuestro nombre, y por vir-
d de nuestro poder, con el Serenissimo Don Juan por
gracia de Dios Rey de Portugal y de los Algarbes,
aquiende, y de alliende el mar, en Africa Señor de
uinea, nuestro muy caro y muy amado hermano, y
n Rey de Sosa Señor de Uscgres y Berengel, y Don
ıan de Sosa su hijo, Almotacen mayor del dicho Se-
nissimo Rey nuestro hermano, y Arias de Almadana,
)rregidor de los fechos civiles de su Corte y del su
esembargo, todos del Consejo del dicho Serenissimo Rey
.estro hermano, em su Nombre, y por virtud de su
der, sus Embaxadores que a nós vinieron; sobre la
ferencia de lo que a nós y al dicho Serenissimo Rey
estro hermano pertenece, de lo que hasta siete dias deste
:s de Junio, en que estamos, de la fecha desta Escri-
ura està por descubrir en el mar Oceano, en la qual
:ha capitulacion los dichos nuestros Procuradores entre
ras cosas prometieron, que dentro de cierto termino en
ı contenido, nós otorgariamos, confirmariamos, ju-
riamos, ratificariamos, y aprovariamos la dicha ca-
ulacion por nuestras personas; e nós queriendo complir,
ompliendo todo lo que asy en nuestro nombre nombre fue
:ntado, e capitulado, e otorgado cerca de lo susodicho,
ındamos traer ante nós la dicha Escriptura de la dicha
pitulacion y asiento para la ver y examinar, y el tenor
lla de verbo ad verbum es este que se sigue:

ı El Nombre de Dios Todo Poderoso, Padre y Fijo Traité.
Espirito Santo, tres personas realmente distinctas y
apartadas, y una sola Essencia Divina.

Manifiesto, y notorio sea a todos quantos este
blico instrumento vierem, como en la Villa de Tor-
sillas a siete dias del mes de Junio, anno del Naci-
ento de nuestro Señor Jesu Christo de mil e quatro-
ntos e noventa e quatro annos, en presencia de nós
ı Secretarios, y Escrivanos, y Notarios publicos de

1494 ynſo eſcritos, eſtando preſentes los honrados Don Henrique Henriques Mayordomo mayor de los muy Altos y muy Poderoſos Princepes, Señores Don Fernando y Doña Iſabel por la gracia de Dios Rey y Reyna de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada &c. e Don Guterre de Cardenas, Contador Mayor de los dichos Señores Rey y Reyna, y el Doctor Rodrigo Maldonado, todos del Conſejo de los dichos Señores Rey y Reyna de Caſtilla, e de Leon, de Aragon, de Sicilia, e de Granada &c. ſus procuradores baſtantes de la una parte, e los honrados Ruy de Soſa, Señor de Uſagres e Berengel, e Don Juan de Soſa ſu hijo, Almotacen mayor del muy Alto y muy Excelente Señor el Señor Don Juan por la gracia de Dios Rey de Portugal e de los Algarbes, de aquende e de allende el mar, en Africa Señor de Guinea, e Arias de Almadana, Corregidor de los fechos civiles en ſu Corte, e del ſu Deſembargo, todos del Conſejo del dicho Señor Rey de Portugal, e ſus Enbaxadores e Procuradores baſtantes, ſegund amas las dichas partes lo moſtraron por las cartas e poderes, e procuraciones de los dichos Señores ſus conſtituyentes, de las quales ſu tenor de verbo ad verbum es eſte que ſe ſigue:

Plein-pouvoir Espagnol *Don Fernando y Doña Iſabel por la gracia de Dios Rey e Reyna de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jahen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, de las Yslas de Canaria, Conde y Condeça de Barcelona, e Señores de Viſcaya e de Molina, Duques de Atenas e de Neopatria, Condes de Roſellon et de Cerdania, Marqueſes de Oriſtan e de Goceano. Por quanto el Sereniſſimo Rey de Portugal nueſtro muy caro amado hermano, embio a nós por ſus Embaxadores et Procuradores a Ruy de Soſa, cuyas ſon las Villas de Uſagre e Berengel, e a Don Juan de Soſa ſu Almotacen mayor, e Arias de Almadana ſu Corregidor de los fechos Civiles en ſu Corte e del ſu Deſembargo, todos del ſu Conſejo, para platicar e tomar aſiento e concordia con nos, ò con nueſtros Embaxadores e Procuradores, en nueſtro Nombre, ſobre la diferencia que entre nós y el dicho Sereniſſimo Rey de Portugal nueſtro hermano, es ſobre lo que a nós y a el pertenece de lo que haſta agora eſtà por deſcubrir en el mar Oceano*

por

por ende confiando de vòs Don Henrique Henriques nuestro Mayordomo mayor, e Don Guterre de Cardenas Comissario mayor de Leon, nuestro Contador mayor, e del Doctor Rodrigo Maldonado de Talvera todos del nuestro Consejo, que sois tales personas, que guardareis nuestro servicio, e bien e fielmente hareis lo que por nós vos fuere mandado e encomendado; por esta presente Carta vos damos todo nuestro poder complido, en aquella mas apta forma que podemos e en tal caso se requiere, especialmente para que por nós y en nuestro nombre e de nuestros herederos, e subsesores, e de todos nuestros Reynos e Señorios, subditos e naturales dellos, podays tratar, concordar e asentar, e fazer trato e concordia con los dichos Embaxadores del dicho Serenissimo Rey de Portugal nuestro hermano, en su Nombre, qualquier concierto, asiento, limitacion, demarcacion e concordia sobre lo que dicho es, por los vientos en grados de Norte, e del Sol, e por aquellas partes, divisiones, e lugares del Cielo, e de la mar, e de la tierra, que a vós bien visto fueren, e asy vos damos el dicho poder, para que podays dexar al dicho Rey de Portugal, e a sus Reynos e Sobsesores todos los mares e Yslas, e tierras, que fueren e estovieren dentro de qualquier limitacion e demarcacion, que con el fincaren e quedaren; e otrosy vos damos el dicho poder, para que en nuestro Nombre, e de nuestros Herederos e Sobsesores, e de nuestros Reynos e Señorios, e subditos e naturales dellos, podades concordar, e asentar, e recebir, e aceptar del dicho Rey de Portugal, e de los dichos sus Embaxadores, e Procuradores en su Nombre, que todos los mares, Yslas, e tierras, que fueren e estovieren dentro de la limitacion e demarcacion de Costas, mares e Yslas, e tierras, que quedaren e fincaren con nós e con nuestros Sobsesores, para que sean nuestros e de nuestro Señorio e Conquista, e asy de nuestros Reynos e Sobsesores dellos, con aquellas limitaciones e exepciones, e con todas las otras divisiones e declaraciones, que a vòs otros bien visto fuere; e para que sobro todo lo que dicho es, e para cada una cosa e parte dello, e sobre lo a ello tocante, ò de ello dependiente, ò a ello anexo e conexo en qualquier manera, podais faser e otorgar, concordar, tratar e recebir, e aceptar en nuestro Nombre, e de los dichos nuestros Herederos e Sobsesores, e de todos nuestros Reynos e Señorios, e subditos e naturales dellos, qualesquier capitulaciones e contractos, escripturas, con qualesquier vinculos, 1494

1494 abtos, modos, condiciones, obligaciones e estipulationes, penas e submisiones e renunciaciones, que a vòs otros quisierdes e bien visto vos fuere e sobre ello podays fazer e otorgar, e fagays e otorgueys todas las cosas, e cada una dellas, de qualquier naturaleza e calidad, gravedad e inportancia, que sea, ò ser poedan, aunque sean tales, que por su condicion requieran otro nuestro señalado e especial mandado, e de que se deviese de fecho e de derecho faser singular e espresa mincion, e que nòs seyendo presentes podriamos faser e otorgar e recebir, e otrosy vos damos poder complido, para que podays jurar, e jureis en nuestra anima, que nòs e nuestros Herederes e Sobsesores, e Subditos e Naturales, e Vasallos adqueridos e por adquerir, ternemos, guardaremos e compliremos, e que ternan, guardaran e compliran realmente e con efeto todo lo que vòs otros asy asentardes, capitulardes, e jurardes e otorgardes, e firmardes, sesante toda cautela, fraude e engaño, ficcion, simulacion, e asy podays en nuestro Nombre capitular e segurar, e prometer, que nòs en persona seguraremos, juraremos e prometeremos e otorgaremos e firmaremos todo lo que vòs otros en nuestre Nombre, cerca de lo que dicho es, segurardes e prometierdes e capitulardes, dentro de aquel termino de tiempo, que vos bien pareciere, e que lo guarderemos e cumpliremos realmente e con efecto, sò las condiciones e penas e obligationes contenidas en el contracto de las pases entre nòs y el dicho Serenissimo Rey nuestro hermano fechas e concordadas, e so todas las otras que vòs otros prometierdes e asentardes, las quales desde agora prometemos de pagar, se en ellas yncorrieremos, para lo qual todo e cada una cosa e parte dello, vos damos el dicho poder con libre e general administracion, e prometemos e seguramos por nuestra fé y palabra Real, de tener e guardar e cumplir nòs e nuestros Herederos e Sobsesores, todo lo que por vòs otros, cerca de lo que dicho es, en qualquier fórma e manera fuere fecho e capitulado e jurado e prometido; e prometemos de lo haver por firme rato e grato, estable e valedero agora e en todo tiempo jamas; e que nò yremos ni vernemos contra ello ni contra parte alguna dello, nòs, ni nuestros Herederos e Sobsesores, por nòs, ni por otras interpositas personas, directe, ni indirecte, sò alguna color, ni causa en juicio, ni fuera dèl, sò obligacion expresa, que para ello fasemos de todos nuestros biens patrimoniales e fiscales, e otros qualesquer

de

le nuestros Vassallos, subditos, e naturales, muebles y 1494
rayses, havidor e por haver. Por firmesa de lo qual mandamos dar esta nuestra carta de poder, la qual firmamos de nuestros Nombres, e mandamos sellarla con nuestro sello: dada en la Villa de Tordesillas a cinco dias del mes de Junio, anno del Nascimiento de nuestro Señor Jesu Christo de mil quatrocientos e noventa e quatro annos. = Yo El Rey. = Yo la Reyna. = Yo Fernan Dalvres de Toledo, Secretario del Rey e de la Reyna nuestros Señores la fize escrevir por su mandado.

Don Juan por la gracia de Dios Rey de Portugal, e de los Algarbes, de aquiende, e de allende el mar en Africa, e Señor de Guinea. A quantos esta nuestra Carta de poder e procuracion vieren, fasemos saber, que por quanto por mandado de los muy Altos, e muy Excelentes, e poderosos Principes, El Rey Don Fernando, e Reyna Doña Isabel, Rey e Reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Secilia, de Granada &c. nuestros muy amados e preciados hermanos, fueron descobiertas e halladas noevamente algunas Yslas, e podrian adelante descobrir e hallar otras Yslas e tierras, sobre las quales unas, e las otras halladas, e por hallar, por el derecho, e rason, que en ello tenemos, podrian sobrevenir entre nòs todos, e nuestros Reynos e Señorios, Subditos e naturales dellos, debates e diferencias, que nuestro Señor no consienta, a nos plase, por el grande amor e amistad, que entre nòs todos ay, e por se buscar, procurar, e conservar mayor paz, e mas firme concordia, e asuciego, que el mar en que las dichas Yslas estan, fueren halladas, se parta e demarque entre nòs todos en alguna buena, cierta, e limitada manera; y porque nòs al presente nò podemos en ello intender en persona, confiando de vós Ruy de Sosa, Señor de Usagres e Berengel, y Don Juan de Sosa nuestro Almotacen mayor, y Arias de Almadana, Corregidor de los fechos civiles en la nuestra Corte, e del nuestro Desembargo, todos del nuestro Consejo, por esta presente Carta vos damos todo nuestro complido poder, abtoridad, e especial mandado, e vos fasemos e constituimos a todos juntamente, e a dos de vòs, e a uno in solidum sin los otros, en qualquier manera fueren impedidos, nuestros Embaxadores e Procuradores, en aquella mas abta forma que podemos, e en tal caso se requier, general e especialmente, en tal manera, que la Plein-pouvoir Portugais.

1494 *generalidad no derrogue a la especialidad, ni la especialidad a la generalidad, para que por nòs, e en nuestro Nombre e de nuestros Herederos et Sobsesores, e de todos nuestros Reynos e Señorios, subditos e naturales dellos, podays tratar, concordar, asentar e faser, trateys, concordeys, e asenteys, e fagays con los dichos Rey e Reyna de Castilla nuestros hermanos, ò con quien para ello su poder tenga, qualquier concierto, asiento, limitacion, demarcacion, e concordia sobre el mar Oceano, Yslas, e tierra firme, que en el estovieren por aquellos rumos de vientos, e grados de Norte e de Sol, e por aquellas partes, devisiones, e lugares del Cielo e del mar, e de la tierra, que vos bien parecier, e asy vos damos el dicho poder para que podays dexar, e dexeis a los dichos Rey e Reyna, e a sus Reynos e Sobsesores, todos los mares, Yslas, e tierras, que fueren, e estovieren dentro de qualquier limitacion, et demarcacion, que con los dichos Rey e Reyna quedaren; e asy vos damos el dicho poder para en nuestro Nombre, e de nuestros Herederos e Sobsesores, e de todos nuestros Reynos e Señorios, subditos e naturales dellos, podays con los dichos Rey e Reyna, ò con sus Procuradores, concordar, asentar, recebir, e aceptar, que todos los mares, Yslas, e tierras, que fueren, e estovieren dentro de la limitacion, e demarcacion de Costas, mares, Yslas, e tierras, que con nòs e nuestros Sobsesores fincaren, sean nuestros e de nuestro Señorio e Conquista, e asy de nuestros Reynos e Sobsesores dellos, con aquellas limitaciones, e exepciones de nuestras Yslas, e con todas las otras clausulas e declaraciones, que vos bien parecier. El qual dicho poder damos a vòs los dichos Ruy de Sosa, e Don Juan de Sosa, e Arias de Almadana, para que sobro todo lo que dicho es, e sobre cada una cosa, e parte dello, e sobre lo a ello tocante, ò dello dependiente, ò a ello anexo e connexo en qualquier manera, podays fazer e otorgar, concordar, tratar e distratar, recebir e aceptar en nuestro Nombre, e de los dichos nuestros Herederos e Sobsesores, e de todos nuestros Reynos et Señorios, subditos e naturales dellos, qualesquier capitulos e contratos e escripturas, con qualesquier vinculos, patos, modos, condiciones, obligaciones, e estipulaciones, penas, e submissiones, e renunciaciones, que vòs quesierdes, e a vòs bien visto fueren, e sobre ello podays faser e otorgar, e fagays e otorgueys todas las cosas, e cada una dellas de qualquier naturalesa, calidad,* gra-

gravedad, e importancia que ſean, ò ſer puedan, pueſto 1494
que ſean tales, que por ſu condicion requieran otro nueſtro ſingular e eſpecial mandado, e de que ſe devieſſe de fecho, e de derecho faſer ſingular e expreſa mencion, e que nòs ſyendo preſentes podriamos faſer e otorgar e recebir; e otroſy vos damos poder complido, para que podays jurar, e jureys por nueſtra anima, que nòs e nueſtros Herederos e Sobſeſores, ſubditos e naturales e vaſſallos adquiridos, e por adquerir, ternemos, guardaremos, e compliremos, ternan, guardaran, e compliran realmente e con efeto todo lo que vòs aſy aſentardes, capitulardes, jurardes, e otogardes, e firmardes, ceſante toda cautela, fraude, engaño, e fingimento, e aſy podays en nueſtro Nombre capitular, ſegurar, e prometer, que e nòs en perſona ſeguraremos, juraremos, prometeremos, e firmaremos todo lo que vòs en el ſobre dicho Nombre, acerca de lo que dicho es, ſegurardes, prometierdes, e capitulardes, dentro de aquel termino de tienpo, que vos bien parecier, e que lo guardaremos e compliremos realmente, e con efeto, ſò las condiciones, penas, e obligaciones contenidas en el contracto de las paſes entre nòs fechas, e concordadas, e ſò todas las otras que vòs prometierdes, e aſentardes en el dicho Nombre, las quales desde agora prometemos de pagar, e pagaremos realmente, e con efeto, ſy en ellas incurrieremos, para lo qual todo, e cada una coſa, e parte dello, vos damos el dicho poder con libre e general adminiſtracion, e prometemos, e ſeguramos por nueſtra fé Real, de tener, guardar e conplir, e aſi nueſtros Herederos e Subceſores, todo lo que por vòs acerca de lo que dicho es, en qualquier fòrma e manera que fuere fecho, capitulado, jurado, e prometido, e prometemos de lo haver por firme, rato e grato, eſtable, e valioſo de agora para todo ſienpre, e que nò yremos, ni vernemos, ni yran, ni vernan contra ello, ni contra parte alguna dello en tiempo alguno, ni por alguna manera, por nos, ni por ſi, ni por ynterpoſitas perſonas directe, ni yndirecte, ſo alguna color à cabſa en juyſio, ni fuera del, ſò obligacion expreſa, que para ello faſemos de los dichos nueſtros Reynos e Señorios, e de todos los otros nueſtros bienes patrimoniales, e fiſcales, e otros qualesquier de nueſtros Vaſallos, ſubditos e naturales, muebles, e de rayz avidos e por aver, en teſtimonio e fé de lo qual, nos mandamos dar eſta nueſtra Carta firmada por nòs, e ſellada de nueſtro Sello, dada en la nueſtra Cebdat de Lis-

1494 *Lisbona a ocho dias de Março Ruy de Pina la fiso anno del Nascimiento de nuestro Señor Jesu Christo, de mil e quatrocientos e noventa e quatro annos.* = *El Rey.* =

Ligne de demarcation. E Luego los dichos Procuradores de los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Secilia, de Granada &c. e del dicho Señor Rey de Portugal, e de los Algarbes &c. dixeron, que por quanto entre los dichos Señores sus Constituyentes ay cierta diferencia, sobre lo que a cada una de las dichas partes pertenece, de lo que fasta oy dia de la fecha desta capitulacion, està por descubrir en el mar Oceano; por ende que ellos por bien de pàz e concordia, e por conservacion del debdo, e amor, qual dicho Señor Rey de Portugal tiene con los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c. a sus Altezas plaze, e los dichos sus Procuradores en su Nonbre, e por virtud de los dichos sus poderes, otorgaron e consintieron, que se haga, e señale por el dicho mar Oceano una raya, ò linea derecha de polo a polo; convien a saber, del polo artico, al polo antartico, que es de Norte a Sul, la qual raya, ò linea se aya de dar, e dè derecha, como dicho es, a trecientas e setenta leguas de las Yslas del Cabo-Verde, hasia la parte del Poniente, por grados ò por otra manera, como mejor y mas presto se pueda dar, de manera que nò sean màs, e que todo lo que hasta aqui se ha fallado, e descubierto, e de aqui a delante se hallare, e descubriere por el dicho Señor Rey de Portugal, e por sus navios, asy Yslas, come tierra firme, desde la dicha raya, e linea dada en la forma susodicha, yendo por la dicha parte del Levante, dentro de la, dicha raya a la parte del Levante, ò del Norte, ò del Sul della, tanto que no sea atravesando la dicha raya, que esto sea, e finque, e pertenesca al dicho Señor Rey de Portugal, e a sus Subcesores, para sienpre jamas, e que todo lo otro, asi Yslas, como tierra firme, halladas y por hallar, descubiertas y por descubrir, que son ò fueren halladas par los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c., e por sus navios desde la dicha raya dada en la forma suso dicha, yendo por la dicha parte del Poniente, despues de pasada la dicha raya hasia el Poniente, ò el Norte, ò el Sul della, que todo sea, e finque, e pertenesca a los dichos Señores Rey e Reyna da Castilla, e de Leon &c. e a sus sobcesores

ores para siempre jamas. Yten los dichos Procuradores 1494
promityeron, e seguraron por virtud de los dichos poderes, que de oy en adelante no embiaran navios algunos; conviene a saber, los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Leon, e de Aragon &c. por esta parte de la raya a la parte del Levante aquiende de la dicha raya, que queda para el dicho Señor Rey de Portugal de los Algarbes &c., ni el dicho Señor Rey de Portugal a la otra parte de la dicha raya, que queda para los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c. a descobrir e buscar tierras, ni Yslas algunas, ni a contratar, ni rescatar, ni conquistar em manera alguna; pero que si acaesciere, que yendo asy aquiende de la dicha raya los dichos navios de los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, de Leon, e de Aragon &c. hallasen qualesquier Yslas, ò tierras en lo que asy queda para el dicho Señor Rey de Portugal, que aquello tal sea, e finque para el dicho Señor Rey de Portugal, e para sus Herederos para siempre jamas, e sus Altesas gelo ayan de mandar loego dar, e entregar. E se los navios del dicho Señor Rey de Portugal fallaren qualesquier Yslas, e tierras en la parte de los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Leon, e Aragon &c., que todo lo tal sea, e finque para los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, de Leon e de Aragon &c., e para sus Herederos para siempre jamas, e que el dicho Señor Rey de Portugal, gelo haya loego de mandar dar, e entregar. Yten, para que la dicha linia, ò raya de la dicha particion se aya de dar, e dè derecha, e la mas cierta, que ser podiere por las dichas trecientas e setenta legoas de las dichas Yslas del Cabo-Verde hasia la parte del Poniente, como dicho es, concordado, e asentado por los dichos Procuradores de ambas las dichas partes, que dentro de diez meses primeros siguientes, contados desde el dia de la fecha desta capitulacion, los dichos Señores sus Constituyentes hayan de embiar dòs, o quatro caravelas, convien a saber, una ò dòs de cada parte, ò mas ò menos, segund se acordaren por las dichas partes que son necesarias, las quales para el dicho tiempo sean juntas en la Ysla de la gran Canaria; y tambien en ellas cada una de las dichas partes, personas, y pilotos como astrologos, e marineros, e qualesquier otras personas, que convengan, pero que sean tantos de una parte, como de otra; y que algunas personas de

1494 de los dichos pilotos, e astrologos, e marineros, e personas que sepan, que embiaren los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Leon, de Aragon &c. vayan en el navio ò navios que embiare el dicho Señor Rey de Portugal, e de los Algarbes &c., e asy mismo algunas de las dichas personas, que embiare el dicho Sennor Rey de Portugal, vayan en el navio, ò navios, que embiaren los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e Aragon, tanto de una parte, como de otra parte, que juntamente poedan mejor ver, e reconoscer la mar, e los rumos, e vientos, e grados de Sol, e Norte, e sennalar las legoas sobredichas, tanto que para faser el sennalamiento e lemite conviran todos juntos, los que fueren en los dichos navios, que embiaren amas las dichas partes, e llevaren sus poderes; los quales dichos navios, todos juntamente continuen su camino a las dichas Yslas del Cabo-Verde, e desde alli tomaran su rota derecha al Poniente hasta las dichas trecientas e setenta legoas, medidas como las dichas personas, que asy fueren, acordaren que se deven medir, sin prejuicio de las dichas partes, y alli donde se acabaren, se haga el punto, e sennal que convenga, por grados de Sol ò de Norte, ò por singradura de leguas, ò como mejor se pudieren concordar. La qual dicha raya sennalen, desde el dicho polo artico al dicho polo antartico, que es de Norte a Sul, como dicho es, y aquello que sennalaren lo escrivan, e firmen de sus nombres las dichas personas, que asi fueren enbiadas por amas las dichas partes, las quales han de llevar facultad e poderes de las dichas partes, cada uno de la suya, para haser la dicha sennal, e limitacion; y fecha por ellos, seyendo todos confórmes, que sea avida por sennal e limitacion perpetuamente para sienpre jamas. Para que las dichas partes, ni alguna dellas, ni sus subcesores para sienpre jamas no la puedan contradesir, ni quitar, ni remover en tienpo alguno, ni por alguna manera que sea, ò ser pueda. E sy caso fuere, que la dicha raya e limite de polo a polo, como dicho es, topare en alguna Ysla ò tierra firme que al comienço de la tal Ysla ò tierra que asi fuere hallada donde tocare la dicha raya se haya alguna sennal ò torre; e que en derecho de la tal sennal ò torre se continue dende en adelante otras sennales por la tal Ysla ò tierra en derecho de la dicha raya, las quales partan lo que a cada una de las partes pertenecie-

ciere

fiere della, e que los fubditos de las dichas partes no 1494
fean ofados los unos de pafar a la parte de los otros, ni los otros de los otros, pafando la dicha fennal ò limite en la tal Ysla ò tierra.

Yten por quanto para yr los dichos navios de los dichos Sennores Rey e Reyna de Caftilla, de Leon, de Aragon &c. de los fus Reynos et Sennorios a la dicha fu parte allende de la dicha raya, en la manera que dicho es, es forfado que ayan de pafar por los mares defta parte de la raya que queda para el dicho Sennor Rey de Portugal, por ende es concordado e afentado que los dichos navios de los dichos Sennores Rey e Reyna de Caftilla, de Leon, de Aragon &c. poedan ir e venir, y vayan e vengan libre, fegura, e pacificamente fin contradicion alguna por los dichos mares que quedan con el dicho Sennor Rey de Portugal, dentro de la dicha raya en todo tiempo, e cada y quando fus Altefas, e fus Sobfefores quifieren, e por bien tuvieren; los quales vayan por fus terminos derechos, e rotas, desde fus Reynos para qualquier parte de lo que està dentro de fu raya, e limite, donde quifieren embiar a defcobrir, e conquiftar, e a contratar, e que lleven fus caminos derechos por donde ellos acordaren de yr para qualquier cofa de la dicha fu parte, e de aquellos no puedan apartarfe, falvo lo que el tiempo contrario los fifiere apartar; tanto que nò tomen ni ocupen antes de pafar la dicha raya cofa alguna de lo que fuere fallado por el dicho Sennor Rey de Portugal en la dicha fu parte; e fe alguna cofa fallaren los dichos fus navios antes de paffar la dicha raya, como dicho es, que aquello fea para el dicho Sennor Rey de Portugal, e fus Altefas gelo ayan de mandar loego dar, e entregar. E porque podria fer que los navios, e gentes de los dichos Sennores Rey e Reyna de Caftilla, e de Aragon &c. ò por fu parte avran fallado hafta veynte dias defte mes de Junio en que eftamos de la fecha defta capitulacion, algunas Yslas, e tierra firme dentro de la dicha raya, que fe ha de fafer de polo a polo por linea derecha en fin de las dichas trecientas e fetenta legoas contadas desde las dichas Yslas del Cabo-Verde al Poniente, como dicho es; Es concordado, e afentado, por quitar toda dubda que todas las Yslas, e tierra firme que fean falladas, e defcobiertas en qualquier manera hafta los dichos veynte dias defte dicho mes de Junio, aunque fean

Naviga-
tion.

1494 sean falladas por los navios, e gentes de los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c. con tanto que sea dentro de las docientas e cincoenta legoas primeras de las dichas trecientas e setenta legoas, contadas desde las dichas Yslas del Cabo-Verde al Poniente hasia la dicha raya, en qualquier parte dellas para los dichos polos, que sean falladas dentro de las dichas docientas e cincoenta legoas hasiendose una raya, ò linea derecha de polo a polo donde se acabaren las dichas docientas e cincoenta legoas, queden e finquen para el dicho Sennor Rey de Portugal e de los Algarbes &c., e para sus Subsesores e Reynos para siempre jamas. E que todas las Yslas, e tierra firme, que hasta los dichos veynte dias deste mes de Junio en que estimos, sean falladas e descobiertas por los navios de los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c., e por sus gentes, ò en otra qualquier manera dentro de las otras ciento e veynte legoas, que quedan para complimiento de las dichas trecientas e setenta legoas, en que ha de acabar la dicha raya, que se ha de faser de polo a polo, como dicho es, en qualquier parte de las dichas ciento e veynte legoas para los dichos polos que sean falladas fasta el dicho dia, queden e finquen para los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c., e para sus Subsesores, e sus Reynos para siempre jamas, como es, y ha de ser suyo lo que es ò fuere fallado allende de la dicha raya de las dichas trecientas e setenta legoas que quedan para sus Altesas, como dicho es, aunque las dichas ciento e veynte legoas, son dentro de la dicha raya de las dichas trecientas e sententa legoas, que quedan para el dicho Sennor Rey de Portugal, e de los Algarbes &c. como dicho es. E se fasta los dichos veynte dias deste dicho mes de Junio, nó son fallados por los dichos navios de sus Altesas cosa alguna dentro de las dichas ciento e veynte legoas, e de alli adelante lo fallaren, que sea para el dicho Sennor Rey de Portugal, como en el capitulo susoescripto es contenido. Lo qual todo que dicho es, e cada una cosa, e parte dello los dichos Don Henrique Henriques Mayordomo mayor, e Don Guterre de Cordenas Contador mayor, e Doctor Rodrigo Maldonado, Procuradores de los dichos muy Altos e muy Poderosos Princepes los Sennores El-Rey e la Reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de *Sicilia*, e de

e de Granada &c., e por virtud del dicho ſu poder que de ſuſo và incorporado, e los dichos Ruy de Soſa, e Don Juan de Soſa ſu hijo, e Arias de Almadana, Procuradores e Embaxadores del dicho muy Alto e muy Excelente Princepe el Sennor Rey de Portugal e de los Algarbes, de aquiende e alliende, en Africa Sennor de Guinea, e por virtud del dicho ſu poder, que de ſuſo và incorporado, prometieron e ſeguraron en Nombre de los dichos ſus Conſtituyentes, que ellos e ſus Subſeſores e Reynos e Sennorios para ſiempre jamas ternan e guardaran e compliran realmente, e con efecto, ceſante todo fraude y cautela, enganno, ficcion, e ſimulacion todo lo contenido en eſta capitulacion, e cada una coſa, e parte dello, e quiſieron e otorgaron que todo lo contenido en eſta dicha capitulacion, e cada una coſa, e parte dello ſea guardado e cumplido e executado como ſe ha de guardar e complir, executar todo lo contenido en la capitulacion de las paſes fechas e aſentadas entre los dichos Sennores Rey e Reyna de Caſtilla, e de Aragon &c., e el Sennor Don Alfonſo Rey de Portugal, que ſanta gloria aya, e el dicho Sennor Rey, que agora es de Portugal, ſu fijo ſeyendo Princepe, el anno que paſſò de mil e quatrocientos e ſetenta e noeve annos, *) e ſò aquellas miſmas penas, vinculos, e firmeſas, e obligaciones, ſegund e de la manera que en la dicha capitulacion de las dichas paſes ſe contiene; e obligaronſe, que las dichas partes, ni alguna dellas, ni ſus Subſeſores para ſiempre jamas no iran, ni vernan contra lo que de ſuſo es dicho y eſpecificado, ni contra coſa alguna ni parte dello directe ni indirecte, ni por otra manera alguna en tiempo alguno, ni por alguna manera penſada, ò non penſada, que ſea ò ſer poeda; ſò las penas contenidas en la dicha capitulacion de las dichas paſes. E la pena pagada ò non pagada, ò gracioſamente remetida, que eſta obligacion, e capitulacion, e aſiento, quede e finque firme, eſtable, e valedera para ſiempre jamas, para lo qual todo aſy tener e guardar, e complir e pagar, los dichos Procuradores en Nombre de los dichos ſus Conſtituyentes obligaron los bienes cada uno de la dicha ſu parte, moebles e raiſes, patrimoniales e fiſcales, e de ſus ſubditos e Vaſſallos, havidos e por haver, e renunciaron qualesquier leys, e derechos de que 1494

*) *Soarez da Sylva* T. IV. p. 338.

1494 que se poedan aprovechar las dichas partes, e cada una dellas, para ir ò venir contra lo susodicho, ò contra alguna parte dello; e por mayor seguridad e firmesa de lo susodicho, juraron a Dios, e a Santa Maria, e a la sennal de la Crus, en que posieron sus manos derechas, e a las palabras de los Sanctos Evangelios dò quier que mas largamente son escriptos, en anima de los dichos sus Constituyentes, que ellos y cada uno de ellos ternan, e guardaran, e compliran todo lo susodicho, y cada una cosa, e parte dello realmente, e con efeto, cesante todo fraude, cautela, e enganno, ficcion, e simulacion, e nò lo contradiran en tiempo alguno, ni por alguna manera. Sò el qual dicho juramento juraron de nò pedir absolvicion, ni relaxacion del a nuestro muy Santo Padre, ni a otro ningun Legado, ni Prelado que gela pueda dar, e aunque proprio motu gela dè, no usaran della, antes por esta presente capitulacion suplican en el dicho nombre a nuestro muy Sancto Padre, que a Su Santidad plega confirmar, e aprovar esta dicha capitulacion *), segund en ella se contiene, e mandando expedir sobre ello sus Bulas à las partes, ò a qualquier dellas, que las pedieren, e mandando incorporar en ellas el tenor desta capitulacion, poniendo sus censuras a los que contra ella fueren, ò pasaren, en qualquier tiempo que sea, ò ser poeda. E asy mismo los dichos Procuradores en el dicho Nombre se obligaron sò la dicha pena, e juramento, que dentro de ciento dias primeros siguyentes, contados desde el dia de la fecha desta capitulacion, daran la una parte a la otra, y la otra a la otra aprobacion, e ratificacion desta dicha capitulacion, escriptas en pergamino, e firmadas de los Nombres de los dichos Sennores sus Constituyentes, e selladas con sus Sellos de plomo pendiente, e en la escriptura que ovieren de dar los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e Aragon &c. aya de firmar, e consentir, e otorgar el muy Esclarecido, e Ylustrissimo Sennor el Sennor Princepe Don Juan su hijo, de lo qual todo que dicho es, otorgaron dòs escripturas de un tenor tal la una como la otra, las quales firmaron de sus Nombres, e las otorgaron ante los Secretarios, e Escrivanos de yuso escriptos para cada una de las partes la suya. E qual-

Serment.

Confirmation papale.

Ratification.

*) La bulle confirmatoire du Pape en date du 24 Juin 1506 se trouve dans Rousset *Supplém.* T. II. P. I. p. 10, et dans Caetano de Sousa *provas* T. II. p. 106.

qualquiera que parafciere, vala como fe ambas a dos 1494
parefciefen; que fueron fechas, e otorgadas en la dicha Villa de Tordefillas el dicho dia, e mes, e anno fufodicho. El Comifario mayor DON HENRIQUE, RUY DE SOSA, DON JUAN DE SOSA, el Doctor RODRIGO MALDONADO, Licenciatus ARIAS; Teftigos que fueron prefentes que vieron a qui firmar fus nombres a los dichos Procuradores, e Embaxadores, e otorgar lo fufodicho, e fafer el dicho juramento el *Comifario Pedro de Leon*, el *Comifario Fernando de Torres*, vefinos de la Villa de Vallid, el *Comifario Fernando de Gamarra Comifario de Zagra* e Senate, contino de la Cafa de los dichos Rey e Reyna nueftros Sennores, e *Juan Soares de Sequera*, e *Ruy Leme*, e *Duarte Pacheco*, continos de la Cafa del Sennor Rey de Portugal para ello procurados. E yo *Fernan Dalvres de Toledo*, Secretario del Rey e de la Reyna nueftores Sennores, e del fu Confejo, e Efcrivano de Camara, e Notario publico en la fu Corte, e en todos los fus Reynos e Sennorios, fuy prefente a todo lo que dicho es en uno con los dichos teftigos, e con *Eftevan Vaes*, Secretario del dicho Sennor Rey de Portugal, que por abtoridad que los dichos Rey e Reyna nueftros Sennores le dieron para dar fé defte abçon en fus Reynos, que fue afy mifmo prefente a lo que dicho es, e a roego e otorgamiento de todos los dichos Procuradores e Embaxadores, que en my prefencia, e fuya, a qui firmaron fus nombres, efte publico inftromento de capitulacion fife efcrevir, el qual và efcripto en eftas feis fojas de papel de pliego entero efcriptas de ambas partes con efta en que van los nombres de los fobredichos, e my Signo; en en fin de cada plana và fennalado de la fennal de my nombre, e de la fennal del dicho *Eftevan Vaes*, e porende fife aqui my figno, que es tal = En teftimonio de verdad FERNAN DALVRES. E yo el dicho Eftevan Vaes, que por abtoridad que los dichos Sennores Rey e Reyna de Caftilla, e de Leon, me dieron para fafer publico en todos fus Reynos e Sennorios, juntamente con el dicho Fernan Dalvres, a roego, e requerimento de los dichos Embaxadores e Procuradores a todo prefente fuy, e por fé e certidumbre dello aqui de my publico fennal la figné, que tal es.

La qual dicha Efcriptura de afiento, e capitulacion, e concordia fufo incorporada, vifta e intendida por nós, *e por* *Ratification Efpagnole.*

1494 *e por el dicho Principe Don Juan nuestro hijo, la aprovamos, loamos, e confirmamos, e otorgamos, e ratificamos, e prometemos de tener, e guardar, e complir todo lo susodicho en ella contenido, e cada una cosa, e parte dello realmente e con efeto, cesante todo fraude, e cautela, ficcion, e simulacion, e de no yr, ni venir contra ello, ni contra parte dello en tiempo alguno, ni por alguna manera que sea, ò ser poeda; e por mayor firmesa, nós, y el dicho Principe Don Juan nuestro hijo juramos a Dios, e a Santa Maria, e a las palavras de los Santos Evangelios dò quier que mas largamente son escriptas, e a la sennal de la Crus, en que corporalmente posimos nuestras manos derechas en presencia de los dichos Ruy de Sosa, e Don Juan de Sosa, e Licenciado Arias de Almadana, Embaxadores e Procuradores del dicho Serenissimo Rey de Portugal, de lo asy tener e guardar, e cumplir, e cada una cosa, e parte de lo que a nós incumbe, realmente e con efecto, como dicho es, por nós, e por nuestros Herederos e Subsesores, e por los dichos nuestros Reynos e Sennorios, e subditos e naturales dellos, sò las penas e obligaciones, vinculos e renunciaciones en el dicho contracto de capitulacion, e concordia de suso escripto, contenidas: por certificacion, e corroboracion de lo qual, firmamos en esta nuestra Carta nuestros Nombres, e la mandamos sellar con nuestro Sello de plomo pendiente en filos de seda a colores. Dada en la Villa de Arevalo a dos dias del mes de Julio anno del Nascimiento de nuestro Sennor Jesu Christo de mil quatrocientos noventa e quatro annos.*

Yo El Rey. — Yo la Reyna. — Yo El Princype. —

Y yo Fernan Dalvres de Toledo,
Secretario del Rey e de la Reyna nuestros Sennores, la fice escrebir por su mandado.

Asensos Doctor.

b.

Copie d'un traité conclu ſous la même date du 7 Juin 1494 et qui ſe trouve dans CAETANO DE SOUSA *provas* T. II. p. 94. 99. 1494 7 Juin.

En El Nombre de Dios todo poderoſo &c.

Manifieſto, y notorio ſea a todos que eſte publico inſtromento vierem, como en la villa de Tordeſillas a ſiete dias del mes de Junio anno 1494 &c. (comme le precedent traité; et d'autres pléinspouvoirs également du 8 Mars et 5 Juin inſérés).

I luego los dichos Procuradores de los dichos Señores Rey y Reyna de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada &c. y del dicho Señor Rey de Portugal y de los Algarbes &c. dixeron que por quanto entre los dichos Señores ſus conſtituientes ay y le eſpera aver difrencia ſobre lo que toca a la peſcaria del mar que es desde el Cabo de Bujador faſta el Rio del oro porque por parte de los dichos Señores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. ſe dize que a Sus Altezas y a ſus ſubditos y naturales de los ſus Reynos de Caſtilla perteneſce la dicha peſcaria y nó al dicho Sennor Rey de Portugal y de los Algarves &c. ny a ſus ſubditos y naturales del dicho ſu Reyno de Portugal y por parte del dicho Sennor Rey de Portugal ſe dize por el contrario que la dicha peſcaria desde el dicho Cabo de Bujador abaxo faſta el dicho Rio del oro no perteneſe a los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. ny a ſus ſubditos ſy nó a el e a ſus ſubditos y naturales del dicho ſu Reyno de Portugal ſobre lo qual haſta aqui ha avido la dicha difrencia y de voluntad y mandamiento de los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. y del dicho Sennor Rey de Portugal le dize que fue mandado y defendido cada uno a ſus ſubditos y naturales que ningunos dellos fueren a peſcar en los dichos mares y Rio desde el dicho Cabo de Bujador abaxo faſta el dicho Rio del oro faſta tanto que fueſe viſto y determinado por juſticia a qual de las dichas partes perteneſce lo ſuſo dicho y aſy mismo porque entre los dichos Sennores conſtituyentes ay dubda y difrencia ſobre los limites del Reyno de Fez aſſy donde comiença del Cabo del Eſtrecho a la parte del Levante como donde feneſce y acaba a la otra parte de la Coſta haſta Meca y por-

1494 y porque sy se oviece de esperar a fazer la determinacion de todo lo suso dicho por justicia como dicho es requeria largo tienpo para las provanças y otras cozas que sobre ello se avrian de fazer y esto poderia traer algun inconveniente asy para la parte del dicho Sennor Rey de Portugal porqne a el seria necessario que en los dichos mares del dicho Cabo de Bujador abaxo fasta el dicho Rio del oro no fuesen a pescar ny pescasen navios algunos que nó sean de sus subditos y naturales por el dano que podrian recebir sus navios que van por la mina y Guinea como a la parte de los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon que para la Conquista de allende les es necessario procurar de aver las Villas de Melilla y Caçaca que se dubda sy son del Reyno de Fez o non por ende los dichos Procuradores de ambas las dichas partes por concervacion del debdo y amor que en uno tienen los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. y el dicho Sennor Rey de Portugal fueron convenidos y concordados que de aqui adelante durante el tienpo de tres annos no vayan a pescar navios algunos de los Reynos de Castilla ny a fazer otras cozas algunas del dicho Cabo de Bujador para abaxo fasta el dicho Rio del oro ni dende abaxo pero que puedan yr a saltear a los moros de la Costa del dicho mar donde suelen sy fasta aqui han ydo algunos navios de los subditos de Sus Altezas a lo fazer y que en todo los otros mares que estan desta parte del dicho Cabo de Bujador para a riba puedan yr y venir y vayan y vengan libre y seguros y pacificamente a pescar y a saltear en tierra de moros y fazer todas las otras cozas que bien les estovier los subditos y Vasallos de los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. y asy mismo los subditos del dicho Sennor Rey de Portugal segund e como y de la manera que hasta aqui lo fizieron unos y los otros sin embargo del vadamiento que se dize que agora esta puesto por ambas las dichas partes en lo suso dicho y que por esto los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla de Aragon &c. puedan haver y ganar las Villas de Melilla y Caçaca de los moros y los puedan tener y tengan para sy y para sus Reynos segund deinso sera contenido. Otro sy es concordado y asentado entre los dichos Sennores que la dicha lemitacion y senalamiento del dicho Reyno de Fez en la Costa de la mar se entienda en esta manera en lo del Cabo del Estrecho a la parte del Levante que el dicho Reyno

Reyno de Fez comiença desde donde ſe acaba el termino de Caçaca por quanto como quiera que las Villas de Melilla y Caçaca y ſus terminos le diga por parte del Sennor Rey de Portugal que ſon del dicho Reyno de Fez los dichos ſus Enbaxadores y Procuradores conſintieron en ſu nonbre que eſtas dichas Villas y ſus tierras queden a los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. y en ſu Conquiſta e que en lo que toca al otro Cabo del Eſtrecho de la parte del Poniente porque por agora no ſe ſabe cierto por donde parte la Raya y limite del dicho Reyno de Fez es concordado y aſentado que desde oy dia de la fecha desde capitulacion faſta tres annos primeros ſeguientes o encomedio dellos los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. y el dicho Sennor Rey de Portugal y de los Algarbes &c. o las perſonas que por ambas las dichas partes fuere nonbradas ayan verdadera informacion aſy en la Cibdad de Fez como fuera della del lemite y raya donde llega el dicho Reyno de Fez y que aquello que por anbas las partes o por las perſonas que por ellos fueren deputadas fuere determinado de una concordia cerca de lo ſuſo dicho avida la dicha informacion ſea avido por termino del dicho Reyno de Fez dende en adelante para ſienpre ja maz y porque lo ſuſo dicho mejor ſe pueda ſaber y averiguar es aſentado que cada y quando dentro del dicho tienpo de los annos la una parte requeriere a la otra o la otra a la otra que nonbren las dichas perſonas y las enbien a aver la dicha informacion notificandole la parte que aſy requirier a la otra las perſonas que oviere nonbrado por ſy que la otra parte ſon obligado de nonbrar y enbiar otras tantas perſonas dentro de tres mezes deſpues que aſy fuere requerido para que todos juntamente vayan a ver lo ſuſo dicho y lo determinar. Item *es aſſentado que durante el tienpo de los dichos tres annos los dichos Señores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. ny ſus ſubditos y Vaſſallos no puedan tomar Villa ny Lugar ny Caſtillo alguno en la dicha parte que aſy haſta Meca incluzive queda por detreminar ny recebirla aun que los moros geladen y que ſy de aqui adelante en eſte tienpo de los dichos tres annos antes que ſe haya la dicha declaracion y lemitacion el dicho Señor Rey de Portugal oviere y ganare en la dicha parte algunas Villas o Lugares o Fortalezas y deſpues ſe hallare que ſon de la Conquiſta que* 1494

1494 *pertença a los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. que el dicho Sennor Rey de Portugal las aya de dar y entregar a los Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. luego cada y quando gelas pedieren pagandole las despeuzas que oviere fecho en las tomar y en las lavores dellas y que hasta que gelos paguen tenga el dicho Sennor Rey de Portugal las tales Villas y Fortalezas en su poder por prenda dello.* Item *es concordado y asentado que sy dentro de los dichos tres annos conplidos primeros seguientes los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla de Aragon &c. no quizieren estar por esta capitulacion asy en lo que toca a la dicha pescaria del Cabo de Bujador como en la dicha limitacion y senalamiento del dicho Reyno de Fez que esta capitulacion sea ninguna y de ningun defecto y valor y todo lo del dicho Cabo de Bujador y senalamiento del dicho Reyno de Fez y todas las otras cozas en ella contenidar le tornen por el mismo fecho al punto y estado en que han estado y estan hasta oy dia de la fecha desta capitulacion y que ninguna de las partes no gane ny adquiera derecho ny propriedad ny posesion ny la otra lo pierda por virtud della antes en tal cazo sea avida esta capitulacion y todo lo que por virtud della se fiziere y uzare como sy nunca pasara y que en tal cazo sean obligados los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. de entregar al dicho Sennor Rey de Portugal o a su cierto mandado las dichas Villas de Caçaca y Melilla o qualquier dellas que ovieren ganado y tovieren con tanto que al tienpo que los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla ovieren de entregar al dicho Sennor Rey de Portugal las dichas Villas de Caçaca y Melilla o qualquier dellas que ovieren ganado ovido el dicho Sennor Rey de Portugal sea obligado de les pagar todos los maravediz que montare en todas las costas que ovieren fecho asy en el tomar de las dichas Villas y cada una dellas como en las lavores que en ellas ovieren fecho y que hasta que los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla de Aragon sean pagados dello ellos tengaõ las dichas Villas y Fortalezas y cada una dellas y que como quiera que ellos las tengan por la dicha prenda pues a cargo del dicho Sennor Rey de Portugal se quedan en su poder que esta capitulacion todavia sea ninguna y de ningun valor y efecto como dicho es en lo que toca al dicho Cabo de Bujador y lemitacion del Reyno de Fez y las otras cozas*

ozas en ella contenidas. Pero ſy durante el tiempo de los dichos tres annos o encomedio dellos los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon no declararen al dicho Sennor Rey de Portugal como no quiere eſtar por eſta dicha capitulacion y aſiento que en tal cazo conplidos los dichos tres annos no faziendo Sus Altezas la dicha declaracion ſe entienda que eſta capitulacion dende en adelante queda en ſu fuerça y vigor perpetuamente para que los ſubditos de los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla &c. no poedan yr ny peſcar ny fazer otras cozas desde el dicho Cabo de Bujador faſta el Rio del oro como dicho es y en lo de los otros mares de Bojador ariba ſe haga y cunpla todo lo de ſuſo contenido y que las dichas Villas de Melilla y Caçaca con ſus tierras y terminos ſean y finquen perpetuamente con los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Leon &c. y con ſus Reynos y que la dicha lemitacion del dicho Reyno de Fez en la una parte y en la otra ſea y queda y finque perpetuamente como y de la manera que de ſuſo ſe contiene a ninguna de las partes no la pueda remover ny desfazer en tiempo alguno ny por alguna manera que ſea o ſer pueda y que eſta dicha capitulacion no prejudique en coza alguna a la capitulazion de las pazes fecha entre los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. y el Sennor Don Alonço de Portugal que ſanta gloria aya y el dicho Sennor Rey de Portugal que agora es ſeyendo Principe mas que aquello quede en ſu fuerça y vigor para ſienpre ja mas. Item *es concordado y aſentado que ſy de aqui a los dichos tres annos conplidos primeros ſeguientes el dicho Sennor Rey de Portugal y de los Algarbes &c. declarare y notificare a los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. como no quieren eſtar por eſta dicha capitulacion que en tal cazo queden para los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Leon &c. las dichas Villas de Caçaca y Melilla a la conquiſta dellas quier las ayan tomado o non para ſienpre ja mas para ellos y para los dichos ſus Reynos de Caſtilla y de Leon y que todo lo otro contenido en eſta dicha capitulacion ſea ninguno y de ninguno defecto y valor y todo quede por el mismo fecho en el eſtado en que ha eſtado y eſta faſta oy dicho dia y que ninguna de las partes no gane ny adquiera derecho ny propriedad ny poſecion ny la otra la pierda por virtud della lo qual todo que dicho es y cada una coza y parte dello los dichos Don Henri-* 1494

1494 *que Henriques Mayordomo mayor y Don Goterre de Cardenas Contador mayor y Doctor Rodrigo Maldonado Procurador de los dichos muy altos y muy poderozas Princepes los Sennores El Rey y la Reyna de Caſtilla de Leon, de Aragon, de Secilia, de Granada &c. y por virtud del dicho ſu poder que de ſuſo va encorporado y los dichos Ruy de Soza y Don Juan de Soza ſu fijo y Arias de Almadana Procuradores e Enbaxadores de lo dicho muy alto y muy excelente Princepe el Sennor Rey de Portugal y de los Algarbes de aquiende y de allende mar en Africa Sennor de Guinea y por virtud del dicho ſu poder que de ſuſo va encorporado prometieron y ſeguraron en nonbre de los dichos ſus conſtituyentes que ellos en loque a cada una de las partes toca durante el dicho tienpo de los dichos tres annos de ſuſo contenidos y ſy dende en adelante eſta dicha capitulacion quedare firme y valedera que ellos o ſus ſucceſſores y Reynos y Sennorios para ſienpre ja mas ternan y guardaran y cumpliran realmente y con effecto ceſante todo fraude y cautela engano ficcion y ſimulacion todo lo contenido en eſta capitulacion y cada una coza y parte dello y obligaronce que las dichas partes ny alguna dellas en lo que a ellos toca ny a ſus ſubceſſores para ſienpre ja mas en lo que oviere de ſer perpetuo no yran ny vernan contra lo que de ſuſo es dicho y eſpecificado ny contra coza alguna ny parte dello directe ny indirecte en manera alguna en tienpo alguno ny por alguna manera pençada o non pençada ſob pena de duzientas mil doblas de oro Caſtellanas de la vanda que dê e pague la parte que lo quebrantare y non lo cunplier o contra ello fuer o viniere para la parte que lo cunpliere por pena y por poſtura y enterece convencional que puzieron por cada una vez que lo quebrantaren o contra ello fueren o vinieren y la pena pagada o non pagada o graciozamente remitida que eſta obligacion y capitulacion y aſiento quede y finy firme eſtable y valedera como en ella ſe contiene para lo qual todo aſſy tener y guardar y conplir y pagar los dichos Procuradores en nonbre de los dichos ſus conſtituyentes obrigaron los bienes cada uno de la dicha ſu parte muebles y raizes patrimoniales y fiſcales y de ſus ſubditos y Vaſallos avidos y por haver y por qual dicho poder que los dichos Ruy de Soza y Don Juan de Soza y Arias de Almadana tienen del dicho Sennor Rey de Portugal &c. ſuſo encorporado no ſe eſtiende para fazer y otorgar lo que dicho es en*

eſta

dicha escriptura continido como quiera que ellos trayan 1494
cia y instrucion del dicho Sennor Rey de Portugal
a lo fazer pero por mas seguridad y firmeza de lo
dicho los dichos Ruy de Soza y Don Juan de Soza
rias de Almadana se obligaron por sy y por sus
es muebles y raizes avidos y por haver que el dicho
nor Rey de Portugal y de los Algarbes &c. dentro
sincoenta dias primeros seguientes ratheficara y apro-
a y de nuevo otorgara esta dicha escriptura de asiento
oncordia segund que en ella se contiene y la terna y
ardara y conplira realmente y con effecto so la dicha
a cerca de lo qual todo que dicho es renunciaron qua-
quier leys y derechos de que se podrian aprovechar las
has partes y cada una dellas para hir o venir o con-
dezir lo que dicho es o qualquier caza y parte dello
por mayor firmeza y seguridad de lo suso dicho jura-
n a Dios y a Santa Maria y a la senal de la Cruz en
ue puzieron sus manos derechas y a las palablas de los
antos Evangelios do quier que mas largamente son
criptas em anima de los dichos sus constituyentes que
los y cada uno dellos ternan y guardaran y cumpliran
do lo suzo dicho y cada una coza y parte dello real-
ente y con effecto segund dicho es y no lo contradiran
el qual dicho juramento juraron de non pedir absolu-
ion ny relaxacion del a nuestro muy Santo Padre ny a
tro ninguno delegado ni Perlado que giela pueda dar y
un que proprio moto geladen nô uzaran della y assy
nismo los dichos Procuradores del dicho Sennor Rey de
Portugal en el dicho nonbre y por sy como dicho es se
obligaron so la dicha pena y juramento que dentro de
sincoenta dias primeros contados del dia de la fecha desta
dicha capitulacion dara y enbiara el dicho Sennor Rey
de Portugal y de los Algarbes &c. a los dichos Sennores
Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. o a su cierto
mandado la dicha escriptura de aprovacion y ratheficacion
y otorgamiento de nuevo desta dicha capitulacion escripta
en pergamino y firmada de su nonbre y sellada con su
sello de plomo y los dichos Procuradores de los dichos
Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. se
obligaran quedaran y entregaran al dicho Sennor Rey de
Portugal y de los Algarbes &c. o a su cierto mandado
otra tal escriptura de ratificacion y aprovacion escripta
en pergamino y firmada de sus nonbres y sellada con su
sello de plomo de lo qual todo que dicho es otorgaron
dos

1494 *dos escripturas de un tenor tal la una como la otra las quales firmaron de sus nonbres y las otorgaron ante los Secretarios y Escrivanos deynso escriptos para cada una de las partes la suya y qualquiera que parecier vala como sy ambas a doz parecieren que fueron fechas y otorgadas en la dicha Villa de Tordesillas el dicho dia y mez y anno suso dichos Don Henrique el Comendador mayor Ruy de Soza Don Juan de Soza el Doctor Rodrigo Maldonado Lecenciatus Arias Testigos que fueron prezentes que vieron aqui firmar sus nonbres a los dichos Procuradores y Enbaxadores y otorgar lo suso dicho y fazer el dicho juramento al Comendador Pedro de Leon y el Comendador Fernan de Torres vezinos de la Villa de Vallid y el Comendador Fernan de Gamarra Comendador de Zagra e serve de Contino de la Caza de los dichos Rey y Reyna de Castilla nuestros Señores y Juan Suares de Sequera y Ruy Leme y Duarte Packeco Continuos de la Caza del Señor Rey de Portugal para ello llamados y rogados yo Fernaõ Dalvares de Toledo Secretario del Rey y de la Reyna nuestros Señores del su Concejo y su Escrivano da Camara y Notario publico en la su Corte y en todos los sus Reynos y Señorios fui prezente a todo lo que dicho es en uno con los dichos testigos y con Estevan Vaes Secretario del dicho Señor Rey de Portugal que por autoridad que los dichos Rey y Reyna nuestros Señores la dieron para dar fé deste abto en sus Reynos que fue asy mismo prezente a lo que dicho es y de ruego y otorgamiento de todos los dichos Procuradores e Enbaxadores que en my prezencia y suya firmaron aqui sus nonbres este publico Instromento de capitolacion fize escrivir al qual va escripto en estas seis hojas de papel de pliego entero escritas de amas partes con estas en que van los nonbres sobredichos y mi signo y en fin de cada plana va senalado de la senal de my nonbre y de la senal del dicho Estevan Vaz y por ende fize aqui este mio signo que es a tal en Testimonio de verdad Fernan Dalvares y yo el dicho Estevan Vaz que por abtoridad que los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla y de Leon &c. me dieron para fazer publico en todos sus Reynos y Señorios juntamente con el dicho Fernan Dalvares a ruego a requerimento de los dichos Enbaxadores y Procuradores a todo prezente fui y por fe y certidumbre dello aqui de my publico senal la signe que tal es. —*

Rati-

(Ratification de l'Efpagne.) 1494

La qual dicha Efcriptura de afiento capitulacion y concordia fufo encorporada vifta y entendida por nos y por dicho Princepe Don Juan nueftro hijo la aprovamos mos y confirmamos y otorgamos y reteficamos y prometos de tener y guardar y complir todo lo fufo dicho en contenido y cada una coza y parte dello realmente y con efto ceffante todo fraude y cautela ficion y fimulacion de nô hir ny venir contra ello ny contra parte dello en tpo alguno ny por alguna manera que fea o fer pueda por mayor firmeza nos y el dicho Princepe Don Juan nueftro hijo juramos a Dios y a Santa Maria y a las palabras de los Santos Evangelios do quier que mas largamente fon efcriptas y a la fenal de la Cruz em que corporalmente pufimos nueftras manos derechas en presencia de los dichos Ruy de Soza y Don Juan de Soza Lecenciatus Arias de Almadana Enbaxadores y Procuradores del dicho Sereniffimo Rey de Portugal nueftro ermano de lo afy tener y guardar y cunplir y cada una coza y parte de lo que a nos incunbe realmente y con effecto como dicho es por nos y por nueftros herederos y fubceffores y por los dichos nueftros Reynos y Señorios y fubditos y naturales dellos fo las penas y obligaciones vinculos y renunciaciones en el dicho contrato de capitulacion y concordia de fufo efcripto contenidos por certheficacion y corroboracion de lo qual firmamos en efta nueftra Carta nueftros nonbres y la mandamos fellar con nueftro fello de ploma pendiente en filos de feda a colores. Dada en la Villa de Arevalo doz dias del mez de Julio Anno del nacimento de nueftro Señor Jefu Chrifto de mil quatrocientos y noventa y quatro annos, Yo El Rey Yo la Reyna Yo El Princepe Yo Fernan Dalvares de Toledo Secretario del Rey y de la Reyna nueftros Señores la fize efcrivir por fu mandado.

2.

2.

1529 *Contrat, capitulation et convention entre l'Empereur*
22 Avril. *Charles V. Roi de Castille et le Roi Jean III. de Portugal concernant les îles, terres et mer Molucques; signé à Saragosse le 22 Avril 1529.*

Instrumento de contrato, e capitulaçaõ, e assento, que fizeraõ o Emperador Carlos V. Rey de Castella, com el Rey Don Joaõ III. sobre as Ilhas terras e mar Oceano de Maluco.

(Caetano de Sousa *provas* T. II. p. 107, tiré des archives da Torre do Tombo; et tout de même dans: *Tratado de* 1750. p. 80.)

Ratification Portugaise.

Dom Joam Por Graça de Deos Rey de Portugal e dos Algarves daquem e dalem mar em Africa Senhor de Guine e da Conquista navegaçaõ commercio da Ethiopia Arabia Persia e da India &c. A quantos esta minha Carta de aprovaçaõ e confirmaçaõ e ratheficaçaõ virem Faço saber que antre mim e Dom Carlos Emperador sempre Augusto Rey de Alemanha de Castella de Leaõ de Aragaõ das duas Secilias de Jeruzalem &c. meu muito amado e prezado Irmaõ havia duvida e debate sobre a propriedade e posse ou quaze posse e direito navegaçaõ e commercio de Maluco en outras Ilhas e mares por cada hum de nos dizer lhe pertencer e estar em posse de todo o sobredito e pello muy conjunto divido que ambos temos e porque antre nossos Vassallos e naturaes se naõ podesse nunca seguir descontentamento e fosse sempre conservado o muito amor rezaõ e obrigaçaõ que antre nos ha nos consertámos sobre o que dito he de que se fez por nossos suficientes e bastantes Procuradores para isso deputados Carta de contrato capitulaçaõ e assento da qual o theor de verbo a verbo he o seguinte.

Ratification Espagnole.

Don Carlos por la Divina clemencia Emperador sempre Augusto Rey de Alemania Dona Juana su madre y el mismo Don Carlos su hijo por la gracia de Dios Reys de Castilla de Leon de Aragon de las doz Sicilias de Jerusalem de Navarra de Granada de Toledo de Valencia de Sevilla de Cordova de Corcega de Murcia de Jean

Jean de los Algarves de Algezira de Gibraltar de las slas de Canaria de las Indias Islas e tierra firme del mar Oceano, Archiduques de Abstria Duques de Borgonna y de Bravante Condes de Barcelona Flandes e Tirol Sennores de Viscaya e de Molina Duques de Atenas e de Neopatria Condes de Ruysellon e de Cerdania Marquezes de Oristan e de Gociano &c. vimos y leimos una Escriptura de capitulacion e assiento de venta em pacto de retro vendendo del derecho y posesion o cazy posesion y altion de las Islas de Maluco que en ellas tenemos o podriamos tener por qualquier via que nos pertenesca y pertenecer pueda y en las tierras Islas y mares contenidas en la dicha contratacion y asiento fecho en nuestro nonbre por Mercurio de Gatinara Conde de Gatinara gran Chancillar de my El Rey y por Don Fray Garcia de Loaysa Obispo de Osina my Confessor y por Don Garcia de Padilla Comendador mayor de Calatrava todos del nuestro Consejo y nuestros Procuradores y por Antonio de Azevedo Coutinho del Consejo y Enbaixador del Serenissimo muy alto y muy poderozo Rey de Portugal nuestro muy caro y muy amado hermano y su Procurador el tenor del qual de verbo ad verbum es este que se sigue: 1529

En El Nonbre de Dios Todo Poderozo Padre e Hijo y spirito Santo tres personas y un solo Dios verdadero Traité.

Notorio e manifesto sea a quantos este publico Instrumento de transacion y contrato de venta con pacto de retro vendendo vieren como en la Cibdad de Caragoça que es en el Reyno de Aragon a viente e doz dias del mez de Abril Anno del nacimento de nuestro Salvador Jesu Christo de mil quinhentos e veinte nove annos en prezencia de my Francisco de los Covos Secretario y del Concejo del Emperador Don Carlos e de la Reyna Dona Juana su Madre Reyna y Rey de Castilla y su Escrivano y Notario publico y de los testigos deynso escritos parecieron los Sennores Mercurio de Gatinara Conde de Gatinara gran Chanciller del dicho Sennor Emperador y el muy Reverendo Don Fray Garcia de Loaysa Obispo de Osma su Confessor y Dom Fray Garcia de Padilha Comendador mayor de la Ordem de Calatrava todos tres del Concejo de los dichos muy altos y muy poderozos Senno-

1592 Sennores Principes Dom Carlos por la Divina Clemenzia e Emperador ſempre Auguſto Rey de Alemania y Dona Juana ſu Madre y el mismo Don Carlos ſu hijo por la gracia de Dios Reys de Caſtilla de Leon de Aragon de las doz Secilias de Jeruzalem e de Navarra e de Granada &c. en nonbre e como Procuradores de los dichos Sennores Emperador e Reys de Caſtilla de la una parte y el Sennor Antonio de Azevedo Coutino del Concejo e Embaxador del muy alto e muy poderozo Sennor Don Juan por la gracia de Dios Rey de Portugal e dos Algarves de aquende y de allende el mar en Africa Sennor de Guinea y de la Conquiſta navegacion y comercio de Ethiopia Arabia e Percia e de la India &c. en nonbre e como ſu Procurador de la otra ſegun que luego moſtraron por ſus ſoficientes e abaſtantes Procuraciones para eſte contrato firmadas por los dichos Sennores Emperador e Rey de Caſtilla y Rey de Portugal ſeladas con ſus ſellos de las quales dichas Procuraciones los treslados de verbo ad verbum ſon los ſeguientes.

Plein-pouvoir Eſpagnol. *Don Carlos por la Divina clemencia Emperador ſempre Auguſto Rey de Alemania Dona Juana ſu Madre y el mismo Rey ſu hijo por la gracia de Dios Rey de Caſtilla de Leon de Aragon y de las doz Secilias de Jeruzalem de Navarra de Granada de Toledo de Valencia de Galicia de Malhorcas de Sevilla de Cerdanha de Cordova de Corcega de Murcia de Jaen de los Algarves de Algezira de Gibraltar de las Islas de Canaria de las Indias Islas y tierra firme del mar Oceano Condes de Barcelona Flandes e Tirol Sennores de Viscaya e de Molina Duques de Atenas e de Neopatria Condes de Ruyſellon y de Cerdania Marqñezes de Oriſtan e de Security Gociano. A quantos eſta nueſtra Carta de poder e Procuracion vieren hazemos ſaber que por la dubda y debate que ay entre nos y el Sereniſſimo muy alto y muy poderozo Rey de Portugal nueſtro muy caro y muy amado hermano ſobre la propriedad e poſicion de Maluco ſe ha hablado e platicado para tomar en ello aſiento y concordia por ende porque aya efecto por la mucha confiança que tenemos de vos Mercurinus de Gatinara Conde de Gatinara my gran Chanciller y de vos el Reverendo en Xpõ Padre Don Fray Garcia de Loayſa Comendador mayor de Calatrava todos tres del nueſtro Concejo por eſta prezente Carta os hazemos ordenamos e con-*

constituimus en lo mejor modo e forma que devemos e 1529
demos nuestros suficientes e abastantes Procuradores
nerales y especiales para capitular e assentar el dicho
ıcierto e asiento en tal manera que la generalidad no
rogue la especialidad ny la especialidad la generalidad
ıara que por nos e en nuestro nonbre podais tomar
:oncluir y efectuar el dicho concierto y asiento de Ma-
o con el Embaxador del dicho Serenissimo Rey que
ne su poder bastante e suficiente firmado de su nonbre
'ellado con su sello y con otras qualesquier personas que
'iere su poder y hagaes en ello todo aquello que bien
lo os fuere para que podais asentar y capitular con-
·dar y prometer e jurar que havemos conplir y guar-
r todo lo que por vosotros fuere capitulado e asentado
el dicho conserto y asiento con las condiciones pactos
vinculos y so las penas e firmezas que por vosotros
're asentado concordado e capitulado como si por
'stras mismas personas fuese hecho Otro sy que podays
'ar en nuestra anima que guardaremos e compliremos
ılmente y con efecto todo lo que asu por vos los dichos
'stros Procuradores en el dicho cazo fuere concordado
ıitulado, e asentado sin cautela ny enganno ny desimu-
ion alguna, y que no hiremos ny vernemos contra
'a alguna ny parte dello so las pennas que por los
hos nuestros Procuradores fueren postas concordadas
'entadas e para todo lo que dicho es os damos y otor-
nos todo nuestro poder complido con libre e general
ıenistracion y prometemos y seguramos por esta pre-
te Carta de tener e mantener realmente e con effecto
ı lo que por vos los dichos nuestros Procuradores sobre
licho concierto e asiento fuere concordado asentado e
itulado e prometido sigurado y otorgado e jurado e
'o haver por rato grato firme y valero y de no hir ny
r contra ello ni contra parte alguna dello en tienpo
ıno ny por alguna manera so obligacion expreça que
ı ello hazemos todos nuestros bienes patrimoniales y
ıuestra Corona Real havidos y por haver los quales
s para ello expreçamente obligamos en firmeza de
lo suso dicho mandamos dar esta nuestra Carta fir-
a de my el Rey y sellada con nuestro sello. Dada en
idad de Çaragoça a quinze dias del mez de Abril
ı del nacimento de nuestro Salvador Jesu Christo de
quinhentos vinte y nueve annos yo el Rey, yo Fran-
de los Covos Secretario de sus Cesaria y Catholicas

1529 *Mageſtades la fize eſcrevir por ſu mandado regiſtada y diaques Urbina Chanciler.*

Don Juan per graça de Deos Rey de Portugal e dos Algarves daquem y dealem mar em Africa Senhor de Guine e da Conquiſta navegaçaõ comercio de Ethiopia Arabia Percia e da India a quantos eſta minha Carta de poder e Procuraçaõ virem Façο ſaber que por la duvida e debate que ha entre o muito alto excelente Principe e muito poderozo Carlo quinto Emperador dos Romanos ſempre Auguſto Rey de Alemanna e de Caſtella de Leaõ de Aragaõ e das duas Secilias de Jeruzalem &c. meu muito amado e prezado Irmaõ e mim ſobre a proprieдade e poſſe de Maluco ſe fala antre nos ſobre iſſo em certo concerto e aſento porem para o que em o dito concerto e aſento delle ſe ha de aſentar concordar e afirmar eu pela muita confiança que tenho do Lecenceado Antonio de Azevedo Coutinho do meu Concelho e meu Embaixador por eſta prezente Carta o faço ordeno e conſtituo no melhor modo e forma que devo e poſſo por meu ſuficiente e abaſtante Procurador geral e eſpecial para capitular e aſſentar e afirmar o dito concerto e aſſento em tal maneira que a generalidade no derogue a eſpecialidade nem a eſpecialidade a generalidade e para que por mim e em meu nome poſſa aſentar ſobre o dito concerto de Maluco aſſy com o dito Emperador meu Irmaõ e em ſua prezença como em quaeſquer Procurador ou Procuradores que elle para o dito concerto e aſſento delle ordenar e que moſtrarem ſeu poder e Procuraçaõ ſuficiente e baſtante para o dito cazo por elle aſſinada e aſſellada de ſeu ſello todo aquele que bem viſto le for e que poſſa capitular e aſentar e concordar e prometar e jurar em meu nome e que eu farey comprirey e guardarey todo o que por elle for capitulado aſentado no dito concerto e aſento com as condições pactos vinculos e ſo las penas e firmezas que por elle for aſſentado concordado capitulado como por ſe my peſſoa foſſe feito. Outro ſy que poſſa jurar em minha alma que guardarey e comprirey realmente e com efeito o que aſſy por elle no que dito he for concordado capitulado e aſſentado ſem cautela engano nem deſemulaçaõ alguna e que naõ hirey nem virey contra nem contra parte alguma dello ſob aquellas penas que por ello dito meu Procurador forem poſtas aſſentadas e concordadas e para todo o que dito o que dito he le dou e outorgo todo meu poder comprido com libre e geral adminiſtraçaõ

e prometo e seguro por esta prezente Carta de ter e manter realmente e com effeito todo o que por elle dito meu Procurador sobre o dito concerto e asento for concordado e assentado capitulado e prometido segurado e outorgado e jurado e de o haver por rato grato firme e valiozo e de nom hir nem vir contra ello nem contra parte alguma dello em tempo algum nem por maneira alguma sob obrigaçam expreça que por elle faço de todos meus bens patrimoniales e da Coroa havidos e por haver os quaes todos expreçamente para ello obrigo e por certidaõ de todo o sobredito mandey fazer esta minha Carta assinada por mim e assellada do meu sello redondo de minhas armas. Dada em a Cidade de Lisboa a dezoito dias de Outubro Anno de nosso Senhor Jesu Christo de mil quinhentos vinte oito annos = El Rey. 1529

Asy prezentadas las dichas Procuraciones por los dichos Sennores Procuradores fue dicho que por quanto antre el dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla de Leon de Aragon de las doz Secilias de Jerusalem &c. y el dicho Sennor Rey de Portugal e de los Algarbes &c. havia dubda sobre la propriedad y posesion y derecho y posesion o quazi posision navegacion e comercio de Maluco y otras Islas y mares lo qual cada uno de los dichos Sennores Emperador y Rey de Castilla y Rey de Portugal dize pertencerle asy por virtud de las capitulaciones que fueron fechas por los muy altos y muy poderozos y Catholicos Princepes Don Fernando y Dona Izabel Reys de Castilla aguelos del dicho Sennor Emperador y con El Rey Don Juan el segundo de Portugal que aya gloria acerca de la demarcacion del mar Oceano como por otras razones y derechos que cada uno de los dichos Sennores Emperador y Reys dezia tener e pertendia a las dichas Islas mares y tierras ser suyas e estar en posesion dellas y que aviendo los dichos Sennores Emperador y Reys respecto al muy conjuncto deudo e grande amor que antre ellos ay lo qual no solamente deve com mucha razon ser conservado mas quanto posible fuere mas acrecentado y que por se quitar de dudas e demandas e debates que antre ellos podria haver y muchos inconvenientes que antre sus Vasallos y subditos y naturales se podrian seguir son agora los dichos Sennores Emperador y Rey y los dichos Procuradores en su nonbre concordados e concertados

 sobre

1529 sobre las dichas dubdas e debates en el modo y forma seguinte.

Vente des Moluques au Portugal pour 350.000 Ducats.

Primeramente dixeron los dichos Gran Chanciler y o Bispo de Osma y Comendador mayor de Calatrava Procuradores del dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla que ellos en su nonbre por virtud de la dicha su procuracion vendio como luego de fecho vendieron deste dia para sienpre ja maz al dicho Sennor Rey de Portugal para el y todos sus successores de la Corona de sus Reynos todo el derecho accion dominio proprietad y posesion o quasi posesion y todo el derecho de navegar y contratar y comerciar por qualquier modo que sea que el dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla dize que tiene y podria tener por qualquer via modo o manera que sea em el dicho Maluco y Islas lugares tierras y mares segundo abaxo sera declarado e esto com las declaraciones y limitaciones y condiciones y clauzulas abaixo contenidas y declaradas por precio de trezientos y sincoenta mil ducados de oro pagados en monedas corrientes en la tierra de oro o de plata que valgan en Castilla trezientos y setenta e sinco maravedis cada ducado los quales el dicho Sennor Rey de Portugal dara e pagara al dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla y a las personas que Su Magestad para ello nonbrare en esta manera los ciento y sincoenta mil ducados dellos em Lisbona dentro de quinze o vinte dias primeros seguientes despues que este contrato confirmado por el dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla fuere llegado a la Ciudad de Lisboa o adonde el dicho Sennor Rey de Portugal estuviere e trinta mil ducados pagados em Castilla los vinte mil en Valladolid y los dies mil en Sevilla hasta veinte dias del mez de Mayo primero que viene desto anno y setenta mil ducados em Castilla pagados en la feria de Mayo de Medina del Canpo deste dicho anno a los terminos de los pagamientos della y los cien mil ducados restantes de la feria de Otobre de la dicha Villa de Medina del Campo deste dicho anno a los plazos de los pagamientos della pagado todo fuera del canbio y se fuere necessario se dara luego cedulas para el dicho tienpo y sy el dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla quiziere tomar a canbio los dichos cien mil ducados en la dicha feria de Mayo deste dicho anno para socorrerse dellos pagara el dicho Sennor Rey de Portugal a razon de sinco o seis por ciento de canbio como

como su tezorero Hernan Dalvares los suele tornar de 1529
feria a feria la qual dicha venta el dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla haze al dicho Sennor Rey de Portugal con condicion que en qualquiera tienpo que el dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla o sus sucessores quizieren tornar y con effecto tornaren todos los dichos trezientos y sincoenta mil ducados y sin dellos faltar coza alguna al dicho Sennor Rey de Portugal o a sus sucessores que la dicha vienta quede desfecha, y cada uno de los dichos Sennores Emperador e Reys quede con el derecho e action que agora tiene y pertiendem tener asy en el derecho de la posesion o cazy posesion como en la propietad por qualquier via modo y manera que pertenecer les pueda como se este contrato no fuera hecho y de la manera que primeiro lo teniã e pertendian tener sin que este contrato les haga ni cauze preiuizio ny ynovacion alguna.

Item es concordado e asentado entre los dichos Procuradores en nonbre de los dichos Sennores sus constituientes que pera se saber las Islas lugares tierras y mares y derecho y action dellos que por este contrato el dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla asy vende con la condicion que dicha es al dicho Sennor Rey de Portugal desde agora para todo sienpre ha por hechada una linia de polo a polo conviene a saber del norte al sul por hum semicirculo que diste de Maluco al nordeste tomando la quarta de leste dies y nueve grados a que corespondem dies e sete grados escasos en la equinocial en que monta dozientas y novienta y sete legoas y media mas a oriente de las Islas de Maluco dando dies y sete legoas y media por grado equinocial en el qual merediano y runbo del nordeste y quarta de leste estan situadas las Islas de las Velas y de Santo Thome por donde passa la sobredicha linea y simicirculo y siendo caso que las dichas Islas estiem y distiem de Maluco maz o menos todavia han por bien e san concordes que la dicha linia que de lançada a las dichas dozientas y novienta y sete legoas y media mas oriente que hazem los dichos dies y nueve grados al nordeste y quarta de leste de las dichas Islas de Maluco como dicho es y dixeron los dichos Procuradores que para se saber por donde se ha la dicha linia por lançada se hagan dos padrones de hum tenor conformes al Padron que esta en la Caza de la Contratacion de las Indias de Sevilla

Ligne de démarcation.

 por

1529 por donde navegan las armadas y Vassallos y subditos del dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla y dentro de trinta dias despues de la fecha deste contrato se nonbre doz personas de cada parte para que vean y hagan luego los dichos Padrones conforme a lo suso dicho y en ellos sea retada la dicha linia por el modo sobredicho y que los dichos Sennores Emperador y Reys los firmem de sus nonbres y sellem con sus sellos pera quedar a cada uno el suyo y dende em adelante quede la dicha linia por lançada pera declaracion del punto y lugar por donde ella passa y tambien pera declaracion del sitio em que los dichos Vassallos del dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla tiene situado y asentado a Maluco la qual durante el tienpo deste contrato se vea que esta puesta en el tal sitio puesto que en la verdad esté em menos o maz distancia a oriente de lo que en los dichos Padrones es situado y para que en el punto de la situacion em que en los dichos padrones esta situado Maluco se continuem los dichos dies y siete grados a oriente que por bien deste contrato el dicho Sennor Rey de Portugal ha de haver y que non se alhando en la Caza de la Contratacion de Sevilha el dicho padron las dichas personas nonbradas por los dichos Sennores Emperador y Reys dentro de hum mez hagan los dichos padrones y se firmem y sellem como dicho es y por ellos se hagan Cartas de navegar em que se lance la dicha linia en la manera suso dicha parà que de aqui adelante naveguem por ellas los dichos Vassallos naturaes e subditos del dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla y para que los navegantes de una parte y de otra sean ciertos del sitio de la dicha linia y distancia de las sobredichas duzentas y novienta y sete legoas y media que aya entre la dicha linia y Maluco.

Cas de refiliation. *Item* es concordado y asentado por los dichos Procuradores que en qualquier tienpo que el dicho Sennor Rey de Portugal quiziere que se vea el derecho de la propriedad de Maluco y las tierras y mares contenidas em este contrato y puesto que al tal tienpo el dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla no tenga tornado el dicho precio ny el dicho contrato sea resoluto se vea en esta manera conviene a saber que cada uno de los dichos Sennores nonbre tres Astrologos y tres pilotos o tres marineros que sean espertos en la navegacion los

os quales se ajuntaran en hun lugar de la raya dentre 1529
us Reynos donde fuere acordado que se juntem desde
l dia que el dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla
ı sus subcessores fueren requeridos por parte del dicho
iennor Rey de Portugal que se nonbren hasta quatro
nezes y alli consultaran y acordaran y tomaran asiento
e la manera en que ha de hir a se ver el derecho de
ı dicha propriedad conforme a las dichas capitulaciones
asiento que fue fecho antre los dichos Catholicos Reys
)on Fernando y Dona Izabel y el dicho Rey D. Juan
l segundo de Portugal y siendo cazo que el derecho
e la dicha propriedad le jusge al dicho Sennor Em-
erador y Rey de Castilla no se executarà ny se uzarà
le la tal sentencia sim que primero el dicho Sennor
Emperador y Rey de Castilla y sus subcessores tornem
ealmente y con effecto todos los dichos trezientos y
incoenta mil ducados que por virtud deste contrato
ueron dados e jusgandose el derecho de la propriedad
ıor parte del dicho Sennor Rey de Portugal el dicho
iennor Emperador y Rey de Castilla y sus subcessores
eran obligados a tornar realmente y con effecto los
lichos trezientos y sincoenta mil ducados al dicho Sen-
ıor Rey de Portugal o a sus subcessores desde el dia
m que la dicha sentencia fuere dada hasta quatro annos
rimeros seguientes.

Item fue concordado y asentado pelos dichos Pro- *Especeries*
uradores en nonbre de los dichos Sennores sus consti-
ɔientes que siendo cazo que em quanto este contrato
e venta durar y nõ fuere desfecho desde el dia de la
echa del em adelante vinieren algunas especiarias o
rogarias de qualquier suerte que sean a qualesquier
uertos o partes de los Reynos y Sennorios de cada
uno de los dichos Sennores constituientes que sean
aydas y por los Vassallos subditos y naturales del dicho
ennor Emperador y Rey de Castilla o por otras quaes-
uer personas puesto que sus subditos y naturales y
'assallos non sean que el dicho Sennor Emperador y
ey de Castilla en sus Reynos y Sennorios y el dicho
ennor Rey de Portugal en los suyos seyan obligados
mandar e hazer y mandem y hagaõ depozitar las
chas especiarias o drogarias en tal manera que el tal
epozito quede seguro sin que a quel a cuya parte vi-
iere sea por el otro pera esto requerido para que a sy

 estem

1529 eſtem depozitadas en nombre de ambos em poder de aquella perſona o perſonas en quien cada uno de los dichos Sennores en ſus tierras y Sennorios las mandaren y hizierem depozitar el qual depozito feram los dichos Sennores obligados a hazer e mandar hazer por la manera ſobredicha agora las dichas eſpeciarias o drogarias ſa hallen em poder de aquellos que las trayeron o en poder de qualquier otra perſona o perſonas en qualesquier lugares o partes donde fueren halladas y los dichos Sennores Emperador y Reys feram obligados de lo mandar aſſy notheficar desde agora en ſus Reynos y Sennorios para que aſy ſe cumpla en modo que nom ſe pueda alegar ignorancia y viniendo a apontar las dichas eſpeciarias o drogarias a qualesquier puertos o tierras que de cada uno de los dichos Sennores conſtituientes no fueren no ſiendo de enemigos cada uno dellos por virtud deſte contrato podera requerir en nonbre de ambos ſin maz moſtrar ninguna provizam ny poder de otro a las Juſticias de los Reynos y Sennorios donde las dichas eſpeciarias o drogarias vinieren a parar o fueren halladas que las mandem depozitar y depozitem y em qualquier de las dichas partes donde aſſy fueren halladas las dichas eſpeciarias o drogarias eſtaran embargadas y depozitadas por ambos haſta ſe ſaber de cuya demarcacion fueron ſacadas y para ſe ſaber ſi el lugar y tierras de donde las dichas eſpeciarias o drogarias fueron traidas y ſacadas caem dentro de la demarcacion y limites que por eſte contrato quedan con el dicho Sennor e Rey de Caſtilla e ay em ellas las dichas eſpeciarias o drogarias enbiaran los dichos Sennores Emperadores y Reys doz o quatro navios tantos el uno como el otro en los quales hiran perſonas juramentadas que de bien lo entendam tantos de la una parte como de la otra a los dichos lugares e tierras donde dixeren que ſacaron y troxieron las dichas eſpeciarias o drogarias para ver y detreminar em cuya demarcacion caem las dichas terras o lugares de donde aſſy las dichas eſpeciarias o drogarias ſe dixeren que fueron ſacadas e hallandoſſe que las dichas tierras y lugares caem dentro de la demarcacion del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla y que em ellas hay las dichas eſpeciarias o drogarias en tanta cantidad que razonablemente podiecen traher las dichas eſpeciarias o drogarias em tal caſo ſe alçara e quitara el dicho depozito y ſe entregaran libre-

remente al dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla 1529
in que por ello ſean obligados a pagar ningunas coſtas
ıy gaſtos ny intereces ny otra alguna coza e ſiendo
ıallado que fueron ſacadas de las tierras y lugares de
a demarcacion del dicho Sennor Rey de Portugal aſy
neſmo ſerà alçado e quitado el dicho depozito y ſe
ntregara al dicho Sennor Rey de Portugal ſin que por
llo ſea obligado à pagar ningunas coſtas ny gaſtos ny
ntereces ny otra alguna coza de qualquier calidad que
ea y las perſonas que aſſy las troxeren ſeran pugnidos
caſtigados por el dicho Sennor Emperador Rey de
aſtilla o por ſus juſticias como quebrantador de fè y
e paz conforme a juſticia y los dichos Sennores Em-
erador y Rey de Caſtilla y el dicho Sennor Rey de
ortugal ſeran obligados de enbiar los dichos ſus navios
perſonas tanto que por cada uno dellos al otro fuere
equerido y en quanto aſy las dichas eſpeciarias o dro-
arias eſtovieren depoſitadas y enbargadas en el modo
bredicho el dicho Sennor Emperador Rey de Caſtilla
y otro por el ny con ſu favor ny conſentimento no
iran nen embiaran a la dicha tierra o tierras de donde
y las dichas eſpeciarias e drogarias fueron trahidas e
do lo que dicho es en eſte capitulo acerca del depo-
to de las eſpeciarias o drogarias no avra lugar ny ſe
ıtendera en las eſpeciarias o drogarias que vinieren a
ıalesquier partes pera el dicho Senhor Rey de Portugal.

Item es concordado y aſentado que en todas las *Navigation et commerce*
las tierras y mares que fueron de la dicha linia para
entro no puedam las naos navios e gentes del dicho
ennor Emperador e Rey de Caſtilla ny de ſus ſubditos
aſſallos y naturales ny otras algunas perſonas puesto
ıe ſus ſubditos ny Vaſſallos naturales nõ ſean por ſu
andado y conſentimento favor e ajuda o ſin ſu man-
ıdo favor ny ajuda entrar navegar tratar ny comerciar
y cargar coza alguna que en las dichas Islas tierras y
ares ouviere de qualquier ſorte o manera que ſea y
ıe qualesquier de los ſobredichos que de aqui adelante
contrario de todas las dichas cozas o cada una dellas
zieren o fueren conprehendidos e alhados de dentro
la dicha linia ſean preſos por qualquier Capitan o
ıpitanes o gentes del dicho Sennor Rey de Portugal
por los dichos ſus Capitanes oydos e caſtigados e
ıgnidos como coſſarios y quebrantadores de paz y no

 ſiendo

1529 siendo hallados dientro de la dicha linia por los dichos Capitanes o gentes del Sennor Rey de Portugal se vinieren a qualquier puerto tierra o Sennorio del dicho Sennor Emperador e Rey de Castilla que el dicho Sennor Emperador e Rey de Castilla y sus justicias donde assy vinieren o fueren hallados sean tenidos y obligados de los tomar y prender en tanto que les fueren presentados autos y pesquizas que les fueren enbiados por el dicho Sennor Rey de Portugal o por sus justicias porque se muestre ser culpados en cada huna destas cozas sobredichas y los pugnir e castigar enteramente como malhechores e quebrantadores de fè e de paz.

Defense aux castillans. *Item* es concordado e asentado por los dichos Procuradores que el dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla no enbie por sy ny por otro a las dichas Islas tierras y mares dentro de la dicha linia ny consienta que allà vayan de aqui adelante sus naturales y subditos y Vassallos o estrangeros puesto que sus naturales y Vassallos ny subditos no sean ny les dê para ello ajuda ny favor ny *) *ello alla concierte con ellos para se hir* contra la forma y asiento deste contrato antes sea obligado de lo defender estorvar e impedir quanto en el fuere y enbiando el dicho Sennor Emperador y Rey de Castilla por sy o por otra a las dichas Islas tierras o mares de dentro de la dicha linia o concentiendo que allà vayan sus naturales Vassallos subditos o estrangeros puesto que sus naturales Vassallos ny subditos no sean dandoles para ello ajuda o favor o concertandose con ellos para que allà vayan contra la forma e asiento deste contrato e sy lo no defendiere y estorbare e inpediere quanto en el fuere que el dicho pacto de retro vendendo quede luego rezoluto y el dicho Sennor Rey de Portugal no sea maz obligado a recibir el dicho precio ny al retro vender el derecho e accion que el dicho Sennor Emperador e Rey de Castilla por qualquier via e manera que sea podria tener a ello antes que aquel por virtud deste contrato tenga vendido y renunciado y traspassado en el dicho Sennor Rey de Portugal y por el mismo fecho la dicha venta quede pura e valedera para sienpre ja maz como sy al principio fuera fecha sin condicion y pacto de retro vendendo pero porque poderia ser que navegando los sobredichos por los mares del sul donde los subditos y naturales y Vassallos del dicho Sennor Empe-

*) Caetano: Te concierte con ellos para ellos alla hir &c.

ɔerador e Rey de Caſtilla puedem navegar les podria 1529
evenir tienpo tam forcozo e contrario o neceſſidad
que fueſen coſtrenidos continuando ſu camino e
gacion a paſſar la dicha linia en tal cazo no in-
erian en pena alguna maz antes que aportando y
ındo en qualquier de los dichos cazos a alguna
a de las que aſſy entraren en la dicha linea e por
id deſte contrato pertenecieren al dicho Sennor Rey
ortugal que ſean tratados por ſus ſubditos e Vaſ-
s e moradores della como Vaſſallos de ſu hermano
y como el dicho Sennor Emperador e Rey de Ca-
mandaria tratar a los ſuyos que deſta manera apor-
n a ſus tierras de la nueva Eſpaña o a otras de
llas partes con tanto que ceſſando la dicha neceſſidad
algan luego y ſe buelvan a ſus mares del ſul y
lo cazo que los ſobredichos paſaſen por ignorancia
icha linia es concordado y aſentado que no incor-
m por ello em pena alguna em quanto no conſtare
ımente que ſabiendo ellos que eſtavan dentro de la
a linea no ſe bolvieren y ſalieren fuera della como
ıcordado e aſentado em el cazo que entraſem com
po forçozo y contrario o de neceſſidad porque
ıdo eſto conſtare ſe averá por probado que com ma-
paſaran la linia y ſeran pugnidos y avran aquelas
ıs que han de haver aquellos que entraren dentro
a linia como dicho es y en eſte contrato es con-
do y declarado y alhando los ſobredichos o deſcu-
ndo en quanto dentro de la dicha linia aſſy andu-
en algunas Islas o tierras dentro de la dicha linia
las tales Islas o tierras quedem luego libremente y
effecto al dicho Sennor Rey de Portugal e a ſus
ſſores como ſy por ſus Capitanes e Vaſſallos deſcu-
tas e halladas e poſſuidas al tal tienpo fueſen y es
cordado e aſentado por los dichos Procuradores que
naos e navios del dicho Sennor Emperador Rey de
illa y de ſus ſubditos Vaſſallos y naturales puedam
e navegar por los mares del dicho Sennor Rey de
ugal por donde ſus armadas vam para la India tanto
mente quanto les fuere neceſſario para tomar ſus
ɔtas derechas para el eſtrecho de Magalhanes y
iendo lo contrario de lo ſuſo dicho navegando maz
los dichos mares del dicho Sennor Rey de Portugal
o que dicho es incurriran por el miſmo fecho aſſy
licho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla conſtando
que

1529 que lo hizieron por ſu mandado favor o ajuda o conſentimento y los que aſſi navegaren e fueren contra lo ſuſo dicho en las penas ſobredichas aſy y de la manera que de ſuſo em eſte contrato es declarado.

Punitions. *Item* fue aſentado e concordado que lo que toca a que ſo algunos ſubditos del dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla o otros algunos fueren tomados e hallados de aqui adelante dentro de los dichos limites ariba declarados ſean prezos por qualquer Capitaõ o Capitanes o gentes del dicho Sennor Rey de Portugal y por los dichos ſus Capitanes oydos caſtigados y pugnidos como coſſarios violadores e quebrantadores de paz y que no ſiendo hallados dentro de la dicha linia y viniendo a qualquier puerto del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla Su Mageſtad e ſus juſticias ſean obligados de los tomar e prender tanto que le fueren prezentados autos e peſquizas que les fueren enbiados por el dicho Sennor Rey de Portugal ou por ſus juſticias por los quales ſe mueſtre ſer culpados en las cozas ſuſo dichas y los pugnir y caſtigar enteramente como malhechores e quebrantadores de fé y de paz, y lo de maz que ſe aſienta por eſte contrato en quanto toca a no paſſar la dicha linia ningunos ſubditos del dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla ny otros algunos por ſu mandado conſentimento favor o ajuda y las pennas que cerca deſta ſe ponem ſe entenda desde el dia que fuere notheficado a los ſubditos del dicho Sennor Emperador y gentes que por aquellas mares y partes eſtan e navegan em adelante y que antes de la tal notheficaçaõ no incorreran en las dichas penas pera eſto ſe entenda quanto a las gentes de las armadas del dicho Sennor Emperador que haſta agora a aquellas partes ſon ydas y que desde el dia del otorgamiento deſte contrato em adelante durante el tienpo que la dicha venta no fuere desfecha en la forma ſuſo dicha no pueda enbiar ny enbie otras algunas de nuevo ſin incorrir en las dichas pennas.

Fortifications. *Item* fue concordado e aſſentado por los dichos Procuradores que el dicho Sennor Rey de Portugal no hara por ſy ny por otro ny mandara hazer de nuevo fortaleza alguna em Maluco ny al deredor del com veinte legoas ny de Maluco haſta donde por eſte contrato ſe ha por lançada la linia y es aſſentado y ſon concordes todos los dichos Procuradores de la una parte y

de la otra que este el tienpo que el dicho Sennor Rey 1529
Portugal podiece alla enbiar a notheficar que no se
ga ninguna fortaleza de nuevo que sera en la primera
mada que fuere del dicho Reyno de Portugal para
India despues deste contrato ser confirmado e apro-
lo por los dichos Sennores sus constituientes y sellado
sus sellos y quanto a la fortaleza que agora esta fecha
Maluco non se hara maz obra alguna en ella de
evo desde el dicho tienpo en adelante solamente se
arara e sostentara en el estado en que estovieren al
ho tienpo sy el dicho Sennor Rey de Portugal quiziere
qual jura e promete de guardarlo e comprilo assy.

Item es assentado e concordado que las armadas que dicho Sennor Emperador e Rey de Castilla hasta agora ne enbiadas a las dichas partes sean miradas y bien tadas e favorecidas del dicho Sennor Rey de Portugal le sus gentes y no les sea puesto embaraço ny empe-nento en su navegacion y contratacion y que sy danno uno lo que no se cre ellos ubieren recebido o re-iere de sus Capitanes o gentes o les ubieren tomado una coza que el dicho Sennor Rey de Portugal sea igado de emmendar e satisfazer e restituir e pagar go todo aquelo em que el dicho Sennor Emperador Rey de Castilla y sus subdites e armadas obieren sido nnificados e de mandar pugnir y castigar a los que hizieren y de prover que las armadas e gentes del ho Sennor Emperador e Rey de Castilla se puedan venir ndo quizieren libremente sin impedimento alguno. *Flottes Espagnoles.*

Item es assentado que el dicho Sennor Emperador ey de Castilla mande dar luego sus Cartas e provizio- para sus Capitanes e gentes que estovieren en las has Islas que luego se vengan y non contratem maz ellas con que les deixem traer libremente lo que eren rescatado y contratado y cargado. *Leur Rappel.*

Item es asentado e concordado que en las provizio- e Cartas que cerca deste asiento e contrato ha de e despachar el dicho Señor Emperador e Rey de Ca- a se ponga e diga que lo que segund dicho es asenta itula e contrata valga bien assy como se fuese fecho ssado em Cortes generales com consentimento ex- so de los Procuradores dellas e que para validacion o de su poderio real absoluto de que como Rey e Señor *Confirmation du traité.*

1529 Señor natural no reconociente ſuperior en lo temporal quiere uzar e uza abroga e deroga caſſa e anula la ſuplicacion que los publicos de las Ciudades y Villas deſtos Reynos en las Cortes que ſe ſelebraram en la Ciudad de Toledo el anno paſſado de quinhentos e veinte y ſinco le hizieron cerca de lo tocante a la contratacion de las dichas Islas e tierras y la reſpueſta que a ello dio y qualquier ley que en las dichas Cortes ſobre ello ſe hizo y todas las otras que a eſta puedan obſtar.

Biens Espagnols rendus. *Item* es aſſentado que el dicho Señor Rey de Portugal porque algunos ſubditos del dicho Señor Emperador e Rey de Caſtilla y otros de fuera de ſus Reynos que le vinieron a ſervir ſe quexan que en ſu Caza de India y en ſu Reyno les tienen embarçadas ſus haziendas promete de mandar hazer clara e abierta e breve juſticia ſin tener reſpecto a henojo que dellos ſe pueda tener por haver venido a ſervir e ſervido al dicho Señor Emperador.

Traité de 1494. *Item* fue aſſentado e concordado por los dichos Procuradores en nombre de los dichos ſus conſtituentes que las capitulaciones hechas entre los dichos Catholicos Reys Don Fernando y Dona Izabel y El Rey Don Juan el ſegundo de Portugal ſobre la demarcacion del mar oceano quedem firmes e valederas em todo em por todo como en ellas es contenido e declarado tirando aquellas cozas em que por eſte contrato em outra manera fuere concordadas e aſſentadas y ſiendo cazo que el dicho Señor Emperador e Rey de Caſtilla torne el precio que por eſte contrato le es dado en la manera que dicha es em modo que la venta quede desfecha en tal cazo las dichas capitulaciones echas entre los dichos Catholicos Reys Don Fernando y Dona Izabel y el dicho Rey Don Juan el ſegundo de Portugal quedará en toda ſu fuerça e vigor como ſy eſte contrato no fuera fecho como en ellas es contenido e ſejam los dichos Señores ſus conſtituientes obligados de las complir e guardar em todo e por todo como en ellas hes aſſentado.

Renonciation à l'exception de leſion. *Item* es concordado e aſentado por los dichos Procuradores que pueſto que el derecho e action que el dicho Señor Emperador e Rey de Caſtilla dize que tiene a las dichas tierras lugares e mares e Islas que anſi por el modo ſobredicho vende al dicho Señor Rey de Portu-

ortugal valga maz de la mitad del justo precio que 1529
or ello le da el del dicho Señor Emperador e Rey de
astilla sepa cierto e de cierta sabedoria por cierta en-
ormacion de personas em ello expertas que ho muy
ien saben y entenden que es de mucho mayor valor
estimacion alende de la mitad del justo precio que el
icho Señor Rey de Portugal da al dicho Señor Empe-
ador e Rey de Castilla aplaze azer donacion como de
echo la haze dende el dicho dia para siempre ja maz
ntre vivos valedera de la dicha mayor valia e estima-
ion que asy vale maz e alende de la mitad del justo
recio por muy gran mas valia que sea la qual mayor
alia y estimacion alende de la mitad del justo precio
l dicho Señor Emperador y Rey de Castilla demite de
y e de sus successores e desmienta (*desmiembra* Caet.)
e la Corona de sus Reynos para sienpre y todo trespassa
l dicho Señor Rey de Portugal e a sus successores e
orona de sus Reynos realmente e con effecto por el
nodo sobredicho durante el tienpo deste contrato.

Item es concordado e asentado por los dichos Procu- *Contreventions.*
adores que qualquer de las partes que contra este con-
rato o parte del fuere por sy o por otro por qualquer
nodo via o manera que sea pensada o non pensada
ue por el mismo hecho pierda el derecho que tiene
or qualquer via modo o manera que sea y todo luego
uede aplicado junto e adquirido a la otra parte que
or el dicho contrato estoviere y contra el nô fuere ya la
orona de sus Reynos sin para ello el que contra el fuere
er mas citado oydo ny requerido ny ser necessario sobre
llo darse mas otra sentencia por Juis ny Jusgador alguno
ue sea averiguandose y provandose primeramente el man-
lado o consentimiento o favor de la parte que contra ello
iniere y alende desto el que contra este contrato fuere
or qualquier modo y manera que sea en parte o en
odo pague a la otra parte que por el estuviere duzentos
nil dinheiros de oro de pena y en nonbre de penna e
nterece en la qual pena incurriran tantas vezes quan-
as contra el fueren en parte o en todo como dicho es
la penna llevada o nô llevada todavia este contrato
uedara firme y valedero e estable para sienpre ja maz
n favor de aquel que por el estuviere y contra el o
arte del no fuere para lo qual obligaron todos los
ienes patrimoniales e fiscales de los dichos sus consti-
tuien-

1529 tuientes y de las Coronas de sus Reynos de todo conplir y mantener asy y tan conplidamente como en ellos se contiene.

Serment. *Item* fue asentado y concordado por los dichos Procuradores que los dichos Señores sus constituientes y cada uno dellos juraron solemnemnemente e prometieron por el dicho juramiento que por sy o por sus successores nunca en ningum tiempo vendram contra este contrato em todo ny em parte por sy ny por otro en juizio ny fuera del por ninguna via forma ny manera que ser y pensar se pueda y que nunca en tiempo alguno por sy ny por otro pediran relaxacion del dicho juramiento a nuestro muy Santo Padre ny a otro que para ello poder tenga e puesto que Su Santidad o quien para ello poder tuviere sin le ser pedido de su proprio moto les relaxe el dicho juramento que lo no aceptara ny nunca en algun tienpo uzaran de la dicha relaxacion ny se adjudarão della ny aprovebaran em ninguna manera ny via que sea en juizio ny fuera del.

Confirmation papale. *Item* fue concordado y asentado por los dichos Procuradores que para maz corroboracion y firmeza deste contrato que este contrato e transacion con todas sus clauzulas condiciones pactos obligaciones y declaraciones del assy y por la manera que en el son contenidas sea jusgado por sentencia del Papa y confirmado y aprobado por Su Santidad por Bulla Apostolica con su sello en la qual bula de sentencia confirmacion e aprobacion sera inserto todo este contrato de verbo ad verbum y que Su Santidad en la dicha sentencia supla y aya por suplido de su cierta sciencia e poderio absoluto todo e qualquer defecto e solenidad que de hecho e derecho se requiera para este contrato ser mais firme e valedero en todo e qualquer parte dello e que Su Santidad ponga sentencia descomunion asy en las partes principales como en qualesquier otras personas que contra el fuere y lo no guardarẽ en todo o en parte por qualquer via modo e manera que sea en la qual sentencia descomonion declarara y mandara que incurram ipso facto los que contra el dicho contrato fueren em todo o em parte sin para ello si requiera ny sia necessaria otra sentencia descomunion ny declaracion della y que los tales no puedan ser absueltos por Su Sentidad ny por otra persona por su mandado sin concentimiento de la otra parte a quien tocare y sin

ſin primero ſer para la tal abſolucion citada e requerida 1529
r oyda y los dichos Procuradores desde agora para en-
onces e desde entonces para agora en nonbre de los
ichos ſus conſtituientes ſuplican a Su Santidad que lo
uiera aſy confirmar e jusgar por ſentencia del modo
manera que en eſte capitulo eſta aſentado e declarado
e la qual confirmacion e aprobacion cada una de las
artes podra ſacra ſu Bula la qual los dichos Procura-
ores en nonbre de los dichos ſus conſtituientes peden
Su Santidad que mande dar cada uno dellos que la ex-
edir quiziere ſin mas la otra parte para ello ſe requerir
ara confirmacion e firmeza de ſu derecho y todo lo
bredicho aſy concordado y aſentado como de ſuſo es
ntenido los dichos Procuradores en nonbre de los dichos
s conſtituientes y por virtud de las dichas ſus Procuracio-
es dixeron ante my el dicho ſecretario e notario publico
ante los teſtigos de ſuſo eſcriptos y firmados que apro-
vaõ loavan y otorgavan pera ſienpre ja maz aſy e tan
teramente com todas las clauzulas declaraciones pactos
convenciones penas y obligaciones en eſte contrato
ntenidas y promitieron y ſe obligaron la una parte a
otra la otra a la otra en nonbre de los dichos ſus
nſtituientes eſtipulantes e aceptantes por ſolene eſtipu-
tion de aſy lo tener e conplir y guardar para ſienpre
maz y que los dichos ſus conſtituientes y ſus ſuceſ-
res y todos ſus Vaſalos ſubditos y naturales ternan y
ardaran e compliran agora e para ſienpre el dicho con-
ato e todo lo en el contenido ſo las penas e obligacio-
s en el declaradas y que no hiran ny vernan ny con-
ntiran ny permitiran que ſea ido ny venido contra el
y parte alguna del directe ni indirectemente en juizio
y fuera del por ninguna cauza color ny cazo alguno
e ſea o ſer pueda penſada o por penſar e dixeron los
chos Procuradores en nonbre de los dichos Señores
s conſtituientes que renunciavaõ como de hecho renun-
aron todas las enexaciones y cepciones y todos reme-
os juridicos beneficios y concilios ordinarios y extraor-
narios que a los dichos Señores ſus conſtituientes
a cada uno dellos competẽ o podram conpetir e per-
necer por derecho agora y en qualquier tienpo de
ui adelante para anular y revocar o quebrantar en todo
en parte eſte contrato o para impedir el effecto del
an ſy mismo renunciaran todos los derechos leys co-
umbres eſtilos hazañas e opiniones de Doctores que

1529 para ello les podieſen aprovechar en qualquier manera y eſpecialmente renunciaron las leys e derechos que dizen que general renunciacion no val para lo qual todo aſy tener e guardar y complir obligaron los dichos Procuradores todos los bienes patrimoniales e fiſcales de los dichos ſus conſtituientes e de las Coronas de ſus Reynos y por mayor firmeza de los dichos Procuradores dixeron que juravaõ como de fecho logo juraron ante my el dicho Secretario y Notario ſuſo dicho e teſtigos de yuſo eſcriptos a Dios y a Santa Maria y a la ſenal de la Cruz y a los Santos Avangelios que com ſus manos derechas tocaran em nonbre y en las animas de los dichos ſus conſtituientes por virtud de los dichos poderes que eſpecialmente para ello tienen que ellos y cada uno dellos por ſy y por ſus ſubceſſores ternan guardaran y haran tener y guardar para ſienpre ja maz eſte contrato como en el es contenido y que los dichos Sennores ſus conſtitnientes y cada uno dellos confirmaran aprobaran loaran e ratheficaran y otorgaran de nuevo eſta capitulacion y todo lo en ello conthenido y cada coza e parte dello y prometeron y ſe obligaran e juraran de lo guardar y conplir cada una de las partes pelo que le toca incumbe la tañe de hazer e guardar e complir realmente y con effecto a buena fé ſin mal engano y ſim arte ny cautela alguna y que los dichos ſus conſtituientes ny alguno dellos no demandaran por ſy ny por otras perſonas abſolvicion relaxacion diſpenſacion ny comutacion del dicho jurāmento a nueſtro muy Santo Padre ny a otra perſona alguna que poder tenga para lo dar e conceder y pueſto que de proprio moto o en otra qualquier manera les ſea dada no uzaran della antes ſin enbargo della ternã guardaran y conpliran y haran tener y guardar y complir todo lo contenido en eſte dicho contrato com todallas clauzulas obligaciones y penas y cada coza y parte dello ſegun en el ſe contiene fiel e verdadera realmente e con effecto y quedara y entregara cada una de las dichas partes a la otra la dicha aprobacion e ratheficacion deſte contrato jurada e firmada de cada hum de los dichos ſus conſtituientes y ſellada com ſu ſello desde el dia de la fecha del en veinte dias luego ſeguientes em Teſtimonio y firmeza de lo qual los dichos Procuradores otorgaron eſte contrato en la forma ſuſo dicha ante my el dicho Secretario y Notario ſuſo dicho y de los teſtigos deinco eſcriptos

escriptos y lo firmaron de sus nonbres y pediron a mim el dicho Secretario y Notario que les desse uno y muchos estromentos se le necessarios fossen sub my publica firma e signo que fue fecha y otorgada en la dicha Ciudad de Çaragoça el dia mez e anno suso dichos Testigos que fueron prezentes al otorgamiento deste dicho contrato y vieron firmar en el a todos los dichos sus Procuradores en el registro de my el dicho Secretario y los vieron jurar corporalmente em manos de my el dicho Secretario Alonço de Valdes Secretario del dicho Señor Emperador e Agostin de Urbina chanciller de Su Magestad y Jeronymo Rancio criado del dicho Señor chanciller y Conde de Gatinara y Hernan Rodrigues y Antonio de Soza criados del dicho Señor Embaxador Antonio de Azevedo y Alonço de Ydiaques criado de my el dicho Secretario los quales dichos testigos asy mismo firmaran sus nonbres en el registo de my el dicho Secretario Mercurinus cancelarius frater Garcia Epus Oxomensis el Comendador mayor Antonio de Azevedo Continho Testigos Alonço de Valdes Jeronimo Rancio Agustin de Urbina Antonio de Soza Fernaõ Rodrigues Alonço, de Ydiaques yo el dicho Secretario y Notario Francisco de los Covos fuy prezente en uno con los dichos testigos al otorgamiento deste contrato y asiento y al juramento en el contenido que en mis manos hizieron los dichos Señores Procuradores y al firmar dellos y de los dichos testigos en el registo que queda em my poder e a pedimiento del dicho Señor Embaxador Antonio de Azevedo hize hazer este treslado e por ende fize aqui my signo em Testimonio de verdad Francisco de los Covos. 1529

La Qual dicha Escritura e assiento que de suso va encorporado per nos vista e entendida y cada coza y parte dello y siendo ciertos y certheficados de todo lo en ela contenido por la prezente lo loamos e confirmamos e aprobamos ratheficamos y quanto es necessario de nuevo otorgamos y prometemos de tener y guardar la dicha Escriptura y asiento que asy polos dichos nuestros Procuradores e asy mismo por el dicho Embaxador Procurador del dicho Serenissimo muy alto e muy poderozo Rey de Portugal nuestro hermano fue asentada e otorgada e concertada em nuestros nonbres y cada coza y parte dello de todo lo tener y guardar realmente e con effecto fue sin mal engano cessante todo fraude e simulacion dolo y cautela y toda otra **Ratification Espagnole.**

 especia

1529 especia de dicebejon y arte e queremos y somos contentes que se guarde e cumpla segund e como en ella se contiene bien asy e tam complidamente como sy por nos fuera hecha y asentada e para valedacion e corroboracion e firmeza de la dicha Escriptura de venta e asiento derogamos e abrogamos casamos e anulamos todas las leys e derechos prematicas hazanas y opiniones de Doctores que al valor de la dicha Escriptura de suso emcorporada sean contrarias especialmente derogamos cassamos e anulamos qualesquiera peticiones de Procuradores del Reyno que en las Cortes de Toledo o en otras qualesquiera que ayamos tenido nosean fechas sobre que no hagamos este concierto e asiento ny otro alguno con el dicho Serenissimo Rey nuestro hermano puesto que especie de contrato tengã e asy mismo qualesquiera prematicas capitulos de Cartes que sobre las dichas peticiones de Procuradores del Reyno hayamos hecho porque todas y cada huna dellas derogamos abrogamos anulamos y casamos y avemos por ningunas de nuestro poderio real absoluto no reconocientes superior en lo Temporal y avemos por buena la dicha Escriptura de venta con el dicho pacto de retro vendendo y la confirmamos y retheficamos desde agora para sienpre ja maz y la avemos por buena y provechoza a nos y a la Corona de nossos Reynos y queremos que valga como se em Cortes y com consentimiento de los Procuradores de las Ciudades Villas e pueblos de nuestros Reynos fuesse fecha la qual asy confirmamos y ratheficamos e aprovamos por cauzas a nos conecidas y provechozas y a la Corona de nuestros Reynos y avemos por casadas anuladas e abrogadas todas e qualesquiera leys e derechos que en contrario sean especialmente derogamos casamos e anulamos las leys que dizem e disponem que general renunciacion nom vale yo El Rey juro a Dios y a Santa Maria y a las palabras de los Santos Evangelios y a la senal de la Cruz en que pongo nuestra mano derecha y prometemos por nos y por nuestros sucessores de nunca hir nem venir ny consentir ny permetir que se vaya ny passe contra esta Escritura de venta com pacto de retro vendendo ny parte della directe ny indirecte ny por otra alguna cauza pensada o non pensada so color alguna por nos ny por otro ny consentiremos ny permiteremos que otra alguna persona o personas vayan contra la dicha Escritura e asiento antes lo defenderemos e castigaremos e prohibiremos quanto a nos posible sea sob cargo del dicho juramiento del no pediremos

diremos relaxacion como por mis Procuradores esta otorgado ny usaremos della puesto que el Papa o otro que su poder tenga de su proprio moto nos la conceda puesto que tenga clauzulas derogatorias e abrogatorias de todo lo que dicho es porque todo lo renunciamos y prometemos de nô uzar dello so cargo del dicho juramiento e para certenidad desta nuestra voluntad y firmeza y validacion de lo suso dicho mandamos passar y dar esta nuestra Carta de aprobacion ratheficacion abrogacion y anulacion firmada por my El Rey y sellada con nuestro sello Dada en la Cidad de Lerida a veinte tres dias del mez de Abril Anno del Señor de mil quinhentos y veinte y nueve annos. = Yo El Rey = yo Francisco de los Covos Secretario de su Cezaria y Catholicas Magestades la fize escrever por su mandado = Mercurinus Cancelarius, = Frater G. Epus Oxomensis, = el Commendador mayor. 1529

A Qual Carta de contrato capitulaçaõ e assento de pacto de retro vendendo vista por mim e todas as condiçoes e clauzulas em ella contheudas de palavra a palavra bem vistas e entendidas a confirmo aprovo e retheſico e hey por boa e todas as couzas em ella contheudas e cada huma dellas e prometo por minha fe real e juro aos Santos Evangelhos sobre que puz minhas maos que as comprirey e guardarey convem a saber aquellas que a my toca comprir e guardar por bem do dito contrato capitulaçaõ e assento assy e tam inteiramente como nella he contheudo e declarado e sem mingoamento algum e sob as penas clauzulas pactos e condiçoes que nella se conthem e prometo e juro por mim e por meus herdeiros e sucessores de nunca em nenhum tempo nem por modo algum por mim nem por outrem hir nem vir contra o dito contrato capitulaçaõ e assento nem contra couza alguma das que em ella saõ contheudas antes em todo e por todo as comprirey e guardarey e farey cumprir e guardar a boa fé sem arte cautela engano nem mallicia alguma como dito he e por certidaõ de todo mandey fazer esta Carta de confirmaçam aprovaçaõ e ratheficaçaõ por my assinada e assellada do meu sello pendente em chumbo. Dada em a Cidade de Lisboa a vinte dias de Junho Pedro de Alcaçova Carneiro a fez Anno de nosso Senhor Jesu Christo de mil quinhentos e trinta annos = EL REY = Carta de confirmaçaõ aprovaçam e ratheficaçaõ do contrato de Maluco feito antre Vossa Alteza e o Emperador. *Ratification Portugaise.*

61. *)

1708 24 Juin. *Traité de mariage entre le Roi Jean V. de Portugal et la Princesse Marie Anne Archiduchesse d'Autriche; signée à Vienne le 24 Juin 1708.*

(CAETANO DE SOUSA *provas da historia genealogica da casa real Portugueza* T. V. p. 141. n. 101.)

JOANNES Dei gratia Rex Portugalliae, et Algarbiorum citra, et ultra mare in Africa Dominus Guineae, Conquisitionis, Navigationis et Commercii Aethiopiae, Arabiae, Persiae, Indiaeque &c. Notum ac testatum facio universis, et singulis qui inspecturi sunt has meas litteras patentes litteras approbationis, confirmationis, et ratificationis, quod Viennae Austriae die vigesima quarta Junii anno reparatae salutis supra millesimum septingentesimum octavum per Ferdinandum Tillesium Silvium Comitem Villarmajoris Cubicularium meum intimum vigore amplae, et specialis procurationis quam ipsi concessimus; et per deputatos ministros Serenissimi, et potentissimi Principis Domini Josephi Divina favente clementia electi Romanorum Imperatoris semper Augusti ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavoniae Regis, Archiducis Austriae, Ducis Burgundiae, Stiriae, Carinthiae, Carnioliae, Virtembergae &c. Comitis Tirolis, et Goritiae &c. Leopoldum Donatum Trautsohn, Comitem in Falckenstein, Liberum Baronem in Sprechen et Schroffenstein, Dominum Dominiorum Kaja-laa ad Sanctum Hippolytum Martiniz, Kralowrz, Tschechtiz, Crysaudolo, Neuschlos, Bohemo Rudolez, Goldegg, Pillahaag et Danubialis Oppidi Aggspach, haereditarium Provinciae Austriae Praefectum et Comitatus Tyrolensis Marechallum, Aurei Velleris equitem, Sacrae Caesareae Majestatis intimum Consiliarium, ac Supremum Camerarium: Item *Carolum Ernestum Comitem de Valdstein, Dominum in Schwigan, Munchingraz Leutschinet Augezmajore*

*) Ce document et les suivans me sont parvenus trop tard pour les placer dans le lieu où il aurait convenu d'après l'ordre chronologique.

majore Sacrae Caesareae Majestatis Consiliarium intimum, Camerarium, et Supremum Aulae Marechallum Aurei Velleris equitem, nec non Joannem Fridericum Liberum Baronem de Seilern Sacrae Caesareae Majestatis intimum Consiliarium, ac Aulae Cancellarium. Demum Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii haereditarium thesaurarium. Comitem à Sinzendorff, et Thanhausen Liberum Baronem in Ernstbrun, Dominum in Scelowrz, et Gfell, Burgravium in Rheinegg, Supremum haereditarium Scutiferum ac Praecisorem Archiducatus Austriae infra, et supra Anasum haereditarium Pincernam in Austria ad Anasum Sacrae Caesareae Majestatis intimum Consiliarium, et Camerarium, ejusdemque Aulae Cancellarium vigore ejusmodi quoque potestatis ipsis concessae conventus, et signatus fuit tractatus matrimonialis inter me, et alte memoratum Serenissimum Principem Imperatorem pro Serenissima Principe Domina Maria Anna Josepha Antonia Regina nata Regia Hungariae, Bohemiaeque Principe, Archiduce Austriae ejusdem carissima sorore, tandemque ab utraque parte in sequentes articulos convenêre. 1708

In nomine Sanctissimae Trinitatis, ac Beatissimae Deiparae Virginis.

Nos Ferdinandus Tellesius Silvius Comes Villarmajoris, Sacrae Regiae Majestatis Portugalliae a Consiliis, intimusque Cubicularius, et ad aulam Caesaream Legatus Extraordinarius, tanquam dictae Regiae Majestatis Serenissimi Principis, ac Domini Domini Joannis Quinti, Regis Portugalliae, et Algarbiorum, citra, et ultra mare in Africa, Domini Guineae, Conquisitionis, Navigationis et Commercii Aethiopiae, Arabiae, Persiae, Indiaeque &c. Domini nostri Clementissimi in rem praesentem, et ad infra scripta pacta dotalia destinatus Procurator, et Mandatarius, notum testatumque facimus tenore praesentium quorum interest universis, quod cum nobis praedicta Majestas Regia amplum et solemne mandatum manu Regia subscriptum, ejusdemque majori Sigillo munitum, die undevigesima mensis Maji proxime elapsi anni Ulyssipone confectum dedisset, ut de matrimonio, et pactis dotalibus inter Suam Regiam Majestatem et Serenissimam Principem et Dominam Mariam Annam Josepham Antoniam, Reginam Regiam Hungariae et Bohemiae Princi- *Mariage*

 pem,

1708 pem, Archiducem Auſtriae, Ducem Burgundiae, Comitem Tyrolis, cum ejusdemmet fratre Sereniſſimo et Invictiſſimo Principe et Domino Domino Joſepho, Divina favente clementia, electo Romanorum Imperatore, ſemper Auguſto, ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavonicae &c. Rege, Archiduce Auſtriae, Duce Burgundiae, Brabantiae, Stiriae, Charintiae, Carnioliae, Lucemburgi, ac ſuperioris et inferioris Sileſiae, Virtembergae et Teckae, Principe Sueviae, Marchione Sacri Romani Imperii, Burgoviae, Moſcoviae, ac ſuperioris et inferioris Luſatiae, Comitis Habſpurgi, Tyrolis, Ferretis, Kiburgi, Goritiae, Landgravio Alſatiae, Domino Marchiae, Slavoniae, Portus Naonis et Salinarum &c. ejusque ad hoc Dominis Commiſſariis ageremus, tractaremus, conveniremus et concluderemus. Quo quidem fine ex parte dictae Majeſtatis Caeſareae Illuſtriſſimi et Excellentiſſimi Domini Joannes Leopoldus Donatus Trautshon, Comes in Falckenſtein, Liber Baro in Sprechen et Schrofenſtein; Dominus Dominiorum Kaja-laa ad Sanctum Hippolytum, Martiniz, Kralovitz Tſchechtiz, Cryſaudolo, Neuſchloſs, Bohemo-Rudolez, Goldegg, Pilahaag, et Danubialis Oppidi Aggſpach &c. Supremus Camerarius Caeſareae Majeſtatis, haereditarius Provinciae Auſtriae, infra Anaſum Praefectus, pariterque Comitatus Tyrolenſis Mareſchallus, Aurei Velleris eques &c. item Carolus Erneſtus, Comes de Waldſtein, Dominus in Schuvingan, Munchengraz Lentſchin et Augez majore, Camerarius Caeſareae Majeſtatis et Supremus Aulae Mareſchallus, Aurei Velleris eques &c. nec non Joannes Fridericus, Liber Baro de Seilern, Aulae Caeſareae Cancellarius, et demum Philippus Ludovicus, Sacri Romani Imperii haereditarius thaeſaurarius Comes a Sinzendorf et Thanauſen, Liber Baro in Ernſtbrun, Dominus in Scoloviz et Gfoell, Burgravius in Rheinegg, itidem Aulae Caeſareae Cancellarius et Camerarius Supremus Auſtriae infra et ſupra Anaſum haereditarius Scutifer et Stuctor, Inferiorisque Auſtriae Pincerna omnes Conſiliarii intimi Sacrae Caeſareae Majeſtatis vi mandati Caeſarei, die vigeſima quarta nuper praeteriti menſis Martii conſtituti ſunt; tandem quod felix, fauſtumque ſit ad laudem, et gloriam Omnipotentis Dei, et pro conſervatione, et incremento Fidei, ac Religionis Catholicae, nec non pro ſtabilienda inter utriusque Domum, Regna, Ditiones, Provincias, Po-

ſteros

:eros et fubditos tranquillitate, ac pace perpetua, atque tiam pro corroboratione, confirmatione et augmento onfanguinitatis, amicitiae, amoris et fraternitatis, quae nter dictas Majeftates floret, nec non pro arctiore jusdem conjunctione et vinculo inter dictam Regiam Majeftatem per nos Procuratorem, et mandatarium ejus x una parte, et praedictam Dominam Mariam Annam Archiducem Auitriae, Sereniffimi et Invictiffimi Leopoldi Imperatoris, gloriofiffimae memoriae filiam, et Sereniffimi, atque Invictiffimi Domini Domini Jofephi Imperatoris, in praefentia imperantis fororem chariffimam, per dictos Commiffarios, ac Mandatarios Caefareos intervenientes, ex altera accedente etiam difpenfatione Sanctiffimi Patris Domini Clementis Undecimi, Romanae, atque univerfalis Ecclefiae Pontificis, quae data eft Romae, apud Sanctum Petrum, die vigefima feptima, menfis Aprilis, praefentis anni tractatum et conclufum eft matrimonium verum et legitimum, fub articulis et conditionibus fubfequentibus videlicet. 1708

Quod Majeftas Caefarea conftituit, et promittit dicto Sereniffimo Regi pro dote et matrimonio cum praefata Sereniffima Principe forore fua chariffima centum millia fcutorum, feu coronatorum auri, ad rationem quadraginta placarum Flandricae monetae, quolibet fcuto computando, Amftelodami, vel Genuae, pro electione Suae Majeftatis Regiae intra terminum duorum annorum exfolvenda; nempe quinque millia fcutorum intra unius anni fpatium a die confumati matrimonii, refidua vero quinquaginta millia fcutorum poft alterum annum proxime fequentem, ita videlicet, ut integra fumma centum millium fcutorum, feu coronatorum, intra biennium plene perfolvatur. *Dot.*

Pro qua dote Sua Regia Majeftas, et dictus Excellentiffimus Comes Villarmaioris, ejusdem nomine, et vigore commiffi, fibi mandati pro arrhis, et donatione propter nuptias promittit, et conftituit dictae Sereniffimae Principi futurae Portugalliae Reginae centum millia fcutorum auri, quae eandem fummam conficiant, quam ipfe in dotem accipit, quae quidem arrharum fumma eadem eft, quae a Rege Catholico Philippo Quarto pactis dotalibus promiffa eft Sereniffimae Archiduci Mariae Annae, Imperatoris Ferdinandi III. filiae, fibi in matrimonium *Contre-dot.*

1708 nium daretur, cum pari dote, eaeque arrhae modo, et tempore inferius dicendis exſolventur.

Maiſon de la reine. Sereniſſimus, ac Potentiſſimus Rex, promittit Sereniſſimae Principi Dominae ſponſae ſuae chariſſimae eam poſt matrimonium conſummatum eosdem ſtatus, redditus, oppida, jurisdictiones, privilegia, praerogativas, et aulicum apparatum, quibus priores Reginae Luſitaniae fruebantur ſemper, et nunquam minus habituram.

Garantie de la dot. Pro aſſecuratione autem dotis, et arrharum modo, et tempore inferius dicendis exſolvendarum omnia Luſitaniae bona hypothecata erunt.

Reine douairière. Quod ſi Potentiſſimus Rex ante Regiam conjugem ſine liberis vita deceſſerit, et Regina in Luſitania reſidere voluerit, illi integra dos, gemmae, ſupellex, et reliqua omnia, quae juxta authenticam deſignationem in Luſitaniam attulerit, et non conſumpta fuerint, ſalua manebunt; atque ea bona durante matrimonio acquiſita, quae Regi et Reginae communia ſunt, et in parata pecunia, auro, argento, et aliis bonis mobilibus, quibuscunque conſiſtunt, et non ad Coronam pertinent, poſt obitum Regis dividentur, et eorum medietas Reginae tradetur, ſimulque eisdem ſtatibus, redditibus, oppidis, jurisdictionibus, privilegiis, praerogativis, et aulico apparatu, ſicuti Rege vivente Regia vidua fruetur, licet eo tempore alia Regina Principi Regnanti nupta ſit.

Retour en Allemagne. Cum vero Regina vidua non in Regno Luſitaniae habitare, ſed in Germaniam redire voluerit, reſtituetur illi integra dos cum tertia arrharum parte, et ſupradicta medietate bonorum conſtante matrimonio acquiſitorum, quae non pertinent ad Coronam, una cum omnibus iis bonis, quae in Regnum Luſitaniae attulerit, et conſumpta non fuerint, quae omnia ſecum in Germaniam feret, et quam diu praedicta dos, et tertia pars arrharum non perſolvetur, tamdiu omnibus ſupradictis ſtatibus, redditibus, oppidis, jurisdictionibus, privilegiis, praerogativis, et aulico apparatu Regia vidua fruetur.

S'il y a des enfans: retour en Allemagne. Si autem Potentiſſimus Rex ante Regiam conjugem relictis liberis deceſſerit, et vidua Regina in Regnis Luſitaniae reſidere recuſaverit, tunc illi tertia pars dotis, et tertia pars arrharum, necnon tertia pars ex medietate bonorum, quae fuere acquiſita conſtante matrimonio, et

nos

n pertinent ad Coronam ad liberum usum, et propriam 1708
positionem Serenissimae Reginae viduae tradentur, et
aeterea ei tertia pars eorum bonorum mobilium, quae
ieter dotem in Lusitaniam attulerit, vel a Serenissimis,
Potentissimis fratribus, sororibus et agnatis, et aliis
testamentarias, seu quaslibet inter vivos factas do-
tiones, aut dispositiones acceperit, et non consumpta
rint, restituentur; ita ut etiam hanc tertiam partem
mnium eorum bonorum in Lusitaniam allatorum, et
ccessu temporis praedicto modo acquisitorum secum
at; reliquae vero duo tertiae partes omnium supra-
torum bonorum in Lusitaniam allatorum, et successu
mporis praedictis modis acquisitorum manebunt in Lu-
niam pro securitate liberorum, sed ipsa Regina vidua
rum omnium integrum usumfructum vsque ad mor-
n habebit.

S'il la veuve reste en Portugal.

Sin autem Regina vidua in Regno Lusitaniae residere
iluerit, tunc illa eisdem statibus, redditibus, oppidis,
risdictionibus, privilegiis, praerogativis, et aulico ap-
ratu uti ceterae Reginae, usque ad mortem fruetur,
ique integra dos, arrhae, sive donatio propter nuptias,
a cum omnibus, et singulis supradictis bonis salva
anebunt.

Succession de la Reine.

Si vero Rege superstite ipsa Regina sine liberis vita
functa fuerit, et de suis facultatibus non aliter dispo-
erit (quod in ipsius libera voluntate consistit), integra
s cum reliquis in Lusitaniam allatis, et ex superius
norum divisione acquisitis ad ejus haeredes ab inte-
to redibit.

S'il y a des enfans.

Contra si Serenissima Regina ante Serenissimum Re-
m relictis liberis decesserit, tunc in totam illius hae-
ditatem, ni ipsa de tertia parte dictae haereditatis,
xta tamen leges juris communis disposuerit, praedicti
egii liberi succedent; qui si postmodum ante Regem
rum patrem superstitem pertinebit.

Renonciation de la reine.

Conventum etiam est, et stabilitum, ut dicta Sere-
ssima Princeps futura Regina renunciet in forma ad
isfactionem, et voluntatem Caesareae Majestatis, et
us deputatorum haereditati, jurique, succedendique
bona, et jura paterna, materna, et fraterna, quae
omodocunque, et qualitercunque ei competere, aut
eam pertinere possint, ita ut dote, ejusque summa,
aliis-

1708 aliisque ab ejus Sereniſſimis Fratribus ſibi donatis contenta omnibus aliis juribus ſucceſſionis, et haereditatis cedat, et renunciet. Cujus quidem renunciationis inſtrumentum pleniſſimum fiet ea forma, modo, et tempore, a Caeſarea Majeſtate, et ejus Deputatis praeſcribendis, et ad eorum integram ſatisfactionem.

Transport en Portugal

Conventum inſuper eſt, et concluſum, quod dicta Sereniſſima Princeps cum ornatu, gemmis, comitatu, authoritate, et decentia ſibi competente conducenda ſit Imperatoris fratris ſui expenſis, et ſumptibus, usque ad oram maritimam, ubi claſſem Britannicam conſcendere poſſit.

Ratification.

Nec minus conventum eſt, ut haec omnia, quae a Deputatis, utrinque Dominis Commiſſariis, Procuratoribus, et Mandatariis nomine ſuorum Principalium vi Plenipotentiarum ſuarum, et in verbis Imperiali, et Regio concluſa, ſtabilita, et promiſſa ſunt, ab ambabus Caeſarea, et Regia Majeſtatibus adimpleantur, et obſerventur integre, ac plenarie, absque omni defectu, vel diminutione directe, vel indirecte, et quod per dictas ambas Majeſtates illa omnia, et ſingula ratihabeantur, approbentur, et corroborentur ſolemniter per litteras propriis manibus ſubſcriptas, et Sigillis ſuis munitas, quae demum, utrinque invicem tradendae, et commutandae ſunt.

Signature.

Hujus vero contractus matrimonialis, et pactorum dotalium dabitur nobis ex parte ſuae Caeſareae Majeſtatis, et ſupra nominatis Illuſtriſſimis, et Excellentiſſimis Dominis Commiſſariis, et Mandatariis, ſimile ac reciprocum exemplar. In quorum omnium fidem, ac teſtimonium praeſentes litteras manu noſtra ſubſcripſimus, et Sigillo noſtro communivimus. Datae Viennae Auſtriae die vigeſima quarta Junii anno reparatae ſalutis ſupra milleſimum ſeptingenteſimum octavum.

(L. S.) FERDINANDUS TELLESIUS SILVIUS,
Comes VILLARMAJORIUS.

Plein-

Pleinpouvoir du Roi de Portugal. 1708

Joannes Dei gratia Rex Portugalliae, et Algarbio-
n citra, et ultra mare in Africa, Dominus Guineae,
nquifitionis, Navigationis, et Commercii Aethiopiae,
ıbiae, Perfiae, Indiaeque, &c. Notum ac teftatum
io omnibus, et fingulis, qui has litteras poteftatis ge-
alis, et fpecialis vifuri funt, quod cum expediat pa-
i, et transigi Deo annuente de matrimonio inter me,
Sereniffimam Principem Dominam Mariannam Auftriae
chiducem Sereniffimi, ac Potentiffimi Principis Domini
ephi, Romanorum itidem Imperatoris, in praefentia
nantis fratris, et confanguinei mei chariffimi fororem,
que maximam fiduciam habeam fidei, et prudentiae
dinandi Tellefii Silvii, Comitis Villarmajoris, meique
praedictum Sereniffimum, ac Potentiffimum Roma-
rum Imperatorem, Legati Extraordinarii, per haec
ndata ipfi do, et concedo meum jus, plenamque po-
tatem liberam, ac fufficientem, prout illam firmiffime
dare, et concedere poffum, ac debeo, ad idque ne-
tium de facto, et jure requiritur, atque eum confti-
o, et facio meum generalem, et fpecialem Procura-
rem, ut pro me meisque verbis perinde, ac fi ego
aefens effem poffit tractare, agere, pacifci, et con-
nire de rebus omnibus, cujuscunque generis, condi-
nis, et momenti ad praedictas nuptias fpectantibus
m quibusuis Procuratoribus, Commiffariis, aut Deputatis
edicti Sereniffimi, ac Potentiffimi Imperatoris, qui
ius mandato five procuratione ad id fufficienter in-
ucti fuerint; omniaque, quae per illum pacta, et
nventa fuerint, una cum conditionibus, et obligatio-
ous, ac fub iis cautionibus, in quas ipfe convenerit,
confenferit, integre fervabo, et cuftodiam, fi quidem
haec omnia ipfi Extraordinario Legato, do, et con-
do omnem plenam poteftatem meam, mandatum ge-
rale, et fpeciale, cum libera, et generali adminiftra-
ne: Quin etiam per has litteras promitto, fpondeo,
giaque fide mea confirmo fervaturum, ratihabiturum,
que ipfa facturum, quaecunque per dictum Legatum
eum Extraordinarium tractata, gefta, pacta, et con-
nta fuerint, cujuscunque fint generis, conditionis, et
omenti, omniaque, et fingula quovis tempore rata,
maque habiturum fecundum obligationem harum litte-
rum poteftatis. In quorum omnium fidem, et cau-
tionem

1708 tionem has litteras, mandatumque generale, et speciale fieri jussi, quod est manus meae subscriptione, meorumque insignium maiori Sigillo munitum. Datum Ulyssipone undevigesima die Maii anno Domini millesimo septingentesimo septimo. Didacus a Mendoça Corte-Real subscripsi.

JOANNES Rex.

Qui quidem tractatus matrimonialis quatuordecim articulos, et unum paragraphum circa finem continens, cum a nobis mature fuerit consideratus, et examinatus, eum tam in partes, quam in totum volumus accipere, approbare, confirmare, et ratificare, atque per hoc instrumentum re ipsa accipimus, approbamus, confirmamus et ratificamus; pollicemurque nostro, ac haeredum, et successorum nostrorum omnium nomine illum observaturos, facturosque, ut exactissime et sancte observentur omnia, quaecunque in eo comprehenduntur, neque unquam permissuros, ut ullo modo, aut via eorum vigori, et effectui vel in minimo derogetur; et igitur promittimus, nostraque Regia fide confirmamus omnia hoc tractatu matrimoniali ab initio, usque ad finem in cunctis, et singulis articulis, et paragrapho comprehensa integre, illibateque executuros. In quorum omnium fidem, et cautionem fieri jussimus praesentes litteras confirmationis, et ratificationis Regia manu nostra subscripsimus, et magno Sigillo insignium nostrorum munitas. Datae Ulyssipone die duodecima mensis Martii, anno Domini millesimo septingentesimo nono. Didacus a Mendoça Corte-Real subscripsi.

JOANNES Rex.

6.

62.

Supplément d'actes rélatifs à la Quadruple Alliance de 1718. 1718 18 Juil.

a.

Convention entre le serenissime et très puissant Prince George Roi de la Grande-Brétagne etc. et le serenissime et très puissant Prince Louis XIV. Roi Très-Chrétien pour proposer l'ultimatum des conditions de paix entre l'Empereur et le Roi d'Espagne, et l'Empereur et le Roi des deux Siciles; signé à Paris le 18 Juillet 1718.

[*Collection of treaties* 1785. T. II. p. 195. en Anglais *) d'après une copie imprimée par autorité].

Art. I.

Les deux puissances proposeront incessament et de concert à l'Empereur le dit plan d'un traité comme un ultimatum auquel elles s'engagent à ne faire aucun changement comme aussi à n'en admettre aucun.

Art. II.

Leurs Majestés Britannique et Très-Chrétienne se promettent et s'obligent reciproquement de faire signer et ratifier le dit traité conformement au plan ci-inséré; et donneront incessament à leurs plénipotentiaires les ordres

*) Il doit paraitre assés extraordinaire que cette convention, à la quelle cependant on a fait ensuite acceder séparement l'Espagne, ne se trouve ni dans Dumont ni dans Rousset, ni dans la Collection Espagnole ni, que je sache, dans aucun autre recueil d'actes publics que celui que j'ai cité. Ce qui a causé cette omission c'est que le point le plus important, le projet y annexé, est exactement le même qui a été inseré dans la suite dans la quadruple alliance du 2 Août 1718. Cependant j'ai cru qu'il n'était pas inutile d'en donner ici au moins une traduction françaife, ne fut-ce que pour épargner à d'autres le tems que j'ai perdu à des recherches faiblement recompensées.

1718 ordres et pléinpouvoirs neceſſaires pour le ſigner à Londres ſans aucun delai ultérieur, auſſitôt que le miniſtre plénipotentiaire de l'Empereur ſera autoriſé à le faire au nom de S. M. Impériale.

ART. III.

En attendant que la dite ſignature ſera faite, leurs dites Majeſtés continueront d'employer de concert leurs offices les plus preſſants auprès du Roi d'Eſpagne, du Roi de Sicile et partout ailleurs où il pourrait convenir, pour faire approuver et accepter le dit traité.

ART. IV.

La preſente convention ſera ratifiée par leurs Majeſtés Britannique et Très-Chrétienne, et les lettres de ratification en due forme ſeront échangées reciproquement à Londres dans l'eſpace de 15 jours à compter du jour de la ſignature, ou plutôt s'il eſt poſſible.

En foi de quoi nous, les ſousſignés, étant munis de pléinpouvoirs de leurs Majeſtés Britannique et Très-Chrétiennne avons ſigné en leur nom la preſente convention et y avons fait appoſer le cachet de nos armes.

Fait à Paris le 18 Juillet 1718.

(L. S.) STAIR. (L. S.) HUXELLES.

(L. S.) STANHOPE. (L. S.) L. DE CLERMONT CHEVERNY.

b.

Déclaration des Plénipotentiaires d'Espagne, d'Autriche, de France et d'Angleterre au sujet du titre Imperial pour Charles VI. et de la langue des traités insérée dans la ratification Espagnole).* 1720 19 Avr.

Ratification Del Rey de Espanna à la declaracion que dièron en el Haya en 19. Abril de 1720 los Plenipotenciarios de Espanna, Austria, Francia, é Inglaterra sobre el titulo de Emperador à Carlos VI. y sobre el idioma de los Tratados insertos en las ratificaciones de su Magestad Catolica.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 55.)

DON FELIPE, *por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Córdoba, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canária, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierre-Firme del Mar Océano; Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan; Conde de Abspurg, de Flandes, Tiról, y Barcelona; Señor de Vizcaya y de Molina &c. Por los Plenipotenciarios y Ministros del Serenisimo y Potentisimo Emperador de Romanos, del Serenisimo y muy Poderoso Rey de la Gran Bretaña, y del Serenisimo y muy Poderoso Rey Christianisimo, juntamente con el Marqués Beretti Landi, mi Embaxador en Holanda, se firmó últimamente el dia 19 de Abril proximo pasado de este presente anno, la declaracion, cuyo contenido palabra por palabra traducido del Latin al Castellano es del tenor siguiente.*

Despues que el Marqués Beretti Landi, Ministro Plenipotenciario de su Magestad Catolica, estando nos otros

*) Cette déclaration ne m'a pas parue assés importante pour la donner ici en deux langues; d'ailleurs il aurait fallu la retraduire. L'original latin ne se trouve pas dans la *Coleccion de los Tratados.*

1720 otros juntos los Ministros Plenipotenciarios de su Magestad Cesarea, de su Magestad Catolica, de su Magestad Britanica, y de su Magestad Christianisima con el Señor Conde de Windischgratz, Ministro Plenipotenciario de su Magestad Cesarea, el dia 15de Abril de 1720. declaro que el habia conseguido del Rey su amo las ratificaciones de los Tratados concluidos en el Haya el dia 16. y 17de Febrero del mismo anno, paraque como es costumbre se cambiasen mutuamente: por tanto hemos reconocido y pesado nos otros los despues nombrados Ministros, el tenor de las dichas cartas de las ratificaciones. Primeramente se ofrece una dificultad, que se ha considerado de la mayor importancia; esto es, que en los instrumentos de las ratificaciones: exhibidas por el Señor Conde de Windischgratz, su Magestad Cesarea, ahora ya daba a su Magestad Catolica el titulo de Rey de España, pero que al contrario en las cartas de las ratificaciones, que el Señor Marqués Beretti Landi produxo, no se hacia mencion alguna del titulo de Emperador, que le compete a su Magestad Cesarea: y aunque el Marqués Beretti Landi afirmo que esta omision de ninguna suerte habia resultado de intencion de disputarlo; ni porque su Magestad Catolica se detuviese en dar a su Magestad Cesarea el titulo de Emperador, o en reconocerle como tal; ofreciendo ademas, que el presentaria una declaracion en virtud de la qual se entregasen otros instrumentos de las ratificaciones sin dilacion alguna, los quales contuviesen el titulo de Emperador, para su Magestad Cesarea, y se pusiese en lugar de las presentes defectuosas: no obstante el Señor Conde de Windischgratz se detuvo en que por las circunstancias de las referidas ratificaciones no podia absolutamente executar ahora el cambio de ellas, especialmente tratandose aque de un Acte ya firmado de la Sacra e Imperial mano, al qual ninguna declaracion podia jamas equivaler, no obstante que en lo demas el Ministro Cesareo no dudaba en modo alguno de la intencion sincera del Rey Catolico, y de lo que aseguraba su Ministro.

Lo segundo que se observo en los instrumentos entregados por el Señor Marqués Beretti Landi, fue que no solamente la cabeza y pie estaban escritos en español, sino que tambien entrambos Actos de Accesion de su Magestad Catolica a la Convencion hecha en Paris, y el Tratado concluido en Londres, en los quales ahora el dicho

dicho Tratado eſta inſerto de verbo ad verbum, han ſido traducidos en lengua eſpañola de la latina y de la franceſca, lo qual nos otros los Miniſtros de ſu Mageſtad Ceſarea, de ſu Mageſtad Britanica, y de ſu Mageſtad Chriſtianiſima, hemos tenido por contrario al uſo en quanto mira a la traduccion de los Actos inſertos, concebidos en ſu original en otras lenguas; pero el Marqués Beretti Landi lo defendio como eſtilo del Conſejo, y practica recibida en ſu Corte. 1720

Por eſtas cauſas nos otros los Miniſtros Plenipotenciarios que abaxo firmamos, deſeando de conformidad concluir las negociaciones preſentes con el fin deſeado, hemos convenido en que el Señor Marqués Beretti Landi participe a ſu Corte la dificultad primera en orden a los titulos, ſin dilacion, como desde ahora ofrece, para que ſe dé el titulo de Emperador a ſu Mageſtad Ceſarea por el Rey Catolico; como tambien ſu Mageſtad Ceſarea ha nombrado a ſu Mageſtad Catolica con el titulo de Rey Catolico.

Y en lo que toca a la ſegunda dificultad, que es de la traduccion en lengua eſpañola de los Tratados formados primitiva y originalmente en el idioma latino y en el frances, igualmente convenimos en que cada uno informaſe a ſu Corte ſobre eſta dificultad, y que aguardaſe ſobre ello las inſtrucciones y ordenes.

No obſtante declaramos: que eſta detencion, que han producido las dos referidas dificultades, y ahora impide las conmutaciones de las ratificaciones que debian hacerſe al tiempo ſeñalado, no debe ni puede producir perjuicio a alguna de las Partes contratantes: y que luego que el Señor Marqués Beretti Landi reciba los nuevos deſpachos de las ratificaciones perfecionadas con el titulo debido a ſu Mageſtad Imperial, y nos otros todos los Miniſtros Plenipotenciarios hayamos recibido de nueſtras Cortes las explicaciones y mandatos en orden a la dificultad de la traduccion de los Tratados en lengua eſpañola como ſe ha dicho arriba, paſaremos ſin dilacion alguna a la conmutacion de las dichas ratificaciones; y eſta entrega, que ſe ha de hacer reciprocamente, ſe conſiderara de la miſma ſuerte que ſi ſe hubieſe executado al tiempo ſeñalado.

En fe de lo qual nos otros los Miniſtros Plenipotenciarios de ſu Mageſtad Ceſarea, de ſu Mageſtad Catolica,

1720 tolica, de su Mageſtad Britanica, y de su Mageſtad Chriſtianiſima, hemos firmado la preſente declaracion. de nueſtras manos, y la hemos autorizado con nueſtros ſellos.

Dada en la Haya el dia 19de Abril Anno de 1720.

(L. S.) LEOPOLDO CONDE DE WINDISCHGRATZ.
(L. S.) *El Marqués* BERETTI LANDI.
(L. S.) JUAN DAYROLLE.
(L. S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

La qual referida declaracion, aquí eſcrita e inſerta como queda referido, deſpues de haberla viſto y examinado, la aprueho y ratifico, y doy por buena, firme, y valedera por la preſente, y la cumplire de mi parte como ſi Yo la hubiera hecho en propia perſona; ſin hacer, ni dexar de hacer, en qualquier modo que ſea, ni permitir que ſe haga, coſa alguna en contrario.

En ſe de lo qual mandé deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada del infraſcrito Primer Secretario de Eſtado y del Deſpacho.

Dada en Aranjuez a 20de Mayo de 1720.

(L. S.) Yo El Rey.

JOSEPH DE GRIMALDO.

c.

Ratification du Roi d'Eſpagne de l'acte d'admiſſion ſigné par le Roi de Sardaigne.

Ratificacion Del Rey Catolico D. Felipe V del Acto de Admiſion firmado por el Rey de Cerdenna de la Acceſion de ſu Mageſtad al Tratado de la Quátriple Alianza concluido en Londres en 2. Agoſto de 1718.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 61.)

DON FELIPE, *por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Gali-*

Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoba, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canária, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra-Firme del Mar Océano; Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, de Brabante, y Milán; Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona; Señor de Vizcaya y de Molina, &c. Habiendo admitido el Serenissimo y muy Poderoso Rey de Cerdeña el Acto de Accesion que Yo hice al Tratado que se concluyo en Londres en dos de agosto de mil setecientos diez y ocho, se firmo este instrumento en el Haya en diez y ocho de marzo pasado de este año por el Marques Beretti Landi, mi Embaxador en Holanda, juntamente con los otros Ministros del Serenissimo y Potentissimo Emperador de Romanos, del Serenissimo y muy Poderoso Rey Christianissimo, del Serenissimo y muy Poderoso Rey de la Gran Bretaña, y del Serenissimo y muy Poderoso Rey de Cerdeña, cuyo contenido palabra por palabra en lengua latina es el siguiente: 1720

Instrumentum admissionis Regis Sardiniae ad Actum Accessionis Majestatis suae Catholicae ad Tractatum Londinensem de die 2. Augusti anni 1718.

Cum Majestas sua Catholica pure et simpliciter, nullaque adhibita reservatione vel restrictione, ad Conventionem Parisiis die decima octava Julii anni millesimi septingentesimi decimi octavi et ad Tractatum Londini signatum secunda die Augusti anni millesimi septingentesimi decimi octavi, in omnibus punctis, ut et ad Articulos omnes separatos et secretos, ad dictam Conventionem et Tractatum spectantes, accesserit Actu Accessionis suae ad istum Tractatum, Hagae Comitum die 7. Februarii hujusce anni a Marchione Beretti Landi, Ministro suo et Plenipotentiario, una cum Nobis infrascriptis Ministris et Plenipotentiariis Caesareae, Christianissimae, et Britannicae Majestatum signato: cumque sua Sardiniae Majestas pars stipulans dicti Tractatus, Londini die secunda Augusti anni millesimi septingentesimi decimi octavi signati, Actu Accessionis suae ad eumdem Tractatum a Ministris et Plenipotentiariis subscripto Londini die decima octava Novembris anni 1718 jam existat; ipsaque Sardiniae Majestas authoritate et Plenipotenciarum tabulis Ministrum suum Hagae Comitum muniverit

 ad

1720 ad ſignandum, una cum Nobis Miniſtris et Plenipotentiariis Caeſareae, Catholicae, Chriſtianiſſimae, et Britannicae Majeſtatum, praefatum ſuae Majeſtatis Catholicae Actum Acceſſionis ad dictum Tractatum Londini die 2. Auguſti 1718 (N. S.) ſignatum, cujus tenor ſequitur:

[*Ici ſont inſérés de mot à mot:*

1) l'acte d'acceſſion du Roi d'Eſpagne au Traité de Londres du 2 Août 1718, en date du 17 Fevr. 1720, et qu'on trouve dans DUMONT T. VIII. P. II. p. 26.

2) L'acte d'acceptation du Roi d'Eſpagne des articles de la convention entre la France et l'Angleterre, ſignée à Paris le 18 Juil 1718 (voyés plus haut p. 431) lequel acte eſt dreſſé à Madrid en date du 26 Janvier 1720 et ſe trouve dans DUMONT T. VIII. P. II. p. 17.]

Nos infraſcripti Caeſareae, Catholicae, Chriſtianiſſimae, et Britannicae Majeſtatum Miniſtri et Plenipotentiarii nomine et authoritate praefatarum Majeſtatum admiſimus, adjunximus, et aggregavimus, quemadmodum per praeſentes plene et integre admittimus, adjungimus, et aggregamus, ſupramemoratum Sardiniae Regem ut Partem compaciſcentem in dictum Acceſſionis Regiae ſuae Majeſtatis Catholicae Actum, ad praefatum Londinenſem Tractatum, aeque ac ſi ille Majeſtatis ſuae Catholiae Acceſſionis Actus a dicto Sardiniae Regis Miniſtro et Plenipotentiario qui nondum in eumdem finem Plenipotentiarum tabulas acceperat, ſignatus fuiſſet.

Ego autem Sardiniae Regis Miniſter et Plenipotentiarius, vigore Plenipotentiarum rite exhibitarum et recognitarum, quarumque apographum ad finem hujus inſtrumenti adjectum eſt, per praeſentes declaro: quod ſupradictus Sardiniae Rex, dominus meus, plene ac integre et ſine reſervatione ulla acceptat praefatum Acceſſionis Majeſtatis ſuae Catholicae Actum ad Tractatum Londinenſem in omnibus ejusdem punctis, atque ad articulos omnes et ſingulos eodem ſpectantes, quodque praefata Regis Sardiniae Majeſtas, tam pro ſe, quam pro ſuis haeredibus et ſucceſſoribus, obſtringitur ſpondetque Majeſtati ſuae Caeſareae, Regiae Majeſtati Catholicae, Regiae Majeſtati Chriſtianiſſimae, et Regiae Majeſtati Britannicae, earumque haeredibus et ſucceſſoribus, junctim vel ſeparatim, ſeſe obſervaturam, praeſtituram, atque ad-

limpleturam omnes et singulos conditiones, cessiones, 1720
ictiones, guarantias, ac fidejussiones. quibus erga
redictas Majestates praesentis Accessionis Actus Maje-
itis suae Catholicae ad altefatum Tractatum Londinen-
m acceptatione obligatur. Mutuo vero et reciproce
os infrascripti Caesareae, Catholicae, Christianissimae,
Britannicae Majestatum Ministri ac Plenipotentiarii,
claramus: quod dictae Majestates erga suam Regis
rdiniae Majestatem obstringuntur spondentque sese ob-
rvaturas, praestituras, adimpleturasque omnes praeme-
oratas conditiones juxta tenorem supradicti Londinensis
ractatus, qui hic de verbo ad verbum insertus qui-
m censetur.

Hic porro Admissionis Actus Regiae Sardiniae Ma-
statis, utpote Partis contrahentis, ad instrumentum Ac-
ssionis Majestatis suae Catholicae die decima septima
bruarii hujusce anni signatum. ab omnibus Partibus
mpaciscentibus ratihabebitur, et ratihabitionum tabu-
e, debita forma confectae, intra spatium duorum men-
im aut citius si fieri poterit, Hagae Comitum invicem
tradentur et commutabuntur. In quorum fidem Nos
esareae, Catholicae, Christianissimae, Britannicae, et
gis Sardiniae Majestatum Ministri et Plenipotentiarii,
aesentes manibus nostris subscripsimus, sigillisque nostris
mmunivimus. Actum Hagae Comitum die decima
tava Martii anni millesimi septingentesimi vigesimi.

(L. S.) Leopoldus *Comes* a Windischgratz.
(L. S.) *El Marquis* Beretti Landi.
(L. S.) Fleuriau de Morville.
(L. S.) Cadogan.
(L. S.) J. B. Despine.

Pleinpouvoir du Roi de Sardaigne.

Victor Amé, par la grace de Dieu, Roi de Sar-
igne, de Chypre et de Hierusalem. Duc de Savoie,
Monferrat, &c. A tous ceux qui ces présentes ver-
nt, salut. En conformité du Traité de la Quadruple
liance signé à Londres le 2 Août 1718 qui est contenu
ns la Convention signée à Paris du 18 Juillet dite
année

1720 année, étant informés de la resolution que nôtre très cher et très amé frère et beau fils le Roi Catholique a prise d'accepter les dits Traités, Nous confiant entierement en la capacité, expérience, zele, et fidélité pour notre service de notre cher, bien amé, et féal Secrétaire Jean Baptiste Despine, nous avons commis, ordonné, et député, et par ces présentes commettons, ordonnons, et deputons nôtre dit Secrétaire Despine, et lui avons donné et donnons pleinpouvoir, commission et mandement special pour en nôtre nom en la dite qualité de nôtre Plenipotentiaire, convenir conjointement ou separement avec le Ministre ou les Ministres Plenipotentiaires des Puissances qui ont conclu le dit Traité de la Quadruple Alliance et Convention de Paris, et ceux de nôtres (*nos très*) chers et grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, avec ceux de nôtre dit frère et beau fils le Roi Catholique, pareillement munis de leurs pleinspouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure, et signer l'Acte d'Accession de nôtre dit frère et beau fils aux dits Traités signés à Paris et à Londres. stipuler le temps de l'échange des ratifications de l'Accession du dit Roi, regler les déclarations et autres precautions qu'on a prises dans le dit Traité de Londres, regler ce dont on pourroit convenir pour une suspension d'armes par terre, et une cessation d'hostilités par mer; comme aussi de faire conclure et signer les Articles, Traités, et Conventions qu'il avisera bon être: voulant qu'il agisse en ces occasions susdites avec la même autorité que Nous ferions et pourrions faire si Nous y étions presens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui réquit mandement plus special non contenu en ces présentes: promettant en foi et parole de Roi d'observer et faire inviolablement observer tout ce qui aura été fait, convenu, reglé, et signé par le dit nôtre Secrétaire Despine nôtre Plenipotentiaire; sans y contravenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement pour quelque chose ou sous quelque prétexte que ce puisse être; comme aussi d'en faire expedier nos lettres de ratification en bonne forme pour être échangées dans le temps dont il sera convenu. En témoin de quoi Nous avons signé les présentes, fait contresigner par le Marquis del Borgo Secrétaire de nôtre Ordre, nôtre Ministre et Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangeres, et à

icelles

icelles fait appoſer nôtre ſcel ſécret. Données à Turin le quinzième Fevrier, l'an de grace mil ſept cent vingt, et de notre regne le ſeptieme. 1720

V. Amé.

del Borgo.

El qual referido Inſtrumento aquí eſcrito é inſertò, como arriba queda dicho, deſpues de haberle viſto y exâminado maduramente; Yo, por mì, mis herederos y ſucceſores, como tambien por los vaſallos, ſúbditos y habitantes de todos mis Reynos, Payſes y Señorios, apruebo, y ratifico todo lo expreſado en él, y doy por bueno, firme, y valedero por la preſente: prometiendo, en fé y palabra de Rey, y por todos mis ſucceſores y herederos, ſeguir y cumplir inviolablemente ſegun ſu forma y tenor, y mandarle ſeguir y cumplir de la misma manera como ſi Yo lo hubiera tratado en propia perſona, ſin hacer ni dexar hacer, en qualquier modo que ſea, ni permitir que ſe haga, coſa alguna en contrario; y que ſi ſe hiciere alguna contravencion de lo contenido en el referido inſtrumento, la mandaré reparar con efecto, ſin dificultad alguna ni dilacion, caſtigando, y mandando caſtigar á los delinquentes: y obligando para el efecto de lo ſuſodicho todos y cada uno de mis Reynos, Payſes y Señorios; y aſimismo todos los otros bienes, preſentes y venideros, como tambien mis herederos, ſin exceptuar nada. En fé de lo qual mandé deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada del infraſcrito Primer Secretario y del Deſpacho.

Dada en Madrid á 13de Abril de 1720.

Yo El Rey.

Joseph de Grimaldo.

63.

1721
27 Mars.

Traité d'alliance defensive entre les Couronnes d'Espagne et de France; signé à Madrid le 27 Mars 1721, et ratifié par l'Espagne à Aranjuez le 5 May de la même année.

a.

Traité.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 79. en Français et Espagnol.)

Don Felipe, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoba, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra-Firme del Mar Oceano; Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan; Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona; Señor de Vizcaya y de Molina &c. Por quanto el Marques de Grimaldo, Caballero de la Orden de Santiago, Comendador de Ribera y Azeuchal en dicha Orden, Gentil hombre de mi Camara, de mi Consejo de las Indias, y mi Primer Secretario de Estado y del Despacho, en virtud de pleno poder que Yo le he dado, ha ajustado, concluido, y firmado el dia 27 de Marzo de este presente anno con el Marques de Maulevrier, Teniente General de los exercitos de nuestro muy caro y muy amado hermano y sobrino el Rey Christianisimo, Comendador y Gran Cruz de la Orden militar de San Luis, y su Enviado extraordinario cerca de mi persona, igualmente autorizado de sus plenos poderes, el Tratado de Alianza Defensiva entre esta Corona y la de Francia, del tenor siguiente:

Les differends qui s'étoient élevés entre leurs Majestés Très-Chrétienne et Catholique, n'ayant causé aucune altération aux mouvements que leur inspirent les lien

liens du ſang qui les unit ſi étroitement; elles n'ont 1721
pas ceſſé de déſirer avec un égal empreſſement de rétablir la bonne correſpondance et l'amitié ſincère qui doivent ſubſiſter entre elles, et qui feront toujours les plus fermes appuis de la grandeur où Dieu les a elévées, et le plus ſur moyen de conſerver la tranquilité publique, auſſi bien que le bonheur et les avantages réciproques de leurs ſujets. C'eſt auſſi dans la vue de cimenter encore, et d'affermir plus ſolidement, s'il eſt poſſible, des diſpoſitions qui ne convienent pas moins à la gloire et à la ſureté réciproques de l'une et de l'autre Couronne, qu'elles ſont conformes au bien et à la tranquillité de toute l'Europe, que leurs Majeſtés Très-Chrétienne et Catholique ont pris la reſolution de s'unir étroitement, en ſorte qu'elles agiſſent deſormais en tout comme n'ayant qu'un même objet et un même interêt. Et pour cet effet le Séréniſſime Roi Très-Chrétien ayant donné pleinpouvoir de traiter en ſon nom au Sieur Jean Baptiſte Luis Andrault de Langeron, Marquis de Maulevrier, Lieutenant Général de ſes armées, Commandeur et Gran Croix de l'Ordre militaire de Saint Louis, ſon envoyé extraordinaire auprès de ſa Majeſté Catholique, et le Séréniſſime Roi d'Eſpagne ayant auſſi confié ſon pleinpouvoir pour le même effet au Sieur D. Joſeph de Grimaldo, Marquis de Grimaldo, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Commandeur de Ribera et d'Aceuchal dans le même Ordre, Gentil-homme de ſa Chambre, Conſeiller au Conſeil des Indes, ſon Premier Secrétaire d'Etat et du Depêche, ils ſont convenus entre eux des Articles qui ſuivent:

Art. I.

Union et amitié.

Il y aura deſormais et pour toujours une union étroite et une amitié ſincere et durable entre le Séréniſſime Roi d'Eſpagne, et le Séréniſſime Roi Très-Chrétien, leurs royaumes et ſujets, et les habitans des terres de leur obeiſſance, en ſorte que les injuſtices ou les dommages ſoufferts pendant le cours de la guerre qui a été terminée par l'acceſſion du Séréniſſime Roi d'Eſpagne aux Traités de Londres du deuxième Août 1718, demeureront dans un éternel oubli; et qu'à l'avenir l'un aura ſoin des biens et de la ſureté de l'autre comme des ſiens propres; que non ſeulement il avertira ſon Allié du danger qui pourra le menacer, mais encore qu'il s'opposera

1721 posera de tout son pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

ART. II.

Garantie reciproque. A fin d'établir solidement cette union et correspondance, et de la rendre d'autant plus utile à l'une et à l'autre Couronne; leurs Majestés Catholique et Très-Chrétienne promettent et s'engagent par le present Traité d'Alliance defensive de se garantir réciproquement leurs royaumes, provinces, états et terres de leur obeissance en quelque partie du monde qu'ils soient situés; en sorte que leurs dites Majestés, ou l'une d'entre elles étant attaquées contre la disposition des Traités de paix d'Utrecht et de Bade, et contre celle des Traités de Londres, et des stipulations qui seront faites à Cambray, elles se sécoureront mutuellement jusqu'à ce que le trouble soit cessé, ou qu'elles soient satisfaites sur la reparation des dommages qui leur auront étés causés.

ART. III.

Conservation des traités. En consequence du precedent Article, la conservation et l'observation des Traités d'Utrecht, de Bade, de Londres, et de celui qui intreviendra à Cambray pour la conciliation des differends qui restent à regler entre le Sérénissime Roi d'Espagne et l'Empereur, seront le principal objet de la présente Alliance: et pour la rendre encore plus solide, le Sérénissime Roi d'Espagne et le Sérénissime Roi Très-Chrétien inviteront les Puissances qu'ils jugeront à propos et de concert d'entrer dans le présent Traité pour l'utilité commune, et pour le maintien de la tranquillité générale.

ART. IV.

Cas d'attaque secours. S'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'au prejudice des susdits Traités d'Utrecht, de Bade, de Londres, ou de ce qui sera statué dans ceux qui seront faits à Cambray, leurs Majestés Catholique et Très-Chrétienne fussent attaquées ou troublées par quelque Puissance que ce soit dans la possession de leurs royaumes et états, de quelque manière que ce soit; elles promettent et s'obligent réciproquement d'employer leurs offices, aussitôt qu'elles en seront requises, pour faire donner à la partie lezée satisfaction de l'injure qui lui aura été causée, et pour empêcher l'agresseur de continuer ses hostilités. Et s'il arrivoit que les offices ne fussent pas suffisans pour procurer sans délai cette reparation; leurs dites Maje-

Majeſtés s'engagent et promettent mutuellement de ſe donner, deux mois après que la requiſition en aura été faite par la partie attaquée, un ſecours effectif de dix mille hommes de pied, et de cinq mille chevaux ou dragons, et de le continuer et entretenir auſſi long-temps que le trouble durera. Et ſi ce ſecours ne ſuffiſoit pas pour repouſſer les entrepriſes de l'ennemi, on conviendra de l'augmenter, et même, s'il étoit néceſſaire, leurs dites Majeſtés, s'aſſiſteront réciproquement de toutes leurs forces, et declareront la guerre à l'agreſſeur. 1721

Art. V.

Protection du Duc de Parme.

Leurs Majeſtés Très-Chrétienne et Catholique ayant une entiere ſatisfaction des ſentimens que Monſieur le Duc de Parme a toujours fait paroître à leur égard, et voulant lui donner des marques de l'eſtime particuliere et de l'affection qu'elles ont pour lui; elles promettent et s'engagent, en vertu du préſent Traité, de lui accorder une protection particulière pour la conſervation de ſes Etats et droits, et pour le maintien de ſa dignité; en ſorte que s'il y étoit troublé au préjudice des Traités de paix, et de ce qui ſera ſtipulé dans ceux qui interviendront à Cambray, elles uniront leurs offices et leurs ſoins pour en obtenir une juſte ſatisfaction: et ſi elle lui étoit refuſée, elles conviendront des moyens de la lui procurer par toutes les autres voies qui ſeront en leur pouvoir.

Art. VI.

Priviléges des Français en Eſpagne.

Sa Majeſté Catholique, voulant donner à ſa Majeſté Très-Chrétienne une marque de ſon amitié, confirme, en tant que beſoin feroit, tous les avantages, et tous les privileges qui ont été accordés par les Rois ſes prédéceſſeurs à la Nation françoiſe, tant par le Traité des Pyrenées confirmé par ceux de Nimegue et de Riswick, que par des Cedules particulieres concedées à la dite Nation avant l'actuel regne de ſa Majeſté Catholique heureuſement regnante, en telle ſorte que les commerçans françois, et autres ſujets du Roi Très-Chrétien jouiſſent toujours en Eſpagne des mêmes droits, prérogatives, avantages, et priviléges pour leurs perſonnes, pour leur commerce, marchandiſes, biens et effets, dont ils ont joui ou dû jouïr en vertu des dits Traités ou Cedules, et de tous ceux qui ont été, ou qui ſeront, accordés en Eſpagne à la Nation la plus favoriſée.

Art.

1721

Art. VII.

Ratification. Le présent Traité sera ratifié par leurs Majestés Catholique et Très-Chrétienne, et les lettres de ratification en bonne forme seront délivrées et échangées de part et d'autre dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi Nous soussignés Ministres Plenipotenciaires de sa Majesté Catholique, et de sa Majesté Très-Chrétienne, munis de leurs pleinspouvoirs, qui ont été communiqués de part et d'autre, et dont les copies sont ici insérées, avons signé le présent Traité, et y avons apposé les cachets de nos armes.

Fait à Buen-Retiro le vingt septième jour de Mars, mil sept cent vingt un.

(L. S.) *Le Marquis* de Grimaldo.

(L. S.) Langeron Maulevrier.

El qual referido Tratado aqui escrito e inserto, como queda expresado, despues de haberle visto y examinado maduramente palabra por palabra, he resuelto aprobarle y ratificarle. Por tanto; en virtud de la presente; Yo, por mi, mis herederos y successores, como tambien por los vasallos, subditos, y habitantes de todos mis Reynos, Payses y Señorios, apruebo, y ratifico todo lo expresado en el, en la mejor y mas amplia forma que puedo: y doy por bueno, firme, y valedero todo lo que en el se contiene: y prometo, en fe y palabra de Rey, y por todos mis successores y herederos, seguirle y cumplirle inviolablemente segun su forma y tenor, y mandarle observar, seguir y cumplir de la misma manera como si Yo le hubiese tratado por mi propia persona, sin hacer ni dexar hazer, en qualquier modo que sea, ni permitir que se haga, cosa alguna en contrario; y que si se hiciere alguna contravencion de lo contenido en el referido Tratado, la mandarré reparar con efecto, sin dificultad ni dilacion, castigando, y mandando castigar a los delinquentes: obligando para el efecto de lo susodicho todos y cada uno de mis Reynos, Payses y Señorios, y asimismo todos los otros mis bienes, presentes y venideros, como tambien mis herederos y successores,

sin

ſin exceptuar nada. Y para firmeza de eſta obligacion renuncio todas las leyes, coſtumbres, y todas otras coſas contrarias a ellas. 1721

En fe de lo qual mande deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada de mi infraſcrito Primer Secretario de Eſtado y del Deſpacho.

Dada en Aranjuez a 5de Mayo de 1721.

Yo El Rey.

D. Joseph Rodrigo.

(Les pleinpouvoirs de la part du Roi d'Eſpagne ſont datés du 23 Mars 1721; ceux du Roi de France du 7 Mars de la même année.)

b.

Déclaration ſignée par les Plénipotentiaires d'Eſpagne et de France portant que le traité particulier d'alliance conclu entre ces deux Puiſſances le 27 Mars 1721 reſtera en vigueur.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 121. en Français et Eſpagnol.)

Quoique dans le Traité d'Alliance defenſive qui a été ſigné ce jourd'huy entre les Rois Catholique, Très-Chrétien, et Britannique *) par leurs Miniſtres Plénipotentiaires, et dans les Articles ou Actes ſeparés qui accompagnent le dit Traité il y ait pluſieurs articles et ſtipulations qui ne ſont pas entierement conformes à ceux d'un antre Traité d'Alliance defenſive conclu le vingt ſeptieme Mars dernier entre Sa Majeſté Catholique et Sa Majeſté Très-Chrétienne, et que quelques uns des Articles de ce Traité n'ayent pas même été compris dans

*) Ce traité ſe trouve dans Dumont T. VIII. P. II. p. 34.

1721 dans celui ſigné ce jourd'huy entre les trois Couronnes d'Eſpagne, de France, et d'Angleterre, neanmoins comme leurs dites Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne, ont une intention et un déſir ſincéres de garder et d'executer entre elles leur premier Traité: Nous-Miniſtres Plénipotentiaires de leurs dites Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne, au nom des Rois nos maîtres, et en conſequence de leurs ordres, reconnoiſſons et déclarons que le dit Traité entre eux paſſé le vingt ſeptième Mars dernier, et les Articles et Actes ſéparés qui ont été ſignés en même temps, et qui l'accompagnent, demeureront à l'égard de leurs dites Majeſtés dans toute leur force et vertu, et auront leur plein et entier effet et exécution ſans aucune derogation ni novation; non obſtant et ſans préjudice du dit Traité ſigné ce jourd'huy entre les trois Couronnes.

Le préſent Acte de Déclaration ſera ratifié par leurs dites Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne, et les ratifications en bonne forme en ſeront échangées dans ſix ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi Nous Miniſtres Plénipotentiaires de leurs dites Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne, avons ſigné la préſent Déclaration, et y avons appoſé le cachet de nos armes.

Fait à Madrid le treizième Juin mil ſept cet vingt un.

(L. S.) *Le Marquis* DE GRIMALDO.

(L. S.) LANGERON MAULEVRIER.

(Cette déclaration a été ratifiée par le Roi de France en date du 30 Juin de la même année.)

64.

*Traité particulier de paix et d'amitié entre les Couronnes d'Espagne et de la Gr. Brétagne; signé à Madrid le 13 Juin 1721 *).* 1721 13 Juin.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 93. en Espagnol et Français.)

Ayant plû à la Divine Providence de disposer les coeurs des Sérénissimes et Puissans Princes Philippe Cinq, par la grace de Dieu, Roi d'Espagne, des Indes, &c. et le Roi George, par la grace de Dieu Roi de la Grande-Brétagne, de France, et d'Irlande, &c. à oublier tous les motifs de mécontentement et de mauvaise intelligence qui ont donné lieu à interrompre pour quelque temps l'amitié et la bonne correspondance qui regnoient au paravant entre eux; et leurs M. M. Catholique et Britannique désirant à présent de les renouveller, et de les retablir par les noeuds les plus étroits, ont stipulé et arrêté par leurs soussignés Ministres Plénipotentiaires, nommés pour cet fin, les Articles suivans:

Art. I.

Qu'à l'avenir il y aura entre Sa Majesté Catholique, ses successeurs et héritiers, et Sa Majesté Britannique, ses successeurs et héritiers, comme aussi entre leurs royaumes, états, dominations, sujets, et vassaux, une bonne, stable, et inviolable paix, et une perpetuelle et sincere amitié, et un oubli général de tout ce qui a été fait de l'une et de l'autre part à l'occasion de la derniere guerre. *Amitié.*

Art. II.

Les Traités de paix et de commerce conclus à Utrecht le treizième de Juillet, et le neuvième Décembre *Confirmation des traités.*

*) Ce traité se trouve déja en Français dans Dumont T. VIII. P. II. p. 33. mais la copie dont il n'indique pas la source differe un peu de la presente qui semble être plus autorisée; au reste il est probable que d'après l'usage des deux Cours ce traité n'a pas été dressé en Français mais en Espagnol et Anglais.

1721 cembre de l'an 1713, dans les quels sont compris le Traité fait à Madrid dans l'année 1667, et les Cedules y mentionnées. démeureront confirmés et ratifiés par le présent, à l'exclusion des Articles III. V et VIII. du dit Traité de commerce, appellés communement Explanatoires a). les quels ont été annullés en vertu d'un autre Traité posterieur fait à Madrid le quatorzième du mois de Décembre 1715 b) entre les Ministres Plenipotentiaires, nommés pour cet effet par leurs Majestés Catholique et Britannique, le quel Traité demeure pareillement confirmé et ratifié comme aussi le Contract particulier nommé communement del Asiento, pour l'introduction des esclaves negres aux Indes espagnoles, qui fut fait le 26 de Mars de la dite année 1713 c) en consequence de l'article XII. du Traité de Commerce d'Utrecht, et pareillement le Traité de Déclaration touchant celui del Asiento fait le 26 de Mai de 1716 d): tous les quels Traités mentionnés dans cet Article avec leurs déclarations demeureront dans force, vertu, et pleine vigueur en tout ce qu'ils ne seront contraires à celui-ci: et afin qu'ils ayent leur entier effet et accomplissement, sa Majesté Catholique fera depecher ses ordres et Cedules circulaires à ses Vice-Rois, Gouverneurs, et autres Ministres, à qui il apartiendra, des ports et villes en Amérique, à fin que les vaisseaux emploiés pour le trafic de Negres par la Compagnie Royale de la Grande-Brétagne établie à Londres, soient admis sans empéchement à commercer librement et de la même maniére qu'ils faisoient avant la dernière rupture entre les deux Couronnes, et les susdites Cédules seront delivrées d'abord que les ratifications du présent Traité auront été échangées; et en même temps sa Majesté Catholique donnera ses ordres au Conseil des Indes, à fin que la Junta composée de Ministres de ce Conseil et nommés pour la connoissance privative des causes qui regardent le dit Asiento ait de nouveau son cours, re-

çoive

a) L'exemplaire Anglais de ces articles explanatoires se trouve dans DUMONT T. VIII. P. I. p. 412. L'exemplaire de même teneur inséré dans la ratification Espagnole se trouve dans *Coleccion de los Tratados* T. I. p. 341.

b) Ce traité a été donné plus haut p. 110. du present volume.

c) DUMONT T. VIII. P. I. p. 330.

d) Ce traité se trouve plus haut p. 130. du present volume.

çoive, et consulte sur ces affaires, suivant la regle établie 1721
au temps de sa nomination. Et en ce qui régarde l'observation des Traités de paix et de commerce, il sera expedié des ordres circulaires à tous les Gouverneurs d'Espagne à fin que sans aucune interpretation ils les fassent observer et accomplir, comme pareillement se donneront de la part de sa Majesté Britannique les ordres qui seront demandées et jugées nécessaires pour l'accomplissement de tout ce qui a été stipulé et arrêté entre les deux Couronnes dans les susdits Traités d'Utrecht, et specialment en ce qui peut n'avoir pas été mis en exécution des choses reglées par les Articles VIII. XI et XV. du Traité de paix qui parlent de laisser aux Espagnols le libre commerce et navigation aux Indes Occidentales, et de maintenir les anciennes limites en Amerique comme elles se trouvoient dans le temps du Roi Charles Second, du libre exercice de la religion Catholique dans l'Isle de Minorque, et de la pêche du baccalao dans les mers de Terre neuve; de même qu' à l'égard de tous les autres articles qui jusqu'ici n'auroient pas été mis en exécution de la part de la Grande-Brétagne.

Art. III.

Restitution des biens confisqués par l'Espagne.

D'autant que par l'Article VII du Traité de commerce d'Utrecht il a été arrêté que tous les biens confisqués au commencement de la guerre précedente seroient restitués pour avoir été la confiscation d'iceux faite contre la teneur de l'Article XXXVI du Traité de 1667; dans la même conformité Sa Majesté Catholique ordonnera que tous les biens, marchandises, argent, vaisseaux, et autre effets qui ont été saisis tant en Espagne qu'aux Indes en vertu de ses ordres du mois de Septembre de 1718, et d'autres posterieurs, dans le temps que la guerre n'étoit pas encore déclarée entre les deux Couronnes, et après qu'elle l'a été, soient restitués promptement, dans la même espece pour ceux qui se trouveront encore en nature; ou à ce défaut, la juste et vraie valeur qu'ils avoient dans le temps qu'on les a saisis, dont l'estimation, si elle n'a pas été faite alors par omission ou negligence, sera reglée selon les informations autentiques que les proprietaires auront à faire devant les magistrats ordinaires des villes et lieux où l'on aura saisi les dits effets.

1721 Et comme il est certain que les ordres de S. M. Catholique quoiqu'ils portassent que de ces biens et effets il en fût fait et dressé des inventaires et gard des notices et déclarations, néanmoins ils n'ont pas été exécutés ainsi dans plusieurs endroits; il a été convenu que si les proprietaires justifient par des preuves légitimes, informations, et autres documens, qu'on a manqué d'inserer quelques uns dans les dits inventaire S. M. Catholique donnera des ordres précis que la valeu de ceux qu'on aura omis, soit paiée par les tresorier ou autres personnes, par la negligence des quels tel omission aura été faite.

Art. IV.

Par l'Angleterre. On est convenu réciproquement que S. M. Britan que donnera Ordre à ses gouverneurs, officiers, autres ministres à qui il apartiendra, de faire restit tous les biens et effets des sujets de S. M. Catholi qu'ils justifieront avoir été saisis et confisqués, dans états de S. M. Britannique sur le motif de la dern guerre, de la même maniere qu'il a été reglé l'Article précedent en faveur des sujets de S. M. tannique.

Art. V.

Vaisseaux à restituer. On est convenu aussi que S. M. Britannique restituer à S. M. Catholique tous les vaisseaux d flotte d'Espagne qui ont été pris par celle d'Anglet dans la bataille navale qui fut donnée au mois d'A 1718 dans les mers de Sicile, avec l'artillerie, les vo les agrêts, et autres equipages, dans l'état où il trouvent à présent; ou bien, la valeur de ceux auront pu être vendus, au même prix que les achet auront donné suivant les preuves et les justificatio

Et pour l'effet de cette restitution S. M. Brit que fera expédier les ordres convenables d'abord la ratification de ce Traité. Il est declaré aussi qu autres pretensions qu'il peut y avoir de part et d' entre les deux Couronnes sur des matières dont il pas parlé dans le présent Traité, et qui ne son comprises dans l'Article II. d'icelui, seront traité prochain Congrés de Cambray.

1721

ART. VI.

Le préſent Traité aura ſon effet d'abord après qu'il **Ratification.**
ra été ratifié de part et d'autre, et les lettres de ra-
fication en feront échangées dans ſix ſemaines après
ſignature, ou plutôt ſi faire ſe peut, diferant ſa
iblication jusqu'à que la paix générale aura été con-
ue au Congrés de Cambray entre toutes les parties
tereſſées, ou jusqu'à que leurs Majeſtés Catholique
Britannique en feront convenues particuliérement.

En foi de quoi Nous ſousſignés Miniſtres Plénipo-
ntiaires de S. M. Catholique et de S. M. Britannique,
unis de nos pleins pouvoirs, qui ont été communiqués
part et d'autre, et dont les copies feront ci deſſous
inſcrites avons ſigné le préſent Traité et y avons
poſé les cachets de nos armes.

Fait à Madrid le treizième jour du mois de Juin mil
pt cent vingt un.

(L. S.) *El Marqués* DE GRIMALDO.

(L. S.) WILLIAM STANHOPE.

65.

1727 3 Sept

Tratado do casamento de Principe D. Joseph, com a Princeza D. Marianna Victoria de Borbon, copiado do Original, que está na Secretaria de Estado.

(CAETANO DE SOUSA *provas* T. V. p. 316. en Espagnol d'après l'original qui se trouve dans la Sécrétairerie d'état.)

Tratado Matrimonial acordado entre el Comissario del Rey de España Don Juan Baptista de Orendayn, Marques de la Paz, de su Consejo, y primer Secretario de Estado, y del Despacho, y el Embaxador Extraordinario del Rey de Portugal Don Rodrigo Annes de Sá, Almeyda y Menezes, su muy amado, y charo sobrino, de su Consejo, Gentihombre de su Camera, Marques de Abrantes, para el casamiento, que deve efectuarse entre el muy alto, y muy poderoso Principe del Brasil Don Joseph, hijo primogenito del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Juan Quinto por la gracia de Dios Rey de Portugal, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderosa Princesa Doña Maria Anna de Austria, tambien por la gracia de Dios Reyna de Portugal; y la muy alta, y muy poderosa Princesa Doña Maria Anna Victoria, Infanta de España, hija del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Phelipe Quinto por la misma gracia de Dios Rey de España, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderosa Princesa Doña Isavel Farnese, assi mismo por la gracia de Dios Reyna de España, segun los plenos poderes, que han recevido los dichos Ministros de la Magestad del Rey de Portugal, cuyas copias se insertaràn al pie del presente Tratado.

En nombre de la Santissima Trinidad, Padre, Hijo, y Espiritu Santo un solo Dios verdadero, a su honor, y gloria, y por el bien reciproco de los Pueblos, subditos, y Vasallos de uno, y otro Reyno.

Sea notorio a todos aquellos, que las presentes letras de acuerdo de matrimonio vieren, que haviendo-se firmado en el Real sitio de San Ildefonso a los siete dias del mes de Octubre

65.

Traité de mariage du Prince D. Joseph de Portugal avec la Princesse Marianne Victoire de Bourbon fille du Roi d'Espagne; signé à Madrid le 3 Septembre 1727.

1727
3 Sept.

(*Traduction privée.*)

Traité matrimonial conclu entre le commissaire du Roi d'Espagne D. Jouan Baptiste de Orendavn, Marquis de la paix, membre de son Conseil et premier secrétaire d'Etat et du Despacho et l'Ambassadeur extraordinaire du Roi de Portugal Don Rodrigue Annes de Sà, Almeyda et Menecès son très cher et très amé neveu, membre de son Conseil, Gentilhomme de sa chambre, Marquis de Abrantes, pour le mariage qui doit se faire entre le très-haut et très-puissant Prince du Bresil D. Joseph, fils ainé du très-haut, très-excellent et très-puissant Prince D. Juan V. par la grace de Dieu Roi de Portugal, et de la très-haute, très-excellente et très-puissante Princesse D. Marie Anne d'Autriche de même par la grace de Dieu Reine de Portugal; et la très-haute, et très-puissante Princesse D. Maria Anne Victoire, Infante d'Espagne fille du très-haut, très-excellent et très-puissant Prince D. Philippe V. par la même grace de Dieu Roi d'Espagne, et de la très-haute, très-excellente et très-puissante Princesse D. Isabelle Farnese de même par la grace de Dieu Reine d'Espagne, d'après les pleinpouvoirs qu'ont reçu lesdits Ministres de Sa Majesté le Roi Catholique et de Sa Majesté le Roi de Portugal, dont les copies sont annexées au bas du present traité.

Au nom de la très-sainte Trinité, Pere, Fils, et Saint-Esprit un seul Vrai Dieu, en Son honneur, et gloire, et pour le bien réciproque des peuples, sujets et vassaux de l'un et l'autre royaume.

Soit notoire à tous ceux qui ces presentes lettres d'accord de mariage verront, que comme dans la residence royale à Ildephonse ont été reglés le 7 du mois

 d'Octo-

1727 *Octubre del anno del Nacimiento de Nuestro Señor Jesu Christo de mil setecientos y veinte y cinco, por el Marques de Grimaldo, Ministro, y Plenipotenciario de la Magestad del Rey Catholica, y por Joseph de Acuña Brochado, y Antonio Guedes Pereyra, Ministros, y Plenipotenciarios de la Magestad del Rey de Portugal, los Articulos Preliminares para el matrimonio, que se deve effectuar del muy alto, y muy poderoso Principe del Brasil Don Joseph, hijo primogenito del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Juan Quinto por la gracia de Dios Rey de Portugal y de la muy alta, muy excelente, y muy poderosa Princesa Doña Maria Anna de Austria, tambien por la gracia de Dios Reyna de Portugal, y la muy alta, y muy poderosa Princesa Doña Maria Anna Victoria, Infanta de España, hija del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Philipe Quinto, por la misma gracia de Dios Rey de España, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderosa Princesa Donna Isavel Farnese. assi mismo por la gracia de Dios Reyna de Espanna; cuyos Articulos fueron ratificados en el mismo Real sitio de San Ildefonso a catorce de Octubre del mismo anno de mil setecientos y veinte y cinco por la Magestad del Rey Catholico, y por la Magestad del Rey de Portugal en la Corte de Lisboa Occidental a los trece del mismo mes de Octubre del dicho anno de mil setecientos y veinte y cinco.*

Y por quanto nòs, como Ministros, y Plenipotentiarios, ahora especialmente deputados, debemos reducir los dichos Articulos a un Tratado formal, en virtud de los plenos poderes respectivos, que por Sus Magestades nos furon concedidos, solo para este fin, en la fórma, que despues de este Tratado seran copiados: Haviendolos visto, y examinado, y hallandolos en buena, y debida fórma combeuimos lo seguiente.

ART. I.

Se ha ajustado, que con la gracia, y benedicion de Dios, alcanzada primero dispensacion de nuestro muy Sante Padre el Papa, en razon de la proximidad, y consanguinidad entre el muy alto, y muy poderoso Principe del Brasil Don Joseph, y la muy alta, y muy poderosa Infanta Donna Maria Anna Victoria, haran celebrar sus desposorios, y matrimonio por palabras de presente, segun la fórma prescripta por los Sagrados Canones, y Con-

d'Octobre de l'an 1725 par le Marquis de Grimaldo, Ministre et Plénipotentiaire de S M. le Roi Catholique, et par Joseph de Acuña Brochado, et Antonio Guedes Pereyra. Ministres et Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Portugal, les articles préliminaires pour le mariage qui doit avoir lieu entre le très-haut et très-puissant Prince du Bresil Don Joseph, fils ainé du très-haut, très-excellent. et très-puissant Prince Don Juan V. par la grace de Dieu Roi de Portugal et de la très-haute, très-excellente et très-puissante Princesse D. Marie Anne d'Autriche de même par la grace de Dieu Reine de Portugal; et la très-haute et très-puissante Princesse Donna Marie Anne Victoire, Infante d'Espagne, fille du très-haut, très-excellent et très-puissant Prince D. Philippe V. par la même grace de Dieu Roi d'Espagne, et de la très-haute, très-excellente et très-puissante Princesse Donna Isabelle Farnese de même par la grace de Dieu Reine d'Espagne; lesquels articles ont été ratifiés dans le même siège royal de S. Ildephonse le 14 Octobre 1725 par S. M. le Roi Catholique; et par S. M. le Roi de Portugal à la Cour de Lisbonne occidentale le 13 du même mois d'Octobre de la dite année de 1725. 1727

Et comme nous en qualité de Ministres et Plénipotentiaires à present spécialement deputés, devons rediger les dits articles en un traité formel, en vertu des pleinpouvoirs respectifs qui par leurs Majestés nous ont été accordés dans la forme dans la quelle ils seront inférés à la fin de ce traité: après les avoir vu et examiné et trouvés en bonne et due forme nous sommes convenus de ce qui suit:

Art. I.

Fiançailles: mariage.

Il a été arrété qu' avec la grace et la benediction divine, après avoir obtenu d'abord une dispense de notre très-saint Père le Pape, à cause de la proximité de grade et consanguinité entre le très-haut et très-puissant Prince du Bresil Don Joseph et la très-haute et très-puissante Infante Donna Marie Anne Victoire ils feront celebrer leurs fiançailles et mariage par paroles *de present* selon la forme prescrite par les sacrés Canons et con-

1727 *Constituciones de la Iglesia Catholica Apostolica Romana, assi que la dicha Serenissima Sennora Infanta aya llegado a la edad de doce annos cumplidos; y despues que se aya ajustado, y finado el tiempo entra la Magestad del Rey Catholica, y la Magestad del Rey de Portugal, se haran los desposorios, y casamiento en la Corte de S. M. Catholica. Y por quanto la dicha Serenissima Sennora Infanta tiene yà cumplida la edad de siete annos, y el Serenissimo Principe la de onze, se ajustò reciprocamente, que obtenida la referida dispensacion de nuestro muy Santo Padre el Papa, se haran luego en la Corte de S. M. Catholica los esponsales de futuro matrimonio, para lo que se daran los poderes, y authoridad necessaria, assi por el Serenissimo Principe del Brasil, como por el Serenissimo Rey de Portugal su padre, al Ministro, ò persona, que fuere mas de su agrado.*

ART. II.

El Serenissimo Rey Catholico promete, y se obliga a dar, y darà a la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria en dote, y à favor del matrimonio con el Serenissimo Principe Don Joseph, y pagarà a la Magestad del Rey de Portugal, ò a quien tuviere su poder, y commission la Summa de quinientos mil excudos de oro del Sol, ò su justo valor en la Ciudad de Lisboa, y se entregarà la dicha summa al tiempo de efectuarse el matrimonio.

ART. III.

La Magestad del Rey de Portugal se obliga a asegurar, y asegurarà el dote de la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria, en buenas rentas, y asignaciones seguras, à satisfacion de S. M. Catholica, ò de las personas, que para este efecto nombrare al tiempo de el pagamento, y remetirà luego a S. M. Catholica los documentos de la dicha asignacion; y en el caso de dissolverse el matrimonio, y que por el derecho tenga lugar la restitucion del dote, serà este restituido a la Serenissima Sennora Infanta, ò sus herederos, y subcesores, que lograràn los ditos, que importaren los dichos quinientos mil excudos de oro del Sol, a razon de cinco por ciento, que se pagaran en virtud de las dichas asignaciones.

ART. IV.

Por medio del pagamento efectivo, que se harà a la Magestad del Rey de Portugal de los dichos quinien-

ſtitutions de l'Egliſe Catholique Apoſtolique Romaine, 1727
de ſorte que la dite Séréniſſime Infante ayant atteint l'age de douze ans accomplis, et après que le tems aura été convenu et fixé entre S. M. le Roi Catholique et S. M. le Roi de Portugal ils celebreront les fiançailles et le mariage à la Cour de S. M. Catholique. Et tandisque la Séréniſſime Infante a deja accompli l'age de ſept ans et le Séréniſſime Prince celui de onze, il eſt reciproquement convenu qu' après avoir obtenu la ſusdite diſpenſe de notre très-ſaint Pere le Pape les fiançailles du *futur mariage* auront lieu auſſitôt à la Cour de S M. en donnant les pleinpouvoirs et autorité neceſſaires, tant par le Séréniſſime Prince du Breſil, que par le Séréniſſime Roi de Portugal ſon Pere à tel miniſtre ou perſonne qui leur conviendra le mieux.

Art. II.

Dot. Le Séréniſſime Roi Catholique promet et s'oblige à donner et donnera à la Séréniſſime Infante Donna Marie Anne Victoire en dot, et en faveur du mariage avec le Séréniſſime Prince D. Joſeph, et payera à S. M. le Roi de Portugal ou à celui qui aura pouvoir et commiſſion de lui, la ſomme de 500,000 écus d'or dits de Soleil, ou valeur exacte d'iceux en la ville de Lisbonne, laquelle ſomme ſera delivrée à l'époque où le mariage ſera effectué.

Art. III.

Garantie de la dot. Sa Majeſté le Roi de Portugal s'oblige d'aſſurer et aſſurera la dot de la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire en bonne rentes et obligations aſſurées, à la ſatisfaction de S. M. Catholique ou des perſonnes qu'à cet effet elle nommera à l'époque du payement et remettra auſſitôt à S. M. Catholique les documens de la dite garantie; et en cas que le mariage fut diſſout et que de droit la reſtitution de la dot ait lieu, elle ſera reſtituée à la Séréniſſime Infante ou à ſes heritiers et ſucceſſeurs qui garderont les revenus que rapportent lesdits 500,000 écus d'or, dits de Soleil, à raiſon de 5 pour cent, lesquels ſe payeront en vertu des dites obligations.

Art. IV.

Renonciation. Moyennant le payement effectif qui ſe fera à S. M. le Roi de Portugal des dits 500,000 écus d'or, dits de Soleil,

1727 nientos mil excudos de oro del Sol, ò su justo valor en el termino, que queda dicho, se darà por satisfecha la Serenissima Sennora Infanta, y se satisfarà del dicho dote, sin que en adelante pueda alegar otro algun derecho, ni intentar otra alguna accion, ò pertension pertendiendo, que la pertenezcan, ò puedan pertenecer otros mayores bienes, razones, derechos ò acciones por causa de herencias, y mayores subcesiones de Sus Magestades Catholicas su padre, y madre, ni de qualquiera otra manera, y por qualquiera causa, y titulo, que fuere, ò sea, que lo sepa, ò lo ignore; bien entendido, que de qualquiera calidad, y condicion, que fueren las cosas arriba dichas, debe quedar encluida de ellas, y antes de efectuarse los desposorios hara renuncia en buena, y debida fórma, y con todas las seguridades, fórmas, y solemnidades, que fueren requeridas, y necesarias, la qual renuncia harà la Serenissima Sennora Infanta antes de estar casada por palabras de presente, y la confirmarà luego despues de celebrar el matrimonio, y aprobarà, y ratificarà juntamente con el Serenissimo Principe de Brasil con las mismas fórmas, y solemnidades, que la Serenissima Sennora Infanta huviere hecho la sobredicha primera renuncia, y a de mas con las clausulas, que se juzgaren mas combenientes, y necesarias, y el Serenissimo Principe, y la Serenissima Sennora Infanta quedaran, y quedan, assi de presente, como para entonces obligados al cumplimiento, y efecto de la dicha renuncia, y ratificacion, en la conformidad de los presentes Articulos; y las sobre dichas renuncias, y ratificaciones seran havidas, y juzgadas assi presentemente, como entonces por bien hechas, y verdaderameute pasadas, y otorgadas, y las dichas renuncias, y ratificaciones se haran en la fórma mas authentica, juntamente con todas las clausulas derogatorias de qualquiera Ley, jurisdiccion, costumbres, derechos, y constituciones a esto contrarias, a que impidiesen en todo, ò en parte las dichas renuncias, y ratificaciones, y para el efecto, y validacion de lo que arriba queda dicho, la Magestad del Rey Catholico, y S. M. Portuguesa derogaran, y derogan desde el presente sin alguna reserva, y entenderàn, y entienden assi de presente, como para entonces tener derogadas todas las excepciones en contrario.

Art.

Soleil, ou leur juste valeur dans le terme ci-dessus indiqué, la Sérénissime Infante se declarera satisfaite et se contentera de la dite dot, sans qu'à l'avenir elle puisse alleguer aucun autre droit ou intenter aucune autre action ou pretension en avancant qu'il lui appartiendrait ou pourrait appartenir d'autres plus grands biens, facultés, droits ou actions pour cause d'héritage et succession ulterieure de Leurs Majestés Catholiques son Pere et sa mère, ou de quelque autre maniere et par quelque cause et titre que ce puisse être, ou soit, connus ou ignorés; bien entendu que de quelle qualité et condition que seraient les choses ci-dessus exprimées, elle en demeurera excluë et avant de celebrer les fiançailles elle fera une renonciation en bonne et due forme et avec toutes les suretés, formes et solemnités qui seront requises et necessaires, laquelle renonciation la Sérénissime Infante fera avant d'être mariée par paroles de present, et la confirmera d'abord après avoir celebré le mariage et l'approuvera et ratifiera conjointement avec le Sérénissime Prince du Bresil dans les mêmes formes et avec les mêmes solemnités que la Sérénissime Infante aura fait la susdite premiere renonciation, et de plus avec les clauses qu'on jugera les plus convenables et necessaires, et le Sérénissime Prince, et la Sérénissime Infante resteront et restent alors comme à present obligés à l'accomplissement et effectuation de la dite renonciation et ratification en conformité des presens articles; et les susdites renonciations et ratifications seront tenues et jugées alors comme à present pour bien faites et vraiment passées et accordées, et les dites renonciations et ratifications se feront en la forme la plus authentique et efficace que se pourra faire pour être bonnes et valides, ensemble avec toutes les clauses dérogatoires de toute loi, jurisdiction, usages, droits et constitutions à ce contraires ou qui pourraient empecher en tout ou en partie les dites renonciations et ratifications; et à cet effet et pour valider ce qui est dit ci-dessus, S. M. le Roi Catholique et S. M. Portugaise derogeront et derogent dès à present sans aucune reserve et entendront et entendent pour lors comme à present tenir pour derogées toutes les exceptions à ce contraires. 1727

Art.

1727

ART. V.

La Mageſtad del Rey de Portugal darà a la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria en ſu llegada al Reyno de Portugal, para ſus anillos, y joyas, el valor de ochenta mil peſos, los quales le perteneceran ſin dificultad deſpues de celebrado el matrimonio, de la misma ſuerte, que todas las otras joyas, que llebare conſigo, y ſeran propias de la dicha Sereniſſima Sennora Infanta, y de ſus herederos, y ſucceſſores, ò de aquellos, que tuvieren ſu derecho.

ART. VI.

La Mageſtad del Rey de Portugal aſignarà, y conſtituirà a la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria para ſus arras veinte mil excudos de oro del Sol al anno, que ſeran aſignados ſobre rentas, y tierras, de las quales tendra juriſdiccion, y el lugar principal el Titulo de Ducado, de ſuerte, que las dichas rentas, y tierras lleguen haſta la dicha ſumma de veinte mil excudos de oro del Sol cada anno; de los quales lugares, y tierras aſſi dadas, y aſſignadas gozarà la Sereniſſima Sennora Infanta por ſus manos, y por ſu authoridad, y de las de ſus Commiſſarios, y Oficiales, y en las dichas tierras proveerà las Juſticias, y a demas de eſto le pertenecerà la proviſion de los Oficios, como es coſtumbre, entendiendo-ſe, que los dichos Oficios no podran ſer dados ſino a Portugueſes de nacimiento, como tambien la adminiſtracion, y arrendamiento de las dichas tierras, conforme a las Leys, y coſtumbres del Reyno de Portugal; y de la ſobredicha aſignacion entrarà a gozar, y poſeer la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria, luego que tuvieren lugar las arras, para gozar de ella toda ſu vida, ſea que quede en Portugal, ò ſe retire a otra parte.

ART. VII.

La Mageſtad del Rey de Portugal darà, y aſignarà a la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria para el gaſto de ſu Camera, y para mantener ſu eſtado, y ſu Caſa, una ſumma conveniente, tal qual pertenece a muger de un tan gran Principe, y a hija de tan poderoſo Rey, aſignandola en la forma, y manera, con que ſe acoſtumbra hazer en Portugal para ſemejantes manutenciones, y gaſto.

ART.

1727

Art. V.

S. M. le Roi de Portugal donnera à la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire lors de ſon arrivée en Portugal pour ſes anneaux et joyeaux la valeur de 80,000 peſos, lesquels lui appartiendront ſans difficulté après avoir celebré le mariage, de la même ſorte que tous les autres joyeaux qu'elle apportera avec elle, et feront la proprieté de la dite Séréniſſime Infante et de ſes heritiers et ſucceſſeurs ou de ceux à qui elle aura cédé ſon droit. *Anneaux; Joyeaux.*

Art. VI.

Sa Majeſté le Roi de Portugal aſſignera et conſtituera à la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire pour ſon douaire 20,000 écus d'or, dits de Soleil, par an, lesquels feront aſſignés en revenus et terres ſur lesquelles elle aura juriſdiction et le chef-lieu le titre de Duché, de ſorte que les dites rentes et terres montent à la ſomme de 20,000 écus d'or, dits de Soleil, chaque année; desquels lieux, et terres ainſi donnés et aſſignés la Séréniſſime Infante jouira par ſes mains et autorité et par celle de ſes commiſſaires et officiers, et dans les dites terres elle pourvoira à la juſtice, et de plus il lui appartiendra de pourvoir aux offices comme il eſt d'uſage, bien entendu, que les dits offices ne pourront être conférés qu'à des Portugais de naiſſance, comme auſſi l'adminiſtration et la ferme des dites terres aura lieu en conformité des lois et uſages du Royaume de Portugal; et la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire entrera en jouiſſance et poſſeſſion de la dite aſſignation dès que le douaire aura lieu pour en jouir durant toute ſa vie, ſoit qu'elle reſte en Portugal ou qu'elle ſe retire autre part. *Douaire.*

Art. VII.

S. M. le Roi de Portugal donnera et aſſignera à la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire pour les fraix de ſa garderobe et pour le maintien de ſon état et de ſa maiſon une ſomme convenable, telle qu'il convient à l'épouſe d'un ſi grand Prince et à la fille d'un ſi puiſſant Roi, en la lui aſſignant dans la forme et maniere uſitée en Portugal pour de ſemblables fraix et entretiens. *Maiſon de la princeſſe.*

Art.

1727

Art. VIII.

Su Magestad Catholica harà conducir en el tiempo, que se ajustare a su costa, y gasto a la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria su hija, a la Frontera, y raya de Portugal con la dignidad, y cortejo, que requiere una tan grande Princesa, y serà recivida de la misma suerte de parte de la Magestad del Rey de Portugal, y tratada, y servida con toda la magnificencia, que conbiene.

Art. IX.

En el caso, que se disuelva el matrimonio entre el Serenissimo Principe del Brasil, y la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria, y que esta sobreviva al dicho Serenissimo Principe, en esta caso serà libre a la dicha Serenissima Sennora Infanta quedar en Portugal en el lugar, que quisiere, ò volver a Espanna, ò a qualquiera otro lugar combeniente, aun que sea fuera del Reyno de Portugal, todas, y quantas vezes bien le pariciere, con todos sus bienes, dote, y arras, joyas, vestidos, y vajilla de plata, y qualesquiera otros muebles con sus Oficiales, y criados de su Casa, sin que por qualquiera razon, ò consideracion, que sea, se le pueda poner algun impedimento, ni embarazo a su partida directa, ò indirectamente, ni impedirle el uso, y recuperacion de sus dichos dote, arras, y joyas, ni otras asignaciones, que se le huvi sen hecho, ò devido hazer; y para este efecto darà la Magestad del Rey de Portugal a S. M. Catholica para la sobredicha Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria su hija, aquellas Cartas, y seguridades, que fueren necessarias, firmadas de su propria mano, y selladas con su Sello, y desde a hora para entonces lo assegurarà, y prometerà la Magestad del Rey de Portugal por si, y por los Reyes sus subcesores con fé, y palabra Real.

Art. X.

Sus Magestades Catholica, y Portuguesa, suplicaràn a nuestro muy Santo Padre el Papa con el Tratado, que se harà en virtud de estos Articulos, se sirva aprobarle, y darle su Benedicion Apostolica; y assi mismo aprobar las Capitulaciones, y las ratificaciones, que huvieren hecho las referidas Magestades, y que harà la referida Serenissima Sennora Infanta, como tambien los actos, y jura-

1727

Art. VIII.

Passage en Portugal.

S. M. Catholique fera conduire la Séréniſſime Infante dans le tems dont on conviendra à ſes fraix et depends ſur la frontiere et limite du Portugal avec la dignité et le cortége qui conviennent à une ſi grande Princeſſe, et elle ſera reçue de la même ſorte de la part de S. M. le Roi de Portugal, et traitée et ſervie avec toute la magnificence convenable.

Art. IX.

Diſſolution du mariage.

En cas que le mariage entre le Séréniſſime Prince du Breſil et la Séréniſſime Infante Marie Anne Victoire ſoit diſſout, et que celle-ci ſurvive au dit Séréniſſime Prince du Breſil, dans ce cas il ſera libre à la dite Séréniſſime Infante de reſter en Portugal dans tel lieu qu'elle deſirera, ou de retourner en Eſpagne, ou d'aller à tel autre endroit convenable, quoique hors du royaume de Portugal, toutes et telles fois qu'elle le jugera à propos, avec tous ſes biens, dot et douaire, joyeaux, vetemens, et vaiſſelle d'argent et autres meubles quelconques, avec les officiers et domeſtiques de ſa maiſon, ſans que pour quelque raiſon ou conſideration que ce ſoit on puiſſe cauſer aucun empêchement ou retard à ſon départ, ſoit directement, ſoit indirectement, ni empecher l'uſage et le recouvrement de ſes dits dot, douaire, joyeaux ni autres obligations qui pourraient lui avoir été ou dû avoir été faites; et à cette fin S. M. le Roi de Portugal fera expedier à S. M. Catholique pour la ſusdite Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire, ſa fille, les documens et furetés qui feront neceſſaires, ſignés de ſa propre main et ſcellés du grand ſceau et dès à preſent pour alors Sa Majeſté le Roi de Portugal en donnera l'aſſurance pour lui et pour les Rois ſes ſucceſſeurs ſous la foi et parole royale.

Art. X.

Approbation et benediction Papale.

Leurs Majeſtés Catholique et Portugaiſe ſupplieront notre très-ſaint Pere le Pape de vouloir approuver l'alliance qui ſe fera en vertu de ces articles, et y donner ſa benediction Apoſtolique; et de même auſſi d'approuver les capitulations et les ratifications qu' auront fait leurs ſusdites Majeſtés, et que fera la Séréniſſime Infante, comme auſſi les actes et ſermens qui ſe feront pour leur

1727 *juramentos, que se hicieren para su complimiento, insertandolos en sus letras de aprobacion, y de benedicion.*

Art. XI.

Y en nombre del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Phelipe Quinto Rey de Espanna, y como su Ministro, Comisario, Actor, y Mandatario de la una parte, y en nombre del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Juan Quinto Rey de Portugal, y de muy alto, y muy poderoso Principe del Brasil Don Joseph, y como su Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, y Procurador de la otra; nos obligamos los mencionados Ministros de Sus Magestades, en virtud de nuestros respectivos plenos poderes, y prometemos en fé, y palabra de Sus Magestades, que los presentes Articulos seran enteramente observados de una, y de otra parte, cumplidos, y executados sin falta, ò diminuicion alguna, y que serà el presente Tratado por Sus Magestades ratificadò, y dentro de quince dias, ò mas presto si fuere posible, seran trocadas las ratificaciones en buena, y debida fórma.

En fé de lo qual los dichos Ministros Plenipotenciarios, firmàmos de nuestra propria mano dos Exemplares de este Tratado, y les hizimos poner los Sellos de nuestras Armas.

Fecho en Madrid a tres de Septiembre de mil setecientos y veinte y siete.

(L. S.) *El Marques* de la Paz.

(L. S.) *El Marques* de Abrantes.

leur accompliſſement, en les inſerant dans ſes lettres d'approbation et benediction. 1727

Art. XI.

Ratification.

Et au nom du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Philippe V. Roi d'Eſpagne et comme ſon Miniſtre, Commiſſaire Agent et mandataire d'une part, et au nom du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Jouan V. Roi de Portugal et du très-haut et très-puiſſant Prince du Breſil, Don Joſeph, et comme ſon Ambaſſadeur extraordinaire, Plénipotentiaire et Procureur de l'autre; nous les mentionnés Miniſtres de leurs Majeſtés nous obligeons en vertu de non plein-pouvoirs reſpectifs et promettons en foi et parole de Leurs Majeſtés, que les preſents articles ſeront entiérement obſervés de l'une et de l'autre part, accomplis et executés ſans faute ou diminution quelconque et que le preſent traité ſera ratifié par leurs Majeſtés et les ratifications en bonne et due forme échangées dans l'eſpace de quinze jours ou plutôt s'il eſt poſſible.

En foi de quoi nous les dits Miniſtres Plénipotentiaires avons ſigné de notre propre main deux exemplaires de ce traité et y avons fait appoſer le cachet de nos armes.

Fait à Madrid le 3 Septembre 1727.

(L. S.) *Le Marquis* de la Paz.

(L. S.) *Le Marquis* de Abrantes.

(Les pleinpouvoirs du Roi d'Eſpagne ſont datés du 18 Juillet 1727; ceux du Roi de Portugal du 6 Août 1727. La ratification du Roi d'Eſpagne eſt datée du 14 Décembre 1727. J'omets ici ces pieces pour menager la place.)

66.

1727 **Tratado do casamento do Principe das**
10 *oct*. **Asturias Don Fernando, com a Princeza D. Maria Barbara.**

(Caetano de Sousa *provas* T. V. p. 325. *copiado do Original, que està na Secretaria de Estado.*)

Tratado Matrimonial acordado entre el Embaxador Extraordinario del Rey de España Don Carlos Ambrosio Spinola de la Cerda, Marques de los Balbases, Gentilhombre de Camera de S. M. y Don Domingo Capecelatro Marques de Capecelatro, Embaxador Ordinario de la misma Magestad, y sus Plenipotenciarios, y el Commissario del Rey de Portugal Don Diego de Mendoza y Cortereal, de su Consejo, y Secretario de Estado, de las Mercedes, Expediente, y Asignatura, para el casamiento, que deve efectuarse entre el muy alto, y muy poderoso Principe de Asturias Don Fernando, hijo primogenito del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Phelipe Quinto, por la gracia de Dios Rey de España, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderosa Princesa Doña Maria Luisa Gabriela de Saboya, ya defunta, su primera esposa, y compañera; y la muy alta, y muy poderosa Princesa Doña Maria Infanta de Portugal, hija del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Juan Quinto, por la gracia de Dios Rey de Portugal, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderosa Princesa Doña Maria Anna de Austria, tambien por la gracia de Dios Reyna de Portugal; segun los plenos poderes, que han recivido los dichos Ministros de la Magestad del Rey Catholico, y de la Magestad del Rey de Portugal, cuyas copias se insertaràn al pie de este prezente Tratado.

En nombre de la Santissima Trinidad, Padre, Hijo, y Spirito Santo, un solo Dios verdadero: a su honor, y gloria, y por el bien reciproco de los pueblos subditos, y Vasallos, de uno, y otro Reyno.

Sea notorio a todos aquellos, que las prezentes letras de acuerdo de matrimonio vieren, que haviendo-se firmado en el Real sitio de San Ildefonso, a los siete dias del mes de

66.

Traité de mariage du Prince des Asturies D. Ferdinand avec la Princesse D. Maria Barbara Infante du Portugal; signé à Lisbonne le 1 Octobre 1727.

1727 1 oct.

(*Traduction privée.*)

Traité matrimonial conclu entre l'Ambassadeur extraordinaire du Roi d'Espagne Don Carlos Ambrosio Spinola de la Cerda Marquis de los Balbases, Gentilhomme de la Chambre de S. M., et Don Capecelatro Marquis de Capecelatro, Ambassadeur ordinaire de sa dite Majesté, ses Plénipotentiaires, — et le commissaire du Roi de Portugal Don Diego de Mendoza y Cortereal, membre de son Conseil, et Secrétaire d'Etat, des Graces, Expeditions et Despacho, pour le mariage qui doit s'effectuer entre le très-haut et très-puissant Prince des Asturies Don Ferdinand, fils ainé du très-haut, très-excellent et très-puissant Prince Don Philippe V. par la Grace de Dieu Roi d'Espagne et de la très-haute, très-excellente et très-puissante Princesse Donna Marie Louise Gabriele de Savoye feu sa premiere epouse et compagne: et la très-haute et très-puissante Princesse Donna Marie Infante de Portugal, fille du très-haut, très-excellent et très-puissant Prince D. Juan V. par la Grace de Dieu Roi de Portugal et de la très-haute, très-excellente et très-puissante Princesse D. Marie Anne d'Autriche aussi par la Grace de Dieu Reine de Portugal; d'après les pleinpouvoirs qu'ont reçus les dits Ministres de S. M. le Roi Catholique et de S. M. le Roi de Portugal, dont les copies sont annexées au bas du present traité.

Au nom de la très-sainte Trinité, Pere, fils et Saint Esprit un seul vrai Dieu, en son honneur et gloire, et pour le bien reciproque des peuples sujets et vassaux de l'un et l'autre royaume.

Soit notoire à tous ceux qui ces presentes lettres d'accord de mariage verront, que comme dans la residence royale à St. Ildephonse ont été signés le 7 Octobre de

1727 *de Octubre del anno del Nacimiento de Nuestro Sennor Jesu Christo de mil setecientos y veinte y cinco, por el Marques de Grimaldo; Ministro, y Plenipotenciario de la Magestad del Rey Catholico, y por Joseph de Acunna Brochado, y Antonio Guedes Pereyra, Ministros, y Plenipotenciarios de la Magestad del Rey de Portugal, los Articulos Preliminares para el matrimonio, que se deve efectuar, del muy alto, y muy poderoso Principe de Asturias Don Fernando, hijo primogenito del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Phelipe Quinto, por la gracia de Dios Rey de Espanna, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderosa Princesa Donna Maria Luisa Gabriela de Saboya, yà defunta, su primera esposa, y compannera; y la muy alta, y muy poderosa Princesa Donna Maria, Infanta de Portugal, hija del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Juan Quinto, por la gracia de Dios Rey de Portugal, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderosa Princesa Doña Maria Anna de Austria, tambien por la gracia de Dios Reyna de Portugal, cuyos Articulos fueron ratificados en el mismo Real sitio de San Ildefonso, a catorce de Octubre del mismo anno de mil setecientos y veinte y cinco, por la Magestad del Rey de España, y por la Magestad del Rey de Portugal en la Corte de Lixboa Occidental, a los trece del mismo mes de Octubre del dicho anno de mil seteciento y veinte y cinco.*

Y por quanto nós, como Ministros, y Plenipotenciarios, ahora especialmente deputados, debemos reducir los dichos Articulos a un Tratado formal, en virtud de los plenos poderes respectivos, que por Sus Magestades nos fueron concedidos, solo para este fin, haviendolos visto, y examinado, y hallandolos en buena, y debida forma combenimos lo seguiente.

ART. I.

Se ha ajustado, que visto hallarse, que los parentescos entre el muy alto, y muy poderoso Principe de Asturias, y la muy alta, y muy poderosa Infanta Doña Maria, son en grados, que no necesitan dispensaciones de nuestro muy Santo Padre el Papa, como ha constado despues de ajustado el primer Articulo de los Preliminares de este Tratado, en siete de Octubre de mil setecientos y veinte y cinco, y haver el muy alto, y muy poderoso Principe de Asturias Don Fernando, y la muy alta, y muy poderosa Infanta Doña Maria, llegado al presente

sente

de l'an de la naiſſance de Jeſus Chriſt 1725 par le Marquis de Grimaldo, Miniſtre et Plénipotentiaire de S. M. le Roi Catholique et par Joſeph de Acuña Brochado et Antonio Guedes Pereyra, Miniſtres et Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Portugal, les articles préliminaires pour le mariage qui doit avoir lieu entre le très-haut et très-puiſſant Prince des Aſturies Don Fernando fils ainé du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Philippe V. par la Grace de Dieu Roi d'Eſpagne et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe D. Marie Louiſe Gabriele de Savoye, feu ſa premiere epouſe et compagne; et la très-haute et très-puiſſante Princeſſe Donna Marie Infante de Portugal fille du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Jean V. par la Grace de Dieu Roi de Portugal, et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe D. Marie Anne d'Autriche auſſi par la Grace de Dieu Reine de Portugal, dont les articles ont été ratifiés dans la même reſidence royale de Saint-Ildephonſe le 14 Octobre de la même année 1725 par S. M. le Roi d'Eſpagne, et par S. M. le Roi de Portugal en la Cour de Lisbonne occidentale le 13 du mois d'Octobre de la dite année 1725. 1727

Et comme nous, en qualité de Miniſtres et Plénipotentiaires à preſent ſpécialement deputés, devons rediger les dits articles en un Traité formel, en vertu des pleinpouvoirs reſpectifs, qui par leurs Majeſtés nous ont été accordés uniquement à cette fin, les ayant vus et examinés et trouvés en bonne et due forme, nous ſommes convenus de ce qui ſuit.

Art. I.

Il eſt convenu que, vu que les liens de parenté entre le très-haut et très-puiſſant Prince des Aſturies, et la très-haute et très-puiſſante Infante Donna Marie ſont en tels degrés qu'ils n'exigent pas les diſpenſes de notre très-ſaint Pere le Pape, comme il a apparu après avoir ajuſté le prémier article des Préliminaires de ce Traité le 7 Octobre 1725, et que le très-haut et très-puiſſant Prince des Aſturies D. Ferdinand et la très-haute et très-puiſſante Infante D. Marie ſont parvenus à preſent à leur age competent pour pouvoir celebrer *Fiançailles; mariage.*

1727 *sente a las edades competentes para poder celebrar los desposorios, y matrimonio, se haran los dichos desposorios, y matrimonio en la Corte de la Mageſtad del Rey de Portugal, despues que se tubieren ajustado, y fixado el tiempo entre la Mageſtad del Rey de Catholico, y la Mageſtad del Rey de Portugal, y para uno, y otro año se daran los poderes, y autoridad necesaria, assi por el Sereniſſimo Principe de Aſturias, como por el Sereniſſimo Rey Catholico su padre, al Miniſtro ò persona, que sea mas de su agrado.*

ART. II.

El Sereniſſimo Rey de Portugal, promete, y se obliga a dar, y darà a la Sereniſſima Señora Infanta Doña Maria, en dote, y a favor del matrimonio con el Sereniſſimo Principe de Aſturias Don Fernando, y pagarà a la Mageſtad del Rey Catholico, ò a quien tubiere su poder, y commision, la summa de quinientos mil excudos de oro del Sol, ò su juſto valor, en la Corte, y Villa de Madrid, y se entregarà en la dicha summa al tiempo de effectuarse el matrimonio.

ART. III.

La Mageſtad del Rey Catholico se obliga a asegurar, y asegurarà el dote de la Sereniſſima Señora Infanta Donna Maria, en buenas rentas, y asignaciones seguras, à satisfacion de la Mageſtad del Rey de Portugal, ò de las personas, que para eſte efecto nombrare al tiempo del pagamento, y remitirà luego a la Mageſtad del Rey de Portugal, los documentos de la dicha asignacion; y en el caso de desolverse el matrimonio, y que por el derecho tenga lugar la reſtituicion del dote, sera eſte reſtituido a la Sereniſſima Sennora Infanta, ò a sus herederos, y subcesores, que lograràn los reditos, que importaren los dichos quinientos mil excudos de oro de Sol, a razon de cinco por ciento, que se pagaràn en virtud de las dichas asignaciones.

ART. IV.

Por medio del pagamento efectivo, que se harà a la Mageſtad del Rey Catholico de los dichos quinientos mil excudos de oro del Sol, ò su juſto valor, en el termino, que queda dicho, se darà por satisfecha la Sereniſſima Sennora Infanta, y satisferà del dicho dote, sin que en adelante puede alegar otro algun derecho, ni intentar otra alguna accion, ò pertenſion, solicitando, que le pertenez-

celebrer les fiançailles et le mariage, les dites fiançailles 1727
et le mariage feront celebrés dans la Cour de S. M. le Roi de Portugal après en avoir arrêté et fixé le tems entre S. M. le Roi Catholique et S. M. le Roi de Portugal et pour l'un et l'autre acte feront donnés les pouvoirs et autorité necessaires, tant par le Séréniffime Prince des Afturies que par le Séréniffime Roi Catholique fon Pere au Miniftre ou à la perfonne qui leur conviendra le mieux.

Art. II.

Le Séréniffime Roi de Portugal promet et s'oblige *Dot.* de donner et donnera à la Séréniffime Infante D. Marie en dot et en faveur du mariage avec le Séréniffime Prince des Afturies D. Ferdinand, et fera payer à S. M. le Roi Catholique ou à celui qui aura pouvoir et commiffion de lui la Somme de 500,000 écus d'or, dits de Soleil, ou valeur exacte d'iceux en la cour et ville de Madrid, et cette fomme fera delivrée à l'époque où le mariage fera effectué.

Art. III.

S. M. le Roi Catholique s'oblige d'affurer et affurera *Garantie de la dot.* la dot de la Séréniffime Infante D. Marie en bonnes rentes et affignations fures, à la fatisfaction de S. M. le Roi de Portugal, ou des perfonnes qu'elle nommera à cet effet à l'epoque du payement, et remettra fur le champ à S. M. le Roi de Portugal les documens de la dite affignation; et fi le mariage venait à être rompu et que d'après le droit la reftitution de la dot eut lieu, elle fera reftituée à la Séréniffime Infante, ou à fes heritiers et fucceffeurs, qui gagneront les revenus que rapporteront les dits 500,000 écus d'or dits de Soleil, à raifon de 5 pour cent qui fe payeront en vertu de la dite affignation.

Art. IV.

Moyennant le payement effectif qui fe fera à S. M. *Renonciation.* le Roi Catholique des dits 500.000 écus d'or dits de Soleil, ou leur jufte valeur, dans le terme qui eft énoncé, la Séréniffime Infante fe declarera fatisfaite et fe contentera de la dite dot fans qu'à l'avenir elle puiffe alleguer aucun autre droit ni intenter aucune autre action, ou pretenfion, en demandant qu'il lui appartien-

1727 *tenezcan, ò puedan pertenecer, otros mayores bienes, razones, derechos, ò acciones, por causa de herencias, ò mayores subcesiones de las Magestades del Rey y Reyna de Portugal su Padre, y Madre, ni de qualquiera otra manera, y por qualquiera causa ò titulo, que sea, ò fuere, que lo sepa ò lo ignore: bien entendido, que de qualquiera calidad, y condicion, que fueren las cosas arriba dichas, deve quedar excluida de ellas; y antes de efectuarse los desposorios harà renuncia en buena, y devida fórma, y con todas las seguridades, fórmas, y solemnidades, que fueren necesarias; la qual renuncia hara la Serenissima Señora Infanta, antes de estar casada por palabras de presente, y la confirmarà luego despues de celebrar el matrimonio, y la aprobarà, y ratificarà juntamente con el Serenissimo Principe de Asturias, con las mismas fórmas, y solemnidades, que la Serenissima Señora Infanta hubiere hecho la sobredicha primera renuncia, y a demas con las clausulas, que se juzgaren mas combenientes, y necesarias; y el Serenissimo Señor Principe, y la Serenissima Señora Infanta quedarà, y quedan, assi de presente, como para entonces, obligados al complimiento, y efecto de la dicha renuncia, y ratificacion, en conformidad de los presentes Articulos, y las sobredichas renuncias, y ratificaciones seran avidas, y juzgadas, assi presentemente, como para entonces por bien hechas, y verdaderamente pasadas, y otorgadas, y las dichas renuncias, y ratificaciones se haran en la fórma mas authentica, y eficaz, que pudieren ser, para que sean buenas, y validas, juntamente con todas las clausulas derogatorias de qualquiera ley, jurisdicion, costumbres, derechos, y constituciones a esto contrarias, ò que empedieren en todo, ò en parte las dichas renuncias, y ratificaciones; y para efecto, y validacion de lo que arriba queda dicho, la Magestad del Rey Catholico, y la Magestad del Rey de Portugal derogaràn, y derogan, desde el presente, sin alguna reserba, y entenderàn, y entenden, assi de presente, como para entonces, tener derogadas todas las excepciones en contrario.*

ART. V.

La Magestad del Rey Catholico darà a la Serenissima Señora Infanta Doña Maria, a su llegada al Reyno de España, para sus anillos, y joyas, el valor de ochenta mil pesos, los quales le perteneceran sin dificultad, despues de celebrado el matrimonio, de la misma suerte, que todas las

droient ou devraient appartenir de plus grands biens, 1727
facultés, droits ou actions, pour cause d'heritage ou plus grande succession de L. M. le Roi et la Reine de Portugal son pere et sa mere, ni de quelque autre manière ou pour quelque cause ou titre que ce soit ou sera, soit connu ou ignoré: bien entendu, que de quelque qualité et condition que seroient les choses ci-dessus exprimées, elle devra en demeurer exclue; et avant d'effectuer les fiançailles elle fera renonciation en bonne et due forme et avec toutes les suretés, formes et solemnités qui seront necessaires; la quelle renonciation la Sérénissime Infante fera avant d'être mariée par paroles *de present*, et la confirmera aussitôt après avoir celebré le mariage, et l'approuvera et la ratifiera ensemble avec le Sérénissime Prince des Asturies dans les mêmes formes et solemnités que la Sérénissime Infante aura fait la susdite premiere renonciation, et de plus avec les clauses qui seront jugées les plus convenables et necessaires; et le Sérénissime Prince et la Sérénissime Infante restent et resteront presentement comme à l'avenir obligés à l'accomplissement et à l'effet de la dite renonciation et ratification en conformité des presens articles, et les susdites renonciations et ratifications seront tenues et jugées à present comme alors pour bien faites et vraiment passées et octroyées, et les dites renonciations et ratifications se feront en la forme la plus authentique et efficace qui pourrait être pour être bonnes et valides ensemble avec toutes les clauses derogatoires de toute loi jurisdiction, usages, droits et constitutions à ce contraires ou qui empecheroient en tout ou en partie les dites renonciations et ratifications; et pour effectuer et valider ce qui est dit ci-dessus S. M. le Roi Catholique et S. M. le Roi de Portugal dérogeront et dérogent dès à present sans aucune reserve et entendront et entendent à present comme alors tenir pour dérogées toutes les exceptions à ce contraires.

Art. V.

S. M. le Roi Catholique donnera à la Sérénissime Infante D. Marie lors de son arrivée en Espagne pour ses anneaux et joyeaux le valeur de 80,000 pesos, lesquels lui appartiendront sans difficulté après la celebration du mariage de la même sorte que tous les autres joyeaux

Anneaux: Joyeaux.

1727 *las otras joyas, que llevare consigo, y seràn propias de la Serenissima Infanta; y de sus herederos, y subcesores, y de aquellos, que tubieren su derecho.*

ART. VI.

La Magestad del Rey Catholico asignarà, y constituirà a la Serenissima Señora Infanta Doña Maria, para sus arras, veinte mil excudos de oro del Sol al anno, que seran asignados sobre rentas, y tierras, de las quales tendrà la jurisdiccion, y el lugar principal el Titulo de Ducado, de suerte, que las dichas rentas, y tierra lleguen hasta la dicha summa de veinte mil excudos de oro del Sol cada anno; de los quales lugares, y tierra assi dadas, y asignadas, gozarà la Serenissima Sennora Infanta por sus manos, y por su authoridad, y de las de sus Commissarios, y Oficiales, y en las dichas tierras proveerà las Justicias, y a demas de esto, le pertenecerà la provision de los Oficios, como es costumbre, entendiendose, que los dichos Oficios no podran ser dados sino a Espannoles de nacimiento, como tambien la administracion, y arrendamiento de las dichas tierras, conforme a las Leys, y costumbres de Espanna. Y de la sobredicha asignacion entrarà a gozar, y poseer la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria, luego que tuvieren lugar las arras, para gozar de ella, toda su vida, sea que quede en Espanna, ò se retire a otra parte.

ART. VII.

La Magestad del Rey Catholico darà, y asignarà a la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria para el gasto de su Camera, y para mantener su estado, y Casa, una summa combeniente, tal, qual pertenece a muger de un tan gran Principe, y a hija de tan poderoso Rey, asignandola en la forma, y manera, que se acostumbra hazer en Espanna para semejantes manutenciones, y gasto.

ART. VIII.

La Magestad del Rey de Portugal harà conducir en el tiempo, que se ajustare a su costa, y gasto a la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria su hija, a la Frontera, y raya de Espanna, con la dignidad, y cortejo, que requiere una tan grande Princesa, y serà recivida de la misma suerte de parte de la Magestad del Rey Catholico, y tratada, y servida con toda la magnificencia, que conbiene.

ART.

joyeaux qu'elle apportera avec elle et appartiendront en propre à la Séréniſſime Infante et à ſes heritiers et ſucceſſeurs et à ceux à qui elle aura cédé ſes droits. 1727

ART. VI.

S. M. le Roi Catholique aſſignera et conſtituera à la Séréniſſime Infante D. Marie pour ſon douaire 20,000 écus d'or, dits de Soleil, par an, lesquels ſeront aſſignés ſur des rentes et terres, desquelles elle aura jurisdiction et le chef lieu le titre de Duché, de ſorte que les dites rentes et terre montent jusqu'à la dite ſomme de 20,000 écus d'or dits de Soleil chaque année; des quels lieux et terres ainſi donnés et aſſignés, la Séréniſſime Infante jouira par ſes mains et par ſon autorité ou par celle de ſes commiſſaires et officiers, et dans ces terres elle pourvoira aux jurisdictions, et, de plus, lui appartiendra de pourvoir aux offices, comme il eſt d'uſage, bien entendu, que les dits offices ne pourront être conférés qu'à des Eſpagnols de naiſſance, comme auſſi l'adminiſtration, et la ferme des dites terres aura lieu en conformité des lois et des uſages d'Eſpagne. Et la Séréniſſime Infante entrera en jouiſſance et poſſeſſion de la ſusdite aſſignation dès que le douaire aura lieu, pour en jouir durant toute ſa vie, ſoit qu'elle reſte en Eſpagne, ou qu'elle ſe retire autre part. *Douaire.*

ART. VII.

S. M. le Roi Catholique donnera et aſſignera à la Séréniſſime Infante D. Marie pour les fraix de ſa garderobe, pour maintenir ſon état et ſa maiſon, une ſomme convenable, telle qu'il convient à l'epouſe d'un ſi grand Prince, et à la fille d'un ſi puiſſant Roi, en la lui aſſignant dans la forme et manière uſitée en Eſpagne pour de ſemblables fraix et entretiens. *Maiſon de la Princeſſe*

ART. VIII.

S. M. le Roi de Portugal fera conduire la Séréniſſime Infante Marie ſa fille dans le tems dont on conviendra, à ſes fraix aux frontières et limite d'Eſpagne avec la dignité et le cortége qui conviennent à une ſi grande Princeſſe, et elle ſera reçue ſur le même pièd de la part de S. M. le Roi Catholique et traitée et ſervie avec toute la magnificence convenable. *Paſſage en Eſpagne.*

ART.

1727

ART. IX.

En el caso, que se disuelva el matrimonio entre el Serenissimo Principe de Asturias, y la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria, y que esta sobreviva al referido Serenissimo Principe, en este caso serà libre a la dicha Serenissima Sennora Infanta quedar en Espanna, en el lugar, que quisiere, ò bolver a Portugal, ò a qualquiera otro lugar combeniente, aun que sea fuera del Reyno de Espanna, todas, y quantas veces bien le pareciere, con todos sus bienes, dote, y arras, joyas, bestidos, y vaguilla de plata, y qualesquiera otros muebles, con sus Oficiales, y criados de su Casa, sin que por qualquiera razon, o consideracion, que sea, se le pueda poner impedimento, ni embarazo alguno a su partida, directe, ò indirectamente, ni impedirle el uso, y recuperacion de sus referidos dote, arras, y joyas, ni otras asignaciones, que se le hubiesen hecho, ò devido hacer; y para este efecto darà la Magestad de El Rey Catholico, a la Magestad del Rey de Portugal, para la sobre dicha Serenissima Sennora Infanta Donna Maria su hija, aquellas Cartas, y seguridades, que fueren necessarias, firmadas de su propria mano, y selladas con su Sello, y desde ahora para entonces la asegurarà, y prometerà la Magestad del Rey Catholico, por si, y por los Reys sus subcesores, con fé, y palabra Real.

ART. X.

La Magestad del Rey Catholico, y la Magestad del Rey de Portugal, suplicaràn a nuestro muy Santo Padre el Papa, con el presente Tratado, se sirva aprovarle, y darle su Benedicion Apostolica; y assi mismo aprovar las Capitulaciones, y ratificaciones, que hubieren hecho las referidas Magestades, y que harà la Serenissima Sennora Infanta, como tambien los actos, y juramentos, que se hicieren para su cumplimiento, insertandolos en sus letras de aprobacion, y de benedicion.

ART. XI.

Y en nombre del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Phelipe Quinto Rey de Espanna, y del muy alto, y poderoso Principe de Asturias Don Fernando, y como sus Embaxadores Plenipotenciarios, y Procuradores de la una parte; y en nombre del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Juan Quinto Rey

1727

Art. IX.

En cas que le mariage entre le Séréniſſime Prince des Aſturies et la Séréniſſime Infante D. Marie fut diſſout, et qu'elle ſurvive au dit Séréniſſime Prince, dans ce cas il ſera libre à la dite Séréniſſime Infante de reſter en Eſpagne dans le lieu qu'elle deſirera, ou de retourner en Portugal, ou à quelque autre endroit convenable, quelqu'il ſoit, hors du royaume d'Eſpagne, toutes et telles fois qu'elle le jugera à propos, avec tous ſes biens, dot et douaire, joyeaux, betail et vaiſſelle d'argent et toute ſorte d'autres meubles, avec ſes officiers et domeſtiques de ſa maiſon, ſans que pour quelque raiſon ou conſidération que ce ſoit on puiſſe lui cauſer aucun empêchement, ni gêner ſon depart, ſoit directement, ſoit indirectement ni l'empêcher d'uſer et de reprendre ſes ſus-dits dot, douaire et joyeaux ou autres aſſignations qui auroient été faites ou du être faites à elle, et à cet effet S. M. le Roi Catholique donnera à S. M. Portugaiſe en faveur de la ſusdite Infante D. Marie ſa fille les documens et ſurétés qui ſeront neceſſaires, ſignés de ſa propre main et munis de ſon Sceau et dès à preſent comme alors S. M. le Roi Catholique le lui aſſurera et promettera pour Lui et pour les Rois ſes ſucceſſeurs ſous la foi et parole royale. *Diſſolution du mariage.*

Art. X.

S. M. le Roi Catholique et S. M. le Roi de Portugal ſupplieront notre Saint-Pere le Pape d'approuver le preſent traité et de lui donner ſa benediction apoſtolique, et de même d'approuver les capitulations et ratifications que les ſusdites Majeſtés auront faites et que fera la Séréniſſime Infante comme auſſi les actes et ſermens qui ſe feront pour ſon accompliſſement, en les inſerant dans ſes lettres d'approbation et de benediction. *Approbation et Benediction papale.*

Art. XI.

Et au nom du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Philippe V. Roi d'Eſpagne et du très-haut, et très-puiſſant Prince des Aſturies D. Ferdinand, et comme ſes Ambaſſadeurs Plénipotentiaires et Procureurs d'une part; et au nom du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Jean V. Roi de Portugal comme *Ratification.*

1727 *Rey de Portugal, como su Ministro Commissario, Actor, y Mandatario, de la otra; nos obligamos los mencionados Ministros de Sus Magestades, en virtud de nuestros respectivos plenos poderes, y prometemos, en fé, y palabra de Sus Magestades, que los presentes Articulos seran enteramente observados, de una, y otra parte, cumplidos, y executados, sin falta ò diminucion alguna; y que serà el presente Tratado por Sus Magestades ratificado, y dentro de quince dias, ò mas presto si fuere posible, seran trocadas las ratificaciones en buena, y debida forma.*

En fé de lo qual, los dichos Ministros Plenipotenciarios, firmàmos de nuestra propria mano dos Exemplares deste Tratado, y les hizimos poner los Sellos de nuestras Armas.

Fecho en Lixboa Occidental a primero de Octubre de mil setecientos y veinte y siete.

(L. S.) *El Marques* DE LOS BALBASES.

(L. S.) DON DIEGO DE MENDOZA CORTEREAL.

(L. S.) *El Marques* DE CAPECELATRO.

omme son Ministre commissaire. agent et mandataire 1727
l'autre; nous les mentionnés ministres de Leurs Majestés, envertu de nos pleinpouvoirs respectifs nous obligeons et promettons sous la foi et parole de Leurs Majestés que les présents articles seront entièremant observés, de l'une et de l'autre part, accomplis et exécutés sans exception ou diminution quelconque; et que le présent traité sera ratifié par Leurs Majestés et les ratifications échangées en bonne et due forme dans l'espace de quinze jours, ou plustot s'il est possible.

En foi de quoi Nous les dits Ministres plénipotentiaires avons signé de notre propre main deux exemplaires de ce traité et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Lisbonne Occidentale le 1 d'Octobre 1727.

(L, S.) *El Marquis* DE LOS BALBASES.

(L. S.) DON DIEGO DE MENDOZA CORTEREAL.

(L. S.) *Le Marquis* DE CAPECELATRO.

(Le pleinpouvoir de S. M. Catholique est daté du 12 Août 1727; celui de S. M. Portugaise du 29 Août 1727; la ratification du Roi d'Espagne du 12 d'Octobre 1727.)

67.

1749 *Extrait du traité préliminaire* *) *entre S. M.*
27 Juil. et 7 Août *le Roi de Danemarc et Son Altesse Royale le Prince Adolphe Frédéric designé successeur au throne de Suède au sujet de l'échange futur du Holstein; signé sous la médiation de la France à Copenhague le* 27 Juil / 7 Août *1749.*

(G. v. Lynar *Staatsschriften* T. I. p. 635.)

Der Thronfolger leistet für sich und seine Nachkommen Verzicht, sowohl auf alle Ansprüche wegen des Herzogthums Schleswig, als auch auf den Besitz des Fürstenthums Hollstein, wenn solcher an ihn, oder seine Linie gelangen sollte; und zwar letzteres gegen Erhaltung eines Aequivalents.

Dieses Aequivalent bestehet in den Graffschaften Oldenburg und Delmenhorst, welche der König alsdann abtritt, und wenn sich fände, dass Hollstein mehr eintrüge, als gedachte Graffschaften, so wird der Unterschied jährlich baar vergütet, auch desfalls Sicherheit gestellet.

Beide Theile treten in den Besitz dieser Länder, so bald der Fall der Successions-Eröffnung sich eräugnet.

In den Graffschaften bleibt eben die Successions-Ordnung, wie solche in dem Fürstl. Hollsteinschen gewesen, und wenn des Thronfolgers Linie erlösche, der alsdann suc-

*) Le traité définitif du 25 Avr. 1750 se trouve en entier dans *Urkunden und Materialien zur näheren Kenntniss der Geschichte Nordischer Reiche*, p. 197: et de là dans Wenck *C. I. G.* T. II p. 472. Mais comme tout ce qui concerne cette négociation est interessant, j'ai cru devoir inférer ici le présent traité, quoique je ne puisse le donner que par extrait.

ſuccedirende Agnate aber in den Tauſch nicht conſentirt 1749
hätte, ſo tritt der König wieder in den Beſitz gedachter Grafſchaften.

Der Kaiſer ſoll gemeinſchaftlich um die Oberlehnsherrliche Beſtätigung dieſes Vergleichs erſuchet werden, in deren Ermangelung jedoch derſelbe allemal ſeine Verbindlichkeit behalten.

So bald der Anfall des Hollſteinſchen an den Thronfolger oder deſſen Linie geſchiehet, werden von beiden contrahirenden Theilen genaue Verzeichniſſe von den Einkünften der abzutretenden Länder übergeben; und ſolche, unter Königlich Franzöſiſcher Vermittelung, gegen einander ausgeglichen; nicht weniger wird alsdann ein Verzeichniſs von den auf dem Fürſtl. Hollſtein haftenden Schulden ausgeliefert, da dann, was in demſelben nicht aufgeführet, oder für liquide nicht erkannt iſt, dem vorigen Beſitzer zur Berichtigung überlaſſen bleibet, der König aber ſämtliche ihm angezeigte liquide Schulden übernimmt, und zwar ſo, daſs er davon, in Betracht der auf das Schleswigſche geleiſteten Verzicht, für zweymal hundert tauſend Thaler unentgeldlich bezahlt, die Summe der übrigen aber bey vorerwähnter Ausgleichung in Abzug bringet, und wenn ſich alsdann noch ein Ueberſchuſs fände, deſsfalls in den Grafſchaften, die er ſchuldenfrey abtritt, ein ſicheres Unterpfand erhält.

Dem gegenwärtigen Beſitze des Groſsfürſten und ſeiner künftigen männlichen Deſcendenz, wie auch dem Rechte der Agnaten ſoll alles dieſes unnachtheilig ſeyn, und dieſer Vergleich in eine beſondere Acte verfaſſet, und behörig unterzeichnet, ferner die Renunciations- und wechſelſeitigen eventuellen Ceſſionsacten von der Crone Schweden als eine *ſanctio pragmatica* angeſehen, und

1749 und garantiret, auch die Crone Frankreich die Garantie desfsfalls ebenfalls zu übernehmen, erfucht werden.

Wenn diefer Vergleich zur Vollftändigkeit gediehen, wird die zu Ende gehende Defenfiv-Allianz mit Schweden erneuert, und die reciproque Hülfsleiftung in einem befondern Artikel namentlich auf gedachten Vergleich, wenn derfelbe angefochten werden follte, extendirt und beftimmt.

Diefe Präliminarien follen baldmöglichft in einen Definitivtractat verwandelt, und

die Ratificationes derfelben innerhalb dreyer Wochen ausgewechfelt werden.

Ce traité conçu en 12 articles a été figné à Copenhague le $\frac{27 \text{ Juil}}{7 \text{ Août}}$ 1749 par le Comte de Hollftein et le Comte de Berkentin de la part du Danemarc, et par le Baron de Flemming de la part du Prince Adolphe; les ratifications en ont été échangées peu après. v. C. de Lynar l. c. p. 638. Je ne trouve nulle part les ratifications du traité définitif. Mais voyés le recès de la diète de Suède de 1752. §. 8. dans Modée *Utdrag utur publique Handlingar &c.* T. V. p. 3203.


UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 03147 2817

